

Le Bulletin des recherches historiques

Société des études historiques, Québec, Archives
de la province de Québec, Société des études ...

Can2.1



Harvard College Library

FROM THE

BRIGHT LEGACY.

Descendants of Henry Bright, jr., who died at Watertown, Mass., in 1686, are entitled to hold scholarships in Harvard College, established in 1880 under the will of

JONATHAN BROWN BRIGHT

of Waltham, Mass., with one half the income of this Legacy. Such descendants failing, other persons are eligible to the scholarships. The will requires that this announcement shall be made in every book added to the Library under its provisions.

Received 14 Jan 1903

V

RECHERCHES HISTORIQUES

RECHERCHES HISTORIQUES

BULLETIN D'ARCHÉOLOGIE, D'HISTOIRE, DE
BIOGRAPHIE, DE BIBLIOGRAPHIE, DE
NUMISMATIQUE, ETC., ETC.,

PUBLIÉ PAR

PIERRE-GEORGES ROY

VOLUME CINQUIÈME

LÉVIS

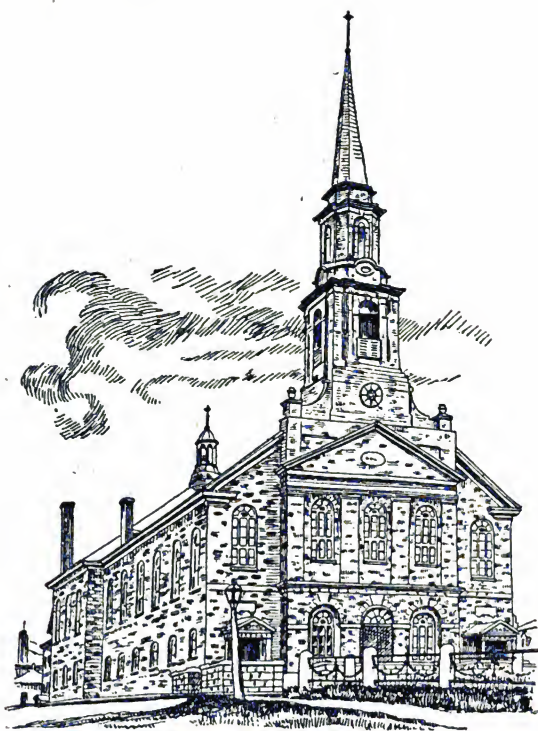
1899

~~Q F 352.1~~

Can 2.1



Bought fund.



EGLISE NOTRE-DAME DE LA VICTOIRE DE LEVIS

BULLETIN DES RECHERCHES HISTORIQUES

VOL. 5

JANVIER 1898

No. 1

NOTRE-DAME DE LA VICTOIRE DE LÉVIS

Lorsque, au mois d'octobre 1843, Mgr J.-D. Déziel fut nommé curé de Saint-Joseph de la Pointe-de-Lévy, cette ancienne paroisse comptait 4229 catholiques. Elle s'étendait de Beaumont à Saint-Nicolas et du fleuve Saint-Laurent à Saint-Henri.

Le nouveau curé n'eut pas besoin d'un bien long séjour à Saint-Joseph de la Pointe-de-Lévy, pour prévoir qu'avant longtemps il faudrait subdiviser cette vaste paroisse.

C'est en 1845 que se commencèrent les démarches qui devaient aboutir, six ans plus tard, à l'érection de la paroisse de Notre-Dame de la Victoire de Lévis. C'est le choix du site du nouveau temple qui retarda ainsi la fondation demandée.

Le 29 septembre 1850, avait lieu la bénédiction de la pierre angulaire de l'église de Notre-Dame de la Victoire.

Au mois de septembre 1851, un décret de l'archevêque de Québec détachait la nouvelle paroisse de celle de Saint-Joseph de la Pointe-de-Lévy.

Enfin, le 20 novembre suivant, Mgr Cazeau bénissait solennellement le temple que les paroissiens de Lévis venaient d'élever.

L'église Notre-Dame de la Victoire a subi, en 1895, des réparations qui en font un des plus beaux temples de la rive sud.

Depuis 1850, trois curés se sont succédés à Lévis : Mgr J.-D. Déziel, 1850-1882 ; MM. Antoine Gauvreau, 1882-1895, et F.-X. Gosselin, curé actuel.

PIERRE-GEORGES ROY

LE FLIBUSTIER BAPTISTE (1)

Un matin—environ quinze jours avant que la Parque Atropos ne trancha brusquement le fil de ses jours—feu M. Joseph Marmette m'apporta sous enveloppe, quelques notes copiées ici et là dans l'un des volumes manuscrits de la *Correspondance Générale* des fonctionnaires de la nouvelle, avec les ministres du roi de la vieille France. Son intention était de composer un petit roman, mais il avait déjà à mener à bien le feuilleton ayant cours dans la *Revue Nationale*, et ceci, avec probablement d'autres conceptions littéraires, occupait de reste, pour le moment, notre regretté romancier canadien. Mais en me donnant ces copies, il ne me dit pas un mot du petit roman qu'il avait rêvé faire. Si plus tard j'en ai le loisir, et que le terrain n'ait point été exploité, nous verrons s'il y a possibilité de reprendre l'idée.

Pour le moment, j'offre aux *Recherches Historiques* les notes que j'ai recueillies sur ce personnage acadien, et par là je réponds, longuement peut-être, à la question posée, en 1897, par l'un des lecteurs des *Recherches Historiques* au sujet de mon homme.

Le 3 mai, 1668, eut lieu à Québec, (2) le mariage de Jean Baptiste, fils de Pierre Baptiste et de Jeanne Pasqué, de Notre-Dame de Mantes, évêché de Rouen, et de Françoise Hermel, fille de Pierre Hermel et de Marie Coquemer, de Notre-Dame du Havre-de-Grâce, évêché de Rouen. Ces conjoints étaient donc Normands.

Ces deux personnes—ou je devrais dire—ce Baptiste est-il le même que celui qui fit la course sur les côtes de l'Acadie quelque vingt ans plus tard ? Si cela est, il ne devait

(1) III, VII, 338.

(2) Tanguay, *Dictionnaire Généalogique*, Vol. I.

compter en 1668 guère plus d'une vingtaine d'années, mais l'acte de mariage le qualifie originaire de Normandie, et vous verrez plus loin, que M. de Vandreuil assura à M. de Frontenac avoir connu la première femme du sieur Baptiste, en France, qui demeurait proche de chez lui en *Languedoc* !

Peut-être, l'un des lecteurs des *Recherches Historiques* pourra-t-il contribuer à élucider ce point, s'il est en connaissance de cause.

La première mention que je trouve ensuite du flibustier, est au volume 12, *Canada, Correspondance Générale* ; en date du 12 septembre, à Québec, Frontenac donne des instructions à d'Iberville qui doit croiser sur les côtes de l'Acadie : d'Iberville et de Bonaventure prendront le capitaine Baptiste à la Baie Verte où le sieur de Vilbon le conduit, ou, s'ils le rencontrent sur leur route, il pourra leur indiquer mieux que personne ce qu'il y aura de plus facile et de plus avantageux à entreprendre tant sur les bâtiments qu'ils y rencontreront, que pour les descentes et attaques de petits forts qu'ils pourront faire à terre ferme. Un certain nombre de sauvages s'étaient abouchés avec Baptiste pour se joindre à d'Iberville, conformément aux instructions du Gouverneur-Général.

Le 25 octobre, 1693, Frontenac écrit au ministre : " Le sieur Baptiste, fameux flibustier de ces côtes-là (Acadie) et qui les connaît parfaitement passe en France pour vous proposer les vues qu'il y aurait là-dessus. C'est un homme qui les a beaucoup désolés, dont ceux qui le connaissent disent du bien ; qui m'a donné, depuis qu'il s'est déclaré pour nous, aucun sujet de croire qu'il n'eut pas toute la fidélité qu'on en doit attendre, qui s'est même marié à Port Royal à une fille du lieu, qu'il avait envie d'amener ici (1) ne la croyant pas en sûreté là où elle est, et qui me paraît avoir des pen-

(1) Québec.

sées qui seraient d'une grande utilité et d'une médiocre dépense. Ce sera à vous, Monseigneur, à les examiner et me faire savoir ce que vous aurez résolu là-dessus."

L'année suivante, le capitaine Baptiste revint à l'Acadie, en charge d'un brigantin que le roi lui avait accordé.

Dans le mémoire adressé à M. de Pontchartrain sur l'entreprise à former contre le fort de Pemiquid, M. de Vilbon dit :—" Ce poste étant pris, on pourrait aller faire des descentes le long de la côte ; Mr Baptiste avec quelques pilotes que nous avons ici conduiraient sûrement les vaisseaux, et on pourrait détruire une partie des Isles qui sont à la vue de Boston, sans risque."

Ceci démontre que Baptiste pour bien connaître ces parages avait dû y passer plusieurs années, et pour mériter la confiance qu'on avait en lui, j'opine que l'homme devait l'inspirer autant par un âge mur que par sa vaillance.

Voici le fibustier armé en course grâce à la bienveillance du roi. Avec son brigantin, dans l'espace d'un trimestre, il prend dix petits bâtiments aux Anglais (1). Cependant, deux de ses prises lui sont enlevées par l'ennemi. Il guerroit bravement, et ne ménageant pas assez son équipage, la plus grande partie l'abandonne. (2) Sur ce fait, un violent coup de vent jette son navire à la côte ; au moment où Baptiste est occupé à le radoubler, les Anglais surviennent et l'attaquent. C'est un combat de pygmée et de géant que celui du petit brigantin et de la grosse frégate anglaise. N'importe, Baptiste se défend longtemps, et ce n'est que lorsque la lutte n'est plus soutenable que l'Acadien eschoue son navire à terre, où il se sauva avec son équipage, laissant le brigantin au pouvoir des vainqueurs. (3)

(1) Champigny au ministre, 24 octobre 1694, Québec.

(2) Frontenac au ministre, 24 octobre 1694, Québec.

(3) Champigny au ministre, 11 août 1695, Montréal.

A la même date, c'est-à-dire le 24 octobre 1694, Frontenac, au 40e article de la volumineuse correspondance qu'il adressait au ministre, mande que le sieur de Vilbon l'informe des prises faites par le capitaine Baptiste, et que cet homme se prépare à reprendre la mer pour en faire de nouvelles. Le corsaire se plaint d'un missionnaire aux Mines, appelé le sieur de St-Cosme, qui le traverse fort dans tous les préparatifs qu'il est obligé d'arranger en ce lieu et même qu'il inspire à des habitants qui lui sont affidés, des sentiments, qui, se propageant, pourraient à l'avenir avoir des conséquences fort préjudiciables au service. M. de Frontenac manda à M. de Vilbon "d'y avoir l'œil fort exactement" pour empêcher d'autres désagréments.

Le printemps de 1695, le capitaine Baptiste, par le travers du cap de Mallebarre prit un bâtiment de soixante tonneaux, chargé de sucreries, melasse et autres marchandises, qu'il confia au capitaine Guyon, flibustier de Québec. Il captura ensuite un navire de vingt-cinq tonneaux, qui lui fournissait toutes les choses nécessaires pour armer tout l'été. Mais, étant allé vers la baie des Espagnols, à l'embouchure du fleuve St-Laurent dans la pensée qu'il y pourrait trouver le sieur de Bonaventure, au lieu de cela il y rencontra une frégate anglaise, contre laquelle il se battit tout un jour, jusqu'à ce qu'il vit son vaisseau entièrement criblé de coups de canon, ce qui l'obligea de l'abandonner, et de se jeter à terre avec son monde ; comme il atteignait la terre ferme il vit son bâtiment couler à fond, avec huit marins anglais, qui venaient d'y monter.

Le capitaine Guyon retournait à Québec avec sept prises lorsqu'il rencontra la frégate désastreuse à Baptiste. Il voulut prendre la fuite, mais aussitôt, comprenant qu'il ne pouvait échapper, il échoua sa flottille sur un rocher nommé le *Loup Marin*, et lorsque l'ennemi s'en approcha, il l'a-

vertit que plutôt de se rendre, il mettrait le feu aux sept bâtimens. Le capitaine anglais offrit à Guyon de lui céder un navire avec toute sa charge et liberté de continuer sa route, s'il abandonnait les six autres navires. Guyon accepta, mais le bâtiment était trop endommagé, et il demanda de l'échanger ; ces Anglais y consentirent, mais le Canadien ne profita pas par cette transaction, car dès que le navire fut échoué il coula bas. Les Canadiens n'eurent plus que leurs grands canots de bord pour regagner Québec, où ils arrivèrent aux premiers jours de juillet.

Voici que nous allons connaître un peu mieux le capitaine Baptiste. Frontenac écrit de Québec, le 2 novembre 1695, au ministre :

“ Je vous avoit, monsieur, recommandé les années précédentes, le nommé Batiste, sur les bons témoignages que M. de Vilbon m'en avoit rendus, mais j'ay appris depuis deux ou trois mois qu'il avoit tenu des discours peu de temps avant qu'il passast en France qui marquoient qu'il n'avoit pas de trop bonnes intentions. On m'a dit de plus que c'est un homme qui est marié en plusieurs endroits en France et en Hollande, outre la femme qu'il a présentement au Port Royal, M. de Vaudreuil m'a assuré qu'il connoissoit celle qu'il avoit en France, et qui est proche de chez lui en Languedoc. J'ay cru devoir vous en avertir, aussi bien que M. de Chevre, afin qu'il ne puisse pas vous surprendre, puisqu'on prétend qu'il est allé demander en France un autre vaisseau à la place de celui qu'il a perdu, pour avoir plus de facilité de transporter en Hollande ou en quelqu'autre pays ennemy la femme qu'il a à Port Royal, avec tous ses effectz.”

Par le journal de M. de Vilbon, de ce qui s'est passé en Acadie depuis le mois d'octobre 1696 jusqu'à la fin de mai

1697, il est à supposer que le voyage en France du sieur Baptiste pour obtenir un second vaisseau n'eut pas de succès.

Le 3 novembre 1696, De Vilbon envoie Baptiste aux Mines et à Port Royal, pour avoir des pois, les fèves de la garnison s'étant trouvées presque toutes gâtées, renvoyant en même temps trois soldats invalides pour être nourris aux Mines, pour ménager les vivres de la garnison de De Vilbon. Baptiste, en partant, promet de rétablir la course, avec les deux pirogues de l'armement des Anglais que l'on avait trouvé sur la côte, s'il pouvait trouver du monde aux Mines et à Port Royal.

De Vilbon commandait au fort Matchouak ou Naxouac ; il reçut, le 28 décembre suivant, des vivres apportées par un bâtiment de Port Royal. Il apprit alors que le capitaine l'aptiste avait levé du monde pour aller en course.

Le 2 février 1697, quatre flibustiers arrivèrent au fort, avec une lettre de Baptiste. Il demandait une commission pour faire la course avec ses deux pirogues et vingt-un hommes d'équipage.

Le 10 mars, à trois lieues de Casquebaye (1) les Acadiens rencontrèrent huit chaloupes pécheuses de marvillette, dans lesquelles il y avait trente-huit hommes. Baptiste et son équipage, depuis plusieurs jours ne subsistaient que de coquillages ramassés le long de la mer ; ils résolurent d'attaquer les chaloupes croyant y trouver quelques vivres.

Les chaloupes étant mouillées les unes près des autres, le capitaine Baptiste résolut d'attaquer à la nuit du 10 au 11 mars. Ses deux pirogues accostèrent deux chaloupes, dont l'équipage dormait. Il s'en rendit maître en un coup de main, mais le bruit que cette opération occasionna réveilla

(1) Casco Bay, état du Maine.

les équipages des autres embarcations, qui firent feu sur les Acadiens avec beaucoup de vigueur. Les flibustiers se lancèrent bravement à l'abordage des chaloupes, se battant comme des lions, et se rendirent maîtres de six bateaux, les deux dernières chaloupes voyant le résultat du combat se sauvèrent à la faveur du vent.

Il y avait sept Anglais de tués sur les ponts, dont cinq capitaines de bateaux, quatre de blessés et vingt prisonniers. Baptiste eut trois blessures, et huit de ses hommes furent blessés, mais tous sans gravité.

Le capitaine Baptiste emmena ses prises pour les mettre en lieu plus sûr ; il relâcha à terre les Anglais qui avaient sept lieues pour aller au plus proche de leurs forts.

Il arma ensuite la meilleure voilière de ces chaloupes, dans le dessein d'aller vers Boston faire quelques prises, mais comme il était à la garnir, et l'avait échouée pour raccommoder sa fausse étrave, il entra dans le havre où il y avait deux bâtiments armés en guerre qui le cherchaient et qui étaient de Salem, destinés pour convoier les pêcheurs le long de la côte. Ils étaient cinquante hommes dans les deux bâtiments, et le plus grand avait quatre pièces de canon. L'on était au 19 mars. Le plus grand bâtiment vint s'emboîser à la portée de pistolet de celui de Baptiste pour le canonner, pendant qu'il envoyait l'autre pour l'aborder. Les flibustiers qui étaient cachés à terre laissèrent arriver l'ennemi et amarrer une haussière à la chaloupe-voilière. Les Anglais ne voyant personne crurent les Acadiens enfuis, et ils attendirent la marée montante pour hâler le bateau de Baptiste au large. Tout-à-coup, Baptiste fait faire une décharge sur eux, si vigoureuse, qu'elle culbuta tout l'équipage anglais. Ceux-ci n'eurent rien de plus pressé que de couper la haussière et de se retirer au large. Sur le soir, la

chaloupe étant à flot, Baptiste s'embarqua avec son équipage.

Le lendemain, (le 20 mars) dès le matin, les deux bâtiments anglais revinrent à la charge. L'un d'eux voulut aborder Baptiste, mais fut repoussé et eut quatre ou cinq hommes tués. Alors l'ennemi se retira à l'entrée du havre, et le petit bâtiment s'éloigna pour aller chercher du renfort, à sept ou huit lieues de là, emportant les morts et les blessés, pendant que l'autre gardait Baptiste qui ne pouvait aisément sortir de ce havre, la passe étant fort étroite.

A la nuit, le temps devenu couvert augmenta l'intensité des ténèbres, et comme Baptiste n'était pas en état d'attaquer le grand bâtiment, son équipage n'ayant vécu depuis quinze jours que de coquillages et les vivres trouvés dans les chaloupes ne consistant qu'en poissons, il résolut de profiter de la marée baissante pour sortir. Ce qu'il fit.

Baptiste mit ensuite le cap au nord-est, se dirigeant vers les Mines où il voulait se ravitailler pour retourner en course.

Il manda alors au sieur de Vilbon qu'il serait au bas de la rivière St-Jean, au plus tôt à la fin d'avril. Les Anglais, prisonniers des chaloupes, lui dirent, ce dont il fit part à Vilbon, qu'à Boston l'on tenait la paix faite avec la Savoie et l'Espagne, et qu'on parlait de celle d'Hollande... Que le conseil de Boston avait résolu de faire attaquer de nouveau le fort de Matchouak, et qu'ils avaient donné des ordres pour la levée de leurs troupes, étant résolus en même temps de détruire Port Royal, les Mines et Beaubassin, et *d'en transporter les familles hors du pays en représailles*, disant que les Français firent la même chose à quatre places, en Terre-neuve, l'automne précédent...

Le 29 avril, Baptiste n'avait point encore paru au bas de la rivière, tel que promis, mais le 5 mai, sa femme arriva au fort pour annoncer qu'il était reparti en course.

Le 14 mai, le capitaine Baptiste se montra à l'entrée de la rivière St-Jean, accompagné d'un bâtiment commandé par le capitaine Basset (Français) qui était venu au cap de Sable ramener des prisonniers Français de Boston.

Le 17, Baptiste reprit la mer de nouveau.

Dans la relation de l'attaque faite par les Anglais contre le fort Matchouak en octobre (l'année n'est pas mentionnée, probablement 1697,) il est dit que le sieur Baptiste venu au fort le matin du 17 octobre, avait passé la nuit précédente avec M. de Clignanourt, huit Français et trois Sauvages, à l'entrée de la petite rivière de Naxouassiss, environ une demie lieue au-dessus du fort, et d'où l'on pouvait découvrir de loin quand l'ennemi monterait... Pendant que les Anglais et les Français se canonnaient et s'adressaient des portées de mousqueterie, DeClignanourt et Baptiste dans le désert du fort avec les huit Français et les trois Sauvages tiraient sur l'ennemi posté de l'autre côté de la rivière.

Le 19, Baptiste alla en découverte et rapporta que les Anglais avaient un bateau de dix-neuf tonneaux, deux pirogues, deux grandes chaloupes et un canot d'écorce, ce qui donna l'impression qu'ils étaient peu de monde. Le soir du 20, les assiégeants se retirèrent à Forneuse, trois lieues plus loin, et brûlèrent trois maisons. L'ennemi n'osa toucher à la maison du flibustier Baptiste, sise vis-à-vis le fort, et inhabitée, qui y allait quelques fois pour tirer des coups de fusil et de boîte pour faire croire qu'il y avait une garde.

La fortune des armes varie, et le capitaine acadien en fit l'épreuve.

Répandant à la lettre du comte de Bellemont, gouverneur

de la Nouvelle York, le comte de Frontenac, le 8 juin 1698, proteste contre la retention dans les chaines à Boston du capitaine Baptiste, flibustier, qui y est traité avec beaucoup de rigueur, et demande sa mise en liberté. Le sujet de cette correspondance est l'échange de prisonniers français et anglais.

Je n'ai pu trouver que l'on ait écouté les remontrances de Frontenac, et jusqu'à quelle date Baptiste demeura aux mains des Bostonnais.

Si la chose m'est possible, je compléterai ces notes plus tard.

RÉGIS ROY

LES MÉTIS OU BOIS-BRULÉS

Il y a deux cents ans, les Sauvages du Bas-Canada n'avaient plus guère d'importance comme chiffre,—mais il restait des tribus dans le sud, l'ouest et le nord-ouest. Nos coureurs de bois commencèrent à métisser rondement. Point de femmes blanches dans ces vastes contrées. La galanterie française y brilla sur tous les points. Une race nouvelle vit le jour, tenant le milieu entre la barbarie et la civilisation. Telle est l'origine des *Métis* ou *Bois-Brûlés* :—père français, mère sauvage. Ces sangs mêlés ne sont pas venus se joindre à nous. Ils occupent encore le pays de leurs ancêtres. Impossible donc de les confondre avec les Canadiens-Français.

Les Bois-Brûlés datent à peine de 1675 ; la principale période de leur création va de 1700 à 1740, et leur développement se calcule depuis la cession du Canada (1760), alors que, abandonnés à eux-mêmes les Canadiens de l'ouest firent corps plus que jamais avec les tribus des grandes plaines.

LA TRAVERSÉE DU SAINT-LAURENT

Les passagers qui, aujourd'hui, font le trajet entre Québec et Lévis, en hiver, dans l'entrepont confortable des puissants bateaux à hélice qui se croisent d'une rive à l'autre en quelques minutes, coupant, brisant, refoulant, bousculant des monceaux de glaçons charriés par la marée, et filant droit à travers le chasse-neige et les brouillards secoués par la rafale, ne se doutent guère de ce que c'était que la traversée du Saint-Laurent autrefois, surtout par les "gros temps" de décembre et de janvier.

Le voyage se faisait en canots.

Ces canots étaient des espèces de pirogues creusées dans un double tronc d'arbre, dont chaque partie était solidement reliée à l'autre par une quille plate en bois de chêne, polie et relevée aux deux extrémités, de façon à ce que l'embarcation pût, au besoin, servir en même temps de traîneau.

Le patron s'asseyait à l'arrière sur une petite plate-forme élevée d'où il dirigeait la manœuvre, et gouvernait à l'aide d'une pagaie spéciale, tandis qu'à l'avant et quelquefois debout sur la "pince"—on appelle "pince" la projection effilée de la proue—un autre hardi gaillard scrutait les passes et surveillait les impasses, la main sur les yeux, tout blanc de givre, avec des stalactites glacées jusque dans les cheveux.

En avant du pilote, un certain espace était ménagé pour les passagers, assis à plat-fond, tout emmitouffés et recouverts de peaux de buffles, encaqués comme des sardines, parfaitement à l'abri du froid, mais aussi entièrement immobilisés.

Les autres parties de l'embarcation étaient garnies de tôtes, qui, tout en assurant la solidité du canot, servaient

de bancs aux rameurs à longues bottes et aux costumes plus ou moins hétéroclites, qui pagayaient en cadence, s'encourageant mutuellement du geste et de la voix.

Le métier n'était pas tendre ; et, comme les hivers de ce temps-là dépassaient de beaucoup les nôtres en rigueur, il devenait quelquefois dangereux.

Chaque mise à l'eau c'est-à-dire chaque départ, donnait infailliblement des émotions aux plus hardis, même à ceux qui y étaient les plus habitués.

Quand on se voyait lancé du haut de la " batture "—en termes canadiens, on appelle " battures " ou " bordages " les bancs de glace adhérents au rivage et contre lesquels glissent ou se brisent les banquises emportées par le courant—quand on se voyait, dis-je, lancé du haut de la batture dans les eaux noires et bouillonnantes du fleuve, l'équipage sautant précipitamment à bord dans un enchevêtrement éperdu de mains et de bras accrochés aux flancs bondissants de la pirogue, cela ne durait que l'espace d'un clin d'œil, mais c'était plus fort que soi, le cœur vous tressautait dans la poitrine.

Et nage, compagnons !... Haut les cœurs, les petits cœurs !...

D'immenses blocs verdâtres barrent la route : vite, le cap dessus ! Bon là ! Lâchons l'aviron, l'épaule aux amarres, et en avant sur la surface solide du grand fleuve !

Plus loin, ce sont d'énormes fragments entassés et bousculés les uns sur les autres ; le passage semble impraticable... n'importe, hissons le canot à force de bras : et en avant toujours !

Voici un ravin qui se creuse, descendons-y ! C'est un abîme peut-être : en avant quand même !

La neige détrempée s'attache et se congèle aux flancs de l'embarcation, qu'elle menace d'immobiliser : hardi, les

braves ! Pas une minute à perdre, roulons ! roulons !... Et nous voilà repartis.

Ici, c'est autre chose : tout s'effondre sous nous. Ce n'est plus de l'eau, ce n'est plus de la glace ; impossible de payer, plus de point d'appui pour trainer. Il faut pourtant se tirer de là, les enfants !

En-dedans, vous êtes paralysés ; en dehors, vous enfoncez à mi-jambe dans la neige fondante et la glace en " frasil " : il n'y a pas à dire, il faut se tirer de là.

Et cela durait des heures, quelquefois des journées entières...

Oh ! non, il n'était pas tendre le métier.

Victor Hugo a raconté les " travailleurs de la mer " d'une façon sublime : que n'a-t-il vu nos canotiers de Saint-Laurent à l'œuvre !

LOUIS FRÉCHETTE

L'HONORABLE JUGE A.-N. MORIN

C'était le 1er janvier 1842.

L'honorable A.-N. Morin, alors juge au tribunal de Kamouraska, remontait à Québec, avec l'intention d'arriver chez lui le jour même. Les mauvais chemins, cependant, l'ayant trop retardé, il s'arrêta à l'église de sa paroisse natale : Saint-Michel de Bellechasse.

C'était un peu avant l'heure de la grand'messe du jour de l'an. M. Morin se met, aussitôt descendu de voiture, à chercher son respectable père parmi la foule, à la porte de l'église. Il le trouve bientôt, et, là, aux yeux de toute la paroisse, le juge Morin ôte sa coiffure se met à genoux sur la neige et implore la bénédiction paternelle.

Quelle leçon pour le fils dénaturé d'aujourd'hui, qui semble rougir de ses parents parce qu'ils sont vêtus d'étoffe du pays !

AUGUSTE BÉCHARD

RÉPONSES

Le Journal des Jésuites. (II, II, 155.)—Le *Journal des Jésuites* couvre la période comprise de septembre 1645 à juin 1668, excepté quelques lacunes entre le 5 février 1654 et le 25 octobre 1656. Ce manuscrit appartenait originellement aux archives du vieux collège des Jésuites de Québec, et il fut trouvé là après la mort du père Jean-Joseph Casot, qui mourut le 16 mars 1800. Il disparut alors, mais fut retrouvé vers l'année 1815, lorsque Andrew-William Cochran, secrétaire civil du gouverneur sir John-Cope Sherbrooke, le découvrit accidentellement dans un coin de son bureau. Après la mort de M. Cochran arrivée le 11 juillet 1849, sa veuve le présenta à George-Barthélemy Faribault, de Québec. M. Faribault mourut le 21 décembre 1866, et par son testament donna tous ses livres, manuscrits, peintures et gravures ayant rapport à l'histoire du Canada au séminaire de Québec. L'original du *Journal des Jésuites* passa ainsi au Séminaire, et est aujourd'hui parmi les trésors précieux de la bibliothèque de l'Université Laval.

On a des preuves que le *Journal des Jésuites* fut continué jusqu'à 1755 ; mais les manuscrits de cette continuation qui devaient comprendre au moins deux volumes sont disparus. En 1897, M. l'abbé Henri-Raymond Casgrain, de l'Université Laval, fit des recherches en Angleterre parmi les héritiers de William Smith, l'historien du Canada, mais sans succès. Smith avait cité le *Journal des Jésuites* à la date du 20 décembre 1710 et encore en 1752 ; et dans sa préface il mentionne spécialement le *Journal des Jésuites* au nombre des sources qui lui ont donné les " informations les plus précieuses." Mgr Thomas-E. Hamel, bibliothécaire de l'Université Laval, est sous l'impression que Smith avait accès

aux manuscrits en question, et qu'il n'en était pas le propriétaire ; et que ce sera seulement par un hasard providentiel que les volumes disparus seront retrouvés s'il n'ont pas été détruits.

En 1871, le *Journal des Jésuites* fut publié sous la direction des abbés Laverdière et Casgrain ; mais à peine quelques exemplaires—peut-être soixante—avaient-ils été distribués, que le feu consuma l'établissement de l'éditeur, M. Léger Brousseau, et presque toute l'édition fut détruite. Quelques exemplaires (Henry-C. Murphy dit douze, mais une note au crayon dans l'exemplaire de la Société Historique du Wisconsin dit quarante), qui avaient été gâchés par la fumée et l'eau furent reliés et vendus.

En 1893, J.-M. Valois, de Montréal, a publié une réimpression de l'édition de 1871.

REUBEN-GOLD THWAITES

Les journaux de Longueuil. (III, XI, 375.)—Le 22 janvier 1885, M. Jean-Baptiste Rouillard faisait paraître à Longueuil le premier numéro d'un journal hebdomadaire, intitulé : *L'Impartial*.

Le journal promettait d'observer strictement les promesses contenues dans son titre ; il s'engageait de s'occuper spécialement des intérêts de la rive sud, et surtout du comté de Chambly.

M. Rouillard fit d'abord imprimer son journal à Montréal ; mais au printemps de 1885, ayant acheté des presses, il installa son matériel dans l'ancienne manufacture Crevier, et dès lors le journal se composa et s'imprima à Longueuil même.

L'Impartial, rédigé avec soin par M. Rouillard et quelques amis dévoués, fit une vigoureuse campagne en faveur du chemin de fer de Montréal et Sorel ; il parvint à forcer

le gouvernement fédéral à accorder de généreux subsides à cette ligne si importante pour l'avenir de Longueuil.

Réellement indépendant des partis politiques, l'*Impartial* consacra ses colonnes à toutes les questions vitales pour Longueuil et les paroisses environnantes.

Cependant la mort de Riel fit changer la ligne de conduite du journal. L'*Impartial* se jeta résolument dans le mouvement national qui se forma à cette occasion.

En 1886, M. Rouillard transporta ses presses à Sorel, et l'*Impartial*, quoique daté de Longueuil, a été imprimé là jusqu'à sa disparition en 1890.

M. Rouillard fit, en 1886, avant son départ pour Sorel, paraître un journal humoristique appelé *Le Bourru* ; mais cette feuille décéda après quelques semaines d'existence.

J.-L. VINCENT

Le comte de Vaudreuil. (IV, III, 426.)—Le comte de Vaudreuil, petit-fils de notre premier gouverneur de Vaudreuil, aimait passionnément les arts et les lettres. Toutes les semaines, il donnait un dîner qui était uniquement composé de littérateurs et d'artistes. La soirée se passait dans un salon où l'on trouvait des instruments de musique, des crayons, des couleurs, des pinceaux, des plumes, et chacun composait, peignait, écrivait selon son goût ou son talent.

M. de Vaudreuil possédait une fort belle voix et il était excellent musicien. Ces deux talents qu'il avait eu le bon esprit de cultiver le firent beaucoup rechercher dans le monde.

La première fois qu'il fut reçu chez la maréchale de Luxembourg, épouse en premières nocces du comte de Boufflers, celle-ci, qui aimait le chant et la musique, voulut le faire chanter.

—Monsieur, lui dit-elle après le souper, on dit que vous chantez fort bien ; je serais charmée de vous entendre ; mais, si vous avez cette complaisance pour moi, ne me chantez point d'ariettes, point de grands airs, un *Pont-Neuf*, un simple *Pont-Neuf*. J'aime le naturel, l'esprit, la gaiété.

M. de Vaudreuil, content de faire parade de son talent, ne se fit guère prier et, ignorant qu'avant son veuvage son hôtesse avait été la comtesse de Boufflers, il chanta le premier couplet d'un *Pont-Neuf* où il était fait allusion un peu irrespectueusement du comte de Boufflers.

Le premier vers de ce couplet commençait ainsi :

Quand Boufflers parut à la cour

A ce moment les nobles personnages qui emplissaient les salons de la maréchale de Luxembourg se mirent à tousser et à éternuer afin de le faire taire. Mais M. de Vaudreuil continua d'une voix pleine et sonore :

On crut voir la mère d'Amour.

Le bruit, l'agitation redoublèrent. Ce ne fut qu'après le troisième vers

Chacun cherchait à lui plaire

que M. de Vaudreuil s'arrêta en voyant tous les yeux fixés sur lui.

La maréchale de Luxembourg qui était une des femmes les plus spirituelles de la cour de Louis XVI prit la chose en riant.

—Poursuivez donc, monsieur, dit-elle, au comte de Vaudreuil, confus, humilié, et elle chanta elle-même le dernier vers :

Chacun l'avait à son tour. .

M. de Vaudreuil, tant par son esprit que ses brillantes qualités, réussissait beaucoup auprès des femmes. Son

langage avec elles était plein d'agrément et de charme. Aussi la princesse d'Hénin a dit qu'elle ne connaissait que deux hommes qui sachent parler aux femmes : le tragédien Lekain et M. de Vaudreuil.

A la cour de Louis XVI, M. de Vaudreuil ne possédait pas exactement un grand crédit. Mais il était dans les bonnes grâces de la reine Marie-Antoinette. Il faisait même partie de sa société intime. Il fut un de ceux qui contribuèrent à l'élévation de la duchesse de Polignac, grande amie de Marie-Antoinette.

R.

La quête de l'Enfant Jésus. (IV, XI, 536.)—La quête de l'Enfant Jésus a pris son nom du temps où elle était faite, quand l'Eglise, célébrant la naissance du divin Sauveur, Jésus enfant est exposé à la vénération des fidèles.

La visite paroissiale se fait encore presque partout à la campagne à la même époque, et elle a conservé jusqu'à nos jours sa primitive beauté.

Avec quel plaisir, quel légitime orgueil le marguillier conduisait naguère M. le curé !

Il choisissait la plus belle carriole et son cheval le mieux dressé.

Il le revêtait de son harnais de prédilection, surmonté de ses grelots les plus sonores, faisant son apparition de grand matin, souvent par un froid intense, et en dépit de formidables avalanches de neige.

Le capot d'étoffe grise, avec le fameux capuchon, la ceinture fléchée et les bottes sauvages s'affirmaient à ce temps dans toute leur importance.

Voyez avec quel soin il installe M. le curé en voiture, comme il l'enveloppe précieusement dans ces robes de carriole si chaudes.

Il inspecte tout, soulève le harnais, promène sa main sur

la crinière du beau cheval, lui dégage les yeux, puis il part avec bonheur en tête du cortège, en promettant du beau temps et un joli succès.

Vient ensuite la voiture du second marguillier.

C'est lui qui recueille les viandes, la laine, les pains de sucre, le savon et même le tabac ; il ne refuse rien.

Enfin le troisième marguillier occupe le dernier traineau, muni d'une boîte haute et longue ; les habitants y déposeront les divers grains de leur offrande sur tout le parcours de la visite.

Il s'agissait de commencer à l'extrémité du rang le plus éloigné de la paroisse, ce qui fournissait une longue course. N'importe, les chevaux étaient vifs et forts ; on arrivait bien vite au but.

Quelle réjouissance !

Voyez la joie sur toutes les figures de la belle maisonnée, quand M. le curé franchit le seuil de cette enceinte déjà bénite de sa main, et où son œil contemple plusieurs générations dont les éphémérides de joie et de deuil sont intimement liées à son ministère.

Où, le beau spectacle quand les vieux parents, le fils aîné, sa femme, les petits enfants s'agenouillent aux pieds du pasteur.

Ils se relèvent avec joie pour recueillir ses pieux accents, autour du poêle familial, contribuant sa part de la visite par un feu dont on se souvient.

S'il y a des malades, des infirmes, ils sont consolés. Les petites dissensions sont apaisées, les misères secourues, la paix est rétablie.

Pendant ce temps les petits enfants sont proprement assis suivant leur âge, et le frais tressaillement de leurs joues de rose indiquent qu'ils attendent quelque chose de M. le curé : une petite image, une médaille.

Il faudra recevoir de la main droite en disant merçi ; la mère est là pour y voir.

Tout cela se fait trop vite, il semble ; et puis sur un signe de M. le curé, le marguillier ramène poliment sa voiture à la porte et, après un gros bonjour, on file chez le voisin.

Tout de suite les femmes donnent au second marguillier de la laine, des morceaux de lard, etc., pendant que le jeune mari dépose au troisième traîneau un minot ou deux de blé ou d'avoine, bon an, mal an, donnant quelque chose pour Dieu qui le rend toujours au centuple. De père en fils, c'est comme cela.

A quelque distance suit le bedeau.

Je n'ai pas à décrire l'utilité, l'importance de ce personnage si intimement lié au ministère sacerdotal. De tout temps il a été entouré de considération. Il faut dire que plusieurs bedeaux ont légué leurs noms à la postérité, à raison des côtés saillants de leur esprit parfois très rusé, comme aussi de leurs précieux services.

Tous les objets de la visite paroissiale étaient conservés chez M. le curé jusqu'au jour de la vente sur la place de l'église.

Au jour fixé, le plus habile de la paroisse en verbiage montait à la boîte aux criées, et présidait aux enchères.

Or, il est bon de dire que ces enchères sans avoir les ennuyeuses formalités des affermages importants, en gardèrent néanmoins les principales allures encore en honneur parmi nous, et considérées comme indispensables.

Ainsi l'objet est offert, l'un enchérit sur l'autre ; et arrivé à un certain prix, le plus haut enchérisseur attend avec anxiété. Le crieur répète le prix une fois ; répète encore deux fois ; enfin, trois fois, adjudgé.

Ce mode est l'abrégé de ce qui était en vogue dans le pays en 1663 et les années suivantes. Lisez au premier vo-

lume des *Délibérations et Jugements du Conseil Souverain de Québec*, pages 39 et 40 ; seulement au lieu de dire une fois, deux fois, trois fois, on allumait successivement trois feux : “ Et ne s'étant présenté plus haut enchérisseur, a été allumé le premier feu pendant lequel il n'y a pas eu d'enchères.

“ Et a été allumé le second feu pendant lequel il n'y a eu aucune enchère : et a été allumé le troisième et dernier feu, et a été enchéri par le dit sieur, et attendu qu'il n'y a pas eu plus haut enchérisseur, et le troisième feu s'est éteint, le conseil a adjugé.”

L'ABBÉ CHS-P. BEAUBIEN

Le fondateur du college des Jesuites de Quebec. (IV, VI, 473.)—Le vicomte de Meaux raconte que, se promenant par une belle matinée de décembre, à travers la petite ville bâtie tout au bord du Niagara, il rencontra une humble église en bois où venait de s'achever une messe basse. Quelques bonnes femmes en sortaient, se hâtant vers leur logis par les chemins remplis de neige ; et, devant deux ou trois religieuses, une troupe d'enfants, livres et cahiers sous le bras, couraient vers la maison voisine, sur la porte de laquelle on pouvait lire autour d'une croix cette inscription : *Spes messis in semine*. C'était l'école paroissiale. “ L'espoir de la moisson est dans la semence.” Voilà pourquoi, d'un bout du monde à l'autre, chrétiens et patriotes attachent tant d'importance aux écoles ; pourquoi les partis rivaux s'en disputent partout avec acharnement la direction.

Rien de plus vrai que ces paroles *Spes messis in semine*, principalement sur une terre encore inculte et nue.

L'éducation est le principe de vie de toute colonie qui se fonde et qui veut grandir et se perpétuer. Le collège est à la colonie ce que les sources sont aux rivières. C'est du collège que sort le fleuve des générations humaines, c'est là

qu'il s'alimente, et ce fleuve porte dans son cours la grandeur des pays nouveaux ou leur décadence. Il faut remonter jusqu'au collège, si l'on veut s'expliquer l'état d'une société, la société se recrutant chaque jour et se renouvelant sans cesse des générations qui lui viennent des écoles.

Aussi, partout où la compagnie de Jésus pose le pied sur la terre étrangère, elle élève le collège à côté de la Résidence : le professeur apprend aux enfants les connaissances qui font les hommes et la science qui fait les chrétiens ; le missionnaire, continuant l'œuvre du maître, prend le jeune homme au sortir de l'école, le dirige dans la vie, l'instruit du haut de la chaire, l'absout au confessionnal, le fortifie à la sainte table. Il porte aux malades et aux pauvres les divines et salutaires consolations de la foi.

En 1626, Québec ne comptait qu'une soixantaine de Français, et déjà les Jésuites avaient arrêté le projet d'un établissement scolaire. Un jeune gentilhomme picard, René Rohault, avait offert à cet effet la somme nécessaire. René Rohault, fils aîné du marquis de Gamaches, avait fait ses études littéraires au collège dirigé par les Pères à Amiens. Pendant son cours d'humanités en 1625, il sollicita avec les plus vives instances son admission dans la Compagnie de Jésus. C'était à l'époque où le P. Coton faisait la visite du collège d'Amiens en qualité de Provincial de la Province de France. Ce religieux, qui touchait à la fin de sa longue carrière, vit le jeune postulant, il causa longuement avec le marquis de Gamaches, et il fut décidé que René entretrait, dans le courant de mars 1626, au noviciat fondé depuis bientôt quinze ans par madame de Sainte-Beuve, à l'hôtel de Mézières, à Paris. Les *monumenta* de la mission du Canada font remarquer que ce fut là un des derniers actes importants de la vie de ce vieillard ; il mourut huit jours après, le 19 mars 1626. Avant de s'aliter, il avait dirigé une

dernière fois ses pas vers le noviciat, pour y embrasser son jeune novice.

Il n'y avait pas encore un an que le Canada s'était ouvert aux entreprises de l'esprit apostolique des fils de saint Ignace. Au moment de dire adieu à sa famille, René pensa à cette belle mission de l'Amérique, si chère au cœur de son Provincial et riche de tant d'espérances. Il pria son père de consacrer une partie du patrimoine qu'il lui destinait, à la fondation d'un collège à Québec. Le marquis était un homme de bien et de foi ; il entra volontiers dans les pieuses intentions de son fils, en donnant au P. Coton la somme de seize mille écus d'or, à laquelle il ajouta personnellement, de son vivant, une rente annuelle de trois mille livres.

Les démêlés de la France et de l'Angleterre et la prise de Québec ne permirent pas de réaliser immédiatement les désirs des fondateurs ; mais, à son arrivée sur les rives du Saint-Laurent, le P. LeJeune reprit le projet et posa les fondements du collège, près du fort Saint-Louis, sur un terrain concédé dans ce but aux Jésuites par la Compagnie des Cent-Associés.

Le père René Rohault mourut au collège d'Eu le 29 juin 1639. Il avait fait ses vœux de profès l'année même de sa prêtrise, le 15 août 1634.

CAMILLE DE ROCHEMONTEIX

Le mot Shawinigan. (IV, IX, 507.)—Shawinigan vient du mot abénakis *asašanigan* (prononcez *asawanigan*), qui signifie l'endroit où la côte change, là où le portage change. Il ne peut être question de tarrière ou de tire-bouchons parceque l'eau de la chute tomberait en spirale, toutes choses que les Sauvages ne connaissaient pas à l'origine.

CHARLES GILL

QUESTIONS

559—Quel est ce curé des environs de Québec, qui en 1759, avec quelques-uns de ses paroissiens, se fortifièrent dans une maison et tinrent tête pendant plusieurs heures à un détachement de l'armée anglaise envoyé pour les faire prisonnier ?

RHO

560—Je lis dans un vieux numéro de la *Revue des Revues*: " Un Canadien fort riche a dépensé dix ans de sa vie, sans préjudice de sommes fort considérables, à collectionner les boutons d'uniformes des officiers de tous les régiments de l'armée anglaise." Pouvez-vous me donner le nom de ce compatriote.

CURIEUX

561—Un journal affirmait récemment que sir Allan MacNab, ennemi des Canadiens-Français, de leur langue et surtout de leur religion, s'était converti au catholicisme sur son lit de mort. Où aurai-je la confirmation de cet avancé ?

JULES.

562—Les missionnaires et les laïques français brûlés par les féroces Iroquois furent-ils mis à mort plutôt en haine de la foi que du nom français ? En d'autres termes, ces hommes dévoués sont-ils des *patriotes* ou des *martyrs* ?

PROD.

563—Sous le régime français, y avait-il des punitions pour ceux qui se battaient en duel ? Nos lois contiennent-elles quelques dispositions relatives au duel ?

EPÉE

564—Qui donna à J.-B. Eric Dorion le surnom d'*Enfant Terrible* ? Ce fougueux tribun s'est-il réconcilié avec l'Eglise ?

PT.

565—D'où venait sir Edmond Cox, décédé registraire du comté de Drummond, en octobre 1877 ? Où avait-il conquis ou reçu ce titre de " sir " ?

Rob.

566—"Ayant appris les nouvelles de la mort de M. de Montmagny le Conseiller, frère de M. le Gouverneur, lisons-nous dans le *Journal des Jésuites* à la date de août 1646, on dit une grande messe de requiem le lendemain."

Est-il connu ce frère de notre deuxième gouverneur ?
N'a-t-on pas mêlé un peu la vie des deux frères ?

A. B. C.

567—"N'y a-t-il pas en Espagne une ville qui porte le nom de Montréal ?

SPA.

568—"Elu dès 1833 coadjuteur de Québec, il paraît que l'ambassadeur de France à Rome s'opposait à sa nomination," c'est ainsi que la deuxième édition du *Pantheon* de Bibaud nous apprend la consécration de Mgr Turgeon, archevêque de Québec. Quelle est la vérité à ce sujet ?

PTRE

569—Qui me renseignera sur Thomas Pichon qui a écrit une histoire du Cap-Breton ?

XX

570—Quand la Beauce a-t-elle commencée à être colonisée ?

A. B.

571—Par qui Terrebonne a-t-il été fondé ?

RHO

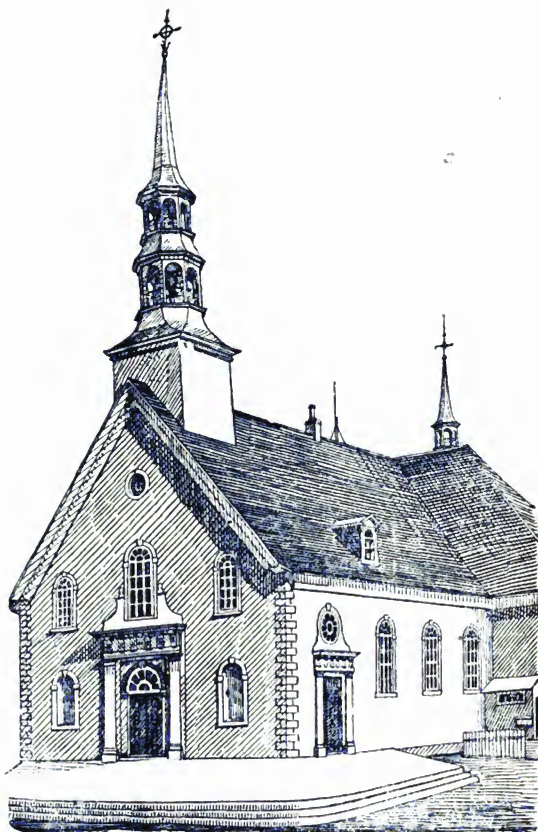
572—Quelqu'un peut-il me dire ce que sont devenus les registres de Memramcook du temps des Acadiens ?

ACAD.

573—Je lis dans une lettre publiée récemment : "Vous vous rappelez, sans doute, le St-Michel dont on parle dans la vie de Mgr Plessis et qui faillit jouer un si mauvais tour à ce grave prélat : l'archange, revêtu du brillant costume de grenadier, menaçait Lucifer de sa carabine."

Je n'ai pas sous la main la *Vie de Mgr Plessis*. Quelle est cette aventure arrivée au grand évêque de Québec à cause d'un Saint-Michel ?

RHO



EGLISE SAINT-JOSEPH DE LA POINTE-DE-LÉVY

BULLETIN

DES

RECHERCHES HISTORIQUES

VOL. 5

FÉVRIER 1899

No. 2

SAINT-JOSEPH DE LA POINTE-DE-LÉVY

La première messe à la Pointe-de-Lévy fut dite par le père jésuite Bailloquet, le 12 avril 1648.

C'est en 1673 que la Pointe-de-Lévy fut mise sous le patronage de saint Joseph, patron de la Nouvelle France.

En 1675, on commença la construction d'une église. C'était la première qu'on élevait sur la rive sud du Saint-Laurent. Elle était en pierre. Mgr de Saint-Vallier, deuxième évêque de Québec, qui la visita en 1686, nous apprend "qu'elle était une des plus propres et des mieux bâties du Canada."

En 1759, elle servit d'hôpital aux soldats anglais qui faisaient le siège de Québec. Après la bataille des Plaines d'Abraham, le cadavre de Wolfe fut transporté à la Pointe-de-Lévy, probablement dans l'église, où il fut embaumé. Le 19 septembre, il était déposé à bord du "Royal-William," qui le débarquait à Portsmouth, le 17 novembre suivant.

Cette église fut incendiée le 15 février 1830.

Le 11 mars, moins d'un mois après l'incendie, Mgr Signay fixait le site d'une nouvelle église à une vingtaine de pieds plus éloignés du chemin.

Elle fut reconstruite immédiatement. C'est l'église actuelle.

Missionnaires et curés : G. Druillettes, 1652 ; P. Raugueneau, 1660 ; J. Garnier, 1668 ; G. Harel, 1679 ; T. Morel, 1680 ; C. V. de Saint-Claude, 1682 ; G. Morin, 1683 ; A. Pellerin, 1684 ; J. Pinguet, 1686 ; P. Boucher, premier curé en titre, 1694-1721 ; A.-J. de La Rue, 1722-1739 ; L.-J. Mercereau, 1739-1754 ; C.-M.-M. Youville-Dufrost, 1754-1760 ; D. Cliche, (desservant), 1760 ; B.-S. Dosque, (desservant), 1760 ; Daniel, 1760-1761 ; C.-M.-M. Youville-Dufrost, 1761-1774 ; D.-A. Hubert, 1774-1775 ; F.-I. Berthiaume, 1775-1794 ; M. Masse, 1794-1831 ; P. Angers, 1831-1838 ; G. M. Belecourt, 1838-1839 ; Mgr C.-E. Poiré, 1839-43 ; Mgr J.-D. Deziel, 1843-1852 ; H. Routhier, 1852-1873 ; E.-S. Fafard, 1873.

PIERRE-GEORGES ROY

LE PREMIER CARDINAL CANADIEN

Doit-on appeler " premier cardinal canadien " Mgr Weld, qui n'est pas né au Canada, qui n'est jamais venu au Canada, qui n'y a pas exercé sa juridiction, et qui dut remettre son titre de coadjuteur pour recevoir le chapeau rouge ?

L'abbé Thomas Weld naquit à Londres le 22 janvier 1773 d'une ancienne famille catholique anglaise très distinguée. Il reçut son éducation complète dans son pays, et à la mort de son père, il hérita des propriétés de sa famille situées à Suenorth, dans le Dorsetshire.

Il fut d'abord marié et eut une fille qui, plus tard, épousa lord Clifford—un descendant de lord Clifford s'est établi à Beardsley, au Minnesota, depuis plusieurs années.

Madame Weld mourut en 1815, et peu après, son mari résigna tous ses titres en faveur de son frère pour embrasser le sacerdoce.

Après quelques années de retraite et d'études il fut ordonné prêtre par l'archevêque de Paris en 1821.

De suite il retourna en Angleterre où il fut nommé curé de Chelsea.

Il y était encore quand Mgr MacDonell, vicaire apostolique du Haut-Canada et premier évêque de Kingston, le demanda comme coadjuteur au Pape Léon XII. Ce qui fut gracieusement accordé. Le 6 août 1826, après cinq ans de prêtrise, Mgr Weld fut sacré évêque *in partibus* d'Amycla.

Mais sa santé délabrée ne lui permit pas de passer en Canada. Il se retira chez les Bénédictins de Hammersmith qui se mirent sous sa direction. Sur l'avis des médecins, il dut, non seulement remettre son départ pour l'Amérique, mais y renoncer absolument.

La santé de sa fille n'étant pas meilleure que la sienne, ils partirent ensemble pour un climat plus doux, et vinrent en

pèlerinage au tombeau des apôtres. A peine fut-il quelque temps à Rome que le Pape Pie VIII le créa cardinal et lui assigna la Ville Eternelle pour résidence définitive (25 mai 1830).

Mgr Rémi Gaulin, né à Québec le 30 juin 1787, et curé du Sault-au-Récollet, fut nommé à sa place et sacré évêque de Tabraca, 20 octobre 1833, avec droit de succession au siège de Kingston.

Mgr MacDonell obtint de Rome bien des faveurs par l'influence du cardinal Weld et la correspondance du premier démontre que le cardinal anglais porta toujours un grand intérêt à l'Église du Haut-Canada et l'enrichit souvent de dons magnifiques.

Le cardinal Weld mourut le 10 avril 1837 et fut inhumé dans l'église de Saint-Marcelle, où un très-riche monument, dû au ciseau de Gorgioli, rappelle aux visiteurs que le prélat fut aimé de tous et particulièrement des pauvres de Rome.

Suit-il de là qu'il ait été le premier cardinal *canadien* ? S'il était venu en Canada il n'aurait probablement pas eu cet honneur.

Il n'a pas plus de droit, je crois, d'être appelé " le premier cardinal canadien " que Mgr de Cheverus, ancien évêque de Boston, transféré en France, au siège de Bordeaux, et créé cardinal, n'a le droit d'être appelé le premier cardinal américain. Lui, au moins, avait été l'apôtre et le premier évêque de Boston.

C'est notre cher cardinal Taschereau, l'ornement de l'Église du Canada, né au pays, citoyen de la vieille ville de Québec pendant 70 ans, qui est vraiment " le premier cardinal canadien."

L'ABBÉ E.-B. GAUVREAU

LES ANCIENS HUISSIERS ET PRATICIENS

En faisant l'autre jour le dépouillement d'anciens papiers de mon cabinet d'avocat, j'ai trouvé une copie d'une lettre adressée au juge T. I. I. Loranger qui peut-être intéressera les lecteurs des *Recherches Historiques*. Elle fut écrite à la suite de l'examen que je fis la même année (1884) des 57 gros volumes qui de 1720 à 1759 forment les archives de la juridiction royale de Montréal. Je l'entrepris pour compléter le mémoire que je préparais sur la famille Girouard et qui a été imprimé la même année pour l'usage des membres de la famille. Il me fournit aussi l'occasion d'écrire le 30 août 1884 une lettre au procureur-général de Québec qui a parue dans le " Legal News " de cette époque et a été plus tard reproduite dans le " Rapport du Régistraire de la Province " de 1888. J'insistais dans cette lettre sur l'importance de faire un dépouillement des archives de nos cours et de les publier. En 1885, le gouvernement était à l'œuvre et publia le premier volume des jugements et délibérations du Conseil Supérieur et il fut suivi de quatre autres volumes. Le dernier parut en 1889 et depuis on n'a plus entendu parler de cette publication qui est presque sans utilité pratique, puisqu'elle n'a pas même de table alphabétique des matières. Elle n'est peut-être pas parfaite ; bien des pièces de procédure insignifiantes y ont vu le jour que l'on aurait pu laisser dans la poussière de nos voûtes ; mais enfin abondance de biens vaut mieux que le besoin. J'espère donc que cette entreprise éminemment nationale sera reprise et conduite à bonne fin.

D. GIROUARD

Montréal, 28 octobre 1884.

Cher Monsieur le Juge,

Selon le désir que vous m'exprimiez ce matin, je vous envoie la commission ou plutôt l'installation d'Antoine Girouard, mon trisaïeul et quelques notes dont vous disposerez comme vous l'entendrez.

L'Edit de création de la juridiction Royale de Montréal de mars 1693, enregistré au Conseil le 8 octobre 1696 pourvoyait à la nomination d'un juge, un greffier, quatre huissiers royaux, quatre notaires royaux, et quatre procureurs postulants.

Le nombre des huissiers resta le même jusqu'à 1755 où il fut, je crois, augmenté d'un nommé Houillier, qui avait beaucoup de vogue lors de la cession et quelques années avant. Mon ancêtre a exercé comme huissier de 1723 à 1735, ayant pour confrères Dudevoir, Le Pailleur et Dubreuil. David était greffier de la cour. Adhémar, Le Pailleur, Hodiesue et Foucher en étaient les notaires, Raimbault le juge ou lieutenant civil et criminel. Bégon, Dupuy et Hocquart étaient intendants de son temps.

Il agissait en même temps comme " praticien " avec ses confrères et les notaires royaux, et après 1735, il paraît s'être contenté de comparaître dans quelques cas comme conseil. Il est mort à Montréal le 5 juin 1767 après avoir passé quelques années en France, probablement de 1751 à 1756, seul et sans être accompagné de sa famille. En 1725, 1726 et 1727, M. Girouard paraît avoir eu la plus forte clientèle de Montréal. Vous savez, sans doute, qu'à cette époque les huissiers avaient un autre rôle qu'aujourd'hui ; ils faisaient les décrets et en cela remplissaient les fonctions de shérifs ; ils faisaient aussi les sommations des tribunaux que font aujourd'hui les greffiers. Enfin ils faisaient les protêts que

font aujourd'hui les notaires et aussi les significations des pièces de la procédure.

Votre dévoué,

D. GIROUARD

HON. T. I. I. LORANGER

A Monsieur le Lieutenant-Général de la Jurisdiction Royale de Montréal.

Supplie humblement Antoine Giroüard, Disant que Monseigneur l'Intendant Luy aurait accordé une Commission d'Huissier exploitant dans l'estendue de Votre Jurisdiction pour en jouir par le Suppliant aux droits profits revenus et émoluments y attribués en date du 26e avril dernier, le suppliant désirant estre reçu et installé au dit office. Il a recours a vous pour luy être sur ce pourvû. Ce considéré, Monsieur, Il vous plaise tenir la dite commission cy jointe, recevoir et installer le Suppliant au dit office d'huissier exploitant conformément à la dite commission, et vous ferez justice.

A. GIROUARD

Soit communiqué au procureur du Roy pour requérir ce qu'il avisera estre bon. A Montréal ce 25e May 1723.

BOUAT

Veu la Requête cy dessus et la Commission y attachée je Requier qu'il soit informé à une Requête des vie, mœurs et Religion du Suppliant pour l'information faite et à moy communiquée requérir ce que j'aviserais. Fait à Montréal ce 25e May 1723.

P. RAIMBAULT

Information faite par Monsieur François Marie Bouât Conseiller du Roy, et son Lieutenant général civil et criminel au siège de la jurisdiction Royale de Montréal à la Requête du procureur du Roy en ce Siège, des vie et mœurs

et Religion Catholique Apostolique et Romaine de Antoine Giroüard, pourvu d'une commission d'huissier exploitant dans toute l'étendue de cette juridiction, et à luy accordée par Mgr l'Intendant le vingt-sixième avril dernier.

Au Vendredi vingt-huitième May mil sept cent vingt-trois deux heures de Relevée en la Chambre d'Audience.

Est comparu Mtre Michel le Pailleur Notaire Royal, âgé de soixante huit ans, auquel nous avons fait faire serment de dire vérité, et après serment fait, et qu'il nous a dit n'être parent, allié, serviteur ni domestique des parties et noms, à représenté l'exploit d'assignation à luy donné par l'huissier Dudevoir le vingt sixième de ce mois pour venir déposer.

Dépose qu'il connaît le dit Girouard, pour un honneste homme, qu'il l'a vu demeurer chez M. de Ramsay pendant plusieurs années en qualité de secrétaire, dont le dit Sieur de Ramsay en estoit fort content, qu'il l'a vu fréquenter les églises et faire son jubilé la présente année, qui est tout ce qu'il a dit savoir, lecture à luy faite de sa déposition a dit icelle contenir la vérité, y a persisté et a signé

LE PAILLEUR

Bouat

DAVID

Greffier

Est comparu Sieur Jacques Croquelois dit La Violette âgé de cinquante quatre années, sergent dans les Troupes du détachement de la Marine, demeurant en cette ville, lequel après serment fait, Et qu'il nous a dit n'être parent, allié, serviteur ni domestique des parties et noms, a représenté l'exploit d'assignation à luy donné par l'huissier Dudevoir le vingt six de ce mois pour venir déposer.

Dépose qu'il connaît le dit Girouard pour un honnête homme, qu'il l'a vu demeurer chez M. de Ramsay qui en paraissait fort content, l'ayant vu souvent fréquenter les églises, vivant en bon chrétien, qui est tout ce qu'il a dit de savoir, lecture à luy faite de sa déposition a dit icelle contenir la vérité, y a persisté et a signé avec nous en notre greffe.

JACQUES CROQUELOIS

BOÜAT

DAVID,

Greffier

Soit communiqué au procureur du Roy en ce siège pour requérir ou conclure ce qu'il avisera et sur son rapport être ordonné ce qu'il appartiendra. — Fait les dits jour et an.

BOÜAT

Vu l'information ci dessus, je n'empêche que le dit Girouard soit reçu et installé au dit office d'huissier exploitant conformément à la commission qui luy en a été accordée par Mgr l'Intendant, en faisant le serment requis et accoutumé. Fait à Montréal ce 28 May 1723.

P. RAIMBAULT

Mgr IGNACE BOURGET

Mgr Bourget, évêque de Montréal, aimait à raconter, comme une pieuse tradition dans sa famille, que l'un de ses ancêtres, natif de Chartres, était allé, avant de quitter la France pour le Canada, au sanctuaire de Notre-Dame-de-Chartres, et qu'après avoir prié devant la statue de la Vierge, il avait gravé son nom quelque part sur les boiseries intérieures de l'église. Le saint évêque, passant un jour par Chartres, voulut s'assurer si cette tradition était bien fondée. Grandes furent sa surprise et sa joie, lorsqu'après avoir cherché longtemps, il découvrit en effet le nom d'un Bourget, écrit sur la boiserie d'une des stalles du chœur !

L'ABBÉ AUGUSTE GOSSELIN

MADAME D'AILLEBOUST ET LE DICTIONNAIRE
GÉNÉALOGIQUE

Sous le numéro 532 et les initiales R. O., un abonné du *Bulletin des Recherches Historiques* pose la question suivante :

“ Louis d'Ailleboust mourut à Montréal le 31 mai 1660, laissant une fille, *Barbe*, qui devint la femme du gouverneur de Lauzon.”

J'avais toujours été sous l'impression que le gouverneur d'Ailleboust et sa femme ayant fait vœu de virginité n'avaient pas eu d'enfant.

Suis-je dans l'erreur ? ”

Je trouve à cette question beaucoup d'à-propos, et ce, pour deux raisons. D'abord parce que je suis prêt à lui répondre sans aucun surcroît de travail, ensuite parce qu'elle me fournit un prétexte excellent pour arrêter, s'il se peut, un mensonge historique qui court le monde savant depuis 1871, année de la publication du premier volume du *Dictionnaire Généalogique des Familles Canadiennes* par l'abbé Tanguay.

Ce qui me rend apte à répondre, et sans aucun surcroît de travail, est l'étude même que je viens de publier sur *La Chapelle Champlain*. Alors il m'a fallu compiler attentivement, dans les précieuses archives de l'Hôtel-Dieu, les documents connus sous le titre de *papiers d'Ailleboust*. Je les sais encore par cœur et je profite de cette bonne disposition de ma mémoire pour y retrouver sans peine les pièces justificatives et la preuve de ce que je vais affirmer.

Est-il né des enfants du mariage de *Barbe de Boulogne* et de *Messire Louis d'Ailleboust*, troisième gouverneur du Canada ?

M^{gr} Tanguay dit *oui*. Ne lui en déplaît, l'histoire devra dire *non*. Elle l'a toujours dit d'ailleurs. Mais n'allons

pas conclure avant de discuter, et n'anticipons pas sur l'issue de la querelle.

Nous lisons donc, à la page 152, volume 1er du *Dictionnaire Généalogique* :

"D'Ailleboust, Louis, 31^{ème} gouverneur du Canada, *sépulture* 1er juin 1661, à Montr al.

De Boulogne, Barbe, sépulture 7 juin 1685, à Québec.

Barbe, baptisée...; mariée... à Jean De Lauzon."

Puis, à la page 172 :

"De Lauzon, Jean, Messire, ancien intendant de Vienne, en Dauphiné, baptisé 1582, *sépulture* 16 février 1666 à Paris.

1^o Goudard, marié—(en premières noces).

(Suit l'énumération des enfants nés de son mariage avec Marie Goudard).

2^o D'Ailleboust, Barbe—(en secondes noces)."

J'en suis fâché pour Mgr Tanguay, mais il faut bien lui dire que son *Dictionnaire Généalogique* commet là deux erreurs capitales. Barbe de Boulogne et son mari, Messire Louis d'Ailleboust, n'eurent jamais d'enfants. Conséquemment, Jean de Lauzon ne put marier leur fille en secondes noces. Comment l'aurait-il fait, puisqu'elle n'était pas née ?

La preuve me direz-vous.—La voici.

Je lis d'abord dans l'*Histoire des Grandes Familles Françaises du Canada*, de l'abbé Daniel, page 201 : "Madame d'Ailleboust rompit tout à fait avec le monde et se retira à l'Hôtel-Dieu de Québec qu'elle fit héritier de ses biens. C'est là qu'elle finit ses jours, comblée de mérites, le 5 juin 1685, à l'âge de 70 ans et alla rejoindre sa pieuse sœur (1) qui l'avait devancée de plusieurs années dans la

(1) Philippe-Gertrude de Boulogne, religieuse ursuline, décédée à Québec le 23 août 1667,—ainsi qu'une autre de ses sœurs qui était religieuse bénédictine en France.—Cf : *Les Ursulines de Québec*, tome 1er, page 261.

tombe. *Ayant fait vœu de virginité perpétuelle, ainsi que son mari, elle ne laissa pas d'enfants.*"

Et d'un !

Ouvrons maintenant les *Annales manuscrites de l'Hôtel-Dieu du Précieux Sang*, de Québec. Nous y lisons :

"Madame d'Ailleboust avait resté en Canada depuis la mort de Monsieur son époux. Elle y était fort estimée, quoiqu'elle cachât sous les apparences d'une vie commune les grandes vertus qu'elle possédait. Plusieurs personnes d'un rang distingué l'avaient recherchée dans son veuvage. Monsieur de Courcelles, gouverneur, et Monsieur Talon, intendant, la demandèrent tous deux en mariage, mais comme elle était vouée dès sa jeunesse à Jésus-Christ, et que le temps qu'elle avait passé avec Monsieur d'Ailleboust, son mari, ne l'avait pas empêchée de garder une perpétuelle virginité, elle refusa constamment les partis les plus avantageux qui se présentèrent ; et pour vivre d'une manière plus retirée et plus conforme à la perfection dont elle faisait profession, elle prit la résolution de se donner à notre communauté en qualité de pensionnaire perpétuelle."

Et de deux !

Si nous consultons maintenant les *Papiers d'Ailleboust* (1) nous y trouverons d'abord un document (daté du 30 octobre 1652) intitulé : *Don mutuel* (2) de Barbe de Bougne à son mari et de Messire Louis d'Ailleboust à sa femme, où les parties déclarent n'avoir pas d'enfants.

Et de trois !

(1) Les *Papiers d'Ailleboust* couvrent une période de plus de 65 ans ; le premier en date est du 10 avril 1621, le dernier, du 13 juin 1685.

(2) Ce *Don Mutuel* correspond au *testament* dont parle M. Ernest Gagnon à la page 18 de sa remarquable étude archéologique : *Le Fort et le Château St-Louis*. Ce n'est qu'un seul et même document.

Toujours consultant les *Papiers d'Ailleboust*, dont le bel ordre chronologique facilite et abrège le travail du chercheur, nous arrivons, à la date du 12 août 1664, à la déclaration suivante, document officiel d'une incontestable valeur légale :

" Je, soussigné, gouverneur de l'Ile de Montréal, en la Nouvelle-France, certifie à tous qu'il appartiendra, que défunt Messire Louis d'Ailleboust, chevalier, seigneur de Soulanges, lieutenant-général pour Sa Majesté en la Nouvelle-France, est décédé au dit Montréal le dernier jour de mai, mil six cent soixante sans avoir laissé aucuns enfants procréés du mariage d'entre lui et Dame Barbe de Boulogne son épouse.

En foi de quoi j'ai signé le présent certificat à Québec, le douzième jour d'août, mil six cent soixante-quatre.

DE MAISONNEUVE "

Et de quatre !

Enfin une nouvelle déclaration solennelle, en date du 14 août 1664, corrobore absolument la précédente :

" Nous, Louis Rouer, sieur de Villeray, Jean Juchereau, sieur de la Ferté, Denis-Joseph Ruette, sieur D'Auteuil, conseiller du Roy en son Conseil Souverain de la Nouvelle-France, et Jean Bourdon, sieur de St-François, procureur-général de Sa Majesté, certifions à tous qu'il appartiendra que défunt Messire Louis d'Ailleboust ci-devant gouverneur et lieutenant-Général pour le Roi en ce pays y est décédé sans avoir laissé aucuns enfants de son mariage avec Dame Barbe de Boulogne sa femme.

En foi de quoi nous avons signé le présent certificat à la dite Dame d'Ailleboust, pour lui servir et valoir ce que de raison.

Fait à Québec, ce quatorze août, mil six cent soixante-quatre.

ROUER, SR VILLERAY
JUCHEREAU DE LA FERTÉ
BOURDON, PROCUREUR-GÉNÉRAL DU ROI
RUETTE D'AUTEUIL

Et de cinq !

Il serait fastidieux d'accumuler les preuves d'une erreur rendue manifeste à la seule lecture de la déclaration solennelle du 14 août 1664. Cet unique document suffirait à l'établir de manière à dénier toute contradiction.

Sans doute il est fâcheux qu'une aussi grave inexactitude se rencontre, pour l'un des personnages les plus marquants de la noblesse franco-canadienne, dans le *Dictionnaire Généalogique*. Cette faute, étroitement consignée dans l'ouvrage de Mgr Tanguay n'eût peut-être pas tiré à conséquence. Mais, par malheur, ou plutôt par bonheur pour la vérité historique dont les droits éternels demeurent imprescriptibles, d'autres archivistes prenant cette fausse indication pour un renseignement précis, l'ont copiée à leur tour, et fait circuler. (1) Non seulement elle s'est échappée du *Dictionnaire*, non seulement elle court le pays, en tous sens et à tous hasards, mais elle a passé la frontière, voyage à l'étranger et s'installe effrontément aux places d'honneur des bibliothèques publiques à la faveur d'une publication magistrale qui la promène à ses frais et dépens.

A lie will travel seven leagues while truth is getting on its boots. Ce vieux proverbe anglais, l'un des plus typiques que je connaisse, s'applique avec une admirable justesse à l'erreur généalogique commise par Mgr Tanguay. Non seulement elle est à sept lieux de nous, mais la voici rendue aux États-Unis,

(1) M. Benjamin Sulte est de ce nombre. On lit en effet à la page 29, tome IV, de son *Histoire des Canadiens-Français* : " En même temps que s'éteignait la fameuse Compagnie des Cent-Associés disparaissait aussi de la scène du monde M. Jean de Lauzon qui l'avait vu naître et en avait été un des membres les plus actifs. Retourné en France (1656) ce vieillard s'était remis en ménage en épousant Barbe d'Ailleboust, fille de M. Louis d'Ailleboust, ancien gouverneur du Canada. Il mourut à Paris, le 16 février 1666, âgé de 82 ans," etc.

à Cleveland, Ohio, à plusieurs centaines de milles d'ici. Elle vient d'être domiciliée dans un ouvrage fameux. Ceux-là d'entre nous qui aiment et cultivent par le détail l'histoire du Canada—leur nombre augmente, Dieu merci—savent parfaitement qu'il se publie actuellement à Cleveland, état de l'Ohio, chez les célèbres imprimeurs *The Burroughs Brothers Company*, une édition, royale à tous les points de vue, des *Relations des Jésuites*, texte français rigoureusement calqué sur l'original, avec, en regard, une belle traduction anglaise des plus serrées pour le sens, comme des plus châtiées pour le style. Terminée cette colossale entreprise comptera soixante volumes et coûtera une somme énorme.

La publication de cette œuvre classique est placée sous la direction immédiate de M. Reuben-Gold Thwaites, secrétaire de la Société Historique de l'Etat du Wisconsin.

Or, à la page 328 du tome 23ième, nous lisons ce qui suit :

Louis d'Ailleboust, one of the Montreal proprietors, succeeded Montmagny (Sept 1648) as Governor General of Canada ; three years later he was replaced by Jean de Lauson. In 1652 he obtained a grant of land on Isle of Orleans (St-Francis parish). In the following year he was chosen as a syndic of Quebec. During the interval between DeLauson's departure and d'Argenson's arrival (Sept. 1657—July 1658) d'Ailleboust was acting governor of the country.

He died at Montreal, May 31, 1660, leaving but one child, Barbe, who married De Lauson, the governor.—(note 16, p. 289).

Aurai-je eu la satisfaction de convaincre M. Thwaites au point de l'amener à corriger cette erreur historique qui fait tache au bel ouvrage qu'il publie ? Mon assurance sur ce point confine à la certitude.

Loin de moi l'étroite et mesquine pensée de vouloir dis-créditer auprès d'un savant archiviste étranger le *Dictionnaire Généalogique*. Qu'il le tienne, au contraire, en une

grande et croissante estime. Cette œuvre gigantesque, absolument unique, est à la fois un monument scientifique et national. Elle représente quarante années d'études arides, de labeurs acharnés, de recherches interminables, poursuivies quand même, en dépit d'obstacles et de difficultés sans nombre. Un seul homme a eu le courage, la patience et la force d'entreprendre et de parachever ce travail d'Hercule. Ce vaillant a le droit de dire à son pays ce qu'Horace écrivait de ses odes : *Elcegi monumentum ære perennius*.

Je ne fais pas ici un procès au *Dictionnaire*, je soutiens seulement, mais fermement, à M. Reuben-Gold Thwaites qu'il est très dangereux de s'appuyer sur cet ouvrage et se réclamer de son autorité, dans une discussion relative aux familles de Boulogne et d'Ailleboust. Je le répète, Mgr Tanguay a été exceptionnellement malheureux dans la préparation de leurs arbres généalogiques, et il a commis à leur propos une des pires erreurs de son livre. Qu'on en juge.

Voici ce que nous lisons à la page 162, du tome 1er :

“ *De Boulogne, Florentin*, de St-Eustache, de Paris.

Philippe, Gertrude, baptisée 1603, née à Ravière, en Champagne, ursuline dite St-Dominique, le 2 déc. 1648 ; sépulture, 20 août 1667, à Québec.

Barbe, baptisée 1618, mariée à Louis d'Ailleboust, 3ième gouverneur de la colonie, sépulture 7 juin 1685. Inhumée dans le chœur des Hospitalières de Québec.”

Or, si nous consultons une dernière fois les *Papiers d'Ailleboust* nous constatons, par le contrat de mariage de Barbe de Boulogne, en date du 6 septembre 1638, que la femme de Florentin de Boulogne n'était pas Gertrude-Philippe, mais Eustache Qurau ! Mgr Tanguay prend ce nom de *Philippe* pour un nom de famille. Ce n'est qu'un nom de baptême ; et ce nom de baptême appartient à Ger-

trude-Philippe de Boulogne, sœur aînée de Barbe de Boulogne, femme du gouverneur d'Ailleboust. C'est-à-dire que Mgr Tanguay marie le père avec sa fille, et de cette union fait naître un enfant, Barbe, qui se trouve être, conséquemment, la propre sœur de sa mère ! ! (1)

Il est heureux, pour Madame d'Ailleboust, qu'elle ait eu le soin de mettre en bon ordre et lieu sûr ses papiers de famille. Autrement les mauvaises langues eussent insinué qu'il lui était arrivé un gros accident !

Comment une aussi monstrueuse erreur a-t-elle pu échapper à l'auteur du *Dictionnaire Généalogique* ? Je l'ignore. Elle est d'autant moins excusable que huit ans avant la publication du *Dictionnaire* on lisait ce qui suit dans l'*Histoire des Ursulines de Québec* : (2)

“ Le deux décembre 1648 on reçut au Noviciat Mademoiselle Philippe Gertrude de Boulogne, sœur de Madame d'Ailleboust, si bien connue en ce pays. Cette pieuse demoiselle était venue en Canada avec sa sœur, femme du troisième gouverneur, M. Louis d'Ailleboust de Soulanges. Elle n'eut pas plus tôt fait connaissance avec nos premières mères qu'elle désira se consacrer à Dieu parmi elles ; mais M. et Madame d'Ailleboust ne manquèrent pas de présentes

(1) Je signale particulièrement à l'attention de M. Reuben-Gold Thwaites une fort intéressante esquisse de la vie de Barbe de Boulogne, par M. le docteur N.-E. Dionne, parue dans *La Kermesse*, revue hebdomadaire, publiée à Québec en 1892,—numéro du 30 septembre, pages 29, 30, 31 et 32.

(2) *Les Ursulines de Québec depuis leur établissement jusqu'à nos jours*—Tome 1er, page 139.—Québec : Des presses de C. Darveau, 8 rue La Montagne, Basse-Ville, 1863.

Le premier volume du *Dictionnaire Généalogique des Familles Canadiennes* de l'abbé Tanguay, ne parut que huit ans plus tard, en 1871, chez Eusèbe Sénécal, à Montréal.

pour lui faire différer son entrée aux Ursulines. Cependant Mademoiselle de Boulogne poursuivait toujours son pieux dessin, et dès qu'elle eut obtenu la permission si longtemps désirée, elle quitta joyeusement la résidence du gouverneur qui était déjà à cette époque le rendez-vous des belles dames et des brillants chevaliers du pays, et vint partager avec générosité les travaux pénibles et les privations sans nombre de ses pieuses amies des Ursulines."

Il est heureux, pour Mgr Tanguay, que Madame d'Ailleboust n'ait jamais eu d'enfant ! Les héritiers de ce grand nom eussent alors été bien fondés à poursuivre en dommagés, exemplaires et vindictifs, son fameux *Dictionnaire Généalogique*.

ERNEST MYRAND

LE GÉNÉRAL ARNOLD

A l'assaut de Québec, le 31 décembre 1775, Benedict Arnold qui conduisait la seconde attaque fut blessé assez grièvement à la jambe. Le 7 octobre 1777, à Saratoga, il se battit comme un lion et fut de nouveau blessé à la même jambe.

Trois ans plus tard, en 1780, Arnold trahissait la cause de l'Indépendance américaine et essayait de livrer West-Point à sir Henry Clinton.

Arnold fut fait brigadier-général dans l'armée anglaise. Envoyé dans la Virginie, pour y opérer une diversion, il lutta contre Lafayette et s'empara de Richmond.

C'est dans le cours de cette expédition qu'Arnold faillit être fait prisonnier par ceux qu'il avait renié.

—Qu'eussiez-vous fait de moi si j'étais tombé entre vos mains, dit-il quelques jours après cette alerte à un officier américain ?

—Nous aurions enterré avec les honneurs de la guerre votre jambe brisée au service de la patrie, répondit celui-ci, et nous aurions pendu le reste.

P. G. R.

RÉPONSES

Le Journal des Jésuites. (II, II, 155.)—Le *Journal des Jésuites* a été tiré à 600 exemplaires ; mais presque toute l'édition a été détruite par le feu, en même temps que la majeure partie de l'édition de l'*Histoire de Cinquante Ans*, par T.-P. Bédard. Les exemplaires de ces deux ouvrages non endommagés par l'eau et la fumée sont très rares. Soixante-trois exemplaires du *Journal des Jésuites* sont dans le public, et la majeure partie de ce nombre restreint se trouve aux États-Unis. M. Valois en cataloguait un exemplaire, il y a quelques années, à \$50.00, si ma mémoire ne me fait pas défaut. L'honorable L.-R. Masson a payé son exemplaire \$75.00 de M. Brousseau. J'en ai trois exemplaires : un qui provient de la bibliothèque de l'abbé Beaudet, deux que j'ai achetés dernièrement de M. Brousseau, le fils de l'éditeur.

M. Brousseau n'en a plus qu'un exemplaire, qu'il conserve comme les yeux de sa tête. J'ai aussi un exemplaire intact, non rogné, de l'*Histoire de Cinquante Ans*, de Bédard. Il vient de la bibliothèque de feu Guillaume Amyot. La réimpression faite par M. J.-M. Valois, en 1893, est figurée de l'édition originale, qui était imprimée avec des caractères anciens. Cette réimpression se vendait \$5.00.

RAOUL RENAULT

La mort du gouverneur de Mesy. (IV, IV, 435.)—Dans l'hiver de 1664, M. de Mézy tomba malade de la maladie dont il mourut. Il se fit porter à l'Hôtel-Dieu dans la salle des pauvres. Sa maladie fut assez longue pour lui donner le temps de se préparer à la mort. On sait qu'il avait très mal agi à l'égard de Mgr de Laval, qui avait été pour ainsi dire son protecteur. Il le fit prier de venir le voir, se réconcilia avec lui et lui demanda pardon. Il fit publier

à son de trompe, et afficher sur toutes les places publiques, la rétractation de tout ce qu'il avait dit et écrit contre le vénérable évêque de Québec, et le pardon qu'il demandait au public du scandale qu'il avait donné, et à l'évêque de l'outrage qu'il lui avait fait. Il prit même Mgr de Laval pour son confesseur, et voulut mourir entre ses mains. Enfin, pour y mettre le dernier sceau, il fit un testament où il renouvelait les mêmes protestations, et par esprit d'humilité et de pénitence il demanda d'être enterré dans le cimetière de l'Hôtel-Dieu, au milieu des pauvres, sans pompes et sans distinctions.

M. de Mézy mourut le 6 mai 1664.

Ses dernières volontés furent exécutées, à l'exception des honneurs funèbres, que Mgr de Laval, à la tête de son clergé et de tous les corps de la colonie, lui rendit le plus solennellement possible. Le corps fut porté par quatre congréganistes, et les coins du drap par quatre Sauvages. Il fut déposé à la cathédrale où il passa la nuit. Le lendemain on le reconduisit à l'Hôtel-Dieu.

DE LATOUR

L'ancien Conseil de Québec. (IV, V, 459.)—Au dire de Charlevoix ce Conseil n'était pas d'une composition bien régulière. Parlant de l'organisation civile et judiciaire avant le régime de 1763, il écrit :

“ Il est vrai que dès l'année 1640, il y avait un grand sénéchal de la Nouvelle-France, et qu'aux Trois-Rivières il y avait une juridiction qui ressortissait au tribunal de ce magistrat d'épée ; mais il paraît que celui-ci était subordonné dans ses fonctions aux gouverneurs-généraux, qui s'étaient toujours maintenus dans la possession de rendre la justice par eux-mêmes, quand on avait recours à eux, et que cela arrivait souvent. Dans les affaires importantes, ils assemblaient une espèce de conseil composé du grand sénéchal, du supérieur des Jésuites, qui, avant l'arrivée d'un

évêque, était le seul supérieur ecclésiastique du pays, et de quelques-uns des plus notables habitants, auxquels on donnait la qualité de conseillers. Ainsi lorsqu'en 1651, le sieur Godefroy fut envoyé avec le P. Dreuilletes dans la Nouvelle-Angleterre, pour y traiter d'une paix perpétuelle entre les deux colonies, il fut qualifié dans ses lettres de crénce de conseiller au Conseil de la Nouvelle-France ; mais ce conseil n'était point permanent ; le gouverneur-général l'établissait en vertu du pouvoir que le roy lui en donnait, et le changeait suivant qu'il le jugeait à propos."

De son côté, voici ce que dit l'abbé Ferland de cet ancien Conseil :

" M. d'Ailleboust apportait un nouveau règlement royal, donné le cinq mars 1648, et modifiant considérablement celui de l'année précédente. Voici quelles en étaient les dispositions. Dans la suite le gouverneur-général devait être nommé pour trois ans ; celui qui sortirait de charge une première fois pourrait être continué dans ses fonctions pendant trois autres années. Le roi créait un conseil composé du gouverneur de la colonie, du supérieur des Jésuites de Québec, en attendant qu'il y en un évêque, du dernier gouverneur sorti de charge, de deux habitants du pays élus de trois ans en trois ans par les gens tenant le conseil et par les syndics des communautés de Québec, de Montréal et des Trois-Rivières, s'il n'y avait pas d'ancien gouverneur dans le pays, l'on choisissait le cinquième conseiller parmi les habitants de la colonie. Le conseil formé en 1648 fut composé de M. d'Ailleboust, du P. Jérôme Lalemant et des sieurs de Chavigny, Godefroy et Giffard. Les gouverneurs des Trois-Rivières et de Montréal avaient entrée, séance et voix délibérative au conseil lorsqu'ils se trouvaient à Québec... Le conseil avait le droit de faire des lois locales ; il réglait les affaires de commerce, décidait de la paix et de la guerre avec les nations sauvages, jugeait les différends entre les particuliers ; il possédait des pouvoirs législatifs et judiciaires, toujours néanmoins sous la direction du gouverneur-général."

Tel était cet ancien Conseil de la Nouvelle-France qui a précédé le Conseil Souverain de 1663.

Malheureusement les registres de ce conseil sont disparus. Ils ont péri probablement dans quelque incendie. Charlevoix lui-même ne semble pas avoir eu l'avantage de les consulter. En effet, au sujet de ce projet de traité de paix et de commerce entre les colonies anglaises et la colonie française dont il est question plus haut, il cite deux pièces " que l'on garde, dit-il, au dépôt de la marine." La première est une lettre écrite par le Conseil de Québec " aux commissaires de la Nouvelle-Angleterre " ; la seconde est la nomination du sieur Godefroy comme ambassadeur avec le P. Dreuillette, et porte en titre : " Extrait des registres de l'ancien Conseil de ce pays, du vingtième jour de juin 1651."

C'est au dépôt de la marine que le P. Charlevoix avait pu se procurer ces extraits. Il n'avait donc pas eu sous les yeux les registres eux-mêmes.

La Sœur Juchereau écrit dans son ouvrage sur l'Hôtel-Dieu que les registres du Conseil Supérieur avaient péri dans l'incendie du jour des Rois 1713. Heureusement elle a commis là une erreur de fait. Ces précieux registres nous ont été conservés et il y en a déjà six volumes d'imprimés. Mais il est fort possible que l'annaliste de l'Hôtel-Dieu ait simplement, par une inadvertance bien compréhensible, confondu les registres du Conseil Supérieur avec ceux de l'ancien conseil antérieur à 1663, et que ce soit ces derniers qui aient brûlé en 1713. Ils se trouvaient sans aucun doute dans le palais de l'Intendant, où se tenaient les séances du Conseil Supérieur. Ce palais était situé au pied de la côte du même nom, un peu à gauche. C'était un bel édifice de 480 pieds, dans lequel on pénétrait par une porte monumentale. Dans la nuit du 5 janvier 1713, le feu s'y déclara avec tant de violence et se répandit avec tant de rapidité que l'intendant, M. Begon, et madame l'intendante purent s'échapper à grande peine, en costume de nuit. Celle-ci fut

obligée de briser les fenêtres de sa chambre pour respirer un peu d'air avant de pouvoir s'échapper, car la fumée était répandue partout. Deux de ses femmes de chambres périrent dans les flammes ; un valet de l'intendant eut le même sort. L'intendant perdit, dans ce feu, paraît-il, plus de quarante mille piastres en valeur.

C'est à cette désastreuse conflagration que l'annaliste de l'Hôtel-Dieu fait allusion, quand elle parle de la perte des registres du Conseil. Seulement, au lieu de ceux de l'ancien Conseil elle mentionne ceux du nouveau Conseil.

Combien d'autres documents précieux, pour notre histoire, ont péri dans des incendies analogues, ici et en Europe.

IGNOTUS

Encore les Meurons. (IV, IX, 512.)—On a écrit que le régiment des Meurons était composé de Suisses.

Il peut se faire qu'il le fut originairement, mais tel qu'il nous vint en Canada c'était un régiment composé de toutes sortes de nationalités.

Une partie sinon toutes les recrues de ce régiment étaient des prisonniers de guerre que l'on expédia de l'île de Malte pour venir faire le coup de feu contre les Américains en 1812.

La plupart n'étaient pas mécontents de quitter l'île où ils n'avaient pas toutes leurs aises, dit-on.

Voici les noms de quelques-uns de ces Meurons qui obtinrent des octrois de terre en 1815 et 1816 dans les townships de Grantham et Markham, comté de Drummond alors comté de Buckinghamshire : Zach. Jenery, Geo. Braithwaite, John Adoly, Jacob Weitgs, Jacob Bonner, Jean Keogh, André Durzuifsky, Simon Milofsky, Jean Greskobigh, Stephan Gourdzky, Theodore Humsrachy, Amable Marchand, Pierre Lemetto, John Bowman, Vincent Josarsky, Martin Kosankwitz, Laurent Gastostosky, Antoine Gradz-

insky, Martin Gregortch, Carlo Bowa, Santo Chalopina, Jean Jessikoff, Stephen Renkowitz, Albert Draus, John Schmidt, Joseph Flatkosky, Johannes Cussagrands, etc.

Pour lors, pour le sûr, comme disait un vieux Meuron, Allemand de naissance, tous ces noms en *sky*, en *tz* et *ff* n'étaient pas des noms de Suisses.

Il y a encore à Drummondville, à Saint-Germain de Grantham, à Wickham et à l'Avenir, un grand nombre de descendants des Meurons et des Watteville. VEGA

Le chauffage de nos églises autrefois. (IV, XI, 542.)—Les comptes du marguillier du Sault-au-Récollet, en 1759, montrent un item de 72 livres pour un réchaud.

Il est à propos de comprendre cette expression au point de vue historique.

Durant nos hivers vous êtes confortablement assis à l'église sans vous préoccuper du froid régnant au dehors. Vous êtes-vous demandé comment nos ancêtres pouvaient suivre, sans feu, les offices les plus longs ?

Les églises dans leur temps n'étaient pas finies, pour la plupart, et quand elles étaient une fois terminées, le froid y régnait en maître, il n'y avait certainement pas de poêles !

C'est ce qui fait écrire à M. Benjamin Sulte :

" Les églises furent privées de poêles jusque vers l'année 1800. Le prêtre qui célébrait tenait une chaufferette sur l'autel ; quelques paroissiens avaient des chaufferettes sous les pieds. Les poêles des forges de Saint-Maurice, qui datent de 1730 au moins, attendirent près d'un demi-siècle le privilège d'entrer dans la maison du bon Dieu." (*Histoire des Canadiens-Français*, III, p. 118).

Mais comment supporter le froid ? Le réchaud du bon ouré du Sault-au-Récollet, porté au chapitre des dépenses pour 1759, explique pour le pasteur.

Quant aux fidèles, la calotte couvrait la tête des hommes ; de chaudes coiffes protégeaient celle des femmes.

Il est intéressant de voir ce que le *Journal des Jésuites* dit à ce sujet.

A propos des cendres de l'année 1646, le *Journal* s'exprime comme suit (p. 34) :

" On avait advertis qu'elles ne se mettraient ni sur les calottes ni sur les coiffes des femmes, mais qu'il fallait présenter les cheveux."

La calotte était donc en usage alors parmi les simples fidèles, et de bons vieillards l'ont gardée avec soin. Les prêtres, à l'église, en dehors du saint sacrifice, se servaient de leur canail, préservant leur tête et leurs épaules de l'atteinte trop sévère du froid.

Les Pères de Quen et Druillettes " vinrent même de Sillery à Québec, dit le *Journal des Jésuites* (p. 22) pour les stations du jubilé de 1645 " en surplis et dominau (canail) " en un temps grandement froid."

Mais voici une citation qui établit clairement la fonction du réchand.

Au sujet de la célébration de Noël 1646, le *Journal des Jésuites* dit (p. 74) : " Le temps fut si doux qu'on n'eut pas besoin de réchand sur l'autel pendant toutes les messes."

C'était donc une habitude dès ce temps d'avoir un réchand sur l'autel ; le célébrant s'en servait afin d'accomplir ses augustes fonctions.

Il y eut cependant des essais pour chauffer l'église à Québec, ce qui fait dire au *Journal des Jésuites* (p. 98) au sujet de la fête de Noël de 1647 : " Il y avait trop de chaudières à l'église de la messe de minuit, deux suffirent avec celle de M. le gouverneur, et elles furent allumées trop tard, de sorte qu'il les fallut faire oster ; il y en avait 5 ou 6."

Evidemment, le feu était mis au bois dans ces chaudières longtemps avant les offices ; la fumée montait à la voûte, et les braises dans les 5 ou 6 chaudières jetaient une chaleur sinon suffisante, du moins de nature à consoler.

L'ABBÉ CHS.-P. BEAUCHEN

De Ramezay. (IV, XII, 550.)—Timothé de Ramezay, (père de Claude qui se maria à Québec en 1630) seigneur de la Jesse, Montigny et Rivière, descendait, je crois, d'une famille écossaise du nom de Ramsay.

J'ai feuilleté Daniel, *Histoire de nos grandes familles canadiennes*, sans y découvrir ce que l'on d'siro'savoir. *L'Armorial* de M. d'Hozier eut ensuite son tour. A l'article *De Salvert*, le nom de Ramezai figure par alliance. Antoinette, fille d'André de Ramezai, sieur d'Orsonville, épouse un *De Salvert*. Ceci a lieu en Bourgogne. A un autre endroit, Ramezay, le gouverneur de Québec, rentré en France après la conquête, est cité par d'Hozier, à la date 1763, appuyant M. de Marin, officier français, qui combattit en Canada, et qui en ce temps voulait établir ses droits à certains titres de noblesse.

J'examine alors *L'Armorial général* de J. B. Rietstap, (2e édition, 1884) et j'y cueille une longue liste de Ramsay, et vous remarquerez que l'armoirie est presque la même partout, ce qui m'incline à les croire tous plus ou moins parents.

Le premier que mentionne Rietstap s'établit en la Finlande, mais on ne dit pas quand. Ses armes sont : D'argent à l'aigle de Sable. Devise : *Ora et Labora*. Cimier : une licorne issant d'argent. Support : deux griffons d'or.

Ramsay (de Suède) anobli 1633, même blason.

Ramsay de Balmain (Ecosse) baronnet en mai 1806. Presque la même chose.

Ramsay de Bamff, (comté de Perth, Ecosse) baronnet en 1666. D'argent à l'aigle de sable, beccqué et membré do

gueules. Cimier : une tête et col de licorne. Support : deux griffons. Devise : *Spernit pericula virtus.*

Ramsay-Fairfax de Maxton (Ecosse) baronnet, 14 mars 1836. C'est un Fairfax qui acquiert le nom de Ramsay par alliance. Écartelé au 1 et 4, il blasonne comme nos autres Ramsay. L'un de ces Fairfax, capitaine de frégate qui devint plus tard vice-amiral, assistait au siège de Québec, sous Wolfe.

Ramsay, comte de Holderness (Angleterre), baron de Kingston-upon-Thames, et comte de Holderness, 22 janvier 1621, maison éteinte en 1625. Au 1, d'argent à l'aigle de sable.

Enfin, voici le dernier et le plus important.

Ramsay, (Broun-Ramsay, marquis de Dalhousie, Ecosse) Lord *Ramsay de Melrose*, 25 août 1618 ; Baron Ramsay de Kerrington, et comte de Dalhousie 29 janvier, 1633 ; titres dans la pairie d'Ecosse. Baron Dalhousie de Dalhousie, 11 août 1815. Marquis de Dalhousie, 4 juin 1849 ; titres dans la pairie du Royaume-Uni. Maison éteinte le 19 décembre 1860. (*Dod's Peerage* dit 1880.) Écartelé, aux 1 et 4 : d'argent à l'aigle de sable, becqué et membré de gueules ; (Ramsay) au 2 et 3 : de gueules à trois fleurs de lis d'or. (Broun) Cimier : une tête et col de licorne, d'argent, crinée et accornée d'or. Support : deux griffons, au naturel. Devise : *Ora et labora.*

Burke's Peerage & Baronetage, à la généalogie des Ramsay-Dalhousie, nous apprend qu'en 1702, l'un des fils de Ramsay mourut à la guerre en Hollande. Un autre, en 1707, eut le même sort à Almanza, en Espagne. Ceci démontre que les membres de cette maison n'avaient pas des dispositions sédentaires, et le chevalier Timothé de Ramezay est très probablement le fils de Jacques ou Guillaume de Ramzay nés entre 1635 et 1645, et sur le sort desquels *Burke's Peerage*

est muet. Etant connu leur propension aux déplacements, «l'après les notes recueillies, il ne serait pas surprenant que l'un des derniers personnages nommés vint échouer et s'établir en Bourgogne, au plateau de Langres. La maison des Ramsay-Dalhousie existait en Ecosse en 1320, et le nom s'écrivait alors De Ramezal.

RÉGIS ROY

Un tableau du Corrège au Canada. (IV, XII 552.)—Il y a dans la cathédrale de Sherbrooke une peinture à l'huile dont le sujet est l'*Incrédulité de saint Thomas*. Elle mesure trois pieds et sept pouces sur deux pieds dix pouces. Cette toile n'est pas de Michel-Ange, mais de Autoine Allegri, dit le Corrège, le célèbre fondateur de l'école lombarde.

Le Corrège est le premier qui ait osé peindre des figures dans les airs. Deux de ses plus beaux tableaux, *Saint-Jérôme* et le *Christ détaché de la croix*, sont au Louvre. Le duc de Modène offrit deux millions pour le premier de ces tableaux qui avait été payé au Corrège deux cents francs. Et encore cette somme lui fut-elle comptée en monnaie de cuivre d'un poids si lourd, que le pauvre artiste ayant voulu l'emporter sur ses épaules jusqu'à sa demeure, éloignée de deux lieues, la fatigue qu'il en éprouva lui donna une fièvre violente qui termina ses jours.

On sait de quelle façon sa vocation se révéla. A la vue d'un tableau de Raphaël, il s'écria : « Et moi aussi, je suis peintre. » Et à partir de cet instant, il se mit à peindre presque sans maîtres. Ses débuts même sont des chefs-d'œuvre.

Le tableau de la cathédrale de Sherbrooke porte l'authentique suivant :

"New-York, April 4, 1892.

This is to certify that the painting now belonging to the cathedral church of St. Michael, Sherbrooke, Province of Quebec, was given to me by the venerable Abbé Desjardins, chaplain of the Hotel-Dieu of Quebec, and was by him certified as *the Saint Thomas of Correggio*," one of the master-pieces of Italian Art.

BERNARD O'REILLY, D. D ; L. D ;
Domestic Prelate of His Holiness ;
formerly Rector of Sherbrooke."

Les paroissiens de Sherbrooke sont fiers, et avec raison.
du trésor de leur cathédrale.

L'ABBÉ CHS.-JOS. ROY

Sir Allan MacNab et le catholicisme. (V, I, 560.)—Sir Allan-Napier MacNab, qui fut le chef de l'administration MacNab-Morin, de 1854 à 1856, fut inhumé, le 12 août 1862, dans le cimetière catholique de Hamilton, Ontario, avec les cérémonies de l'Eglise catholique.

C'est la belle-sœur de sir Allan MacNab, la femme de son frère David, fervente catholique, qui l'instruisit des mystères de notre religion.

Les sacrements de baptême, de confirmation et d'extrême-onction lui furent administrés sur son lit de mort par Mgr John Farrell, évêque de Hamilton.

Les circonstances extraordinaires qui accompagnèrent la mort du vieux baronnet créèrent une excitation considérable dans le temps. Sir Allan avait été toute sa vie membre de l'église d'Angleterre. A plusieurs reprises même, il avait prouvé que s'il n'aimait pas les Canadiens-Français leur religion plutôt que leur langue en était la cause.

P. G. R.

QUESTIONS

574—Dans mon enfance,j'ai entendu raconter par les vieillards qu'un vaisseau anglais, en 1760, remontant le fleuve Saint-Laurent,avait tiré un coup de canon sur l'église de Deschambault. C'était pendant la grand'messe du dimanche. Le prêtre était en chaire. Le boulet ayant traversé les deux murs alla tomber quelques arpents plus loin, sur la terre de Jean Groleau, occupée aujourd'hui par M. Z. Gignac.

Y a-t-il quelque chose de vrai dans cette légende ?

H.

575—En quelle année et par qui a été érigé la grande croix du Cap Tourmente ?

Voy

576—Je constate qu'au Canada on écrit, lorsqu'on veut parler du deuxième évêque de Québec, *Saint-Valier*. En France,le comte de Saint-Vallier écrit son nom avec deux l. Quelle est la meilleure orthographe ? La signature même du deuxième évêque de Québec ne fixerait-elle pas le débat ?

XXX

577—Avez-vous remarqué qu'aucun des portraits de Wolfe, le vainqueur des plaines d'Abraham, ne se ressemble ? N'a-t-on pas fait, par hasard, pour le héros anglais ce qu'on a fait pour Frontenac, c'est-à-dire inventé un portrait ?

PINX

578—L'histoire des luttes de Charles Menou, sieur d'Aulnay, et de Charles de La'Tour, en Acadie, a-t-elle été écrite ? Quel est l'auteur qui traite le plus au long de ces luttes émouvantes ?

ACAD.

579—L'épée qu'on a acquise, il y a quelques années, pour notre musée national à Ottawa, comme étant celle portée par Wolfe lorsqu'il tomba sur les Plaines d'Abraham, est-elle bien *authentique* ?

580—Depuis ces dernières années, il est souvent question du *gerrymandering* dans les journaux ou devant la Chambre des Communes. Ce mot est-il d'origine canadienne ou anglaise ?

XXX

581—A quelle époque de notre histoire nos bons habitants veulent-ils faire allusion lorsqu'ils parlent des "bonnes années" ?

REX

582—Sous le régime français, où emprisonnait-on les criminels à Québec ? Le gouvernement français avait-il fait ériger une prison dans la vieille capitale ?

GEOL.

583—Doit-on écrire Samuel Champlain ou Samuel de Champlain ? Le fondateur de Québec était-il noble ?

CUR

584—Où trouverais-je le texte de la fameuse ordonnance lancée par lord Durham, quelques jours après son arrivée à Québec, et dans laquelle il accordait une amnistie aux rebelles, en exceptant de cette mesure l'apineau et quelques autres chefs ?

POLT

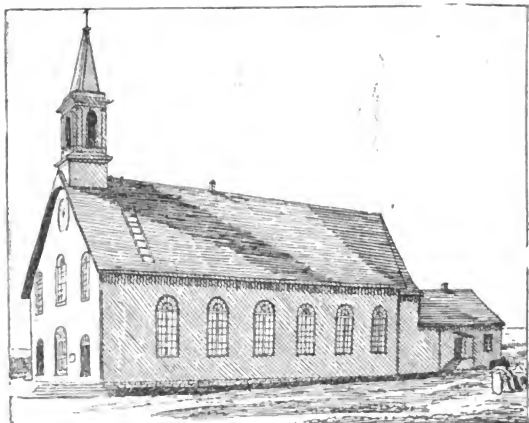
585—Dans le comté de Montmagny, il y a un endroit qui s'appelle canton Rolette. Pourrait-on me renseigner sur l'origine de cette appellation ?

II. A.

586—M. De Celles, dans son bel ouvrage sur les Etats-Unis, dit que le premier ouvrage publié en français dans l'Amérique du Nord le fut à New-York en 1696. Il portait pour titre : " *Le trésor des consolations divines et humaines ou Traité dans lequel le chrétien peut apprendre à bannir et à surmonter les afflictions et les misères de cette vie.* A New-York, chez Guillaume Bradford, à l'Enseigne de la Bible, 1696."

Qui me dira pourquoi cet ouvrage fut publié en français ?

XXX



ÉGLISE NOTRE-DAME DU LAC SAINT-JEAN
(ROBERVAL)

BULLETIN

DES

RECHERCHES HISTORIQUES

VOL. 5

MARS 1899

No. 3

NOTRE-DAME DU LAC SAINT-JEAN

(ROBERVAL)

Le premier colon de la région fut un Alsacien, Jos. Schambach, marié à une sauvagesse. Parmi les premiers colons de Roberval, on compte : Jacob Duchêne, Prime Thibault, Louis Jean, Irénée Tremblay, Célestin Desbiens dit Bégin, Protais Guay, Hubert Villeneuve, Ambroise Jamme, Thomas Jamme, Célestin, Chrysostôme, Octave et Charles Boivin, etc. Ces premiers colons arrivèrent en 1855.

La première chapelle, en pièces, de 30 sur 36, fut bâtie sur la terre occupée actuellement par M. Ismaël Girard, dans l'Anse ; transportée sur l'emplacement actuel de l'église, elle servit de salle publique, pour être ensuite démolie et vendue. L'église actuelle fut commencée en 1872 et achevée dans les années subséquentes.

Roberval fut érigé en paroisse canonique et civile en 1870.

En 1881, arrivèrent six Ursulines de Québec, et les classes commencèrent en 1882. Le premier couvent était au bord du lac ; il fut transporté et servit d'école ménagère au nouveau monastère qui fut incendié le 6 janvier 1897. Un autre bâtiment en pierre a depuis remplacé le premier monastère.

En 1897, on appela des Frères Maristes à la direction du nouveau collège, dont le personnel enseignant est maintenant composé de cinq membres.

Les missionnaires, desservants et curés furent : MM. Alphonse Casgrain, curé de N.-D. de Laterrière ; Joseph Hudon, curé d'Hébertville ; Auguste Bernier, premier missionnaire résident, 1860-63 ; Prime Girard, 1863-71 ; F. X. Delâge, 1871-78 ; J.-E. Lizotte, curé actuel. R.

PIERRE KALM AU CANADA

Pierre Kalm naquit en 1716 dans la province d'Angermansland, Suède, où ses parents, le pasteur finlandais Gabriel Kalm, de Nerpes en Ostrobotnie, et sa femme, Catherine Ross, s'étaient réfugiés lors des dévastations des Russes.

En 1735, Kalm entra en qualité d'étudiant à l'université d'Abo. Le professeur, plus tard évêque, J. Brovallius, remarquant son penchant et ses aptitudes pour l'étude des sciences naturelles, le recommanda au baron Sten Charles Bjelke, un mécène aussi instruit que riche.

A ses frais, Kalm entreprit un voyage scientifique en Finlande, et, l'année suivante (1741), dans les provinces suédoises d'Upland et de Vastmanland. A ce dernier voyage il se fit immatriculer à l'université d'Upsale et fut reçu avec beaucoup de bienveillance par Linné, qui lui donna de bons conseils pour son voyage projeté dans les provinces de Vastergotland et de Bohuslan (1742).

Après ce voyage et après avoir, l'année suivante, aux frais du baron Bjelke, exploré les petites îles des côtes de Södermanland et de Rostagen, il accompagna son protecteur, en 1744, à travers la Russie et une partie de l'Ukraine.

Encore étudiant, il avait déjà acquis assez de renommée pour être élu, en 1746, membre de l'Académie Royale de Stockholm.

En 1747, il était nommé professeur d'économie à l'université d'Abo.

C'est cette même année qu'il entreprit son fameux voyage dans l'Amérique du Nord.

En Suède, au dix-huitième siècle, l'argent était plus rare que les savants. Pour pourvoir aux dépenses d'un aussi long voyage, l'Académie Royale des Sciences de Stockholm, qui s'était chargé de son organisation, s'adressa aux trois

universités d'Abo, de Lund et d'Upsal qui souscrivirent d'assez importantes sommes. Kalm dépensa dans ce voyage, outre les sommes souscrites, près de 130 louis pris sur ses propres économies.

Kalm partit d'Upsal le 16 octobre 1747. Le jardinier Lars Yungstroem, l'accompagnait. Après avoir voyagé en Europe pendant plusieurs mois, les deux voyageurs s'embarquèrent à Londres le 5 août 1748 et arrivèrent à Philadelphie le 26 septembre suivant. Kalm passa tout près d'une année à visiter la flore des provinces de New-Jersey et de New-York.

C'est au mois de juillet 1749 que le naturaliste suédois passa dans la Nouvelle-France. Il fut reçu ici à bras ouverts. Notre pays était alors gouverné par M. de La Galissonnière, un savant en même temps qu'un marin très expérimenté.

Voici dans quels termes l'intendant Bigot rendait compte au ministre, quelques semaines plus tard, du séjour de Kalm dans la Nouvelle-France :

Québec, 15 octobre 1749.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer qu'il est venu en ce pays un académicien Suédois nommé Pierre Kalm, muni des passeports du Roy de France et de Monsieur le Marquis de Launay, ambassadeur à la Cour de Suède. Lorsqu'il arriva au fort St-Frédéric, venant de la Nouvelle-Angleterre, le commandant de ce fort en donna avis à Monsieur le Comte de la Galissonnière qui luy ordonna de fournir au dit Sr Kalm un canot armé et tout ce qui lui seroit nécessaire pour se rendre à Québec, où il ne s'est occupé suivant le compte qui nous en a été rendu par le Sieur Gautier, médecin qui

l'a toujours accompagné, qu'à faire des observations sur les minéraux, sur les végétaux et sur les animaux. ce médecin nous a assuré que ces observations n'avoient d'autre objet que de les connaître et d'en faire la description.

Il a séjourné à Québec environ 40 jours, et Monsieur de la Galissonnière m'ayant dit que de pareils botanistes qui avoient été envoyé de France en Suède, y avoient été bien traités et même défrayés, j'ay fait payer icy par représailles sa pension, ainsi que les dépenses que les recherches qu'il y a faites ont occasionné.

Il est parti de Québec il y a environ un mois ; je donnay ordre à Montréal de le défrayer dans sa route et pendant le séjour qu'il y feroit ; on m'écrivit qu'il en est parti le 10 de ce mois pour se rendre à Orange par le fort St-Frédéric. il vouloit s'en retourner par le fort Frontenac pour se rendre à Chouaguin, mais Monsieur le Marquis de la Jonquière n'a pas jugé à propos de luy permettre de prendre cette route, dont il a paru mortifié.

Ce botaniste emporte avec luy beaucoup de plantes et d'arbres.

J'espère, Monseigneur, que vous approuvez que j'ay fait payer les dépenses qu'il a occasionné et dont cy joint en sont les états.

Je suis avec un profond respect,

Monseigneur,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

BIGOT.

L'état de compte dont parle Bigot dans la lettre ci-dessus a été conservé. On aimera peut-être à savoir ce qu'il en coûta au gouvernement français pour faire les honneurs de sa colonie de la Nouvelle-France au savant suédois. Voici :

Etat de la dépense que le sieur Pierre Kalms, academicien suédois, muni des passeports du roy pour la recherche des diverses plantes, graines et herbes, a faites pendant son séjour à Québec, savoir :

Payé à la demoiselle Lajus pour son logement et nourriture pendant trente huit jours à raison de 4 l. 10 s. par jour.....	171 lbs.
Payé à la dite demoiselle pour le logement et nourriture de Lament Imgstrom (Lars Yungstroeem) son domestique pendant le même espace de temps à 1 l 10 s.	57 “
Payé à divers habitans qui l'ont mené en canots avec Monsieur Gautier médecin du Roy en ce pays de Québec à la baye St-Paul pour aller à la découverte des Mines qui sont au dit endroit, tant pour le dit voyage que pour leur subsistance.....	358 “
Payé à un homme de Lorette comme guide.....	12 “
Payé à divers habitans qui l'ont conduit en canot de Québec à Montréal.....	180 “
	<hr/> 778 lbs.

Après avoir visité la Nouvelle-France, Kalm retourna dans la Nouvelle-Angleterre. Ce n'est qu'en 1751 qu'il se rembarqua pour l'Angleterre. La traversée fut périlleuse.

Enfin, le 13 juillet, il revoyait Stockholm, après une absence de tout près de quatre années.

Il se fit alors consacrer pasteur, et, en 1757, il était nommé pasteur d'abord à Pikkis, puis à la prébende de Sainte-Marie.

Au jubilé de 1768, Kalm fut promu au grade de docteur en théologie ; et en 1772, à l'occasion du couronnement du

Roi, il fut nommé chevalier de l'ordre de Wasa, conféré alors pour la première fois à un pasteur suédois.

Il mourut le 16 novembre 1779.

Kalm a laissé 150 dissertations académiques, de nombreux mémoires d'histoire naturelle, d'économie et de topographie.

Le récit de son voyage en Amérique a été traduit en allemand, en anglais et en français. Cette dernière traduction, faite par feu M. L.-W. Marchand, a été publiée dans ses *Mémoires de la Société Historique de Montréal*.

PIERRE-GEORGES ROY

LE MORCELLEMENT DES PROPRIÉTÉS

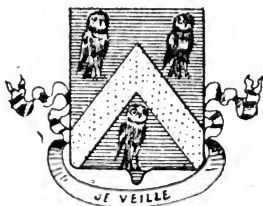
Sous le régime français, l'autorité s'opposait de toutes ses forces à ce que les colons s'établissent sur des propriétés de peu d'étendue. Par une ordonnance du 28 avril 1745, le roi Louis XV défendit de construire des maisons sur des pièces de terre de moins d'un arpent et demi de front, sur trente de profondeur. Cinq habitants de l'île d'Orléans furent poursuivis pour contravention à ce règlement et furent condamnés, le 12 janvier 1752, par l'intendant François Bigot, à payer chacun cent francs d'amende aux pauvres de leur paroisse respective et à démolir leurs bâtisses dans un délai de quatre mois. Les noms de ces propriétaires étaient : Pierre Lachance, sieur Curodeau, J.-Bte Martel, forgeron, Jean-Marie Plante, tous de Saint-Jean, et le nommé Serrant, cabaretier de Sainte-Famille (2e vol. *Ed. et Ord.* 594).

L'ABBÉ L.-E. BOIS

ARMES DES LIEUTENANTS-GOUVERNEURS
DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Voici la description donnée par M. Eugène Taché des armes des lieutenants-gouverneurs de la province de Québec : Sir Narcisse-F. Belleau, l'honorable René-Edouard Caron, l'honorable Luc Letellier de Saint-Just, l'honorable Théodore Robitaille, l'honorable Louis-Rodrigue Masson, l'honorable Augusto-Réal Angers, sir J.-Adolphe Chapleau et l'honorable Louis-A. Jetté.

BELLEAU



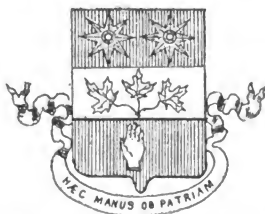
D'azur au chevron d'or, accompagné de trois chonettes
de sable deux et un,—avec la devise : *Je veille.* 2

CARON



D'argent à la bande d'azur semée de fleurs de lis d'or,—
avec la devise : *Suaviter in modo, fortiter in re.*

LETELLIER DE SAINT-JUST



De gueules de la fasce d'argent chargée de trois feuilles
d'érable tiges de sinople, accompagnée de deux éperons d'or
en chef et d'une main senestre couleur naturelle en pointe,
—avec la devise : *Hæc manus ob patriam.*

ROBITAILLE



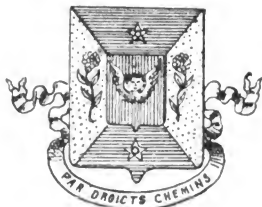
D'azur au chef d'argent, chargé en pointe d'une colombe d'or portant dans son bec un rameau d'olivier du même,—avec la devise : *A ciel ouvert*.

MASSON



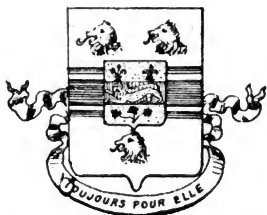
Tranché d'or et d'azur, ce dernier chargé en chef d'une tête de griffon ailé d'argent,—avec la devise : *Dieu aydant*.

ANGERS



Ecartelé en sautoir, au premier et au quatrième d'azur à l'étoile d'argent, au deuxième et au troisième d'or à la rose de gueules tigée de sinople. Sur le tout, de gueules à la tête de chérubin d'or ailé du même,—avec la devise : *Par droits chemins*.

CHAPLEAU



D'argent à la fasce d'azur accostée de deux burèles du même, accompagnée de trois têtes de lions de sable, arra-

chées de gueules, armés et lampassés d'or ; l'écu de la province de Québec, qui est d'or à la fasce de gueules chargée d'un lion passant regardant du champ, accompagnée de deux fleurs de lis d'azur en chef et de trois feuilles d'érable tigées de sinople en pointe, brochant sur le tout,—avec la devise : *Toujours pour elle*.

JETTÉ



D'azur au cygne d'argent nageant sur une mer du même, surmonté de deux étoiles d'or en chef,—avec la devise : *Spes mea supra stellas*.

* * *

Répetons ici, pour mémoire, que dans le blason, les couleurs s'indiquent sur la pierre, le marbre, le bronze ou le bois par des hachures tracées selon des règles conventionnelles. Ainsi, le rouge (de gueules) est représenté par des lignes verticales ; le bleu (d'azur) est représenté par des lignes horizontales ; le vert (de sinople), par des lignes diagonales allant de droite à gauche ; le pourpre, par des lignes diagonales de gauche à droite ; le noir (de sable), par

des lignes horizontales et verticales croisées. L'or est représenté par un pointillé ; l'argent est indiqué par l'absence de toute hachure ou inerustation (fond uni).

Les armes dont on vient de lire la description peuvent, pour la plupart, être vues au Palais Législatif de Québec, où elles ont été sculptées dans la pierre. On les a distribuées de la manière suivante :

Les armes de Sir N.-F. Belleau et de l'honorable R.-E. Caron, au-dessus de la porte d'entrée de la façade donnant sur la Grande Allée ;

Les armes de l'honorable Th. Robitaille et de l'honorable L.-R. Masson dans les parements du vestibule de l'entrée d'honneur du Palais, au-dessous du campanile ;

Les armes de l'honorable L. Letellier de Saint-Just et de sir Adolphe Chapleau au-dessus de la porte d'entrée centrale donnant sur la rue Saint-Augustin ;

Les armes de l'honorable A.-R. Angers au-dessus de la porte d'entrée donnant sur la rue Sainte-Julie.

Les armes de l'honorable L.-A. Jetté n'ont pas encore été sculptées au Palais Législatif. E. G.

LE LUTIN

Sorte de génie maléfisant, ayant autrefois donné cours à une superstition fort répandue. Le *lutin*, qui connaissait l'amour de nos "habitants" pour leurs chevaux, se plaisait surtout à puiser ses diableries sur ces intéressants quadrupèdes. Tantôt, se glissant dans les écuries, il emmenait quenues et crinières ; tantôt encore il lançait les pauvres bêtes dans un galop désordonné à travers champs, et ne les ramenait au petit matin, que fourbues, poussives, et les flancs blancs d'écume. Pour éloigner le *lutin* des écuries, il fallait tracer une grande croix sur les portes, et c'est ce qui se fait encore aujourd'hui parmi les Acadiens et les riverains du bas Saint-Laurent.

SYLVA CLAPIN

LA BOUJONNIER

Dans une colonie de cinq ou six cents âmes, comme l'était le Canada en 1650, tous les individus attirent l'attention à un degré intense, parceque même le plus humble d'entre eux compte en sens inverse du petit nombre de la masse. Un notaire devient un personnage historique, puisqu'il consigne par écrit certains faits que sa signature revêt d'un caractère d'authenticité indéniable. Parlons donc, aujourd'hui, du premier tabellion des Trois-Rivières.

M. Ernest Myrand (*Recherches Historiques*, novembre 1898, p. 325) nous montre Fleur Boujonnier secrétaire du gouverneur général d'Ailleboust à la date du 10 février 1649. Il faut en conclure que M. d'Ailleboust, arrivant de France, le 20 août 1648, avait amené avec lui ce fonctionnaire que l'on ne voit nulle part dans les années précédentes.

Dans le tome I, p. 404, des *Jugements du Conseil Souverain*, on voit que, le 2 juin 1650, Boujonnier enregistre, par ordre du gouverneur, le titre du 5 avril 1644 accordant à Jacques Hertel le fief de l'Arbre-à-la-Croix qui se trouva compris par la suite dans la seigneurie de Champlain.

Le greffe des notaires des Trois-Rivières commence le 19 juin 1650, par un acte de La Boujonnier. La deuxième pièce est de Nicolas Gatineau dit Duplessis, du 7 août suivant. Le 4 juin 1651 M. d'Ailleboust étant aux Trois-Rivières, accorde aux Pères Jésuites le petit morceau de terre appelé fief Pachirini. En cette circonstance la signature du secrétaire du gouverneur prend la forme de "C. Bouronsier" mais, d'après M. Myrand et le notaire Arceau, on doit lire "Boujonnier." L'inventaire de la succession de Jacques Hertel, aux Trois-Rivières, mois d'août 1651, est dressé par Gatineau, qui était commis du poste de traite. Le 19 mars

1652, Sévérin Aneau signe son premier acte mais sans dire qu'il est notaire aux Trois-Rivières. Il écrivit son dernier, dans le même lieu, cinquante ans plus tard.

Jusqu'à l'automne de 1651, La Boujonnier paraît avoir vécu à Québec, auprès de M. d'Ailleboust, mais ce dernier passant alors la charge de gouverneur-général à M. de Lauzon, il faut croire que notre secrétaire garde-notes suivit M. Guillaume Duplessis Kerbodot qui allait gouverner aux Trois-Rivières. Kerbodot était venu de France avec M. de Lauzon ; il s'embarqua, à Québec, pour les Trois-Rivières le 10 novembre 1651. Le 26 du même mois, La Boujonnier instrumentait en qualité de notaire dans ce dernier lieu.

Le 19 avril 1652, d'après le *Journal des Jésuites*, La Boujonnier, Charles Lemoine et Jacques Leneuf de la Poterie arrivèrent à Québec venant des Trois-Rivières.

Le 7 juillet 1652, La Boujonnier dresse, aux Trois-Rivières, un contrat de mariage auquel signe, comme témoin, Melle Mance, de passage en cet endroit.

Le 5 août suivant, La Boujonnier prépare, aux Trois-Rivières, un acte par lequel Mathurin Baillargeon, Claude Houssard et Denis Métayer vendent à Guillaume Duplessis Kerbodot un emplacement avec maison dessus construite.

Le 18 août suivant, La Boujonnier est tué par les Iroquois, à la sortie de la rivière des Trois-Rivières. Le lendemain Guillaume Duplessis Kerbodot est tué par ces Sauvages dans la banlieue, au-dessus de la bourgade (*Journal des Jésuites*). Il n'y a pas de mention de ces deux affaires au registre des sépultures de la paroisse.

Dix jours après, 28 août, l'inventaire des biens de Thomas Godefroy de Normanville, tué le 19, est faite par Aneau, qui prend le titre de notaire pour la première fois. Le 16 décembre, Aneau déclare que le contrat de vente du

5 août précédent n'ayant pas été signé par La Boujonnier «t celui-ci étant " mort inopinément ", n'a aucune valeur. Duplessis Kerbodot n'existant plus, les vendeurs passent la propriété en question à François Boivin et Jean Parent.

La Boujonnier a donc demeuré en Canada quatre ans, toujours employé comme secrétaire des gouverneurs, et notaire à l'occasion.

BENJAMIN SULTE

LES NOYAUX

Voici que par hasard en parcourant curieusement les feuillets d'une Encyclopédie Générale des jeux, compilation de M. Benjamin Pifteau, j'y trouvai un jeu : *Les noyaux*, de provenance canadienne, nous assure-t-il. M. Pifteau a édité ce livre probablement vers 1840, car le millésime, que l'on trouve généralement au bas de la première page du livre, manque complètement ici, ou ailleurs dans le volume, mais a en juger par la plus récente date des ouvrages ayant servi au compilateur, un peu plus d'un demi siècle s'est écoulé depuis la publication de l'Encyclopédie Générale des jeux, de Pifteau.

Des ouvrages remontant même au milieu du dix-septième siècle ont fourni matière à M. Pifteau.

Le jeu des noyaux est sans doute d'origine indigène. Les Sauvages, l'apprirent aux Français, coureurs des bois, ou chasseurs, et quelque scribe amateur des jeux de hasard en prit note, afin qu'aujourd'hui, je puisse vous en reparler.

Pifteau dit : " C'est un vieux jeu, qui vient du Canada. On y joue avec huit noyaux, noirs d'un côté et blancs de l'autre. On jette ces noyaux en l'air. Si les noirs se trouvent impairs, celui qui a jeté les noyaux gagne ce que l'autre a mis au jeu ; s'ils se trouvent ou tous noirs ou tous blancs, il en gagne le double. En dehors de ces deux cas, il perd sa mise."

RÉGIS ROY

RÉPONSES

La mort de lord Sydenham. (IV, IV, 435).—Le 4 septembre 1841, comme lord Sydenham revenait d'une excursion à cheval dans les environs de sa résidence, à Kingston, son cheval fit une chute et en tombant lui écrasa la jambe droite. Les médecins découvrirent que l'os principal de la jambe était fracturé obliquement et qu'il y avait en outre au-dessus du genou une large blessure causée évidemment par l'angle d'une pierre.

La prorogation du parlement avait été fixée au 15 ; elle fut retardée de deux jours afin de permettre au gouverneur d'être présent. Mais, dans l'intervalle, le mal de lord Sydenham s'aggrava tellement que les médecins l'avertirent qu'il n'y avait pas de guérison possible. C'est le général Clitherow qui, par procuration, prorogea le Parlement le 18 septembre au matin.

Ce jour-là même, lord Sydenham ayant parfaitement conscience de son état, se fit donner les dernières consolations de son église. Il dicta aussi son testament et prit congé de tout son monde, en disant un bon mot à chacun. Il pria M. Murdoch, son secrétaire civil, d'écrire l'histoire de son administration au Canada. Il manifesta à plusieurs reprises sa satisfaction de voir le Parlement prorogé, et les principaux points de sa mission au Canada accomplis. A son secrétaire privé, M. Grey, il dit : " Au revoir, Grey ; vous défendrez ma mémoire ! " Puis il parla affectueusement au major Campbell et à M. Baring et termina en disant à tous ceux qui l'entouraient : " Maintenant, laissez-moi seul avec Adamson (son chapelain) afin que je me prépare à la mort."

Il passa le reste de la journée et toute la nuit en prières avec le chapelain Adamson. Ses souffrances, paraît-il, étaient atroces. Il mourut le dimanche, à sept heures de la matinée.

Pour se rendre au désir maintes fois exprimé de lord Sydenham, il fut inhumé à Kingston même. Les funérailles eurent lieu le 23 et furent très solennelles. Jamais Kingston n'avait vu pareille démonstration. Ce fut une journée de deuil public ; les magasins et les usines furent fermés et les affaires suspendues.

Lord Sydenham mourut célibataire et son titre s'éteignit avec lui.

H.-J. MORGAN

Adelsheim. (IV, X, 520).—Charles-Frédéric Chrétien, baron de Adelsheim, était fils de Charles, baron de Adelsheim, major d'infanterie au service du landgrave de Hesse-Castel, seigneur de Wackback, Haektel et autres lieux, et de Louise de Arnim. Cette famille demeurait à Wackback, en Franconie.

Le baron, dont il est question, avait un oncle, le baron Ernestin Chrétien de Adelsheim, qui était lieutenant-colonel de Brunswick, et un frère, le chevalier Christian de Adelsheim.

Le 5 septembre 1778, le baron d'Adelsheim, qui demeurait alors à Québec, rue Champlain, céda ses droits dans la succession de son père en faveur de son frère pour le prix de quatre mille florins de Franconie, soit deux mille piastres d'Espagne.

J. E. R.

Les poeles dans nos eglises. (IV, XI, 542).—L'église de Vaudreuil fut chauffée pour la première fois vers 1850. Avant cela la sacristie seule était chauffée. Mon père qui pratiquait la profession d'avocat en cet endroit à cette époque obtint du grand vicaire Archambault, alors curé, l'introduction d'un poêle dans l'église.

La chose ne se fit pas sans hésitation. Le curé croyait que " la chaleur et la fumée détruiraient les dorures de l'église "

Qu'on me permette une petite anecdote à ce sujet.

C'était en hiver. Il faisait un froid à fendre les pierres, et l'officiant, M. Roux, après avoir entonné le credo à la grand-messe au lieu de se rendre de l'autel à son siège comme la coutume l'exige, s'en fut à la sacristie. Les assistants crurent que cet aimable prêtre s'était senti indisposé pour en agir ainsi et après la messe quelques-uns de ses amis furent le trouver pour s'informer de sa santé :

— Avez-vous été malade, M. Roux, que vous êtes sorti pendant le credo ?...

— Pas du tout... mais j'étais transi de froid. J'ai taillé de la besogne aux chantres et je suis allé me chauffer à la sacristie, voilà !...

GUSTAVE OCÏMET

Le naufrage de l'«Africaine». (IV, XII, 546.)— En 1822, la frégate française l'*Africaine* faisait naufrage sur les récifs de l'île de Sable. L'équipage échappa à la mort.

Il n'y a pas encore bien longtemps, une des grandes vergues de l'*Africaine* servait de mât de pavillon au poste principal de l'île.

Dans son étude sur *Les Sablons*, M. J.-C. Taché raconte que Louis XVIII, roi de France, fit tenir à M. Darby, alors surintendant de la station de sauvetage de l'île, avec l'expression de sa gratitude, une médaille d'or frappée pour l'occasion, avec une coupe remplie de louis d'or pour les membres du corps de sauvetage.

Je crois que M. Taché faisait erreur en donnant M. Darby comme le récipiendaire de la médaille en question, car M. Darby ne fut nommé surintendant qu'en 1830. C'est M. Edward Hodgson qui remplissait cette position en 1822.

GEORGE JOHNSON

Irlandais, " Bas de Soie ". (IV, XII, 551.)—Un honorable citoyen de Montréal, venu lui-même d'Irlande il y a soixante ans, m'a fourni l'explication suivante sur cette appellation de Bas de Soie que l'on donnait aux Irlandais, plutôt il y a quelque vingt-cinq à cinquante ans, qu'on ne le fait maintenant, dans le Canada-Français. " Mes compatriotes, me dit-il, qui arrivaient alors en grand nombre à Québec et à Montréal, portaient pour la plupart la culotte courte ne descendant que jusqu'aux genoux, et comme leurs bas ne montaient guère plus haut que la chaussure il y avait solution de continuité de vêtements de la culotte à la botte, laissant la jambe nue. C'est cette peau de jambe au naturel que les Canadiens avaient par plaisanterie qualifiée de " bas de soie ", et passant bientôt de la jambe à toute la personne on appelait les Irlandais les " bas de soie. "

C. G.

Discours de Chateauguay. (IV, XII, 558.)—On a fait circuler dans les journaux un discours que le colonel de Salaberry aurait adressé à ses soldats avant que de commander le feu, le matin de Châteauguay. Passons-le en revue avant que de l'admettre au rang des pièces officielles. Il renferme quatre-vingts mots qui prêtent à quatre réflexions, pour le moins :

" Voltigeurs !

" L'armée américaine est sur vos talons, mais il faut l'arrêter dans sa marche ou mourir. Que chaque balle abatte un ennemi, et malheur à celui qui manquera ou perdra sa poudre, car mon sabre lui fera sauter la tête ! Clairons ! faites un bruit d'enfer, afin que les Américains nous croient en grand nombre et qu'ils sont tombés dans une embuscade. Officiers ! faites votre devoir. Ordonnez à vos soldats de faire un feu roulant, et vive la vieille Angleterre ! "

La coutume de haranguer les troupes au moment d'envahir aux mains avec l'ennemi date de la révolution française ; elle ne paraît avoir été pratiquée par aucun commandant en Canada, car il n'existe pas de trace parmi nous de cette manière d'agir. Nous ne comprenons pas que de Salaberry en ait fait usage. Mais voyons plus loin.

En ce qui regarde Châteauguay, les narrations si précises, si complètes des deux témoins oculaires, Michel O'Sullivan et de Charles Pinget n'en disent mot. Remarquons aussi que les cinq cents hommes de Salaberry étaient dispersés sur un mille de profondeur avec un demi mille de front. La forme de la bataille écarte toute idée d'une improvisation de ce genre. Napoléon lui-même, qui se montrait prodigue de ces sortes d'apostrophes, adressait ses paroles aux troupes par le moyen de papiers imprimés que chaque colonel quelquefois un sergent, lisait dans les corps, avant que d'ébranler ceux-ci.

L'existence du morceau littéraire ci-dessus, assez ampoulé d'ailleurs, semble d'une origine fort douteuse. Nous aurions besoin de bonnes preuves pour croire à son authenticité historique. C'est évidemment une composition de collègue—mais elle a pu être faite par un vieillard tout aussi bien que par un enfant.

Voltigeurs ! s'écria-t-il. Pourquoi les Voltigeurs, plutôt que les autres qui dépassaient huit fois leur nombre ? L'auteur du discours tombe dans l'erreur populaire qui donne aux Voltigeurs le gain de la bataille. Salaberry n'aurait pas fait cette bonrde s'il eût parlé, car il y avait en première ligne les Fencibles, la milice de Beauharnois et les Voltigeurs, sans compter les autres.

“ Mon sabre lui fera sauter la tête.” Tout cela pour avoir manqué un coup de fusil ! Tamerlan parlait de la sorte,

s'adressant à des barbares. Les chrétiens n'ont pas de ces allures.

"Clairons ! faites un bruit d'enfer" Ces paroles nous remettent en mémoire le bon nègre Soulouque I, empereur d'Haïti, clamant d'une voix forte : "Tambours, roulez !" Pas de roulement. Le tambour-major, interpellé, répond en son langage naïf : "Ti dis tambours oulez—pourquoi ti dis pas tambours oulez, si ous plait ?"

A la fin arrive le bouquet : "Vive la vieille Angleterre !" Ces quatre mots signifient peut-être : "Hourrah pour les Canadiens !"

J'ai connu plusieurs des combattants de Châteauguay qui appartenaient aux Voltigeurs et aux Fencibles, soit les deux compagnies près desquelles de Salaberry s'est tenu le plus longtemps toute cette journée. Ils m'ont fourni d'abondants détails sur l'affaire et cela est consigné dans mes notes prises au fur et à mesure de ces conversations. Aucun d'eux n'a fait allusion à un discours quelconque, mais le sergent Charles Burke (Canadien-Français) m'a raconté, en 1860, ce qui suit :

Le colonel avait l'œil partout. En voyant un soldat qui épaulait son arme il se plaça derrière celui-ci pour juger du tir. Le coup partit. L'homme visé resta debout. C'est-y pour sa que tu es venu ici, Jérôme ?" lui dit le colonel d'un air bourru. Il savait nos noms par cœur. Lorsque Izard monta par le chemin, pour nous prendre en flanc, le colonel passa tranquillement derrière notre compagnie et on l'entendait dire, tout haut comme s'il était agacé : "Bravez, mes damnés ! bravez ! si vous ne bravez pas vous n'êtes pas des hommes !" Ensuite, lorsqu'il monta dans un arbre pour voir ce qui se passait à la rivière, il criait à nos gens :

“ Tirez pas tous ensemble !... Laissez avancer le capitaine Daly !... Ça, c'est mieux. Continuez ! ”...

Combien plus cette description est naturelle ! et à quoi sert d'imaginer des phrases qui ont l'air de dire : “ Soldats ! contemplez les pyramides pendant quarante siècles ! ”

BENJAMIN SULTE

Patriotes ou Martyrs. (V, I, 562.) On se demande encore aujourd'hui si les missionnaires de la Nouvelle-France, brûlés par les Iroquois ou assassinés par les Hurons renégats furent uis à mort plutôt en haine de la foi chrétienne que du nom et du sang français. Le martyr de Jean de Brébeuf est le seul qui ne souffre aucun doute possible à cet égard. Ses bourreaux témoignent admirablement en sa faveur et s'il est, comme j'en ai la ferme conviction, canonisé dans un avenir beaucoup plus prochain qu'on ne le croit généralement, le premier des martyrs du Canada par l'héroïsme de son courage et le raffinement des tortures subies, devra aux Iroquois l'honneur de monter sur les autels. C'est eux qui lui disaient avec une ironie féroce, un sarcasme diabolique : “ Tu baptisais nos enfants avec de l'eau froide, nous allons te baptiser à notre tour avec de l'huile bouillante ! ” A lui seul ce fait historique, dont la vérité demeure indéniablement établie, suffit à prouver que Jean de Brébeuf fut *martyrisé en haine de la foi chrétienne*.

Il est fâcheux que nous n'ayions pas une preuve aussi positive en faveur d'Isaac Jogues, René Goupil, Daniel Lalemant, Garnier, Chabanel, Buteux, Garreau, et des autres, missionnaires ou catéchistes, massacrés par les farouches Agniers. Le moins que l'on puisse affirmer cependant est qu'ils furent exterminés autant en haine du nom français qu'en haine de la foi chrétienne. Lisez, par exemple, dans

les *Relations des Jésuites*, l'exécution de cet héroïque *habitant* du Cap-Rouge, Mathurin Franchetot, qui fut brûlé le 8 septembre 1653, et mourut en chantant l'*Ave Maria Stella* d'une voix aussi ferme, aussi lente, aussi douce qu'au lutrin de la cathédrale de Québec. Et, devant ce miracle de courage physique et moral, vous hésitez à prononcer sur le caractère patriotique ou religieux de cette mort admirable que saint François-Xavier lui-même, *desiderio martyr*, eût enviée à cet obscur prisonnier de guerre dont l'histoire du Canada devrait mieux retenir et transmettre le nom glorieux à la postérité.

Et il en est de Louis Guimont, Pierre Rencontre, Antoine de la Meslée (*Epistola Rec. P. Gabrielis Druillettes, Societatis Jesu Presbyteri, ad Dominum illustrissimum Dominum Joannem Winthrop, scutarium*), de tous les chrétiens, français ou sauvages, missionnaires ou néophytes, catéchistes ou catéchumènes, tombés victimes de la barbarie indienne.

Mais il y a plus. Nous pouvons, sans témérité historique, prétendre et soutenir maintenant avec preuve documentaire à l'appui, que ces confesseurs de la foi, ces héros de l'Evangile et de la Civilisation, ces apôtres de l'Humanité, connus ou anonymes, périrent plutôt en haine du Christ qu'en haine du nom français.

Voici ce que nous lisons dans une lettre du Père Gabriel Druillettes, missionnaire jésuite chez les Abénakis, adressée à Jean Winthrop, gouverneur des Etats de la Nouvelle-Angleterre. (Cf : *Relation des Jésuites*, année 1661—page 35.) Cette lettre importante n'est point datée, mais les historiens la croient antérieure à l'année 1651, pour des raisons trop longues à énumérer ici.

“ Quare pater me tuum in quo spem pene omnem, post Deum, positam esse censeo patrocinium implorare per litte-

ras in causâ Domini Jesu Christi, sen in defensione Christi-
anorum contra mohaghs qui non tantum christianos Cana-
denses versus Kebecum jamdiu persequitur, at crudelissime
lento igne torquet in odium Fidei Christiane." (Traduction)
" Souffrez donc que par les présentes j'implore votre pro-
tection, sur laquelle, après Dieu, je crois devoir reposer
toute mon espérance, dans les intérêts de Notre-Seigneur
Jésus-Christ, je veux dire pour défense des chrétiens (Les
catéchumènes de la rivière Kennebec, spécialement commis
aux soins du Père Druillettes, de 1646 à 1652) contre le
Mohack (Les Iroquois d'Albany appelés *Agniers* par les
Français, *Mohawks* par les Anglais, étaient les plus belli-
queux des Cinq Nations) qui non seulement persécutent les
Canadiens chrétiens, mais encore les torturent très cruelle-
ment, les brûlent à petit feu *en haine de la foi chrétienne*."

La lettre du Père Druillettes, texte original latin avec
la traduction anglaise en regard, sera tout prochainement
publiée dans la célèbre édition américaine des *Relations des
Jésuites* actuellement en voie de publication (le trentième
volume vient de paraître) chez *The Burrows Brothers
Company*, Cleveland, Ohio, E. U.

A lui seul ce fragment de lettre suffirait à établir l'incon-
testable valeur historique du document qui va paraître et
que je me fais un devoir de signaler aux souscripteurs pri-
vilégiés de cet ouvrage essentiellement classique.

E. M.

Dorion, l'“Enfant Terrible”. (V, I, 564.)—Je
tiens de M. l'abbé J. H. Dorion, ancien curé d'Yamachiche,
que le surnom d'“Enfant Terrible,” porté par son frère
J.-B.-Erie, lui avait été donné dans sa famille, alors qu'il
manifestait, dès ses premières années, des allures assez
tapageuses.

D.

Le fondateur de Terrebonne. (VI, I, 571.)—
L'existence de Terrebonne, P. Q., date de l'année 1673, époque à laquelle la seigneurie de Terrebonne fût concédée au sieur d'Antier-des-Landes qui en fût le premier seigneur; lequel construisit dès lors les premiers moulins à scies et à farine sur l'un des chenaux que forme la rivière Jésus, entre l'île " du moulin " et la ville de Terrebonne.

Vers l'année 1698, M. LePage devint propriétaire de la dite seigneurie et de ses dépendances, et dans sa munificence il érigea sur la pointe de terre que forme la ville de Terrebonne, aujourd'hui vis-à-vis la célèbre île " St-Jean " et celle " du moulin," l'une des plus antiques et des plus belles églises qui furent construites en cailloux; laquelle pouvait encore braver les siècles à venir; malheureusement, par un acte de vandalisme inexplicable, ce vieux monument d'un autre âge a été détruit sans but avéré, attendu que le terrain sur lequel il était construit est maintenant vacant.

C'était l'endroit le plus pittoresque connu et choisi par l'ancien seigneur lui-même et c'est dans cette église, si précieuse en souvenirs pour tant de générations, que les descendants de la famille LePage ont conservé l'usage gratuit de leur banc seigneurial, à titre de reconnaissance.

Les successeurs de M. LePage, comme propriétaires de la seigneurie de Terrebonne, furent successivement MM. McTavish, McKenzie, bourgeois de la Compagnie du Nord-Ouest, et finalement l'honorable Joseph Masson et son épouse, dont les héritiers sont actuellement les propriétaires.

J. C. AUGER

" Les bonnes années."—(V, II, 581.)—Le Canada s'était révélé aux yeux des officiers anglais durant la guerre de l'indépendance des Etats-Unis (1775-1784). Ses produc-

tions naturelles, peu ou point exploitées alors, offraient d'immenses ressources à qui voudrait en tirer partie. Lorsque la France s'arma (1792) il devint évident que les hostilités allaient renaître en Europe, aussi l'Angleterre se hâta-t-elle de pourvoir à ses armements et à sa nourriture par des achats faits en dehors des Trois-Royaumes, car cette puissance ne rencontre point dans son territoire propre tous les produits qui lui sont nécessaires. On fit appel au Canada et bientôt le blé, le chanvre, le goudron, les bois de mâtures sortirent du Saint-Laurent en abondance. Au cours des années 1793-1812 ce commerce ne fit que se développer ; la construction des navires devint chez nous une industrie sérieuse, la hache entama nos forêts séculaires, les cultivateurs doublèrent et quadruplèrent leurs revenus, tous les métiers avaient de l'emploi, le crédit était inconnu, chaque opération se réglait argent comptant—ce furent " les bonnes années," expression maintenant légendaire, qui disparaîtra, comme toutes les légendes, si on ne la consigne dans l'histoire avec son véritable sens.

BENJAMIN SELTE

Thomas Pichon. (V. I, 569).—M. le comte de Raymond débarqua à Louisbourg le 19 août 1751 pour remplacer M. Des Herbiers, comme gouverneur de l'Île Royale. Thomas Pichon accompagnait le comte à titre de secrétaire.

Le 4 novembre suivant, le gouverneur, écrivant au ministre demandait pour M. Pichon la charge de conseiller du Roi, à l'amirauté, à Louisbourg, dans les intérêts du commerce.

Le 22 septembre 1752, M. de Raymond fait rapport d'un voyage d'inspection dans l'Île Royale. Son secrétaire qui était aussi du parti commença alors l'envoi de lettres très

détailées au sujet des ressources de l'île, sa topographie, sa population, moyens de défense, etc. Ces épîtres très intéressantes étaient destinées à des officiers de Sa Majesté Britannique.

Pichon, tout bonnement, était un traître, un espion.

En 1753, le 4 juillet, le comte demande au ministre la permission d'envoyer le sieur Pichon à Beauséjour. La permission lui fut accordée, car Pichon paraît à cet endroit, et s'entend avec les officiers anglais pour livrer les secrets des officiers français.

Il avait à Beauséjour de dignes compères ; entr'autres Vergor, qui commandait. Beauséjour succomba facilement à la première démonstration hostile de l'ennemi. Cet épisode figure dans l'histoire de l'Acadie sous le vocable : *Au siège de velours*, en dérision du peu de résistance, ou plutôt de la lâcheté de son commandant.

Après cela, Pichon, il paraît, fut mené à Halifax comme prisonnier de guerre. Là, il recherchait les Français que le sort des armes poussaient aux mains des Anglais, et il cherchait à s'insinuer dans leur confiance et à surprendre les plans de ses compatriotes pour en faire le profit des soldats d'Albion.

Enfin d'après ses lettres (*Lettres et mémoires pour servir à l'histoire naturelle, civile et politique du Cap Breton, depuis son établissement jusqu'à la reprise de cette île par les Anglais en 1758*), on retrouve Pichon au siège de Louisbourg en 1758. Puis il passa en Angleterre, où il finit ses jours en 1781.

Je conseillerais à XX qui demande des renseignements sur Pichon de lire *Acadia* de M. Edouard Richard, surtout le tome I.

RÉGIS ROY

Le mot "gerrymander". (V, II, 580.)—Prononcez *djerrai-manne-der*. Néologisme politique, d'origine américaine, servant à désigner un arrangement particulier des divisions électorales d'un état ou d'un comté. Par cet arrangement, le parti au pouvoir cherche à remanier ces divisions électorales de telle sorte que advenant une élection, il obtiendra sûrement l'avantage sur son concurrent, quant même celui-ci aurait en réalité pour lui la majorité des votes.

L'origine du mot *gerrymander* est assez curieuse. Ce fut en 1811, et dans l'état du Massachusetts, que cette expression prit naissance. A cette époque, le parti démocratique, qui était au pouvoir, désirant s'assurer le Massachusetts, dont la majorité était fédérale, s'avisait du rapiécage ingénieux dont nous venons de parler, et la nouvelle loi fut sanctionnée par le principal fonctionnaire de l'Etat, le gouverneur Gerry.

Or, il se trouva que, sur une carte, le nouveau remaniement pouvait assez bien figurer—avec quelques coups de crayon appliqués ça et là, et un peu de bonne volonté—pour le dessin d'une certaine bête curieuse, se rapprochant d'une salamandre, en anglais *salamander*. Sur ces entrefaites, un loustic s'écria : "Bah ! un *salamander*, pourquoi pas un *gerrymander* !" faisant ainsi allusion au gouverneur Gerry. Le mot eut du succès, et est depuis resté.

SYLVA CLAPIN

L'Amnistie de 1838. (V, II, 584.)—L'ordonnance du Conseil Spécial en date du 28 juin 1838, accordant une amnistie aux *Rebels* se trouve dans le deuxième volume des ordonnances de ce Conseil, et porte le titre suivant : "Ordonnance qui pourvoit à la sûreté de la Province du Bas Canada."

Une proclamation portant la même date fit aussitôt connaître cette ordonnance au public. F. J. AUDET

QUESTIONS

587—A la page 37 du premier volume du *Dictionnaire Généalogique* de Mgr Tanguay, au sujet de Louis Bégin, l'ancêtre de Mgr Bégin, archevêque de Québec, nous lisons : " Baptisé en 1636, fils de Jacques et d'Anne Meloque, de Liénard, évêque de Lizieux, sépulturé le 26 décembre 1708, à Lévis."

Cette paroisse de Liénard existe-t-elle encore ? Dans quel département de la France est-elle située ? XXX

588—Pourquoi dit-on, dans le peuple, d'un individu qui part pour les États-Unis, qu'il émigre, qu'il s'en va *en Amérique* ? EM

589—Quand les milices canadiennes ont-elles pris naissance ? Est-ce longtemps après la mort de Champlain ? Quel fut leur organisateur ? A. B.

590—Dans une récente visite au village de Saint-Stanislas, sur la rivière Batiscan, on m'a dit que la désignation officielle de la paroisse est " Saint-Stanislas de la rivière des Envies." Personne cependant n'a pu me dire l'origine de ce curieux nom. La rivière des Envies est un petit cours d'eau à une petite distance de l'église et du village de Saint-Stanislas. Quelqu'un de vos lecteurs, peut-être, pourra satisfaire ma curiosité ? W. P. G.

591—Observe-t-on encore la " guignolée " au Canada ? Qu'était-ce que cette ancienne coutume ? R. O. B.

592—Quel uniforme portait les miliciens canadiens en 1812 ? SOLD.

593—On désigne souvent par *mitaine* l'office religieux des protestants :—Ils sont allés à la *mitaine*. Quelle est l'origine de ce mot employé dans ce sens ?
Rto.

594—M. Bouchette fut-il le successeur immédiat du major Holland en qualité d'arpenteur-général du Canada ? Pouvez-vous me dire en quelle année le major Holland cessa d'exercer ses fonctions ?
ARP.

595—Dans une conférence que faisait, il y a quelques années, M. Lorenzo Prince, au Club National, à Montréal, sur le jurisconsulte Doutre, il déclarait que M. Doutre était parvenu à faire révoquer la nomination d'un gouverneur général du Canada.—Pourriez-vous me dire quel était ce gouverneur ; Quelles sont les raisons qui ont amené cette destitution ?
CURIEUX

596—Où trouverais-je des renseignements sur la fameuse *chasse-galerie* qui fit l'épouvantail de tant de générations ?
XXX

597—En quoi consistait le *clairon-du-roi*, cet amusement de société si en vogue autrefois ?
Rto.

598—Pouvez-vous me dire ce qu'on entend exactement par le mot *corète* dans notre pays ?
A. R.

599—Qu'est-ce qu'on entend à la campagne, par le mot "*épluchette*" ?
HAB.

600—N'y avait-il pas un capitaine Mathew ou Mass Lenke avec le général Braddock lors de sa défaite au fort Duquesne en juillet 1755 ?
E. L. P.



EGLISE SAINT-FABIEN DE RIMOUSKI

BULLETIN

DES

RECHERCHES HISTORIQUES

VOL. 5.

AVRIL 1899

No. 4

SAINT-FABIEN DE RIMOUSKI

La paroisse de Saint-Fabien de Rimouski, a été érigée canoniquement le 11 décembre 1828 ; son érection civile eut lieu le 5 mars 1835.

La première chapelle de Saint-Fabien fut bénite le 6 février 1848. La première messe y fut dite le même jour.

L'église actuelle a été construite en 1854.

L'année suivante, l'Ordinaire de l'Archidiocèse donnait un pasteur à cette paroisse dans la personne de M. Augustin Ladière.

M. le chanoine P. Audet lui succédait en 1870.

En ces dernières années, cette paroisse a fait des progrès vraiment étonnants. Elle compte aujourd'hui 1850 âmes et possède une fromagerie, une beurrerie, huit magasins, trois moulins à scie et à bardeaux, une grande fabrique de meubles, portes et fenêtres, trois forges, etc., etc.

L'église qui a subi, en 1898, une véritable transformation est aujourd'hui très belle.

Le 20 décembre dernier, Mgr Blais, évêque de Rimouski, se rendait à Saint-Fabien pour y faire la bénédiction de trois nouvelles cloches. Les personnes qui assistaient à cette belle démonstration n'en perdront pas le souvenir de sitôt.

R.

LES LÉGENDES DE NOS ANCÊTRES

C'est un fait parfaitement avéré que nulle contrée n'a eu d'aussi fréquents rapports avec les revenants et les esprits, que nulle terre n'a engendré autant de feux-follets, vu courir autant de loups-garons que l'île d'Orléans. Délicieuses histoires, contes charmants, qui me rappelez les souvenirs de mon enfance, pourquoi vous laisserais-je dans l'oubli ? Pourquoi ma plume se refuserait-elle à retracer ces légendes naïves qui peignent si bien la bonne foi de nos ancêtres, leur esprit religieux, en même temps qu'elles rappellent leur noble origine.

Ceux qui nous ont légué ces contes, qui, depuis quelques années, commencent à se perdre dans la mémoire du peuple, les racontaient au bivouac, au milieu de la forêt, à la belle étoile, entre le combat du jour et celui du lendemain. Et ces héros, soldats aussi fiers sur le champ de bataille que citoyens paisibles à la chaumière, versaient des larmes en les transmettant à leurs enfants : car, pour eux, c'était le souvenir de leur belle Normandie ou de leur noble Bretagne, qui se retraçait à leur esprit. Ainsi donc, pourquoi ne les pas rappeler ?

Les feux-follets se manifestent sous l'apparence de flammes, dont la couleur est loin d'être uniforme ; les uns la disent bleue, d'autres, rouge, d'autres, verte. Peu importe la couleur ; c'est un détail qui regarde les feux-follets, et personne n'a le droit de leur imposer de règles là-dessus.

Mais il est un point sur lequel tout le monde est d'accord, et que personne n'a songé à contester : c'est que le feu-follet, dont le vol est rapide, les zigzags très nombreux ; n'a d'autre ambition que d'attirer les gens dans les précipices. Triste prérogative que possède la lumière du feu-follet, en commun avec bien d'autres lumières du siècle, moins brillantes

peut-être, mais dont les dangers de séduction ne sont pas moins à redouter.

Rien qu'à cette particularité, qui pourrait douter que le feu-follet ne soit autre chose que le malin esprit ? Aussi la présence de ces diabolins enflammés aurait-elle été pour les habitants de l'île d'Orléans une source amère de désagréments, si leur esprit inventif n'eût découvert deux moyens aussi simples qu'infailibles de se débarrasser de leur présence importune.

C'est un secret, cela ;... et, à titre d'initié, mon indiscretion me sera-t-elle pardonnée ?

A tout risque, voici la recette : Piquez une aiguille ou votre couteau sur la clôture, et le feu-follet s'arrête tout court, comme par un charme. Alors de deux choses l'une : ou bien le feu-follet se déchire sur le couteau, et par là même *se délire* ; ou bien il s'épuise en efforts interminables pour passer par le trou de l'aiguille, et, dans l'intervalle, vous avez le temps de regagner votre demeure et de vous mettre à l'abri.

Ce n'est pas tout ; le diable trouvait encore bien d'autres moyens de s'immiscer dans les affaires des gens de l'île d'Orléans.

C'est ainsi, par exemple, qu'on le rencontrait parfois au bal, sous l'apparence d'un beau monsieur, tout habillé de drap fin, des pieds à la tête.

Dans cette circonstance, il gardait toujours ses gants pour cacher ses griffes, et son chapeau, pour dissimuler ses cornes ; et d'ordinaire il dansait avec la plus fringante des filles de la compagnie. Puis, au beau milieu d'une dance, voici ce qui arrivait : tout à coup un cri perçant se faisait entendre, et le beau monsieur faisait comme un éclair à travers une fenêtre, emportant avec lui quelque menu détail du ménage comme le four, par exemple. Quant à la demoiselle,

elle en était quitte pour un coup de griffe. Il n'est pas sans intérêt d'ajouter que la présence accidentelle d'un enfant au milieu de l'appartement ne manquait jamais de trahir la présence du diable, tant le pauvre innocent criait et pleurait.

C'était quand on allait quérir le prêtre pour quelque malade durant la nuit, que le diable en faisait de ces efforts,—j'allais dire surhumains,—pour retarder l'arriver du ministre de Dieu. Comme de raison, il jouait gros feu, puisqu'il s'agissait pour lui, ni plus ni moins, que du gain ou de la perte d'une âme. Aussi que de choses n'arrivait-il pas alors !

Aussi, les chevaux, tout à coup et sans aucun à-propos, se trouvaient dételés ; le harnais se retournait, et de lui-même bout pour bout ; des chandelles tout allumées apparaissaient, sur la tête du cheval.

En prévision de toutes ces aventures diaboliques, on n'allait jamais quérir le curé qu'avec deux voitures : si quelque accident survenait à l'une, l'autre au moins était encore disponible.

Combien de fois encore n'est-il pas arrivé qu'en allant à l'écurie, le matin, pour *faire son train*, on ait été tout surpris de trouver son cheval harassé, épuisé, blanc d'écume, avec le crin du cou et de la queue tout tressé. Il aurait fallu être bien naïf pour ne pas reconnaître encore là un de ces tours du lutin, qui profitait de la nuit et de l'absence des gens pour se promener à leurs dépens. Il est consolant d'ajouter que, pour lui faire passer cette fantaisie, il suffisait de verser un minot de son à la porte de l'écurie. Le lutin, homme d'ordre avant tout, avait le soin, en prenant congé du cheval, de remettre chaque chose à sa place comme il l'avait trouvée : tâche dont il s'acquittait à merveille et en

homme scrupuleux. Or, pour parvenir à l'écurie désormais, il lui fallait bien mettre le pied sur le son, dont les grains se trouvaient par là dérangés.

Force lui était donc de remettre un à un tous ces milliers de grains en leur place, comme ci-devant ; durant ce temps, l'aurore venait, et adieu la promenade !

Heureusement qu'une occasion, comme il ne s'en présente guère, s'offrit un jour aux sorciers de l'île d'Orléans pour faire expier au diable une partie des mécomptes dont il s'était rendu coupable envers eux. Dans ce temps-là, on construisait l'église de Saint-Laurent. Or, près de cette église se trouvent les côteaux de Saint-Laurent, dont la pente est abrupte et la montée difficile. Les chevaux en avaient tout leur raide à charroyer la pierre en ces endroits, et les habitants se plaignaient amèrement.

Le constructeur, fin matois, et homme bien éduqué, leur annonça un jour, pour faire cesser leurs plaintes, qu'il allait leur procurer un cheval bien fort, si fort, qu'il pourrait traîner, à lui seul, la charge de quatre chevaux ordinaires.

Aussitôt dit, aussitôt fait : voilà notre homme qui s'enferme pendant quelque temps à l'écart, sans doute pour lire le *Petit Albert*. C'est un livre extraordinaire que celui-là, et qui contient des choses fort merveilleuses, entre autres, un chapitre tout écrit avec des croix ?

Peu de temps après, l'entrepreneur revint, conduisant par la bride un cheval si beau, qu'on en avait jamais vu de pareil. Et alors il dit aux *habitants* :

—“ Or ça, faites-le travailler sans pitié ; mais, pour aucune raison au monde, il ne faut le débrider. Qu'il piaffe, qu'il rue, qu'il hennisse, n'importe ; ne lui ôtez pas sa bride, pas même pour le faire boire.”

Le cheval fut confié aux mains d'un jeune homme, qui se mit à charroyer la pierre ; et tout allait à merveille.

Mais, pendant tout ce temps, le pauvre animal avait l'air si fatigué, si exténué, il paraissait tant souffrir du besoin de boire, que, vers le soir, son conducteur, — jeune gars inexpérimenté comme tous ceux d'alors, et probablement ceux d'aujourd'hui, — se laissa toucher de pitié, et le conduisit au ruisseau voisin pour le faire boire. Jusque-là ce n'était pas mal ; mais, comme le pauvre animal faisait mine de ne pouvoir avaler avec sa bride, voilà notre étourdi qui la lui enlève : et aussitôt, plus de cheval ! il se précipite dans le ruisseau voisin, transformé en anguille, et..... *cours après*.

Heureusement qu'à cette heure les pierres étaient toutes charroyées, à l'exception d'une seule, qui, depuis lors, a toujours manqué à l'édifice.

HUBERT LARUE

LA RARETÉ DE L'ARGENT AUTREFOIS

On ne s'imagine pas aujourd'hui combien était rare l'argent au commencement du dix-huitième siècle dans la Nouvelle-France. Voici un fait qui peut en donner une idée. Les îles à l'Aigle et à la Grenonille, comprenant cinq cent soixante et cinq arpents en superficie, qui avaient été concédées le 19 octobre 1694, à Etienne Volland, sieur de Radisson, par M. le comte de Frontenac et le chevalier seigneur de Champigny, gouverneur et intendant, furent vendues à Jacques Brisset par le dit Radisson, par contrat devant M^{re} Adhémar Saint-Martin, notaire à Montréal, le 13 juillet 1712, pour la somme de 300 francs du pays. En attendant le paiement, qui devait être à la convenance du preneur, il y avait une rente de 15 francs par année, qui ne fut éteinte par le paiement des 300 francs que le 21 janvier 1752. Un seigneur à qui il fallait quarante-deux ans et demi pour payer une somme de \$50 !

L'ABBÉ VINCENT PLINGUET

HABITANTS vs HIVERNANTS (1)

Il y a à distinguer entre les mots colons, hivernants, interprètes, employés de la traite, français, commis, habitants et fonctionnaires, durant les premières cinquantes années au moins qui vont de 1603 à 1650. Aucun terme n'a la même signification que l'autre dans cette série. Comprendons bien le sens attaché alors à chaque expression et notre histoire, à ses débuts, deviendra plus claire, plus intelligible, plus réelle.

Les Français qui ont les premiers fait la traite au Canada, y laissaient parfois des hivernants. Ceux de Chauvin, à Tadoussac, en 1599, périrent avant le retour de l'été. Ceux de M. de Monts, à Sainte-Croix, Acadie, en 1604, succombèrent, pour la plupart, à une espèce de scorbut, appelé le mal-de-terre. Lorsque Champlain eut construit une habitation à Québec, en 1608, il résolut d'y passer l'hiver, avec vingt-sept hommes ; le printemps arrivé, il n'en restait que huit — les autres ayant été emportés par la même maladie, causée par les privations.

Il n'y avait pas encore d'habitants dans le Canada. Les compagnies de traite, qui se succédèrent jusqu'à 1627, envoyèrent des hivernants, mais il ne vint qu'un seul habitant, Louis Hébert, le pionnier de la population canadienne-française ; car tous, tant que nous sommes, nous descendons de l'habitant et non pas de l'hivernant.

L'hivernant était aux gages des compagnies de traite ; après trois ou quatre années, il retournait en France.

L'habitant était celui qui prenait une terre, se fixait à demeure dans le Canada et comptait y laisser sa famille ; dès les jours de Champlain, on le distinguait de l'hivernant.

(1) IV, XI, 537.

Cet homme modeste, abatteur de la forêt, fondateur de paroisse, est la souche unique de notre peuple.

De l'hivernant vinrent les Français, employés de la traite —administrateurs civils, officiers militaires, et même missionnaires, gouverneurs-généraux, et tout ce qui représentait la France proprement dite. Le " Français " était de la classe des hivernants, parceque lui et l'hivernant se recrutaient en France, et y retournaient après un certain séjour au Canada. Il en a été ainsi jusqu'à la conquête (1760).

De l'habitant sortent, et sortent uniquement, les Canadiens-Français. La distinction entre ces deux branches de la race française, dans notre pays, date du temps de Champlain. L'homme qui faisait du Canada sa patrie d'adoption, fut de suite considéré comme un être distinct des Français. Les compagnies de traite, représentées par les employés, les missionnaires envoyés ici, les gouverneurs, les hommes de loi, et les officiers de l'armée formaient un monde à part. Entre ces deux groupes, il y a toujours en divergence d'idées : l'une tenait pour le Canada, l'autre pour la France.

L'habitant, et le terme qui le distingue, remontent donc à l'année 1617, autrement dit, à l'année de Louis Hébert. Qu'importe que les historiens n'aient pas saisi cela ! Ce n'est pas dans les historiens qu'il faut étudier la question, mais dans les chroniques du temps. Si vous lisez celles-ci, vous distinguerez aisément la différence, et vous arriverez à vous expliquer comment, en 1645—alors qu'il n'y avait pas plus de deux cent cinquante personnes établies sur notre sol—on a pu former la compagnie dite des *habitants*, qui enleva au moins le tiers de la traite à la compagnie de la Nouvelle-France, protectrice intéressée des hivernants. Depuis ce jour, jusqu'à la conquête, la lutte dans le Canada a toujours été entre les *habitants* et les hivernants.

C'est donc une chose bien acquise que le mot " habitant ". Durant cinq quarts de siècle après 1645, nous, les habitants, nous avons été appelés " Canadiens " parce que nous avions

fait du Canada notre patrie. Les autres étaient des " Français " et ce terme couvrait les gouverneurs, les missionnaires, les officiers de l'armée et généralement tous ceux qui venaient de France exercer quelques fonctions durant une période déterminée.

Après la conquête, la politique anglaise distingua très bien entre les habitants, qui formaient le gros de la population, et les Français restés au milieu de nous. Ces derniers finirent par disparaître.

Ce sont les fils de l'habitant qui ont créé notre clergé national, fait les luttes politiques, reconstitué le commerce dont nous avions été privés sous les Français et sous les premiers Anglais, par la force des circonstances qui réservaient aux Européens l'exploitation de notre pays. De l'habitant aussi viennent ces écrivains passionnés pour nos gloires nationales, inspireurs du sentiment canadien et dont la tâche est aujourd'hui plus belle que jamais.

BENJAMIN SULTE

UN ROYAL COUP DE PIED

Lorsque le duc de Clarence, plus tard Guillaume IV, visita le Canada, il s'avisa un bon jour de traverser la frontière qui sépare la province de Québec de l'état du Vermont. Comme un bon bourgeois, il se rendit chez un barbier pour se faire raser. La femme du barbier, une très jolie brunette, entraît justement comme le prince se levait de la chaise. Le prince la saisit par le cou et lui donna un retentissant baiser. — " Allez maintenant, lui dit-il, et dites à vos voisins que le fils du roi d'Angleterre a donné un baiser royal à la femme d'un barbier yankee."

L'histoire ne dit pas si la jeune femme fut flattée de l'honneur que lui faisait le duc de Clarence. Elle n'est pas aussi silencieuse au sujet du barbier. Celui-ci saisissant le prince par les épaules lui donna un coup de pied au bon endroit en lui disant : — " Maintenant, allez et dites aux femmes de votre pays qu'un barbier yankee a donné un royal coup de pied au fils du roi d'Angleterre."

R. O.



LE COMTE DE MALARTIC

LE COMTE DE MALARTIC

La famille de Malartic compte parmi la plus vieille noblesse de l'Armagnac. Elle remonte à Odon de Malartic, damoiseau vivant en 1209, père du chevalier croisé Arnaud de Malartic présent, en 1252, au camp devant Joppé.

Anne-Joseph-Hippolyte de Maurès, comte de Malartic, était le deuxième fils de Pierre-Hippolyte-Joseph de Maurès de Malartic, et de Antoinette-Charlotte de Savignac de Saint-Urcisse. Trois de ses frères devinrent généraux.

C'est à Montauban, le 3 juillet 1730, que naquit Anne de Malartic. Sorti, à l'âge de quinze ans, du collège de Nanterre il fut aussitôt nommé sous-lieutenant dans le régiment de la Sarre. Peu après, il obtint une compagnie dans le régiment de Béarn, avec lequel il fit, comme capitaine, les campagnes de Flandre, d'Italie et de Provence. Il fut nommé aide-major en octobre 1749.

En 1755, il s'embarque pour la Nouvelle-France avec son régiment. L'année suivante, Montcalm remplace comme commandant des troupes françaises, le baron Dieskau fait prisonnier au lac Saint-Sacrement. Dès lors, de Malartic le suit presque partout.

Il fait partie de l'expédition dirigée par Montcalm en 1756 contre le fort Oswego ou Choueguen.

L'année suivante, il assiste à la prise de William-Henry.

En 1758, il prend part à la bataille de Carillon. Le régiment de Béarn était posté à la droite, et, au plus fort de l'action, Malartic eut le genou gauche percé d'une balle. Cette blessure lui valut la croix de Saint-Louis.

A la bataille des Plaines d'Abraham, le 13 septembre 1759, il se bat comme un lion. Son cheval est tué sous lui et ses habits percés de balles.

C'est de Malartic qui commandait la garde laissée à l'Hô-

pital-Général pour protéger les nombreux blessés, officiers et soldats. Il gagna même l'estime du général Murray qui l'invita plusieurs fois à dîner avec lui.

A la bataille de Sainte-Foye, de Malartie fut de nouveau légèrement blessé. Cette fois ce fut un boulet de canon qui lui effleura la poitrine.

Malgré cette belle victoire de Sainte-Foye, Lévis fut obligé de lever le siège et de se replier sur Montréal.

Après la capitulation de Montréal, de Malartie reentra en France avec les restes de l'armée.

En avril 1763, de Malartie fut nommé major du régiment Royal-Comtois.

Choisenl, alors ministre de la guerre, ne le trouvant pas assez récompensé de ses beaux états de service, le fit nommer, deux mois après, colonel du régiment de Vermandois.

Quatre ans après, son régiment eut ordre de se rendre aux Antilles. C'est pendant cette campagne qu'il fut nommé commandant en chef et gouverneur de la Guadeloupe avec le grade de brigadier.

Il passa ensuite à la Martinique et à Saint-Domingue où il fut d'un grand secours au prince de Rohan pour réprimer les désordres qui s'étaient élevés dans cette île.

Rentré de nouveau en France avec son régiment, il fut détaché avec lui en Corse.

Le 3 mars 1780, il était promu maréchal de camp.

Douze ans plus tard, le 27 janvier 1792, Louis XVI le nomma lieutenant-général et gouverneur des établissements français à l'est du cap de Bonne-Espérance, avec l'île de France pour chef-lieu de son gouvernement.

C'est là qu'il expira le 28 juillet 1800, regretté de tous.

PIERRE-GEORGES ROY

L'AMOUR DE LA FRANCE EN ACADIE

L'amour de la France est resté un objet de culte pour les Acadiens. Son nom est une musique à leur cœur ; et son souvenir, grandissant dans la fantasmagorie du passé, s'élève jusqu'au ciel, semblable à un sommet étoilé. Après Dieu et son Eglise, c'est la France la première. A la Confédération des provinces, dont la plupart des Acadiens ne se souciaient guère, plusieurs pensaient toujours " qu'elle reviendrait." Plusieurs le pensent encore, s'appuyant sur des prophéties que l'aïeul raconte à ses petits-enfants. On est résigné, on est fidèle à l'Angleterre ; mais on aime la France. Il est si naturel, il est si doux d'aimer sa mère, même quand elle n'est plus là, même quand elle ne doit plus revenir !

Vers 1864, il s'échappa d'un navire passant près de la dune de Bouctouche, un matelot fatigué de la mer, qui gagna la rive à la nage, ayant appris que cette plage était habitée par des Français. On le recueillit, on l'habilla, et l'on s'aperçut bientôt qu'il savait lire et écrire. Une école fut incontinent ouverte, à laquelle se rendirent tous les enfants du village. A la Confédération (1867), il fut choisi candidat pour la chambre fédérale, et élu, en dépit d'une opposition anglaise acharnée. M. Auguste Renaud, c'est son nom, siégea aux Communes canadiennes, de 1867 à 1872, en qualité de seul représentant acadien, et s'acquitta de ses fonctions avec beaucoup d'habileté et une grande fidélité. Il n'y a que l'anglais qu'il ne put jamais apprendre et qu'il prononça toujours d'une façon réjouissante. McLeod, son concurrent, devenait *Macloft* ; et Kingston, un des centres principaux du comté, faisait *Quinze tonnes*, ou quelque chose pis encore. Il est mort en juillet 1897.

PASCAL POIRIER

RÉPONSES

La mort du duc de Richmond. (IV, IV, 435).—

Le 29 juillet 1818, le duc de Richmond arriva à Québec et entra dans l'exercice de ses fonctions de gouverneur. Il n'occupa pas la charge longtemps, car le 28 août 1819, treize mois après son arrivée—suivant le rapport fait par le juge en chef Sewell, qui remplit temporairement les fonctions d'administrateur jusqu'à l'arrivée du juge en chef Monk—le duc mourut à Richmond, village que, d'après le juge en chef Sewell, le duc "avait lui-même fondé à titre d'asile pour les officiers et les soldats qui ont servi dans la dernière guerre" (1812). Le village de Richmond est à environ 20 ou 21 milles d'Ottawa, mais la tradition veut que le duc ne soit pas mort là, mais dans un hameau du nom de Fallowfield, situé à quelques milles de Richmond. Après qu'il fût arrivé à Québec pour se charger des fonctions d'administrateur, le juge en chef Monk fit rapport, le 20 septembre, de la mort du duc arrivée à un endroit près de Montréal, après son retour d'une exploration "des parties étendues du Haut-Canada", et, continuant, il dit : "Je suis désolé d'ajouter que des symptômes d'hydrophobie ont été (m'informet-on) la cause de sa mort inévitable." Que la rumeur à laquelle le juge en chef Monk fait allusion soit bien fondée c'est ce que fait voir une lettre de M. Charles Cambridge, adressée de Belfast à lord Bathurst, en date du 14 octobre 1819. L'auteur de cette lettre ayant quitté le Bas-Canada le 8 septembre, parle de cette mort avec pleine connaissance de ses circonstances, autant qu'on peut le voir. Après avoir décrit l'objet de l'exploration que le duc avait faite dans le Haut-Canada, ses intentions éclairées, sa dernière visite à lord William et lady Mary Lennox à Kingston, et d'autres incidents de moindre importance, l'auteur continue :

“ Le 23 août le duc dina avec un détachement d'officiers posté à Perth, et ce fut le 25 seulement que s'annoncèrent les premiers symptômes de la cruelle maladie qui, trois jours après, se termina par la mort. De bonne heure ce matin-là le valet du duc trouva Sa Grâce alarmée à l'aspect d'arbres qui étaient près d'une fenêtre de la chambre où il avait couché et qui, insista-t-il, étaient des gens qui regardaient dans la chambre ; et lorsque peu après on lui apporta une cuvette d'eau, une évidente horreur se peignit sur ses traits à la vue de ce liquide. En plusieurs occasions, ce jour-là et le 26, les symptômes ne furent que trop évidents chaque fois qu'il fut présenté au duc quelque liquide auquel Sa Grâce ne touchait plus maintenant qu'avec une extrême répugnance. Le 26, au diner, il avait prié le lieutenant-colonel Cockburn de prendre du vin avec lui, mais Sa Grâce n'eut pas plutôt porté la liqueur à ses lèvres qu'incapable de contrôler la violence du mal il remit son verre sur la table en disant : “ N'est-ce pas trop ridicule ? Allons ! je le boirai quand je n'y penserai pas.” Le soir du même jour on envoya chercher un aide-chirurgien, (le seul médecin qu'il y eut dans les environs) qui le saigna, et Son Excellence se trouva apparemment si soulagé par l'opération qu'il se leva de bon matin le lendemain et proposa de traverser le bois de Richmond à pied jusqu'à la colonie qui avait récemment été baptisée du nom de son illustre fondateur, lequel était maintenant à la veille de l'immortaliser par la catastrophe de sa mort.

Dans le bois, s'étant mis à courir en entendant japper un chien, on eût de la peine à le rejoindre, et quand la bande arriva à la lisière du bois, le duc, à la vue d'une eau stagnante quelconque, s'élança par-dessus une clôture et se précipita dans une grange voisine où ses compagnons terrifiés le suivirent avec empressement. Le paroxysme de sa

maladie était maintenant à son apogée. Ce fut presque un miracle que Sa Grâce ne mourût pas dans la grange ; on le transporta avec peine à une misérable chaumière du voisinage, et de bonne heure, le matin du fatal 28, le duc de Richmond expira dans les bras d'un fidèle Suisse qui n'avait jamais quitté un instant son bien-aimé maître.

Pendant que le duc était dans cette misérable cabane de rondins, la raison reprit parfois chez lui son empire, et Sa Grâce profita de ces intervalles lucides pour écrire à lady Mary Lennox, une lettre dans laquelle il lui rappelait qu'un jour (il y avait cinq mois de cela) s'étant fait une entaille au menton en se rasant, dans une chambre du château Saint-Louis, il avait voulu faire lécher la blessure par un chien favori de la maison qui se trouvait là, et que ce chien l'avait mordu au menton.

Le souvenir de cette circonstance ne faisait que trop pressentir au duc le sort qui l'attendait, vu que le chien en question avait été par la suite atteint de la rage, et c'est pourquoi dans sa lettre à lady Lennox, Sa Grâce exprima la conviction que sa maladie était l'hydrophobie (chose qui semble ne pas faire le moindre doute).

Le duc traça la ligne de conduite que ses enfants devaient suivre dans la pénible situation où ils allaient se trouver à son décès, et l'on dit qu'il demanda à être enterré à Québec, sur les remparts, comme un soldat, pour rester là.

Les souffrances du duc étaient extrêmes ; cependant l'esprit chez lui, dominait l'agonie du corps. Il enjoignit au colonel Cockburn de ne plus faire attention à ses ordres, " car vous voyez à quel état je suis réduit," ajouta-t-il. Pendant un paroxysme de douleur il s'écria : " Fi ! Richmond, fi donc ! Charles Lennox, endures tes souffrances comme un homme ! " Il mourut peu après, le 28, et sa dépouille mortelle arriva à Montréal le 30, jour auquel il avait été annoncé qu'il tiendrait un lever."

Dans l'histoire du Dr Kingsford (vol. IX, p. 182) se trouve un récit qui s'écarte un peu de ce qui précède, mais les deux narrations ne diffèrent pas essentiellement. D'autres historiens mentionnent le fait de la mort sans en décrire les circonstances particulières.

DOUGLAS BRYMNER

Un pretre medecin. (IV, IX, 509.)—M. Pierre-Joseph Compain, qui mourut curé à Saint-Antoine de Chambly en 1806, avait la réputation d'être un excellent médecin. Il avait étudié cet art à Montréal sous le docteur Feltz, chirurgien-major des troupes. Il avait, dit-on, un remède infaillible pour guérir les cancers. Le 16 octobre 1795, il proposait à M. Plessis, alors curé de Québec, de faire connaître son secret pour traiter les maladies si le clergé voulait bien lui payer une pension. " Je possède, disait-il, un secret utile à l'humanité. Une foule d'indigents accourt à moi et ma cure est pauvre. Qu'on me promette d'avoir une aide de la législature ou qu'on me paye une pension et je livrerai mon secret ". Dans une autre lettre il disait encore : " Je ne veux point m'enrichir, mais si je livre mon secret les docteurs s'en empareront et ils feront payer les pauvres. L'argent que je ferai, je le donnerai aux pauvres."

Voyez dans la *Gazette de Québec* du mois de mars 1799, No 1766, une annonce de M. Compain, où il dit qu'il guérit des chancres.

J. E. R.

Les Meurons et les Watteviles. (IV, IX, 512.)—Ces deux régiments, composés de troupes suisses, officiers et soldats, portaient chacun, comme c'était alors l'usage, le nom de leur colonel.

En garnison au Cap de Bonne-Espérance, et au service de la Hollande, elles ne vinrent à Malte qu'après l'occupation du Cap par l'armée anglaise en 1806.

A leur passage en Angleterre, en route pour le Canada, on adjoignit à leur effectif les prisonniers français qui voulurent bien accepter le service aux colonies, en échange de leur confinement sur les pontons ou dans les forteresses ; mais à la condition expressément convenue de part et d'autre, de ne jamais les obliger à porter les armes contre la France.

Quelques-uns de ces soldats si étrangement rendus à la liberté, s'établirent, le terme de leur engagement expiré, sur divers points de la province, et firent des souches de Canadiens.

Nous nous rappelons qu'en 1869, à l'occasion de la fête du 15 août, nous nous rendions à Napierville, en compagnie du vice-consul de France à Montréal, feu le Dr Picault, porter trois médailles de Sainte-Hélène, venues du ministère de la guerre à l'adresse de trois vieux braves anciens soldats du régiment de Meuron.

Ces soldats, devenus laboureurs, et dont le plus jeune avait 73 ans, reçurent cette distinction avec un indicible attendrissement. Ils riaient et pleuraient à la fois, examinant le revers et la face de la médaille ; et tous trois comme aux grands jours de victoire, crièrent : Vive l'Empereur.

AUGUSTE ACHINTRE

Le régiment de Carignan. (IV, XI, 531.)—Le régiment de Carignan nous a laissé quelques uns de ses soldats vers l'année 1670. Si l'on suppose que l'un de ces hommes était alors âgé de vingt ans, il aurait eu cent six ans l'année où Montcalm écrivait. Cela me paraît fort. Je ferai observer que les gens du siècle dernier rangeaient sous le nom de Carignan tous les militaires. Ainsi le patriarche de la Baie Saint-Paul doit avoir appartenu aux cinq ou six compagnies d'infanterie qui arrivèrent de 1684 à 1700, lesquelles n'avaient aucun rapport avec le régiment de Carignan retourné en France avant 1670.

BENJAMIN SULTE

Au temps des rechauds. (IV, XI, 542.)—Dans le temps des églises non chauffées, un vieux curé d'en bas de Québec, avait entouré son autel d'une cloison vitrée. Ce compartiment était chauffé.

Le brave homme y avait ménagé une ouverture. A chaque *Dominus Vobiscum*, il ouvrait gravement sa fenêtre, chantait magistralement les paroles liturgiques et continuait le saint office, après fermeture hermétique de la fenêtre. Il était vu pleinement du pieux auditoire sans pourtant souffrir de l'inconfort de vingt degrés au-dessous de zéro. Les prônes et sermons devaient être courts à cette époque, et l'éloquence de ces bons curés ne devait pas faire dormir les gens debout.

F. L. L. A.

La harangue de Salaberry. (IV, XII, 558.)—La harangue du colonel de Salaberry telle que reproduite dans les *Recherches Historiques* (V, p. 85) m'a été transmise et rapportée par mon père, lieutenant sous Salaberry à la bataille de Châteauguay.

Au nombre de plusieurs articles que j'ai publiés en 1879, à l'occasion de la célébration du centenaire et du cinquantième anniversaire de la mort du héros de Châteauguay, pour engager le gouvernement fédéral à élever un monument au grand soldat, se trouvaient les lignes qui suivent (article du 31 janvier 1879) :

“ Mon père, qui, en 1812 et à Châteauguay, combattait comme lieutenant à côté du colonel de Salaberry, lui fut toujours dévoué et attaché dans la suite. Pour lui le vainqueur de Châteauguay était un second Napoléon, une espèce de dieu ! Il fut toujours son ami fidèle, et après sa mort, il fut l'ami intime de sa famille. Combien de fois n'a-t-il pas manifesté son vif mécontentement contre l'ingratitude des Canadiens et des autorités gouvernementales, parce

qu'ils n'élevaient point un monument au colonel de Salaberry ! Dans un moment où, devant plusieurs personnes, il parlait de la bataille de Châteauguay avec un enthousiasme bien légitime, il ajouta :

“—Si ceux qui n'étaient pas nés ou qui suçaient bêtement le lait du sein de leur mère, lorsque nous nous bitions à Châteauguay, et qui sont peut-être aujourd'hui au timon des affaires du pays, avaient été avec nous, ils aimeraient à se rappeler et à conserver le souvenir du commandement donné par notre brave colonel avant la bataille : “ Voltigeurs ! s'écria-t-il, l'armée américaine est sur nos talons ; mais il faut l'arrêter dans sa marche ou mourir ! Que chaque balle abatte un ennemi, et malheur à celui qui manquera ou perdra sa poudre, car mon sabre lui fera sauter la tête ! Clairons ! faites un bruit d'enfer, afin que les Américains nous croient en grand nombre et qu'ils sont tombés dans une embuscade. Officiers, faites votre devoir ! ordonnez à vos soldats de faire un feu roulant, et vive la vieille Angleterre ! ”

“ Voilà comment parla notre commandant. Oh ! je le répète, si ceux qui sont à la tête de nos destinées voulaient faire appel à leur patriotisme, et s'ils pouvaient apprécier le dévouement héroïque de trois cents soldats décidés à se faire tuer jusqu'au dernier plutôt que de livrer le chemin à l'ennemi, ils auraient honte de leur apathie et ils élèveraient un monument au héros de Châteauguay, puis une pierre commémorative à ses compagnons d'armes.”

Enfin, ce n'est que vingt ans après cet appel et protestation que le gouvernement a fait ériger, en 1895, à Châteauguay, un monument incomplet et qui laisse beaucoup à désirer.

Lors de l'inauguration de ce monument, Sir A.-P. Caron, auquel j'avais passé le discours du colonel de Salaberry, ne l'a pas récité absolument dans toute sa teneur.

C'est sous la dictée de mon père que j'ai pris note du commandement plus haut cité que je crois fidèle, absolument authentique, et voici pourquoi : après la guerre, mon père visitait souvent le colonel de Salaberry ; il est plus que probable qu'au cours de la conversation il a dû s'assurer du mot à mot des paroles vibrantes qui ont été prononcées par son brave commandant, avant la bataille.

C.-A.-M. GLOBENSKY

Sir Allan MacNab. (V, I, 560.)—On ignore généralement que la femme de Sir Allan MacNab et ses deux seuls enfants, madame Daly et la comtesse d'Albermale, étaient catholiques. Le comte d'Albermale se fit catholique et une de ses filles religieuse. M. Daly et son père, Sir Dominique Daly, étaient aussi catholiques.

J'ai bien connu feu sir Allan MacNab qui m'honora même de quelqu'amitié. Je ne nie pas qu'il ait eu d'abord de fortes préventions contre les Canadiens-Français qu'il considérait, alors, tous comme des rebelles ; mais je puis assurer que ses préventions avaient considérablement diminuées sinon entièrement disparues dès 1856.

L.-N. CASALT

L'« Enfant Terrible. » (V, I, 564.)—Je ne sais à quelle date, ni dans quelles circonstances, le nom d'*Enfant Terrible* fut donné à J.-B.-Erie Dorion. Il paraît toutefois que c'est au célèbre Joseph Cauchon que revient l'honneur ou la responsabilité d'avoir donné au fougueux tribun un qualificatif aussi caractéristique et ayant eu une aussi grande vogue.

Ce pauvre Dorion se l'était un peu attiré quand il se décrivait lui-même dans les quelques lignes rimées suivantes publiées en 1844 :

Je suis un petit garçon
Tout court et qui n'est pas long.
Et qui ne pense pas de loin ;
Mais qui s'aperçoit très bien
De tout le peu qui se passe
Et de ce qui se repasse.
Hélas ! je suis tout petit
Comme un mauvais Esprit ;
Mais pour paraître plus grand
Je veux qu'on m'appelle Gros-Jean.

Le résumé de ces quelques vers, pas très riches en rimes, n'est-il pas *Enfant Terrible* ?

Après une carrière des plus mouvementées J.-B.-Eric Dorion mourut à *L'Avenir*, comté de Drummond, le 1er novembre 1866.

Le matin de ce jour mémorable, pendant que M. Dorion était occupé à sa toilette, sa plus jeune enfant, Olympe, s'approchant de lui, lui dit avec naïveté : "—Papa, tu vas mourir aujourd'hui."

Le père sourit avec bonté en lui répondant : "—Non, chérie, ne crains rien."

Mais l'enfant insista, répétant avec assurance : "—Je te le dis, papa, tu vas mourir aujourd'hui."

Madame Dorion fit taire la jeune prophétesse et l'emmena dans une autre chambre.

Le midi, au diner, la petite Olympe répéta encore la même assertion avec plus d'assurance que jamais.

M. Dorion, qui avait quelques effets à la station de Richmond, partit après diner, vers deux heures, pour les aller chercher.

A peine arrivait-il au pont couvert, à Ulverton, qu'il se sentit frappé mortellement : M. Dorion avait une maladie de cœur.

Il appela à son secours.

M. Charles McCaffrey accourut et M. Dorion demanda d'être reconduit au plus vite à L'Avenir.

Quand on vit revenir si tôt la voiture, quand on vit M. Dorion pouvant à peine se tenir assis, ce fut un émoi général dans le village et il s'établit un courant, une procession de citoyens anxieux de voir ce qui était survenu.

M. Dorion fut descendu de voiture par MM. Moïse Charpentier et Esdras Dionne.

Madame Dorion était au désespoir.

— Ne pleure donc pas ! Ce n'est rien ! " furent les dernières paroles qu'il prononça.

On courut chercher le médecin. Mais la science devait être de nul secours.

Dans ce moment de surexcitation, personne ne songeait au prêtre, et mon Dieu ! c'était bien le médecin le plus nécessaire à cette heure.

M. Gouin, curé de L'Avenir, fut averti par sa servante que M. Dorion se mourait. Que faire ?

Les amis de M. Dorion étaient autour de son chevet et personne demandait le curé ! Voulait-on établir auprès du mourant une barrière infranchissable. Il me semble que ces pens'es durent se présenter à M. Gouin ; mais le cœur de prêtre, le zèle de la foi, le dévouement du pasteur le commandent ; il court, il vole vers cette brebis qui voulait revenir au bercail, mais agonisante et incapable d'appeler le pasteur. Le médecin déclare que le cœur bat encore, que la vie n'est pas éteinte et M. Gouin prononce sur la tête du moribond les paroles sacramentelles que Dieu a donné à ses ministres, à ses prêtres, le droit de prononcer, les paroles de l'absolution.

Il s'apprêtait à administrer l'Extrême-Onction, il avait fait l'onction générale, quand le médecin déclara, par un geste significatif, que l'agonie avait déjà cessé.

Les portes de l'éternité venaient de s'ouvrir pour cette âme : elle était devant Dieu !

Ainsi mourut à 4.30 heures de l'après-midi, cet homme fameux, à l'âge de quarante ans.

On se demandera peut-être comment il se fait que M. Dorion eut les honneurs de la sépulture ecclésiastique !

Voici la raison, et elle justifie amplement M. le curé Gouin d'avoir permis l'inhumation suivant les rites de l'Eglise Catholique.

En octobre 1866, Mgr Lafleche, alors coadjuteur du diocèse, vint prêcher une grande retraite à L'Avenir.

M. Dorion en suivit les exercices avec attention et respect.

Vers la fin de la retraite, le prédicateur se rendit auprès de lui, à titre d'ami et d'ancien co-paroissien, tous deux étant nés à Sainte-Anne de la Pérade.

Il fut reçu poliment et avec égard ; il ne fut nullement question de religion dans cette première entrevue.

Le lendemain matin, Mgr fit une seconde visite comme prêtre afin de tenter un suprême effort pour ramener à la pratique de sa religion d'enfance, cette âme depuis longtemps éloignée des sacrements.

M. Dorion déclara qu'il désirait se convertir. Mgr mit deux conditions :

Se démettre de la Société de l'Institut Canadien.

—Ce n'est pas difficile, dit M. Dorion, depuis trois ans je n'y ai pas mis les pieds.

Rétracter ce qu'il avait dit et écrit contre la doctrine de l'Eglise et les prêtres.

—Le prêtres m'ont attaqué, répondit M. Dorion, et il fallait me défendre.

Mgr lui fit comprendre que les prêtres étaient forcés par

leur devoir de parler comme ils l'avaient fait, qu'il avait avancé des théories contraires aux doctrines et aux enseignements de l'Eglise ; que les prêtres avaient combattu ses principes, mais sans animosité personnelle contre lui.

M. Dorion donna pour excuse son défaut d'instruction.

Mgr lui fit doucement remarquer qu'il aurait dû étudier un peu plus sérieusement les questions religieuses qu'il avait traitées dans ses écrits et ses discours. Sa Grandeur lui indiqua même de quelle manière cette rétractation devait être faite: M. Dorion déclarerait qu'il rétractait tout ce qu'il avait dit et écrit de contraire aux doctrines et enseignements de l'Eglise Catholique, qu'il entendait continuer à servir son pays dans la vie publique tout en s'engageant d'avance à se soumettre aux doctrines et aux enseignements de la dite Eglise.

M. Dorion lui répondit :

—Puisque ce n'est pas plus difficile que cela, je veux me réconcilier avec Dieu ; j'y pense depuis longtemps, je sais qu'il faut avant tout sauver son âme. Mais je veux faire cela comme il faut et prendre le temps nécessaire ; j'irai à Montréal, je ferai une retraite et ferai ma conversion.

Mgr l'encouragea dans ses bons sentiments, lui recommanda de faire les choses bien et surtout de ne pas trop retarder, vu qu'il pouvait mourir subitement, car il connaissait la maladie de cœur dont M. Dorion était affecté.

M. Dorion est donc mort catholique.

J.-C. SAINT-AMANT

Les ancêtres de Mgr Bégin. (V, III, 587.)—
" Louis Bégin, baptisé 1636, fils de Jacques et d'Anne Meloque, de *Liénard*, évêché de *Lizieux*. " *Dictionnaire Généalogique*, I. p. 37).

La lecture *Liénard* ou *Liénart* sur les registres pa-

roissiaux de catholicité doit être bonne. C'est une forme qui se rencontre dans tous nos vieux actes. *Saint-Lienart* et *Saint-Léonard* désignent le même bienheureux et la même paroisse consacrée à ce saint. *Leonardus* a donné *Liénard*, de même *Leodebardus* (abbé de Saint-Aignan) a donné *Saint-Liébaut*, et *Leodebaldus*, moine de Marmoutier, a donné *Liébard* ; *Leodegarius*, *Liéger* et *Léger*. Il y a donc lieu d'accepter la lecture du *Dictionnaire Généalogique*.

Dans tout le diocèse de Lizieux, il n'y avait qu'une église consacrée à saint Léonard, c'est l'église de Saint-Léonard de Honfleur, ma paroisse natale.

Conduit par le goût de rechercher les traces du passé, j'ai dépouillé tous les registres de l'état civil de Honfleur, et la majeure partie des archives de cette ville. Ce travail m'a fourni la copie des actes de baptême des ancêtres de Sa Grandeur Mgr L.-N. Bégin, archevêque de Québec. Voici quelques uns de ces actes :

12 janvier 1621 : baptême de Nicolas Champaigne, fils de Richard Champaigne et de Marguerite Bégin.

1er septembre 1624 : baptême de Jean Bégin, fils de Jacques Bégin et de Diane Melogue. Parrain, Jean LeTae, de la paroisse d'Ablon ; marraine, Jeanne Melogue. (Le nom propre ou de famille *Melogue* a plus tard subi une altération et il a été écrit *Melocque* dans les actes notariés du dix-septième siècle).

12 avril 1625 : décès et inhumation de Louise Bégin, de la paroisse de Saint-Léonard.

28 septembre 1631 : " Du 28 septembre 1631 a esté baptisé Loys, fils de Jacques Bégin et de Diane Melogue, ses père et mère. Son parrin Loys Langlois, fils de Jacques ; la marrine Geneviève Delamare femme de Jean LeTae."

(C'est par mégarde que Mgr Tanguay a fait naître Louis Bégin en l'année 1636).

3 septembre 1632 : baptême de Jacques Bégin, fils de Jean Bégin et de Jacqueline Jeanne.

21 septembre 1632 : baptême de Guillaume Bégin, fils de Nicolas Bégin et de Rachel Poisson.

17 septembre 1634 : " Du dimanche dix septiesme jour de septembre, mil six cent trente quatre, ung enfant masle pour Jacques Bégin et Diane Melogue, père et mère, nommé Jacques, par Jacques Cécire, écuyer, sieur du Bocage, et Rachel Poisson, marraine."

14 juillet 1635 : A esté baptisée Marie, fille de Jean Bégin et de Jacqueline Jeanne. Le parrin Jacques LeBourg, la marraine Marie de l'Omosne.

21 octobre 1635 : baptême de Jacqueline, fille de Guillaume Bégin et de Catherine de l'Omosne, ses père et mère.

26 décembre 1636 : " Du vingt sixième jour de décembre a esté baptisée Jeanne Bégin, fille de Jacques Bégin et de Diane Melogue, père et mère. Le parrin Nicolas Bégin.

17 février 1643 : baptême d'Ambroise, fille de Guillaume Bégin et de Catherine de l'Omosne, ses père et mère.

10 septembre 1638 : baptême d'Anne Bégin, fille de Guillaume Bégin et d'Anne Matière.

2 septembre 1648 : baptême de Jacques Bégin, fils de Guillaume Bégin et d'Anne Matière."

La petite ville de Honfleur est très honorée d'avoir été le berceau de la famille du distingué archevêque actuel de Québec. Les Honfleurais espèrent qu'un jour ils auront l'honneur de saluer son passage au milieu d'eux.

CHARLES BRÉARD

Les Ordres du Roi. (IV, XII, 545.)—Quelque part dans ses ouvrages, M. l'abbé Daniel dit que René, baron de Portneuf, était chevalier de l'Ordre de Saint-Michel.

Bibaud, dans son *Mémorial des honneurs étrangers conférés à des Canadiens*, en voulant corriger M. l'abbé Daniel, commet une erreur assez grave. " René, baron de Portneuf, dit-il, fut chevalier de l'Ordre du Roi, et non, comme le dit l'abbé Daniel, de l'Ordre de Saint-Michel : ce fut son frère le sieur de Fortel, qui n'était pas de la Nouvelle-France."

Or, l'ordre de Saint-Michel et l'ordre du Roi étaient une seule et même association désignée sous deux noms différents. On qualifiait l'ordre de Saint-Michel d'ordre du Roi parce qu'il était conféré par le roi seulement.

L'ordre de Saint-Michel fut fondé le 1er août 1469 par Louis XI, qui le destina aux seigneurs de la cour dont il voulait avoir l'appui.

Le nombre des chevaliers de Saint-Michel d'abord fixé à 36, augmenta beaucoup dans la suite, ce qui fit tomber l'ordre dans le discrédit.

En 1588, Henri III joignit l'ordre de Saint-Michel à celui du Saint-Esprit. Dès lors, on désigna les chevaliers de Saint-Michel et du Saint-Esprit sous le nom de chevaliers des Ordres du Roi.

Aboli en 1789, l'Ordre de Saint-Michel fut ressuscité par Louis XVIII, le 16 novembre 1816, et destiné à récompenser ceux qui se distinguaient dans les lettres, les arts et les sciences.

L'ordre de Saint-Michel cessa d'exister en 1830.

Le baron de Portneuf, son frère, le sieur de Fortelle, et Emmanuel le Borgne de Bellisle, seigneur de Port-Royal, sont, croyons-nous, les seuls Canadiens qui aient fait partie de l'ordre de Saint-Michel.

P. G. R.

QUESTIONS

601—Lors de la nomination de M. le grand vicaire Racicot, de Montréal, à la haute dignité de protonotaire apostolique, des journaux ont annoncé que les seuls Canadiens élevés à cette dignité étaient Mgrs Marois, Laflamme, Hamel, Paquet, Routhier et Ritchot. N'y a-t-il pas eu d'autres Canadiens qui ont été nommés protonotaires apostoliques ?

CURÉ

602—Dans le *Journal* de Sanguinet on lit que le corps de Montgomery fut enterré avec celui de son aide-de-camp " devant la porte du bourreau ". Ce passage ne laisse-t-il pas entendre que Radcliffe n'est pas le premier bourreau attitré au Canada ? Qu'en pensez-vous ?

RIO

603—Les registres paroissiaux de Memramcook, commencés en 1781 par M. l'abbé Thomas-François LeRoux, premier prêtre résident, et continués par lui jusqu'à sa mort, puis par M. Power de 1794 à 1803, et ensuite par M. Ciquard de 1803 à 1806, ont été emportés dans la province de Québec par quelqu'un des anciens curés de Memramcook. Ils y sont encore. Mais où ? Je l'ignore. Je serais donc très reconnaissant à celui qui pourrait me renseigner sur ce sujet.

P. P. G.

604—On a beaucoup glosé autrefois sur le nom du juge Vallière de Saint-Réal. On a été jusqu'à affirmer qu'il avait ajouté lui-même ce nom de Saint-Réal à son nom de famille Vallière. Qu'en sait-on au juste ?

R. G. O.

605—Quelle est la date de l'inauguration du pont Victoria, qui relie la rive sud du Saint-Laurent à l'île de Montréal ? Le prince de Galles vint-il au Canada spécialement pour cette grande circonstance ?

IGN.

606—L'histoire du " Chien d'Or " m'a toujours paru quelque peu obscure. Connait-on aujourd'hui la véritable raison qui engagea le capitaine de Repentigny à tuer le bourgeois Philibert ?

ROB.

607—En quelle année, le bureau de poste actuel de Québec a-t-il été ouvert ? Où était-il avant cette époque ?

FACT.

608—Dans son admirable *Légende d'un Peuple*, Fréchette nous fait assister, par un soir humide et triste de l'automne, à l'épisode émouvant de la reddition du général de Lévis, lors de la capitulation de Montréal. Est-il bien prouvé que le brave chevalier de Lévis fit brûler ses drapeaux plutôt que de les rendre ? Où cette sublime action s'est-elle passée ? Est-ce bien à l'île Sainte-Hélène, ainsi que le dit le Dr Larue dans son *Histoire populaire du Canada* ?

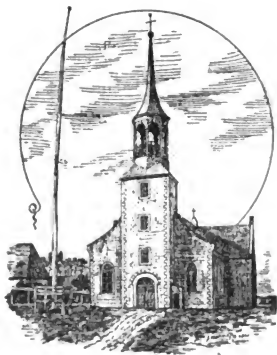
XXX

609—Dans leurs interminables incursions sur le territoire de la Nouvelle-Angleterre, les Abénaquis s'emparèrent, vers le commencement du dix-huitième siècle, d'une jeune anglaise du nom de Wheelwright. Cette jeune captive, si je ne me trompe, fut recueillie par le marquis de Vaudrenil, gouverneur de la Nouvelle-France. Mlle Wheelwright retourna-t-elle dans son pays ?

AMER

610—Où me procurerais-je la liste complète des prêtres que la révolution française força de venir chercher un refuge sur nos bords ? Comment se fait-il que l'Angleterre, si grincheuse à cette époque pour tout ce qui portait un nom français, ait laissé pénétrer ces prêtres dans notre pays ?

FRANÇ.



ÉGLISE DE ST-FRANÇOIS-XAVIER DE CAUGHNAWAGA

BULLETIN

DES

RECHERCHES HISTORIQUES

VOL. 5

MAI 1899

No. 5

SAINT-FRANÇOIS-XAVIER DE CAUGHNAWAGA

La première mission iroquoise, dans les environs de Montréal, fut projetée dès le printemps de 1667, par le P. Raffeix, S. J., qui rencontra sept Onneiouts venus du pays des Iroquois, accompagnant des missionnaires. Un seul parmi eux, leur chef, Pierre Tonsahoten, était chrétien ; la femme de celui-ci, Kandiakteua, et ses cinq autres compagnons n'étaient pas encore baptisés. Le P. Raffeix offrit à Tonsahoten et à ses compagnons des terres à Laprairie, avec l'assurance qu'eux et leurs frères chrétiens qui viendraient se joindre à eux y trouveraient les moyens de pratiquer sans entraves la religion chrétienne. Les sept Onneiouts acceptèrent. Mais avant de les établir à Laprairie, le P. Raffeix, ne sachant pas alors suffisamment leur langue, les envoya à Lorette, auprès du P. Chaumonot. Celui-ci acheva de les instruire. La femme et les cinq compagnons de Tonsahoten furent baptisés à Québec, dans l'été de 1668, par Mgr François de Laval. Le vénérable évêque voulut mettre la mission projetée de Laprairie sous la protection de saint François-Xavier.

François-Xavier Tonsahoten et ses compagnons ne tardèrent pas à venir se mettre sous la direction du P. Raffeix, à Laprairie, non sans résister à l'invitation pressante que les Hurons de Lorette leur firent de demeurer avec eux.

Bientôt, d'autres chrétiens iroquois des divers cantons vinrent s'adjoindre à eux. À l'automne de 1669, la mission de Laprairie comptait déjà 5 cabanes sauvages. En 1670, elle comptait 20 familles. En 1671, le P. Frémin vint succéder au P.

Raffaëx, et celui-ci alla remplacer le premier au pays des Tsonnontouans. De cette même année date dans la mission l'établissement de la Confrérie de la Sainte-Famille. Deux ans plus tard, le chiffre des sauvages chrétiens s'élevait à 300. Mgr de Laval les visita pour la première fois au mois de mai 1676 et confirma 80 personnes.

A Laprairie, les Iroquois n'avaient pas de chapelle séparée des Français.

La mission est désignée dans les catalogues des Jésuites sous les noms de "Missio iroquæorum prope Montem Regium" ou "Residentia a Pratis (1668)", ou encore "Residentia S. Francisci Xaverii ad prata Stae Magdalene (1672)". Aujourd'hui, nos sauvages appellent la première station de leur mission : *Kentake*, c'est-à-dire à la Prairie.

* * *

En juillet 1676, la mission fut transférée à cinq quarts de lieue plus haut, sur le fleuve, près de la rivière du Portage, parce que le terrain de Laprairie était impropre à la culture du blé d'Inde, et le voisinage des Français était parfois préjudiciable aux nouveaux chrétiens. On commença dès l'été de cette année à bâtir une chapelle de 60 pieds, qui fut achevée et bénite solennellement l'automne d'après. Ce site fut illustré par les vertus et la sainte mort de Catherine Tekakwitha, venue du pays des Agniers en 1678, morte le 16 avril 1680. La tradition locale a tiré partie de cette circonstance pour indiquer l'endroit de cette seconde station appelée : "*Kateri tsi kaïatat*", c'est-à-dire où Catherine fut enterrée.

En 1679, le P. Frémin fit en France un voyage très important pour la mission. Il revint en octobre 1680, avec les titres de concession de la terre nommée le Sault. Ces titres furent enregistrés au Conseil Souverain de Québec le 24 octobre 1680. Il apporta aussi de France plusieurs meubles propres pour orner la chapelle. (Il dut apporter lors de ce

voyage le maître-autel actuel de l'église de Caughnawaga, et l'ostensoir en vermeil, lequel seul a servi au culte en cette mission depuis plus de deux siècles).

En 1683, la chapelle fut renversée par le vent ; mais tous les meubles sacrés furent conservés dans leur entier. On travailla immédiatement à réparer ce malheur, et une nouvelle chapelle fut achevée l'année suivante.

A cette époque, la mission est désignée dans les catalogues des Jésuites sous le nom de "*Sti Francisci Xaverii ad Saultum*" (1681), et par les Iroquois du temps : "*Kahnawake*", c'est-à-dire *au saut, au rapide*.

* * *

En 1689, 1500 Iroquois païens fondirent à l'improviste sur l'île de Montréal, causèrent le "massacre de Lachine," répandirent la terreur jusqu'aux portes de Montréal et se proposaient de détruire le village des Iroquois chrétiens et de massacrer ou de capturer ses habitants. Pour se protéger, ceux-ci se réfugièrent à Montréal, où ils demeurèrent pendant 7 ou 8 mois. Puis le danger passé, ils allèrent, sous la direction du P. Bruyas, établir une nouvelle station à une demi-lieue plus haut que la précédente. C'était au pied du Rapide, mais toujours appelé "*Kahnawake*," c'est-à-dire *au rapide*, par les sauvages d'alors, "*Kahnawakon*," c'est-à-dire *dans le rapide*, par ceux d'aujourd'hui, pour ne pas confondre avec Kahnawake actuel, Caughnawaga. Les Français appelaient encore ce troisième poste "le Sault" ou "Saint-François-Xavier du Sault."

* * *

En 1696, nouvelle migration causée comme les précédentes par l'appauvrissement du sol, à $\frac{1}{2}$ lieue plus haut ; c'est à l'endroit qui sépare aujourd'hui la paroisse de Laprairie de la mission de Caughnawaga. Le P. Chollenec était alors le supérieur de la mission.

Les Iroquois appellent aujourd'hui cet endroit *Kanatakenke*, c'est-à-dire *on a enlevé le village de là*. Evidemment, ce nom a été donné *post eventum* ; et la mission avait changé de site, en gardant le nom qu'elle portait depuis l'établissement de 1676.

Ce n'est qu'en 1712, que la mission est nommée pour la première fois, dans les catalogues : *Ad Saltum Sti Ludovici*, nom qui a remplacé du temps des Français tous les précédents, non encore officiel aujourd'hui, quant à la province de Québec. Les Anglais ont introduit le nom iroquois mal orthographié de *Caughnawaga* ; ils auraient mieux fait de dire et d'écrire comme les Iroquois eux-mêmes, *Kahnawake*.

* * *

Le quatrième site de la mission ne donnait pas encore, au point de vue de la culture du blé d'Inde, la satisfaction voulue. Dès 1715, les missionnaires et les autorités civiles sont en pourparlers pour obtenir un changement de local. Dès 1716, des familles sauvages étaient établies à l'endroit de *Caughnawaga* actuel. Cette année-là même, la maison des missionnaires fut construite, — c'est le presbytère actuel. L'église fut commencée en 1717 et terminée en 1719. Le P. Charlevoix vint au Sault Saint-Louis en 1721, pour y passer une partie de la quinzaine de Pâques, il data une de ses lettres (la 11^{ème}), à Mme la duchesse de LesDiguères, du Sault Saint-Louis, le 1^{er} mai 1721, où il dit : "... La situation en est charmante, l'église et la maison des missionnaires sont deux des plus beaux édifices du pays, et c'est ce qui fait juger qu'on a pris de bonnes mesures pour n'être plus obligé de faire de nouvelles transigrations."

L'église a servi au culte jusqu'en 1845. Elle était en forme de rectangle et devenue beaucoup trop petite. M. Jos. Marcoux, missionnaire, la fit rebâtir en forme de croix avec des dimensions plus grandes.

La population iroquoise de Caughnawaga est présentement de 1959 âmes, dont 1921 catholiques et 38 protestants.

* * *

De 1667 à 1783, la mission a été sous la direction des PP. Jésuites. Il y eut souvent deux ou plusieurs Pères résidents ; il serait trop long de les énumérer tous ; je ne nommerai que les supérieurs de la mission :

1667-1671, P. Pierre Raffeix ; 1671-1682, P. Jacq. Frémin ; 1682-1684, P. Jacques Bruyas ; 1684-1688, P. Claude Chaudetière ; 1688-1693, P. Jacq. Bruyas ; 1693-1695, P. Jacq. de Lamberville ; 1695-1699, P. Pierre Chollenec ; 1699-1709, P. Jacq. Bruyas ; 1709-1712, P. Julien Garnier ; 1712-1722, P. Pierre Chollenec ; 1722-1723, P. Pierre de Lagrené ; 1723-1727, P. Pierre de Lauzon ; 1727-1729, P. J.-F. de Lafitau ; 1729-1734, P. Pierre de Lauzon ; 1734-1735, P. Jacq. de la Bretonnière ; 1735-1743, P. Luc-Franc. Nau ; 1743-1751, P. J.-B. Tournois ; 1751-1752, P. Antoine Gordan ; 1752-1753, P. Nicolas de Gonnor ; 1753-1755, P. Antoine Gordan ; 1755-1769, P. J.-B. Deneuille ; 1769-1783, P. Jos Huguet (inhumé au Sault Saint-Louis, le 6 mai 1783) ; 1783, P. Bernard Well.

En 1783, les prêtres séculiers ont remplacé les Jésuites : 1783, M. J.-B. Dumouchel (il était curé de Châteauguay ; 1783-1784, M. P. Gallet (il était en même temps curé de Lachine) ; 1784-1793, M. Laurent Ducharme (inhumé au Sault Saint-Louis, le 31 décembre 1793) ; 1794-1802, M. Ant. Rinfret (transféré à Ste-Anne de Mascouche) ; 1802-1808, M. Ant. Van Felson (transféré à Beauport) ; 1808-1814, M. Ant. Rinfret (revenu au Sault Saint-Louis, inhumé à Lachine, dont il était aussi curé) ; 1814, M. P.-N. Leduc ; 1814-1819, M. Nic. Dufresne (transféré à Saint-Régis) ; 1819-1855, M. Joseph Marcoux (inhumé au Sault Saint-Louis, le 30 mai 1855).

En mai 1855, la mission fut confiée aux RR. PP. Oblats de Marie Immaculée : 1855-1864, R. P. Eugène Antoine (aujourd'hui 1er assistant-général de son ordre ; il réside à Paris) ; 1864, R. P. Léonard ; 1864-1892, R. P. N.-V. Burtin (réside à Saint-Sauveur de Québec).

En 1892, les prêtres séculiers reprirent la direction de la mission : J.-Guillaume Forbes.

L'abbé J.-G. FORBES

LES DROITS SEIGNEURIAUX

Droit de quint : droit du roi de recevoir la cinquième partie du prix de vente d'une seigneurie. *Lods et ventes* : droit du seigneur de recevoir la douzième partie du prix de vente d'un immeuble dans sa seigneurie ; si le bien passait du père aux enfants, il n'y avait rien à payer. C'est ainsi que dans plusieurs seigneuries, des biens ont été cent ans, deux cents ans, sans donner un sou de lods et ventes.

Droit de retrait : le seigneur pouvait, sous un délai déterminé, racheter un immeuble, en payant au vendeur la somme qu'un autre s'était engagé à donner. *Rente foncière* : dans le district de Québec, et de la part des communautés religieuses dans tout le pays, cette rente n'excédait pas deux sols par arpent. *Droit de banalité* : Le censitaire était obligé de faire moudre au moulin du seigneur tout grain récolté et consommé dans la seigneurie ; le seigneur, de son côté, devait faire construire et entretenir un moulin convenable.

R.

LE FORT DE TORONTO

Le poste de Toronto remonte aux premiers temps de la colonie. Le 6 juin 1686, le marquis de Denonville écrit au ministre qu'il va faire occuper deux postes, l'un au Détroit et l'autre au portage de Taronto. (Cor. Gén., vol. 8, pp. 114, 121, 189). Le même jour, il informe Olivier Mercet, sieur de La Durantaye, commandant au pays des Outaouas, qu'il a l'intention " d'occuper deux postes, l'un au détroit du lac Érié et l'autre au portage de Toronto." (5, Margry, 22). Margry écrit " Toronto " mais la copie déposée au Bureau des archives dit " Taronto," et à plusieurs pages. Un mémoire du marquis de Denonville, à la date du 8 novembre 1686, annonce au ministre en France qu'il a ordonné à De La Durantaye de se fortifier sur le passage du " portage de Taronto." (Cor. Gén., vol. 8, p. 69).

Le poste du Détroit fut fortifié mais celui de Toronto ne le fut pas, M. de Denonville ayant modifié ses plans faute de fonds. (Cor. Gén., 42).

Une bourgade de Sauvages, probablement les Mississaguas, était établie là, et ce poste fut établi tant pour retenir leur commerce que pour empêcher les Sauvages du nord de porter leurs pelleteries au poste anglais situé au sud du même lac et appelé Chouayen ou Oswego de nos jours.

Ce ne fut cependant que plusieurs années après qu'un fort de pieux y fut construit. Des historiens disent 1749, d'autres 1750. Je viens de parcourir le tome 97 de la " Correspondance Générale" du Bureau des Archives à Ottawa et à la page 107, je lis une dépêche du gouverneur de La Jonquière, à la date du 6 octobre 1751, qui démontre que le fort de Toronto fut bâti cette année même et qu'il reçut le nom officiel de fort Rouillé, bien que populairement connu sous le nom de fort de Toronto.

Le fort de Toronto fut démolí par les Français en 1756 d'après des historiens, et en 1760 d'après d'autres. Après cette démolition, Toronto retomba dans la solitude sauvage jusque vers l'année 1793, époque où il devint " Muddy York ", nom qu'il garda longtemps.

Une colonne commémorative élevée dans l'enceinte du terrain de l'exposition, à Toronto, indique le site précis de l'ancien fort.

La dépêche de La Jonquière dont je viens de parler contient des détails intéressants et je crois me rendre agréable aux lecteurs des *Recherches Historiques* en la reproduisant textuellement.

DÉSIRÉ GIROUARD

A Québec, le 6 8bre 1751.

Monseigneur,

J'eus l'honneur de vous rendre compte par ma lettre du 20 aoust de l'année dernière que la maison de traite établie à Toronto étant trop petite pour contenir les effets du Roy j'y ferois faire un fort de pieux, un logement pour l'officier commandant, un corps de garde, un Magasin et une Boulangerie.

On a travaillé pendant tout l'hiver à ces ouvrages, le S. Cher de Portneuf officier de la garnison du fort Frontenac y est arrivé le 23 avril. Il a trouvé que les travaux étoient assez avancés.

Le fort est de pièces sur pièces tout de chesne. Il est entièrement fermé et le garde Magasin logé ; les autres batiments ne sont point finis, la plus grande partie des ouvriers n'avaient pû travailler avec assiduité à cause des maladies qu'ils ont eü.

Comme dans ce fort il n'y a aucun endroit propre à mettre la poudre en sureté le dit Sr de Portneuf a fait préparer de la pierre pour faire faire une petite poudrière.

Il m'a observé que la situation des lieux est très avantageuse pour l'établissement d'un moulin à scie, le ruisseau fournissant de l'eau en abondance, toute l'année, sur quoy je confereray avec M. L'Intendant. Et nous aurons l'honneur de prendre vos ordres, si nous estimons que ce moulin soit utile au service du Roy.

Tous les ouvrages ont été faits avec beaucoup d'économie et il est certain qu'à quelque grand marché qu'on ait donné des marchandises, la traite qu'on a fait cette année avec les Sauvages fera rentrer les fonds que le Roy a fait tant pour ce fort que pour munir le magasin.

Cette traite ne pourra qu'augmenter par les suites. En effet aucune des nations établies dans les lieux circonvoisins de Toronto qui jusqu'alors n'avoient eu recours qu'aux Anglais pour leurs besoins, n'ont point été à Chouaguen, Elles ont préféré traiter leurs pelleteries à Toronto.

Les domiciliés de Toronto ont eu à cœur l'établissement du fort, on ne peut attribuer leur docilité qu'à la protection dont vous honorez cette colonie, de laquelle ils se prévalent particulièrement. Ces domiciliés ont même envoyé des paroles à tous leur alliés et aux autres nations pour les détourner de Chouaguen et les inviter à aller faire leur traite au fort Rouillé, ils ont fait plus, ils ont refusé leurs canots à plusieurs sauvages des pays d'Enhaut qui les leur voulaient acheter pour aller à Chouaguen ce qui nous a assuré leurs pelleteries.

Les progrès de cette traite donnent une jalousie inexprimable aux Anglais et les cinq nations à leur sollicitation n'ont rien négligé pour attirer chez eux les domiciliés de Toronto, mais sans succès.

Le S. de Portneuf a découvert que les cinq nations avoient remis l'année dernière quatre colliers à un sauvage domicilié au fort Frontenac qui fut en ambassade chez les Montagnés lequel les avoit fait passer chez différentes

nations et qu'il en avoit resté un chez les domiciliés de Toronto avec un pavillon, les Anglais avoient remis ces colliers et ces pavillons aux cinq nations pour engager les nations Sauvages à aller faire leur traite à Chouaguen et les prévenir quelles y seroient très bien traitées.

Le dit S. de Portneuf n'a pas eu de peine à se faire remettre ce collier et ce pavillon, ces domiciliés l'ont prié de me les envoyer et luy ont dit qu'ils vouloient que ce même collier servirait à les lier le plus étroitement avec les français et pour prouver plus particulièrement leur fidélité ils y ont joint leur pavillon.

Jay répondu à cette parole avec un semblable collier, par lequel je leur ay témoigné la satisfaction que jay du sacrifice qu'ils m'ont fait de celui qu'ils avoient des Anglais et me suis lié à eux. Je leur ay donné en même temps un pavillon et les ai exhorté de ne point en reconnoître d'autre que celui du Roy mon maître.

Après que la traite a été faite, le S. de Portneuf a fait assembler les chefs de ces domiciliés, il leur a recommandé de veiller aux mauvaises intentions des autres nations. Il est retourné au fort Frontenac pour y continuer ses services.

Je suis avec un très profond respect Monseigneur,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

LA JONQUIÈRE

LA PRISE DE SAINT-RÉGIS

Je trouve dans mes cahiers de notes un document historique inédit annoté par l'antiquaire Jacques Viger et qui me semble avoir un certain intérêt.

J.-M. LEMOINE

Notes sur la prise du village de Saint-Régis par les Américains durant la dernière guerre avec les États-Unis :

" On the 23d of october 1812, a party of near 400 Americans from Plattsburg, under Major Young, surprised the picket at the Indian Village of St-Régis, 23 men were made prisoners by the enemy and Lieut. Rottotte (1), a sergeant McGillivray and six men were left dead. The picket consisted of a detachment of *Canadian Voyageurs*." (Extrait de Mémoires, etc., par R. Christie, Québec, 1818 ; *History of Lower Canada*, vol. II, p. 49).

Il y a plus d'une erreur dans ce court récit de la prise de Saint-Régis, par M. Christie, si on le compare avec le suivant, et je crois mon récit plus correct, le tenant de M. Roupe et de M. Wm Hall, témoins oculaires et qui, comme on va voir, ont figuré dans cette affaire : à eux donc la responsabilité des détails qu'on va lire et dont je me porte volontiers garant, vu la respectabilité des narrateurs. Ce récit est encore inédit et forme part et portion de *Ma Saberdache*, dossier bleu, tome II, page 168.

" Le capitaine de Montigny était résident à Saint-Régis à titre d'interprète des Sauvages de ce village, mais n'y avait point de commandement militaire. Tous les Sauvages, sujets anglais, étaient absents du village et en service sur la frontière, à l'exception de trois seulement qui étaient à Saint-Régis. Les Sauvages appelés Américains y résidaient en bon nombre.

(1) Écrivons Rototte. J. V.

Messieurs Roupe et Marcoux y étaient en qualité de missionnaires (1).

Le 16 octobre, le capitaine McDonnell y vint prendre poste avec l'enseigne Rototte (que M. Christie fait lieutenant) et 48 *Voyageurs Canadiens*. M. le lieutenant Wm Hall joignit ce détachement le 17 au soir, sur l'ordre du lieutenant-colonel McGillivray, commandant le corps des *Voyageurs Canadiens*.

Dès le lendemain de son arrivée à Saint-Régis, le lieutenant Hall reçut avis et le communiqua à son capitaine et à M. de Montigny que les Américains, mécontents de la venue de ce piquet, parlaient de venir l'attaquer et l'enlever si possible, et il conseilla, dit-il, à son officier commandant de se retirer dans une île qui est en face du village. On rejeta son avis avec une espèce de dédain. Des sentinelles furent placées hors et à distance du village, dont il était du devoir des subalternes de faire la visite, à diverses heures du jour et de la nuit.

Dans la journée du vendredi, 22 octobre, un de nos trois Sauvages, sujet loyal, et sur lequel on pouvait se fier, vint avertir de nouveau le commandant qu'étant allé ce jour aux lignes et même au delà, il avait vu qu'il se faisait certainement des préparatifs hostiles contre le poste de Saint-Régis. M. Hall renouvela son conseil de se retirer à l'île, mais Messieurs McDonnell et de Montigny furent encore d'opinion de n'en rien faire. Enfin, entre 4 et 5 heures du matin, le 23 octobre, par une nuit extraordinairement noire, et au moment même où M. Rototte, de retour d'une de ses rondes, exprimait à M. Hall ses craintes d'une attaque prochaine et que le détachement ne pourrait repousser, le village se trouva en effet cerné sur trois faces par au moins 300 Américains (infanterie et cavalerie), qui firent aussitôt une décharge de mousqueterie sur la maison éclairée par un grand feu, au-devant de laquelle

(1) M. Marcoux desservait sous M. Roupe, en apprenant la langue sauvage. Il entra dans la mission en 1812, remplaça M. Roupe en 1813, et quitta Saint-Régis pour le Sault.

les deux subalternes et le sergent McGillivray causaient ainsi, sans se douter que l'ennemi fût aussi près d'eux.

L'enseigne Rototte venait à peine de clore le calcul de ses appréhensions par cette triste réflexion : " Est-il possible que l'obstination de notre chef nous expose ainsi à une mort sans profit et sans gloire," quand il fut étendu mort sur la place et le sergent McGillivray grièvement blessé dans les reins (1) par le feu de cette première décharge. M. Hall se jeta dans la maison pour y chercher des secours. Il y trouva peu de ces hommes, le capitaine venait de la quitter, et le détachement était dispersé. Une seconde décharge eut l'effet de tuer un voyageur du nom de Prospay (2) et d'en blesser plusieurs autres, mais un surtout du nom de Félix.

Pendant la fusillade à la maison du capitaine McDonnell, un parti d'Américains avait été s'emparer de M. Roupe, et il se vit amener par eux nu tête. Tout se termina là. M. McDonnell s'était rendu prisonnier, et il ne fut échangé aucun coup de feu de notre part. M. Roupe fut aussitôt relâché que pris et reconduit à son logis par un dragon ou cavalier français du parti américain qui l'affubla au retour de son bonnet militaire, en s'en découvrant poliment la tête. On lui recommanda d'enterrer les morts et de soigner les blessés, ce qu'il promit de faire. M. Marcoux n'essuya pas les avanies de son confrère missionnaire. Il dût d'y échapper à la prudence d'un des engagés de leur maison qui, au premier bruit des mousquets américains, songea à se mettre tout d'abord en sûreté, et ne le fit pourtant pas en égoïste, car il entraîna de force avec lui M. Marcoux... et ils s'allèrent tous deux réfugier dans un appartement noir de la maison servant de *cendrière*, d'où ils sortirent un peu sales, lorsque la tranquillité fut rétablie dans le village.

(1) Mort depuis de sa blessure.

(2) Perez de 8 balles (M. Hall). Il était de Saint-François du Lac et se nommait Nicolas. (Registres de Saint-Régis) J. V.

Les Américains que commandait un major Young se retirèrent bientôt de Saint-Régis, emmenant prisonniers à la Rivière aux Saumons les capitaines McDonnell et Montigny, le lieutenant Hall et 37 *Voyageurs*, laissant derrière eux 11 de ces mêmes hommes tant morts que blessés et égarés. De la Rivière aux Saumons, ces prisonniers furent conduits dès le lendemain à Plattsburg, d'où ils furent tous renvoyés en Canada le 8 décembre suivant, sur parole de ne point servir, officiers et soldats, jusqu'à ce qu'ils fussent régulièrement échangés.

"The Americans, ajoute Christie, in plundering the village found an ensign or Union Jack, in the house of the resident interpreter, usually hausted up on a flagg-staff at the door of the chief on sundays or Holy-days, which, said the American Major, in an order issued upon the occasion (not a little proud of the achievement) *were the first colours taken during the war.*" !!!

JACQUES VIGER

ANCIENNES EXPRESSIONS

Plusieurs expressions devenues aujourd'hui exclusivement maritimes, ont eu autrefois un sens plus général. Dans une lettre adressée par Montcalm à la supérieure de l'Hôtel-Dieu de Québec, le 11 octobre 1756, le vainqueur de Chonaguen, qui était un lettré, un membre ou tout au moins un correspondant de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, priait madame la supérieure de faire placer six bouteilles de baume de Canada et dix livres de *suc* d'érable dans "une caisse bien *amarée*," et d'expédier le tout à madame de la Bourdonnaye, à Paris. Montcalm s'était-il canadiannisé pour faire plaisir à Vaudrenil ? Cela est peu probable. Le sens du mot *amarer* est-il devenu plus restreint aujourd'hui qu'il ne l'était autrefois ? Cela est possible. Ce qui est certain, c'est que, malgré les préférences de la Sorbonne, la langue française ne peut être tenue à fixité d'une manière absolue.

ERNEST GAGNON

LE DERNIER REJETON DES LONGUEUIL

Le 17 février 1841, mourait, à Montréal, dans sa quatre-vingt-sixième année, madame la baronne de Longueuil, veuve de feu David-Alexandre Grant, capitaine au 84^{ème} régiment. Elle était le dernier rejeton de l'illustre famille des Le Moine de Longueuil.

Malgré ses deux ou trois quartiers de noblesse, la bonne dame, qui avait toujours pratiqué une des vertus chères à la bourgeoisie, l'économie, était devenue en vieillissant quelque peu bizarre ; ainsi pour ne pas laisser perdre l'herbe et les baies des arbustes qui couvraient alors l'îlot situé vis-à-vis l'île Sainte-Hélène, elle y plaça des pères en si grand nombre, que les deux propriétés en furent bientôt infectées, et que l'îlot prit le nom qu'il n'a cessé de porter depuis : *île aux Gorces*.

À Montréal, le cheval de la baronne fut durant quelque temps aussi célèbre que le Bucéphale d'Alexandre. Obéissant à ses idées d'économie, la dame de Longueuil avait attelé à sa voiture aux formes préhistoriques, un vieux cheval d'allures plus que tranquilles, et qui pendant plus de quinze ans, avait été au service d'un boulanger.

Les gamins, à seule fin de rire un peu, et de faire endiabler la baronne, ne manquaient jamais, en rencontrant l'attelage, de le faire arrêter dix ou douze fois dans la même rue.

Il leur suffisait pour cela de crier *bread* (pain). À ce mot magique, l'animal, fidèle à ses anciennes habitudes, s'arrêtait court, et ni le fouet, ni les huées ne l'eussent fait avancer.

Madame la baronne se trouvait obligée de descendre, et ce n'était qu'une fois remontée, que le quadrupède se mettait en marche.

À quelques pas plus loin, les enfants—cet âge est sans pitié—criaient de nouveau *bread* ; et la scène se renouvelait au milieu des éclats de rire des passants et des voisins.

AUGUSTE ACHINTRE

RÉPONSES

Canton Rolette. (V, II, 585.)—*Le Courrier du Livre*, livraison de juin 1898, renfermait une jolie blquette de feu M. Eugène Renault, intitulée : *Un pari de Diable-bleu, Un héros de 1812*, dans laquelle il nous fait connaître les actions de proue de d'un Rolette. Le parrain de ce Canton a certainement voulu honorer Rolette en perpétuant ainsi son nom.

MONTMAGNIEN

Les lieutenants-gouverneurs de Gaspé. (IV, VII, 478.)—Nous sommes dans l'ignorance à peu près complète sur les motifs qui engagèrent la mère-patrie à nommer des officiers d'un grade aussi élevé que celui de lieutenant-gouverneur, quand rien ne semblait exiger de tels besoins. Plusieurs s'accordent à croire que Nicolas Cox fut le premier lieutenant-gouverneur de Gaspé. C'est bien à tort, croyons-nous, car avant lui, il dut y en avoir plusieurs autres, entr'autres un nommé Elliott ; mais aucun d'eux ne résida à Gaspé. Ce n'était qu'une sinécure à laquelle se rattachaient d'assez forts émoluments ; récompense accordée au mérite, devons-nous charitablement supposer.

Mais, en 1774, quand les loyaux de la Nouvelle-Angleterre semblaient vouloir s'établir au Canada plutôt que de secouer le joug, alors l'Angleterre, ne pouvant que leur tendre une main secourable, comme c'était son devoir, leur offrit l'hospitalité dans les vastes comtés de Gaspé et de Bonaventure. Un lieutenant-gouverneur fut nommé, et ce fut Nicolas Cox. Ses états de service nombreux, la bravoure qu'il avait déployée lors du siège de Québec en 1759, lui avaient valu cet honneur insigne qui lui rapportait mille beaux louis d'or et d'autres choses encore. Ce ne fut qu'en 1780, qu'il se rendit à Percé pour prendre possession de son gouvernement. Il avait une maison à New-Carlisle, et il s'occupa beaucoup de faire progresser cette partie du Canada qui commençait

à prendre de l'importance. En 1784, on lui accorda une pension que ses infirmités l'avaient forcé à demander. La *Gazette de Québec* du 16 janvier 1794 annonçait ainsi sa mort arrivée le 8 du même mois :

“ Vendredi, le 8 janvier, est décédé à l'âge de 70 ans, Nicolas Cox, écuyer, lieutenant-gouverneur de Gaspé et surintendant des pêcheries du Labrador. Dès ses premières années, il embrassa la profession des armes, et il y servit fidèlement son roi et son pays pendant plus de cinquante-deux ans. Il prit part au siège de Louisbourg et de Québec, et commandait une compagnie du 47^e régiment à l'immortelle bataille des plaines d'Abraham, le 13 septembre 1759. Dans la belle défense de Québec, au printemps de 1776, lord Dorchester l'adjoignit à son état-major ; et bien que ce temps soit déjà loin de nous, il y a encore vivants trop de ses frères d'armes qui peuvent rendre à son zèle, à sa fermeté, à sa ponctualité à remplir scrupuleusement son devoir, un témoignage aussi simple qu'honorable, pour qu'il soit besoin de s'étendre sur ce point.”

Francis LeMaistre remplaça Cox. Il ne demeura que peu d'années à Percé, sa résidence ordinaire. Il mourut à Québec en 1805, et le *Mercury* du 16 février donne un résumé des cérémonies qui accompagnèrent ses funérailles. Il mourut en sa demeure, rue Sainte-Famille, le 13 février 1805. Il était un des adjudants-généraux de la milice provinciale et colonel d'un bataillon de milice de Québec.” L'on ne connaît que fort peu de choses de ce lieutenant-gouverneur ; et nous n'avons de pièces officielles émanées de lui qu'une ordonnance aux habitants de la rivière à l'Anguille, datée de Percé, le 11 août 1784, et à la même date, une autorisation à Jacques Gagnon d'agir comme chef des Sauvages domiciliés à Restigouche.

A Francis LeMaistre succéda Alexander Forbes. Celui-ci ne se rendit probablement jamais à Gaspé au moins avec

l'intention d'y résider. En 1821, la Chambre d'Assemblée siégeant à Québec, voulut mettre une fin à ce qu'elle considérait comme un abus. Ce fonctionnaire "ne résidait pas dans la province," c'était faire payer £300 inutilement. Mais le gouvernement fit la sourde oreille, maintint Forbes en place et lui continua ses émoluments. En 1825, on constate que la Chambre d'Assemblée refusa de voter l'item suivant des subsides : Lieutenant-gouverneur de Gaspé, £300. Le résultat ne fut pas plus satisfaisant qu'en 1821, et cette sinécure continua d'exister. En 1833, Alexandre Forbes était encore lieutenant-gouverneur de Gaspé, mais il est fort probable qu'on lui avait refusé son salaire dès l'année 1831, quand lord Aylmer, dans son message aux Chambres, disait : "On propose d'abolir la charge de lieutenant-gouverneur de Gaspé, comme n'important plus au service public ; mais il est à espérer qu'en l'abolissant, le gouvernement verra l'Assemblée payer les justes réclamations pour arrérages des deux années précédentes, et comme indemnité pour la perte que le titulaire éprouvera par cette abolition."

L'*Almanach de Québec* de 1833 mentionne encore Alexander Forbes comme lieutenant-gouverneur de Gaspé. Était-ce par erreur, ou parce que celui-ci aurait préféré conserver le titre honorifique et sacrifier les £300 ? Nos études ne nous permettent pas de nous prononcer sur ce point obscur, qui mériterait d'être mieux connu.

N.-E. DIONNE

Le chant national des Acadiens. (IV, VIII, 494.)—La colonie française de la Nouvelle-Ecosse ou Acadie est à peu près aussi ancienne que celle du Bas-Canada, mais toutes deux se sont formées indépendamment l'une de l'autre, de sorte qu'il n'y a pas eu de parenté entre ces deux groupes, du moins au dix-septième siècle.

En 1713, l'Acadie fut cédée à l'Angleterre. Quarante-deux ans plus tard (1755), la guerre se déclarant entre les

deux couronnes, les administrateurs de l'Acadie, tous gens du Massachusetts, enlevèrent les Acadiens, les mirent dans des vaisseaux et les dispersèrent en France, en Virginie, en Louisiane. Il s'en sauva un bon contingent au Canada.

Plus tard, un certain nombre de ces exilés retournèrent à la baie de Sainte-Marie, partie sud-ouest de la péninsule qui n'avait jamais reçu d'habitants, et ils y prospérèrent d'une manière étonnante, si bien qu'ils constituent à présent un peuple dont l'avenir est assuré. Leur esprit d'organisation se manifeste constamment depuis une quarantaine d'années et produit des œuvres qui leur font le plus grand honneur.

Ce peuple malheureux, oublié dans le monde, nous fut révélé, vers 1855, par M. Edme Rameau de Saint-Père, qui n'a cessé depuis de s'en occuper. Il a inspiré aux Acadiens la conviction que leur destinée pouvait devenir meilleure, et la semence de sa parole a fructifié comme par un miracle. Cent ans après la grande déportation, il leur disait :

“ Vous n'êtes pas une race morte ; agissez, il en est temps ; l'heure est sonnée de reparaitre au soleil ! ” Ils se sont levés comme un seul homme, et les voilà maintenant qui prennent part à la vie publique de leur province.

L'un de leurs hommes politiques, l'honorable M. Pascal Poirier, sénateur, a contribué pour une large part à mettre ses compatriotes sur la voie qu'ils parcourent glorieusement aujourd'hui. Il vient de publier un livre—ce n'est pas son premier—où il raconte le réveil des Acadiens. C'est une étude des plus étonnantes. Nous devons nous en occuper, d'autant plus que les Acadiens et le Canadiens sont déjà en quelque sorte fusionnés depuis 1755 et que le développement de cette race énergique va prendre une importance de jour en jour plus grande dans la confédération canadienne.

Signalons, pour commencer, un fait curieux : c'est l'adoption d'un chant national, dans une convention qui remonte à 1883. Et qui, pensez-vous, a eu l'honneur du choix ? Gérin-Lajoie. On a pris son "Canadien Errant", qui est si caractéristique de l'expulsion des Acadiens, et on y a seulement changé un mot :

Un "Acadien" errant,
Banni de ses foyers,
Parcourait en pleurant
Des pays étrangers.

Un jour, triste et pensif,
Assis au bord des flots,
Au courant fugitif
Il adressait ces mots :

Si tu vois mon pays,
Mon pays malheureux,
Va dire à mes amis
Que je me souviens d'eux.

Pour jamais séparé
Des amis de mon cœur,
Hélas ! oui je mourrai,
Je mourrai de douleur !

M. Poirier, qui avait connu intimement Gérin-Lajoie, est celui qui a dû faire adopter ce chant par la population française de la Nouvelle-Ecosse, du Nouveau-Brunswick, du Cap Breton et de l'île du Prince-Edouard. Ces quatre groupes sont enrôlés sous la bannière dite des Acadiens.

BENJAMIN SULTE

L'amiral de Brion, protecteur de Cartier.
(IV, XII, 555.)—Philippe de Chabot, seigneur de Brion,

comte de Charny et de Busançois, fut élevé avec François Ier au château d'Amboise. Il était né à la fin du quinzième siècle, vers 1495. En 1524, l'empereur Charles-Quint assiégeait Marseille ; Chabot se jeta dans la place avec trois mille fantassins italiens et obligea les impériaux à lever le siège. Cet exploit lui valut une juste réputation. L'année suivante, il combattit à Pavie aux côtés du Roi François Ier et fut pris avec ce monarque qui le nomma gouverneur de Bourgogne et de Normandie pour récompenser sa valeur et son dévouement.

En 1525, il fut fait amiral de France et fut surtout connu depuis sous le nom d'*amiral de Brion*.

En 1529, il fut chargé d'aller faire ratifier en Italie le traité de Cambrai.

Brion a-t-il navigué, a-t-il commandé sur mer ? Rien ne le prouve, mais cet amiral s'est occupé du moins des choses de sa charge. C'est à lui que Jacques Cartier soumit le dessein qu'il avait formé d'aller explorer les pays que l'on appelait alors les *Terres neuves* de l'Amérique du Nord. Chabot accueillit ce projet et voulut même l'encourager ; il fit donner l'autorisation royale (1534) au plan du navigateur et fut ainsi l'un des promoteurs de la découverte du Canada.

Aussi, Cartier, en reconnaissance du service qu'il lui avait rendu, laissa son nom à une des îles de la Madeleine. " A cinq lieues de ses Isles (Margaux), écrit-il, y avait une autre isle...Ceste Isle fut appelée l'isle de Brion."

En 1535, l'amiral de Brion commandait l'armée qui envahit la Savoie et s'empara de Chambéry, de Montmélian, de Turin et de presque tout le Piémont.

Quand il revint à la cour, il la trouva divisée en deux camps ayant à leur tête le duc d'Orléans et la duchesse d'Etampes d'un côté, Diane de Poitiers et le Dauphin de l'autre. Son intervention dans la lutte faillit lui devenir

fatale. En 1540, le cardinal de Lorraine et Montmorency, qui avait été son ami et son compagnon d'armes, devenu son ennemi le plus irréconciliable, l'accusèrent de malversations. Chabot fut jugé et condamné à quinze mille livres d'amende, au bannissement et à la confiscation de ses biens par un arrêt du 1^{er} février 1541. La duchesse d'Etampes plaida sa cause auprès du roi et le fit gracier et, le 24 mars 1541, un nouvel arrêt du parlement intervint en sa faveur et le déchargea de toutes les accusations portées contre lui.

Il remplaça avec le cardinal de Tournon le connétable de Montmorency au ministère quand celui-ci fut disgracié.

Chabot mourut le 1^{er} juin 1543.

La Bibliothèque Nationale de Paris possède des volumes in-folio manuscrits de lettres écrites par l'amiral de Brion en 1525, et l'on a aussi de lui des cartes maritimes dressées avant l'invention de la gravure.

EDOUARD GODEF

L'Ordonnance de lord Durham. (V, II, 584.)—

Cette fameuse ordonnance lancée par lord Durham le 28 juin 1838, publiée en *feuilleton extraordinaire* dans la *Gazette Officielle* le 29, l'a été aussi, par *Le Canadien*, le 30 juin, pour ses lecteurs et le public. Non seulement Papineau ne fut pas le seul à être privé de l'amnistie, mais aussi Côté, Gagnon, Nelson, O'Callaghan, Rodier, Brown, Duvernay, Chartier, Cartier, Ryan, père et fils, Perrault, Desmarais, Davignon et Gauthier.

Ce *feuilleton extraordinaire* du *Canadien* est en ma possession.
J.-O. DION

La "mitaine" des puritains. (V, III, 593.)—

Les puritains appellent la réunion des fidèles : la congrégation, et leur temple, *meeting-house*.

Mitaine est une corruption du mot *meeting*. Il existe aussi des camps-meeting, qui se tiennent dans les bois ou dans les parcs publics, pendant la belle saison. Les puritains y vivent sous la tente avec leurs familles pendant tout le temps que dure le *meeting*.

GUSTAVE OUMET

Le juge Vallières de Saint-Réal. (V, IV, 604.)— L'affirmation que le juge Vallières de Saint-Réal a lui-même ajouté les mots *Saint-Réal* à son nom de Vallières est inexacte, comme le prouve son extrait de baptême que j'ai trouvé aux archives du Secrétariat d'état. Voici ce document :

“ Extrait du Registre des Baptêmes, Mariages et Sépultures de la mission de Carleton, Baye des Chaleurs.

“ L'an mil sept cent quatre-vingt sept, le premier octobre, je soussigné ay baptisé suivant les cérémonies ordinaires, Joseph Rémy, né ce matin du légitime mariage de Jean Baptiste Vallières de Saint-Réal et de Marguerite Corneillier dit Grandchamp. Le parrain a été moi-même soussigné, et la marraine Marie Mag. Bourg.

(Signé) JOS. MATH. BOURG, prêtre.

“ Je certifie le présent extrait conforme à l'original. Carleton le quinze septembre mil huit cent six.

(Signé) AMIOT, prêtre.

Le *Dictionnaire* de Mgr Tanguay écrit le nom *Vallière* tout court.

F.-J. AUDET

Le bureau de poste de Québec. (V, IV, 607.)— Le bureau de poste actuel de Québec est situé sur un terrain célèbre par ses souvenirs historiques et les légendes qui s'attachent à son site.

Les documents légués à l'Université-Laval par feu Geo.-B. Faribault prouvent que la chapelle de Champlain dans laquelle le corps du fondateur de Québec fut déposé dans un *sépulchre particulier*, s'élevait près du site du bureau de

poste actuel. Sir James-M. LeMoine et le Dr Dionne, bibliothécaire de l'Assemblée législative de Québec, sont d'opinion que les restes du fondateur de Québec reposent très proche du bureau de poste. Un buste de Champlain, placé au-dessus de l'entrée privée de la rue Baude, semble confirmer cette croyance.

Cette place, qui fut appelée " Chien d'Or " sur la fin du régime français, fut connue sous le nom de Free-mason's Hall, de 1775 à 1848, et fut occupée par une dame Prentice, veuve de Miles Prentice, franc-maçon et sergent sous Wolfe, qui y tenait un café fréquenté par la classe aisée de l'époque.

Prentice avait une fille ou une nièce d'une beauté merveilleuse et dans toute la fleur de la jeunesse ; Nelson, le grand Nelson, alors le jeune commandant de l'*Albemarle*, était, en 1782, un des habitués de l'endroit. Il s'éprit tellement de ses charmes qu'il la demanda en mariage et déclara formellement qu'il abandonnerait plutôt le service que d'être séparé de l'objet de son amour ; mais l'intervention d'un ami l'empêcha de contracter ce qu'on pourrait appeler un imprudent mariage, qui, dans tous les cas, aurait changé sa brillante carrière.

Montgomery, lieutenant au 17ième d'infanterie en 1759, avait visité Québec après la cession ; c'était aussi un visiteur du Chien d'Or, le rendez-vous de nos joyeux ancêtres. Lorsqu'il tomba à Près-de-ville, et qu'il fut enseveli dans une tempête de neige, avec ses compagnons, c'est la veuve Prentice qu'on alla chercher pour l'identifier.

Les officiers de milice et les volontaires de 1775 célébraient chaque année le glorieux anniversaire du 31 Décembre 1775. Ils s'intitulaient eux-mêmes " Les Vétérans " et avaient leur dîner annuel au Merchant's Coffee House.

Subséquentement, nous voyons la vieille maison servir de salle d'encan, puis de temple, plus tard encore le

Mercury, la Quebec Provident & Saving Bank, le Dr Marsden, le Dr Rees, le Mechanics Institute, etc, etc, y eurent leurs bureaux. Elle formait alors partie de la succession du millionnaire George Pozer. En 1853, le gouvernement l'acheta pour £4000 de George Alford pour en faire un bureau de poste. C'était une maison en pierre taillée, dont la porte principale était surmontée d'un bas-relief représentant un chien en or, avec en-dessous l'inscription suivante :

Je suis un chien qui ronge l'os.
En le rongant je prends mon repos.
Viendra un temps qui n'est pas venu.
Que je morderay qui m'aura mordu.

Cette maison avait quatre-vingt-cinq pieds de longueur ; elle n'avait qu'un étage au-dessus du sol et était recouverte en tôle. Elle était située à l'extrémité est de la rue Buade, immédiatement au-dessus de l'escalier qui conduisait à la basse-ville par la porte Prescott. Elle occupait une superficie de 11500 pieds carrés. Cette maison, ainsi qu'on peut le constater par les gravures du temps, était vieille, massive et très grande.

Avant d'occuper cette maison le bureau de poste était depuis quelques années, dans une maison appartenant à Mademoiselle de Lanaudière, et située là où s'élève aujourd'hui l'Archevêché de Québec. Un pâté de maisons existait alors le long d'une petite rue connue sous le nom de "rue du Parloir." Montcalm passait ses soirées là en compagnie de Mademoiselle de Lanaudière, de madame Péan et d'autres dames fashionable. Après l'incendie de cette maison, le bureau de poste fut temporairement transporté dans le Vieux Château, et en 1845, il fut finalement installé dans le Freemason's Hall ou café Prentice, où il a toujours demeuré depuis.

En avril 1871, le bureau de poste fut transporté dans la vieille boulangerie militaire, rue Saint-André, maintenant l'Académie Commerciale, et la maison où il avait été tenu de 1845 à 1871, c'est-à-dire pendant vingt six ans, fut démolie.

Le 17 juillet de la même année, la première pierre du bureau de poste actuel fut posée par l'honorable H.-L. Langevin, alors ministre des travaux publics. Ainsi qu'il a été dit plus haut, un buste de Champlain, le " Chien d'or " et son inscription ornent la façade de cet édifice. C'est à la fin de 1873 que le gouvernement prit possession du nouveau bureau de poste. C'est un édifice en pierres taillées grises, à trois étages, d'environ quatre-vingts par quarante pieds. L'architecture en est sévère mais pas sans charmes.

Pendant l'administration de sir A.-P. Caron comme ministre des postes une nouvelle aile a été ajoutée à la bâtisse. Elle fait face au Saint-Laurent. Cette aile fut ouverte en 1893 ; elle sert à la distribution générale et aux facteurs.

E.-T. PAQUET

Manière d'apprendre l'histoire du Canada.
(IV, XI, 540.)—Vous me demandez quelle est la manière d'apprendre l'histoire du Canada pour s'en rappeler toute sa vie.

C'est bien simple. Faites comme pour l'histoire d'un individu dont vous avez entendu parler. On vous dira qu'il avait étudié à tel collège, que sa première idée était d'être ingénieur, qu'il s'est marié et qu'il fait des entreprises de chemins de fer et finalement qu'il est devenu homme politique. Telles sont les grandes lignes de sa carrière.

Eh bien ! l'histoire du Canada doit s'entendre de même : par les grandes lignes.

Comment était constituée la colonie au début ? Quel changement s'est produit ensuite ? A-t-on retardé ou avancé les progrès de l'idée première ? Vers quelle époque les Canadiens

ont-ils commencé à exercer de l'influence dans leur pays. Comment cet esprit national n-t-il été reçu par la mère-patrie ?

Là est toute l'étude. Que nous importe le nom de tel ou tel gouverneur ! de tel ou tel soldat ! Etes-vous obligé de connaître la culotte que je portais à vingt ans ?

Ne surchargez pas votre mémoire de détails qui sont dans les livres d'écoles. Tout cela ne nous apprend rien. Ce qu'il faut savoir c'est la marche des grands événements.

Sachez, par exemple, que de 1608 à 1665 nous n'avons fait que tâtonner sans presque rien établir ; de 1666 à 1669, grande arrivée de colons.

De 1670 à 1685, nos efforts étaient portés vers la colonisation du Bas-Canada et à la découverte du Mississipi.

De 1730 à 1750, nous tentions de connaître le Nord-Ouest.

Nos guerres contre les Anglais vont de 1689 à 1713 et de 1744 à 1760.

Nos parlements ont commencé en 1792.

Voilà des faits qui sont plus importants que de savoir en quelle année est mort M. de Mézy ou M. de Frontenac.

La chronologie est l'épine dorsale de l'histoire ; on ne saurait s'en passer, à moins que l'on ne veuille jamais comprendre les événements anciens. Nos journaux commettent fautes sur fautes du moment où ils parlent d'histoire, et cela est dû uniquement à l'absence de chronologie dans les études des rédacteurs. Notez bien que trois ou quatre soirées de travail sont très suffisantes pour connaître le maniement de cette clef mystérieuse : la mémoire de la chronologie.

L'ensemble d'une période historique en dit plus à notre intelligence que les futilités renseignements dont on a bourré tant de livres.

On parle beaucoup aujourd'hui du soulèvement de 1837, mais étudiez aussi les luttes parlementaires des vingt années qui ont précédé ces troubles. Il y a là une page admirable.

Avant que de prendre les armes, nos pères avaient combattu par la parole et par le vote.

Non ! pas de détails ! des grandes lignes pour le lecteur ordinaire, des périodes de temps, afin que nous voyions clair dans le passé. L'épluchage des détails appartient aux historiens et aux écrivains en général.

L'histoire d'un peuple ou d'un pays c'est comme l'histoire d'un individu : vers tel temps, il faisait telle chose. Et c'est tout ce qu'il importe de connaître.

BENJAMIN SULTE

Un tableau de Lebrun. (IV, XII, 552.)—La basilique de Sainte-Anne de Beaupré possède une peinture qui, si elle était offerte en vente, ferait accourir bien des connaisseurs. C'est un tableau peint par le célèbre Lebrun, et représentant sainte Anne, Notre-Dame et deux pèlerins.

Le marquis de Tracy, menacé de périr dans un naufrage, fit vœu, si sainte Anne le sauvait du danger, de lui faire une généreuse offrande.

De retour en France, M. de Tracy n'oublia pas son vœu et envoya à Sainte-Anne de Beaupré cette belle peinture qui dût lui coûter un joli denier.

Ceux qui n'ont pas l'avantage d'aller à Sainte-Anne de Beaupré peuvent voir une gravure du célèbre tableau dans le beau livre récemment publié par le R. P. Paul Charland, des Frères Prêcheurs, *Madame Sainte Anne*.

P. G. R.

QUESTIONS

611—Prosper Mérimée, dans une lettre datée de Paris le 12 octobre 1856 (*Revue des Deux-Mondes*, mars 1896), écrit ce qui suit : “Après la rébellion de 1745, les chefs montagnards d’Ecosse, rudement étrillés, s’aperçurent que leur puissance était perdue. Ils ne pouvaient plus piller les gens des Lowlands et mener la vie des petits souverains indépendants. Un homme d’esprit trouva une invention que tous imitèrent. Ce fut de se débarrasser de leurs *clansmen* et de les remplacer par des moutons. Les hommes n’étaient bons qu’à se battre ; les femmes, qui sont très laides, en général, n’étaient bonnes à rien. Les moutons, au contraire, rapportent beaucoup de laine et les côtelettes en sont excellentes. On expédia les hommes au Canada ; on abattit les huttes de ceux qui voulaient rester ; bref, on les obligea de déguerpir.”

N’y a-t-il pas erreur ? Comment a-t-on pu envoyer au Canada, en 1745, des Ecossais, alors que le pays était sous la domination française ?

J.-E. R.

612—M. Bégon, intendant de la généralité de la Rochelle, écrivait de Rochefort, le 25 février 1694 :

“M. Gaillard, commissaire de la marine, m’a dit que la porcelaine qui nous vient du Canada et les calumets de marbre et de porphyre que nous croyons estre travaillés par les sauvages leur sont portés par les Anglais qui tirent la porcelaine de Guynée et la font travailler en Angleterre où se font aussi les calumets. J’ay bien de la peine à croire que cela soit vray, mais comme vous avés beaucoup de connaissances de ces sortes de cuiosités, je vous prie de m’en mander votre sentiment.”

Qu’y a-t-il de vrai là-dedans ?

REX

613.—Mgr Cooke, évêque des Trois-Rivières, écrivait à Mgr Plessis, le 1er octobre 1818, alors qu'il était missionnaire à Caraque : " Suivant le nouveau code, l'ainé de la famille doit hériter de deux parts. Les Acadiens n'entendent point cela. Peut être ont ils raison. Qu'à fait l'ainé de plus que les autres pour le bien général de la famille ? Souvent rien du tout. Et la loi qui permet au père de donner son bien à qui bon lui semble, n'est-elle pas faite exprès pour empêcher les injustices que l'autre paraît autoriser en pareil cas ? A présent, il s'agit de savoir si un père peut refuser à son fils aîné cette seconde part, et si son fils aîné qui n'a pas d'autre mérite que celui d'être le fils aîné, peut en exiger deux parts ? "

La loi de primogéniture a-t-elle existé au Canada ?

LEO.

614.—A la page 257 du troisième volume de l'*Histoire du monastère des Ursulines des Trois-Rivières*, je lis : " Batiscau, riche campagne située sur le fleuve, tient son nom d'un chef sauvage très lié avec Champlain." C'est la première fois que je vois cette explication donnée à l'origine du mot Batiscau. Est ce la véritable ?

ERY.

615.—Le docteur Kimber, qui fut député des Trois-Rivières et se distingua pendant l'insurrection de 1837-38, était-il d'origine allemande ou canadienne ? En 1753, je vois un Joseph JeKimbert à Québec. Le Dr Kimber ne serait il pas un descendant de ce JeKimbert ?

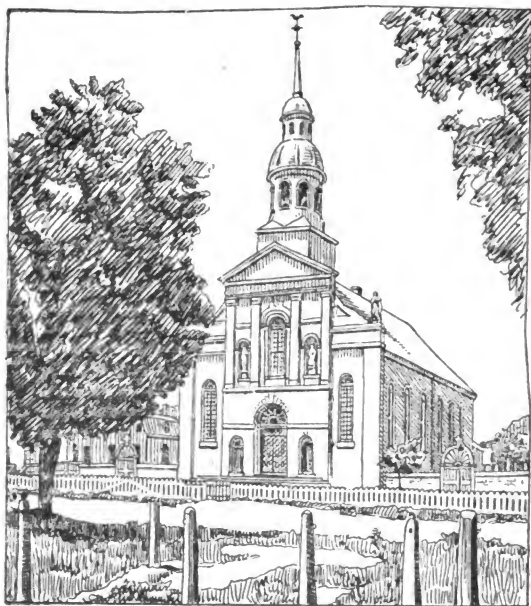
CRIO.

616.—A quelles sources faut-il aller puiser les détails biographiques ou autres concernant le célèbre juge Vallières de Saint-Réal, et notamment, où serait-il possible de trouver l'éloge que fit, au dire de Bibaud, de cet illustre magistrat, Antoine Gérin-Lajoie ?

CANADA.

617.—D'où vient le nom de Bellechasse, et quand a-t-il été donné au comté de ce nom ?

C. G.



EGLISE DE SAINT-JOSEPH DE LANORAIE

BULLETIN

DES

RECHERCHES HISTORIQUES

VOL. 5

JUIN 1899

No. 6

SAINT-JOSEPH DE LANORAIE

La seigneurie de Lanoraie fut concédée en 1637 au sieur Jean Bourdon. Son *augmentation*, Autray, fut concédée au même seigneur, en 1647. En 1688, la seigneurie de Lanoraie fut cédée à M. de La Noraye.

L'origine de la paroisse est enveloppée d'une obscurité impénétrable qui résulte de ce qu'à cette époque on ne se préoccupait nullement de laisser des archives. Aussi ne peut-on même préciser à quelle date Lanoraie eut sa première église.

La deuxième église de Lanoraie fut construite en 1744.

La troisième église—l'église actuelle—fut construite d'après les plans et sous la direction du curé Loranger. La première pierre fut bénite le 13 août 1862 par Mgr Fabre, alors simple chanoine. L'église fut livrée au culte le 26 octobre 1864, alors qu'elle fut consacrée par Mgr Ignace Bourget.

Voici les noms des missionnaires, desservants et curés qui se sont succédés à Lanoraie, à partir de 1732 :

MM. J.-A. Mercier, 1732-1734 ; L. Chevalier, 1734-1735 ; J.-B. Gosselin, 1736-1737 ; P.-B. Resche, 1737-1742 ; G. Dunière, 1742-1747 ; B. Pepin, 1747-1749 ; J.-F. Youville de la Découverte, 1749-1750 ; B. Pepin, 1750-1759 ; J.-A. Gaillard, 1759-1771 ; B. Pepin, 1771-1774 ; C.-Fr. Lemaire de St-Germain, 1773-1779 ; J.-B.-N. Pouget, 1779-1785 ; C. Perrault, 1785-1792 ; C.-J. Lefebvre Duchouquet, 1792-1793 ; L. Lamothé, 1793-1799 ; C.-A. Boucher de la Broquerie, 1799-1804 ; J.-D. Larose, 1804-1813 ; J.-B. Paquin, 1813-1816 ; G.-H. Besserer, 1816-1820 ; M.-C. Bezeau, 1820-1828 ; P.-Z. Gagnon, 1828-1833 ; J.-J. Raizenne, 1813-1838 ; A.-Brais, 1838-1839 ; C.-L. Vinet de Souigny, 1839 ; L.-M. Quintal, 1840-1850 ; M.-J.-M. Balthazar, 1850-1852 ; J.-O. Giroux, 1852-1859 ; C.-A. Loranger, 1859-1884 ; J.-N. Lussier, 1884 ; F.-Corbeil, 1884-1887 ; L.-A. Dequoy, 1887-1894 ; T.-F. Kavanagh, 1884-1897 ; F. Mondor, curé actuel.

R.

MÈRE ESTHER WHEELWRIGHT DE
L'ENFANT JÉSUS (1)

Dans la deuxième édition de *Les Ursulines de Québec*, vol. 2, p. 89, sous le titre suivant : *Une fille d'Albion devient fille de sainte Ursule*, on trouve l'histoire de la capture et de la jeunesse d'Esther Wheelwright. L'auteur de *Glimpses of the Monastery* (histoire abrégée des Ursulines de Québec), dont la seconde édition a paru en 1897, consacre deux chapitres à cette remarquable et intéressante figure. La même année, à Cambridge, Mass., voyait le jour une collection de monographies, sous le titre *True stories of New England Captives*, dues à la plume érudite et élégante de mademoiselle Alice-C. Baker. Cet ouvrage, dédié "aux prêtres et aux religieuses qui donnèrent asile et protection à nos captifs au Canada," n'est pas néanmoins exempt d'appréciations qui sentent le préjugé, mais ne doivent pas étonner chez une héritière des traditions puritaines et anti-françaises de la Nouvelle-Angleterre. Tout de même, l'écrivain se rappelle qu'elle est alliée par le sang à notre illustre évêque Plessis, petit fils de Martha French, elle aussi une captive des Abénaquis, et la note dominante de son travail, comme sa dédicace, est une note d'admiration et de reconnaissance.

M'inspirant à ces sources diverses, je veux satisfaire brièvement la légitime curiosité du correspondant *Amer* des *Recherches Historiques*.

Esther Wheelwright descendait de ces puritains d'Angleterre qui, pour avoir refusé de se conformer à l'Eglise "établie de par la loi," émigrèrent en Amérique durant la première partie du dix-septième siècle. Son bisaïeul, le révérend John Wheelwright, débarqua à Boston, le 26 mai 1636. Date

(1) V, IV, 609.

317
méorable dans les annales de la Nouvelle-Angleterre. L'Américain ne connaît pas de titre de noblesse supérieur à celui qui le rattache à la lignée des "Pilgrim Fathers." Aussi, incalculable est le nombre de ceux qui, sans lettres patentes, revendiquent cette illustre origine. Banni de Boston pour avoir enseigné des erreurs contraires aux doctrines puritaines, John Wheelwright fonda successivement, avec un groupe d'adhérents, les deux villes d'Exeter, dans le New-Hampshire, et de Wells, dans le Maine.

C'est à Wells qu'Esther, fille de John Wheelwright (petit-fils du précédent), et de Mary Snell, naquit au commencement de 1696. La paix qui avait suivi le traité de Ryswick ayant été rompue, la France et l'Angleterre se trouvaient aux prises de nouveau, et les colonies de la Nouvelle-Angleterre eurent à souffrir des incursions des tribus sauvages alliées des Français.

La fusillade commença sur la frontière américaine, le 10 août 1703, à Wells, qui avait victorieusement repoussé une attaque précédente, en 1692. L'assaut du village, commencé à 9 heures de l'avant-midi, se termina par la mort ou l'enlèvement de trente-neuf de ses habitants. Parmi les captifs se trouvait Esther, alors âgée de sept ans.

Deux ans plus tard, des lettres autographes et des informations fournies par le captif Samuel Hill, député sur parole à Dudley, gouverneur de Boston, par de Vaudreuil, pour négocier l'échange des prisonniers, rassurèrent quelques-uns des habitants de Wells sur le sort de leurs parents enlevés.

Mais d'Esther Wheelwright, pas de nouvelles. Où pouvait-elle donc se trouver ? Dans les profondeurs de la forêt, vers les sources de la rivière Kennebec. Un guerrier abenaquis avait emporté la captive et l'avait adoptée pour son enfant. Elle devait y vivre cinq années de la vie sauvage. C'est vers la fin de cette période que le père jésuite Bigot la découvrit durant une de ses missions. A son visage pâle, à ses vête-

ments, il discerna une enfant de race étrangère. Il lui adresse la parole en anglais. L'enfant ne sait répondre : elle a oublié la langue de sa mère. Le sauvage qui l'a adoptée révèle au missionnaire l'origine et la parenté d'Esther. "La rose anglaise penche sur sa tige, lui dit le père, la vie des bois lui est trop pénible. Je veux la transplanter au Canada, où elle croîtra mieux sous les soins des vierges de la prière," "La petite fleur blanche ne doit pas être arrachée du sol, réplique le chef, qu'elle croisse parmi les pins de la forêt, pour orner un jour le wigwam de quelque jeune brave."

A chaque visite nouvelle, le jésuite réitère en vain ses instances auprès du sauvage obstiné. Il profite de ces rencontres pour instruire la jeune captive, qui bientôt a appris son *Credo* et les éléments du catéchisme en français aussi bien qu'en abénaquis.

Le père Bigot informe le marquis de Vaudreuil de sa découverte, et bientôt la bonne nouvelle est communiquée à la famille désolée.

Après cinq années de séjour dans la forêt, Esther, rachetée par le dévoué missionnaire, est conduite à Québec, où le gouverneur et sa femme l'accueillent avec bonté et la traitent comme leur enfant.

Madame la marquise ayant été appelée en France comme sous gouvernante des enfants royaux, elle confia Esther aux soins des Ursulines. La fille du gouverneur, Louise de Vaudreuil, devait être sa compagne de pensionnat. C'est le 18 janvier 1709 que les deux noms furent inscrits sur les registres du couvent.

Bientôt Esther y fit sa première communion, "avec une ferveur angélique." Aimée de ses maîtresses et heureuse dans sa nouvelle famille, elle aurait voulu s'y fixer irrévocablement dans l'état parfait, mais le marquis de Vaudreuil, "qui s'était engagé à la rendre à ses parents, dit l'Annaliste des Ursulines, ne voulut pas consentir à ses projets et la rappela, avec sa fille Louise, au château."

Les deux années qu'Esther vécut dans le monde furent pour elle des années d'ennui. A cette époque, on négociait l'échange des prisonniers entre la Nouvelle-France et la Nouvelle-Angleterre. La jeune captive accompagna à Montréal le marquis, son père adoptif, dans un voyage qu'il y fit en vue des négociations entre les deux pays. A Trois-Rivières, elle logea chez les Ursulines, et à Montréal, à l'Hôtel-Dieu. Le 3 octobre 1711, dans cette dernière ville, elle fut marraine de Dorothée de Noyon, fille d'Abigail Stebbins, une captive de Deerfield, Mass. Le parrain fut Nicolas, fils de Charles LeMoyne, baron de Longueuil.

Le gouverneur, cédant enfin aux instances de Mlle Wheelwright, lui permit de retourner auprès de ses mères Ursulines. Elle devait bientôt y réaliser son vœu le plus ardent : assurer la conservation de sa foi et le salut de son âme, en embrassant la vie religieuse. Le 21 octobre 1712, fête de sainte Ursule, patronne de l'Ordre, elle commença son noviciat, et le 3 janvier suivant, elle prenait le voile blanc.

La joie du père Bigot, en voyant sa protégée revêtue des livrées de l'épouse du Christ, ne connut pas de bornes. Il prêcha un sermon des plus pathétiques sur cette parole du *Psalmist* : "Ta main me conduira et ta droite me soutiendra." Il compara à l'élévation d'Esther épousant Assuérus ses fiançailles avec le Roi des rois. Il rappela en termes émus les souvenirs de sa captivité et de son séjour parmi les enfants de la forêt. Il la félicita de ce que, parvenue à l'âge requis, elle était protégée par la loi contre toute opposition à sa vocation.

Profitant des négociations entamées pour l'échange des prisonniers, les parents d'Esther lui adressèrent à cette époque des lettres pressantes pour l'engager à retourner auprès d'eux. C'est la première fois que l'histoire mentionne pareille correspondance. La grâce parla plus fort que la nature au cœur de la novice. Elle persista dans sa vocation. Pour pré-

venir toute nouvelle tentative, on crut bon d'abrégier quelque peu le terme de son noviciat, et on fixa au 12 avril 1714, le jour de sa profession religieuse.

Le marquis de Vaudreuil, avec une suite brillante, et l'élite de Québec, assista à la touchante cérémonie. La nouvelle professe, " sous l'autorité et en présence de l'évêque, vous et promit à Dieu pauvreté, chasteté, obéissance, et de s'employer à l'instruction des petites filles, selon la règle de notre bienheureux père saint Augustin." La supérieure la revêtit du manteau de chœur et du voile noir de sainte Ursule, et la jeune captive anglaise, adoptant définitivement le nom de sœur Esther-Marie-Joseph de l'Enfant Jésus, dit un éternel adieu à sa famille et au monde.

Deux autres captives, Mary Anne Davis, née à Salem, Mass., délivrée par le père Rasco, et Dorothea geryan (ou Gordan), rachetée par le père Aubéry, suivirent bientôt l'exemple d'Esther Wheelwright, et firent profession chez les Ursulines de Québec. Nous les retrouvons toutes trois, en 1739, à la célébration du premier centenaire de l'arrivée de la vénérable Mère Marie de l'Incarnation. Mère Wheelwright de l'Enfant Jésus était alors professe depuis vingt-cinq ans.

D'après l'historien de la ville de Wells, Esther écrivit à son père, lui manifestant son intention de rester au Canada. Celui-ci, ignorant sans doute la nature irrévocable des vœux de religion et espérant toujours qu'elle reviendrait, lui légua, à la seule condition de son retour au pays natal, la cinquième partie de ses biens. Le capitaine John Wheelwright mourut le 13 août 1745.

Sa femme, qui lui survécut de dix ans, avait confirmé les dispositions de son testament.

En janvier 1754, un jeune gentilhomme de Boston, le major Nathaniel Wheelwright, frappa à la porte du monastère. Il se fit annoncer comme neveu de la mère Esther de

l'Enfant Jésus et demanda à voir sa bien-aimée tante, permission qui lui fut gracieusement accordée.

L'entrevue fut des plus cordiales, si l'on en juge par les présents que fit le neveu avant son départ. À sa tante, il donna le portrait de sa mère en miniature et richement encadré, et à la communauté, une coupe et un *couvert* en argent, y compris du linge fin. Ces précieux souvenirs sont gardés avec soin dans le monastère. Le portrait de Mme Wheelwright, retouché par une main pieuse, (ne serait-ce pas celle d'Esther obéissant à un vœu filial ?) a été converti en madone. Ces transformations ne sont pas inconnues dans l'Eglise qui a changé en temples du vrai Dieu les palais des patriciens romains, sans parler d'autres pieuses métamorphoses.

* * *

Mais le glas de la Nouvelle-France va bientôt sonner. Le siège de Québec commence le 12 juillet 1759. La canonnade força les Ursulines de quitter le monastère pour aller se réfugier avec les religieuses de l'Hôtel-Dieu à l'Hôpital-Général, hors de la portée des projectiles de l'ennemi. Huit religieuses restèrent au couvent pour en être les gardiennes. Il est plus que probable que la Mère Wheelwright, héritière du courage de ses belliqueux ancêtres, fut du nombre des privilégiées.

Quand Montcalm, succombant à ses blessures au lendemain de la bataille des plaines d'Abraham, fut enterré à 9 heures du soir, dans la crypte de la chapelle, Esther Wheelwright avec ses compagnes, prièrent, avec les prêtres présents pour le repos éternel du vaillant guerrier. Leur âme était triste, car il leur semblait, dit l'Annaliste "qu'on venait d'ensevelir le dernier espoir de la colonie."

Le 8 septembre 1760, fut signée la capitulation de Montréal garantissant aux catholiques le libre exercice de leur culte, et aux communautés de femmes le maintien de leur constitution et privilèges.

Le 15 décembre suivant, la Mère de l'Enfant Jésus fut élue supérieure. Coïncidence remarquable : à l'époque où le Canada passait sous le drapeau britannique, le monastère de Marie de l'Incarnation élisait pour la première fois une supérieure d'origine anglaise. Ce fait ne s'est pas répété dans l'histoire du couvent. Pourtant l'âme d'Esther Wheelwright était devenue aussi française que catholique. Ecrivant en 1761 à la communauté de Paris, de l'obédience de laquelle relevaient les Ursulines de Québec, la supérieure anglaise disait : " On vient de nous annoncer que la paix a été conclue et que ce pauvre pays est rendu à la France ; j'espère que cette nouvelle est vraie."

Cette même année, la deuxième de son terme d'office, un de ses neveux, Joshua Moody, fils de Mary Wheelwright, vint la visiter. Une des petites nièces de cette même soeur avait été nommée Esther en souvenir de sa grand'tante : La supérieure, par l'entremise de Joshua, envoya des cadeaux à sa petite-nièce, et exprima le désir de l'avoir au couvent pour surveiller son éducation. Ce désir ne fut pas réalisé. Entre autres présents qu'elle envoya à sa famille, se trouvait son portrait peint à l'huile. Cet original unique, qui n'a jamais été copié, et qui jusqu'à ces dernières années, était totalement inconnu au " vieux monastère," est encore précieusement conservé dans la famille Wheelwright, à Boston, où l'on a également perpétué de génération en génération le nom d'Esther en souvenir de la captive.

Mère Wheelwright, âgée de soixante-trois ans à l'époque de son élection, allait bientôt célébrer le cinquantième anniversaire de ses épousailles mystiques avec Jésus. Il y eut grande liesse au Monastère et dans la chapelle aux premiers jours d'avril 1764. La cérémonie se termina par un *Te Deum* chanté aux accords de la flûte et du violon, et le soir, tambours et fifres firent à la jubilaire une sérénade toute militaire. N'était-ce pas l'accompagnement *obligato* de la fête

d'une héroïne qui avait respiré encore jeune la fumée des combats, et qui avait su résister à des ennemis de plus d'une espèce pour tenir haut et ferme le drapeau de la vocation à la foi et à la perfection ?

La jubilaire devait passer encore près d'une vingtaine d'années dans la fidélité à ses vœux de profession et l'observance exacte de la règle monastique. Elle y brilla constamment par la pratique des vertus de son état. Elle sut commander comme elle avait su obéir. Femme forte, elle montra une constance inébranlable dans les rudes et émouvantes phases de notre histoire nationale, dont le contrecoup se répétait si fortement dans le cloître. Institutrice habile et expérimentée, elle sut adapter l'instruction aux exigences imposées par la transition du pays à sa nouvelle allégeance. Distinguée de manières, elle sut conquérir l'affection de ses sœurs et de ses élèves, l'estime des vainqueurs du pays.

En 1766, ne pouvant être réélue supérieure pour un troisième terme, elle fut relevée de sa charge, mais pour la reprendre aux élections de 1769. Elle avait alors soixante-douze ans, mais son esprit et son cœur n'avaient pas vieilli.

Une indisposition prolongée fit craindre qu'elle ne vivrait pas jusqu'aux élections suivantes. Mais cette crainte ne fut pas réalisée. Le 15 décembre 1772, on lui donna, pour la soulager, la charge d'assistante-supérieure, et six ans plus tard, elle fut nommée zélatrice.

Mais le terme de son long pèlerinage arrivait enfin. Le 26 octobre 1780, Esther Wheelwright expirait à l'âge de quatre-vingt quatre ans et huit mois. "Elle mourut, dit l'Annaliste du monastère, comme elle avait vécu, adressant au ciel de continuelles aspirations et répétant incessamment quelques versets des Psaumes."

" Ses ancêtres, étaient nobles, continuent les annales, mais son cœur plus noble encore, et le souvenir de ses vertus sera toujours cher à cette maison."

Les armoiries des Wheelwright portent : hermine à la fasce d'or chargé de trois disques azur, trois têtes de loup au naturel en chef et en pointe.

Esther, qui dessinait à la perfection, avait envoyé à sa mère par son neveu Joshua Moody l'écusson de la famille peint sur soie. Ces armoiries se voient encore gravées sur la cuillère et la fourchette d'argent que le major Nathaniel Wheelwright donna à la communauté en 1754.

Je ne puis mieux terminer cette trop longue notice qu'en citant la dernière pensée de la conclusion de mademoiselle Baker : " Puisse cette histoire, dit en substance l'écrivain de Cambridge, être lue à quelque heure de loisir aux novices par la mère zélatrice, qui, admise il y a cinquante ans dans la communauté, y trouva une religieuse (1) qui avait dans son enfance assisté avec son père aux funérailles de Montcalm et vécu plus tard dans le cloître durant les sept dernières années de la vie d'Esther Wheelwright."

Cette pensée révèle admirablement la continuité et la fidélité des traditions monastiques.

Le "vieux monastère" de Québec, à partir de la première fondation en 1639, comptait en 1889 cinq périodes de cinquante années chacune, en tout 250 ans. Or, dans chacune de ces périodes, il y a eu des religieuses jubilaires qui ont connu celles des périodes précédentes. Il suffit donc de cinq générations de jubilaires pour former la chaîne de la tradition orale depuis l'arrivée de la vénérable Marie Guyard de l'Incarnation jusqu'aux temps actuels, depuis le chevalier de Montmagny jusqu'à lord Stanley, à travers toutes les phases si tourmentées, si glorieuses, si variées de l'histoire du Canada. N'est-ce pas que la tradition même orale est une source sûre et authentique de vérité historique ?

L'ABBÉ L. ST-G. LINDSAY

(1) Mère Dubé de Saint-Ignace qui mourut en 1839 à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

JACAU DE FIEDMOND (1)

Le hasard—ce grand maître—nous a, tout récemment, fait rencontrer un document qui jette quelque lumière sur la destinée ultérieure d'un des héros qui luttèrent vainement avec Montcalm pour essayer de conserver à la France une colonie qu'on abandonnait.

Fiedmond, dont grâce à sa valeur seule, le Canada a conservé pieusement la mémoire fut, comme son chef de l'Île Royale, M. Le Courtois de Surlaville, un simple officier de fortune que ses talents militaires firent parvenir au grade d'officier général.

C'est grâce à cette qualité, que le juge d'armes de France lui délivra en 1786 le brevet d'armoiries qui fait l'objet de cette notice et dont nous avons retrouvé la minute au département des manuscrits de la Bibliothèque Nationale (nouveau d'Hozier, volume 192). Indépendamment de l'orthographe exacte du nom de Fiedmond, ce document indique les différentes étapes de sa carrière militaire depuis la perte du Canada et prouve, une fois de plus, que, si les officiers de fortune valaient ceux de naissance, ils pouvaient, tout comme les seconds, bien qu'avec plus de difficulté, gravir tous les échelons de la hiérarchie militaire.

M. de Fiedmond figure, pour la dernière fois, comme maréchal de camp, sur l'almanach royal de 1792. Il est probable qu'il émigra, mais là s'arrêtent les renseignements que nous avons pu recueillir sur son compte.

G. DU BOSQ DE BEAUMONT

(1) Québec, 27 avril, 1899.

M. J.-Edmond Roy, Lévis.

Mon cher Monsieur,

Je vous transmets en même temps que ces quelques lignes une pièce inédite sur M. de Fiedmond, le célèbre officier qui a immortalisé son nom lors du siège de Québec en 1759. Cette pièce m'a été remise cet hiver à Paris par M. de Beaumont, un amateur d'antiquités qui vous est connu. Je crois que vous aimerez à la publier dans le *Bulletin des Recherches Historiques*.

Bien à vous,

H.-R. CASGRAIN, Ptre.

Antoine-Marie d'Hozier de Sérigny, chevalier, juge d'armes de la noblesse de France, chevalier grand croix honoraire de l'ordre royal des Saints Maurice et Lazare de Sardaigne.

Sur la réquisition qui nous a été faite par Louis-Thomas Jacau de Fiedmond, écuyer, maréchal des camps et armées du roi, ancien gouverneur de Cayenne et de la Guyane Française, de lui régler des armoiries timbrées.

Vu en original le brevet de maréchal de camp donné par le roy à Versailles le 1er mars 1780, au dit Louis-Thomas Jacau de Fiedmond, brigadier d'infanterie, signé *Louis* et plus bas *le Pce de Montbacy*, nous, en vertu du pouvoir à nous attribué par l'arrêt du conseil du 9 de mars 1706, en notre qualité de Juge d'armes de la noblesse de France qui nous donne l'inspection et ordonnance sur le port des armoiries, avons réglé pour armes au dit Louis-Thomas Jacau de Fiedmond un écu d'argent à une étoile d'azur naissante du chef, coupé de sinople, et sur le tout, un serpent levé, c'est-à-dire entortillé, de l'un dans l'autre : le dit écu casque de profil orné de ses lambrequins d'azur, d'argent et de sinople.

Supports : deux chiens d'argent dont celui de gauche est couché !

Et afin que le présent brevet de règlement d'armoiries, que nous avons compris dans nos registres puisse lui servir et à ses enfants et postérité, mâle et femelle, nés et à naître en légitime mariage, tant qu'ils vivront noblement et ne feront aucun acte de dérogeance, nous l'avons signé et fait contre-signé par notre secrétaire qui y a apposé le sceau de nos armes.

A Paris le mercredi cinquième jour du mois d'avril de l'an mil sept cent quatre vingt six.

(Signé),

D'HOZIER DE SÉRIGNY

Pour minute.

Au dos de cette minute se trouve un dossier des armoiries et leur explication, le tout de l'écriture de M. de Fiedmond qui paraît les avoir composées lui-même. D'Hozier, avec ses souvenirs de la Guyane, a oublié de lui donner dans le brevet sa qualité de chevalier de Saint-Louis.

G.-B. B.

JOSEPH-FRANÇOIS PERRAULT

Joseph-François Perrault, protonotaire et greffier de la Cour du Banc du Roi, décédé à Québec en 1844, à l'âge de quatre-vingt-onze ans, avait été élevé suivant les anciens usages de l'urbanité française, et il tenait à les observer et à les voir se continuer.

Un officier, au jour de l'an, sans descendre de voiture, envoie porter sa carte par son domestique qui la laisse à la porte de M. Perrault. En la recevant, celui-ci fait aussitôt rappeler le domestique et lui remet une autre carte, en lui disant de la donner à son maître : " et dites lui, de ma part," ajouta-t-il, " que nous sommes quittes maintenant."

Néanmoins, cet usage a prévalu depuis, à cause de l'extension des relations sociales ; mais n'avait-il pas raison de s'opposer à une innovation qui tend à abolir une bonne coutume de nos aïeux, dont ils appréciaient toute la convenance et les bons effets.

Citons un autre trait du même genre.

Un jour M. X., avocat anglais, entre, le chapeau sur la tête, dans le bureau du greffier pour le consulter. Il voulait savoir la signification du terme légal *donner du découvert à son voisin*. Le greffier, sans se déranger, ni le regarder, lui répond : " Monsieur, il y a deux espèces de découvert : le premier, que vous devez apprendre, c'est celui d'un gentilhomme qui se découvre en s'adressant à un autre." Ainsi apostrophé, l'interlocuteur dut s'exécuter et reçut ensuite l'interprétation qu'il cherchait sur le sens de *donner du découvert à son voisin*. Il n'oublia plus, dit-on, ni l'une ni l'autre.

Un autre avocat, M. V., avait pris la façon de déposer son bonnet de fourrure sur le bureau du greffier, et la neige qu'il emportait mouillait et gâtait ses papiers. Voulant y mettre fin, M. Perrault, un jour, prend le bonnet et va le déposer plus loin, en disant à M. V. : " Voici plusieurs fois que je vous prie de ne pas mettre votre casque sur mon bureau ; vous mouillez mes papiers ; si cela vous arrive encore, je le jette dans le poêle ; gare à vous. " Peu de jours après, voici encore le beau casque de martre sur le même bureau. Sans dire mot, M. Perrault se lève, ouvre la porte du poêle, le jette dedans et ferme la porte au grand ébahissement de l'avocat ; puis vient se rasseoir tranquillement, comme si rien n'était.

On pourrait citer une foule d'anecdotes, de traits et de bons mots de M. Perrault que ses contemporains se plaisaient à raconter et qui s'envolaient ou se sont envolés avec le temps.

Une de ses dernières réponses montre le sans-gêne et le ton d'esprit goguenard dont il usait au besoin. Sur les dernières années de sa longue vie on essaya plusieurs fois de l'engager à se démettre de sa charge, car il y avait bien des aspirants aux aguets de son emploi, et les plus ambitieux se morfondaient dans l'attente si longuement prolongée. Comme il avait conservé toutes ses facultés, il faisait la sourde oreille. Un jour qu'un émissaire importun insistait davantage dans ce but, il l'éconduisit par cette répartie :

" Dites à ceux qui vous envoient que mon dernier p. sera un p. de greffier. " Telle fut sa réponse pour s'en débarrasser une fois pour toutes.

P.-B. CASGRAIN

RÉPONSES

La croix plantée par Cartier sur la côte de Gaspé. (II, IV, 173.)—En 1534, la petite flotte de Jacques Cartier était mouillée à l'entrée de la baie de Gaspé lorsqu'une furieuse tempête s'éleva. Le vent souffla avec une telle violence qu'un des navires perdit une ancre.

" Pour ce, nous dit le capitaine malouin, nous fut besoin passer plus outre en ce fleuve quelque sept ou huit lieues pour gagner un bon port où il y eut bon fond, lequel nous avons été découvrir avec nos barques, et pour le mauvais temps, tempête et obscurité qu'il fit demeurâmes en ce port jusques au XXV sans pouvoir sortir." (*Discours du voyage*).

Ce bon port où les Français trouvèrent un abri contre les fureurs de la tempête c'est la baie de Pénouil.

Cartier vit dans cette baie deux à trois cents sauvages occupés à pêcher des *tombes* (maquereaux). Il leur donna des couteaux, des chapelets de verre, des peignes et d'autres objets de peu de valeur. " Il ne se peut trouver gent plus pauvre au monde, dit-il, tous ensemble n'eussent pu avoir la valeur de cinq sols excepté leurs barques et rets."

Avant de quitter la baie de Pénouil, Cartier planta une croix sur la pointe de sable qui en ferme l'entrée :

" Le XXIIII du mois, écrit-il, fismes faire une croix haute de trente pieds, et fut faite en la présence de plusieurs d'iceux sur la pointe de l'entrée de ce port, aux milieu de laquelle mismes un écusson relevé au trois fleurs-de-lys, et dessus était écrit en grosses lettres entaillées dans du bois, *Vive le roi de France*. En après la plantâmes en leur présence sur la pointe, et la regardaient fort, tant lorsqu'on la faisait que quand on la plantait. Et l'ayant levée en haut, nous nous agenouillions tous ayant les mains jointes, l'adorant à leur vue, et leur faisions signe regardant et montrant le ciel, que d'icelle dépendait notre rédemption de laquelle chose, ils

s'émerveillèrent beaucoup, se tournant entr'eux, puis regardant cette croix."

Cette prise de possession ne plut guère aux sauvages. Lorsque Cartier et ses compagnons furent retournés à leurs navires, le chef, accompagné de ses trois fils, et de son frère vint protester contre l'occupation de son territoire. Vêtu d'une vieille peau d'ours noir, de son canot il fit une harangue aux marins montrant du doigt la croix et le territoire environnant comme s'il eut voulu dire qu'il lui appartenait et que la croix ne devait pas être plantée sans sa permission. Par un stratagème des Français il fut embarqué dans un de leurs navires. Cartier essaya alors de lui faire comprendre que la croix avait été plantée " pour donner quelque marque et cognoissance pour pouvoir entrer en ce port." Puis il lui fit comprendre qu'il désirait mener en France deux de ses fils. Pour les engager à faire ce voyage, on revêtit chacun d'eux d'une chemise et d'un sayon de couleur ; on leur mit sur la tête une toque rouge et on leur passa au cou une chaîne de laiton. Les deux jeunes garçons satisfaits de leur accoutrement consentirent à suivre les Français. Le lendemain les navires de Cartier sortaient de la baie de Pénouil.

R.

L'Ordre du Bon-Temps. (IV, V, 456.)—Transportons-nous à Port-Royal, en Acadie, durant l'hiver de 1606 à 1607. Depuis bientôt trois ans, un groupe de hardis Français travaille à fonder un établissement dans ce coin de l'Amérique Septentrionale. En 1604, Pierre du Gua, sieur de Monts, gouverneur de Pont, nommé lieutenant du roi, a organisé une expédition pour l'Acadie. Accompagné de Pontgravé, de Champlain et de Poutrincourt il a contourné la péninsule acadienne, a pénétré dans une baie magnifique qu'il a appelé la Baie Française, découvert la Baie de Port-Royal, ainsi nommée par Champlain, et jeté les premiers fondements d'un établissement sur l'île Sainte-Croix, à l'ouest de la Baie

Française. Après un premier hivernement en cet endroit (1604-1605), de Monts a transféré l'établissement à Port-Royal ; puis il est retourné en France, où Poutrincourt l'avait précédé dès l'automne de 1604. Pontgravé et Champlain sont restés à la tête de la petite colonie, y ont hiverné (1605-1606) ; et, au moment de retourner en France, faute de secours, au commencement de l'été de 1605, ils ont vu arriver avec joie un vaisseau bien équipé, commandé par Poutrincourt, qui est accompagné d'un avocat parisien nommé Marc Lescarbot. Alors Pontgravé seul s'est embarqué pour la mère-patrie. Champlain est demeuré en Acadie avec Lescarbot et Poutrincourt. En compagnie de ce dernier, il a exploré la côte américaine vers le sud, jusqu'au delà du 41ème degré de latitude. De retour à Port-Royal, où Lescarbot les a accueillis par une fête domestique, poétique et musicale, dont les *Muses de la Nouvelle-France* nous ont conservé la mémoire, ils se sont livrés tous ensemble à certains travaux de défrichement, de construction, voire même d'embellissement.

Maintenant l'hiver, un de nos hivers américains, est arrivé. Il a jeté sur les plaines, les montagnes, les lacs et les forêts, un épais et blanc manteau. Au fond de l'habitation de Port-Royal, une poignée de Français se trouve comme perdue au milieu de ses contrées nouvelles, peuplées de tribus sauvages, et séparées de la vieille patrie par des centaines de lieues d'océan. Sans doute, les fronts doivent être souvent assombris parmi les hardis hivernants ?

Pénétrons dans l'habitation. C'est l'heure du repos. Que signifie cet air de réjouissance, cette pompe, cet appareil ? Voici Champlain, le vaillant explorateur, Pontrincourt, l'intrépide capitaine, Lescarbot, le docte avocat, Robert Gravé, le digne fils d'un père justement estimé, Louis Hébert, apothicaire et pionnier, et dix autres qui défilent devant nous portant chacun un plat fumant, et suivant processionnellement un chef décoré d'un collier, dont la dextre tient un

bâton d'office.—Salut au premier club du Canada ! Nous sommes en présence des compagnons de l'Ordre du Bon-Temps, fondé à Port-Royal, en Acadie, sous le règne de Sa Majesté Henri IV, roi de France et de Navarre, en l'an de grâce 1607, par Samuel de Champlain, futur fondateur de Québec !

En quoi consistait cet Ordre ? Champlain et Lescarbot vont nous l'apprendre par le menu : " Nous passâmes cet hiver fort joyeusement," lisons-nous dans la Relation des Voyages de Champlain (édition Laverdière, tome III, p. 120), et fîmes bonne chère, par le moyen de l'Ordre du Bon-Temps que j'y établis, qu'un chacun trouva utile pour sa santé, et plus profitable que toutes sortes de médecines dont on peut user. Cet ordre estoit une chaîne que nous mettions avec quelque petite cérémonie au col de l'un de nos gens, luy donnant la charge pour ce jour d'aller chasser ; le lendemain, on la baillait à un autre, et ainsi consécutivement : tous lesquels s'efforçaient à l'envy à qui feroit le mieux et apporteroit la plus belle chasse. Nous ne nous en trouvâmes pas mal, ny les sauvages qui estoient avec nous."

Donnons maintenant la parole à qui est le plus fécond en détails : " Je dyrai que pour nous tenir joyeusement et nettement quant aux vivres, fut établi un ordre en la table du dit sieur Poutrincourt, qui fut nommé l'ORDRE DE BON-TEMPS, mis premièrement en avant par le sieur Champlain, auquel ceux d'icelle table estoient maître-d'hôtel. Chacun à son tour, qui estoit en quinze jours une fois. Or, avait-il le soin que nous fusions bien et honorablement traités. Ce qui fut si bien observé, que (quoyque les gourmens de déça nous disent souvent que nous n'avions point là la rue aux Ours de Paris) nous y avons fait ordinairement aussi bonne chère que nous saurions faire en cette rue aux Ours et à moins de frais. Car il n'y avoit celui qui deux jours devant que son tour vinst ne fut soigneux d'aller à la chasse outre à la pêche, et

n'apportast quelque chose de rare, ou ce qui estoit de notre ordinaire. Si bien que jamais au déjeuner nous n'avons manqué de souspiquets de chair ou de poissons, et au repas de midi et du soir encore moins : car c'estoit le grand festin, là où l'Architriclin, ou Maître-d'hôtel (que les sauvages appellent "Atoctegic"), ayant fait préparer toutes choses au cuisinier, marchoit la serviette sur l'épaule, le bâton d'office en main, et le collier de l'Ordre au col, qui valoit plus de quatre écus, et tous ceux d'icelui Ordre après lui, portans chacun son plat. Le même estoit au dessert, non toutefois avec tant de suite. Et au soir, avant de rendre grâce à Dieu, il resinoit (résignait) le collier de l'Ordre avec un verre de vin à son successeur en la charge, et buvoient l'un à l'autre. J'ay dit ci-devant que nous avions du gibier abondamment, Canards, Outardes, Oyesquises et Clanches, Perdrix, Alouettes et autres oiseaux ; plus des chairs d'Edlans, de Caribous, de Castors, de Loutres, d'Ours, de Lapins, de Chats-sauvages ou Léopards, de "Wibachés" et autres telles que les sauvages prenoient, dont nous faisons chose qui valoit bien ce qui est en la rotisserie de la rue aux Ours, et plus encore ; car entre toutes les viandes, il n'y a rien de si tendre que la chair d'Ellan, (dont nous faisons aussi de bonne pâtisserie), ni de si délicieux que la queue de Castor." Voilà ce que c'étoit que l'Ordre du Bon-Temps.

C'est ainsi que ces vaillants pionniers de la colonisation chrétienne et française trompaient les ennuis de l'absence et de l'éloignement du sol natal, écartaient les sombres pensées, et conservaient haut et ferme leur courage au milieu des difficultés et des périls.

L'Ordre du Bon-Temps s'éteignit avec le départ de Champlain, de Poutrincourt et de Lescarbot, qui furent forcés d'abandonner l'Acadie, à l'automne de 1607, par suite de la révocation du privilège de M. de Monts.

IGNOTUS

Les Acadiens à Beaumont. (IV, VII, 481.)—Dans l'automne de 1756, les paroissiens de Beaumont virent arriver au milieu d'eux plusieurs réfugiés acadiens. Ils accueillirent ces malheureux comme des frères. Mais, épuisés eux-mêmes par des levées incessantes, ruinés par plusieurs années de mauvaises récoltes, ils durent appeler l'aide du gouvernement. Un habitant de Beaumont, Joseph Roberge, s'engagea alors envers Joseph Cadet, pourvoyeur des autorités, à fournir et livrer à chacun des Acadiens réfugiés dans la paroisse et à Saint-Michel une demie livre de bœuf ou un quarteron de lard de quatre onces de poids par jour pendant six mois. (Greffe de Jean-Claude Panet, 14 novembre 1756).

J.-E. R.

L'Ordonnance de lord Durham. (V, II, 581.)—On sait à la suite de quelles circonstances lord Durham fut envoyé en Canada. C'était au lendemain de la malheureuse levée de boucliers de 1837. Le gouvernement, l'investit de pouvoirs extraordinaires, et lord Durham crut qu'il pouvait agir en dictateur. En arrivant à Québec, il lança une ordonnance dans laquelle il accordait une amnistie aux rebelles, en exceptant de cette mesure Papineau et quelques autres chefs. Quant aux autres personnes les plus compromises, il les exilait aux Bermudes, ne voulant pas soumettre leur cause à un jury composé de Canadiens, qui les auraient acquittés, ni les faire passer en jugement devant un jury anglais, qui les auraient condamnés sans merci. Lorsque cette ordonnance fut connue en Angleterre, lord Brougham, quoique libéral comme lord Durham, crut l'occasion belle d'attaquer le gouvernement et le dictateur, comme on l'appelait. Il se déchaîna contre ce dernier avec une violence sans pareille. Lord Melbourne le défendit mollement ; il alla jusqu'à convenir avec lord Brougham que la partie de l'ordonnance qui exilait les rebelles aux Bermudes était illégale, attendu que le

gouverneur n'avait aucune juridiction sur ces îles, mais il concluait en demandant d'abandonner cette affaire. Quelques jours plus tard, lord Brongham revenait à la charge et le gouvernement baissa cette fois complètement pavillon et annonça qu'il avait désavoué l'Ordonnance.

Lorsque lord Durham apprit que son premier acte d'autorité était annulé, il vit que la position n'était plus tenable. Ne se possédant plus de rage, il résolut de quitter la colonie mais avant de nous dire adieu, il lança un appel au peu ple contre le gouvernement anglais, plaidant sa cause devant les habitants de la colonie. En parlant de cet appel le *Times* eut de bon goût d'écrire que lord Durham levait l'étendard de la révolte dans un pays qu'il avait reçu mission de pacifier, et de l'appeler le lord High Seditioner, le lord grand séditioneux, par allusion à son titre de *Lord High Commissioner*.

Lord Durham appartenait à l'école libérale la plus avancée, et dès 1821 il préparait, de concert avec lord John Russell, un bill de réforme très radical. Lord John, qui possédait une copie de ce bill annotée de la main de lord Durham, a déclaré que celui-ci demandait dès cette époque le vote au scrutin secret. Il serait donc le père de ce système de votation, appliqué à la politique !

Au témoignage de ses contemporains, qui le regardaient à juste titre comme un homme d'un talent hors ligne, lord Durham était d'une violence extrême, autoritaire comme un despote, ne pouvant supporter la contradiction. Il avait fait, à Gretna Green, un mariage d'amour, mais il perdit bientôt sa femme et il épousa en secondes noces la fille de lord Grey, qui l'appela dans son gouvernement avec lord John Russell. Les mémoires du temps nous apprennent que lord Durham avait une influence extraordinaire sur son beau-père qui n'osait contredire son terrible gendre. Il était de fait le premier ministre de la Grande-Bretagne. Il ne témoignait pas

plus d'égards pour ses collègues que pour lord Grey et il se passait des scènes d'une violence inouïe chaque fois que quelques uns d'entre eux s'avisèrent de combattre ses projets.

On rapporte que lord Brougham, se trouvant présent à un dîner offert à lord Grey, à Edimbourg, fit, en répondant à un toast, une critique de certains esprits remuants qui, n'étant jamais satisfaits, rêvaient de réformes impossibles. Lord Durham, qui était aussi au nombre des convives, prit la chose pour lui et la prit fort mal. Il répondit à Brougham dans des termes si amers et si mordants que l'effet de la critique fut entièrement perdu. Lord Brougham jura de se venger et il lui rappela lors de l'affaire de l'Ordonnance qu'il n'avait pas digéré l'insulte du dîner d'Edimbourg.

O. P.

L'uniforme des miliciens en 1812. (V, III, 592.)—Beaucoup de personnes m'ont demandé des renseignements sur le costume que portait la milice durant la guerre de 1812. Les rapports des officiers commandants ne parlent pas du genre d'habillement. Une lettre de l'agent du Haut-Canada à Londres, en date du 31 janvier 1821, contient le renseignement demandé que j'insère ici au profit des investigateurs, si léger que soit la satisfaction qu'il est de nature à donner.

La lettre porte ceci : " Un officier supérieur de la ligne, qui a servi quelque temps avec la milice incorporée, dit que les miliciens n'avaient pas d'uniforme régulier. Les uns avaient des habits rouges à revers bleus ou rouges, les autres avaient des habits verts, mais la plupart n'en avaient pas du tout."

DOUGLAS BRYNER

Les protonotaires apostoliques canadiens. (V, IV, 601.)—Les protonotaires apostoliques sont presque nés avec l'église. Pendant les persécutions, c'est à eux qu'était confiée la charge de recueillir les actes des martyrs, pour trans-

mettre à la postérité le souvenir de leurs souffrances et le témoignage de leur foi.

Au moyen âge, les protonotaires apostoliques prirent tellement de l'importance qu'ils voulurent avoir préséance sur les évêques. Ce n'est qu'en 1459 que Pie II mit fin à cette prétention.

Les protonotaires apostoliques jouissaient autrefois d'un très grand nombre de privilèges. Le plus important était d'instrumenter dans les causes des saints, et de servir de notaires à la cour pontificale. Pie IX a réduit considérablement ces privilèges.

Le collège des protonotaires apostoliques se divise en trois classes distinctes : les protonotaires participants, les protonotaires *ad instar participantium* et les protonotaires titulaires ou *noirs*.

Les protonotaires participants et les protonotaires *ad instar participantium* portent l'habit prélatice, c'est-à-dire le même que les évêques ; quant aux protonotaires apostoliques titulaires ou *noirs* leurs vêtements sont noirs.

Les Canadiens dont les noms suivent ont été élevés à la dignité de protonotaire apostolique : Mgr Michel-François Ransonet ; Mgr Urbain Boiret ; Mgr Narcisse Doucet (Chicoutimi) ; Mgr N.-J. Ritchot (Saint-Boniface) ; Mgr Charles Guay (St-Joseph-de Lévis) ; Mgr Benjamin Paquet (Québec) ; Mgr T.-E. Hamel (Québec) ; Mgr J.-C.-K. Laflamme (Québec) ; Mgr C.-E. Légaré (Québec) ; Mgr C.-A. Marois (Québec) ; Mgr G.-Elz. Brochu (Southbridge (E. U.) ; Mgr C.-O. Caron (Trois-Rivières) ; Mgr J.-O. Routhier (Ottawa) ; Mgr L.-M. Dugas (Cohoes, E. U.) ; Mgr J.-C. Marquis (St-Célestin) ; Mgr Antoine Labelle (St-Jérôme) ; Mgr E.-C.-H. Langevin (Rimouski) ; Mgr T. Tanguay (Sherbrooke) ; Mgr Z. Racicot (Montréal) ; Mgr L.-Z. Champoux (St-Polycarpe) ; Mgr Bernard O'Reilly (New-York, E.-U.) ; Mgr C.-E. Poiré (Ste-Anne de La Pocatière).

P.-G. R.

L'arpenteur-général Bouchette. (V, III, 594.)— Je lis dans des notes inédites de feu M. Bibaud : “ 1804 : Joseph Bouchette est nommé arpenteur-général de la Province en remplacement de son oncle, le major Holland, mort l'année précédente, et dont il était déjà le député.”

P.-G. R.

Une “épluchette.” (V, III, 599.)—Les habitants de nos campagnes, quand les récoltes sont finies, que les grains et les fourrages sont sous remise, se livrent à un repos bien mérité après tant de labeurs qui consistent en danses, en visites chez leurs connaissances et à se réunir à la veillée pour y faire “l'épluchette.” C'est en épluchant le blé d'Inde que le plaisir est grand, surtout si un garçon ou une fille, trouve un blé d'Inde rouge...

L'auteur de l'heureuse trouvaille a le privilège d'embrasser celle qu'il aime le mieux, dans la réunion...

Le blé d'Inde dont les grains sont rouges—ce qui est assez rare—engendre un flirtage bien inoffensif, comme vous voyez, puisque le baiser se donne tout bonnement devant les parents et les amis, et plus d'un garçon timide, a, par l'agence de ce baiser muet, scellé une alliance légitime qui a fait le bonheur de sa vie.

GUSTAVE OCINET

Les prêtres français réfugiés au Canada pendant la Révolution. (V, IV, 610.)—Les lugubres événements de la Révolution française eurent pour nous deux conséquences avantageuses : ils déterminèrent une nouvelle rupture de toute communication avec la France dans un temps où nous n'en pouvions attendre rien que de fâcheux ; puis ils causèrent une immigration bénie de prêtres français animés du plus pur zèle apostolique et dont les noms sont conservés avec vénération dans la mémoire du peuple canadien. L'Angleterre, l'intolérante Angleterre d'autrefois, ac-

cueillit avec bonté ces ecclésiastiques catholiques poursuivis par la rage révolutionnaire, et favorisa leur transmigration dans sa colonie du Canada, en même temps qu'elle gardait et entourait de tous les respects au sein du royaume un nombre beaucoup plus considérable de prêtres réfugiés.

Voici la liste de ces vertueux et zélés auxiliaires que reçut le clergé canadien et que Mgr Hubert, évêque de Québec, avait appelés de ses vœux :

Arrivés en 1791.— MM. Alain et Lejamtel de la Blouterie.

Arrivés en 1793.— MM. Philippe-Jean-Louis Desjardins, vicaire-général, Jean-André Rimbault, Pierre Gazelle, François Ciquart et Candide Le Saulniers.

Arrivés en 1794.— MM. Louis-Joseph Desjardins, Jean Castanet, Jean-Denis Daulé, François-Gabriel Le Courtois, Philippe Nautetz, Jean-Henri-Auguste Roux, P. S. S., Anthelme Malard, P. S. S., Antoine-Alexis Molin, P. S. S., François Humbert, P. S. S., Claude Rivière, P. S. S., Antoine Sattin, P. S. S., Melchior Sauvage, P. S. S., Guillaume Desgarets, P. S. S., et François-Marie Robin.

Arrivés en 1795.— MM. Joseph-Pierre Malavergne, Jacques Delavaivre, Claude-Gabriel Courtine, et Jean Rimbault.

Arrivés en 1796.— MM. Jean-Baptiste Chicoineau, Claude-Vincent Fournier, N. Jahouin, Jacques Guillaume Roque, P. S. S., Antoine Houdet, P. S. S., Jean-Baptiste Saint-Marc, Urbain Orfroy, Antoine Villade, et Pierre-René Joyer.

Arrivés en 1798.— MM. Joseph-Mandet Sigogne, Antoine Champion et Antoine Gaiffe, P. S. S.

Arrivés en 1799.— M. Antoine-Aimable Pichard.

Arrivés en 1806.— MM. Jacques-Ladislav de Calonne, Pierre-Bernard de Borniol et Nicolas-Aubin Thorel.—42 en tout.

La Gazette de Québec du 7 mars 1793 annoça en ces termes l'arrivée de MM. Desjardins, aîné, Gazelle et Raimbault :

“ La semaine dernière sont arrivés en cette ville trois prêtres français, réfugiés de France, venus d'Angleterre à la Nouvelle-York, dans le paquebot du roi. Les recommandations de sir Henry Dundas leur méritèrent un accueil distingué de la part de Son Excellence le major-général Alured Clarke, lieutenant-gouverneur de Sa Majesté en Canada. C'est le lendemain de leur arrivée, le 3 mars, qu'ils eurent l'honneur d'être présentés à ce haut dignitaire, au château Saint-Louis. ”

Quelques années plus tard, l'abbé Jacques Ladislas de Calonne (frère du ministre de Louis XVI) fut aussi reçu au château Saint-Louis avec tous les égards dus à son caractère et à son rang. Le gouverneur Craig l'invita à dîner au Château un jour d'abstinence. Tout le premier service fut donné en maigre. (*Mémoires* de M. de Gaspé). L'abbé de Calonne avait passé six ans à l'île du Prince-Edouard avant de venir se fixer en Canada. Il mourut en odeur de sainteté, aux Trois-Rivières, le 19 octobre 1822.

Voir le travail de l'abbé Bois intitulé : *L'Angleterre et le clergé français réfugié pendant la Révolution*, inséré au volume III, année 1885, des “ *Mémoires et Comptes-rendus* de la Société Royale du Canada. ” Voir aussi l'*Etude biographique sur Jean Raimbault*, par le même auteur l'*Histoire du monastère des Ursulines de Québec* ; l'*Histoire des Ursulines des Trois-Rivières*, qui contient une biographie complète de l'abbé de Calonne ; *Une colonie féodale en Amérique*, par M. E. Rameau de Saint-Père ; le *Répertoire du Clergé canadien*, par l'abbé Tanguay ; la *Vie de C.-F. Painchaud*, par le docteur N.-E. Dionne, etc, etc.

ERNEST GAGNON

Inauguration du pont Victoria. (V, IV, 605.)—

Le pont Victoria, sur le fleuve Saint-Laurent, reliant Montréal à Saint-Lambert, fut inauguré le 25 août 1860, par S. A. R. le prince de Galles.

Le parlement du Canada, le 14 mai 1859, avait voté une adresse à Sa Majesté la Reine, l'informant que le pont serait bientôt achevé, exprimant en même temps le désir qu'il plût à Sa Majesté ou à tout autre membre de la famille royale de visiter le Canada et d'inaugurer le pont Victoria.

Ne pouvant venir elle-même, Sa Majesté désigna le prince de Galles, son fils aîné, pour cette mission. Il arriva près Montréal le 24 août 1860, mais il ne fit son entrée en ville que le lendemain, 25. Après avoir reçu l'adresse du maire de la cité, quelques autres adresses, et avoir ouvert une exposition industrielle, Son Altesse Royale se rendit à la Pointe Saint-Charles, où se trouve l'extrémité nord du pont dont il allait faire l'inauguration. Dans sa réponse à une adresse présentée par l'honorable John Ross, président du Conseil Exécutif, ministre de l'agriculture et président du bureau de direction de la compagnie du Grand-Tronc, Son Altesse Royale expliqua la raison de son voyage au Canada, dans les termes que voici :

“ Votre Souveraine a montré combien elle sait apprécier la grandeur et l'importance de cette entreprise, en me donnant une mission aussi lointaine pour célébrer sur le lieu même et de sa part, l'achèvement d'un monument qui, dorénavant, portera son nom, et donnera aux générations futures une nouvelle preuve, ajoutée à d'autres, de l'heureuse industrie du grand peuple dont la Providence lui a confié les destinées.”

Voilà le but de son voyage expliqué par le prince lui-même. Voici maintenant comment le *Journal de l'Instruction publique*, de 1860, rapporte la cérémonie de l'inauguration :

“ Aussitôt après la lecture de cette réponse, M. Hodges, constructeur du pont, présenta au prince une élégante truelle d'argent et une médaille d'or commémorative de la circonstance, et Son Altesse Royale posa elle-même la dernière pierre qui couronne la grande porte du pont. Cette partie de la cérémonie se passa sous un arc de triomphe richement décoré et sur lequel on lisait cette inscription : *Finis coronat opus*. Le prince et sa suite descendirent alors de l'estrade, aussitôt après que la musique des Carabiniers eut exécuté le *God Save the Queen*, et ils reprirent place dans les chars qui se dirigèrent vers le centre du tube. Là, le prince inséra lui-même, à coups de maillet, un rivet d'argent, le seul qui restât à poser.”

Permettez que je consigne ici le fait que, cinq jours après avoir posé la dernière pierre et le dernier rivet du pont Victoria, à Montréal, le prince de Galles posait à Ottawa, sur la hauteur qu'on nommait alors *Barracks Hill*, la première pierre de l'édifice du Parlement canadien, portant l'inscription suivante :

Quod felix, faustumque sit
Hanc lapidem aedificii
Quod comitiis Provincie habenois
Inserviret
Ponere dignatus est
Albertus Eduardus, Princeps Wallie,
Anno Domini, MDCCCLX, die primâ Septembris,
Anna Regni, Victorie Regine, XXIV.

Là aussi, d'après le journal cité plus haut rédigé par l'honorable P.-J.-O. Chauveau, Son Altesse se servit d'une truelle d'argent offerte par le ministre des Travaux publics, M. Rose (plus tard sir John Rose). Cette pièce d'orfèvrerie porte, d'un côté, une inscription commémorative de l'événement, de l'autre, une vue de l'édifice qui devait être construit.

RAPHAEL BELLEMARE

QUESTIONS

618.—Quel est ce *tour* que Joseph Papineau, père de L.-J. Papineau, joua aux Bostonais pendant la guerre de 1775 ?

R. O.

619.—J'aimerais bien à avoir la liste complète des ouvrages publiés par feu M. l'abbé Bois. Le distingué archéologue, par humilité sans doute, ne signait jamais ses travaux. De là, la difficulté de les retracer. Quel est l'intermédiaire qui se chargera de la tâche ?

BORD.

620.—Les noms des braves qui accompagnaient le gouverneur Carleton et le capitaine Bouchette dans leur voyage en chaloupe de Montréal à Québec pendant l'invasion américaine de 1775 ont-ils été conservés. Où et quand mourut le capitaine Bouchette ? Ce valeureux marin était-il parent du géographe Bouchette ?

GEO.

621.—Les écrivains canadiens qui se sont occupés de l'affaire du "Chien d'Or" sont tous d'accord à déclarer que de Repentigny, qui tua le bourgeois Philibert, passa en France d'où il ne revint jamais en Canada. Dans les douze volumes de la *Collection Lévis* publiée par M. l'abbé Casgrain il est souvent question d'un chevalier de Repentigny, qui se distingua beaucoup au siège de Québec et sous les ordres du chevalier de Lévis. Ne serait-ce pas le même personnage de 1748 ? Dans onze années bien des choses s'oublent !

OFF.

622.—Pouvez-vous me donner la liste des officiers que l'Angleterre nous a envoyés depuis la Confédération pour commander notre milice ?

SOLD.

623.—On sait qu'à leur premier voyage dans la Nouvelle-France, en 1603, Pontgravé et Champlain reçurent du sagemontagnais Bechourat son jeune fils pour le conduire en France. Ce jeune montagnais revint-il dans son pays ?

MONS.

624.— Sous le régime français, les autorités s'étaient-elles occupé en quelque façon de la santé publique ? Les gouverneurs et les intendants publièrent-ils des ordonnances pour faire observer les règles encore bien rudimentaires, à cette époque reculée, et dans un pays tout neuf, de l'hygiène ?

M. D.

625.— Où était situé, à Québec, le théâtre Saint-Louis qui fut détruit par un incendie dans la nuit du 12 juin 1846, incendie où une cinquantaine de personnes, hommes, femmes et enfants, trouvèrent la mort ?

POMP.

626.— Au cours d'un voyage que j'ai eu l'occasion de faire dernièrement dans la région de la Baie des Chaleurs, on m'a dit que la tradition veut qu'une rencontre ait eu lieu entre une frégate anglaise et une canonnière française en 1759 non loin de la Pointe à la Garde, dans la baie des Chaleurs. L'histoire confirme-t-elle la tradition à ce sujet ?

GASPÉ

627.— Lors de la révolution française, il vint au Canada deux frères prêtres du nom de Desjardins. L'un d'eux fit les missions du golfe Saint-Laurent. Il signait, si je me rappelle bien, Desjardins-Desplante. Les portraits de ces deux saints prêtres existent-ils quelque part ?

Rho.

628.— Il y a quelque temps, une dépêche de Lewiston (Maine) annonçait que les citoyens de cette ville se proposaient d'ériger un monument à la mémoire de Nicolas Denys, " le premier historien de l'Amérique du Nord."

Nicolas Denys est-il réellement le premier historien de l'Amérique du Nord ?

X. X. X.

629.— Quelle différence y a-t-il entre un prêtre domestique ou romain et un camérier secret ou d'honneur ? Qu'est-ce qu'un missionnaire apostolique ? Un chapelain d'honneur ?

Rio.



EGLISE DE SAINT-ANTOINE DE BIENVILLE

BULLETIN

DES

RECHERCHES HISTORIQUES

VOL. 5

JUILLET 1899

No. 7

SAINT-ANTOINE DE BIENVILLE

Bienville rappelle le souvenir de Jean-Baptiste LeMoynes de Bienville, le frère et le compagnon d'armes de d'Iberville. C'est M. de Bienville qui fonda, en 1717, la Nouvelle Orléans, en Louisiane.

Bienville est un fort joli village situé sur la rive sud du Saint-Laurent, entre Notre-Dame de Lévis et Saint-Joseph de la Pointe de Lévy.

La distance qui sépare Bienville de l'église paroissiale de Notre-Dame de Lévis rendait difficile pour un grand nombre de personnes la fréquentation régulière des offices religieux.

En 1895, les autorités religieuses, se rendant au désir manifesté par les résidents de la localité d'avoir une église et un prêtre au milieu d'eux pour en recevoir plus facilement les secours de la religion, organisèrent en desserte régulière le village de Bienville et une petite partie du quartier Lauzon de la ville de Lévis.

La nouvelle paroisse fut mise sous le patronage de saint Antoine de Padoue, en l'honneur de M. l'abbé Antoine Gauvreau, alors curé de Notre-Dame de Lévis.

L'église, construite en bois sur solage en pierre, a 136 pieds de longueur sur 50 de largeur dans la nef, et 37 dans le chœur. Sa hauteur, depuis le solage jusqu'à la sablière inclusivement, est de 31 pieds.

Le clocher qu'on voit actuellement sur l'église de Bienville n'est que temporaire. On en élèvera un aux proportions plus vastes dans un avenir rapproché.

L'église, la sacristie, le presbytère et les dépendances de Saint-Antoine de Bienville s'élèvent sur un terrain généreusement donné par M. Julien Chabot et madame M. Lecoars.

C'est M. l'abbé Lucien Gauvreau qui est curé de Saint-Antoine de Bienville depuis sa fondation.

R.

LA FAMILLE DE M. DE LAUZON

D'après des notes extraites des "Annales manuscrites de l'Hôtel-Dieu du Précieux Sang," à Québec

Année 1651, page 46.—Ce fut Monsieur de Lauzon qui, en 1651, vint prendre possession du gouvernement (*de la Nouvelle-France*). C'était un homme de qualité, très vertueux, qui était conseiller d'Etat et qui avait été intendant en Guienne. Il amena trois de ses fils qui, dans la suite, s'établirent en ce pays. L'aîné portait le nom de Monsieur son père ; il avait servi, en France, dans le régiment de Navarre et dans celui de Picardie, et il était fort considéré de Monsieur le duc D'Espernon. On le fit sénéchal ici (1), mais il fut tué par les Iroquois, en l'année 1660, et laissa deux filles qui ont été religieuses aux Ursulines (2).

Le second s'appelait Lauzon de Charny. Il épousa une fille de Monsieur Giffart ; et le troisième, que l'on nommait Lauzon de la Sittière, se maria à une demoiselle Nau, qui nous fut envoyée de France par Madame la duchesse d'Aiguillon, en 1655, pour être religieuse chez nous. Elle avait beaucoup d'esprit et de piété, mais point du tout de vocation. Elle se vit bientôt veuve par un triste accident. Monsieur son mari se noya le quatre mai de l'année 1659. On nous amena cette pauvre dame, que l'affliction avait rendue malade, et nous lui procurâmes pour sa santé et pour sa consolation tout ce que nous crûmes capables d'y pouvoir contribuer.

(1) Il avait épousé, le 23 octobre 1651, Anne DESPRÉS.

(2) Marie de Lauzon, en religion Mère St-Charles : Angélique de Lauzon, en religion Mère du St-Esprit.

Cf. Tanguay : *Dictionnaire Généalogique*, tome 1er, page 172.

Quoique ce détail ne fasse rien, ce semble, à notre histoire, il ne sera pas mal à propos, puisqu'il fera connaître à celles qui nous suivront une famille très distinguée par son rang et encore plus par sa vertu, et qui a toujours honoré notre communauté d'une sincère affection.

Année 1656, page 52.—Le même jour (30 octobre), Madame Lauzon de Charny fut enterrée dans le caveau des religieuses, comme elle l'avait souhaité et demandé avant sa mort ; ce que nous lui accordâmes volontiers, non seulement à cause de l'affection et de l'estime que nous avions pour elle et pour toute la famille de Monsieur Giffart, son père, mais encore pour le respect et la considération que nous avions pour Monsieur de Charny, son époux. Cette jeune et vertueuse dame mourut après un an de mariage. Elle laissa une fille dont on nous confia l'éducation, quand elle eut atteint l'âge de six ans.

Monsieur Lauzon de Charny, qui avait déjà beaucoup de piété, se détacha entièrement du monde et se donna parfaitement à Dieu. Il passa en France l'année suivante, pour être ordonné prêtre, puis il revint au Canada, où il a exercé son zèle un grand nombre d'années. Nous l'avons eu longtemps pour supérieur, et nous avons reçu de signalés témoignages de sa bonté.

A la mort de madame son épouse, il nous obligea de dire tous les ans un *obit* entier pour elle, c'est-à-dire un office des morts de neuf leçons avec une grande messe. Il nous donna pour cet effet une concession à la côte de Lauzon, qui nous valait alors deux cents livres de rente, à cause de la pêche d'anguille qui était fort abondante ; mais ayant beaucoup diminuée depuis, elle ne nous produit plus que trente-trois livres, à quoi Monsieur de Lauzon ayant fait attention, il voulut bien, pendant son séjour au Canada, nous décharger d'une partie de cette obligation, en se contentant d'une grande messe sans diacre et d'un seul nocturne de l'office des

morts. C'est ce que nous disons exactement le 17ème jour d'octobre.

Année 1657, page 54.—Monsieur de Lauzon, gouverneur, était passé en France l'année précédente et avait laissé ici Monsieur le sénéchal, son fils, commandant pour une année, en attendant l'arrivée d'un nouveau gouverneur qui fut Monsieur le vicomte d'Argenson, qui vint cette année (1657).

Année 1660, page 62.—Monsieur de Lauzon, sénéchal, ne peut voir cette désolation générale de la colonie (*causée par les incursions des Iroquois dans le voisinage de Québec*), sans se mettre en devoir de donner la chasse aux ennemis, afin de garantir du moins le reste des habitants du péril qui les menaçait. Il alla les attaquer à l'Isle d'Orléans pour les en faire sortir, parce que leur séjour en ce lieu alarmait tout le voisinage. Ils se défendirent longtemps, usant de plusieurs ruses pour se mettre à couvert des coups de fusil que les Français déchargeaient continuellement sur eux. ce qui ne les empêcha pas de se saisir d'un poste avantageux où, se voyant en assurance, ils sommèrent plus d'une fois les Français de se rendre, leur promettant la vie par de belles paroles que Monsieur le sénéchal méprisa, aimant mieux mourir glorieusement en se battant que de vivre dans une honteuse captivité. Il anima, par son discours et par son exemple, le petit parti qu'il commandait, à faire tête aux Iroquois, quoiqu'ils fussent bien plus nombreux ; et ils s'exposèrent tous si généreusement qu'il ne resta en vie de tout son monde qu'un seul homme blessé à mort et étièrement hors de combat, que les ennemis emmenèrent en leur pays pour lui faire souffrir les cruautés ordinaires qu'ils exerçaient sur leurs prisonniers. Monsieur le sénéchal fut le premier tué dans cette attaque ; mais il eut la gloire, en mourant, d'éloigner les Iroquois, qui prirent aussitôt la fuite. Sa mort affligea tout le Canada, parce qu'il y était fort aimé, et chacun le pleura comme s'il eût été son proche parent. Ce gentilhomme

savait se ménager l'affection des peuples par une certaine familiarité qui gagnait les cœurs et qui lui attirait en même temps le respect de tout le monde.

Année 1671, page 91.— Nous élevions dans cette communauté, depuis l'âge de six ans, Mademoiselle de Lauzon de Charny. Elle suivait les traces de toute sa famille, qui s'était distinguée partout par sa vertu, et cette jeune vierge ne soupirait qu'après la vie religieuse, où elle désirait ardemment de s'engager. Monsieur de Lauzon, son père, qui était notre supérieur, ravi de voir que les inclinations de sa chère fille favorisaient celle qu'il avait de nous faire du bien, passa un contrat avec nous par lequel il s'engageait à nous donner douze mille livres, monnaie de France, pour la dot de Mademoiselle sa fille, à condition seulement qu'attendu qu'elle était d'une complexion délicate, on lui servirait une entrée de table. Il avait dessein aussi de nous faire ses héritières, après qu'il aurait donné à ses neveux ce qui devait leur revenir. Mais quelques-unes de nos religieuses craignirent que cette petite distinction que Monsieur de Lauzon demandait pour Mademoiselle sa fille ne causât du trouble dans la maison. elles en parlèrent à Monseigneur l'Evêque, qui entra dans leurs raisons et qui voulut retrancher cet article du contrat qui était fait. Monsieur de Lauzon s'y opposa. Il eut là-dessus quelque différend avec Monseigneur de Laval, et enfin, pour terminer toute l'affaire, il se résolut d'emmener en France sa chère fille. Elle partit, cette même année, avec Mademoiselle Charlotte-Madeleine de Lafferté, sa cousine Germaine. Il les conduisit toutes deux aux Hospitalières de La Rochelle, où elles ont été religieuses et ont beaucoup édifié et servi ce convent par leur vertu et par leur bon esprit. Monsieur de Lauzon les gratifia de tout ce que nous aurions pu espérer de lui.

LES VIEUX PAPIERS

Les grandes lignes de l'histoire du Canada sont toutes tracées, Garneau, Ferland, Bibaud et autres ont fait ce noble travail. Ce sont les détails qui nous marquent, ces mille détails qui font l'ornementation de l'histoire et la poétisent. M. de Gaspé, ce bon, modeste et charmant vieillard, dont le souvenir sera toujours cher à ceux qui ont eu le bonheur de le connaître, nous a bien laissé des *Mémoires* qui font les délices de ceux qui étudient l'histoire du pays. M. Benjamin Sulte a mis au jour dans son grand ouvrage une infinité de choses jusqu'ici ignorées. M. Marmette, dans ses romans historiques, a su faire ressortir avec goût les mœurs et les habitudes des personnages du temps, qu'il a aussi extrêmement bien représentés. M. l'abbé Daniel a groupé ensemble les principales familles du pays et a fait leur histoire. Bibaud, jeune, nous a donné ses *Tablettes* et quantité de fragments historiques très recherchés, et les deux Sociétés Historiques de Québec et de Montréal ont livré à la publicité des *Mémoires* d'une grande valeur. Mais que de choses, de faits, de traits encore complètement ignorés ou tombés dans l'oubli ! que de passages obscurs ou mal définis dans notre histoire ! Où trouverons-nous les matériaux nécessaires pour jeter de la lumière sur ces points difficiles ?—Dans les vieux papiers, dans les papiers de famille, c'est là que se trouve la mine encore inexploitée de notre histoire ! Je ne saurais donc trop vous mettre en garde contre leur destruction. Conservez précieusement tout ce qui vous en tombe sous la main depuis la lettre familière et la plus insignifiante en apparence jusqu'au mémoire sérieux, et quelquefois fort lourd de l'homme politique. Registres, commissions, ordres, instructions, actes notariés, marchés, notes, reçus, factures, petits carrés de papiers griffonnés, grandes feuilles couvertes en tout ou en partie d'écritures illisibles, mettez tout cela religieuse-

ment de côté, c'est la propriété de l'histoire, cela lui appartient. Si ces papiers vous embarrassent, allez les offrir à des hommes comme l'abbé Verreau, le digne successeur de Jacques Viger, à Mgr Tanguay, à M. Bellemare ; ils sauront bien vous en débarrasser, et si, par impossible, ils n'en voulaient point, veuillez vous adresser, sans hésitation aucune, à moi, et d'avance, je vous promets un cordial accueil.

Ici, qu'il me soit permis de faire un reproche bien grave aux dames ! Il m'en coûte beaucoup de le proférer, car je sens qu'il est tout-à-fait mérité et, cependant, je ne voudrais avoir que des éloges à leur adresser ! Quels documents précieux pour l'histoire ont été détruits par les dames ou par leurs ordres ! Sous prétexte de faire régner la propreté dans la maison, on commence par reléguer les papiers au grenier ou dans un coin noir de la cave où ils deviennent la proie des rats et des souris, des vers et de l'humidité. Poussées de plus en plus par l'esprit de propreté, un bon jour, sous prétexte encore que ces pauvres malheureux papiers attirent la vermine ou accumulent la poussière, on les met tout-à-fait hors de la maison et instruction péremptoire est donnée à la cuisinière de s'en servir pour les besoins quotidiens de sa charge ! Quel vandalisme ! Que de lacunes dans notre histoire seraient comblées aujourd'hui si les documents nécessaires n'avaient pas servi à griller les poulets ou à allumer les feux de nos poêles dans la rude saison de l'hiver. Ce vieux papier flambe si bien, disent en chœur toutes les servantes ! Qui ne se rappelle de ce volume du *Journal des Jésuites* trouvé dans le fond d'une boîte à bois où il avait été jeté pour devenir la proie des flammes ! Sans l'heureuse circonstance que l'on sait, nous aurions été privé de ce jalon important dans l'histoire du pays. De grâce, mesdames, faites cesser, tout de suite, ces actes de vandalisme et sauvez pendant qu'il en est peut-être encore temps ce qui nous reste de ces vieux papiers. Que votre horreur pour ces précieuses

reliques, je vous en conjure, se change en un respect bien senti ! Je me suis adressé aux dames, car elles sont les reines du foyer domestique, et y contrôlent sans conteste. Ce n'est pas dire, cependant, que les maris soient exempts de tout reproche de ce côté. Ils peuvent être assurément accusés pour le moins d'indifférence.

Il y a déjà longtemps que ce travail de destruction est à l'œuvre ; il a commencé lorsque, cédant pour un instant au découragement, on croyait que la race française, au Canada, n'avait plus d'avenir et qu'elle allait se fondre dans la grande famille anglo-saxonne dont les membres l'entouraient de toute part. On parlait de *sanglier* comme étant le seul moyen d'acquérir de l'avancement, de parvenir à la prospérité. Mes souvenirs sont encore assez vivaces là-dessus. Dans mon enfance, c'était la question principale dans les villes de Québec et de Montréal, et Dieu sait ce qu'il en aurait été si le clergé canadien toujours vigilant et justement alarmé n'avait point dans son patriotisme éclairé, fondé dans les campagnes ces collèges classiques, centres de lumières, d'où nous sont venus des jeunes gens pleins de force et de sève qui, donnant l'impulsion à la chose publique dans toutes ses diverses branches, ont ainsi sauvé le pays du mercantilisme, de l'anglification, en d'autres termes.

On tenait si peu aux ancêtres et aux traditions qu'ils nous avaient laissées, que papiers, meubles, argenterie, tout cela était mis de côté comme inutiles, embarrassants ou démodés. Les papiers allaient au feu, les meubles chez l'encanteur pour y être vendus à vil prix et l'argenterie au creuset ! Heureusement que les temps ont changé et qu'il reste encore des vieux papiers, grâce au dévouement de quelques hommes zélés et patriotiques.

Oui, mesdames, il en reste ! Encore une fois, veuillez nous donner votre généreux concours et daignez voir d'un bon œil les vieux papiers.

L.-F.-G. BABY

LA JUDICATURE EN 1732

“ L'éloignement où sont la plupart de ceux qui auraient des dispositions à devenir habiles dans la science des loix, par le peu ou point de ressources qu'ils trouvent dans les emplois de judicature est un empeschement insurmontable à trouver des sujets propres à remplir les places vacantes. Il ne se trouve même actuellement personne hors le Sr Gaillard qui ayt sollicité une place de conseiller depuis qu'il y en a de vacantes. Nous rendrons compte de sa capacité par une dépêche particulière. En général dans un pays aussey pauvre que celui cy on fait peu de cas d'une place honorable où il n'y a point de profit. Le Sr Verrier, procureur-général, se prestera volontier à donner des leçons de droit français mais il n'aura point d'auditeurs s'ils ne sont flattez de l'espérance que leur travail les conduira à quelque employ utile ; nous ne pouvons laisser ignorer à Sa Majesté toutes ces circonstances.

“ Sa Majesté pourra juger de la rareté des sujets propres à la judicature par la nécessité où le Sr Hocquart s'est trouvé de faire remplir le poste du greffier de la juridiction de Montréal par un bourgeois de Québec dont le mérite consiste seulement à être honneste homme et de savoir escrire passablement. Les Seigneurs de Saint-Sulpice propriétaires du greffe et qui ont droit de présentation luy ont abandonné dans cette occasion le droit qu'ils avoient d'y nomer faute de sujets et ont préféré de s'en rapporter au dit Sr Hocquart.

“ Les livres de judicature dont Sa Majesté a bien voulu faire la dépense sont existants dans la chambre du conseil, L'on y a recours assez souvent dans les causes difficiles ; mais il s'en faut beaucoup qu'ils puissent servir à l'instruction de ceux qui voudraient s'y appliquer à l'étude de la jurisprudence. Nous exigerions seulement d'eux quant à présent qu'ils seussent l'ordonnance et les éléments du droit

français. C'est dans cette veüe que le Sr Hocquart a fait venir cette année douze exemplaires des institutions d'argou, qu'il a distribuez dans les greffes des juridictions et aux juges qui ont souvent besoin eux mêmes des instructions les plus ordinaires, nous supplions très humblement Sa Majesté d'avoir égard à toutes les représentations que nous avons eu l'honneur de lui faire à ce sujet l'année dernière. Si Sa Majesté fait pendant quelque temps de la dépense en appointements elle pourra par la suite s'en dispenser en attribuant des droits et des épices aux officiers. Au surplus, le sr Hocquart a jusqu'à présent donné tous ses soins pour la distribution de la justice et il continuera de les donner. Il est trop persuadé de l'importance de cet objet pour se relâcher de l'attention qu'il doit y apporter." (Extrait d'un mémoire de MM. de Beauharnois et Hocquart au roi de France en date du 1er octobre 1732).

Le tome Se de la "Correspondance générale," page 108, contient le refus de Sa Majesté à l'intendant "de permettre aux officiers du Conseil Souverain de paroistre en public en robe rouge. L'usage de la robe rouge avait été emprunté aux cours souveraines de France, où il fallait en être revêtu pour rendre certains jugements. Elle disparut du pays avec la cession. Les avocats comme les juges ne portent que la robe noire, qui est de soie pour les juges, les conseils de la reine et les greffiers. On revit la robe rouge avec la création de la Cour Suprême du Canada en 1875. Les juges la portent à l'ouverture de chaque terme et lorsqu'ils rendent leurs jugements. Ils la portent même en public à l'ouverture et à la prorogation de chaque session du Parlement et aussi à la cérémonie de l'installation du gouverneur-général, par exemple celle de lord Minto au Palais Législatif à Québec en novembre 1898.

D. G.

LA FAMILLE GIROUARD

Sachons d'abord qu'il existe deux familles canadiennes et acadiennes de nom semblable, mais toutes deux descendent du même ancêtre de la vieille France. M. Antoine Girouard est la tige de la famille canadienne. Né à Mont-Luçon au Bourbonnais, France, en 1696, il était fils de Jean Girouard, Conseiller du Roi, et Contrôleur du Dépôt de Riom en Auvergne, et de Pétronille Georgeau de Mont-Luçon. Vers 1716, il vint à Montréal, où il demeura quelques années chez M. de Ramezay, (gouverneur) en qualité de secrétaire. Ici, le 2 février 1723, il épousait Delle M.-Anne Barré, et, le 26 avril de la même année, était admis par l'intendant Bégon au nombre des quatre huissiers royaux de Montréal.

S'il faut en croire les rapports d'huissier de M. Girouard, il résida sur "la rue Notre-Dame, proche les Jésuites," de 1723 à 1727, époque où il transporta son domicile au faubourg Sainte-Marie, qui était le quartier des parents de sa femme. M. Girouard a eu une large part des affaires professionnelles de son temps que se partageaient les quatre notaires et les quatre huissiers royaux. Ils exerçaient tous comme "praticiens" devant la Jurisdiction Royale, et même le Conseil Supérieur. Vers 1735, il se démit de cette charge, après quoi son nom figure quelquefois comme praticien, mais c'est à la culture de la terre qu'il se livra tout particulièrement. Il était père de huit enfants, et mourut le 5 juin 1767. Parmi ses descendants, nous avons des hommes très distingués, entre autres, M. Désiré Girouard, de Montréal, aujourd'hui juge de la Cour Suprême du Canada.

Quant à la famille acadienne, M. François Girouard en est le père. Dès 1671 (alors âgé de 50 ans), il habitait déjà Port-Royal, en Acadie, s'était marié au pays et avait plusieurs enfants mariés. Un état officiel dressé en 1752,

et par conséquent trois ans avant la déportation des Acadiens, constate que 15 familles Girouard s'étaient réfugiées dans les villages de la Pointe de Beauséjour.

La famille acadienne compte aujourd'hui des milliers de représentants répandus dans différentes parties des provinces maritimes et notamment à Bouctouche, N.-B., et à Arichat, C.-B., et aussi dans la vallée du Richelieu, province de Québec.

Cette famille acadienne a aussi fourni des hommes marquants parmi lesquels figurent M. Girouard, curé d'Arichat, dont parle M. Rameau à plusieurs pages de son livre, *La France aux Colonies* ; M. G.-A. Girouard, l'ex-député de Kent ; le distingué notaire de Saint-Benoit, feu Jean-Joseph Girouard, ancien député, dont le nom figure presque à chaque page du livre de M. L.-O. David, *Les Patriotes de 1837-38*, était aussi Acadien ; comme il le dit lui-même dans une note inédite, il était le fils de Joseph Girouard, "chassé de l'ancienne Acadie par les Anglais avec un grand nombre de ses compatriotes victimes de leur attachement à la France." Le jeune notaire de Saint-Benoit, Joseph Girouard, ex-M. P., et l'honorable Dr Girouard, conseiller législatif, de Longueuil, sont ses fils.

Les deux familles acadiennes et canadiennes venaient du midi et du centre de la France, et, à en juger par le nombre de ces localités, qui doivent leur nom à la famille Girouard, l'on peut espérer que le nom n'y est pas éteint. Les ancêtres écrivaient Giroüard, mais ce tréma sur l'u n'a pas été conservé. Aujourd'hui, on écrit indifféremment Gerroir, Giroire et plus souvent Girouard. La racine de ce nom vient de deux mots saxons "Ger-Ward", qui veulent dire "garde-lance."

R.

FORMULETTES ECRITES

J'ai eu occasion de parler ailleurs de ces clichés de la conversation que l'on appelle "formulettes." Il y a les formulettes parlées et les formulettes écrites. Aux premières pages des livres, on écrivait assez souvent, autrefois :

Si, tenté du démon,
Tu dérobes ce livre,
Apprends que tout fripon
Est indigne de vivre.

J'ai lu, sur la première page blanche d'un dictionnaire latin appartenant à un élève du collège de Nicolet, une assez longue formule en vers français latins, alternatifs. La pièce commençait comme suit :

Hic liber,
Pour de l'argent,
Imptus est,
Chez un marchand.
.....

Suivait une description du volume, laquelle se terminait comme suit :

.....
La couverture,
Qui facta est,
De peau de chien.

Qui reconstruira cette pièce en entier ?

A la Rivière-du-Loup (Louiseville), les enfants de l'école du village écrivaient autrefois sur leurs livres de classe :

"Ce livre est à moi comme la France est au Roi."

Cette formulette est bien ancienne, évidemment, et aussi bien *suggestive*, pour employer une expression toute moderne. Elle constitue une évocation du passé qui n'est pas sans saveur.

En France, on lit sur les murs extérieurs des édifices publics :

Liberté
Egalité
Fraternité

Comment faut-il ponctuer cela ? Un mécontent (il y en a toujours !), suggérerait d'écrire :

Liberté (point) Egalité (point) Fraternité (point).

La charge est un peu exagérée. Il est vrai qu'il n'y a pas de charge sans exagération. E. G.

LE GÉNÉRAL WOLFE

Dans son expédition contre Québec, Wolfe, lorsqu'il était en bonne santé, invitait chaque jour les officiers des différents corps à dîner avec lui.

Un capitaine écossais invité à être son hôte reçut le même jour une semblable invitation d'un de ses frères d'armes.

— Il me fait peine, lui dit-il, de ne pouvoir accepter votre invitation ; je suis déjà engagé avec Wolfe.

Un officier présent à cette conversation lui fit remarquer qu'il aurait dû parler plus respectueusement de son chef et dire le général Wolfe.

— Monsieur, répliqua vivement l'Écossais, nous ne disons jamais : le général Alexandre, ni le général César.

R.

RÉPONSES

Deux ouvrages du juge Bédard. (I, VII, 53.)—Isidore Lebrun, auteur du *Tableau des deux Canadas*, attribue au juge Pierre-Stanislas Bédard la paternité de deux ouvrages, l'un intitulé : *Observations critiques sur les Ouvrages de Lamennais et de M. de Bonald* ; l'autre, *Traité du droit naturel démontré par des Formules algébriques*. Nous n'avons pu découvrir ces deux ouvrages, et nous croyons qu'ils n'ont jamais vu le jour, si tant est même qu'ils aient été composés par Bédard. Quant à la paternité des écrits politiques parus dans le *Canadien* de 1806 à 1810, elle est certaine et incontestée. Il ne signait pas, ou il mettait des noms de plume au pied de ses articles, mais on les reconnaît aisément par le style quelque peu diffus de leur auteur, et par la note constitutionnelle qui y domine toujours.

N.-E. DIONNE

Le nom de Longueuil. (III, XI, 381.)—Dans le greffe du notaire Severin Ameau, sous la date du 7 de juillet 1652, aux Trois Rivières, il y a le contrat de mariage de Jean Leduc et de Marie Villemain (?) qui porte les signatures de Jeanne Mance, L. Closse, des Mazures, Jacques Aubuchon.

Charles Lemoine et Pierre Boucher signent également cette pièce. Les conjoints font leurs marques.

A part Boucher et Aubuchon, toutes les autres personnes étaient alors en route de Québec pour Montréal où eut lieu le mariage de Leduc, devant l'Eglise, le 11 novembre suivant.

Le contrat du 7 juillet 1652 nous donne le premier rapprochement connu entre les noms de Charles Lemoine et de Longueuil. Comment cela avait-il lieu ? Voici mon explication :

Le 31 mai 1651, M. de Longueuil, page du roi, s'embarquait à Sainte-Anne d'Auray en Bretagne pour le Canada.

à la suite de M. Jean de Lauzon, qui allait prendre le gouvernement de la colonie (*Documents sur le Perche*, 1896, page 63, partie canadienne) et, le 12 octobre suivant, M. de Lauzon arrivait en rade de Québec (*Journal des Jésuites*). Le M. de Longueuil du 7 juillet 1652 aux Trois-Rivières devait être celui qui accompagnait M. de Lauzon et non pas notre Charles Lemoine puisque celui-ci ne portait pas encore ce surnom et qu'il signe simplement "Charles Lemoine" à côté de l'autre qui se dit "De Longueuil."

D'où venait ce jage du roi et que devint-il ? Je n'en sais rien. Il est probable qu'il ne demeura pas longtemps dans la colonie.

Rémontons un instant en arrière. M. de Lauzon, qui aurait accepté la lune, si on eût pu la lui donner, s'était fait accorder le 15 janvier 1635, un domaine en seigneurie qui commençait à la rivière Châteauguay, s'étendait jusqu'à la rivière Saint-François du lac Saint-Pierre, embrassait l'île Sainte-Hélène, l'île de Montréal, et, en profondeur allait au delà de la frontière américaine actuelle. Ce royaume en bois debout portait le nom de la Cité qui était celui de l'un des enfants de M. de Lauzon. (Voyez mon *Histoire de Saint-François-du-Lac*, pages 5-7). Vers 1657, un endroit de cette région, situé vis-à-vis le bas de l'île de Montréal, s'appelait la *Petite Cité* et, cette année, M. de Lauzon l'accorda, en arrière-fief, à Charles Lemoine, qui demeurait à Montréal en qualité d'interprète et de commerçant de fourrures. Lemoine imposa à cette terre le nom de Longueuil, en souvenir "d'un village de Normandie, chef lieu de canton dans l'arrondissement de Dieppe, sa patrie." (Faillon : *Histoire de la colonie française*, III, 359-51). Le M. de Longueuil de 1651 et 1652 était-il pour quelque chose aussi dans le choix de ce nom ? C'est possible, mais voyons p'us loin.

Charles Lemoine fut anobli en 1668, sous le nom de "Longueuil." On a écrit Longueil, Longueuil, Longenil, Longeul,

selon le caprice des gens, car alors on ne connaissait pas d'orthographe pour les noms—et tout cela signifie Longueil. Partant de ce point, M. Jacques Viger suppose, dans sa *Sabretache*, que cette désignation provient de l'étendue de l'horizon qu'embrasse l'œil quand on regarde de cette terre, à travers le fleuve, très large de là jusqu'à Montréal. (*Histoire de Longueuil*, 1889, pages 39-40). Il ne savait rien de ce que M. Faillon devait imprimer plus tard sur ce sujet ; son manuscrit est resté longtemps sans être publié.

Deux autres fiefs contigus au premier, que Lemoine s'étaient fait concéder par les gouverneurs et intendants, après l'abolition du privilège de M. de Lauzon, lui formaient une belle seigneurie, du moins quant à ses dimensions, car elle se trouvait encore à peu près dans l'état primitif, lorsque, en 1676, Frontenac et Duchesneau réunirent ces trois fiefs en un seul, sous le nom de Longueuil, et confirmèrent Lemoine dans leur possession.

En 1679, dans un acte de mariage, le notaire mentionne la seigneurie comme " Longueuil de Dieppe."

Ceci, ajouté à ce que l'on vient de voir, me fait adopter le dire de M. Faillon : Lemoine, consacrant par ce double nom le souvenir du lieu de sa naissance.

J'ai rencontré le nom de Marie Lorgueil, native de Rouen, qui épousa Tous-aint Hunaut dit Deschamps à Montréal, en 1654, mais en supposant que le nom véritable fut Longueil, la famille de cette femme paraît bien étrangère à celle de Charles Lemoine.

Il est tout de même singulier qu'un " M. de Longueil, page du roi," ait eu des rapports avec Charles Lemoine dès 1652, et j'incline à croire que le gentilhomme en question était de Normandie car, sans cela, le Père Balthazar de Bellême, qui a noté son départ de France pour le Canada (voyez les *Documents sur le Perche* indiqués plus haut), l'eût probablement laissé passer inaperçu.

Le Père de Bellême, capucin, était un amateur de l'histoire du Perche, faisant des observations au jour le jour et très au courant des départs des Percherons et des Normands pour la colonie de la Nouvelle-France depuis 1634.

Que de choses je retrouverais si un voyage en Normandie m'était possible !

BENJAMIN SULTE

Philippe de Lonvilliers de Poincy. (IV, XII, 548.)—Poincy, né en 1584, appartenait à une famille originaire du comté de Ponthieu.

Il débuta dans l'ordre de Malte où il s'acquit promptement une juste réputation.

En 1612, le roi le nomma commandant de ses vaisseaux en Bretagne.

En 1637, il était chef d'escadre et commandait un des vaisseaux du roi à la reprise des îles Saint-Honorat et Sainte-Marguerite.

C'est en 1639 que Poincy commença à jouer un rôle de quelque importance. Appelé par Richelieu aux fonctions de lieutenant-général des îles d'Amérique, il s'empara de l'île de la Tortue que se disputaient les Anglais et les Espagnols.

En 1645, un nouveau gouverneur ayant été envoyé aux Antilles, Poincy ne voulut pas reconnaître son autorité, et sa révolte déterminala guerre civile qui dura jusqu'en 1647. Comprenant enfin la fausse position dans laquelle il s'était placé et voulant faire oublier son insubordination coupable, il colonisa Saint-Barthélemy, les Saintes, Marie-Galante et la Grenade.

Le roi, pour le récompenser, lui expédia alors le titre de gouverneur général des îles d'Amérique.

Poincy céda l'île de Saint-Christophe à l'ordre de Malte et reçut en échange le titre de bailli.

Il mourut le 11 avril 1660, revêtu de ces mêmes fonctions de gouverneur qu'il exerçait depuis 1651.

EDOUARD GOEPP

Le curé Portneuf. (V, I, 559.)—Philippe-René de Portneuf, né le 13 août 1707, à Montréal, du mariage de René Robineau, sieur de Portneuf, troisième fils du premier baron de Portneuf, et de Marguerite-Philippe Daneaux de Muy, fit ses études au séminaire de Québec. Il termina son cours vers 1727, et embrassa l'état ecclésiastique. Le 21 octobre 1731, il fut ordonné prêtre. En 1732, il fut nommé curé de Saint-Jean, Ile d'Orléans.

On trouve, dans les registres de cette paroisse, à la date du 12 avril 1734, l'entrée suivante : "Je me suis nommé parrain après avoir refusé Simon Campagna, à cause de son ignorance crasse et manifestée, lorsque je l'ai interrogé sur le petit catéchisme. (Signé) : RENE PORTNEUF, Ptre. "

Quelques années plus tard, M. de Portneuf devint curé de Saint-Joachim. Il occupait encore ce poste quand les Anglais vinrent mettre le siège devant Québec, en 1759. À l'approche des ennemis, les habitants de la côte de Beauport abandonnèrent leurs demeures, et se retirèrent dans les bois, au pied des montagnes, emmenant avec eux leurs troupeaux. Pendant deux mois environ, les envahisseurs respectèrent ces villages abandonnés. Mais vers la fin du mois d'août, les généraux anglais envoyèrent plusieurs compagnies de soldats ravager la côte, depuis le cap Tourmente en remontant vers l'Ange Gardien. Cette œuvre de ruine commença à la Grande-Ferme. Les propriétés que le séminaire de Québec possédait en cet endroit furent dévastées.

Continuant leur cruelle besogne, les soldats s'attaquèrent ensuite à l'église et au presbytère. Mais les paroissiens de Saint-Joachim, qui surveillaient de loin les mouvements de l'ennemi, ne purent rester impassibles devant un tel spectacle. Une quarantaine d'entre eux, habitués à manier le mousquet, s'embarquèrent dans un endroit favorable, et ouvrirent sur la troupe un feu meurtrier.

M. de Portneuf ne voulut pas abandonner ses gens à l'heure du danger, et au moment où ils pouvaient avoir besoin de

son ministère. C'était un sang militaire qui bouillonnait dans ses veines. Son père, le vainqueur de Casco, ses oncles, ses frères, avaient bien bravé la mort sous les plis du drapeau de la France. Il montra à ce moment qu'il était digne de sa race, et que le curé de Saint-Joachim était vraiment un Portneuf. On le vit s'exposer sans crainte et avec le plus sublime dévouement aux balles des ennemis. Ceux-ci, disposant de forces supérieures, finirent par faire plier la poignée de braves qui arrêtaient leur marche destructive. Les Canadiens furent forcés de reculer en laissant sept ou huit morts sur le champ de bataille. Le vaillant curé, dangereusement blessé, suivit ses paroissiens dans leur fuite. Mais il fit une chute, fut rejoint par les grenadiers anglais et haché à coups de sabre. Ce tragique épisode eut lieu le 23 août 1759. M. de Portneuf fut d'abord enterré dans le champ ensanglanté où il fut trouvé ; et, trois jours plus tard, il fut inhumé sans cercueil, sous le chœur de l'église de Sainte-Anne par M. Parent, curé de cette paroisse. Le lendemain, 27 août, les sept paroissiens de Saint-Joachim qui avaient été tués le même jour que leur curé, furent aussi inhumés à Sainte-Anne, leur église paroissiale ayant été détruite par les Anglais. Voici les noms de ces obscurs héros : Louis Paré, 64 ans ; Jean Gagnon, 69 ans ; Pierre Gagnon, 61 ans ; Charles Languedoc, 48 ans ; Michel Magnan, 30 ans ; Jean Fortin, 26 ans ; Louis Alaire, 20 ans.

La mort au champ d'honneur du curé de Saint-Joachim, jetait un dernier rayon de gloire sur cette famille qui s'était tant de fois inscrite aux pages de notre histoire.

IGNOTUS

Charles de Menou, seigneur d'Aulnay. (V, II, 578.) — Charles de Menou, seigneur d'Aulnay, appartenait à une des plus nobles familles du centre de la France. Elle était originaire du pays chartrain. D'Aulnay, qui paraît avoir été parent du commandeur de Razilly, l'accompagna dans son

expédition en Amérique en 1632. Il était son lieutenant et son homme de confiance. A la mort de Razilly, d'Aulnay lui succéda dans le commandement. Il peut être regardé comme le véritable fondateur de Port-Royal ; car c'est lui qui y créa la première colonie d'habitants fixés solidement au sol par la culture des terres.

On sait que l'Acadie était alors divisée entre trois grands feudataires. La Tour au sud, d'Aulnay au centre, Denys au nord. Tandis que ses deux concurrents se livraient au commerce des fourrures et des pêcheries, d'Aulnay fondait des établissements de colonisation, les seuls qui eussent des chances d'avenir. Ce fut là son grand mérite qui rachète ses fautes.

J'ai raconté, dans *Un Pèlerinage au pays d'Evangéline*, les éranges péripéties de ses luttes contre son redoutable voisin, Charles de la Tour, ses expéditions armées contre le fort de la rivière Saint-Jean, l'héroïque défense que lui opposa Madame de la Tour, les cruels traitements qu'il lui fit subir et qui ternirent son triomphe.

Quelques années après, d'Aulnay eut une mort digne de sa vie aventureuse : il fut trouvé gelé dans un marécage où il s'était enfoncé en revenant d'une de ses explorations. La Tour qu'il avait chassé de ses domaines, entra dans tous ses droits, par la plus bizarre des transactions : en épousant la veuve de d'Aulnay.

Lorsqu'on lit cette page qu'on croirait dérobée aux siècles barbares, et qui rappelle les romans de Walter Scott, on est forcé d'avouer que la réalité est ici plus étrange que la fiction : elle en a au moins tout l'imprévu et tout l'attrait. Cependant, malgré ce que ces aventures poétiques ont de séduisant, on se prend à désirer qu'elles n'eussent jamais existé, quand on réfléchit que si tant d'efforts stériles avaient été employés utilement, ils auraient pu assurer probablement à la France la colonisation de ces domaines. D'Aulnay y dé-

pensa à lui seul plus de huit cent mille livres ; il eut du moins sur ses rivaux le mérite de laisser quelques traces après lui.

L'ABBÉ H. R. CASGRAIN

En Amérique. (V, III, 588.)—On désigne encore de ce nom, surtout dans nos campagnes, les Etats-Unis, de même qu'il est entendu qu'un Yankee doit nécessairement s'appeler un " Américain." Le peuple n'admet pas, en quelque sorte, que le Canada soit situé en Amérique, et l'on dirait, en vérité, que notre longue sujétion coloniale a eu pour effet direct de nous amener à considérer le Canadien comme un intrus, ne possédant aucun droit dans la distribution de l'héritage de cet immense continent.

SYLVA CLAPIN

Le " Clairon du Roi." (V, III, 597.)— *Le clairon du roi* est un amusement de société qui consiste à se passer l'un à l'autre un objet quelconque, de telle façon qu'il échappe à la personne qui doit le saisir. En faisant circuler l'objet, la ronde entière chante :

Il a passé par ici,
Le clairon du roi, Mesdames ;
Il a passé par ici,
Le clairon du roi joli.

SYLVA CLAPIN

Les corvées. (V, III, 598.)—On donnait le nom de *corvée* à tout travail volontaire qu'on allait faire en commun pour assister un paroissien, soit pour l'érection d'une charpente de maison, de hangar, de grange dont il avait préparé de longue main les matériaux, soit pour une boucherie d'autonne, ou pour toute entreprise qui requérait pour un jour un nombre de bras exercés.

Ces concours utiles et agréables prenaient toutes les formes qu'on voulait leur donner. La toile du pays était en

grand usage chez nos pères, et pour cela le lin était un article de culture indispensable en Canada. Le broyage ou brayage du lin, pour en tirer la filasse et l'étaupe, amenait souvent des réunions fort gaies. Les mères et les filles y prenaient part, laissant aux hommes le gros de la besogne, comme l'installation à l'abri du vent, généralement au bord d'un bois, la disposition des braies en état de solidité, l'érection de la chaufferie, la préparation du combustible nécessaire, etc. On avait dû préliminairement battre le lin pour en conserver la précieuse graine. On l'avait fait rouir à la rosée sur le gazon pendant des semaines, puis remis en gerbes pour le transporter au lieu de l'opération.

Tous ces préparatifs faits, commençait alors avec animation le jeu des braies. Chacun prenait une poignée de lin brut, soigneusement chauffé et séché sur un tréteau à claire-voie, au-dessus d'un feu sans flamme ; il la faisait passer à plusieurs reprises sous la mâchoire unie de sa braie, rompant en petits bouts le bois de la tige qui tombait à ses pieds, ne lui laissant en mains que les filaments dégagés de l'écorce et de la chenevotte. C'était la douce filasse que l'on remettait aux mains plus délicates des femmes et des filles pour la peigner et en faire des rouleaux tressés.

Le procédé du séchage du lin donnait parfois lieu à des scènes émouvantes. Il arrivait, par exemple, que la chaleur trop intense du brasier mal contrôlé communiquait la flamme au lin séchant sur le tréteau. C'était comme l'éclair de la nue tombant sur un toit de chaume et le consommant en un instant. L'émotion devenait grande dans l'assistance sur le moment, mais le seau d'eau mis en réserve, en prévision d'un tel accident, avait vite raison de l'incendie. Ce, en attendant l'humiliation de la chauffeuse inattentive ne s'effaçait pas si tôt, elle avait à subir le feu des plaisanteries et des quolibets durant tout le jour pour expier sa négligence.

On ne joue plus guère à ce jeu dans notre province, la bonne toile canadienne ayant été remplacée, au moins en grande partie, par les cotonnades beaucoup moins substantielles et moins salubres.

L'on semait aussi le maïs sur toutes les fermes. Chaque habitant avait son champ de blé d'Inde à protéger contre l'envahissement des mauvaises herbes durant la croissance. Après la cueillette sur le champ venait l'épluchette à domicile. La jeunesse de ce temps-là faisait de ces épluchettes l'amusement le plus joyeux de l'automne. Gérin Lajoie consacre un joli chapitre de son *Jean Rivard* au souvenir qu'il en avait. Le premier épis rouge ou pourpre, très rare, mais ne manquant jamais, grâce à la prévoyance de quelque amateur, donnait, par convention, à l'heureux éplucheur qui le trouvait, à peu près les mêmes privilèges que la fève dans un gâteau des Rois. Ce fait seul constituait tout de suite une hiérarchie sociale de fantaisie conduisant à d'autres amusements, sous la direction des nouveaux élus, et à la danse inévitable de la fin.

Dans ces passe-temps agréables, convertis en véritables fêtes, commençaient bien plus judicieusement qu'aux bals, des amitiés franches et durables se terminant, tôt ou tard, par des contrats de mariage et des noces.

Ces faits ainsi groupés, sans art et sans abus de détails, démontrent suffisamment que les anciens Canadiens de nos campagnes agricoles se créaient une vie sociale qui leur était propre et qui n'avait rien de triste, d'ennuyeux et de monotone, comme pourraient le croire nos citadins et nos citadines. Ils se suffisaient à eux-mêmes pour leurs plaisirs comme pour leur subsistance. Ils acceptaient volontiers les peines du travail et dormaient tranquilles assurés par la foi que leur unique créancier et débitrice, la Providence, ne leur manquerait jamais, tant qu'il travailleraient sous son œil et suivraient ses inspirations.

RAPHAEL BELLEMBRE

Les Écossais au Canada. (V, V, 611.)—Les Écossais, que la défaite du prince Edouard plaça dans la situation de proscrits en quelque sorte, furent une douzaine d'années dans un état vraiment misérable ; car, si on ne les pendait pas, ils se trouvaient comme des enfants mis en pénitence. Le chef du clan des Fraser, principal groupe de la nation, eut l'idée d'offrir ses hommes à Pitt pour en former un régiment, ce qui fut accepté ; mais, à peine ce nouveau corps avait-il complété son organisation, qu'il reçut ordre (1759) de partir pour le Canada, et, afin que cet exil ne parût pas trop sévère aux braves de Culloden, on eut le soin de leur dire qu'ils allaient pouvoir se venger des Français, qui les avaient abandonnés, en 1745—du moins, c'était la plainte générale des Écossais pour expliquer leur défaite. Voilà comment ces highlanders eurent part à la prise de Louisbourg et à celle de Québec. Littéralement, Merimée a pu dire que le gouvernement britannique "expédia les hommes en Canada", laissant les femmes dans les montagnes de l'Écosse, car la politique de Pitt consistait surtout à se débarrasser d'un élément incommode pour lui. Maintenant, qu'advint-il de tout cela ? Les *Fraser* prirent goût au Canada ; on leur donna des terres ; ils épousèrent des Canadiennes, et leur descendance est française. Les Écossais nous ont conquis ; les Canadiennes ont conquis les Écossais.

BENJAMIN SULTE

Les prélats domestiques de Sa Sainteté. (V, VI, 629.)—" Les premiers prélats domestiques furent vraisemblablement les notaires apostoliques institués par saint Clément pour recueillir, dans les différentes régions de Rome, les actes des martyrs. A mesure que la puissance pontificale se développait, les Papes étaient obligés de se servir d'un plus grand nombre de personnes qui, nécessairement et par la force des choses, avaient la charge prélatice sans en porter le nom. Petit à petit, ces différents emplois de la Cour

pontificale se subdivisèrent entre eux, se partagèrent mieux des attributions qu'ils cumulaient auparavant, et un titre général servit plus tard à désigner toute cette classe de personnes qui, sans être cardinaux ou évêques, avaient cependant dans la Cour pontificale un emploi leur donnant une préséance, et leur permettant de dire *prae lati*.

“ Alexandre VII, en 1659, délimita mieux la dignité prélatice et les différentes manières de l'acquérir. Il y avait à cette époque la prélature dite *noire* et la prélature *usuelle*. La première s'appelle *de justice*, la seconde *de grâce*. Il n'y a plus aujourd'hui d'exemples de la prélature *noire* ou de *justice*, car ceux qui l'ont acquise obtiennent facilement de la bienveillance pontificale leur passage à la prélature *violette* ou de *grâce*.

“ Le costume du prélat domestique est identique à celui de l'évêque hors de son diocèse, à cela près qu'il ne comporte ni croix, ni anneau, que la barrette comme la calotte doivent être noires sans aucun liseré ou filet, et que le cordon du chapeau est violet. La soie étant le distinctif de la Cour pontificale dont ils font partie, les prélats domestiques prennent en été la soutane et la mantelletta de soie violette, tandis que le vêtement des évêques doit être de laine.

“ Ils timbrent leurs armes d'un chapeau violet d'où descendent six glands de même couleur, et leur chapeau pontifical, qui ne sert qu'aux cavalcades et à leur enterrement, est en drap noir doublé de soie violette, avec cordons de même couleur.

“ Le prélat domestique de Sa Sainteté, ou encore prélat de la maison de Sa Sainteté, s'appelle en latin *Antistes urbanus* ou encore *Antistes domus Pontificis Maximi*. Le titre qui lui convient est “ Illustrissime et Révérendissime ” et celui de “ Monseigneur.”

“ Les prélats domestiques sont nommés par un bref *ad perpetuam rei memoriam* et leur charge est à vie.” (Battandier.).

Prélats domestiques canadiens : Mgr H. Têtu, Mgr C. Tanguay, Mgr Marois, Mgr C.-O. Gagnon, Mgr I. Gélinas, Mgr C.-F. Cazeau, Mgr J.-B.-Z. Bolduc, Mgr M.-E. Méthot, Mgr D.-S. Ramsay, Mgr A.-N. Bellemare, Mgr J. S. Raymond.
P.-G. R.

Le "Petit Canada." (V, VI, 623.)—Lors du premier voyage de Champlain dans la Nouvelle-France, en 1603, Bechourat, sagamo montagnais résidant à Tadoussac, donna son fils à Pontgravé pour l'emmener en France.

C'est sans doute ce jeune Montagnais qui fut tenu sur les fonts du baptême, le 9 mai 1604, par Alexandre de Vendôme et sa sœur, enfants de Henri IV et de Gabrielle d'Estrees.

Privé de sa liberté, le fils du sagamo Bechourat ne tarda pas à tomber malade. On le transporta au château de Saint-Germain, où un appartement lui fut donné.

C'est dans ce même château que madame de Monglat élevait le fils de Henri IV, alors âgé de quatre ans, et qui devait être, quelques années plus tard, Louis XIII.

Le médecin de ce jeune prince, Jean Héroard, a tenu un journal de ses actions, jour par jour, depuis sa naissance jusqu'à ce qu'il eut atteint l'âge de vingt ans.

À la date du 23 mai 1604, nous lisons dans le *Journal* de Héroard :

" A huit heures levé, bon visage, gai, vêtu, il avale (met) ses bas de chausses disant : *Voyez la belle jambe*. A neuf heures et demie déjeuné sur la fenêtre du préau ; il voit des hommes qui passent, leur crie : *Bonjour, Messieurs, je m'en vais boire à vous*. A six heures il voit en passant le Petit Canada à la fenêtre, malade, il lui fait porter de son potage."

Le *Petit Canada* dont il est question ici, c'est le sauvage amené de Tadoussac par Pontgravé.

Une semaine plus tard, le 31, Héroard écrit :

" Levé contre son gré par Mme de Monglat ; il tenoit des verges, lui en donne un bon coup sur le visage. ne veut point de Mme de Monglat, s'y opiniâtre, en est fouetté. Il envoie à dîner à Canada."

Il faut croire que le dauphin avait de l'affection pour le *Petit Canada*, car le 10 juin il lui envoie encore porter quelque chose.

"M. de Vendôme (son frère) arrive, note ce jour-là Héroard, se met auprès de lui, à la main gauche; il le repousse par deux diverses fois de la main droite : *allez plus loin*. M. de Vendôme, de son mouvement, lui baise le dessus de la main et à l'improvvu. *Ha !* dit-il en faisant le fâché, *vous baisiez ma main*, et la frotte contre sa robe. Promené au jardin, amené à la Reine, mis en carrosse. A deux heures goûté, amusé, ramené en la salle du Roi, il fait sortir un cul-de-jatte qui jouait du flageolet, disant : *Mettez dehors ; qu'il joue, mais je ne le veux pas voir*. Il ne veut point voir Olyvette, folle de feu Mme de Bar, ne veut point voir maître Guillaume (fou du roi), n'aime point les fols de cette sorte. Soupé ; il fait porter de la gelée au petit Canada, malade ; s'amuse à voir les passants."

Le *Petit Canada* mourut le 18 du même mois. Les médecins ne purent rien faire pour lui ; c'est l'air de ses montagnes qui lui manquait.

Le lendemain de la mort du pauvre petit montagnais, on offre au dauphin une écuelle de cerises. Il la repousse en disant : Voilà pour le *Petit Canada*.

Plus d'une année après la mort du petit indien, le 15 novembre 1605, à propos d'objets rapportés du Canada par M. de Monts ("... Mené au Pecq et passé l'eau pour voir dans un grand bateau, un animal porté du Canada par M. de Monts, de la grandeur d'un élan. Il y avait une petite barque faite à la mode du pays, avec du junc, et couverte d'écorce d'arbre, teinte de rouge, faite de façon de gondole et ayant les avirons du bois du pays..."), le dauphin se ressouvient du *Petit Canada*, de sa façon de prononcer, de la couleur de son habit bleu, de la forme de son bonnet, rond comme celui du roi, son père.

P.-G. R.

QUESTIONS

630.—Dans les *Mémoires sur la vie de Mgr de Laclat* par M. de LaTour, on lit : " Un bénédictin déguisé vint à l'appui du parti faire une incursion en Canada ; il s'insinua d'abord chez les curés de campagne, ensuite dans les communautés de religieux ; mais le prélat le fit repasser en France, où sa communauté le réclama, et le désavoua dès qu'elle en fut instruite."

Où trouverais-je des renseignements sur les allées et venues de ce moine dans notre pays ?

RELIG.

631.—Un vieil habitant de Lotbinière me fait remarquer que " le Platon " était autrefois nommé le " Cap-à l'Arbre." Les chroniques du temps des Français nous parlent souvent d'un endroit, entre Québec et Trois-Rivières, qu'elles dénomment le " Cap-à l'Arbre." Le " Platon " d'aujourd'hui ne serait-il pas le " Cap-à l'Arbre " d'autrefois ?

LOTBIN.

632.—En 1688, le Conseil Supérieur de la Nouvelle-France établit un bureau des pauvres dans chacune des villes de Québec, Trois-Rivières et Montréal. Ces bureaux des pauvres ont-ils fonctionné longtemps ? Quelle était leur manière d'agir ? Ressemblaient-ils en quelque façon à nos sociétés Saint-Vincent de Paul ?

RROS.

633.—L'honorable M. de Boucherville disait, pendant la dernière session de la législature de Québec, que les patriotes du district de Montréal avaient organisé, en 1837, un système de conciliation entre eux de manière à ne pas se servir des tribunaux. Tout renseignement sur le fonctionnement de ces tribunaux m'obligerait.

C.

634.—Dans des notes manuscrites de feu M. Bibaud que j'ai en ce moment sous les yeux, il est souvent question du *Journal* de Joseph Papineau, le père du grand Papineau. Ce *Journal*, si j'en juge par les extraits qu'en fait M. Bibaud, devait être fort intéressant. Existe-t-il encore, ce *Journal* ?

X. X. X.

635.—Connaissez-vous quelque chose de la vie de l'abbé Paul Cassegrain à qui, paraît-il, le cardinal Fleury offrit l'évêché de Québec et qu'il refusa ?

OM.

636.—A quelle date remonte l'impression du premier calendrier tel que nous l'avons actuellement, avec la liste du clergé au bas ? Connaissez-vous quelqu'un qui en possède la collection complète ?

COLL.

637.—Fitchett, dans son récent ouvrage *Fight for the Flag*, parlant de la fameuse frégate "Canada", qui contribua pour une si grande part au succès de lord Rodney dans sa célèbre victoire sur la flotte du comte de Grasse, en 1782, dit que ce vaisseau, en cette mémorable occasion, était commandé par un capitaine Dumaresq.

James Grant, dans ses *British Battles by Land and Sea*, dit que la "Canada" était commandée dans cette bataille par le capitaine Cornwallis, qui plaça son vaisseau le long de la "Ville de Paris," le vaisseau amiral français, et ne le lâcha que lorsqu'il fut en ruines.

Lequel des deux écrivains dit la vérité ?

E.-A. HART

638.—Où mourut le premier juge Bédard ? Quelles relations de parenté avaient avec le juge Bédard, premier du nom, le juge Elzéar Bédard, mort à Montréal en 1849, et Elzéar Bédard l'auteur de la chanson patriotique bien connue : *Sol canadien, terre chérie* ?

RIO

639.—La chanson : *C'est la faute à Papineau* a-t-elle été publiée ? Où ?

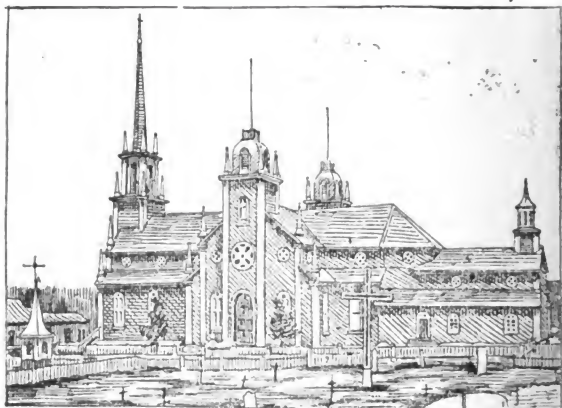
CHANS.

640.—Que devint l'abbé Gazelle, ce prêtre français qui, en 1793, accompagnait l'abbé Desjardins au Canada ? Je sais qu'il partit de notre pays en 1796.

R. B. C.

641.—Dans l'histoire de la Nouvelle-France, au dix-septième siècle, il est souvent question d'un endroit qu'on appelle "la Potherie," situé entre Québec et Trois-Rivières. Connaissez-vous le site exact de cette ancienne localité ?

T.-RIV.



EGLISE DE SAINT-FRÉDÉRIC DE DRUMMONDVILLE

BULLETIN

DES

RECHERCHES HISTORIQUES

VOL. 5

AOUT 1899

No. 8

SAINT-FRÉDÉRIC DE DRUMMONDVILLE

La paroisse de Saint-Frédéric de Drummondville est une des plus anciennes des Cantons de l'Est. Sa large étendue de territoire fut divisée en townships par l'arpenteur Jones, en 1792. La fondation de cette paroisse remonte au commencement du dix-septième siècle.

C'est aux dernières heures du crépuscule, le 20 mai 1815, que le général Frédéric-Georges Herriot, qui remontait la rivière Saint François, à la tête d'un détachement de soldats appartenant aux régiments licenciés de Meurons et de Voltigeurs, planta sa tente sur la côte sud de la rivière, à l'endroit précis où se trouve aujourd'hui la villa de M. Sam Newton.

Emmerveillé du site et des pouvoirs d'eau presque naturels dont il prévoyait sans doute les immenses avantages pour le futur, il appela ce magnifique promontoire qui domine les chutes "Drummondville", du nom du gouverneur Drummond.

Les différents missionnaires qui se sont succédés depuis l'établissement primitif de la colonie jusqu'au 2 juillet 1856, date où la paroisse fut érigée canoniquement (décret civil, 6 septembre), ont tous fait preuve d'une vive énergie et d'un dévouement sans bornes, et l'harmonie qui a toujours existé entre les habitants de croyances différentes est la preuve d'une sage administration.

Les missionnaires catholiques furent M. Rimbault, de 1815 à 1819, et le vicaire-général Kelley, curé de Sorel, de 1820 à 1823. C'est le 25 novembre 1822, que fut bénie la première église des Cantons de l'Est, dont l'antique clocher est précieusement conservé.

Missionnaires et curés : M. Rimbault, 1815-19 ; M. Kelley, 1820-23 ; J. Holmes, 1823-27 ; M. Power, 1827-31 ; H. Paisley, 1831-32 ; M. Robson, 1832-42 ; M. O'Grady, 1842-46 ; M. Dorion, 1846-53 ; J.-B. Leclair, 1853-54 ; F.-O. Belcourt, 1854-61 ; J.-O. Prince, 1861-65 ; M. Marchand, 1765-89 ; M. Alexandre, 1889-93 ; Thomas Quinn, curé actuel. R.

LE PÈRE SÉBASTIEN RASLE

Le 23 août 1724, une armée de onze cents hommes organisée à Boston tombe à l'improviste, sans avoir été aperçue, sur le village de Nanrautsouak. Il n'y avait pour le défendre qu'une cinquantaine de guerriers valides. Surpris, à trois heures du matin, ils sortent de leurs demeures et une vive fusillade s'engage entre eux et l'armée ennemie ; trop faibles pour résister, ils n'ont qu'un but, protéger leurs femmes, leurs enfants et les vieillards infirmes, et leur donner à tous le temps de gagner le bois et de s'y mettre en sûreté.

Au bruit de la fusillade, le Père Rasle, qui se trouvait dans la chapelle, sort et va au devant des assaillants, dans l'espoir d'attirer sur lui seul leur attention et de sauver la vie à ses néophytes. Son espoir n'est pas trompé. En le voyant, les Anglais poussent un grand cri de joie ; leurs fusils se dirigent sur lui, et il tombe sous une grêle de balles au pied d'une croix plantée au milieu du village. Sept sauvages, qui se portent à son secours, meurent à ses côtés.

Pendant ce temps, la plupart des néophytes ont pu s'enfoncer dans la forêt, après avoir perdu une trentaine des leurs.

Les Anglais, ne rencontrant nulle part de résistance, pillent et brûlent les cabanes, profanent les vases sacrés et les saintes espèces et incendient l'église ; enfin, après avoir massacré indignement quelques femmes et des enfants qui n'ont pu s'enfuir, ils abandonnent le village avec précipitation, comme saisis d'une terreur panique.

A peine se sont-ils retirés, que cent cinquante personnes, qui ont échappé au massacre, rentrent à Nanrautsouak. Le village en flammes présentait l'image de la ruine et de la désolation. Rien ne les émeut comme la vue de leur Père aimé.

“ Le Père Rasle était percé de coups, la chevelure enlevée, le crâne brisé à coups de haches, la bouche et les yeux remplis

de boue, les os des jambes fracassés, et tous les membres mutilés." (1) On voyait que les ennemis s'étaient acharnés sur ce cadavre. Ses néophytes versent sur lui d'abondantes larmes ; et, après avoir plusieurs fois baisé ses précieux restes, ils l'ensevelissent à l'endroit où, la veille, il avait célébré les saints mystères, c'est-à-dire à la place où était l'autel avant que l'église fut brûlée.

En apprenant cette mort du missionnaire, le Père de la Chasse demande pour lui au supérieur du séminaire de Montréal, M. de Belmont, les suffrages de l'Eglise, en vertu de la communication de prières, qui existe entre ces Messieurs et les Jésuites. " C'est faire injure à un martyr que de prier pour lui," répond le supérieur, en rappelant dans la circonstance les paroles de saint Augustin. C'était bien là, du reste, l'idée que se faisaient de cette mort, tous ceux qui connaissaient le Père Rasle. Il portait à un haut degré ce sentiment de l'apostolat, qui ne recule devant aucun sacrifice ni aucun danger pour le salut des âmes rachetées par le sang de Jésus-Christ.

Né d'une famille honorable au diocèse de Besançon, en Franche-Comté, il était entre en 1675 dans la Compagnie de Jésus, à Dôle, après avoir accompli deux ans entiers de philosophie. Il venait de terminer ses dix-huit ans. Envoyé à la fin de son noviciat, à Carpentras, puis à Nîmes, il y professa tour à tour la grammaire, les humanités et la rhétorique, et, aux heures de liberté que lui laissait sa classe, il s'occupa spécialement des jeunes ouvriers de ces deux villes. Il aimait beaucoup cette œuvre et celle des pauvres. A Lyon, pendant son cours de théologie, une autre œuvre du même genre, celle des portefaix faisait sa plus agréable distraction après de longues heures consacrées à l'étude de la *Somme* de saint Thomas.

(1) Ferland, II, p. 421.

Cet esprit distingué, dont ses confrères admiraient la souplesse dans toutes les questions spéculatives et littéraires, semblait trouver son plus grand plaisir à traiter avec les petits et les déshérités de ce monde. Bien qu'il ne fût pas encore prêtre, il dirigea plusieurs années la congrégation des ouvriers et celle des porte-faix, et il se réserva l'enseignement de la doctrine chrétienne aux domestiques. Personne qui ne vit en lui une âme d'apôtre. Dévotion, activité, vertu, santé de fer, il avait tout ce qu'il faut pour réussir dans les missions sauvages ; aussi ne fut-on pas étonné de le voir s'embarquer à la Rochelle pour l'Amérique du Nord, le 23 juillet 1689. Alors, on s'expliqua également pourquoi ce religieux, si avare de son temps, aimant l'étude et les œuvres de charité, faisait encore de la peinture et des ouvrages de tour : tout cela devait un jour servir au futur apôtre dans les forêts du Nouveau Monde.

“ A mon arrivée à Québec, je m'appliquai, écrivit-il à son frère, à apprendre la langue de nos sauvages. Cette langue est très difficile, car il ne suffit pas d'en étudier les termes et leur signification, et de se faire une provision de mots et de phrases, il faut encore savoir le tour et l'arrangement que les sauvages leur donnent, et que l'on ne peut guère attraper que par le commerce et la fréquentation de ce peuple.” (1)

Le P. Rasle *attrapa*, et assez vite, ce tour et cet arrangement ; bientôt il n'y eût dans le continent aucune langue sauvage dont il n'eût quelque teinture. Outre la langue abénakise, qu'il possédait plus à fond, il parlait facilement, même avec élégance, le huron, l'outaouais et l'illinois.

Envoyé d'abord à Saint-François de Sales, puis au pays des Illinois, il ne resta que deux ans dans cette dernière mission. Naurantsouk fut le vrai théâtre de son long apostolat

(1) Lettres édifiantes, t. VI, pp. 154, 161 et suiv.

de trente-cinq ans dans l'Amérique septentrionale. Infatigable, il ne passait pas un seul jour sans instruire ses sauvages et les visiter. Dur à lui-même, il jeûnait presque continuellement, ne prenait jamais ni vin, ni viande, ni poisson ; sa seule nourriture était de la bouillie faite de farine de bled d'Inde, quand il n'était pas réduit, pendant l'hiver, à se nourrir de glands. Quelles que fussent ses occupations et sa fatigue, il ne voulut en aucune circonstance accepter les services de personne. Il cultivait lui-même son jardin, faisait son ménage, préparait la sagamité, allait chercher le bois dans la forêt et le coupait. Tout ce qu'on lui envoyait de Québec était distribué aux pauvres. " Comme il savait un peu de peinture et qu'il tournait assez proprement, il décorait son église d'ouvrages travaillés de ses mains." Une partie de ses nuits se passait à prier ou à travailler. Cet homme si austère était cependant d'un caractère aimable et enjoué. D'un abord facile, toujours prêt à rendre service, il était aimé et respecté des Français et des sauvages. Le gouvernement de Québec l'estimait comme un des plus fermes soutiens de la colonie, à cause de sa grande influence sur les Abénakis, qui les gardait fidèles à la France. Sa mort, arrivée le 23 août 1724, causa d'universels regrets. (1)

Cent neuf ans après son martyre, Mgr Fenwick, évêque de Boston, achetait une acre de terre renfermant l'emplacement de l'ancienne église des Indiens, de la sacristie et de la cabane du Père Rasle, *pour y élever un monument à la mémoire d'un des hommes les plus distingués qui soient venus sur ces parages, en qualité de missionnaires.* (2)

" L'ancien village de Nanrantsouak est éloigné d'environ six milles du village actuel de Norridgewock, état du Maine, un peu dessus et presque vis-à-vis l'embouchure de la rivière Sandy dans le Kennebec. C'est une belle plaine environnée

(1) Lettres édifiantes, p. 1724, p. 237.

(2) *Annales de la Propagation de la Foi*, vol. VII, année 1834-1835.

de collines élevées ; elle s'étend l'espace d'un bon quart de mille sur le bord oriental de la rivière qui s'étend de ce côté. Les cabanes des Indiens étaient placées dans la direction du Nord au Sud. Il y avait sur le bord de la rivière une route commune, et entre les deux rangs des cabanes une rue de deux cents pieds de largeur. L'église était située à l'extrémité méridionale, et avait sa principale entrée sur un des côtés de la place qui allait de là jusqu'à la rivière. L'autel était à l'orient. La maison du Père Rasle se trouvait près de la sacristie, à l'Est." (1)

C'est là, sur le tombeau du Père Rasle, au lieu même qu'occupait autrefois l'autel où il avait si souvent célébré le saint sacrifice de la messe, que fut élevé le monument en granit taillé. " Il est en forme d'obélisque et a vingt pieds de haut, y compris la base ; il est surmonté d'une croix en fer bien travaillé, haute de trois pieds, et qui peut être vue d'une distance considérable." (2)

La cérémonie d'inauguration eut lieu le 23 août 1833, en présence de plusieurs milliers de catholiques et de protestants, accourus des points les plus éloignés de l'immense diocèse de Boston. Les Indiens Pénobscots, ces descendants des Abénakis dont beaucoup avaient été massacrés avec le Père Rasle, étaient là, heureux de rendre hommage au grand apôtre de leurs ancêtres. Mgr Fenwick présidait. Au milieu de la cérémonie, il prit la parole, et, d'une voix forte et claire, devant la foule recueillie, il développa, en les appliquant au martyr, ces belles paroles des livres saints : *Sa mémoire ne périra point, son nom sera invoqué de génération en génération ; les peuples proclameront sa sagesse, et l'Eglise des saints chantera ses louanges.*

(1) *Ibid.*, Vol. VII, année 1834-1835, pp. 186 et 187. On conserve dans la bibliothèque publique de Portsmouth le bureau à écrire du Père Rasle.

(2) *Ibid.*, vol. VII, p. 190.

JACQUES LE GARDEUR DE SAINT-PIERRE

Jacques Le Gardeur, écuyer, sieur de Saint-Pierre, chevalier de l'Ordre royal et militaire de Saint-Louis, appartenait à la branche de Repentigny, de la noble famille Le Gardeur établie au Canada. La famille est originaire de Normandie et descend de Jean Le Gardeur, sieur de Croysille, qui fut anobli en 1510. Charlotte de Corday, veuve de René Le Gardeur, sieur de Tilly, de Thury-Harcourt, en Normandie, petit-fils du sieur de Croysille, vint dans la Nouvelle-France en 1636, avec ses deux fils, Pierre Le Gardeur, sieur de Repentigny, et Charles Le Gardeur, sieur de Tilly, et sa fille Marguerite, femme de Jacques Le Neuf de la Potherie, et s'établit près de Québec. Pierre Le Gardeur et sa femme, Marie Favery, dont la vénérable Mère de l'Incarnation et l'intendant Talon valent l'extraordinaire beauté de caractère, eurent trois enfants nés en France, et deux au Canada ; le plus jeune des enfants français, Jean-Baptiste, qui hérita ensuite des titres de son père, épousa Marguerite Nicollet, fille de Jean Nicollet, qui découvrit le Wisconsin, en 1634. De ce mariage est né Jean-Paul Le Gardeur, premier sieur de Saint-Pierre, qui se distingua par ses découvertes et ses explorations dans l'Ouest, aussi bien que dans les guerres entre la Nouvelle-France et la Nouvelle-Angleterre.

Jacques Le Gardeur, second sieur de Saint-Pierre, que Washington visita dans la vallée de l'Ohio, était le plus jeune fils de Jean-Paul Le Gardeur, sieur de Saint-Pierre, et de Josette Le Neuf de la Vallière, sa femme, et naquit en 1701, à la seigneurie de Repentigny, située près de Montréal, qui avait été octroyée à Pierre Le Gardeur, sieur de Repentigny, en 1647. À l'âge de quinze ans, il servait déjà son pays chez les sauvages. En 1732, il était enseigne dans l'ar-

mée coloniale, et, en 1735, il fut nommé commandant du fort Beauharnois chez les Sioux, sur le lac Pepin, dans le Minnesota, poste qu'il abandonna en 1737. Cette même année, étant lieutenant, il commanda une compagnie venue du Canada dans l'expédition contre les Chickasaws, et érigea un petit fort sur la rivière Yazoo, dans l'Alabama. En 1745, il conduisit des partis d'éclaireurs dans le voisinage de Saratoga et de Crown-Point (Pointe à la Chevelure), dans l'Etat de New-York. L'année suivante, il conduisit une expédition en Acadie. Il fut envoyé pour commander le poste de Michillimackinac, en 1747, et rétablir l'ordre dans le pays d'en-haut ; le gouverneur, M. de La Galissonnière, le recommanda hautement pour sa conduite en cette circonstance, auprès de la cour de France. En 1750, il fut nommé capitaine, et on lui donna le commandement d'une expédition chargée de continuer les explorations de la Vérendrye, le découvreur des Montagnes Rocheuses. Il ne réussit pas, cependant, à trouver la rivière de l'Ouest (la rivière Colombie de l'Oregon), et ne pénétra personnellement que jusqu'à la Saskatchewan. Il revint à Montréal, en septembre 1753, et fut envoyé immédiatement au secours de Marin, commandant du district de la rivière Ohio et de ses dépendances, qui était dangereusement malade au fort LeBeuf.

A son arrivée à la rivière Ohio (Belle Rivière), il trouva le capitaine Marin mort, et son parent, le chevalier de Repentigny, à la tête du fort. Au mois de décembre, le major Washington vint le voir, comme étant le chef de l'armée canadienne, pour le sommer, au nom du gouverneur de la Virginie, de quitter le pays. Il reçut Washington avec la plus grande courtoisie, et, au bout de trois jours, il remit sa réponse au gouverneur Dinwiddle. Cette lettre est un modèle de fermeté militaire aussi bien que de la noblesse des sentiments qui caractérisait l'officier canadien. Je la reproduis dans son entier.

“ Monsieur,

“ Comme j’ai l’honneur de commander icy en chef, M. Washington m’a remis la lettre que vous avez écrite au commandant des troupes françaises. J’aurais souhaité que vous lui eussiez donné ordre ou qu’il eût été disposé à aller jusqu’en Canada pour y voir notre général, à qui appartiendra, plus qu’à moi, de mettre en évidence les droits incontestables du Roy, mon maître, sur les terres situées le long de l’Ohio, et de réfuter les prétentions du Roy de la Grande-Bretagne à icelles.

“ Je ferai passer votre lettre à M. le marquis du Quesne. Sa réponse sera ma loy, et, s’il m’ordonne de vous la communiquer, vous ne devez pas douter, monsieur, que je ne vous la fasse parvenir en diligence.

“ Pour la réquisition que vous faites de me retirer, je ne crois pas devoir y obéir. Quelles que soient vos instructions, les miennes sont d’être icy par l’ordre de mon général, et je vous prie, monsieur, d’être persuadé que je tâcherai de m’y conformer avec toute l’exactitude et la résolution qu’on doit attendre d’un bon officier.

“ Je ne sache pas qu’il se soit rien passé, pendant tout le cours de cette campagne, qu’on puisse regarder comme acte d’hostilité, ni comme contraire aux traités entre les deux couronnes, dont la continuation nous intéresse autant et nous est aussi agréable qu’aux Anglais. Si vous aviez bien voulu entrer dans le détail des faits qui font le sujet de vos plaintes, j’aurais eu l’honneur de vous répondre de la façon la plus satisfaisante qu’il m’eût été possible.

“ Je me suis fait un devoir d’accueillir M. Washington avec toute la distinction due à votre dignité et à son mérite personnel, et je me flatte, Monsieur, qu’il me rendra la justice d’en être mon garant auprès de vous, ainsi que des témoignages du profond respect avec lequel,

“ J’ai l’honneur d’être, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur,

“ LE GARDEUR DE SAINT-PIERRE,

“ Du fort sur la rivière aux Bœufs.

“ Le 15 décembre 1753.”

Le major Washington parle de M. de Saint-Pierre comme d’un soldat magnifique et d’un vétéran. Il était alors, en effet, un vétéran au service de son pays, mais il n’avait que cinquante-deux ans. Il fut remplacé par M. de Contrecoeur peu de temps avant la capture de Washington et de son armée, au fort Nécéssité, par Coulon de Villiers, frère de Coulon de Jumonville, et, l’année suivante, il commanda le corps des Sauvages alliés dans la malheureuse expédition du baron Dieskau, et fut tué dans le premier engagement à la bataille de Lake George (lsc Saint-Sacrement), le 8 septembre 1755. Ses parents, MM. de Repentigny et de Montesson, furent blessés grièvement à la même bataille ; et, longtemps après la célébration du jour d’actions de grâces ordonnée dans la nouvelle-Angleterre, en honneur de la victoire remportée à Lake George, ses fidèles Nipissings et Algonquins continuèrent à enlever des chevelures anglaises et iroquoises pour venger sa mort prématurée.

Quelques-uns des membres plus jeunes de la famille Le Gardeur émigrèrent en France, après la capitulation du Canada, et se sont distingués comme généraux dans les armées françaises et comme gouverneurs de province. L’un d’eux commandait un vaisseau de la flotte de l’amiral de Grasse, venue en Amérique pour aider Washington à conquérir l’indépendance des Etats-Unis.

EDMOND MALLET

UNE CHANSON DE 1812

Pierre Beaupré, ingénieur civil demeurant à Sorel en 1812, était père de dix-huit enfants, dont quatorze vivaient encore ; trois filles : Marie-Anne, épouse de M. Gauvreau ; Sophie, mariée à M. Poitras ; Séraphine, mariée à M. Fortin ; onze garçons : Pierre, Etienne, François, Joseph, Charles, Jean-Baptiste, David, Prisque, Alexandre, Amable-Edouard, Louis, sur lesquels dix entrèrent dans le service militaire en 1812 ; en plus, l'un de ses gendres s'enrôla également. Ce vide du foyer domestique paraît l'avoir préoccupé, avec raison, plus que tout autre, et le porta à composer une chanson qui n'a pas été imprimée, mais que l'un de ses petits-fils, résidant à Kingston, conserve avec soin parmi ses souvenirs de famille. Nous la donnons sans y changer un iota :

Je suis père infortuné
D'une grande famille
Etant seul je veux chanter
Pour dissiper mes ennuis
De mes enfants délaissés
Secourant la Patrie
Tous au service du Roi
Les noms sont comme suit :

Pierre il te faut marcher
L'ainé des dix-huit
Les autres sont à l'armée.
Vole donc à leur suite
A la tête d'un convoi
Fait paraître ton zèle
Montre l'ardeur et l'exploit
Et sois leur modèle.

Etienne je vois passer
Sergents et quartier maître
D'une brigade effarée
Dont tu te fais fête
Que Dieu conserve ta vie
Dans tous tes voyages
Fait frémir les Bostonnais
C'est là ton partage.

François mon troisième fils
Où donc est ta retraite
Est tu mort ou en vie
Que je suis inquiète
Ton courage pour le Roi
Sera comme je le crois
Et après la conquête
Tu seras récompensé.

Joseph ton besson
N'a pas le même avantage
Interprète des Hurons
Et des autres sauvages
Dans plus d'un endroit
Rencontrant des précipices
Il est fidèle à son Roi
Lui rendant des services.

Pauvre Charles si tu revient
Joindre ton vieux père
Jette ta caisse au fin fond
De la grande Rivière
Viens soupirer avec moi
Et conserve ta vie
Nous crierons vive le Roi
Quand tu seras guéri.

Pauvre gendre prisonnier
Un ancien capitaine
Officier de Sa Majesté
Où je ressens de la peine
D'un vaisseau autrefois
Soumis à tes ordres
Exécutant les exploits
Tu obéissais aux ordres.

Jean-Baptiste son compliment
Six mois dans la milice
Six enfants t'as emmenés
Depuis à Morris Creek
Tous d'un joyeux entrain
En disant dans le refrain
Vive le Roi Vive le Roi
Je crois que je suis quitte.

David son compliment
Rendu à Kingston
Travaille aux bâtiments
Comme les autres hommes
En m'informant de toi
Ainsi de ta famille
Sois fidèle au Roi
Le reste de ta vie.

Prisque aujourd'hui content
De quitter l'Acadie
Avec hardiesse il alla au camp
Pour y frapper l'ennemi
Il partit sans différer
Au service du Roi
Puis il revint en homme
Charpentier à Kingston.

Amable Edouard est parti
Dans le mois de mai
A Kingston il se rendit
Charpentier de navire
C'est là qu'avec grande joie
Et sans aucune crainte
Il marque les Bostonnais
Jusque dans leurs enceintes.

Cher petit Louis mon dernier
Ah que tu est jeune
Dans ta treizième année
On ta vu mid-hipman
A York on t'a vu dit-on
Avec beaucoup d'audace
Montrant ton hardiesse
Défendre ton canon.

S'ils revenaient tous vivants
Pour moi que de gloire
Je courrais vite au camp
Y chanter la victoire
Quoique passé soixante ans
Je partirais sans peine
J'aurais le commandement
Comme un vieux Capitaine.

Vous qu'on nomme grand guerrier
Lieutenant, Capitaine ou
Tout autre officier
Et gouverneur même
Pouvez-vous montrer
Dans tous vos domaines
Onze enfants dans l'armée
Complattant avec zèle.

L'auteur de ces couplets mérite une place dans l'histoire de la milice du Canada, à côté de ses courageux enfants. Nous savons qu'il mourut en 1816. Il paraît avoir été le petit-fils de Pierre Beupré, maître-serrurier aux forges Saint Maurice, et, ce qui est plus curieux, frère ou cousin d'Antoine Beupré, des Trois-Rivières, qui, se trouvant à Paris le 5 mars 1793, en plein sous le régime de la Terreur, prononça un discours, dans un café de la place du Louvre, où il prenait Robespierre à parti et déclarait que le meilleur gouvernement pour la France serait une bonne imitation du

système de la Grande-Bretagne. Louis XVI étant mort sur l'échafaud, Beaupré demandait la restauration du Dauphin avec gouvernement constitutionnel. Il fut arrêté sur le champ et conduit à la guillotine.

BENJAMIN SULTE

DE MONTRÉAL À QUEBEC

En 1827, un M. Pemberton, marchand, de Québec, paria un fort montant qu'il se rendrait à pied, en plein hiver, de Montréal à Québec.

Pemberton partit de Montréal le 20 février dans la matinée et arriva à cinq heures du soir à Berthier où il coucha.

Le lendemain à cinq heures il se remit en route, prit son déjeuner à la Rivière-du-Loup, et à cinq heures et demie du soir arriva aux Trois-Rivières. Une tempête de neige avait rendu la route très pénible.

Après s'être reposé trois heures, il se remit en marche et arriva à Champlain à minuit. L'ignorance de son guide lui avait fait faire un détour d'une lieue.

Le 23, il se remit de nouveau en route à six heures, et malgré les mauvais chemins il arriva aux Grondines à cinq heures du soir.

A huit heures il se remit en marche et arriva au Cap Santé le lendemain à deux heures du matin.

Il prit quelque heures de repos et à huit heures il continua. Il arriva devant la cathédrale de Québec un peu avant sept heures du soir.

Il avait les jambes enflées et les yeux en feu, et il était tellement fatigué qu'il déclara qu'il ne ferait pas ce voyage une deuxième fois pour cinq cents louis.

P. G. R.

UN OUVRAGE DE FÉNELON

On sait que le livre de Fénelon "*Des Maximes des Saints*" fut condamné par l'Eglise. L'historien de Fénelon, le cardinal de Bausset, ne partageait pas l'opinion émise par quelques écrivains que l'archevêque de Cambrai avait donné à sa cathédrale un ostensor en or sur lequel la Religion était représentée foulant aux pieds un exemplaire des *Maximes des Saints*. Lorsque la première édition de la *Vie de Fénelon* vit le jour, le saint abbé de Calonne, alors chapelain des Ursulines des Trois-Rivières, adressa à une revue française qui, elle aussi, avait mise en doute l'anecdote de l'ostensor de Fénelon, la lettre suivante :

"Trois-Rivières, Canada, 2 juin 1820.

"Monsieur,

"J'ai lu dans le numéro 574, T.XXII de votre précieux journal, l'article concernant l'ostensor donné par M. de Fénelon à son église métropolitaine. Je m'estime heureux d'être parvenu à l'âge de soixante-dix-huit ans pour contribuer à éclaircir une difficulté dont la solution est essentielle, selon moi, à la mémoire du prelat dans un des événements de sa vie qui lui fait le plus d'honneur, savoir la sincérité de sa soumission à sa condamnation sur laquelle l'autorité d'un grand prelat pourrait laisser des doutes. Mon témoignage est isolé, mais il me paraît devoir prévaloir sur tous les autres, même sur celui des vingt-trois cités dans votre feuille. Je laisse au public d'en juger.

"J'ai été vicaire général, official et chanoine de Cambrai sous MM. de Choiseul, de Fleury et le prince Féramand ; j'ai eu l'honneur de porter cet ostensor en procession ; mais ce qui est plus concluant, je l'ai examiné avec calme et soin et à loisir dans la sacristie ; je l'ai considéré avec un œil d'autant plus attentif et plus critique que j'étais bien informé des soupçons qu'on avait conçus bien légitimement sur le mandement de M. de Fénelon.

“J’atteste que cet ostensor d’or pur représentait la Religion portant dans une main le soleil élevé au-dessus de sa tête, foulant aux pieds plusieurs livres parmi lesquels il y en avait un sur la couverture duquel et non sur le dos, on lisait en toutes lettres : “*Maximes des Saints.*”

“Quant à la veracité, je crains Dieu et je regarde mon tombeau ouvert devant moi ; quant au défaut d’une vieille mémoire, on ne l’alléguera pas, quand on saura que je n’ai jamais lu Bossuet, depuis longtemps une de mes lectures habituelles, sans me rappeler l’ostensor. M. le cardinal de Bausset, pour qui j’ai une profonde vénération, trouve que l’intention que l’on prête à Fénélon s’accorde mal avec la simplicité de son caractère. J’avoue que je ne puis comprendre comment un monument d’humilité chrétienne peut discorder avec la plus grande simplicité habituelle. Je ne vois ici que la réponse la plus simple, la plus modeste, la moins équivoque et la plus durable qu’on peut donner à tous les raisonnements et à toutes les assertions contraires.

L’ABBÉ DE CALONNE

Maintenant directeur des Ursulines des Trois-Rivières.

MGR PLESSIS ET JOSEPH DE MAISTRE

Lors de son passage à Turin, en 1819, Mgr Plessis eut l’avantage de rencontrer Joseph de Maistre, dont la réputation devait se répandre quelques années plus tard.

L’évêque de Québec et de Maistre dînèrent ensemble chez le marquis d’Azeglio. Le philosophe chrétien venait de publier son livre : *Du Pape*. Mgr Plessis lui exprima combien il serait flatté d’en recevoir un exemplaire de la main même de l’auteur, et celui-ci le lui apporta le soir à son hôtellerie.

Ce livre, orné de la signature de l’auteur, se conserve précieusement dans la bibliothèque de l’archevêché de Québec.

R.

REPONSES

Les premières familles canadiennes. (IV, X, 326.)— Il est absurde de prétendre que les compagnons de Cartier ou leurs descendants ont formé les premières familles canadiennes. Les Malouins n'ont laissé aucune trace de leurs visites au Canada, sauf que nous connaissons un peu leurs allées et venues durant le demi-siècle qui suivit la mort de Jacques Cartier, de 1555 à 1590. Un peu de traite de pelleteries avec les sauvages, deux ou trois navires se chargeant de poisson chaque année, voilà tout. Jamais, de 1534 à 1608, il n'y a eu d'établissement stable dans nos parages. Les documents ne permettent pas de supposer à cette époque un commencement de colonisation, fût-ce même le plus défectueux.

Les lettres, narrations et rapports de Champlain, de 1608 à 1629, démontrent clairement : 1° que le Canada ne renfermait aucun habitant de race blanche avant 1608 ; 2° que nulle colonisation n'avait pris racine ni laissé de représentant direct, ni de métis sur les bords du Saint-Laurent ; 3° tous les hommes venus ici, de 1608 à 1632, n'y travaillaient que temporairement au compte des compagnies de traite ; 4° à la prise de Québec par Kertk (1629) le pays ne renfermait que trois familles (Hébert, Martin, Couillard) et un petit nombre d'individus employés au commerce des fourrures, sur lequel une dizaine se marièrent après 1632 lorsqu'il arriva des jeunes filles de France avec leurs familles.

Ceux dont nous ne pouvons suivre la trace après 1629 étaient repassés en France ou bien se sont mêlés aux sauvages ce qui n'est mentionné par personne, quoique nous ayons de nombreux écrits datant de cette époque même. Ils devaient être douze ou quinze hommes tout au plus, et s'ils ont produit des métissages cela ne nous regarde pas puisque ces hommes sont allés se perdre dans la forêt et n'ont pu, en aucune

façon, influencer par la suite les familles françaises venues toutes formées de France.

La recherche des Français qui ont métissé du temps de Champlain est absolument impossible. Reste la supposition ; cela ne vaut guère, surtout si l'on prend la peine de voir comment Champlain conduisait les affaires de ses trente ou quarante hommes, car il en a eu rarement davantage. Le plus savant des historiens est incapable de mettre au jour des révélations susceptibles de donner de la consistance à ces efforts d'imagination.

A partir de 1608, toutes nos familles ont leur lignée parfaitement établie. C'est Nicolas Marsolet qui ouvre la liste, et encore ne se maria-t-il qu'en 1636. En 1629 il n'y avait que trois femmes mariées lorsque les Anglais s'emparèrent du petit poste de Québec qui composait toute la colonie française. Lorsque les Français reprirent possession en 1632, il y avait les seuls ménages Martin, Couillard et Hubout. Quarante-vingt-dix ans après Cartier, nous n'avions que trois familles vivant de la traite et pas un seul cultivateur.

Les ignorants parlent de déserteurs de navires, de condamnés en cours de justice, de vauriens, d'aventuriers, de gens de sac et de corde, qui auraient composé la première population de la colonie. A quoi bon leur répondre ?

Mais ici faisons un reproche aux journalistes canadiens-français : ce sont eux qui maintiennent aujourd'hui cette légende des métissages, des criminels, des vagabonds, des refractaires, prétendue source première de notre population. Oui ! nos journalistes s'appliquent, sans se comprendre eux-mêmes, à faire comprendre aux autres que les premiers Canadiens étaient des misérables, des vauriens, des expulsés de France. Le journalisme, au Canada, est absolument livré à la politique et n'a pas d'autre étude. Si nous examinons au hasard une année de ces journaux, nous y trouvons une fois par semaine, c'est-à-dire cinquante fois durant l'année, des

phrases comme celle-ci : " Nous, les descendants des compagnons de Jacques Cartier." Pouvez-vous nous désigner un seul des compagnons de Cartier qui soit resté au Canada plus d'une année et qui nous ait laissé des descendants ?

" Fils de la Bretagne et de la Normandie, les Canadiens-Français chérissent toujours la France." Remarquez bien que, de 1632 à 1700, il n'est pas venu ici cent individus de famille bretonne. Nos journalistes disent " Bretagne " parce qu'ils sont hantés par cette croyance que Cartier a colonisé le Canada. Les premières familles bretonnes sont arrivées sur le Saint-Laurent un siècle et demi après Cartier.

" Les pionniers de notre pays furent Roberval, Cartier, le marquis de La Roche, Chauvin, etc." Il faudrait dire découvreurs ou entrepreneurs de traite, afin de ne pas tromper ceux qui prennent avec raison le mot pionnier comme synonyme de colon.

Entrepreneurs de traite étaient Cartier, Roberval, Chauvin et d'autres, même Champlain, bien qu'il désirât toujours fonder une colonie stable mais il en fut empêché par la compagnie dont il était l'employé.

" La foi chrétienne a été implantée sur les bords du Saint-Laurent par Cartier, Roberval, Champlain." Oui. Champlain, mais pas Cartier ni Roberval ! Ne répétez donc plus cette fausseté, ce mensonge qui tend à nous infliger un dés-honneur.

Le résultat de ces maladresses d'expression, si fréquentes dans la presse de la province de Québec, est de porter les Européens, les Américains, les Anglais qui nous entourent à croire que nos origines sont impures.

Etant donné le fait incontestable que le baron de Léry, Cartier, Roberval, le marquis de La Roche projetèrent, à tour de rôle, de fixer ici des hommes tirés des prisons du royaume, il est tout naturel que, en lisant dans nos journaux des déclarations de parenté comme celle-ci, les étrangers on

déduisent une conclusion brutalement logique et terriblement à notre désavantage.

Nous avons eu plusieurs fois occasion de déplorer cet état de choses. Quel plaisir prenons-nous donc à dire que nos ancêtres n'étaient que de la lie du peuple ? Pourquoi cherchons-nous à noircir cette poignée d'honnêtes gens qui nous ont ouvert le Canada ?

BENJAMIN SUTTE

Satan constructeur d'églises. (IV, XI, 543.)—L'esprit légendaire a toujours orné de son pinceau naïf et religieux les origines de nos paroisses et surtout la construction de nos temples.

Il y a dans ces récits des aïeux un témoignage de leur piété et de leur foi.

Comme ils attendaient de Dieu tout secours et toute bénédiction, ils admettaient facilement des choses prodigieuses ; et ils les racontaient ensuite aux enfants, aux petits-fils. Plus tard, quand l'âge avait fait blanchir les cheveux, le vieil habitant, pendant les longues soirées d'hiver, redisait les récits du passé, avec des variantes qui prenaient tout de suite l'apparence de la vérité.

C'est ainsi que la légende du diable traînant les pierres pour la fondation des églises a été répandue en plusieurs endroits.

M. Chambon, curé du Sault-au-Récollet, m'a-t-on raconté, dans la difficulté où il était de trouver des mains d'œuvre força le diable au travail sous la forme d'un cheval blanc qu'il brida avec la plus grande dextérité.

Il avait en trop de peine à lui imposer cette tâche pour ne pas en profiter le plus longtemps possible. Aussi il recommandait chaque jour aux travailleurs de ne pas être effrayés des accès de rage, des furieuses rundes, quand les naseaux en feu et l'écume ruisselant sur tout son corps, il traînerait les plus énormes pierres comme de légers copeaux.

Mais surtout prenez bien garde de ne jamais lui ôter la bride ; telle était l'injonction du bon curé, dit la légende.

Or un malade requit un jour les services du pasteur ; il lui fallut s'absenter. O jour néfaste ! le cheval endiablé venait de faire son plus beau tour de force.

Il avait roulé la plus grosse pierre du chantier et l'avait rendue à sa place ; les maçons n'avaient plus qu'à la cimenter juste au point principal.

Oh ! les vieux se le rappellent !

Mais imaginez qu'un imbécile, pris de je ne sais quelle compassion pour ce cheval haletant, épuisé, écumanant sous un soleil de feu, ne perdit pas de temps, arracha la bride...—Vision !—Disparu !—Plus de cheval blanc !—Au moins la grosse pierre était en place. Chose étonnante ! jamais depuis elle n'a pu être fixée.

On a essayé mortier d'automne, d'hiver, de printemps, ciment de toute espèce elle est restée mobile jusqu'à nos jours. Allez voir.

Ainsi parlent encore les bons vieux.

Ils ajoutent même que le curé Chambon, aussi habile artiste que bon prêtre, afin de perpétuer le souvenir de ce prodige, peignit très bien le fameux chev..l blanc avec ses prodigieuses allures, et que le tableau a toujours été conservé avec le plus grand soin.

Je connaissais le récit, mais je ne me doutais pas qu'il fût répandu au loin avec le caractère du sérieux. quand un jour m'arriva un bon nombre de touristes, voyageurs de New-York.

Après avoir fait plusieurs fois le tour de l'église, et avoir examiné minutieusement les murs, etc., un d'eux s'approcha de moi et dit qu'étant de passage à Montréal, pendant la chaude saison, il avait voulu profiter de l'occasion (*ice made it a point*) pour venir examiner la pierre de fondation qui n'avait jamais pu être affermie (textuel) ; et, comme je

répondais, en souriant, qu'elle n'existait pas, il me supplia de montrer au moins le tableau du fameux cheval blanc aussi conservé en la sacristie.

J'eus réellement de la peine à convaincre ces personnes qu'il n'y avait là qu'une légende basée sur aucun fait plausible, et j'avoue que je demeurai fort surpris de voir nos légendes rendues si loin, si accréditées, me promettant de raconter le fait un de ces jours.

L'ABBÉ CHS-P. BEAUBIEN

Le bureau de poste de Québec. (V, IV, 607).— L'historique du bureau de poste de Québec publié dans le *Bulletin* de mai dernier contient quelques inexactitudes que je me permets de signaler et que l'on aurait pu facilement éviter en consultant l'*Histoire du palais épiscopal de Québec* (1).

1^o Mademoiselle de Lanaudière n'était pas propriétaire de la maison où se tenait la poste. Cette maison appartenait au docteur James Harkness, ministre de l'église protestante de Saint-André.

2^o Le *pâté* se composait de deux maisons dont tous les propriétaires et tous les locataires sont nommés dans l'ouvrage ci-dessus cité ; la petite *rue du Parloir* était tout simplement l'allée devant l'évêché actuel. Il est inexact de dire que Montcalm passait ses soirées là en compagnie de mademoiselle de Lanaudière. Il aurait fallu dire qu'il fréquentait les salons de *madame* de Lanaudière, née Louise Geneviève Deschamps de Boishébert. Il écrivait, en 1757, au chevalier de Lévis : " Nous avons deux bonnes maisons : l'hôtel Péan et Mme de Lanaudière,....." L'année suivante : " Je suis attaché sans réserve à toute la rue, et Marin a dû s'en apercevoir."

(1) Pages 112, 114, 121, 122, 127, 128, 129.

Monsieur et Mme de Lanaudière occupaient dans la rue du Parloir la maison la plus rapprochée de la Côte de la Montagne ; l'autre maison, voisine du séminaire, était la propriété de M. de la Margue de Marin, marié à Charlotte Fleury de la Gorgendière ; et la sœur de cette dernière, Mme veuve Thomas-Jacques Taschereau, la bisaïeule du cardinal, demeurait chez M. de Marin. Madame Péan avait son hôtel rue du Parloir près des Ursulines. Il ne faut pas confondre ces deux rues qui portaient le même nom.

3° Dans l'article que je suis à étudier, il semble que mademoiselle de Lanaudière propriétaire d'une maison en 1841 est la même demoiselle dont Montcalm aimait tant la société en 1757. Il faut croire alors qu'elle aurait vécu bien longtemps ! Le mieux aurait été de n'en point parler du tout, ni pour 1757 ni pour 1841, car elle n'avait rien à faire dans cette galère.

Pour aider à cette histoire du Bureau de poste, que je ne prétends pas rendre complète, j'ajouterai les détails suivants. Avant 1792, la poste fut tenue pendant quelque temps dans la maison en face du *Chien d'Or*. Car le 23 février de cette année, je trouve que Gabriel Taschereau, le grand-père du cardinal, "a fait bail à loyer et prix d'argent au sieur John Smith, aubergiste, de la partie de la maison appartenante au dit sieur bailleur, servant *cidevant d'office de la poste*, située en cette ville entre les rues Buade et des Remparts, consistant en un appartement dans le bas de l'angle de la dite maison, etc."

Je trouve ensuite la poste installée—mais je ne sais exactement durant combien d'années—dans la maison Morin qui se trouverait aujourd'hui au sommet de la Côte de la Montagne et sur la rue Port-Dauphin, en face de l'entrée du nouveau parc Frontenac (1).

(1) *Histoire du palais épiscopal* Cette maison est indiquée sur un très beau plan de Québec fait par l'arpenteur Duberger et qui orne le vestibule du palais épiscopal.

Le 29 mars 1821, madame J.-B. Morin loue à Alfred Hawkins "une maison, hangar et cour près des jardins du séminaire, ci-devant occupée par les offices de la poste." (1)

Je trouve dans mes notes que de 1822 à 1826, la poste était dans le Freemason's Hall. De 1834 à 1841, ce bureau se trouvait, comme on l'a vu, dans la maison de la rue du Parloir la plus rapprochée du séminaire.

Notre bureau de poste actuel, dont la façade ne manque pas de caractère, demanderait à grands cris—s'il pouvait crier—la démolition de l'abominable pâté de maisons qui se trouve entre la rue Buade et la rue Port-Dauphin. Cette dernière a tout juste la largeur d'une allée ou d'un corridor, et c'est là l'une des principales entrées dans la ville de Québec ! Quand donc va-t-on se décider à raser ces masures dont on demandait déjà la ruine en 1834 et qui font encore l'étonnement des étrangers et la honte des citoyens ? Leur disparition dégagerait le bureau de poste, le palais épiscopal et le Château Frontenac, et élargirait la rue Du Fort dont on n'a attaqué que l'une des extrémités, l'autre bout étant imprenable, je suppose. L'effet n'en est pas moins désastreux. Quelle belle place l'on aurait pour une fontaine surmontée d'une statue, entre l'évêché, le bureau de poste et le joli parc Frontenac ! Ne perdons pas espérance et crions : *delenda est Carthago*.

H. T.

La "Sainte-Anne" de Lebrun. (IV, XII, 552.)—A onze ans, Charles Lebrun étonnait ses maîtres par la précision de ses dessins, et, à quinze ans, ses ouvrages faisaient la surprise des princes de l'époque. Protégé tour à tour par Fouquet et Colbert, il arriva à Louis XIV. Ce prince le fit loger à Fontainebleau et chaque jour il allait passer une heure avec lui. Le monarque ravi de ses travaux le nomma, en 1662, directeur de tous les travaux qui tiennent aux arts

(1) Greffe d'Archibald Campbell.

du dessin, et lui accorda une pension de douze milles livres. A dater de ce jour, peintre et orfèvre, sculpteur et marbrier, dessinateur et ébéniste comme graveur, tout obéit à Lebrun. Son génie ne fut pas au-dessous de sa rude tâche. Lebrun peignit jusqu'à sa mort, arrivée le 12 février 1690. Il reproduisait volontiers sur ses toiles les œuvres de Raphaël, de Rubens, de Murillo et d'Annibal Carrache. La *Sainte-Famille* est une imitation de la *Vierge au silence* de ce dernier peintre, avec l'addition toutefois d'un certain nombre de personnages, de sainte Anne entre autres, sur laquelle il a voulu attirer l'attention.

Pour la composition de son tableau de *Sainte-Anne*, présenté à l'église de Saint-Anne de Beaupré par le marquis de Tracy, en 1666, il s'est inspiré de Rubens, pour la partie inférieure, et de Murillo, pour la partie supérieure. C'est ce qui explique la grande ressemblance entre cette toile et celle du maître flamand. Nous avons aussi en main une photographie d'un autre tableau peint pour l'Hôtel-Dieu de Baugé, France, où sainte Anne est représentée dans la même attitude de noblesse et de grandeur.

R. P. GIRARD

Le juge Bédard. (V, VII, 638.)—Le juge Bédard fut, pour des raisons de santé, forcé de se soustraire à ses fonctions de juge à partir du mois de mars 1827 jusqu'au mois de janvier 1828. Les juges Uniacke et Fletcher le remplacèrent. Il courut à Saratoga, où, n'éprouvant pas de mieux, il ne fit pas un long séjour. Il passa l'été de 1827 à Kamouraskà, restant ainsi pendant dix mois absent, bien que son congé ne fût que de trois semaines. Son traitement lui fut payé régulièrement.

En janvier 1829, le juge Bédard, voyant que sa maladie s'aggravait, résolut de demander une pension de retraite, et la chambre la lui accorda après avoir fait une enquête sur

l'état de santé du pétitionnaire. Ses deux fils, Elzéar, alors avocat à Québec, et Isidore, étudiant en droit, furent appelés à rendre témoignage.

“ La santé de mon père, dit le premier, a été généralement mauvaise, pendant les deux dernières années ; elle est devenue pire, par l'assiduité et le travail inhérents à sa charge ; il paraissait très affligé des difficultés qui ont eu lieu lorsqu'il lui fallut obtenir un congé d'absence, et lors de la révocation et du renouvellement de sa commission.”

“ La santé de mon père, dit Isidore, a été généralement mauvaise. Les médecins ont dit qu'il souffrait de dyspepsie. Il a eu une enflure aux jambes, depuis plus de dix ans. Cette enflure se renouvelait le printemps et l'été, depuis qu'il avait été emprisonné à Québec, en 1810 et 1811.

En 1829, le juge Bédard avait atteint ses soixante sept ans. C'était un vieillard, usé par le travail et les chagrins de toute nature. La fin ne pouvait être éloignée. Nous alors laisser à la *Minerve* le soin de nous raconter ses derniers moments.

“ Le dernier jour du petit terme d'avril dernier (1829), il endura du froid en se rendant à la cour : il ne crut pas ce froid dangereux ; cependant le mal fit de grand progrès en peu de jours, et sembla ensuite s'apaiser. Il sortit tous les jours de la semaine qui précéda le dimanche du 26 avril dernier. Le samedi, 25, il sortit en voiture dans l'après-midi.

“ Le dimanche matin, 26 avril, il se sentit très mal, mais il ne voulut pas se mettre au lit. Il passa la journée assis sur son sofa, se promenant de temps en temps dans sa chambre, chose qu'il faisait lorsqu'il était en santé. Il prit son diner à l'heure ordinaire.

“ A cinq heures et trois quart il fit un tour dans la chambre sans vouloir permettre à personne de le supporter ; il regarda à la fenêtre et vint s'asseoir sur le sofa.

“ A six heures il voulut se lever pour marcher encore ;

on le pria de rester assis, il y consentit : il reposa sa tête sur le bras du sofa, ferma les yeux, et ne les ouvrit plus."

Pierre Bédard fut inhumé dans l'église paroissiale de Trois-Rivières, où il repose encore aujourd'hui.

N.-E. Dionne

La famille Kimber. (V, V, 615.)—Le Jekimbert de 1753 mentionné par Tanguay (IV, 601) se nommait Kimber et venait d'Allemagne. Il était jardinier. Thomas et Joseph ses fils étaient dans la milice de la ville de Québec l'hiver de 1775-76. Thomas fut ordonné prêtre en 1781 ; il était curé d'Yamachiche en 1797, puis aux Trois-Rivières deux ans après. René, son frère, était marchand aux Trois-Rivières, de 1799 à 1828 ; il y fut inspecteur du feu, président des syndics de la Commune, marguillier, juge de paix.

Joseph-René, fils de ce dernier, né à Québec en 1786, était médecin aux Trois-Rivières en 1807. En 1832 on le voit candidat de la ville des Trois-Rivières à la députation parlementaire. Durant les troubles de 1837, il se sépara de M. Papineau et contribua plus que tout autre homme à empêcher le soulèvement du district des Trois-Rivières. Son frère, Olivier Kimber, était avec Nelson et l'on trouve son nom sur le papier-monnaie de la distillerie de Saint Denis qui circulait parmi les patriotes.

Le fils du docteur René fut huissier de la Verge Noire, charge qui a passé à son fils actuellement en fonction.

BENJAMIN SULTE

Les protonotaires apostoliques canadiens. (V, IV, 601.)—Ajouter à la liste déjà publiée par les *Recherches Historiques* : Mgr Ed.-Ig. Heenan, Hamilton, Ontario ; Mgr Pierre Heney, Manchester, E. U. ; Mgr D.-S. Ramsay, Magog.

P. G. R.

Joseph Papineau en 1775. (V. VI, 618.)—" Un officier canadien, M. Joseph Lamothe, avait apporté en Canada des dépêches de lord Howe (Sir William Howe, commandant anglais à New-York, 1775) au général Carleton ; elles étaient adressées au séminaire de Montréal. M. Papineau, alors jeune homme, se joignit à M. Lamothe pour les porter à Québec. Munis de ces lettres, qu'ils avaient cachées dans des bâtons creux, ils se mirent en chemin par la rive droite du fleuve, évitant les troupes révolutionnaires et les canadiens qui avaient embrassé leur parti, et marchant de presbytère en presbytère. Ils parvinrent heureusement à Québec, et après avoir délivré leurs dépêches, ils entrèrent dans la compagnie du capitaine Marcoux, en qualité de volontaires, et servirent jusqu'à la levée du siège.—" (Garneau, III, 81.) Sanguinet, dans son journal de l'invasion de 1775, note, au commencement de février 1776, que " les sieurs Lamotte et Papineau partirent de Montréal pour Québec, où ils arrivèrent heureusement. Le même annaliste ajoute plus loin : " Dans le mois de mars 1776, les sieurs Lamothe et Papineau partirent de Montréal et se rendirent heureusement dans la ville de Québec, et informèrent le général Guy Carleton de tout ce qui se passait dans cette partie et de la triste situation des Bastonnais." M. L. O. David, dans ses *Biographies et Portraits*, page 5, rapporte le fait comme suit : " On était en hiver... M. Lamothe, grand-père de notre estimé concitoyen, M. Lamothe, et M. Joseph Papineau, alors âgé de vingt-cinq ans... Le 11 mars, trois semaines après leur départ, ils étaient en face de Québec, sur les hauteurs de Lévis. Mais leurs épreuves n'étaient pas finies... Il fallait traverser le fleuve et les lignes ennemies. Ils eurent recours à un curieux stratagème pour échapper plus facilement à l'observation : ils s'entourèrent la tête avec des mouchoirs blancs et mirent leurs chemises par dessus leurs vêtements. Arrangés de cette façon, ils s'élancèrent sur le fleuve, au milieu des bancs de

neige et de glace accumulés, marchant presque toujours sur les mains et les pieds, profitant de tous les accidents que la glace refoulée leur offrait, et arrivèrent sains et saufs à la citadelle, avec les dépêches. Cet acte de courage fit sensation. “ Le 8 juin 1776, Les Américains, retrayant de Québec, sont battus aux Trois-Rivières. De Lorimier, dans son *Mémoire*, dit : “ Nous reçûmes les nouvelles par le capitaine Lamothe et M. Papineau, qui avaient laissé l’armée en outre des Trois-Rivières, après avoir battu les Américains. Assurés de la vérité, nous décidâmes à marcher pour Lachine pour attaquer l’ennemi... Lamothe et Papineau auraient donc quitté Québec avec l’armée anglaise qui suivait la trace de l’armée américaine en retraite, et, après la bataille du 8 juin, se seraient détachés pour se rendre aux environs de Montréal. En 1777, de Lorimier note que le capitaine Lamothe était sous ses ordres vers le lac Champlain. Les familles Papineau et Lamothe datent de plus de deux siècles dans le pays.” (Sulte)

Lorsque, dans l’été de 1838, Joseph Papineau, âgé de 88 ans, vint à Saratoga—pénible voyage—faire ses adieux à son fils partant pour l’exil, j’eus de longues conversations avec ce vénérable ancêtre, sur cette expédition de 1775 comme sur toute cette longue lutte parlementaire pour la revendication de nos droits politiques, si méconnus de 1763 à nos jours. Et il versait des larmes en disant : “ C’en est fini des Canadiens ; ils seront encore plus maltraités, que par le passé.” Hélas, il ne vécut pas pour voir le triomphe du gouvernement responsable ; il mourut en 1841 ; on peut dire de cha-

LOUIS J.-A PAPINEAU

QUESTIONS

642.—Il y a une quarantaine d'années un certain millionnaire était venu à Québec et avait cru devoir par passe-temps probablement faire inviter tous les enfants des familles de la haute-ville à une fête sans pareille et sans précédent encore à cette époque. Ces enfants furent conduits dans une grande salle d'une institution publique probablement, où on les mit sur les lits et sur les tables tant ils étaient en grand nombre, leur distribuant force bonbons et gâteaux et emplissant leurs poches. Avant leur départ, chacun des enfants reçut un habillement complet des mains du millionnaire et de ses amis y compris une petite casquette écossaise (Scotch cap) si peu portée à cette époque.

Ce millionnaire était-il l'un des Rothschilds ? A quelle époque cette fête eut elle lieu et dans quel établissement de la haute ville de Québec ?

UN ANCIEN.

643.—Pouvez-vous me donner la liste complète de ceux qu'on appelle communément les " pères de la Confédération " ?

X. Y. Z.

644.—M. le marquis de Gallifet, actuellement ministre de la guerre en France, n'est-il pas le descendant de Louis-François de Galifet, seigneur de Cadfin, qui commandait aux Trois-Rivières en 1690 et 1691 ? M. de Galifet, si je ne me trompe, retourna en France vers 1700.

T. R.

645.—En quelle année et sous quel titre l'abbé Pigeon a-t-il publié son édition canadienne des drames de Berquin à l'usage des enfants ?

BIBLIO.

646.—On dit que la veuve du marquis de Puisaye, général en chef de l'armée royaliste de Bretagne pendant la révolution française, tint pendant quelque temps un petit magasin à Québec. Peut-on me donner quelques renseignements sur le séjour de cette grande dame dans la vieille capitale ?

X. X. X.

647.— Dans son voyage au Canada (1749) Kalm dit :
“ Les Jésuites qui vivent ici sont tous venus de France ; plusieurs y retournent après un séjour de quelques années. Quelques uns (dont cinq ou six vivent encore) qui sont nés au Canada, s'en allèrent en France et furent reçus là dans l'ordre ; mais aucun d'eux n'est revenu en Canada. Je ne sais quelle raison politique les en a empêchés.”

Qu'y a-t-il de vrai là dedans ?

Pouvez-vous me donner les noms des Canadiens qui sont entrés dans la compagnie de Jésus, jusqu'à la mort du P. Cazot ?

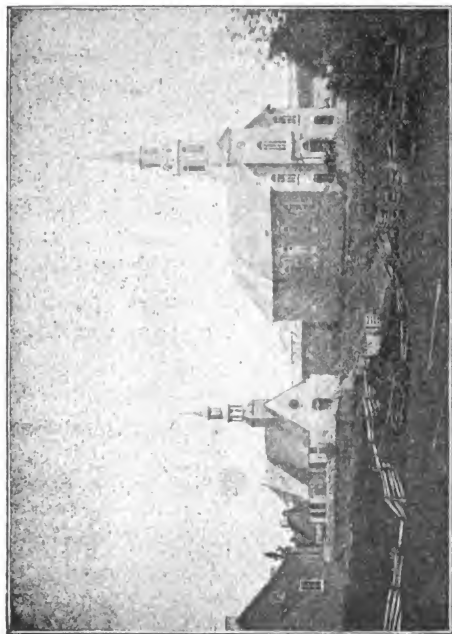
VER

648.— En 1684, Mgr de Laval chargea un Récollet de prêcher le carême à la cathédrale de Québec. Le prédicateur hasarda des propositions répréhensibles, qui étaient une cens ure des principes et de la conduite du clergé. Les grands vicaires lui en firent des reproches, mais ne purent l'engager à se rétracter. Son supérieur, à qui on en fit des plaintes, ne fut pas plus heureux ; mais pour réparer le scandale, il monta lui-même en chaire le dimanche suivant, et expliqua ces propositions d'une manière satisfaisante. Il ne voulut pas que ce religieux prêchât, et il acheva de remplir la station. Il le renvoya même en France, mais ce ne fut pas sans peine. Le gouverneur et l'intendant voulaient le retenir ; il leur dit résolument : “ Il restera puisque vous le voulez, mais il restera seul, nous nous en irons tous.” On le laissa partir. Mentionne-t-on quelque part le nom de ce religieux qui donna tant de trouble à son supérieur ?

LEX.

649.— Quelle est l'origine du nom de l'Anse des Mères, près de Québec ? Cet endroit portait déjà ce nom du temps des Français puisque, dans une lettre en date du 5 septembre 1859, je le trouve nommé ainsi.

MARIN



EGLISE DE SAINT-LAURENT, I. O.

BULLETIN

DES

RECHERCHES HISTORIQUES

VOL. 5

SEPTEMBRE 1899

No. 9

SAINT-LAURENT DE L'ILE D'ORLEANS

La paroisse de Saint-Laurent fut d'abord érigée sous le vocable de Saint-Paul, mais en 1698, sur la demande du seigneur de l'île, on lui substitua celui de Saint-Laurent.

La première église a été construite vers 1675, et n'a servi au culte qu'une vingtaine d'années. Elle était placée, paraît-il, à l'endroit appelé l'Arbre sec.

On ne connaît point la date précise de la construction de la deuxième église, démolie il y a plus de trente ans. Tout ce que l'on sait, c'est qu'elle existait en 1697. Elle fut allongée de 21 pieds en 1702, sous le règne du R. P. Poncelet, alors curé de Saint-Laurent. Sa longueur était de 75 pieds, et sa largeur de 21 pieds.

La troisième église, ou l'église actuelle, a été construite en 1860. Elle fut bénite et inaugurée dans l'automne de 1861. Sa longueur est de 113 pieds, et sa largeur de 38 pieds.

Missionnaires et cures de Saint-Laurent : J. Basset, 1679-1680 ; F. Lamy, 1680-1683 ; P. de Francheville, 1683-1689 ; J.-H. Tremblay, 1689-1692 ; G.-T. Erbery, 1692-1693 ; A. Daurie, 1693-1696 ; B. Fécourt, 1696-1700 ; F. Poncelet, 1700-1712 ; Y. LeRiche, 1712-1729 ; P.-J. Chardon, 1729-1731 ; F. Martel, 1731-1764 ; J.-N. Marel, 1764-1767 ; L.-M. de Kerberis, 1767-1769 ; J.-B. de la Brosse, 1769-1770 ; C. de Lotbinière, 1770-1772 ; Mgr L.-P.-M. d'Esgly, 1772-1774 ; P.-J. Compain, 1774-1775 ; A. Pinet, 1775-1777 ; C.-J. Duchesnaux, 1777-1778 ; P. Huot, 1778-1781 ; J.-B.-G. Durouvray, 1781-1783 ; A. Hamel, 1787-1786 ; C. Duchouquet, 1786-1787 ; J.-B. Gatien, 1787-1788 ; A. Pinet, 1788 ; J.-L. Ducondu, 1788-1791 ; E. Burke, 1791-1794 ; J. Boissonneau, 1794-1798 ; P.-B. de Borniol, 1798-1818 ; J.-M. Fortin, 1818-1822 ; F.-G. LeCourtois, 1822-1827 ; L. Gingras, 1827-1829 ; C. Gauvreau, 1829-1833 ; J.-N. Naud, 1833-1859 ; E. Bonneau, 1859-1865 ; M. Forgues, 1865-1882 ; W. Blais, curé actuel.

L'ABBÉ DAVID GOSSELIN

L'HERMITE DES TROIS-PISTOLES

Sur les bords de la rivière des Trois Pistoles qui se jette dans le fleuve Saint Laurent à une quarantaine de lieues au-dessous de Québec, s'était établi, vers l'année 1715, un inconnu qui menait la vie d'un ermite et qui se laissait désigner sous le nom de Père Dupont. Il s'était construit lui-même une espèce d'ermitage dans la forêt, à une lieue de toute habitation, et y vivait, paraît-il, dans la pratique de l'oraison et des austérités monastiques.

Son vêtement grossier et même pauvre avait la forme de celui d'un anachorète, dont sa figure austère et recueillie, la modestie de son maintien et la gravité de ses discours rappelaient le souvenir. Son langage correct et le ton de sa conversation révélaient un homme instruit et formé aux études classiques. Les heures qu'il ne consacrait pas à ses pratiques de dévotions et à ses lectures, il les employait au travail des mains, à l'entretien de sa cellule, ou de ses vêtements, à la coupe du bois dont il avait besoin pour se chauffer, et qu'il traînait lui-même autour de son ermitage. Les visiteurs que le hasard ou la curiosité conduisait dans sa retraite le trouvaient souvent plongé dans la lecture ou les rêveries, soit dans sa chaumière, soit au penchant du ravin au fond duquel coule la rivière.

À la tombée de la nuit, ou dans la chaleur du midi, quand le travail est trop pénible, on entendait un chant religieux et monotone comme une psalmodie, s'élever de sa cellule ou des profondeurs du bois voisin.

À certains jours, on voyait cet étrange personnage, un bâton à la main, sortir de la forêt, descendre à travers les champs cultivés, et venir frapper à la porte des habitations prochaines, où il était accueilli avec un mélange de respect et de curiosité. On lui fournissait volontiers le pain et les

légumes qui composaient toute sa nourriture ; l'eau de la rivière était son seul breuvage.

Quand il rencontrait quelque passant, il se prosternait devant lui jusqu'à terre, lui baisait les pieds avec humilité, en prononçant quelques sentences des Ecritures, ou quelques mots d'exhortation sur les vérités éternelles. Aux interrogations qu'on lui faisait sur son pays, son origine, ses antécédents, les emplois qu'il avait occupés dans le monde, il répondait par des paroles évasives. Son air et ses manières ecclésiastiques le faisaient prendre pour un prêtre déguisé, quoiqu'il s'en défendit avec de grandes protestations. Les uns, admirant sa vie pénitente, le prenaient pour un saint, quoiqu'il ne fréquentât jamais l'église, ni les sacrements ; les autres le regardaient comme un aventurier ou un de ces faux mystiques dont les lectures ascétiques mal dirigées avaient troublé le cerveau.

Un jour, on vit monter une épaisse fumée à la cime des arbres qui bordaient la rivière et bientôt on apprit que l'ermitage du solitaire avait été la proie des flammes. Quelques-uns soupçonnèrent que cet incendie n'était pas l'effet du hasard, mais d'une volonté préconçue. Quoi qu'il en soit, cet accident mit fin à la vie érémitique du Père Dupont, qui disparut de la paroisse des Trois-Pistoles pour n'y plus revenir.

Quelques vagues traditions relatives à ce singulier personnage, se sont conservées jusqu'à ce jour dans les campagnes environnantes.

On apprit, quelque temps après son départ, qu'il était retourné à Québec, où il avait séjourné avant de venir se fixer aux Trois-Pistoles.

Il était arrivé d'Europe au printemps de 1714, et s'était fait remarquer tout d'abord par la singularité de ses allures. Il passait pour avoir du bien, vivant dans le meilleur hôtel de la ville ; il étudiait les mœurs, les coutumes, et les

ressources du pays où il avait l'intention, disait-il, de fonder un monastère. Son éducation, sa vie régulière, ses tendances religieuses et ses idées de bienfaisance lui avaient acquis une certaine popularité. Plusieurs citoyens même étaient venus solliciter la Supérieure de l'Hôtel-Dieu de faire connaissance avec lui, dans l'espérance que cette attention pourrait lui suggérer la pensée de faire quelques dons aux pauvres de l'Hôpital ; mais la Supérieure avait toujours décliné ces avances. On avait tenté, mais inutilement, d'obtenir quelques renseignements sur la condition de ce étranger.

C'était à la suite de ce premier séjour à Québec, qui avait mis en éveil la curiosité publique, que le Père Dupont était allé se faire ermite dans les bois.

À son retour à Québec, après l'incendie de son ermitage, les esprits étaient préparés à lui faire accueil ; car la réputation des austérités auxquelles il s'était livré, s'y était répandue et avait redoublé l'intérêt qui s'était attaché à ce mystérieux personnage. Il fut introduit avec empressement et fêté dans plusieurs familles ; mais ni les politesses, ni les amitiés qu'il reçut, ne purent le décider à lever le voile de réserve dont il s'enveloppait.

Ce ne fut que deux ans après son arrivée qu'on parvint à connaître son histoire. C'était un moine bénédictin, prêtre, qui se nommait Dom Georges-François Poulet et qui s'était enfui de son convent. Son supérieur, ayant appris qu'il s'était réfugié au Canada, avait écrit au gouverneur, le marquis de Vaudreuil, pour lui recommander ce religieux, dont les égarements, disait-il, provenaient plutôt d'un travers de jugement que de la perversité de cœur. Dans un voyage que ce moine avait fait en Hollande, il s'était lié d'amitié avec le célèbre Père Quesnel, qui vivait alors en exil à Amsterdam. Dom Georges, avait embrassé avec ardeur les doctrines jansénistes de cet oratorien, et s'en était fait l'aveugle partisan.

De retour en France il avait entendu dire qu'on voulait le renfermer dans son couvent et il s'était enfui.

C'est alors que, déguisé en séculier, il était traversé au Canada. Dès que ces détails furent connus à Québec, les autorités civiles et religieuses ne voulurent plus permettre à Dom Georges de paraître en habit laïque. L'intendant Bégon lui fit faire, tant bien que mal, un costume de bénédictin dont on ne connaissait guère la forme au Canada, et l'obligea de le porter, en attendant qu'on le renvoyât en France à l'automne suivant. Mais au moment du départ de la flotte en 1717, il parvint à se dérober aux recherches, de sorte qu'il fallut attendre à une autre année.

Dans l'intervalle, il tomba malade de la fièvre pourprée, et dut être transporté à l'Hôtel-Dieu, où il reçut des soins dont il fut lui-même touché. Comme sa maladie devint sérieuse, plusieurs membres du clergé séculier et régulier de Québec vinrent lui rendre visite et l'exhorter d'abandonner ses erreurs, mais ils trouvèrent chez lui une obstination invincible. L'évêque de Québec fut obligé de le faire avertir que, s'il persistait dans ces sentiments, on lui refuserait les derniers sacrements à l'article de la mort. Heureusement que Dom Georges se rétablit, et qu'on n'eut pas à déplorer ce scandale.

Irrité des humiliations et des contradictions qu'il s'était attirées lui-même, il écrivit au gouverneur un long réquisitoire, dans lequel il se répandait en invectives contre l'évêque de Québec, et surtout contre les Jésuites qui étaient regardés comme les auteurs de la condamnation du jansénisme. Ils écrivit même à l'évêque une lettre pleine de reproches et de menaces, dans laquelle il opposait la sainteté de sa propre vie aux prétendues injustices du prélat et terminait en l'appelant au jugement de Dieu.

Avant de s'embarquer, il alla remercier la Supérieure de l'Hôtel-Dieu des bons traitements qu'il avait reçus dans la

communauté pendant sa maladie et fit demander au parloir une novice au voile blanc qu'il avait connue dans le monde.

Il lui fit présent d'un livre de piété en souvenir, disait-il, des bontés qu'avait eues pour lui sa famille. La Supérieure de l'Hôtel-Dieu, à qui la jeune novice avait remis le livre, s'étant aperçue qu'il avait pour auteur un des écrivains de Port-Royal, le renvoya immédiatement à Dom Georges, à son grand mécontentement.

Après son retour en Hollande, il se plaignit amèrement de la manière dont les autorités civiles et religieuses de la Nouvelle France l'avaient traité. Les journaux d'Amsterdam s'emparèrent de ses déclarations et firent grand bruit des prétendues persécutions dont le moine janséniste avait été l'objet.

" Nous ne saurions trop prier le ciel, ajoute l'annaliste de de l'Hôtel-Dieu, qu'il veuille continuer de préserver le Canada du venin de l'hérésie, afin que cette église se conserve dans la pureté de la foi, et que notre attachement et notre respect pour le Vicaire de Jésus-Christ, nous attirent, en ce monde et en l'autre, les bénédictions qui sont promises aux âmes véritablement fidèles."

L'ABBÉ H. R. CASGRAIN

Ordonnance de Mgr de Saint-Vallier, deuxième évêque de Québec au sujet de Dom Georges François Poulet.

" Nous JEAN, par la grâce de Dieu et du Saint-Siège Apostolique, Evêque de Québec.

Aux prêtres Séculiers et Réguliers qui se trouvent dans l'étendue des missions du sud de notre Diocèse, surtout à Monsieur Anclair, curé de Kamouraska, et au Père Michel, Missionnaire de Rimouski, salut et Bénédiction en notre Seigneur.

" Comme rien ne nous paraît plus déplorable que de voir l'empressement que font paraître quelques uns de nos d'o-

césains de favoriser des personnes qui cherchent à se perdre pour l'éternité par leur entêtement, et l'éloignement qu'ils ont de vouloir prendre les seuls moyens qui les peuvent mettre dans le bon chemin, nous avons été véritablement touché, Nos Très Chers Frères, en remarquant dans les Sieurs Côté et Jean Gagnon de La Bouteillerie la résolution prise et exécutée d'emmener là-bas Dom George François Poulet bénédictin sorti furtivement de son couvent à l'insu de ses supérieurs, et sans obédience, dans un habit laïque, malgré tous les avis que nous leur avons pu faire donner par des personnes même considérables. C'est pourquoi voulant faire connaître à ces personnes et autres de notre diocèse, où demeure George François Poulet, religieux, l'obligation qu'ils ont de nous obéir sous peine de péché mortel en tel cas, Nous leur déclarons que celui ou ceux qui ont pris et emmené de Québec le dit religieux ont commis une grande faute, dont ils mériteraient que nous nous réservassions l'absolution ; cependant pour agir avec douceur, nous leur faisons seulement à savoir à eux et à tous autres semblables que s'ils viennent à le protéger, retirer chez eux dans leur domaine, et à l'aider à pouvoir demeurer éloigné de nous, pour nous ôter le moyen de le renvoyer en France à ses supérieurs, ils encourront après trois jours de séjour et d'aide, s'ils ne le font partir incessamment et sortir de leur dépendance après les dits trois jours passés, l'excommunication majeure par le seul fait, dont nous nous réservons l'absolution à nous seul ; et pour faire voir l'horreur que nous avons des religieux qui se sont séparés de leur communauté, qui par la continuation de leur séparation doivent être regardés comme apostats et excommuniés par le droit, que les Evêques doivent poursuivre et faire rentrer dans leur devoir pour satisfaire au décret du Saint Concile de Trente au défaut de leur supérieur, Nous enjoignons à tous les curés et missionnaires qui desservent les missions de ce côté-là jusqu'à Rimouski,

non seulement de tenir la main à ce qui est porté par la dite ordonnance à l'égard des séculiers qui y contribueraient, mais encore de refuser les sacrements au dit Dom Poulet religieux, excepté en cas de mort, et même de dire la messe devant lui, ce que nous leur défendons sous peine de suspension de leurs fonctions ou interdit des lieux où la dite messe aura été célébrée, pour une espace de temps que nous réglerons.

Donné à Québec, sous notre seing, celui de notre secrétaire, et scellé du sceau de nos armes, ce quinzième jour de septembre mil sept cent dix huit.

Résumé d'une lettre de Mgr de Saint Vallier au Conseil de Marine :

14 mars 1719.

M. l'Evesque de Québec demande s'il peut exiger de M. de Vaudreuil les secours ayde et protection nécessaire pour faciliter les fonctions de son ministère, et si M. de Vaudreuil peut le luy refuser dans des cas particuliers où l'Evesque ne peut se faire obéir que par des moyens rudes et difficiles.

Le cas dont il s'agit est qu'un Religieux d'un ordre considérable, fugitif et par le seul fait déclaré apostat et excommunié par le droit, se retire dans son diocèse, M. de Vaudreuil en est averti par une personne qui luy écrit de la part du général de ce Religieux qui désire le ravoit, M. de Vaudreuil au lieu de luy donner avis du séjour de ce mauvais religieux fugitif, luy promet sa protection et l'assure qu'à moins qu'il soit forcé par un ordre de la cour de le renvoyer en France, il le laissera toujours en Canada sans l'inquiéter. Ce Religieux l'a dit à l'Evesque en l'assurant qu'il resteroit malgré luy dans son diocèse, l'événement en a esté la preuve, puisqu'il n'a pu déterminer M. de Vaudreuil à s'intéresser dans cette affaire, et il a esté obligé pour venir à bout de l'obstination de ce Religieux de faire publier une Ordonnance par laquelle il a deffendu aux prestres de dire la messe

devant lui, de le recevoir aux sacremens, menacé d'interdire les lieux où l'on la diroit, et porté des censures contre les personnes qui le soutiendroient sans respect pour l'Eglise.

Il supplie le Conseil d'envoyer ses ordres, à M. de Vaudreuil pour faire sortir ce Religieux de la Colonie.

Le Conseil croit qu'il faut ordonner à M. de Vaudreuil de faire embarquer ce religieux et de ne souffrir aucun Eclésiastique qui ne soit approuvé par l'Évesque.

En marge : Approuvé les mie du Conseil.

L'HONORABLE A.-N. MORIN

La bonté et la charité de l'honorable Auguste-Norbert Morin étaient proverbiales, il donnait tout aux pauvres, tout jusqu'à son dernier sou ; de sorte que, sa pension payée, il ne lui restait rien pour s'habiller.

Un jour, sir L.-H. Lafontaine lui dit qu'il ne voulait plus le voir paraître dans les rues avec l'acoutrement bizarre qu'il portait, que c'était un *scandale*. Il lui mit vingt-cinq louis dans les mains et lui enjoignit d'aller s'habiller. M. Morin s'en allait chez un tailleur, lorsqu'il rencontra un client malheureux dont il avait perdu le procès ; le client l'attendrit tellement sur son sort et sur le résultat de ce procès que M. Morin lui mit les vingt-cinq louis entre les mains, en lui recommandant bien de ne pas en parler à M. Lafontaine. Mais M. Lafontaine, voyant toujours Morin avec la même *toilette*, se décida à lui demander des explications. M. Morin hésita un moment, mais, ne pouvant mentir, il finit par raconter l'affaire. M. Lafontaine le gourmanda, malgré l'envie de rire qu'il avait, et lui dit qu'il était décidé, cette fois, à l'emporter. Il l'emmena chez un tailleur et lui fit faire un habillement complet.

L.-O. DAVID

TESTAMENT DE M. DE LA JONQUIÈRE

Aujourdhy, treize février mil sept cent cinquante deux, sur les deux heures et demie de relevée, sur l'ordre et réquisition de haut et puissant seigneur Monseigneur Jacques-Pierre de Tañanel, marquis de Lajonquière, seigneur Durdens Magnas et autres lieux, commandeur de l'Ordre Royal et Militaire de Saint Louis, gouverneur et lieutenant-général pour le Roy en toute la Nouvelle-France, Isle Royale, terres et pays de la Louisiane : Les notaires royaux en la prévosté de Québec y résidens soussignez, seroient transportés au château Saint-Louis du dit Québec, en la chambre du costé du sud-ouest du dit chateau ayant face sur la galerie du dit fort, où ils auroient trouvé mondit seigneur marquis de Lajonquière malade gissant dans son fauteuil proche du feu, où estant mondit seigneur auroit dit et déclaré aux d. notaires que dans la vue de la mort et craignant d'en estre prévenu, il désirerait disposer des biens et effets qu'il a dans ce pays, sans entendre au surplus rien changer aux dispositions testamentaires par luy déjà faites cy-devant en France avant son départ pour ce pays, si ce n'est la substitution cy-après expliquée. Pourquoy tontefois sein d'esprit, mémoire et entendement, ce qu'il nous en a paru à nous dits notaires par ses justes paroles et maintient, auroit présentement fait et dicté à nous dits notaires son présent testament ou codicile ainsy qu'il s'uy :

Au nom du Père et du Fils et du Saint-Esprit. Ainsi soit-il.

Premièrement, comme chrestien catholique, apostolique et romain, a recommandé et recommande son âme à Dieu le Père Tout-Puissant, suppliant sa divine bonté de luy faire grâce et miséricorde par l'intercession de la Bienheureuse Vierge Marie, Mère de Notre Sauveur, et l'assistance de saint

Jacques et saint Pierre, ses patrons, et tous les saints et saintes de la Cour Céleste.

Veut et ordonne mond. seigneur testateur que ses dettes soient payées et torts par luy faits si aucuns se trouvent par messieurs les exécuteurs du présent testament cy-après nommés. Veut et ordonne que son corps mort il soit inhumé et enterré chez les RR. PP. Récolets, avec le moins de pompe qu'il sera possible.

Item déclare mon dit seigneur testateur que, quant aux biens dont il a pu tester par son précédent testament, soit en France devant Desparbès, notaire de la ville de Saint-Glade Loumagne, il y a environ trois ans, au profit de Dame Marquette Jacquette de Tañanel, sa fille unique, épouse de M. le marquis de Noé, l'intention et volonté de mond. seigneur testateur est que, sans préjudice à la jouissance viagère que doit premièrement avoir Madame la marquise de Lajonquière suivant le d. précédent testament cy devant rapporté, que la propriété de tous les d. biens soit et appartienne au premier des enfans mâles de ma dite Dame marquise de Noé, et en cas de décez, le premier des autres enfans mâles qui suivra. Le tout pour conserver les dits biens dans la famille de mon d. seigneur testateur. Et où il n'y auroit aucuns enfans mâles du d. mariage de ma dite Dame marquise de Noé, soit de ce mariage ou d'autres, le fond et propriété des d. biens se partageront également entre les autres enfans de ma dite dame de Noé, auxquels dits premier enfans mâle ou autres survivant suivant la destination et explication cy-dessus. Mon d. seigneur testateur fait toutes substitutions pour la propriété des d. biens. Le tout pour le répéter sans entendre nuire ni préjudicier à l'usufruit et jouissance des d. biens en faveur de ma d. Dame marquise de Lajonquière, suivant le d. premier testament cy-devant déclaré. Et y ajoutant par le présent veut et entend mon d. seigneur testateur que si ma dite Dame marquise de Noé et la Demoiselle sa

filles unique venoient à décéder sans enfans, les dits biens fonds et propriété d'iceux soient reversibles envers les héritiers collatéraux tant paternels que maternels de mon dit seigneur testateur qui le veut ainsi, suivant la même destination et explication ci-dessus pour les mâles.

Item déclare mon dit seigneur testateur qu'il veut que M^{re} Taffanel de Cabanac, doyen du Chapitre de Québec, et Monsieur le chevalier de Bonne, capitaine des troupes et de ses gardes, et Madame son épouse soient nourris aux dépens de mon dit seigneur testateur dans le d. château St-Louis de Québec comme à sa table, et ce jusqu'à l'automne prochain. Veut et ordonne pareilles nourritures et demeure pour le Sr Capelan et sa femme, ses maîtres d'hôtel et femmes d'ordre, auxquels et auxquels il lègue en outre sçavoir au dit sieur Capelan, deux cents livres de rente au-delà des cent cinquante livres aussy de rente portées par le dit premier testament de mon d. seigneur testateur, et à la d. femme du d. Capelan, la somme de cent livres. Le tout de rente et pension viagère leur vie durant. Et veut en outre que les d. Capelan et sa femme soient en outre payés de leurs gages jusqu'à leur retour en France, et qu'y estant arrivés ils pourront si bon leur semble demeurer sur les terres et maison des seigneuries de mon d. seigneur testateur gratuitement leur vie durant.

Donne et lègue à Armingo, son cuisinier, la somme de cent livres une fois payée et en outre ses gages jusques à son arrivée en France, et qu'il soit jusqu'à son départ nourri aux dépens de mon d. seigneur testateur, ainsi que son palefrenier, dont les gages et nourriture courront pendant trois mois.

Donne et lègue à chacun de ceux qui ont veillé luy dit seigneur testateur, vingt quatre livres à chacun outre leurs gages et salaires.

Veut que M. de Saint-Sauveur, son secrétaire, soit nourri et logé au d. château pendant trois mois, s'il le juge à propos.

Donne et lègue mon d. seigneur testateur à la paroisse de cette ville la somme de cent cinquante livres pour estre employée en rétribution de messes, le tout pour le repos de l'âme de mon d. seigneur testateur.

Donne et lègue aux pauvres de la d. paroisse la somme de cent livres une fois payée.

Item veut et ordonne mon dit seigneur testateur qu'il soit fait dire aux révérends Pères Récollets trois cent soixante six messes basses de requiem une chaque jour alternativement jusqu'en fin d'icelles, le tout pour le repos de l'âme de mon d. seigneur testateur.

Ordonne qu'il soit pareillement fait dire par Messieurs du séminaire de cette ville cent messes basses, et pareille quantité par Messieurs du Chapitre de Québec, et que les rétributions des d. messes soient payées par ses exécuteurs testamentaires cy-après déclarés le plus tôt que faire se pourra.

Donne et lègue à chacune des communautés de l'Hôpital-Général, près cette ville, Hôtel-Dieu et Ursulines de Québec, à chacune la somme de cent livres une fois payée.

Item donne et lègue la somme de cent cinquante livres aussy une fois payée à chacune des paroisses des seigneuries de mon d. seigneur testateur pour estre distribuées aux pauvres d'icelles. Et pour satisfaire aux sommes cy-dessus léguées et que le surplus des biens et effets de mon d. seigneur puisse être envoyé en France en argent comptant à Madame la marquise de Lajonquière, son épouse, ordonne que tous ses biens et effets qu'il a dans ce pays seront vendus en la manière accoutumée, après inventaire préalablement fait d'iceux. Le tout en présence et sous la conduite du dit sieur Capelan, son maître d'hôtel.

Et pour exécuter et accomplir le présent testament et codicile et iceluy plutôt augmenter que diminuer, mon d.

seigneur testateur a choisy et nommé les personnes de mon d. Sieur de Cabanac, doyen du d. Chapitre de Québec, et mon d. Sieur le Chevalier de Bonne. qu'il prie d'en prendre la peine conjointement et de concert entre eux ez-mains desquels il s'est présentement démis et dessaisy de tous ses biens suivant la coutume.

Révoquant mon d. seigneur testateur tous précédens testamens et codiciles qu'il pourrait avoir fait avant ou depuis son premier testament cy-devant déclaré et le présent testament ou codicile auxquels seuls il s'arrête et veut qu'il soient exécutée selon leur forme et teneur comme estant son intention et ordonnance de dernière volonté. Ce fut ainsy fait, dicté et nommé de mot à mot par mon d. seigneur testateur à nous dits notaires soussignez et à luy lû et relu par l'un des d. notaires, l'autre présent, qu'il a dit bien entendre et estre son intention et dernière volonté, en la d. chambre sus-déclaré, environ les quatre heures et demie de relevée.

Et a mon d. seigneur testateur signée avec nous dits notaires,

LAJONQUIÈRE,
LANOUILIER,
DULAURENT.

Et le vingt-cinq du dit mois de février du dit an mil sept cent cinquante-deux, environ deux heures de relevée, nous, notaires royaux en la prévosté de Québec susdits et soussignez, ayant estés rappelés par mon dit seigneur marquis de Lajonquière, nommé en son testament ou codicile cy-dessus et des autres parts dans sa chambre au d. château St-Louis de Québec, et estant mon dit seigneur toujours sain d'esprit, mémoire et entendement, ainsy qu'il est aparu à nous dits notaires, où estant mon dit seigneur nous a dit qu'ayant réfléchi que M. le chevalier Debonne par luy nommé par son dit testament ou codicile cy-dessus et des autres parts pour exécuter testamentaire conjointement avec mon dit sieur de Cabanac, doyen du Chapitre de Québec, aussy y nommé,

pourrait estre obligé de faire voyage soit en France, soit à Montréal ou partout ailleurs que le service du Roy auquel il est attaché pourrait exiger, il le décharge de la dite charge et veut que mon dit sieur de Cabanac soit et demeure pour son seul et unique exécuteur testamentaire. Et au cas que le dit sieur de Cabanac vint à mourir, il veut en ce cas et non autrement que mon dit sieur chevalier de Bonne soit à sa place pour son exécuteur testamentaire.

Et veut en outre mon d. seigneur que ces dispositions, dons ou gratifications par luy faites par écrits, de luy signé aux personnes y nommés soient entièrement exécutés.

Ce fut ainsy fait, dicté et nommé par mon dit seigneur marquis de Lajonquière aux notaires soussignez et à luy leu et relu par l'un des d. notaires, l'autre présent, qu'il a dit bien entendre et vouloir que ce que dessus soit exécuté en la d. chambre susdite les jour et an que dessus. Et a mon dit seigneur marquis de la Jonquière signé avec nous dits notaires.

LAJONQUIÈRE,
LANOUEILLIER,
DULAURENT.

CINQ FRÈRES PRETRES

La chose est assez rare pour être mentionnée. n'est-ce pas ?
Ces cinq frères sont :

Mgr Henri Têtu, prélat domestique de Sa Sainteté, procureur de l'archevêché de Québec ;

M. Frs. Amable Ludger Têtu, professeur au collège Sainte-Anne de la Pocatière, noyé le 20 juillet 1876 ;

M. Alphonse Têtu, chapelain de l'Académie des Frères, à Québec ;

M. François Têtu, professeur de sciences au collège de Sainte-Anne de La Pocatière ;

M. Georges Têtu, directeur du jувénat des PP. du Saint-Sacrement à Trévoux, près de Lyon, en France.

R.

REPOSSES

La femme de Chouard. (IV, I, 405.)—En 1668, on releva le papier-terrier des Trois-Rivières. C'est Gilles Rageot, notaire et greffier de Québec, qui en fit l'examen. Parmi les pièces qu'il a laissées comme résultat de son étude en cette occasion, il en est une datée du 2 juillet par laquelle "Marguerite Hayer, femme de Médar Chouard," déclare qu'elle se présente au nom de ses enfants, attendu que son mari est "absent depuis six ans pour être allé à la Nouvelle Angleterre."

Il est évident que Chouard était parti en 1662 et que sa famille ne savait ce qu'il était devenu. Voyez ce que j'en ai dit dans le *Bulletin*, 1898, pp. 92, 366.

Au moment où la déclaration ci-dessus était signée aux Trois-Rivières, Chouard signait l'acte de création de la compagnie anglaise appelée Baie d'Hudson, et prenait le commandement de la fameuse baie pour le compte des Anglais.

BENJAMIN SULTE

Le nom "Batiscan." (V, V, 614.)—Champlain, en 1603, mentionne la rivière de *Batiscan*. La carte de 1609 la désigne également. En 1611, Champlain dit qu'il rencontra à Québec un capitaine sauvage appelé Batiscan. Parmi les noms sauvages cités par Lescarbot, on trouve Batiscan. Sur la carte de 1612 figure la *contrée de Batisquan*. L'un des chefs sauvages des Trois-Rivières, en 1627, se nommait *Batisquan*. L'édition des œuvres de Champlain, en 1632, dit : "La rivière Batisquan, fort agréable et poissonneuse, est proche de celle de Champlain." En 1637, il y avait dans les environs des Trois-Rivières, un chef sauvage appelé TEHIMOUIRINEAU, surnommé Batiscan (*Relation*, 1637, p. 83.) La *Relation* de 1634, p. 7, parle de TEHIMAOUIRIEUX, chef des mêmes endroits. Le 28 janvier 1636, on baptisa aux

Trois-Rivières une petite fille âgée de deux ans, "enfant d'un sauvage capitaine de Québec nommé TCHIMAWIRINI. Le lendemain, on baptise un autre de ses enfants, garçon de dix-sept ans. Cet homme était aux Trois Rivières, en 1638. En algonquin, langue des gens de Québec et des Trois-Rivières, CHIMIWINI veut dire : l'homme à la tête faite comme une fraise, ou encore celui qui a une tête en forme de boule. Le mot *Batiscan* n'a aucun sens connu des Algonquins actuels. Dans la langue des Cris, *Tabateskan* signifie : corne tendue ou pendante. Le Père Lacombe croit que c'est le même que notre *Batiscan*.

BENJAMIN SULTE

Vallières de Saint-Réal. (V, V, 616.)—Les archives du Secrétariat d'Etat, Ottawa, contiennent un certain nombre de documents concernant le juge Vallières de Saint-Réal, entre autres, les suivants :

Copie d'un extrait de baptême ; Papiers relatifs à sa commission d'avocat ; Sa commission de membre de l'Institution Royale ; Sa commission de Conseil du Roi ; Sa commission de juge ; Un mémoire adressé à Lord Aylmer, gouverneur du Bas-Canada, contestant la nécessité d'une nouvelle commission à l'occasion de la mort du roi George IV ; Son cautionnement de mariage (mariage bond). (Il se maria en secondes noces avec Esther-Elora Hart, de Trois-Rivières, en 1831).

F.-J. AUDET

Les commandants de notre milice. (V, VI, 622.) —Ce n'est qu'en 1875, en vertu de l'acte 38 Victoria, chapitre 8, que fut créé le poste de commandant en chef de la milice canadienne. Avant cette époque, le premier officier était l'adjutant-général. Voici la clause qui crée ce poste : " Il sera nommé, pour commander la milice de la Puissance du Canada, un officier occupant le grade de colonel, ou un grade supérieur, dans l'armée régulière de Sa Majesté, lequel sera chargé, sous les ordres de Sa Majesté, du commande-

ment militaire et de la discipline de la milice, et qui, lorsqu'il remplira cette charge, occupera le grade de major-général dans la milice du Canada, et recevra un salaire de quatre mille piastres par année, qui couvrira toute solde et tous suppléments de solde."

Voici, d'après M. N.-O. Côté (*Political Appointments, 1867 à 1897*), la liste des officiers qui ont été envoyés d'Angleterre pour commander notre milice : Sir Edward Selby Smyth, K. C. M. G., du 20 avril 1875 au 31 mai 1880 ; Richard-Amherst Luard, du 1er juillet 1880 au 30 avril 1884 ; Sir Frederic-Dobson Middleton, K. C. M. G., C. B., du 12 juillet 1884 au 30 juin 1890 ; Ivor-John-Caradoc Herbert, C. B., du 20 novembre 1890 au 1er août 1895 ; William-Julius Gascoigne, du 19 septembre 1895 au 20 juin 1898, et Edward-Thomas-Henry Hutton, C. B., A. D. C., P. S. C., actuellement commandant, depuis le 11 août 1898.

F.-J. AUDET

Le tableau de Saint-Michel et Mgr Plessis. (V, I, 573.)—Mgr Plessis possédait un grand fonds de gaieté, ordinairement réprimé par les exigences de sa dignité, mais souvent prêt de déborder malgré tous ses efforts au contraire. Bien des fois, au milieu de solennelles cérémonies, il arrivait qu'une figure grotesque ou une franche balourdise d'un de ses assistants bouleversait sa gravité et lui imposait la rude tâche de refouler les mouvements d'un rire convulsif. C'était surtout durant le cours de la visite épiscopale que se présentaient le plus fréquemment les occasions, qui, malgré ses résistances, lui faisaient perdre son sérieux ordinaire dans l'exercice de ses fonctions ; cette propension à rire l'humiliait beaucoup, mais il ne la pouvait maîtriser, lorsqu'un objet ridicule ou une circonstance bizarre frappait tout à coup ses yeux.

Il avait que bien des fois il ne s'était contenu qu'avec des efforts incroyables. Dans une des paroisses récemment

établies au nord de Montréal, il venait d'être reçu avec les honneurs militaires. Après son entrée solennelle dans l'église, comme il se détournait pour donner, de l'autel, la bénédiction à la foule, il s'arrête pendant quelques instants sans pouvoir proférer une seule parole ; lorsqu'il réussit enfin à se faire entendre, sa voix est brisée et semble à chaque instant prête à lui manquer.—"Monseigneur est-il malade ?" demande un des prêtres de la mission à M. Turgeon, alors secrétaire. —"Non," répond celui-ci, qui comprenait la cause de l'embaras, "mais il a remarqué quelque chose qui le porte à rire." Le prélat expliqua ensuite l'énigme : au milieu du peuple pieusement agenouillé, il avait aperçu une cinquantaine de jeunes gens, restés debout, affectant la tenue militaire, et portant à l'épaule des fusils de toutes les formes et de tous les calibres. Ces miliciens amateurs avaient entendu dire qu'un soldat sous les armes ne doit ni s'agenouiller ni se découvrir dans l'église ; aussi, ils se tenaient droits et couverts : les uns avaient sur la tête un chapeau de paille, orné de longues plumes de coq ; d'autres portaient une toque bleue à large bordure blanche et surmontée d'un énorme pompon de laine. L'attitude et l'accoutrement de ces braves étaient si comiques que l'évêque, en les apercevant, éprouva la plus grande difficulté pour comprimer le rire qui, malgré lui, montait à chaque instant sur ses lèvres.

Vers cette époque, les églises de la campagne renfermaient beaucoup de peintures détestables, dont quelques-unes étaient de véritables caricatures, plus propres à exciter la gaieté qu'à entretenir la piété des fidèles. Mgr Plessis s'attachait à faire disparaître du lieu saint ces croûtes informes et à les reléguer dans les greniers ; mais il avait beau les proscrire, il en échappait toujours quelques unes, qui semblaient chargées de venger leurs compagnes exilées.

Un premier jour de visite, le prélat, du haut de la chaire de Saint-François de Neuville, adressait son discours d'entrée

à de nouveaux auditeurs, fort attentifs aux paroles de leur premier pasteur. Pendant un des passages les plus sérieux du sermon, il se tourne vers le chœur et jette les yeux sur une toile barbouillée de vives couleurs ; il les détourne promptement, parce qu'il a reconnu un piège tendu à sa gravité ; puis malgré lui, il les reporte sur la malencontreuse peinture, qui semble le fasciner. Vaincu, il s'arrête et plonge un regard dévorant au fond de ce ciel empourpré. Quelle scène ! Une masse d'étoiles, le soleil et une moitié de la lune sont emportés sur les ailes grisonnantes d'un ange. C'est bien saint Michel, en habit rouge, pantalon bleu et belles bottes à l'écuylère ; l'archange s'élance vers la terre en héros de roman, tête haute et flamberge au vent, prêt à frapper d'estoc et de taille. De son lourd et épais talon, il va écraser le nez robuste de Lucifer, qui se prépare à le recevoir sur ses cornes, et répond à ses menaces par une grimace effroyable.

La scène produit son effet sur le prédicateur ; mille et mille idées étranges et bizarres se croisent dans son imagination ; sa poitrine se gonfle, ses lèvres se dilatent ; il éprouve un immense besoin de rire ; chaque mot s'arrête au passage, prêt à l'étouffer. Il s'assied, se relève, tousse ; peines inutiles ! rien ne peut chasser de son esprit cette inimitable grimace de Satan. De désespoir, il se hâte d'arriver à la péroraison, gagne la sacristie, se laisse choir sur une chaise, et décharge son cœur par un rire vigoureux et prolongé.

On comprend qu'après avoir joué un si vilain tour, le tableau, avec ses personnages, fut consigné au grenier de l'église pour ne plus jamais reparaitre au grand jour. " Et il l'avait bien mérité," ajoutait l'évêque en rapportant cette anecdote, " il m'avait fait passer par une des plus rudes épreuves de ma vie, car je craignais à chaque instant de m'éclater de rire en pleine chaire."

L'ABBÉ J.-B.-A. FERLAND

Le "bureau des pauvres" de Montréal. (V, VII, 632.)—Le 8 avril 1688, un arrêt du Conseil Souverain ordonnait l'ouverture de bureaux des pauvres dans les villes de Québec, Montréal et Trois-Rivières.

Cependant, des documents conservés au greffe de Montréal prouvent que le bureau des pauvres de cette ville ne fut ouvert qu'en 1698. Voici le texte du procès-verbal de l'assemblée d'ouverture :

" Le premier juin 1698, le révérend père LeBlanc, de la Compagnie de Jésus, envoyé par Mgr l'Illustrissime et Révérendissime Evêque de Québec pour prêcher, et commencer, dans les paroisses de son diocèse, l'établissement des bureaux des pauvres ordonné par arrêt du Conseil Souverain du 8 avril 1688, et renouvelé le 22 février dernier, et suivant la lettre circulaire de Monseigneur, et de Messieurs les directeurs du bureau de Québec, le tout ci dessus transcrit, a fait un sermon sur le sujet.

" Et ce jour, troisième des dits mois et an, l'assemblée d'établissement du bureau des pauvres de cette ville de Ville-Marie, dans la chambre de mon dit Seigneur Evêque, et en sa présence, et en celle de Messire François Dollier de Casson, un des prêtres du séminaire de Saint-Sulpice de Paris, supérieur du dit séminaire et grand vicaire de mon dit Seigneur, et curé de la paroisse du dit Ville-Marie, et M. de Breslay, prêtre faisant les fonctions curiales de la dite paroisse ; de M. Caillé, prêtre, et du révérend père Leblanc, de M. le marquis Crisafy, lieutenant du roy en cette ville, de M. Deschambault, procureur du roy de la juridiction royale de l'Isle de Montréal, et lieutenant-général, etc, des sieurs Jacques Le Ber et Pierre Lamoureux de St-Germain, marchands bourgeois de cette ville, et d'Anthoine Adhémar de St-Martin, greffier et notaire royal de la dite juridiction, dans laquelle assemblée a été arrêté :

1^o Que les sieurs Le Ber, Lamoureux et Adhémar seront directeurs du bureau.

2^o Qu'on priera Mme de Maricour, et Mlle de Repentigny pour faire la première quête dans cette ville et les faubourgs, et des hommes pour faire la quête de la campagne, dans les limites de la paroisse de cette ville.

3^o Que les assemblées se tiendront au séminaire, tous les lundis, à deux heures, p. m."

On tenait soigneusement les minutes de ces assemblées. En les lisant, on croit assister à une conférence de Saint-Vincent de Paul. On s'y occupait de placer à l'Hôpital les malades pauvres, ou de les faire conduire chez des parents plus aisés.

On considérait comme un devoir de placer les enfants des pauvres en apprentissage pour leur apprendre à travailler.

On donnait à une veuve quinze livres et trois minots de blé ; des souliers à un vieillard, un pain de douze livres tous les quinze jours à une pauvre femme, deux aunes et un quart de carisé à une autre, etc, etc.

Le 9 décembre 1698, on décida de faire une seconde quête pour les pauvres.

Mme Juchereau de Saint-Denis et Mme d'Argentenil furent priées de la faire dans la ville et les faubourgs. Les sieurs Dupré et La Morille se chargèrent de la faire du côté de Laehine, de la rivière Saint-Pierre et jusqu'aux limites de cette paroisse. Les sieurs Pothier et Prudhomme, depuis le faubourg de Notre-Dame de Bonsecours jusqu'à Julien Blais inclusivement et le sieur Saint-Germain à la Montagne.

Nous trouvons dans ces petits détails la preuve que les citoyens les plus nobles du temps payaient de leur personne, et prenaient part à la direction des bureaux des pauvres, faisaient les quêtes pour eux et visitaient leurs familles. Les noms des dames et messieurs que nous venons de transcrire

sont tous de grands noms historiques qu'on est heureux de rencontrer ici accolés aux œuvres de charité, mais illustrés dans d'autres sphères d'action.

C'est un exemple que nous offrons à la méditation de nos concitoyens d'aujourd'hui.

RAPHAËL BELLEMAIRE

L'hygiène sous la domination française. (V, VI, 624.)—On ne peut guère s'attendre, à cette époque reculée, et dans un pays tout neuf, à voir les questions hygiéniques prendre une place importante dans l'administration publique. A son début, le Canada est sous le contrôle de *compagnies de traite* qui ont loué le pays du roi de France, comme on louerait un terrain de chasse, et qui n'ont naturellement qu'une seule préoccupation : faire avec les Sauvages un commerce de fourrures avantageux.

On est, cependant, surpris de constater avec quelle précision et quel sens pratique certaines questions de l'hygiène sont envisagées sous le règne de Louis XIV. C'est ainsi que nous voyons, en 1667, le roi de France établir, par une de ces ordonnances, qui furent longtemps le code civil du Canada au système de tenue des registres de l'état civil, qui est encore en vigueur aujourd'hui dans la province de Québec. C'est le clergé qui tient registres des baptêmes, mariages et sépultures et en donne une copie à l'autorité civile. "Seront faits," dit le roi, "en chacune par deux registres pour écrire les baptêmes, les mariages et les sépultures en chacune paroisse...l'un desquels servira de minutes et demeurera entre les mains du curé et l'autre sera porté au juge royal pour servir de grosse." C'était prendre dès le début une mesure efficace pour surveiller le développement de la colonie et en assurer l'état civil. Aujourd'hui encore ce système peu compliqué est jugé suffisant dans la Province.

Quelques années plus tard, le Conseil Supérieur de Québec s'occupe d'une manière très éclairée de la question alimen-

taire. Ainsi, il convoque, en 1677, une assemblée générale des habitants pour faire l'essai du pain et en fixer le prix. En 1707, voulant assurer aux habitants une viande de bonne qualité, il passe au sujet de l'inspection de la viande, des règlements qui équivalent à notre estampillage moderne. Aucun boucher ne peut, sous peine de confiscation et d'amende, abattre un animal sans prévenir le procureur du roi ou son représentant, " afin qu'il s'y transporte pour connaître si les bêtes sont en assez bon état pour être distribuées au public." Aucun habitant de la campagne ne peut apporter et vendre de la viande à la ville sans présenter d'abord, au procureur du roi ou son représentant, un certificat du juge, s'il y en a un dans la place qu'il habite, ou sinon du seigneur, du curé ou de l'officier de milice, lequel certificat doit établir " comme les bestiaux par eux apportés n'étaient atteints d'aucunes maladies avant d'avoir été tués et qu'ils ne sont pas morts d'accidents, comme noyés ou empoisonnés." Il serait difficile de faire mieux aujourd'hui.

Tous les autres règlements passés à cette époque s'appliquent exclusivement à la propreté des rues et des habitations. Quelques ordonnances concernent la morale publique. Les enfants trouvés sont élevés à la charge du roi, qui accorde aux nourrices " 45 livres pour le premier quartier de nourriture de chaque enfant, et 10 livres par mois jusqu'à ce que l'enfant ait atteint 18 mois." Les enfants sont alors engagés à de bons habitants de la ville ou de la campagne jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de 18 ou 20 ans (1748).

E.-P. LACHAPPELLE

Le combat naval de la Pointe à la Garde.
(V, VI, 626.)—La Pointe à la Garde est située à douze milles de Ristigouche et à mi-chemin entre cette dernière place et Tracadiehe sur la rive nord de la baie des Chaleurs. C'est un cap qui s'avance dans la baie et laisse au nord-est une

grande échancrure ou anse qui se prolonge jusqu'à la Pointe Escuminac, l'espace de six milles. C'est là que la baie des Chaleurs perd son nom pour prendre celui de baie de Ristigouche. Les Français, peu avant la conquête, avaient un camp militaire à Ristigouche, comme en font foi les actes de baptêmes, mariages et sépultures des pères récollets Etienne et Ambroise, conservés dans les archives de Saint-Joseph de Carleton.

Pour se protéger contre les poursuites des vaisseaux anglais, les Français avaient établi une batterie de canons à la Pointe Bourdon. Peu après la prise de Québec en 1759, les Anglais, ayant appris par les Sauvages, que les Français avaient un camp à Ristigouche, vinrent les déloger. Il y eut un combat sanglant à la Pointe à la Garde entre les navires français et anglais. Deux frégates françaises furent englouties au pied du Cap. On pouvait voir encore les carcasses à marée basse, il n'y a pas bien des années ; on a vu même des canons au fond de l'eau. Un des canons de cette batterie se trouve encore actuellement dans une bâtisse appartenant à la famille Baxter établie sur ce Cap.

L'ABBÉ E.-P. CHOUINARD

Les députés de Saint-Maurice. (I, VII, 52.)— Le comté de Saint-Maurice, que le romaniement de 1892 a réuni à la ville des Trois-Rivières, est l'une des plus anciennes divisions électorales du pays. Dès l'époque du régime constitutionnel inauguré en 1791, il envoyait deux députés au parlement de Québec. Le comté s'appelait alors "Saint-Maurice" et comprenait un territoire d'une immense étendue ; c'était tout le pays environnant Trois-Rivières qui, de son côté, envoyait aussi deux députés au parlement. Cette dernière division était désignée sous le nom de "Bourg Trois-Rivières."

Bien peu de comtés, dans la province de Québec, peuvent se glorifier d'avoir conservé leur nom primitif jusqu'à nos jours.

Voici la liste des hommes politiques qui, depuis 1791, ont été choisis pour représenter cette vieille division au conseil de la nation, tant à Québec qu'à Ottawa :

Sous l'acte constitutionnel de 1891 :

1792-1796, T. Coffin et Aug.-Rivard Dufresne.

1797-1800, T. Coffin et N. Montour.

1801-1805, T. Coffin et Mathew Bell.

1805-1808, David Munro et Michel Caron.

1809, T. Coffin et M. Caron.

1810, L. Gagy et M. Caron.

1810-1814, Frs Caron et M. Caron.

1815-1816, E. Leblanc et Vallières de Saint-Réal.

1817-1819, E. Mayrand et L. Gagy.

1820, L. Picotte et Pierre Bureau.

1820-1824, L. Picotte et P. Bureau.

1825-1827, Chs Caron et P. Bureau.

1827-1830, Chs Caron et P. Bureau.

1830-1834, P. Bureau et Valère Guillet.

1834-1836, Dr Boutillier et V. Guillet.

1836-1838, Frs.-L. Desaulniers et A. Bareil-Lajoie.

Sous le Conseil spécial :

1838-1841, L'hon. E. Mayrand.

Sous l'Acte d'union de 1841 :

1841-1844, L'hon. Jos.-Ed. Turcotte.

1844-1848, F.-L. Desaulniers.

1848-1851, L'hon. Ls-Jos. Papineau.

1851-1854, L'hon. J.-E. Turcotte.

1854-1858, Dr L.-L.-L. Desaulniers.

1858-1861, L.-L.-L. Desaulniers.

1861-1863, L.-L.-L. Desaulniers.

1863-1867, Charles Gérin-Lajoie.

Sous l'Acte de la Confédération (à Ottawa) :

1867, L.-L.-L. Desaulniers.

1868-1873, Dr Elie Lacerte.
1874-1878, C.-G. Lajoie.
1878-1882, L.-L.-L. Desaulniers.
1882-1887, L.-L.-L. Desaulniers.
1887-1891, Frs.-L. Desaulniers.
1891-1896, Frs.-L. Desaulniers.

A Québec :

1867-1871, Abraham-L. Desaulniers.
1871-1875, L'hon. E. Gerin-Lajoie.
1875-1878, Dr E. Lacerte.
1878-1881, F.-L. Desaulniers.
1881-1886, F.-L. Desaulniers.
1886-1899, N.-L. Duplessis.

F.-L. DESAULNIERS

Les protonotaires apostoliques canadiens.

(V, IV, 601.)—Encore deux noms à ajouter à la liste des Canadiens revêtus de la dignité de protonotaire apostolique : Mgr Joseph-Alfred Prévost, curé de la paroisse de Notre-Dame de Lourdes, à Fall River, Mass ; E.-U., et Mgr E.-F. Murphy, recteur de la cathédrale Ste-Marie et vicaire général du diocèse de Halifax.

P.-G. R.

Pierre Bédard et ses fils. (V, VII, 638.)—Lorsqu'il mourut le 26 avril 1829, le juge Bédard laissait une veuve et quatre enfants : Pierre-Hospice, âgé de 32 ans, Elzéar, âgé de 30 ans, Isidore, âgé de 23 ans, et Zoël, de 17 ans.

Pierre-Hospice est bien connu par sa lettre à M. Chaboilley relativement au gouvernement ecclésiastique de Montréal, laquelle parut à Trois-Rivières, en 1823, sous forme de brochure de 49 pages. Il mourut aux États-Unis. Lorsque M. George-Manley Muir, ancien greffier de l'Assemblée législative à Québec, se convertit au catholicisme, en 1819, à Wind-

son, Ontario, ce fut Hosiace Bédard qui lui servit de parrain à son baptême.

À la mort de son père, Elzéar brillait déjà au barreau de Québec. Il fut nommé juge en février 1836, et mourut à Montréal le 1er août 1849.

Isidore Bédard mourut à Paris le 14 avril 1833, alors qu'il était député du Saguenay. C'était un jeune homme plein d'avenir, mais dont la carrière fut brisée par une maladie qui ne pardonne guère, la consommation pulmonaire. C'est l'auteur de la chanson bien connue

Sol Canadien, terre chérie.

Zoël, le plus jeune de la famille, occupa pendant vingt-deux ans la garde du phare de la Pointe des Monts. Il mourut en avril 1867.

Quant à madame Bédard, elle mourut à Québec le 20 février 1831, à l'âge de 52 ans. Elle avait vécu dans une certaine aisance, grâce aux sages économies de son mari qui lui avait laissé à sa mort une maison à Trois-Rivières, une terre à Nicolet, et le revenu qu'elle retirait de la vente de son ancienne résidence à Québec.

Les enfants du juge Bédard purent se tirer eux-mêmes d'embarras par leurs talents distingués. Le juge Elzéar a illustré le banc judiciaire par son intégrité et son caractère fortement trempé. Sa mort prématurée, ainsi que celle de son frère Isidore, a mis fin à des carrières qui, suivant les prévisions humaines, auraient fait honneur à leur famille. Aucun d'eux n'a laissé d'enfants pour perpétuer son nom. Quoi qu'il en soit, leur souvenir restera vivace parmi nous, car chacun, suivant l'expression de M. Etienne Parent, "a laissé un modèle pour un des âges dont se compose la vie publique—jeunesse, âge mûr et vieillesse."

N.-E. DIONNE

QUESTIONS

650.—En 1789, sir Alexander MacKenzie découvrait le fleuve qui porte son nom. Dans la relation de son voyage, Mackenzie nous donne les noms des braves et fidèles serviteurs à l'énergie desquels il dut d'avoir accompli cette dangereuse exploration. Ce sont François Barrieau (Bériaux ?), Charles Doucette, Joseph Landry, Pierre Delorme et John Steinbuck.

Quatre années plus tard, en 1793, sir Alexander MacKenzie atteignait l'océan Pacifique après avoir, le premier parmi les blancs, franchi les Montagnes Rocheuses. Parmi les Canadiens qui suivirent MacKenzie dans sa seconde expédition, deux avaient déjà fait le voyage à la mer du Nord en 1789, c'étaient Charles Doucette et Joseph Landry ; les autres étaient François Beaulieu, François Comtois, Baptiste Bisson et Jacques Beauchamp.

N'y aurait-il pas moyen de savoir de quelles paroisses du Canada venaient ces voyageurs, les deux surtout qui prirent part aux deux expéditions ? Les noms de ces héros méritent bien, n'est-ce pas, de passer à la postérité. (G.-D.)

651.—«L'antagonisme de L'Angleterre et de la France est si frappant, que toutes les nations s'en rendent compte. L'Angleterre est le chat, disait le grand Frédéric, la France est le chien. En droit, dit le légiste Houard, les Anglais sont des juifs, les Français des chrétiens. Les sauvages même semblent sentir vaguement cette profonde antithèse des deux grandes nations policées. *Le Christ*, disent les indiens de l'Amérique, *était un français que les anglais crucifièrent à Londres. Pont-Pilate était un officier au service de l'Angleterre.*»

Ce dernier proverbe a-t-il cours chez les sauvages du Canada ?

X. X. X.

652.—Le testament de Champlain, dont j'entends parler si souvent, existe-t-il encore ? A-t-il été publié ? Où ?

Not.

653.—N'y a-t-il pas un curé Navières qui a écrit des lettres sur le Canada, du temps des Français ? Où me procurer cet ouvrage ?

BEAUPRÉ

654.—Qui est Justin Winsor, que je vois citer à tout propos dans les études d'histoire canadienne ?

L.S.

655.—Les jeunes mères canadiennes font marcher leurs bébés pendant le *Sanctus* afin, disent-elles, qu'il apprennent à marcher plus tôt. Cette coutume ou supposition, comme vous voudrez, est-elle d'origine française ou canadienne ?

A. B. C.

656.—Où est mort Arnold, le compagnon de Montgommery ?

SANTA.

657.—Je voudrais étudier le siège de Québec de 1759. Veuillez donc m'indiquer les livres que je pourrais consulter à part les histoires de Garneau et de Ferland ?

ETUDIANT

658.—Les journaux ont annoncé récemment l'apparition d'une *Histoire de la famille Casgrain*, par M. P.-B. Casgrain. Existe-t-il au Canada beaucoup d'ouvrages de ce genre ? Je comprends que d'ordinaire ces livres ne sont pas mis en vente dans le public.

BIBLIO.

659.—Un M. J. Feyrol, Français me dit-on, a publié récemment un livre sur le Canada. Pouvez-vous me donner quelques renseignements sur ce M. Feyrol ?

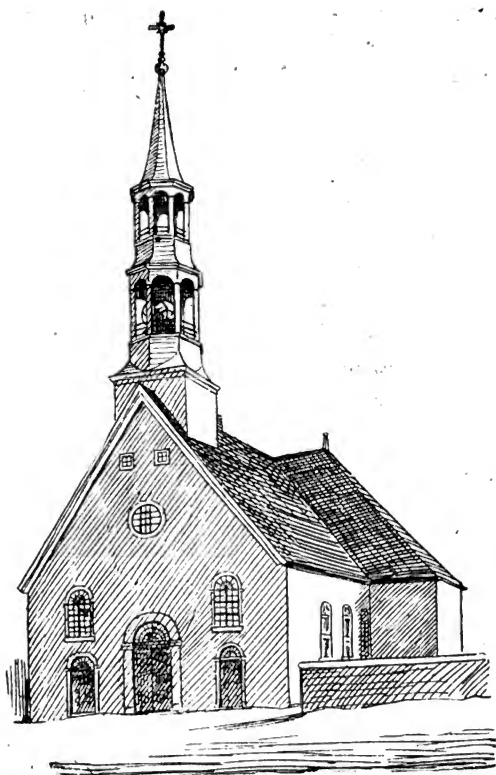
L., QUÉBEC

660.—En quelle année perd-on les traces de Eustache Boullé, qui vint rejoindre ici son beau frère, M. de Champlain, l'année 1618 ?

X. X.

661.—J'ai vu, lorsque j'étais jeune, le portrait du célèbre Dr Labrie, chez un M. Labrie, à St-Charles de Bellechasse. C'était un beau portrait à l'huile, de 18 à 20 pouces carré environ. On m'a dit que ce fut l'avocat Oursiphore Labrie, de Percé, petit neveu du Dr Labrie, qui hérita de ce portrait. Où est cette peinture aujourd'hui ?

X. X. X.



EGLISE DE SAINT-MATHIAS DE ROUVILLE

BULLETIN

DES

RECHERCHES HISTORIQUES

VOL. 5

OCTOBRE 1899

No. 10

SAINT-MATHIAS DE ROUVILLE

Le 24 novembre 1739, M. Louis Normant, grand-vicaire du diocèse de Québec, bénissait une chapelle en bois construite vers l'extrémité d'une pointe du bassin de Chambly, nommée alors Pointe Olivier, et que les eaux ont presque rongée depuis.

Cette chapelle fut placée sous l'invocation de la Conception de la sainte Vierge.

En 1775, fut commencée la construction d'un presbytère en pierre dont le haut devait servir de chapelle. Lorsqu'il fut terminé en 1777, l'on démolit la chapelle construite en 1739. Cette deuxième chapelle fut placée sous la protection de saint Olivier, en l'honneur de Mgr Jean-Olivier Briand, alors évêque de Québec, qui en avait autorisé la construction.

Le 15 juillet 1784, on bénissait la première pierre d'une nouvelle église, de 102 pieds de longueur sur 46 de largeur. En 1818, cette église fut réparée et allongée. C'est elle qui sert encore au culte.

C'est en 1809 que les registres paroissiaux commencent à remplacer le nom de Saint-Olivier ou Pointe-Olivier par celui de Saint-Mathias. Nous ne connaissons pas la raison qui donna lieu à ce changement.

Les curés de Saint-Mathias : MM. Pierre Picard, 1777-1798 ; Pierre Robitaille, 1798-1807 ; Amable Prévost, 1807-1816 ; Pierre Consigny, 1816-1832 ; Joseph Quevillon, 1832 ; Auguste Tessier, 1832-1838 ; Louis-Barthélemy Brien, 1838-1863 ; Isidore Hardy, 1863-1884 ; Joseph Gaboury, 1884-1887 ; Joseph-Chrysostôme Blanchard, 1887-1893 ; J.-U. Nadeau, curé actuel.

PIERRE-GEORGES ROY

QUÉBEC, DE 1620 A 1632

C'était plutôt par gloriole qu'autrement que le duc de Montmorency avait accepté le titre de vice-roi de la Nouvelle-France, le 10 février 1620 ; mais il se figurait peut-être aussi avec raison que le commerce des pelleteries lui rapporterait des revenus, puisqu'il avait versé à son beau-frère, père du grand Condé (alors au berceau), la somme ronde de onze mille écus pour l'obtenir de lui. Champlain, son lieutenant à Québec, continua de travailler seul, pour ainsi dire, car le duc, tout à son penchant pour la carrière des armes, et sans cesse mêlé aux intrigues de la politique, était plus souvent à cheval que dans son cabinet à lire les papiers de sa prétendue colonie. Vers 1624, il disait à qui voulait l'entendre que la charge de vice-roi lui rompait la tête, plus que les affaires importantes du royaume. En écoutant les récits malheureusement si vrais de Champlain sur l'insignifiance de la dite colonie, il sentit s'évanouir le reste de son enthousiasme à l'égard du Saint-Laurent, et, le 15 février 1625, passa le titre à son neveu, Henri de Lévy, duc de Ventadour, lequel confirma Champlain dans le poste de lieutenant au Canada, par lettres en date du même jour.

Si nous nous rendons compte de la réalité des choses, la pompeuse allure des deux princes, qui se donnent la qualité de vice-rois, et la lieutenante de Champlain, sont de simples farces. Il y avait à Québec une vingtaine d'hommes occupés au commerce des pelleteries avec les sauvages ; c'était là toute la colonie. Ceux qui avaient versé les fonds nécessaires à l'entreprise retiraient plus ou moins de profits des opérations que dirigeait sur place le lieutenant ou gouverneur Champlain, et à Paris, le bureau des directeurs qui était, comme on le voit, présidé par un prince du sang relevé du titre de vice-roi. Qu'est-ce que ces gens à panaches diraient donc aujourd'hui de nos commerçants de grains, de beurre,

de fromage, de moutons, de bois, de poisson, de minerais, qui brassent cent mille fois plus d'affaires que les vingt manœuvres de Champlain et tous les Montmorency ou les Condé de l'ancienne France !

Je me livrais à ces réflexions, hier, en voyant une histoire du Canada pour les écoles, qui débute avec ce flaflo de grands mots—mais qui n'avertit pas l'enfant de la pauvreté et de la nullité du fond. Est-il étonnant que nous vivions avec une idée absurde de ce qu'était le Canada durant son premier siècle ? Nos écrivains ont toujours pris à tâche de continuer le langage du temps de Louis XIII et de Louis XIV, c'est-à-dire qu'ils mettent de l'exagération en tout, comme pour exaspérer les gens de bon sens.

Rien ne se tient debout dans notre histoire lorsque l'on passe derrière le rideau des phrases pompeuses ; tout s'évanouit, car ce n'est qu'une illusion. Les choses, vues du côté réel, sont tout autres que sur la face où l'on nous les représente. Par malheur pour nous, les lecteurs de langue anglaise sont servis par des écrivains qui ne leur cachent pas la vérité. Nous avons belle mine avec nos gasconnades ! Les étrangers s'amuse à nous voir nous trompant les uns les autres par patriotisme, et acceptant des vessies pour des lanternes afin de ne pas diminuer la gloire du nom français ! Voilà où nous en sommes, et cette école de clinquant est en pleine floraison. Avisez-vous, par exemple, de dire aux gens de Québec que Champlain n'a pas créé la navigation à vapeur, la culture des céréales, le commerce du bois, la citadelle de Québec, et vous verrez comment on reçoit les incrédules de votre espèce. Aux fêtes annuelles on débite des phrases creuses, des éloges basés sur rien, des affirmations de faits glorieux qui n'ont jamais existé ! J'ai parfois hâte de voir ces beaux discours ; ils me consolent en me faisant croire que les Canadiens ne sont pas près de finir leur carrière parce qu'ils ne sont pas encore sortis de la première enfance.

* * *

Retournons au duc de Ventadour, que nous avons à peine salué en arrivant. Il acceptait une charge où les soucis ne manquaient pas, puisqu'il y avait de l'argent engagé dans les opérations. Les Basques donnaient le cauchemar à la compagnie du Canada en allant traiter dans le fleuve jusqu'à l'île Verte. Leur quartier général était l'île Saint-Jean, aujourd'hui île du Prince-Edouard. Le vaisseau de pêche de Guers, l'un des subordonnés de Champlain—le seul vaisseau que possédât ce dernier pour la pêche du golfe—avait été capturé par les Basques en 1623, et amené sous les canons de l'île Saint-Jean, car ces hardis coureurs de mer avaient su se fortifier (1623) en toute règle pour ne pas être inquiétés à leur tour dans le boulevard de leurs opérations. Ils ne reconnaissaient pas les ordres du roi qui accordaient le privilège de la traite et de la pêche uniquement à la compagnie du Canada. Un de leurs principaux capitaines, nommé Guérard, avait même été jusqu'à Tadoussac en 1622. Celui-ci s'était associé avec un Hollandais ou Flamand comme on disait alors. Ils étaient armés de quatre pièces de canon d'environ sept ou huit cents livres chacune, et de deux plus petites bouches à feu : le navire portait vingt-quatre hommes. Un bâtiment espagnol de deux cents tonneaux rôdait dans ces parages. Plusieurs Flamands faisaient la pêche dans le bas Saint-Laurent. Un vaisseau de la Rochelle, commandé par un homme masqué, traitait au Bic avec les sauvages. Le Bailif, commis de la compagnie du Canada à Tadoussac, vivait dans des inquiétudes continuelles. Ce port, si commode pour les Français, n'eût pas suffi à contenir tous les aventuriers qui le recherchaient, et par conséquent, Le Bailif comprenait qu'on l'en chasserait pour prendre sa place. Dans un excellent travail sur Tadoussac, dû à la plume de M. J.-Edmond Roy, nous lisons : " Les anciens écrivains ont répété tour à tour que c'était un bon port que celui de Tadoussac,

où vingt-cinq vaisseaux de guerre pouvaient se tenir à l'abri de tous les vents. Cette capacité a été grandement exagérée. Tout au plus cinq ou six vaisseaux de moyenne taille y pourraient-ils mouiller." Champlain, très alarmé aussi, ne se voyait pas en mesure de braver le péril, car il n'avait pas même une quinzaine d'hommes pour faire au moins la patrouille aux environs du Saguenay.

Guérard partit de Tadoussac presque en même temps que Raymond de la Ralde, lieutenant d'Émeric de Caen. De la Ralde se trouvait donc avoir la direction maritime, et son premier devoir consistait à chasser les intrus, Basques, Espagnols et Flamands, du fleuve et du golfe Saint-Laurent. Il était à Miscou en 1623 lorsque les Basques se fortifièrent à l'île Saint-Jean. Sa situation devenait embarrassante. Catholique, toutefois très attaché à ses maîtres protestants (les de Caen) il exerçait son pouvoir sur les sujets des deux religions ; mais que pouvait-il faire contre les "étrangers" nombreux qui résistaient à ses ordres ? Ce personnage devait s'identifier bientôt avec l'histoire du golfe Saint-Laurent, et rendre de bons services à ses patrons. En 1623 donc, il envoya à Québec le pilote Doublet informer de Caen de ce qui se passait vers Miscou. Le 23 août, de Caen et Pontgravé s'embarquèrent pour la France, et prirent chemin faisant, à Gaspé, des renseignements nécessaires à la politique qu'ils auraient à suivre pour parer aux circonstances du moment. Racontons ce qui se passait à Québec.

Voyant que le vice-roi était changé, Louis Hébert demanda la ratification du droit de propriété que le duc de Montmorency lui avait accordé en 1623. Le 28 février 1626 on lui fit la concession d'une grande étendue de terre en seigneurie. Trente ans plus tard sa famille en retirait quelques rentes.

La situation de la colonie n'était guère enviable. Si d'un côté Champlain parvenait à faire comprendre aux marchands

la nécessité de certains petits travaux de défense où de logement, il ne gagnait absolument rien du moment qu'il parlait d'établir des familles sur les terres à titre de simple cultivateurs. En dix ans, de 1617 à 1627, on ne voit que Louis Hébert jardinant un peu et semant quelques poignées de blé, après avoir bêché le sol. Il n'y avait pas de charrie aux mains des colons, Marsolet, Hertel, Nicolet, Le Tardif, les trois Godefroy étaient encore interprètes ou employés de la traite. Peut-être Conillard, Martin, Pivert, Desportes, Duchesnes cultivaient-ils, mais rien ne l'atteste, et tout nous fait supposer le contraire.

La cause de l'agriculture a toujours été mal vue des compagnies qui se succédèrent à Québec, de 1608 à 1627. Les premières tentatives de culture dans la Nouvelle France avaient eu lieu à la baie de Fundy, sur l'île Sainte-Croix (1604), et à Québec (1608). Ces travaux ne dépassaient pas ceux d'un jardin potager ; leur objet n'était point de nourrir les émigrés, mais de procurer à de Monts et à Champlain des échantillons de ce que le nouveau sol pouvait produire. En 1613 et en 1615, Champlain, à Québec, agrandit cette petite exploitation. Louis Hébert, qui arriva en 1617, avait dû faire comme en Acadie, c'est à dire attaquer la terre avec la bêche pour tâcher de la connaître. Il possédait un labourage en 1620, mais il n'avait pas les outils essentiels à ces sortes de travaux, puisque Champlain dit positivement que la veuve Hébert fit usage de la charrue, pour la première fois, le 26 avril 1628. Hébert était mort le 25 janvier 1627. On élevait des vaches et des moutons. Quant aux chevaux, il ne vinrent ici qu'en 1666. En 1625, sur l'invitation de Champlain, quelques sauvages s'étaient mis à défricher et à semer du blé-Inde, à la Canardièrre, joli endroit englobé, quatre ans plus tard, dans les limites de la seigneurie de Notre-Dame-des-Anges, près Québec.

Le P. Charles Lallemant, écrivant de Québec, le 1er août 1626, dit : " Nous sommes si éloignés de la mer que nous ne sommes visités par les vaisseaux français qu'une fois par année, et seulement par ceux qui en ont le droit, car cette navigation est interdite aux autres. Ce qui fait que, si, par hasard, ces vaisseaux marchands périssaient, ou s'ils étaient pris par les pirates, nous ne pourrions compter que sur la Providence de Dieu pour pouvoir nous nourrir. En effet, nous n'avons rien à attendre des sauvages qui ont à peine le strict nécessaire."

L'un des capitaines qui visitèrent le poste de Québec en 1624 se nommait Charles Daniel, de Dieppe ; c'est probablement sur son bord que Champlain et sa femme s'embarquèrent, le 15 août de cette année, pour repasser en France. Les vaisseaux des capitaines Pontgravé et Gérard ou Guérard étaient alors à Miscou.

Le sieur de la Ralde était resté à Miscou et à Gaspé. Au commencement de septembre 1624, il accompagna Champlain en France, ainsi que Pontgravé et le pilote Canané.

Emeric de Caen demeura à Québec l'hiver de 1624-25 en qualité de commandant. Cinquante et une personnes, tant hommes que femmes et enfants, composaient toute la population blanche du poste. Emeric retourna en France, l'été de 1625, avec son oncle Guillaume de Caen. Comme celui-ci était huguenot, il se vit refuser la direction de la flotte du Canada, laquelle passa au sieur de la Ralde, ayant Emeric de Caen sous ses ordres. La " Catherine," de cent cinquante tonneaux, commandée par de la Ralde, et la " Flèche," de deux cents soixante tonneaux commandée par Emeric de Caen ; " l'Allouette," de quatre-vingts tonneaux, appartenant aux Jésuites ; un bâtiment de deux cents tonneaux, un autre de deux cent vingt, mirent à la voile à Dieppe, et arrivèrent à Québec le 5 juillet 1626, ramenant Champlain avec Eustache Boulé, son beau-frère, et le sieur Destouches, assis-

tant de Champlain, qui retourna en France au bout d'un an. On est émerveillé aujourd'hui en attendant parler de pareilles coquilles de noix pour traverser l'Atlantique.

Champlain rencontra (1626) des pêcheurs basques dont le navire avait été brûlé par accident. De Caen et de la Ralde s'occupèrent du golfe, tandis que Champlain se rendait à Québec. Pontgravé avait commandé à Québec durant l'hiver 1625-26. On souffrait tellement du manque de provisions qu'on avait envoyé une chaloupe à Gaspé pour en obtenir ; la plupart des hivernants voulaient abandonner Québec.

Le P. Charles Lallemant écrivait le 1er août 1626 : " Il n'y a que trois ou quatre familles (de sauvages) qui ont défriché deux ou trois arpents de terre, où elles sèment du blé d'Inde, et ce depuis peu. On m'a dit que c'était les RR. PP. récollets qui le leur avaient persuadé. Ce qui a été cultivé en ce lieu par les Français est peu de chose ; s'il y a dix-huit ou vingt arpents de terre, c'est tout le bout du monde."

Le 25 août 1626, dit Champlain, " Pontgravé se délibéra de repasser en France... Corneille de Vendremur, d'Anvers, demeura en sa place, pour avoir soin de la traite et des marchandises du magasin, avec un jeune homme appelé Olivier Le Tardif, de Honfleur, sous-commis qui servait de truchement."

Le premier soin de Champlain fut de restaurer les bâtiments de Québec. Voulant aussi tirer avantage des prairies naturelles situées près du cap Tourmente, où l'on faisait des foins depuis deux ou trois ans, et où l'on élevait du bétail, il y fit construire sans retard une habitation, et y envoya le sieur Foucher avec cinq ou six hommes, une femme (Mme Pivert ?), et une jeune fille. "Les récoltes, écrivait plus tard le P. Leclercq, allaient à une petite mission formée au cap de Tourmente, à sept lieues au-dessous de Québec, où l'on avait construit un fort avancé, non seulement contre les sauvages, mais principalement contre les ennemis (venant) de l'Europe."

En 1625 étaient arrivés les premiers pères Jé-suites. L'année suivante, ceux qui étaient dans la colonie se nommaient Enemond Masse, Jean de Brébeuf, Anne de Nono et Charles Lallemant, sans compter les frères Gilbert Burrel, Jean Goffestre et François Charreton. Le P. Lallemant disait, le 1er août 1626 : " Pour nos Français, qui sont ici au nombre de quarante-trois, nous ne sommes pas épargnés ; nous avons entendu leur confession générale."

Après avoir dit que, du temps de Henri III, Henri IV et Louis XIII (de 1575 à 1640), la littérature française ne daigna point s'occuper de l'idée coloniale, M. Léon Deschamps (*Revue de géographie*, Paris 1885, p. 366), fait observer que pourtant, Montluc et Montaigne, sous Henri III, avaient formulé des arguments, plutôt contre que pour la colonisation, et il ajoute : " Au XVII^e siècle l'unanimité est absolue ; aucune voix discordante ne fait entendre et ne produit d'écho dans la littérature. Une seule question provoque une courte discussion et deux ou trois livres ; c'est celle de l'origine des Américains, soulevé par Hugo Grotius en 1642. Elle est importante, puisqu'elle recèle la question de l'esclavage, que nous retrouverons plus tard ; mais elle ne crée pas en ce moment courant littéraire. Notons ce point important : Au début, et jusqu'à Champlain, l'action s'est manifestée surtout par des voyages d'exploration, qu'il n'était pas besoin de taire, qu'on divulguait bien plutôt par orgueil national ; chacun voulait avoir sa part dans cette œuvre surtout scientifique. Mais quand on eut compris le profit qu'on pouvait tirer de ces terres vierges, quand la question d'économie eut été soulevée—et nous avons vu que ce fut en France, aux temps de Bodin et de Lescarot—on changea de sentiment et de méthode. L'action devint commerciale et politique, c'est-à-dire qu'elle se cacha. On ne la retrouve que dans le fait accompli ou dans les documents d'Etat. Cela explique le silence des littérateurs ; au XVII^e siècle, et trop souvent depuis, on a

laissé en France, au gouvernement, au roi, le soin des choses d'Etat ; c'eût été crime, et un crime promptement puni, d'en raisonner."

Jean Bodin, mort en 1596, et Lescarbot, qui vivait encore vers 1630, ont en effet ouvert les yeux de leurs compatriotes sur l'avantage de s'emparer des pays nouvellement découverts ; mais les Français ne comprirent pas du tout la manière de fonder des colonies ; ils se contentèrent d'un peu de trafic avec les sauvages.

Les dispositions que montrait Richelieu à l'égard des entreprises coloniales furent bientôt connues. Dans la seule année 1626, il lui fut adressé cinq mémoires ou lettres sur " le fait du commerce de la marine " ; lui-même est l'auteur ou le promoteur d'un très grand nombre de contrats, lettres, rapports et statistiques ayant le même objet. De ces documents, les plus intéressants sont le mémoire de Richelieu touchant la marine, et les mémoires que le chevalier de Rasilly et un anonyme adressent à Richelieu en 1626. Le premier a été publié dans la collection des " Document Inédits de l'Histoire de France ," et il suffit d'un mot pour l'analyser. Richelieu y expose en substance qu'il est nécessaire que le roi relève sa puissance maritime, sans laquelle " il ne fallait plus faire estast d'aucun traficq," et qu'il est prêt à consacrer 1,500,000 livres par an à l'entretien de " trente vaisseaux de guerre pour tenir les côtes nettes."

Le fait est que les navires battant pavillon français ne pouvaient guère s'éloigner de la vue des côtes de leur pays, tant les Espagnols, les Hollandais et les Anglais leur donnaient la chasse. On voyait jusqu'à des pirates algériens venir attaquer dans le golfe Saint-Laurent les bâtiments pêcheurs qui avaient réussi à s'échapper à travers l'Atlantique pour se procurer de la morue à Terre-Neuve ou au cap Breton.

Sous l'influence bienfaisante de ce ministre, naquirent une dizaine de compagnies avec le dessein d'exploiter les pays

Jointains et à y transporter le nom de la France : La Nacelle de saint Pierre, 1625 ; la compagnie du Morbihan, 1626 ; les Cent Associés, 1627 ; la compagnie des Iles d'Amérique, 1627 ; la compagnie de l'Ile Saint-Christophe, 1635 ; la compagnie du Cap nord, 1638 ; la nouvelle compagnie de l'Ile Saint-Christophe, 1642 ; la compagnie de Madagascar, 1642.

Par malheur, un contrat sur le papier n'est pas finalement chose faite. La nature humaine n'est pas assez droite pour se conformer aux conditions inscrites dans un acte par devant notaire ou par devant le roi—il faut toujours que le bras de la justice menace les " honorables parties contractantes," car autrement celles-ci se gardent bien de remplir leurs obligations. Richelieu n'était pas assez naïf pour ignorer cela, mais comme c'était Richelieu, c'est-à-dire un homme dont la tête était bourrée de plans et qui ne pouvait courir qu'au plus pressé, il ne tarda point à laisser les commerçants s'arranger à leur guise. Par là, le champ fut ouvert sans restriction à la rapacité des marchands qui s'appliquèrent à recueillir en Afrique et en Amérique le plus de denrées commerciales, mais sans établir de colonies stables. Richelieu leur avait imposé l'obligation de créer des colonies, en retour du privilège qu'il leur accordait de traiter avec les indigènes, mais il ne les surveilla nullement, et la moitié du contrat intervenu entre eux resta lettre morte. J'admire les historiens qui énumèrent, comme je viens de le faire les noms des compagnies fondées par Richelieu et qui expriment leur admiration de tant de belles entreprises sorties du cerveau d'un seul homme !

Quand même cent hommes et davantage auraient conçu de semblables projets, il importe peu ; l'essentiel est de savoir ce qui en est résulté, or les prétendues colonies de Richelieu n'ont produit momentanément que de simples comptoirs de traite, et bientôt après des banqueroutes sur toute la ligne. L'histoire doit tout dire, autrement elle n'est pas l'Histoire,

et devient une légende bonasse qui accepte tout sans rien comprendre.

Il va de soi que si le roi ou des individus veulent former une colonie, c'est par le moyen d'habitants ou de colons qu'ils y parviendront. Alors, il en coûtera de l'argent pour transporter ces gens et les aider à s'établir. Ici se trouve la clef de la situation. Le roi ne voulait pas déboursier d'argent. Les hommes du commerce lui firent croire que son rôle, en effet, n'était pas de payer, que c'était plutôt à eux de fournir les fonds nécessaires, avec l'entente que le souverain leur permettrait le commerce pour se refaire de leurs dépenses. Richelieu et Louis XIII se laissèrent facilement persuader du mérite de ce plan ; le commerce fut concédé aux compagnies marchandes parce que ces dernières s'obligeaient à peupler les nouveaux pays qu'on leur abandonnait. Va-t'en voir s'ils viennent, Jean !

Citons encore M. Deschamps, puisque son étude représente une page toute faite des annales canadiennes d'après la manière de presque tous nos écrivains. Les commerçants, dit-ils, n'ont pas été " les seuls à prendre intérêt aux conquêtes coloniales. Toutes les classes de la société, depuis le roi jusqu'au public oisif, y ont pris part ; acteurs, auteurs ou lecteurs se trouvent à la cour comme à la ville, en province comme à Paris, au cloître comme dans les ruelles... Il est remarquable que presque tous les capitaines chargés de conduire les expéditions sont de petite noblesse, à commencer par le sieur de Champlain, " écuyer." Ainsi, le chevalier de Rasily, qui appartenait à une famille de Touraine, apparentée à Richelieu, et qui fut commandeur de l'ordre des hospitaliers de Saint-Jean ; ainsi le sire de Lauzon, ainsi Pierre de Blain, écuyer, sire de Desnambuc."

Hé oui ! tous de la noblesse, plus ou moins, noblesse ruinée par exemple, et qui, à cause de cela, se faisait commerçante, prêtait son nom aux trafiquants, cherchait à redorer

des blasons—mais, pas à créer des colonies ! Toute l'histoire française du XVII^e siècle est posée sur ce pivot fragile. Aussi la machine a-t-elle fonctionné pitoyablement.

Dans la liste des Cent-Associés, les noms de noblesse et de hauts fonctionnaires sont les plus nombreux. Citons-en quelques-uns : le marquis d'Effiat, surintendant des finances, Isaac Martin de Mauvoy, intendant de la marine, Claude de Roquemont, écuyer, sieur de Brisson, Isaac de Rasilly, chevalier de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, Jean de Tayot, trésorier de France, Ythier Holner, secrétaire du roi, Claude Bragelonne, surintendant et commissaire général des vivres, des camps et armées de France.

Je relève à dessein dans cette liste les noms des associés appartenant à la Normandie, parce que, en 1629 principalement, nous rencontrerons leurs navires dans le golfe Saint-Laurent : David Duchesne, conseiller, échevin du Havre-de-Grâce ; noble homme Simon Dablon, syndic de Dieppe ; Jean Roscé, marchand de Rouen, qui fut le premier seigneur de l'île d'Orléans (en bois debout) près Québec ; Simon Lemaître, marchand de Rouen, qui fut le premier seigneur de la côte de Lauzon ; Adam Mannessier, bourgeois et marchand du Havre-de-Grâce ; maître André Daniel, docteur en médecine, demeurant rue D'Ecosse, à Dieppe ; Charles Daniel, capitaine pour le roi en la marine, frère du précédent, marié à Dieppe ; maître Pierre Boulanger, conseiller du roi et élu à Montvilliers ; maître Jean Féron, conseiller du roi et payeur des espèces de messieurs de la cour du parlement de Rouen ; Henry Cavelier, mercier grossier, de Rouen, frère de Jean Cavelier, marchand, qui fut le père du découvreur Cavelier de la Salle ; Jean Papavoine, marchand, de Rouen ; Maître Michel Jean, avocat à Dieppe ; Jean Vincent, conseiller et échevin de Dieppe ; Nicole Langlais, veuve de Nicolas Blondel, conseiller et échevin de Dieppe ; Claude Girardin, marchand de Rouen ; François Mouet, marchand,

de Rouen ; Jacques Duhamel, marchand, de Rouen. J'en conclus que la Normandie comptait pour le quart, ou bien près de ce chiffre, dans le nombre des Cent-Associés ; le principal groupe se trouvait néanmoins à Paris.

Le sud de la France figure pour un petit nombre de membres. A ce sujet, il est bon de noter que les protestants s'étaient soulevés dans le midi et avaient été écrasés par Richelieu, en 1825 ; de plus, que les chefs de ce soulèvement avaient péri sur l'échafaud en 1626. C'est aussi du camp devant la Rochelle, dernier boulevard des protestants, que fut signé, le 6 mai 1627, l'acte d'établissement des Cent-Associés.

BENJAMIN SULTE

(La fin dans la prochaine livraison)

LE LOUP-GAROU

On désignait ainsi autrefois, dans nos campagnes, une personne condamnée, après sa mort, à être changée en *loup-garou* pour méfaits causés de son vivant. La punition se prolongeait durant sept ans et sept mois, et avait principalement pour causes, soit la négligence à "faire ses pâques," ou quelque gros scandale qui avait remué toute la paroisse. Le *loup-garou* courait les champs, durant la nuit, et, quand on le rencontrait, on pouvait délivrer l'âme du malheureux, en traçant sur lui un grand signe de croix. Mais le malin esprit ne se laissait pas facilement approcher, et d'ailleurs chacun prenait ses jambes à son cou du plus loin qu'il l'apercevait.

Cette superstition a subsisté longtemps au Canada, et même n'est pas encore complètement disparue, aujourd'hui, de certaines campagnes reculées.

SYLVA CLAPIN

RÉPONSES

Le monument Wolfe et Montcalm à Québec.
(IV, I, 404.)—John-Charlton Fisher, ou le Dr Fisher, comme on l'appelait, était né en Angleterre, à Carlisle, en 1794. Après avoir fait de fortes études, il avait traversé l'océan et était allé se fixer à New-York, où il avait fondé un journal intitulé *The Albion*. En 1823, il fut appelé à Québec dans les circonstances suivantes. La *Gazette de Québec*, fondée en 1764 par Brown et Gilmore, contenait une partie officielle dans laquelle avaient paru depuis un grand nombre d'années toutes les annonces et publications du gouvernement. Mais M. John Neilson, propriétaire du journal en 1822, étant député du comté de Québec et ayant pris une attitude hostile à l'administration dans la Chambre d'Assemblée, crut qu'il était plus convenable d'abandonner cette propriété à un autre. C'est pourquoi, le 1er mai 1822, Samuel Neilson, fils de John, devint propriétaire de la *Gazette* et de l'imprimerie, en société avec William Cowan. Il fut nommé imprimeur du roi au mois de juillet de la même année, et la *Gazette* ajouta à son titre les mots : " publiée par autorité".

Mais bientôt, l'opinion publique ayant été saisie du fameux projet d'union de 1822, le parti populaire en fut vivement ému, et ses chefs jetèrent feu et flamme contre cette tentative inique. M. John Neilson ne fut pas l'un des moins énergiques. Il protesta avec véhémence contre le projet et fut délégué en Angleterre avec M. Papineau pour le combattre.

Il n'en fallut pas davantage pour enflammer le courroux de l'irascible lord Dalhousie. Il retira à Samuel Neilson, sa commission d'imprimeur du roi, fit venir de New-York John-Charlton Fisher à qui il transféra cette commission et le chargea de la direction d'une gazette officielle intitulée *La Gazette de Québec par autorité*. Cette nouvelle gazette, outre les annonces officielles, publia des écrits littéraires et politiques remarquables.

Au mois d'août 1827, la *Gazette par autorité* publia un jour, l'entrefilet suivant : "HOMMAGE PROJETÉ À LA MÉMOIRE DE WOLFE ET MONTCALM. C'est depuis longtemps un sujet de surprises et de regrets qu'il n'y ait pas à Québec de monument public, pour rappeler la mort glorieuse de Wolfe et de Montcalm. Ce sentiment a induit le gouverneur en chef à proposer à la considération du public et des officiers qui servent maintenant sous ses ordres, en Canada, le dessin d'une colonne qui serait érigée sur la Place d'Armes, en face du Château St-Louis. On peut voir ce dessin à la bibliothèque de la garnison, où le bibliothécaire a instruction d'admettre ceux qui désireraient l'examiner. Le gouverneur en chef s'abstient d'en dire davantage sur ce sujet, et se borne à assurer qu'il accueillera tous les avis qui pourront lui être adressés, et qu'il donnera à cette œuvre toute l'assistance et l'encouragement qu'il pourra."

Immédiatement, une souscription fut commencée, un comité fut formé, et on ouvrit un concours pour l'inscription qui serait gravée sur le futur monument. Le prix de ce concours était une médaille d'or.

Le comité était composé comme suit : l'honorable juge en chef, président ; M. le juge Taschereau, le major général Darling, le lieutenant colonel Cockburn, le capitaine Young, le capitaine Melnish, M. George Pemberton.

Lord Dalhousie réunit les souscripteurs au château Saint-Louis, le 1er novembre 1827. Il leur soumit les dessins du monument projeté ; d'us au talent du capitaine Young, du 70ème régiment. Il exprima l'opinion que le monument devait être simple et à la portée d'une souscription limitée. Il annonça aussi que des souscriptions avaient été offertes de New-York et qu'il les avait acceptées.

Les dessins du capitaine Young furent agréés par l'assemblée. Et dès le 15 novembre, avait lieu la cérémonie de la pose de la première pierre. Le site du monument n'était plus

la Place d'Armes, comme on l'avait d'abord proposé, mais la partie inférieure du jardin du gouverneur, c'est-à-dire ce qui constituait autrefois le jardin de l'Ecole Normale Laval, avant la prolongation de la Terrasse.

La cérémonie eut lieu avec grande pompe. Le 66ème et le 79ème régiment faisaient la haie du pied des glacis jusqu'au château. Les journaux du temps rapportent que la grande loge des franc-maçons, ayant à sa tête le grand-maître Claude Donéchaud—un Canadien, s'il vous plaît—prit une part considérable à la cérémonie. La comtesse de Dalhousie, accompagnée de l'honorable lady Hill, de l'honorable Mme Gore, de Mme Sewell et de plusieurs autres y assistaient. Le gouverneur avait autour de lui le lord évêque de Québec, le juge en chef, les membres du comité et une foule d'autres. Le chapelain des forces récita une prière. Puis lord Dalhousie demanda à M. Donéchaud, le grand-maître des francs-maçons, de procéder aux rites de son ordre. Après les sinagrées maçonniques un incident plus touchant se produisit. M. James Thompson, un vétéran de l'armée de Wolfe, qui figurait dans les rangs de l'armée victorieuse, le 13 septembre 1759, et qui en 1827 était âgée de 95 ans, fut invité par le gouverneur à donner un coup de maillet sur la pierre. Cette évocation vivante du passé, au milieu de la solennelle démonstration, produisit une profonde impression.

On a vu plus haut que le monument devait être érigé en premier lieu sur la Place d'Armes. Le choix subséquent du jardin du gouverneur, où se cultivaient alors, paraît-il, certaines plantes potagères, ne plut pas au public canadien. Un écrivain malicieux adressa à la *Gazette de Québec* cette communication épigrammatique :

“ En voyant, ce matin, la cérémonie qui a eu lieu à l'occasion du monument que l'on élève à Wolfe et Montcalm, j'ai songé comme suit : Si par une figure de rhétorique Wolfe et Montcalm revenaient en ce monde, ne diraient-ils pas : “Hé-

las, vanité des vanités ! nous espérons une place parmi les héros, et l'on fait de nous, en Canada, des admirateurs de patates, des planteurs de choux, et des garde-légumes dans le potager du gouverneur."

Jadis, dans les combats balançant le destin,

Voilà Montcalm et Wolfe priapes d'un jardin.

" A moi la médaille offerte."

Cette malice eut du succès. On l'attribua généralement à M. Isidore Bédard, fils du premier juge Bédard, et frère de M. Elzéar Bédard, l'un des lieutenants de Papineau, qui fut plus tard juge aux Trois Rivières. M. Isidore Bédard est l'auteur de chant patriotique : " Sol canadien, terre chérie." Il fut élu député du comté de Saguenay aux élections de 1830, et mourut en France au printemps de 1833.

Cette boutade humoristique contribua sans doute au nouveau changement de site pour lequel on se décida. En effet, après la cérémonie pompeuse de la pose de la première pierre, il se trouva que, l'année suivante, en 1829, le monument Wolfe-Montcalm fut érigée dans le jardin supérieur, qu'on appelle aujourd'hui " jardin du fort ", auquel il est étonnant qu'on n'ait pas songé tout d'abord, tant il offrait d'avantages.

Au commencement de septembre 1828, le monument était terminé, et il fut inauguré le 8 de ce mois, le jour même du départ de lord Dalhousie.

La médaille offerte par le comité avait été gagnée par le Dr John-Charlton Fisher. L'inscription du Dr Fisher a fait l'admiration de tous les connaisseurs. Elle résume avec force, élégance et concision l'idée-mère qui a inspiré l'érection de ce monument historique.

Une autre inscription, qui se lit en arrière du monument, eut pour auteur le révérend Dr Mills, chapelain des troupes. En voici le texte :

" Hyusce Momementi In Virorum Illustrium Memoriam. WOLFE ET MONTCALM. Fundamentum P. C. Georgius Comes de Dalhousie, In Septentrionalis Americae Partibus Summam rerum Administrans, Opus Per multos Annos Præter missum, Quid Duci Egregio Convenientius ? Auctoritate Promovens, Exemplo Stimulans. Munificentia Teovens, A. D. MDCCCXXVII. Georgio IV. Britanniarum Rege."

Le Dr John-Charlton Fisher, l'auteur de la première inscription, continua à rédiger la *Gazette par autorité* jusqu'en 1831. A cette date, les hommes au pouvoir lui demandèrent de supprimer ses articles politiques, qui n'étaient plus en harmonie avec les principes du nouveau ministère anglais. Et son journal devint purement et simplement une *Gazette officielle*.

M. Fisher rédigea ensuite le *Mercury*. En 1841, il fonda un journal hebdomadaire, *The Conservative*. Il fut l'un des membres les plus distingués de la Société Littéraire et Historique fondée en 1824, par lord Dalhousie, et dans laquelle il remplit tour à tour les fonctions de secrétaire, de trésorier et de président. Il fut aussi le principal collaborateur de M. Alfred Hawkins, dans la publication du beau volume si recherché des bibliophiles, intitulé *Picturesque Québec*.

Le Dr Fisher mourut au mois d'août 1849, sur le steamer "Sarah Sands", à bord duquel il revenait d'Angleterre à Québec.

IGNOTUS

Lévis et les drapeaux de ses régiments. (V, IV, 608.)—Après sa glorieuse mais inutile victoire de Sainte-Foye, lorsqu'il vit que la mère-patrie abandonnait la Nouvelle-France, Lévis se replia sur Montréal.

Dans la nuit du 6 septembre, une assemblée fut tenue chez le marquis de Vaudreuil. Les principaux officiers de l'armée étaient présents.

Amherst s'avancait avec une armée de quinze mille hommes, Murray avait sous ses ordres quatre mille hommes et l'armée du lac Champlain forte de dix mille hommes pouvait se joindre à ces dix-neuf mille guerriers à quelques heures d'avis.

A ces trente mille soldats, Lévis pouvait opposer à peu près trois mille hommes, soit trois Français contre dix Anglais. Les provisions étaient épuisées, les munitions étaient à la veille de l'être. Les fortifications de Montréal étaient en ruine. La perspective, on l'avouera, n'était pas encourageante.

Bigot lut un mémoire sur la situation de la colonie et soumit à l'assemblée un projet de capitulation rédigé par lui. Tous pensèrent comme Bigot, qu'il était préférable d'obtenir une capitulation avantageuse que de faire une défense opiniâtre qui ne différerait que de quelques jours la perte de la colonie. Bougainville fut envoyé auprès de Amherst pour proposer une suspension d'armes d'un mois. Celui-ci refusa et donna six heures à Vaudreuil pour en venir à une détermination.

On envoya à Amherst le projet de capitulation préparé par Bigot.

Le premier article de ce projet se lisait comme suit :

“ Vingt-quatre heures après la signature, le général anglais fera prendre, par les troupes de Sa Majesté Britannique, possession des portes de la ville de Montréal et la garnison anglaise ne pourra y entrer qu'après l'évacuation des troupes françaises”,

Amherst écrivit à la marge :

“ Toute la garnison de Montréal doit mettre bas les armes et ne servira point pendant la présente guerre.

“ Immédiatement après la signature de la présente, les troupes du roi prendront possession des portes et posteront les gardes nécessaires pour maintenir le bon ordre dans la ville”.

Presque tous les autres articles furent accordés.

Cet article était humiliant. M. de Bougainville fut envoyé pour faire des représentations à Amherst, qui ne voulut rien entendre. Dans la nuit, on envoya M. de la Pause pour lui demander d'ajouter à cet article " que l'armée pourrait servir en Europe ". Amherst demeura inflexible.

C'est alors que M. de Lévis présenta le mémoire suivant à M. de Vaudreuil.

" Aujourd'hui, 8 septembre.

" M. le marquis de Vaudreuil, gouverneur-général de la Nouvelle-France, nous ayant communiqué les articles de la capitulation qu'il a proposée au général anglais pour la reddition du Canada et les réponses à ses lettres, et ayant lu dans les dites réponses que ce général exige pour dernière résolution que les troupes mettent bas les armes et ne serviront point pendant tout le cours de la présente guerre, nous avons cru devoir lui représenter, en notre nom et en celui des officiers principaux et autres, des troupes de terre, que cet article de la capitulation ne peut être plus contraire au service du Roi et à l'honneur de ses armes, puisqu'il prive l'état du service que pourroient lui rendre, pendant tout le cours de la présente guerre, huit bataillons de troupes de terre et deux de celle de la marine, lesquelles ont servi avec courage et distinction, service dont l'Etat ne seroit pas privé si les troupes étoient prisonnières de guerre et même prises à discrétion.

" En conséquence, nous demandons à M. de Vaudreuil, de rompre présentement tout pour parler avec le général anglais et de se déterminer à la plus rigoureuse défense dont notre position actuelle puisse être susceptible.

" Nous occupons la ville de Montréal qui quoique très mauvaise et hors d'état de soutenir un siège, est à l'abri d'un coup de main et ne peut être prise sans canon. Il seroit inouï de se soumettre à des conditions si dures et humiliantes pour les troupes sans être canonnés.

“ D'ailleurs, il reste encore assez de munitions pour soutenir un combat, si l'ennemi voulait nous attaquer l'épée à la main, et pour en livrer un, si M. de Vaudreuil veut tenter la fortune, quoique avec des forces extrêmement disproportionnées et peu d'espoir de réussir.

“ Si M. le marquis de Vaudreuil, par des vues politiques, se croit obligé de rendre présentement la colonie aux Anglais, nous lui demandons la liberté de nous retirer avec les troupes dans l'île Ste-Hélène, pour y soutenir en notre nom l'honneur des armes du Roi, résolu de nous exposer à toutes sortes d'extrémités plutôt que de subir des conditions qui nous y paroissent si contraaires.

Je prie M. le marquis de Vaudreuil de mettre sa réponse pas écrit au bas du présent mémoire.

(Signé) LE CHEVALIER DE LÉVIS”

M. de Vaudreuil répondit au mémoire du chevalier de Lévis par les lignes suivantes :

“ Attendu que l'intérêt de la colonie ne nous permet pas de refuser les conditions proposées par le général anglais, lesquelles sont avantageuses au pays dont le sort m'est confié, j'ordonne à M. le chevalier de Lévis de se conformer à la présente capitulation et faire mettre bas les armes aux troupes.

A Montréal, le 8 septembre 1760.

(Signé) “ VAUDREUIL ”.

M. de Lévis, voulant épargner aux troupes une partie des humiliations qu'elles allaient subir, leur fit brûler leurs drapeaux pour les soustraire à la condition de les remettre aux ennemis.

On se demande souvent où les drapeaux des régiments français furent brûlés. Hubert Larue (*Histoire populaire du Canada*) et Achintre (*L'île Sainte-Hélène, son passé, son présent son avenir*) disent expressément que le fait arriva dans l'île Sainte-Hélène.

Rien dans les lettres et rapports de chevalier du Lévis et les relations du temps n'indiquent que la chose se soit passée à l'île Sainte-Hélène.

C'est le 8 septembre 1760 que M. de Lévis donna l'ordre de brûler les drapeaux. Or à cette date, il n'y avait que quatre cents hommes sur l'île Sainte-Hélène. Le reste de l'armée était campé un peu partout sur l'île de Montréal. Il est donc plus probable que chaque régiment ou bataillon fit brûler ses drapeaux là où il se trouvait campé.

P.-G. R.

Les camériers secrets surnuméraires de Sa Sainteté. (V, VI, 629.)—“ On ne connaît pas l'époque de l'institution des camériers secrets surnuméraires de Sa Sainteté. Elle a dû se faire peu à peu, les Souverains Pontifs voulant honorer des prêtres qu'ils envoyaient en mission et les faire mieux représenter le Saint-Siège.

“ L'habit d'étiquette du camérier secret se compose de la soutane sans queue avec la ceinture et le *mantellone* sur la soutane. L'étoffe de la soutane et du mantellone est, en hiver, un drap de laine violette, en été, la soie violette. L'extrémité des manches de la soutane a des revers de soie violette hauts de six doigts, les boutonnieres, boutons, filets, sont de soie violette. Le mantellone a des revers de soie violette large de deux palmes. La ceinture sur la soutane est toujours de soie violette, a quatre ou cinq doigts de largeur, et les extrémités qui pendent sur le côté gauche sont terminées par deux glands de soie violette. Avec cet habit, les camériers peuvent porter le *collare* de soie violette. Il leur est défendu de porter des bas violets, et au chapeau un gland, cordon ou tout autre insigne violet. Les bas et le cordon du chapeau doivent être noirs.

“ Les camériers peuvent prendre dans l'usage privé ou civil, une soutane noire sans queue, qui aura les boutonnieres et boutons violets. Ils mettent sur cette soutane une cein-

ture large de trois doigts en soie violette et dont l'extrémité, au lieu d'avoir des glands, est bordée d'une petite frange violette. Le manteau sera toujours noir, de laine ou de soie. Ils peuvent porter avec ce costume le *collare* violet, mais on leur défend absolument d'avoir des bas violets ou un cordon violet au chapeau.

“ Les camériers secrets timbrent leurs armes d'un chapeau violet d'où descendent deux rangées de glands, suivant des cérémoniaires, trois rangées, suivant d'autres, et de même couleur.

“ La charge de camérier secret surnuméraire cesse avec le Pape qui a nommé. Il faut, par conséquent, à chaque changement de pontificat, demander le renouvellement de cette nomination. Il s'ensuit que, pendant le temps de la vacance pontificale, le camérier secret surnuméraire ne peut porter aucun insigne; il n'est plus camérier.” (Battandier).

Camériers secrets surnuméraires canadiens : Mgr Joseph-Sabin Raymond (St-Hyacinthe), 1876 ; Mgr Joseph-David Déziel (Lévis), 1880 ; Mgr F.-X. Bossé (Saint Charles de Caplan), 1883 ; Mgr C.-A. Marois (Québec), 1887 ; Mgr Henri Têtu (Québec, 11 mars 1887 ; Mgr C.-O. Gagnon (Québec), 1890 ; Mgr P.-F. McEvoy (Hamilton, Ont.).

P. G. R.

Le Cap-à-l'Arbre. (V, VII, 631).— Une note mise au bas de la page 65 du *Journal des Jésuites* par MM. les abbés Laverdière et Casgrain, dit que le Cap-à-l'Arbre est le même que “ le Platon, appelé, du temps de Champlain, la pointe Sainte-Croix.” Les sources de renseignements ne sont pas indiquées.

Interrogé par M. H.-G. Malhiot sur la situation exacte du Cap-à-l'Arbre, M. Laverdière répondit qu'en définitive il n'en était pas certain. Voyons ce qui peut nous éclairer là-dessus.

Une fille de Michel Goron—Marie-Françoise—épousa en 1689 Robert Ouy ou Houy dit Saint-Laurent, soldat de la compagnie de M. des Bergères.

A cette époque, Michel Goron habitait " la seigneurie de l'Eschaillon," concédée depuis 1674 à M. Pierre de Saint-Ours ; deux lieues de front à commencer quatre arpents au-dessous de la petite rivière Duchesne. Cette rivière, le seul cours d'eau de la seigneurie de Deschaillons, traverse diagonalement les terres et se jette dans le fleuve un peu au-dessous du " Cap à la Roche."

La grande carte cadastrale (manuscrite) dont copie se voit à Ottawa, portant la date de 1693-1709 indique parfaitement le *Platon* situé au bas de la seigneurie voisine, celle de Deschaillons, qui commence trois lieues et demie, à peu près, plus haut que le Platon.

Dès la deuxième terre de Deschaillons, on rencontre Michel Goron ; à la troisième il y a une rivière ou gros ruisseau sans nom, c'est la petite rivière Duchesne. Après cela, on compte six terres et l'on trouve celle de Robert Ouy. En remontant toujours, on passe quatorze terres avant d'atteindre la seigneurie de Levrard.

En face de la terre de Robert Ouy, sur l'autre côté du Saint-Laurent, sont la troisième et quatrième terres du haut des Grondines.

La liste des noms d'habitants que porte la carte, servira de complément à l'explication :

La première terre est en blanc. Ensuite viennent : Michel Goron, un blanc avec l'embouchure de la rivière, François Goron, J. Denevert, Mailloux, Beandet, Bérubé, un blanc, Robert Ouy, D. Garon, Lebœuf, Chesne, Masson, Maillou (Mailhot ? qui était parent de Goron), un blanc, Lebœuf, un blanc, Pineau (dit Laperle), Laverdure, un blanc, Pineau, Tousignan, Tousignan.

Robert Ouy mourut en 1702. Son fils, Robert, avait épousé Marguerite Gariépy. Devenu veuf, il contracta un second

mariage avec Louise Pilotte, en 1729. A ce propos, on le désigne comme habitant du " Cap-à-l'Arbre, paroisse de Lotbinière." N'oublions pas que la seigneurie de Deschailions était alors comprise dans la paroisse de Lotbinière; elle était souvent appelée " le petit Saint-Ours."

La terre des Ouys était donc au Cap-à-l'Arbre, ou un peu plus haut.

Si on rapproche ce renseignement de la carte cadastrale déjà citée et de la situation bien connue du cap à la Roche ainsi nommé aujourd'hui, on se convaincra que le cap à l'Arbre et le cap à la Roche sont un seul et même site.

BENJAMIN SULTE

Les Anglais à Deschambault en 1759. (V, II, 574.)—Peu de temps après la conquête du Canada par les Anglais, Deschambault fût mis sous le coup d'un émoi assez palpitant et qui ne peut s'effacer de la mémoire de ceux qui en ont entendu le récit :

" C'était en l'automne de 1759. Une frégate anglaise très bien équipée remontait le fleuve St Laurent. Lorsqu'elle fût dans le Richelieu, vis-à-vis de l'église, le bruit du canon se fit entendre et un énorme boulet frappa et traversa de part en part le mur de l'église près de la couverture au moment même où le Saint-Sacrifice était célébré par Mr. Ménage premier curé de cette paroisse. Les assistants effrayés se précipitèrent dehors et prirent la fuite vers les bois. En vain M. Ménage voulut les retenir : lui-même après la messe, croyant une descente des Anglais, enleva les vases sacrés et alla se cacher dans la forêt afin de les soustraire aux outrages auxquels pourraient se livrer ces nouveaux maîtres encore sous les coups de l'exaspération. Ces pauvres habitants très peu nombreux et sans armes aucunes, s'arrêtèrent à l'arrière d'un coteau qui se trouve à trente arpents environ de l'église et du sommet duquel ils pouvaient observer la manœuvre de

ces étrangers s'ils mettaient pieds à terre, ce qu'ils ne firent point à la grande satisfaction des gens." (1)

À cette époque, l'on ne se chicanait pas pour les écoles vu que l'éducation donnée aux jeunes gens était exclusivement militaire et consistait principalement dans le maniement des armes et autres exercices en rapport avec les combats.

On voyait encore dans ces dernières années des restes de redoutes sur le cap Lauzon, près de l'église de Deschambault (en face du couvent), afin de les habituer à la prise d'assaut de ces sortes de forteresses ou à leur défense au cas où ils auraient à s'y maintenir, ou à déloger l'ennemi. Au même endroit on voit encore quelques uns de ces beaux pins sur le bord du cap, si bien connu des navigateurs ; il sont criblés des balles lancées par ces jeunes gens, futurs défenseurs de la patrie. Ils aimaient à se familiariser d'avance avec un métier qu'ils seraient tôt ou tard appelés à exercer.

L. SAINT-AMANT

L'exploit du capitaine Bouchette(V, VI, 620.)

—Jean-Baptiste Bouchette commandait un brigantin sur le fleuve, l'automne de 1775, lorsque le gouverneur Carleton fut obligé de fuir de Montréal, qui était tombé au pouvoir des Américains. Bouchette s'offrit pour le conduire à Québec, en passant à travers les patrouilles de l'ennemi. La capitulation avait eu lieu le 12 novembre, et le gouverneur

(1) Je me rappelle fort bien avoir vu dans les murs de la vieille église de Deschambault le trou percé par le boulet anglais.

Je ne crois pas que le boulet soit tombé sur la terre de Jean Groleau, aujourd'hui propriété de M. Z. Gignac, vu que cette terre est la seconde au nord-est de l'église et que son passage dans le mur n'indiquait pas cette direction.

était monté à bord du brigantin de Bouchette, qui passait pour le premier manœuvrier du fleuve. On eut bientôt connaissance que le colonel Eaton avait été détaché à la poursuite, mais Bouchette n'était pas seul sur le fleuve ; il déguisa son bâtiment, tira des bordées qui l'éloignèrent du côté de Laprairie, et masqua si bien son jeu que Eaton fila vers Repentigny, croyant être sur la bonne piste. Bouchette le suivit le 13, et arriva le 14 à Lavaltrie, où se trouvait le capitaine Bellet, lequel avait fait hastinguer sa goëlette et transportait les poudres de Montréal dans l'espoir de les livrer à Québec. Bellet était un marin d'un courage et d'une adresse reconnus. Le vent soufla nord-est jusqu'au 16 inclusivement, ce qui les empêcha de poursuivre leur route. La nuit du 16 au 17, le gouverneur, déguisé en habitant, ainsi que de Niverville et de Lanaudière, se confia au capitaine Bouchette et au sergent Boutillet ; tous cinq montèrent dans une embarcation légère, et, après sept ou huit alertes où ils se crurent pris chaque fois, parvinrent aux Trois-Rivières à midi sonnant. Ils payèrent d'audace et se mirent à table dans une maison qui logeait des officiers américains, ensuite, sur les trois heures, ils se rembarquèrent sans que le gouverneur eut été reconnu. Ils arrivèrent à Québec le dimanche, 20 novembre, après midi, et de suite on organisa la défense. Dès le 14, Arnold, avec une aile de l'armée américaine, était campé sur les plaines d'Abraham. Bellet avec ses poudres passa à travers les flottilles ennemies et arriva sain et sauf au quai de la basse-ville. Bouchette fut nommé commandant sur le lac Ontario après la guerre, et servit avec autant de zèle que d'intelligence ; il mourut dans ce poste en 1802. Son fils Joseph fut le géographe dont les travaux n'ont pas été surpassés, même en Europe.

BENJAMIN SULTE

QUESTIONS

662.—Il existe au calendrier ecclésiastique une sainte Foye qui souffrit le martyre sous Dioclétien. La paroisse de Sainte-Foye, près Québec, a-t-elle pris son nom de cette sainte ou du célèbre sanctuaire de Notre-Dame-de-Foy en Belgique. Je pencherais plutôt pour cette dernière hypothèse, car j'ai vu que les Jésuites, missionnaires de la Nouvelle-France, eurent des relations avec les desservants de Notre-Dame de Foy.

RORÉN.

663.—Pourquoi appelait-on M. de Lévis, le héros de Sainte-Foye, "le chevalier de Lévis"? Était-il membre d'un ordre de chevalerie quelconque, ou, à cette époque, y avait-il dans l'armée française le grade de "chevalier"?

SOLD.

664.—Quelle est l'origine du proverbe : *Noblesse oblige* ?

XXX.

665.—Les Irlandais sont pourtant grands amis de la France et des Français. Comment se fait-il que l'animosité ait été si grande à Québec et dans plusieurs autres villes de la province, entre les Canadiens-Français et les Irlandais établis au Canada ?

CETTE

666.—Sur la carte de l'arpenteur Normandin on peut voir indiqué, à 189 milles au nord-ouest du lac Saint-Jean, l'établissement d'un M. Peltier qui se dresse au milieu de la solitude et dont l'apparition fait naître toute espèce de suppositions. Je voudrais bien savoir qui était ce Pelletier ?

PHÉ.

667.—On sait que le cardinal Mezzofanti était d'une mémoire prodigieuse. À l'âge de cinquante ans il savait près d'une cinquantaine de langues. Ce qui, paraît-il, était vraiment merveilleux c'était de le voir au milieu d'un cercle d'interlocuteurs de diverses nations passer instantanément d'une

langue à l'autre sans jamais se tromper et en conservant le dialecte précis de chaque dialecte. Je vois dans sa vie qu'un missionnaire canadien de passage à Rome lui apprit en quelques jours la langue algonquine. Quelqu'un de vos lecteurs ne pourrait-il pas me donner le nom de ce missionnaire ?

RIO.

668.—Samuel Merivale, écrivant en 1759, rappelle un curieux incident de la vie de Montcalm. “ La mort de Montcalm, dit-il, me donne grand plaisir, parce que c'est lui, si je ne me trompe, qui tira sur le postillon qui le conduisait de Tavis-tock à Plymouth au commencement de la guerre. Il échappa au châtement qu'il méritait pour ce grand crime à cause de la haute position qu'il occupait.”

Ce prétendu crime de Montcalm est-il prouvé ? J'en ai vu nulle part que le marquis de Montcalm ait visité l'Angleterre.

XXX.

669.—La famille Gury était-elle d'origine anglaise ou suisse ? En quelle année le premier Gury vint-il s'établir au Canada ?

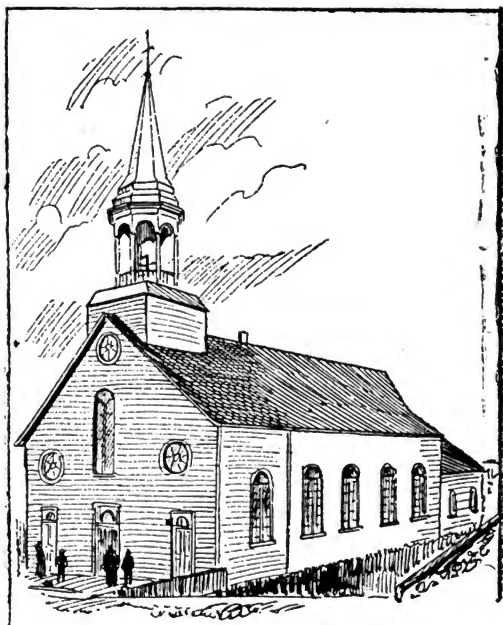
MACHICHE.

670.—Où trouverais-je la liste des supérieurs du séminaire de Québec depuis sa fondation jusqu'à nos jours ?

QUÉB.

671.—“ Rien n'est moins simple qu'un sauvage ”, dit quelque part Victor Hugo. “ Les idiomes hurons, des botocudos et des chesapeacks sont des forêts de consonnes à travers lesquelles, à demi engloutis dans la vase des idées mal rendues, se traînent des mots immenses et hideux, comme rampaient les monstres antédiluviens sous les inextricables végétations du monde primitif. Les algonquins traduisent ce mot si court, si simple et si doux, *France*, par *Mittigouchiouekendalahiank*.” Je suis d'opinion que le grand écrivain s'est ici moqué de ses lecteurs. Qu'en pensent ceux qui sont familiers avec la langue algonquine ?

LECTEUR.



ÉGLISE DE SAINT-GEORGES DE PORT-DANIEL

BULLETIN

DES

RECHERCHES HISTORIQUES

VOL. 5

NOVEMBRE 1899

No. 11

SAINT-GEORGES DE PORT-DANIEL

Cette paroisse a eu des commencements bien modestes, mais elle s'est développée à mesure que l'agriculture a fait des progrès.

Avant 1858, elle a été desservie par les anciens missionnaires, puis successivement par les curés de Saint-Bonaventure et de Notre-Dame de Paspébiac ; mais au mois d'octobre de la même année, M. Th.-E. Beaulieu venait y résider avec la charge de la paroisse de Saint-Dominique de Newport, dans le comté de Gaspé. Malheureusement, le défaut de santé obligea ce zélé pasteur à quitter ce poste, sans mettre à exécution les projets conçus pour son développement.

En 1865, M. Narcisse Lévesque dit Lafrance fut chargé de cette paroisse, et, pendant dix-neuf ans, il s'occupa de ces pauvres pêcheurs, dont il conquist l'estime par son dévouement qui n'est pas oublié. L'église actuelle fut bâtie par ses soins et c'est avec regret qu'on le vit partir pour Matane.

Le progrès est devenu plus sensible sous la direction de M. Aug. Gagnon, qui succéda M. Lévesque dit Lafrance. Choisi par son évêque, à raison des nombreux travaux devenus nécessaires, il se dévoua corps et âme à ses paroissiens. Il assura l'éducation de la jeunesse en construisant des écoles dans tous les quartiers où il en était besoin. C'est ainsi que leur nombre s'accrut de trois à dix, pour le même territoire.

Grâce aux démarches et aux instances du même curé, l'on vit apparaître un bon quai, des moulins à scie et à farine, une tannerie, des boutiques de forge et de charron, etc. etc. Des marchands vinrent des provinces maritimes pour faire concurrence aux maisons jerseyaises dans le commerce du poisson, et il s'établit une aisance générale où avaient régné la gêne et la misère.

M. Gagnon vient d'être appelé à la cure de Saint-Paul de la Croix. C'est M. L.-J.-S. Sirois qui le remplace à Port-Daniel.

R.

QUEBEC, DE 1620 À 1632

(*Suite et fin*)

Les circonstances connues du moment, et peut-être d'autres encore, expliquent l'abstention des gens du Midi, car M. Deschamps observe que deux systèmes de commerce divisaient alors le royaume : au nord, protection ; au midi, libre échange. La compagnie des Cent-Associés était visiblement une création protectionniste, et ne devait pas trop plaire aux commerçants de Marseille, par exemple, qui demandaient " qu'on tienne la main à ce que les étrangers soient bien traités." En d'autres termes, les Marseillais demandaient commerce ouvert n'importe où, tandis que les Cent-Associés s'arrangeaient pour se procurer un monopole au Canada et ne devaient guère s'entendre avec eux.

Le cardinal de Richelieu et le maréchal d'Effiat devinrent les chefs de la compagnie des Cent-Associés ; mais Razilly, Champlain, l'abbé de la Madeleine, M. de Lauzon en furent tout d'abord, et jusqu'à 1636, les véritables têtes et les instruments actifs. Dans sa relation de 1627, Champlain ne fait pas la moindre allusion aux Cent-Associés. Il est vrai que la compagnie ne se proposait de commencer ses opérations dans la Nouvelle-France qu'en 1628, et, en attendant, les sieurs de Caen étaient encore regardés comme les principaux officiers de l'ancien ordre de choses.

La nouvelle du changement dans les affaires du Canada trouva Champlain occupé à régler une querelle survenue entre les sauvages. Les Iroquois, voulant tirer vengeance d'une nation appelée les Loups ou Mahingans (les Mohicans de Fenimore Cooper) avaient massacré plusieurs de ceux-ci, sans épargner cinq Hollandais d'Orange (Albany) qui trafiquaient dans ces endroits. L'hiver de 1626-27, un certain nombre d'Algonquins des bords du Saint-Laurent, s'étant rencontrés avec les Loups, promirent à ces derniers de les

seconder dans la guerre qu'ils allaient entreprendre contre les Iroquois. Champlain déploya toute son adresse pour conjurer l'orage, car les Iroquois ne devaient pas manquer de porter leurs armes jusqu'à Québec, si les sauvages amis des Français allaient les attaquer chez eux. Malgré les précautions qu'il prit, la guerre menaçait d'éclater sur toute la ligne, lorsque les navires anglais se montrèrent sur le fleuve, en 1628.

Emeric de Caen, revenu de France le 30 mai 1627, avait assisté aux assemblées des sauvages au sujet de la querelle des Loups et des Iroquois. Au mois d'octobre suivant, il faisait la pêche à la baleine dans le bas du fleuve. En ce moment Québec était très mal approvisionné. " Je m'étonnais, dit Champlain, comme l'on nous laissait en des nécessités si grandes, et en attribuait-on les défauts à la prise d'un petit vaisseau par les Anglais qui venaient de Biscaye... Nous demeurâmes cinquante-cinq personnes (hiver 1627-28), tant hommes que femmes et enfants, sans comprendre les habitants du pays, les sauvages. Sur ces cinquante-cinq personnes, il n'y avait que dix-huit ouvriers, et il en fallait plus de la moitié pour accommoder l'habitation du cap Tourmente, faucher et faire le foin pour le bétail pendant l'été et l'automne."

Cet état de gêne allait en s'aggravant, et à la fin de juin 1628 les secours de France n'étaient pas encore arrivés. De Caen, évincé des affaires du Canada, avait eu la prévoyance d'emporter de Québec les barques, voiles et cordages dont Champlain eût pu tirer parti pour aller au devant des navires de France ; il avait fait plus dans sa trahison, car c'en était une : il avait donné avis aux Anglais de la détresse de la colonie. Le siège de la Rochelle durait toujours. Cette guerre servait de prétexte à un marchand dépité pour se venger d'avoir perdu le commerce du Canada. Pour son moyen, les huguenots trouvaient à satisfaire leur haine contre l'établis-

sement de Québec, qu'ils avaient constamment vu d'un mauvais œil, et qu'ils voulaient ruiner par le fer et le feu, puisque l'occasion s'en présentait.

Ce qui devait arriver eut lieu sans retard. Les frères Louis, Thomas et David Kertk conduisirent dans le Saint-Laurent (1628) dix-huit vaisseaux pour se saisir de tout ce que les Français y possédaient. Au mois de juillet ils commencèrent à capturer les bâtiments français dans le golfe. Tout fut détruit à Tadoussac : meubles, maisons, barques, etc. La guerre entre les deux couronnes excusait tout. Les Kertk tenaient du roi d'Angleterre une commission en règle pour s'emparer, s'ils le pouvaient, du golfe et du fleuve Saint-Laurent. Le bénéfice du commerce était leur mobile. Ils firent une fortune dans cette entreprise, qui eut au commencement des allures mystérieuses, car ces marchands, devenus militaires pour leurs besoins, ne paraissent pas avoir été connus comme naviguant vers le Canada avec des projets hostiles. Cent douze navires de Saint-Malo, ne se doutant de rien, mirent à la voile pour aller pêcher la morue sur les côtes de Terre-Neuve. On peut s'imaginer ce que les Kertk, armés en guerre et avec de nombreux vaisseaux, recueillirent de butin sur ces pauvres gens !

Le désastre de Tadoussac ne devait pas être le dernier. Les Kertk approchèrent de Québec. La ferme du cap Tourmente, où l'on employait huit ou dix hommes, fut brûlée par eux avec quarante ou cinquante têtes de bétail renfermées dans les étables. Foucher, qui avait la surveillance de ce lieu, y fut fort maltraité. Nicolas Pivert, Marguerite Lesage sa femme, leur nièce et un homme furent amenés captifs. David Kertk envoya sommer Champlain de remettre le fort, mais la courageuse réponse qu'il en reçut le déterminà à attendre quelque temps. Peu après, Thierry Desdames, arrivant à Québec malgré tous les obstacles, apporta une commission du roi pour Champlain et annonça que le sieur de Roque-

mont s'avancait avec les premiers navires des Cent-Associés. L'espoir fut de courte durée. Louis Kerk rencontra Roquemont dans le voisinage de Tadoussac, et, après une lutte acharnée qui dura plus de quatorze heures, l'enleva. Le frère Sagard dit qu'il y fut tiré plus de douze cents volées de canon. Néanmoins, Québec ne tomba pas cette année au pouvoir de l'ennemi. La prise de la Rochelle eut lieu le 28 octobre 1628.

L'hiver de 1628-29 fut très dur à Québec, Mme veuve Hébert avait quelques provisions qu'elle partagea avec les récollets. On comptait réunies soixante-seize personnes, parmi lesquelles vingt Français et un missionnaire revenus du pays des Hurons. Le printemps arrivé, tout ce monde se jeta dans la forêt pour y vivre de racines. Champlain et les chefs de familles parlaient de se réfugier chez les sauvages. Pontgravé, souffrant de la goutte, songeait à partir pour Gaspé, mais il changea d'avis. D'autres montèrent sur une chaloupe et se dirigèrent du côté du golfe. Ceci avait lieu au commencement de l'été de 1629.

La paix entre la France et l'Angleterre avait été signée à Suze le 24 avril : on n'en savait rien sur le Saint-Laurent. Deux bâtiments de la compagnie des Cent-Associés firent voile de Dieppe le 22 avril pour Québec, en même temps que deux navires sous les ordres du capitaine Charles Daniel. Trois autres expéditions eurent lieu, le même printemps, pour la Nouvelle-France, savoir : l'une dirigée par un capitaine du nom de Joubert, aux gages des Cent-Associés. La seconde, préparée par les Jésuites et portant les PP. Charles Lallemand, Alexandre Godefroy de Vieuxpont et Philibert Noyrot; ce navire fut capturé avec quatre autres appartenant aux Cent-Associés. Le troisième convoi était équipé par les de Caen, devenus employés des Cent-Associés, mais avec des conditions spéciales.

Un nommé Jacques Michel, huguenot, de Dieppe, servait de guide aux Anglais. A l'île Percée, il captura un navire

basque, puis se rendit à Tadoussac, d'où sa présence fut signalée à Champlain. Il y avait à Québec un jeune interprète de nationalité grecque ; on l'envoya à Tadoussac prendre connaissance de ce qui s'était passé. En même temps, le gros des navires des Kertk s'avança comme pour tout emporter jusqu'à Québec, après avoir pris quelques bâtiments basques. Le golfe n'était plus qu'un vaste champ de rapines.

Enfin, le 20 juillet, les Anglais parurent devant Québec, qui se rendit à Louis Kertk. Il n'y avait pas de nouvelles de la conclusion de la paix. Kertk comprit qu'il serait sage de ne pas alarmer les familles établies, et il leur fit entendre dès l'abord qu'elles ne seraient aucunement inquiétées. Champlain, jugeant que tout espoir n'était pas encore perdu pour la colonie, conseilla aux habitants de demeurer jusqu'à plus ample information, et, en attendant, de faire la récolte des grains, puis de s'en tenir à leurs ressources particulières autant que possible, avis aussi prudent que patriotique, et qui fut suivi à la lettre. " Ils me remercièrent, raconte-t-il, espérant nous revoir la prochaine année, avec l'aide de Dieu."

Champlain s'embarqua le 24 sur le navire de Thomas Kertk, pour se rendre, prisonnier, en Angleterre. Par le travers de la Malbaie, du côté du nord, on aperçut le vaisseau d'Emeric de Caen, qui tâchait de gagner le vent pour échapper, mais Kertk le serra de si près qu'il dut engager le combat et fut pris. De Caën, aussitôt sur le pont de Kertk, remit à Champlain des lettres annonçant des vivres et des renforts d'hommes, et dit qu'il croyait la paix conclue entre les deux couronnes. Plus loin, à la rade de Tadoussac, se présentèrent Louis Kerth et Jacques Michel, qui commandaient cinq vaisseaux de trois à quatre cents tonneaux, de plus de cent vingt hommes chacun. Eustache Boullé, beau-frère de Champlain, était prisonnier en cet endroit. Celui-ci avait vu, aux environs de Gaspé, le capitaine Joubert sur un navire de soixante-dix tonneaux destiné à ravitailler Québec,

et qui lui avait dit qu'il croyait bien la paix faite, puisque les Français n'avaient plus la permission d'attaquer les Anglais. Il ajoutait que des navires, notamment ceux du capitaine Daniel, étaient en route pour le Saint-Laurent.

Le fondateur de Québec passa douze jours à Tadoussac, chassant avec Kertk, et tuant plus de vingt mille pièces de gibier. Ensuite, il fut conduit en Angleterre, non sans avoir appris en route qu'il y avait des vaisseaux français près de Gaspé, et que c'étaient ceux qu'il avait vainement attendus à Québec.

Voici, d'après mes recherches, la liste des Français demeurés à Québec durant l'occupation de Kerth : Des vingt personnes du sexe masculin dont la présence est constatée, dans l'intervalle de 1608 à 1628, cinq repassèrent en France, mais devaient revenir ; ce sont : Samuel Champlain, Olivier le Tardif, Thierry Desdamos, Jean-Paul Godefroy et Robert Giffard. Hébert et Jonquest étaient décédés. Les treize qui restaient au Canada étaient : Nicolas Marsolet, interprète non encore marié ; Etienne Brulé, interprète et célibataire ; Guillaume Couillard, artisan et cultivateur, Guillemette Hébert, sa femme et leurs enfants : Anne, Eustache, Marguerite, Hélène ; Nicolas Pivert, Marguerite Lesage, sa femme, avec leur nièce et un jeune homme ; Pierre Desportes, Françoise Langlois, sa femme et leur fille Hélène ; Jacques Hertel, interprète resté chez les sauvages, non encore marié ; Jean Nicolet, interprète resté chez les Algonquins de l'Ottawa, non encore marié ; Adrien Duchesne, chirurgien, et sa femme de nom inconnu ; Jean Godefroy, interprète resté chez les sauvages, non encore marié ; Thomas Godefroy, interprète et célibataire ; Guillaume Hubou, cultivateur, marié à Marie Rollet, veuve de Louis Hébert, et un enfant : Guillaume Hébert ; François Marguerie, interprète resté chez les sauvages et non encore marié. En tout, trente-et-une personnes.

Ceux qui restaient dans le pays formaient déjà depuis quelques années la partie stable de la population. Il est donc faux de dire que le Canada fut abandonné de ses habitants. D'autres Français, qui ne devaient pas faire souche ici, continuèrent à y résider sous les Kertk. Ce sont : Gros-Jean, de Dieppe, interprète des Algonquins, ami des Anglais ; Le Baillif, natif d'Amiens, arrivé en 1622, en qualité de sous-commis et chassé par de Caen " pour être grandement vicieux " ; il se donna aux Kertk, qui en firent leur commis et lui confièrent les clefs du magasin des Français, qu'il avait eu la précaution de se faire remettre, afin de se venger de de Caen. On l'accuse d'avoir enlevé à Corneille, sous-commis, cent livres en or et en argent, outre certains effets ; c'est lui, dit-on, qui s'empara des vases sacrés de l'église de Québec ; les Anglais finirent par s'indigner de sa conduite scandaleuse. Le Baillif maltraita tant qu'il le put les familles qui n'avaient point voulu repasser en France. Pierre Reye ou Raye, charron, natif de Paris, qualifié par Champlain de " renégat, perfide, traître et méchant, " passa également au service des Kertk. Un nommé Jacques Couillard, sieur de l'Épinay, capturé par Thomas Kertk, comme il arrivait de France, fut conduit à Québec. Deux hommes, l'un appelé LeCocq, charpentier, et l'autre Froidemouche, envoyés de la Malbaie à Québec par Emerie de Caen, se firent prendre par les Anglais de Québec, qui les gardèrent pour les faire travailler. Sur un navire de Roquemont, le sieur Le Faucheur, bourgeois de Paris, qui se rendait à Québec avec sa famille, fut pris, et probablement renvoyé en Europe. Celui-ci peut être regardé comme le premier colon que tenta de nous envoyer la compagnie des Cent-Associés.

Dans l'automne de 1630, on reçut à Paris des nouvelles de Québec par deux Français qui avaient passé par Londres. L'un était charpentier et l'autre laboureur. " Ils nous dirent, raconte Champlain, qu'il était mort quarante Anglais, de

nonante qu'ils étaient, de pauvreté et misère durant l'hiver, et autres qui avaient été assez malades, n'ayant fuit bâtir ni défricher aucune terre... et étaient restés quelques septante Anglais." C'est-à-dire que, sur quatre-vingt-dix Anglais, il en était mort quarante le premier hiver, et que dans l'été de 1630, il en était arrivé vingt. Je ne sais à quelle date les gens de Québec apprirent la signature de la paix.

Le 27 octobre 1629, Champlain écrivit de Douvres à M. Jean de Lauzon, en France, lui racontant ce qui s'était passé et combien les Anglais étaient embarrassés de ce que la capture de Québec eût eu lieu après la signature de la paix. Lorsqu'il eut passé quelque temps à Londres, il en repartit pour la France, avec la permission de M. de Châteauneuf, l'ambassadeur de Louis XIII, ayant obtenu parole que le fort et l'habitation de Québec seraient restitués par l'Angleterre. C'est le cas de dire ici, comme dans les procès verbaux de nos chambres d'assemblées : " Et des débats s'en suivirent," car tout ce qui était arrangé se trouva dérangé. M. de Châteauneuf fut rappelé incontinent et remplacé par M. de Fontenay-Mareuil. Dans l'hiver de 1629-30, le docteur André Daniel, frère aîné du capitaine Charles Daniel, alla négocier à Londres, avec l'aide du nouvel ambassadeur, pour obtenir la reddition du Canada et régler l'affaire de lord Stuart, seigneur écossais, capturé par Charles Daniel, au Cap Breton, sans savoir que Charles I tenait en réserve une carte de son jeu qui transformerait à un moment donné toute la situation. Un diplomate habile peut encore gagner beaucoup, même lorsqu'il est battu.

Des vaisseaux devaient partir de Dieppe, le 20 février 1630, pour le golfe Saint-Laurent. Le 7 avril, ordre était donné de mettre six navires sous voiles dans six semaines, et de les diriger vers le Canada, savoir : l'un commandé par le chevalier de Montigny, amiral de cette flotte, et les autres par le chevalier de Saint-Clair (ou Montclair) le sienr de

Nest de Fécamp, le sieur de Lombards, le capitaine Daniel et le capitaine Arnaud. Je ne sais ce qui résulta de ces préparatifs ; mais en l'année 1630 il n'est fait mention que de deux navires français qui parvinrent en Acadie. Les Basques et les autres bâtiments pêcheurs qui, de temps immémorial, fréquentaient les eaux du golfe sans trop s'occuper des luttes entre les couronnes, continuaient leurs opérations en dépit des Anglais.

Richelieu, créé premier ministre en 1629, n'eut pas plutôt écrasé le parti protestant à la Rochelle, qu'il tourna les armes de la France vers l'extérieur, en affermissant le duc de Nevers dans les importantes positions de Mantoue et de Montferrat (1630) ; puis, absorbé par la politique intérieure du royaume, il triomphait de nouveau de ses ennemis personnels à la " journée des dupes," le 11 novembre 1630, forçant Gaston d'Orléans et Marie de Médicis à quitter la France. Était-ce bien le moment de lui rappeler le Canada ? Ce qui est certain, c'est qu'il n'y pensa plus jamais autant qu'autrefois, depuis l'heure où il embrassa l'Europe dans ses projets. Louis XIV a fait la même chose en 1673.

D'une part, la compagnie des Cent Associés avait à cœur de se refaire de ses pertes d'argent ; Champlain appuyait dans ce sens, afin d'entreprendre le travail de la colonisation, qui était le grand but de sa vie ; Richelieu était engagé d'honneur à ne point laisser jeter au panier le traité de Suze, si explicite à l'endroit des prises faites après le 24 avril 1629. D'un autre côté, le sentiment hostile aux colonies, dont le ministre de Henri IV, Sully, avait été l'expression en son temps existait toujours ; on discutait en France, en l'année 1630, pour savoir s'il fallait garder le Canada, tout comme au commencement de notre siècle le peuple anglais se posait la question de soutenir ses établissements lointains ou de les abandonner. De Caen demandait que les Anglais lui rendissent les pelleteries qu'ils avaient enlevées à la faveur des

troubles et de la prise de Québec. Se croyant bien certain du prompt retour de cette place à la France, et voulant en finir avec les réclamations de ce marchand, Richelieu permit à de Caen d'exploiter le golfe et le fleuve durant une année, ce que les Anglais empêchèrent, comme on le verra. Les Kerkk faisaient un commerce profitable, et se montraient disposés à tenir bon dans leurs postes, même à résister aux ordres de se retirer, s'il leur en venait de la cour de Londres. Charles I reprochait à la France l'attaque du capitaine Daniel contre lord Stuart, au cap Breton en 1629, et voyant Richelieu fort occupé en Europe, feignit de ne pas vouloir céder un pouce de terrain ni un ballot de marchandises. Ainsi s'écoula l'année 1630.

Attendant toujours la lettre écrite qui devait leur rendre le Saint-Laurent, les Cent-Associés se décidèrent néanmoins à faire acte d'occupation. Le 25 mars 1631, le capitaine Hubert Anselme partit de Dieppe en destination de Tadoussac, et relâcha à Miscou pour éviter les Anglais, car il venait d'apprendre de quelle manière il serait reçu par eux dans le fleuve. Il ne paraît pas avoir dépassé Miscou. Au mois d'avril, le capitaine Laurent Ferchaud mit à la voile, de Bordeaux, et cingla vers l'Acadie, où il retourna trois fois dans le cours de cette année, ravitaillant chaque fois le poste français du cap Sable, y transportant des colons et des religieux. Ce fut le seul succès des Cent-Associés en 1631.

* * *

Le capitaine Daniel avait pris la mer le 26 avril pour se rendre à Sainte-Anne du cap Breton. Arrivé près de Terre Neuve, il eut connaissance d'un pirate ture et voulut lui donner la chasse ; mais celui-ci, ne se voyant pas de force à résister, vira de bord et alla se jeter sur un bâtiment basque, où il perdit son drapeau, qui était tombé par dessus bord, sans toutefois se faire prendre lui-même. Daniel s'arrê-

ta à Sainte-Anne et envoya Michel Gallois à la traite de Miscou sur son propre navire. Gallois rencontra dans ces parages un frère du capitaine Dumay, qui montait une barque de trente-cinq tonneaux seulement, équipée au Havre-de-Grâce. Tous deux s'entendirent pour imiter les Basques qui exploitaient les pêcheries sans l'autorisation des Cent-Associés, et ils mirent d'abord la main sur le capitaine Joannis Arnandel, de Saint-Jean-de-Luz dans le golfe de Biscaye ; mais les Basques revenant sur eux les forcèrent de prendre la fuite, tandis que le captif s'évadait en plongeant dans la mer, d'où ses gens le retirèrent en peu de temps.

Emeric de Caen était parti de Dieppe sur un navire appartenant à son oncle Guillaume. A Québec, les Anglais lui défendirent de trafiquer en dehors des mois d'hiver ; il reprit le chemin de la France.

Tandis que ces événements avaient lieu au Canada, Charles I écrivait de Greenwich à sir Isaac Wake, son ambassadeur près la cour de France, une dépêche en date du 12 juin 1631, qui expose, il me semble, tous les côtés et aspects de la situation entre les deux pouvoirs, et surtout cette curieuse affaire de non payement d'une partie de la dot de Henriette-Marie, sœur de Louis XIII, mariée en 1625 à Charles I. Celui-ci s'explique nettement : payez la dot, ou point de Québec ni de Port-Royal ! On y voit aussi plus d'un point qu'il est à propos de connaître au sujet des navires capturés en 1629. Cette curieuse pièce (original en français) a été mise au jour en 1884 par M. Douglass Brymner, archiviste du gouvernement canadien. La voici en son entier :

“ Par vos différentes dépêches au vicomte Dorchester, depuis que vous êtes arrivé à votre lieu de résidence en cette cour (de France), nous avons particulièrement remarqué les retards qu'on vous a fait éprouver en vous présentant d'abord au roi et à ses principaux ministres, ainsi que les manières et le langage dont on s'est servi à votre égard, lors de

vosre première audience. Et de même que nous ne pouvons nous empêcher d'être surpris que vous n'ayez pas été admis plus tôt en la présence du roi, sur vos instances répétées, et après la sollicitation d'une audience faite par d'Angier, ainsi d'un autre côté, nous estimons avoir lieu suffisamment d'être satisfaits de la réparation qui vous a été faite par la déclaration si significative d'amitié fraternelle et la déclaration d'un ferme propos d'entretenir exactement avec nous des relations amicales, qui vous ont été faites de la bouche même du roi. Quant au bon accueil dont vous avez été l'objet de la part de quelques uns des ministres de ce roiet à la réserve que d'autres ont observée avec vous, au sujet du cardinal de Richelieu, vous avez bien fait de vous conformer à vos instructions, et pour le reste nous devons vous laisser agir avec eux à votre discrétion. Et, comme nous voyons par votre conduite que vous n'êtes pas novice dans les ambassades ; ainsi, nous n'avons pas besoin de vous donner de nouvelles instructions sur les égards à avoir pour ceux avec qui vous avez à négocier en cette cour, si ce n'est de continuer comme vous avez bien commencé, en ce qui regarde le cérémonial de votre emploi. Cette dépêche vous en apprendra la partie essentielle, qui est de mettre fin à tous les différends entre les deux couronnes, et d'établir les bases d'une plus ferme amitié que celle des années dernières ; ce n'est pas là une œuvre nouvelle ; il ne s'agit, en réalité, que de renouveler d'anciennes alliances, en mettant d'accord les faits avec les promesses. C'est ce que comportait l'objet principal, et le premier article même du dernier traité, conclu il y a deux ans, après une rupture malheureuse ; et ce qu'il embrassait ou ce qu'on pouvait prétendre en vertu de ce traité a été ponctuellement exécuté de notre part : sauf seulement ce qui exigeait dans le temps, et ce qui exige nécessairement une exécution mutuelle. Nous avons, conformément au traité (comme vous le verrez spécifié au troisième article),

admis une modification dans la maison de notre digne épouse, en augmentant le nombre des ecclésiastiques attachés à sa personne, comme on l'a jugé convenable, de gré à gré ; et nous avons fait à cette nation (française) diverses restitutions de navires avec leurs chargements d'une grande valeur, sans avoir rien de ce genre, attendu que la remise en était exigée de nous par droit d'arrêt ou de représailles. La même satisfaction ne nous a pas été donnée, non plus qu'à nos sujets, sous ce double rapport ; car, bien que le troisième article déjà mentionné requière expressément la confirmation de tous les articles et stipulations de notre contrat de mariage, en exceptant que la particularité relative à la maison de notre chère épouse, objet d'une clause particulière dans ce dernier traité, et que la dot soit clairement stipulée, et quant au montant, et quant à l'époque du paiement précisé dans ces articles et conventions matrimoniales, et que promesse de paiement nous ait été souvent faite en conséquence, spécialement par M. de Châteauneuf, maintenant garde des sceaux, lorsqu'il était ici en ambassade ; cependant, la moitié n'en est pas encore payée, et non seulement trois riches bâtiments appartenant à nos sujets, capturés et gardés sans aucune raison légitime, ni même l'ombre d'un prétexte, sont encore retenus, malgré des demandes réitérées de restitution, mais aussi il a été pratiqué dans ce pays (en France) diverses saisies de draps et de tissus fabriqués en notre royaume, en contradiction directe avec les stipulations et le traité. Le paiement de la balance de la dot a été depuis promis de rechef, à nous de même aux personnes que nous avons employées dans cette cour, et par les ministres de ce roi et par l'ambassadeur de France résidant auprès de nous. Nous ne pouvons accorder plus de délai pour ce paiement, et nous l'avons en conséquence joint aux autres conditions d'une entière et parfaite réconciliation. L'ambassadeur français, persistant encore dans sa promesse de paiement, désire néan-

moins que les affaires en question soient séparées, en se faisant un point d'honneur d'être tenu par un nouveau traité de payer la dette déjà reconnue par une convention antérieure, ce à quoi nous avons consenti volontiers, parce qu'une formalité ne doit pas interrompre les négociations—mais comme nous sommes plus particulièrement tenu en honneur de faire prudemment des conventions qui, si elles n'ont pas été exécutées auparavant dans l'ordre des temps, devraient l'être au moins simultanément et effectivement avec des choses d'une grande importance qu'on nous demande d'accomplir, nous ne pouvons nullement consentir à les séparer de façon que l'une pourrait être prescrite et accomplie sans l'autre. Ce que nous entendons principalement devoir être employé pour amener le paiement de la balance de la dot, est la reddition de Québec, en Canada, ville prise en vertu d'une commission donnée sous notre grand sceau, pendant la dernière guerre, par une compagnie de sujets de notre royaume d'Angleterre, et l'évacuation de Port Royal, situé près de la Nouvelle-Angleterre, et où une compagnie de nos sujets de notre royaume d'Ecosse était fixée et établie en vertu de la même commission, sous le sceau de notre royaume, également donnée pendant la guerre—pour donner suite à une autre antérieurement accordée par le roi notre père d'heureuse mémoire. Il est vrai qu'une de ces villes a été prise et que l'établissement s'est effectué dans l'autre après la paix, et pour cette considération (afin d'accommoder tous les différends), nous avons formellement consenti, et nous persistons dans notre dessein et résolution, que l'une, c'est-à-dire Québec, soit rendue, et que ceux de nos sujets qui sont établis dans l'autre s'en retirent, en les laissant toutes deux dans le même état où elles étaient avant la conclusion de la paix : ce que nous ne faisons point par ignorance, comme si nous ne comprenions point à combien peu nous oblige sous ce rapport le dernier traité (le septième article de ce traité, relatif aux

restitutions, ne mentionne que les navires qui étaient alors à l'étranger avec des lettres de marque), mais par affection et par désir de plaire à notre bon frère le roi de France dans tout ce qui peut nous être amicalement et raisonnablement bien que non justement et légitimement demandé. Et on peut établir à bon droit cette distinction entre les demandes faites réciproquement et ce que nous demandons, savoir : le paiement de la balance de la dot ; la restitution de certains bâtiments pris et gardés sans même le moindre prétexte, et la main-levée des saisies pratiquées dans ce royaume contre nos sujets, contrairement au traité—tout cela est de droit légitime ; tandis que ce que l'on nous demande au sujet des susdites localités, au Canada et autres lieux, et de quelques navires de cette nation, qui n'ont pas encore été rendus, mais ont été condamnés à la confiscation par notre haute cour d'amirauté, pour des raisons valables en justice, ne sauraient être accordés que par courtoisie et dans l'intérêt d'une entente cordiale. Après vous avoir ainsi exposé complètement l'état de la question en général, je vous réfère pour les détails aux pièces échangées entre l'ambassadeur de France et celles de nos lords commissaires qui étaient chargés de cette affaire, ainsi qu'à Philippe Burlamachy, que nous vous envoyons exprès avec les mémoires et les pouvoirs qu'il vous présentera. Les mémoires se rapportent aux bâtiments, aux marchandises et autres choses propres à vous donner une connaissance complète de tous les détails en ce qui regarde une restitution mutuelle ; et, à cet égard, nous vous laissons la latitude de concéder, plus ou moins, selon que vous le jugerez à propos, pour la conclusion d'un accord satisfaisant. Les pouvoirs consistent, pour la part de M. Burlamachy, à recevoir le reste de la dot qui nous est dû, soit en argent ou en une bonne et valable procuration, de nature à le satisfaire ; et pour notre part, à rendre Québec et à évacuer Port-Royal ; ce pourquoi Philippe Burlamachy vous livrera certaines

pièces convenables pour cette fin. Notre plaisir est que vous les remettiez à ce roi, ou à tel membre de son conseil qu'il nommera lorsque Burlamachy aura reçu l'argent ou les assignations susdites, et qu'il vous aura été donné satisfaction quant aux autres détails plus haut spécifiés ; mais en cas de refus ou de délai relativement au paiement ou à la remise de bonnes garanties (ce dont Burlamachy est tenu responsable envers nous), vous devrez alors les retenir et les lui remettre, car, dans cette éventualité, il ne devra pas rester plus longtemps à attendre la fin de sa mission. Quant à la balance de la dot, il reste une chose à régler : c'est la déduction que nous faisons des sommes que nous avions autrefois allouées aux personnes de la maison de notre chère épouse qui sont retournées en France, déduction à laquelle nous acquiesçons volontiers. Un autre point reste aussi à résoudre touchant l'obligation imposée à nos sujets de se retirer du Canada et autres lieux—c'est que révocation soit faite de tous les actes publiés en France contre tous ceux qui ont été engagés dans cette entreprise, particulièrement contre les trois frères Kirk, ainsi que nous l'avons autrefois demandé au sujet du baron de Latour et de son fils, avec lesquels sir William Alexander avait traité, ce qui fut jugé raisonnable par les ministres de ce roi, et ce sur quoi il faut encore insister. Il y a un règlement pour la liberté du commerce, négocié et formulé par écrit, entre nos commissaires et le garde des sceaux de ce royaume, quand il était ambassadeur extraordinaire ici, et comme l'ambassadeur de France résidant aujourd'hui en notre cour demande que ce règlement soit ratifié et sanctionné, nous y donnons volontiers notre assentiment, principalement parce qu'il donne vigueur et activité au traité antérieurement conclu entre les deux couronnes ; et tant pour cette affaire particulière (à cet effet, nous ordonnons qu'il vous soit remis une copie du règlement) que pour les autres affaires dont vous êtes actuellement

chargé, nous vous donnons une ample commission sous notre grand sceau, dans la forme usitée en pareils cas."

L'année 1632 s'ouvrit sans règlement de comptes. Il fallut attendre au 29 mars pour voir signer le traité dit de Saint-Germain-en-Laye, qui fit cesser toutes les difficultés. Le 13 juillet, Thomas Kertk rendit Québec à Emeric de Caën, et partit emportant une riche cargaison de fourrures ; les années 1629-32 lui avaient procuré des sommes énormes.

Les de Caën conservaient leur droit de traite pour l'année 1632. Les Cent-Associés envoyaient quelques colons ou plutôt ce fut le médecin Robert Giffard qui recruta sept ou huit familles percheronnes et les établit à Beauport.

L'année suivante (1633) Champlain arriva de France : c'était le commencement réel du régime des Cent-Associés. Malheureusement, des circonstances multiples entravèrent son action. Les guerres que soutenait continuellement la France ; un penchant nouveau chez les armateurs à se porter vers l'Amérique Centrale ; la mort de Champlain (1635) et les guerres des Iroquois qui suivirent bientôt—tout se conjura pour paralyser le développement du Canada.

A Port-Royal, en Acadie, même chose ; Razilly n'eut pas assez de secours ni assez de temps à sa disposition pour exécuter l'œuvre qu'il avait rêvée ; il mourut, lui aussi (1636) en laissant de petits groupes français isolés, les uns des autres, végétant, peu rasurés et nullement aidés dans leurs entreprises. Ils se maintinrent néanmoins dans ces vastes contrées, et comme les Canadiens, posèrent, avec patience et longueur de temps, les assises d'une colonie française dont Colbert comprit la valeur en 1663 mais que Louis XIV transforma de nouveau en pays de traite dix ans plus tard.

BENJAMIN SULTE

REPONSES

La “ Ménagerie des pauvres. ” (II, IX, 239.)—En mars 1718, dit-on, Pierre Choret, natif de Charlesbourg, était *contremaître de la ménagerie des pauvres*, proche de Montréal.

Dans le *Dictionnaire historique de l'ancienne langue française de La Corne de Saint-Palaye*, au mot *ménagerie*, on lit :

“ Administration d'une maison : Feignanz de faire la ménagerie du roy, ils ne firent autre chose qu'une ménagerie pour eux, etc.”

Les Dames de l'Hôtel-Dieu de Montréal qui administraient le bien des pauvres, se servaient du mot *ménagerie* pour désigner des maisons leur appartenant et situées sur le côté sud de la rue Saint-Paul. Ces maisons servaient de lavanderies et d'*offices* (dans le sens français du mot).

Le “ Jardin des Pauvres ” sur la rue Saint Joseph (aujourd'hui Saint-Sulpice) était aussi la propriété des Dames de l'Hôtel-Dieu.

Contremaître était ici employé dans le sens d'assistant, c'est-à-dire de surveillant, des ouvriers ou ouvrières employés dans les lavanderies.

WILLIAM McLENNAN

Le fondateur de Terrebonne. (V, I, 571.)—René Lepage, premier seigneur de Rimouski, naquit en 1669, à Saint-François, île d'Orléans ; il était fils de Germain Lepage, premier habitant de Rimouski, et de Reine Larry. Il se maria, le 10 juin 1686, à Madeleine Gagnon, à Sainte-Anne du Nord.

De ce mariage, naquirent seize enfants, huit garçons et huit filles.

Louis Lepage, deuxième fils de René, né à Saint-François, île d'Orléans, le 25 août 1690, fit ses études au séminaire de

Québec, et reçut l'ordre sacré de la prêtrise, le 6 avril 1715, des mains de Mgr de Saint-Vallier, deuxième évêque du pays. Après avoir été curé de l'île Jésus, près Montréal, il fut nommé, le 9 juin 1721, chanoine du chapitre de Québec, en remplacement de feu messire le chanoine Pierre Picart, et en même temps il reçut ses lettres de vicaire-général et alla résider à Terrebonne, seigneurie qu'il avait acquise l'année précédente. Il remit son canonicat en 1729, parce qu'il ne pouvait assister régulièrement aux assemblées du chapitre, et fut remplacé la même année par messire Boulanger. Il mourut à Terrebonne, connue autrefois sous le nom de Leebois, le 1er décembre 1762, à l'âge de soixante-douze ans, après avoir donné six arpents de terre et une somme considérable d'argent pour la construction de l'église de Saint-Louis de Terrebonne. Il fut inhumé dans cette église.

Mgr Briand, dans une lettre pastorale en date du 1er septembre 1784, adressée aux habitants de Rimouski, parle en ces termes de la piété du chanoine Lepage et de ses trois sœurs qui s'étaient vouées au Seigneur :

“ Lorsque en 1741 je suis arrivé au Canada, on ne parlait que de la piété et de la religion des seigneurs et des habitants de Rimouski. En effet, il en est sorti un prêtre distingué par son esprit et par ses vertus, et plusieurs religieuses ferventes que j'ai connues et conduites. Il y avait encore un certain hermite dont on publiait avec édification les mérites.”

Les sœurs religieuses de l'abbé Lepage étaient Marie-Madeleine, née en 1692, à l'île d'Orléans, religieuse hospitalière ; Reine, née en 1703, au Cap Saint Ignace, religieuse ursuline à Québec, dite sœur Saint Stanislas ; Marie Agnès, née en 1706, à Rimouski, dite sœur Saint-Barnabé, de la congrégation Notre Dame à Montréal.

Mgr. CHARLES GUAY

L'incendie du théâtre Saint-Louis. (V. VI, 625.)—Vers 1839, les officiers des *Cold Stream Guards*, en garnison à Québec, avaient obtenu la permission de transformer en salle de théâtre l'étage supérieur d'un manège qui faisait partie des dépendances du château Saint-Louis et situé sur la pente recouverte de pelouse qui regarde le bureau de poste.

Le 12 juin 1846, une foule compacte était réunie dans le théâtre Saint-Louis—c'est ainsi qu'on nommait le manège—pour voir défilér sur la toile les vues du *diorama* d'un nommé Harrison, de Hamilton, Ontario. Sur les dix heures, au moment où l'exhibition des *dioramas* se terminait et que les spectateurs commençaient à défilér pour sortir, les cris de au feu ! au feu ! se firent entendre. Une lampe à huile camphrée s'était détachée du plafond et était tombée sur la scène communiquant le feu aux décors. Alors, hommes, femmes, enfants se précipitèrent au bas de l'escalier pour sortir par la seule issue connue, une porte excessivement étroite. Les premiers, poussés violemment, furent écrasés sous la pression de ceux qui les suivaient, et tous se trouvèrent accumulés en masse compacte, les uns sur les autres, sans qu'il fut possible à aucun d'eux de sortir ou de reculer.

Plusieurs infortunés, dans ce moment suprême, voyant que tout secours humain était impossible et n'espérant plus que dans la miséricorde divine, crièrent à M. O'Reilly, vicaire à la cathédrale, dont ils entendaient la voix : " Donnez-nous l'absolution. " Le ministre de Dieu leva alors la main pour bénir et absoudre.

Plus de cinquante personnes périrent ainsi dans les flammes, parmi lesquelles Flavien Sauvageau, fils du maître de l'orchestre canadien ; Stuart Scott, greffier de la Cour d'Appel, et sa fille ; Thos. Hamilton, lieutenant au 14^e régiment ; J.-J. Sims, apothicaire, son fils et sa fille ; J. B. Vézina, marchand ; Henriette Glackmeyer, épouse de M. Molt, organiste

de la cathédrale, et ses deux fils ; Marie-Louise Lavallée, épouse de R. McDonald, rédacteur du *Canadien*, et sa fille, madame Rigobert Angers, etc., etc.

L'honorable juge Plamondon, de Arthabaskaville, était parmi les spectateurs du *diorama* Harrison et il se sauva très difficilement. C'est probablement le seul témoin survivant de cette horrible catastrophe.

R.

L'abbé Philippe-Jean-Louis Desjardins. (V, VI, 627.)—Ancien chanoine de Bayeux, puis doyen de la collégiale de Meung et vicaire-général de l'évêque d'Orléans, M. Desjardins avait été forcé, par la Révolution, de chercher un asile en Angleterre, où il arriva en 1792. Il y connut le célèbre Edmond Burke, qui s'intéressait beaucoup au sort des prêtres français, et qui s'était lié avec l'évêque de Saint-Pol-de-Léon, dispensateur des dons de la générosité anglaise. Ces deux hommes avaient proposé au gouvernement d'envoyer au Canada quelques personnes, pour examiner s'il serait possible d'y trouver des asiles pour les ecclésiastiques et laïques français qui affluaient alors en Angleterre. Le projet fut accueilli avec faveur par le ministère, et MM. Desjardins, Gazel et Raimbault se chargèrent d'aller reconnaître, sur les lieux, les chances de succès ; ils étaient accompagnés par un canadien, M. de La Corne, chevalier de Saint-Louis. De New-York, où ils débarquaient, le 8 février 1793, ils se rendirent par terre au Canada. Les évêques et le clergé les reçurent de la manière la plus obligeante. M. Desjardins s'occupa de recueillir les renseignements nécessaires pour l'objet de sa mission, et visita le Haut-Canada, où un certain nombre d'émigrés désiraient s'établir. L'année suivante, plusieurs prêtres le rejoignirent et parmi eux se trouvait son jeune frère, M. Desplantes.

Successivement grand vicaire des évêques Hubert et Denaut, M. Desjardins se lia d'une étroite amitié avec M.

Plessis, alors curé de Québec. Sa santé chancelante l'obligea, en 1802, de retourner en France, où il emporta avec lui les regrets des nombreux amis qu'il s'était attachés par ses belles qualités et par le charme de sa conversation. Au Canada, il avait eu à souffrir des mauvais procédés d'un lieutenant-gouverneur, qui le traita assez mal ; après son retour en France, il eut à subir de plus rudes épreuves, car il devint l'objet des soupçons de l'empereur. Nommé en 1806 curé des Missions-Etrangères, à Paris, il prit son domicile au séminaire du même nom. A Québec, il avait eu des rapports avec le duc de Kent, qui lui adressa à Paris quelques lettres dictées par la bienveillance ; c'en fut assez pour le faire soupçonner de déloyauté par Napoléon. Au mois d'octobre 1810, il fut saisi par la police et transféré à Vincennes ; on le relégua ensuite à Fèvestrelle, puis à Campiano et enfin à Verceil. Durant quatre ans il subit un exil non mérité, au préjudice de ses affaires, de sa santé, de son ministère, et ne rentra en France qu'après la chute de l'empire.

Pendant cette longue persécution, l'abbé Desjardins dut rompre toute communication à l'extérieur ; mais, après son élargissement, il reprit sa correspondance avec ses amis du Canada, et surtout avec Mgr Plessis, et la continua toujours ensuite fort régulièrement.

M. Desjardins refusa, en 1817, l'évêché de Blois, et, en 1823, celui de Châlons-sur-Marne.

En 1819, le cardinal de Périgord, archevêque de Paris, le nomma grand vicaire et archidiacre de Sainte-Geneviève, et lui donna un logement à l'archevêché. Lors du pillage de l'archevêché, en 1831, il perdit sa bibliothèque, ses tableaux, ses meubles et tout ce qu'il possédait d'argent. Il était alors à Conflans, d'où il s'échappa avec Mgr de Quélen, archevêque de Paris.

L'abbé Desjardins mourut le 18 octobre 1833.

C'est à lui que le Canada doit un grand nombre de beaux tableaux, qu'il fit vendre dans le pays, à un prix si modique

que plusieurs fabriques de la campagne en achetèrent pour remplacer des toiles de peu de valeur. Ces tableaux, enlevés pendant la révolution aux monastères, aux couvents, aux églises, avaient été entassés dans un grenier, d'où on les tira au commencement de l'empire pour les vendre à l'encan. Désireux d'enrichir le Canada de quelques bonnes toiles, M. Desjardins les acheta et les envoya à son frère, alors chapelain de l'Hôtel-Dieu de Québec. Jusqu'à sa mort il fut le protecteur et l'ami des jeunes Canadiens qui allaient étudier à Paris.

L'abbé J.-B.-A. FERLAND

Benedict Arnold. (V. IX, 656.)—Le traître Arnold est mort à Londres, Angleterre, le 14 juin 1801, comblé d'honneurs et de richesses par le gouvernement anglais, mais méprisé par tous les honnêtes gens.

F.-J. AUDET

Les pères de la Confédération. (V, VIII, 643.)—Il existe un tableau de 33 pouces par 19 au bas duquel je lis *The Fathers of Confederation*. Ce tableau semble être une photographie de la Conférence séance tenante dans l'ancien palais législatif de Québec. Sir Pascal Taché préside, Sir Georges Cartier est assis à sa droite, Sir J.-A. Macdonald est debout, papier en mains, dans la pose d'un homme qui adresse la parole, Sir Hector L. Langevin est assis du côté opposé de la table, ayant devant lui de larges feuilles de papier, dans l'attitude d'un homme prêt à écrire, l'Hon. George Brown est près de lui en face de Sir Pascal Taché, etc. Les trois grandes fenêtres de la salle, donnant sur le fleuve en remontant, laissent voir en belle lumière, la largeur de ce fleuve et ses deux rives à perte de vue.

Tous les portraits sont d'une ressemblance parfaite.

Une miniature de ce tableau est collée en marge, chaque tête portant un numéro correspondant à la liste des noms

publiée audessous. Je les copie dans l'ordre des numéros, et je souligne les noms des survivants.

1. Major Bernard ; 2. W.-H. Steeve ; 3. E. Whelan ; 4. W.-A. Henry ; 5. C. Fisher ; 6. J.-H. Gray ; (1) 7. E. Palmer ; 8. G. Cole ; 9. F.-B.-I. Carter ; 10. J.-C. Chapais ; 11. S.-E. Tilley ; 12. A. Shea ; 13. E.-B. Chandler ; 14. A. Campbell ; 15. A.-G. Archibald ; 16. *H.-L. Langevin* ; 17. J.-A. Macdonald ; 18. G.-E. Cartier ; 19. E.-P. Taché ; 20. George Brown ; 21. T.-H. Haviland ; 22. A.T. Galt ; 23. *P. Mitchel* ; 24. O. Mowat ; 25. J. Cokburn ; 26. R.-B. Dickey ; 27. *C. Tupper* ; 28. J.-H. Gray ; 29. W.-H. Pope ; 30. *W.-McDougall* ; 31. T. D'Arcy McGee ; 32. A.-A. Macdonald ; 33. J. McCully ; 34. J.-M. Johnson.

R. B.

M. de Galiffet. (V, VIII, 644.)—D'après Mgr Tanguay, (*Dictionnaire*, I, 165,25a,III, 274) Pierre de Galiffet, seigneur d'Homon, de la paroisse de Notre-Dame-de-Grâces de Voiron (Isère) diocèse de Grenoble, aurait épousé Marguerite de Bonfils et d'eux serait né, en 1666, François de Galiffet, seigneur de Calin ou Caffin, lequel se maria, le 14 janvier 1697, à Québec, avec Catherine Aubert de la Chesnaye. Les résidences successives de ce dernier ménage sont indiquées par le baptême des enfants 1698 Beauport de Québec, 1700-2 Québec, 1703 Montréal. Madame de Galiffet mourut dans cette dernière ville le 2 avril 1703 laissant peut-être deux enfants survivants sur cinq qu'elle avait eus, mais nous ne retrouvons la trace d'aucun d'eux par la suite.

Voyons maintenant la carrière de M. de Galiffet en Canada, où il vécut trente ans.

Lorsque les troubles avec les Iroquois recommencèrent en 1682, il n'y avait pas de troupes françaises dans la colonie, En 1683 il vint 200 soldats ; 1684, cinq compagnies : 1686.

(1) Les numéros 6 et 28 donnent le même nom.

à peu près autant ; 1688, 300 soldats (voir Doc. publiés à Québec, I. 310, 416, 552-3, 559).

M. l'abbé Daniel (*Grandes Familles*, p. 418) dit que M. de Galifet était capitaine en 1688, c'est-à-dire à vingt-deux ans. Il a dû venir au Canada cette année avec les trois cents hommes mentionnés ci-dessus. En tous cas, il paraît avoir été le commandant de la garnison de Trois-Rivières au moment de la mort de M. de Varennes, gouverneur de cette place, le 4 juin 1689, et avoir ensuite agi comme gouverneur par interim.

Au commencement d'août, même année, il commandait le camp de Verdun lorsque eut lieu le massacre de Lachine. Ce camp était de deux cents hommes, Surbercase, le chef, se trouvait absent.

En 1690, Galifet commande à Trois-Rivières et à St-François-du-Lac, où il se défend contre une sérieuse attaque des Iroquois. Je note que, à cette date, son père était décédé, laissant huit enfants dont trois garçons qui nous sont connus.

M. de Ramesay avait le titre de gouverneur de Trois-Rivières, mais ne paraît pas avoir résidé alors dans ce lieu, de sorte que M. de Galifet le suppléait en 1689-91.

En 1692, Galifet était major, employé à Québec, où il demeura jusqu'à 1702.

Son mariage (1697) avec Mlle Aubert de la Chesnaye l'alliait à une famille qui faisait la pluie et le beau temps dans le commerce du Canada.

M. de Frontenac étant mort l'automne de 1698, M. de Callières lui succéda et le marquis de Crisasy, remplaçant de ce dernier, laissant vacante la charge de lieutenant de roi à Montréal, M. de Galifet en reçut le brevet le 23 mai 1699, mais ne semble pas s'être rendu immédiatement à ce nouveau poste. Lorsque sa femme se décida à l'y suivre ce fut pour mourir bientôt, comme on l'a vu ci-dessus.

En 1705 (15 mai) le roi lui accorde la croix de Saint-Louis. En 1709, après la mort du marquis de Crisasy (6 mai), M. de Galifet administre le gouvernement de Trois-Rivières. Sa nomination comme gouverneur de ce district est du 5 mai 1710. Jusqu'à 1714 nous le voyons continuer dans ce poste. Le dernier acte de lui que je connaisse est une demande pour que le sieur de La Corne soit nommé major de Trois-Rivières (850 francs par année) en remplacement de sieur de Cabanac, décédé.

M. de Galifet avait deux frères Charles François et Joseph.

Charles-François capitaine aux gardes françaises et chevalier de Saint-Louis.

Joseph, le cadet, lieutenant au régiment de Picardie, puis capitaine au régiment de Champagne, ensuite capitaine d'une compagnie franche de la marine, eut le commandement de l'île de la Tortue dans les Antilles. En 1608 on le nomma gouverneur de l'île Sainte-Croix, commandant des colonies françaises du Cap et côtes de Saint-Domingue. Il mourut à Paris le 26 mars 1706.

Le troisième frère, François, fut rappelé du Canada en 1717 et étant repassé en France, on l'envoya commander à l'île de la Tortue et autres colonies des Antilles, y compris Saint-Domingue. Il fut gouverneur de l'île Sainte-Croix.

Voilà tout ce que j'en sais, mais c'est autant qu'il en faut pour donner le nom de Galifet à une rue aux Trois-Rivières, par exemple.

BENJAMIN SULTE

Les drapeaux de Chouaguen. (III, I, 276.)— A la prise de Chouaguen, le 14 août 1756, les drapeaux des régiments de Shirley, de Pepperell et de Shuyler, de la milice de la Nouvelle-Angleterre, et de deux régiments de la vieille Angleterre tombèrent aux mains des Français.

Le soir même, Montcalm dépêcha au marquis de Vaudreuil, gouverneur de la Nouvelle-France, un officier pour lui porter ces glorieux trophées.

Le marquis de Vaudreuil fit déposer deux de ces drapeaux dans la principale église de Montréal, deux autres dans la cathédrale de Québec et le cinquième dans l'église des Trois-Rivières.

A Québec, c'est M. de Bourlamaque qui porta à la cathédrale les deux drapeaux pris à Chouaguen. On a conservé le compliment débité par M. de Bourlamaque en cette occasion et la réponse que lui fit M. Godefroy de Tonnancour au nom du chapitre de Québec :

“ Monsieur, nous vous présentons, de la part de M. le marquis de Vaudreuil, ces drapeaux pris à Chouaguen sur les ennemis du loi. Il les dépose en cette église, comme un monument de sa piété et de sa reconnaissance envers le Seigneur qui bénit la justice, de nos armes et protège visiblement cette colonie.”

“ Messieurs, répondit M. de Tonnancour, ces monuments de votre courage et en même temps de la protection divine que vous apportez dans cette église de la part de M. le marquis de Vaudreuil, sont certainement une offrande agréable aux yeux du Tout-Puissant. Il est le Dieu des armées ; c'est lui qui a donné la force à vos bras ; c'est à lui que le chef qui vous a conduit doit cette intelligence et ces ressources avec lesquelles il a confondu les ennemis de la justice et de la paix. Le seigneur recevra sans doute avec bonté les actions de grâce que ses ministres vont lui rendre de concert avec les guerriers défenseurs de la patrie.

Demandons-lui de nous continuer des secours si nécessaires ; demandons lui la paix après la victoire et qu'il couronne ses bienfaits par la durée d'un gouvernement avec lequel la colonie n'adressera jamais à Dieu que des actions de grâce.”

Nous croyons qu'aucun de ces drapeaux n'a été préservé jusqu'à nos jours.

P.-G. R.

QUESTIONS

672.—L'honorable Elie Thibaudeau qui fut membre du cabinet Brown-Dorion était-il allié à feu l'honorable Isidore Thibaudeau et aux honorables sénateurs Rosaire et Alfred Thibaudeau ?

RIO.

673.—Dans les papiers d'Etat concernant le Bas-Canada, conservés aux Archives Coloniales, en Angleterre, à la date du 3 avril 1828, se trouve un curieux mémoire signé par une demoiselle Agnes Thompson ou Dowell. Elle prétend que son père était au siège de Québec, qu'il est devenu invalide et qu'on l'a déchargé en lui donnant 51 acres de terres, connues sous le nom de Plaines d'Abraham. Il mourut ajoute-t-elle, à son arrivée en Irlande et la terre est retournée à la Couronne. A-t-on quelque trace de cette concession d'une grande partie des Plaines d'Abraham au soldat Dawell ?

CUR.

674.—Tonty, l'italien qui inventa le système tontine, était-il parent du chevalier de Tonty qui s'illustra au Canada sous le régime français ?

ITO.

675.—Cadot ou Cadau, le héros du *Drapeau fantôme* de notre poète lauréat Fréchette a-t-il réellement existé ?

INCRÉD.

676.—Je vois dans le *Drysdale Guide to Montréal* que le nom de *Place d'Armes* appliqué à une place publique de Montréal a été donné par Montgomery en 1775. J'étais sous l'impression que la *Place d'Armes* était connue sous ce nom bien avant 1775. *Place d'Armes* n'est-il pas un composé qui, en France, sert à désigner toutes les places où les soldats font l'exercice ?

SOLD.

677.—Ce qui suit, extrait du *Journal des Goncourt* (vol. II, p. 8), n'est pas très récent mais est peut-être nouveau pour quelques uns de vos lecteurs :

“ Il ajoute (Flaubert) qu'un de ses grand-pères a épousé une femme au Canada. Il y a affectivement parfois chez Flaubert du sang de Peau-Rouge avec ses violences.”

Pour les Goncourt comme pour la grande majorité des écrivains français une *femme canadienne* ne pouvait être autre chose qu'une Iroquoise.

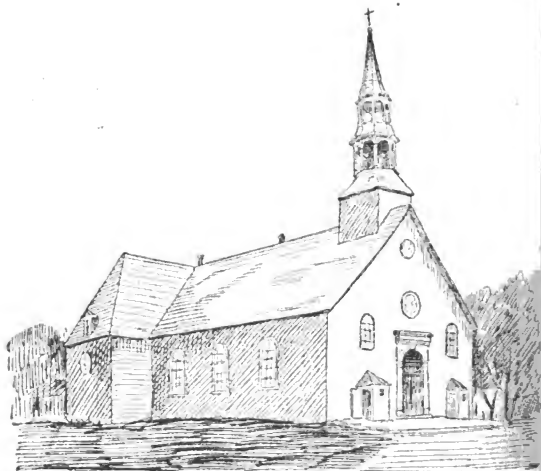
Je serais curieux de savoir le nom de la canadienne qui devint l'épouse du grand-père de Flaubert. WM. MC.

678.—Peut-on me donner les dates des différentes mutations qu'a subies l'île Sainte-Hélène située entre Montréal et Longueuil ? Elle fut d'abord donnée à Champlain. Plus tard la famille LeMoyne de Longueuil en est propriétaire. Aujourd'hui, si je ne me trompe, la ville de Montréal en a l'usage mais elle appartient au gouvernement de la Puissance du Canada. RIV.

678.—On entend beaucoup parler de ce temps-ci du “superbe isolement” de l'Angleterre ? Il me semble que c'est dans la Chambre des Communes du Canada que cette phrase à effet a été prononcée pour la première fois. Pouvez-vous me renseigner là-dessus ? ANGLAIS

679.—Je lis dans une lettre de Montalembert à l'honorable M. P.-J.-O. Chauveau : “ Peut-être avez-vous su qu'une phrase tombée de ma plume sur les libertés du Canada avait servi de motif à la condamnation portée contre moi l'hiver dernier : et vous auriez raison d'en conclure que mon attention et mes sympathies se portent depuis longtemps sur cette noble race canadienne qui sait si bien pratiquer et revendiquer, au besoin, les principes du *self-government* que la France a si misérablement oubliés.” Dans quel ouvrage est cette phrase dont parle Montalembert ici ?

RIO.



ÉGLISE DE SAINT-PAUL DE JOLIETTE

BULLETIN DES RECHERCHES HISTORIQUES

VOL. 5

DÉCEMBRE 1899

No. 12

SAINT-PAUL DE JOLIETTE

En 1779, le coin de terre où est située aujourd'hui la paroisse de Saint-Paul n'était qu'une épaisse forêt. C'est durant cette même année que six jeunes gens plantèrent leur tente au beau milieu de ces grands bois et commencèrent les premiers défrichements. Ces valeureux pionniers étaient Louis Mousseau dit Désilets, François Laperche dit Saint-Jean, Joseph Desmarais, Etienne Partenais, et Urbain Langlois dit Lachapelle. Cette petite colonie naissante fut desservie dans ses débuts par M. Pétrimoult, alors curé de l'Assomption. En 1781, M. de Saint-Germain, curé de Repentigny, fut chargé de la desserte de cette paroisse. En 1782, un cultivateur généreux, M. Joseph Perrault, donna à la paroisse un terrain pour y bâtir église, presbytère et dépendances. La même année, fut érigée la première petite chapelle. Elle était bien humble, mais grande fut la joie des zélés paroissiens, lorsqu'au mois de novembre 1782, pour la première fois le saint sacrifice de la messe fut célébré par M. de Saint-Germain.

L'église actuelle, avec la sacristie, a été commencée en 1803 et terminée en 1804. Elle a subi de grandes réparations en 1889.

Le premier curé régulièrement nommé et qui exerça ses fonctions permanentes comme tel fut M. Philippe Ferrand, de 1788 jusqu'en 1797. Il eut pour successeurs MM. Laporte, 1797-98 ; Gosselin, 1798-1806 ; François Noël, 1806-10 ; Pierre Loyer, 1810 ; François Brunet, 1810-19 ; Joseph Bélanger, 1819-29 ; François Bellefeuille, 1829-34 ; L.-F. Belleau, 1834 ; A.-J. Lagardo, 1834-41 ; Magloire Tarcotte, 1841-42 ; Toussaint Rouisse, 1842-44 ; F.-L. Brossard, 1844-76 ; L.-J. Martel, 1876-89 ; F.-X. Geoffroy, 1889-93 ; J.-D. Dupont, curé actuel.

R.

LOUIS ROUER DE VILLERAY

Le sieur Louis Rouër de Villeray fut un de ces hommes très précieux, dont la vie, sans avoir été marquée au coin des exploits glorieux et éclatants, a été pleine de sagesse et de dévouement.

Suivant le *Dictionnaire Généalogique* de Mgr Tanguay, il naquit en 1629, à Notre-Dame, en Grève, ville d'Amboise, de Jacques Rouër de Villeray, valet de la chambre de la reine, et de Marie Perthuis.

Il est difficile de préciser la date de son arrivée à Québec. Suivant toute apparence, il y était avant 1660, à l'âge de 31 ans.

Il y mourut, comme l'atteste le registre, et fut inhumé dans l'église le 7 décembre 1700, ce qui lui donnait 71 ans. Son fils Louis, sieur de la Cordonnrière, épousa Marie-Louise Le Gardeur de Repentigny. De ce mariage naquit de même un fils, Louis, qui eut l'honneur d'être filleul de Frontenac, gouverneur de la Nouvelle-France, à son baptême reçu le 3 août 1690.

Le Conseil Souverain de Québec, d'après le texte de l'édit royal, (Louis XIV) devait se composer "de nos chers et bienaimés les Sieurs de Mézy, gouverneur représentant notre personne (le roi), de Laval, évêque de Pétrée, ou du premier ecclésiastique qui y sera, et cinq autres (personnes) qu'ils nommeront et choisiront conjointement et de concert" (Jug. du Cons-Souv. XXVI.) Ce conseil fut établi le 18 septembre 1663. Le premier nom sur lequel s'arrêtèrent le sieur de Mézy et Mgr de Laval fut Louis Rouër, sieur de Villeray. Le fait seul de cette préférence établit clairement le degré de savoir, de prudence et de parfaite honorabilité de ce gentil-homme. Jean Juchereau, sieur de la Ferté, Denis-Joseph Ruette d'Auteuil, sieur de Monceau, Charles Legardeur, écuyer, sieur de Tilly, et Mathieu Damours, furent les quatre autres conseillers, dont la mission était de travailler à l'administration du nouveau conseil.

Il est évident qu'avant sa formation, le sieur Louis Rouër occupait déjà une position marquante dans le pays, puisque lors de sa nomination de premier conseiller, il est qualifié du titre de "lieutenant-particulier en la juridiction de Québec." (Jug et Del du Cons. Souv 1 1) Cet état de service implique une somme importante de services rendus qui devaient naturellement lui mériter le premier rang aux yeux du gouverneur et de Mgr l'évêque. De plus, ce détail dénote une expérience approfondie des besoins de la colonie, des décisions à prendre pour sa prospérité, comme aussi de la sage conduite à tenir parmi les difficultés. Il avait donc fait ses preuves d'habileté pendant un bon nombre d'années avant la formation du conseil. Jusqu'à ce nouveau conseil, le pays était dirigé par les gouverneurs de Québec et de Montréal, formant un conseil composé de leurs lieutenants et du supérieur des Jésuites. (Garneau 1—176.) M. de Villeray était un de ces lieutenants et faisait partie de ce premier conseil, c'est pourquoi l'ordonnance signalant sa nomination au nouveau conseil le désigne comme "lieutenant-particulier en la juridiction de Québec."

Des difficultés s'élevèrent au sujet de ce nouveau conseil dès le début de son exercice, et, pour des raisons que nous ne pouvons étudier ici M. de Mézy jugea à propos d'en suspendre la majorité. Par là, suivant M. Garneau (1—201) le gouverneur avait violé l'édit royal, "car, s'il ne pouvait nommer les conseillers sans le concours de l'évêque, il ne pouvait non plus les suspendre sans son assentiment."

M. de Villeray fut un des conseillers suspendus par le gouverneur. Il avait été coupable, aux yeux de ce dernier, de s'être rangé du côté de l'évêque et d'avoir suivi ses opinions. Ce n'est certes pas un mauvais trait dans la vie du personnage qui nous occupe ; et si Garneau déplore l'influence prépondérante et le pouvoir absolu de Mgr de Laval, c'est dû aux opinions personnelles de l'historien ; il est facile d'ex-

pliquer la chose par les mœurs du temps. Quoi qu'il en soit, M. de Mézy fit embarquer pour l'Europe MM. Bourdon et de Villeraÿ. Il ne doutait pas que cette décision d'autorité privée tournerait éviemment contre lui, ce qui implique une absence de jugement et donne une pauvre idée de son talent d'administration. Comment pouvait-il penser que la cour de Louis XIV consacrerait sa manière d'agir en flagrante contradiction avec l'ordonnance royale ? Aussi M. de Villeraÿ, chargé de faire valoir la cause des conseillers mis au rebut, n'eut aucune difficulté à obtenir pleine et entière satisfaction. M. de Mézy fut rappelé en France et remplacé par M. Daniel Rémi, seigneur de Courcelles. M. de Villeraÿ continua à exercer ses fonctions de conseiller jusqu'à la fin de sa vie avec la plus constante régularité. Il suffit pour s'en convaincre de parcourir les volumineuses décisions du Conseil Souverain.

Un petit-fils du premier conseiller, objet de cette étude, probablement le filleul de Frontenac, prit généreusement la défense des Acadiens en 1755, au fort des Gasperaux. Mais son courage fut inutile puisqu'il n'avait que vingt-cinq hommes à son service. Un autre descendant repassa les mers lors du traité de Paris en 1763. "La France", dit Garneau (II — 353), en voyant débarquer sur ses bords ces émigrants qui ne pouvaient se séparer d'elle, fut touchée de ce dévouement. Elle les favorisa, elle les accueillit dans les administrations."

Ces quelques notes établissent suffisamment l'intégrité de l'honneur de Louis Rouer, sieur de Villeraÿ, et puisque toute sa vie a été consacrée à l'administration primitive, je puis dire, de la Nouvelle-France, on ne pouvait moins faire de sortir de l'oubli le nom de ce conseiller exemplaire, digne de servir de modèle aux conseillers présents et futurs de la municipalité de Villeraÿ.

CHARLES P. BEAUBIEN, Ptre.

NOS JURONS POPULAIRES

Les jurons les plus en vogue dans la province de Québec par leur ressemblance aux jurons populaires de la vieille France, accusent, selon moi, pour la plupart, une commune origine. Bon nombre de ces termes évidemment font naître une idée peu respectueuse du saint nom de Dieu et de ses attributs divins.

Un antiquaire français, homme instruit, M. Lorédan Larchey, combat cette doctrine dans une docte et fort curieuse dissertation : ce manque de respect pour la Divinité, prétend-il, n'existe pas en réalité, attendu que de bons croyants se servent sans scrupule, journellement, de ces termes condamnables. Le ciel, affirme-t-il, est chaque jour pris à témoin pour attester des incidents qui causent surprise ou indignation.

Il nous est aussi donné de vérifier cette assertion, en Canada. Qui n'a entendu les exclamations "*Bonté Divine ! Oh ! mon Dieu !*" employées par des personnes fort pieuses. Et nous n'en pensons pas plus de mal de ceux qui les profèrent.

Le temps fut pour les militaires français et anglais de jurer à tout propos et hors de propos, *sacrer* comme dit le peuple : c'était de bon ton.

Un spirituel écrivain a dit que *God Dam* était le fonds de la langue anglaise, et le vicomte de Parny a composé un poème en quatre chants portant ce titre profane.

Les troupiers anglais, au rapport d'un annaliste, se distinguèrent par leurs jurons affreux, en Flandres "*Swore dreadfully in Flanders,*" certes, il y avait de quoi à les faire *sacrer et tempêter* pendant cette humiliante campagne, de même que Cambronne, à la tête de ses *vieilles moustaches*, se répandait en jurons à Waterloo, à la suite des incidents de cette malencontreuse journée.

Nous avons en Canada des jurons émouvants, indigènes ; ont-ils des équivalents en France ? C'est ce que nous n'avons pu vérifier.

Nos hardis voyageurs des pays d'en haut nous ont légué entre autres le pittoresque expletif : *Tors mon âme au bout d'un piquet !* Je n'ai jamais pu me rendre compte comment l'opération se faisait.

L'expression employée par les coureurs des bois, "*Mille tonnerres !*" pour donner du relief à leurs énergiques discours, rappelle le fameux juron des Allemands *Donnez et Blytzen !* "Tonnerre et Eclairs !"

Voyons le docte M. Lorédan Larchey à l'œuvre : "*Jarniou,*" dit-il dans son mémoire, dans la bouche d'un non-croyant, dérive de *Jarni* (Je renie), et *Diou* (Dieu), *Je renie Dieu.*

Comme il y avait en France arrêts et tribunaux pour punir les blasphémateurs, on altéra donc la forme du juron ; on en fit *Jarnibleu* ou *Jarnicoton*. L'origine de ce dernier est assez drôle.

Henri IV, dit on, avait pris l'habitude perverse de dire *Jarni*. Le Père Coton, son confesseur, lui avait signalé l'inconvenance d'une telle expression. Le roi débonnaire répliqua que le nom de Dieu excepté, aucun autre nom ne se présentait à lui plus souvent que celui du Père Coton.

"Eh bien ! sire, lui répondit le saint homme, dites *Jarni-coton* (Je renie Coton), et vous n'offenserez pas Dieu."

Plusieurs jurons français nous viennent de la Normandie, de la Provence, du Languedoc, où ils prirent naissance. Le juron *Par le sang du Christ* se transforma en *Sacristi*, pour éluder les lois pénales contre les impies. M. Lorédan Larchey fait mention d'une dame fort pieuse parmi ses connaissances qui, dans des moments d'émotion ou de surprise, s'écriait *Sapristi* ; mais, pour en adoucir la portée, elle y ajoutait : *Sapristi la rose*, y mêlant cet emblème d'innocence et de pureté comme correctif.

Des scrupules de même aloi convertirent *Par le sang de Dieu* en *Par la Sambleu*, *Palsambleu* et autres euphémismes; *Ventredieu*, qui d'abord signifiait *Par le ventre de Dieu*, devint *Ventrebleu*.

Ventre saint Gris était une transformation de *Ventre saint du Christ*.

Par le corps de Dieu fournit *Cordieu* et *Corbleu*, partant, comme l'on voit, des subterfuges pour éluder le code pénal.

Tu Dieu est présumé être un écho affaibli de *Par le ventre de Dieu*, une abréviation de *Ventredieu* et *Ventrebleu*.

Le sacré nom de Dieu, ajoute M. Lorédan Larchey, donna lieu à bien des explétifs, entre autres : *Sacré nom*, *Cré nom*, *Nom de Dieu ! Nom d'un nom ! Nom d'une pipe ! Nom d'un petit bonhomme !* étaient une allusion irrévérencieuse à Jésus-Enfant. *Nom d'un petit bonhomme de bois* rappelait les sculptures populaires en bois représentant notre Sauveur enfant dans les bras de sa mère.

De *Par le sacré nom de Dieu* venaient les abréviations *Sacrédiu*, *Crédiu*, *Sacrebleu*, *Crèbleu*, *Saperbleu*. L'origine de *Sabre de bois* est assez obscure. M. Lorédan Larchey, taxant son érudition, lui prête une naissance qui remonte à la nuit des temps et des antiquaires. Chez nous, l'oreille populaire est chatouillée des consonnances suivantes, léguées par les ancêtres d'outre-mer : *Parbleu ! Sacrebleu ! Sacrelotte ! Saperlotte !* et même *Saperlipopette !* Jolis jurons usités sans doute par les puristes et les euphémistes seuls !!!

Je me rappelle un bon vieux curé qui, pour donner du nerf à son pittoresque idiome, l'assaisonnait de l'explétif *Sac à papier !* juron que l'érudit M. Lorédan Larchey dérive de l'époque où les hommes de loi en France se montraient à l'audience munis de leurs brefs enfoncés dans des sacs, que le vulgaire désignait comme *Sacs à papiers*.

Poursuivre davantage l'intéressante étude de l'antiquaire français me mènerait trop loin. Je m'arrête.....

J.-M. LEMOINE

LE CURE MÉNAGE

En janvier 1773, M. Ménage, curé de Deschambault, décédait à l'âge de 94 ou 95 ans. Il desservait encore sa cure malgré des infirmités nombreuses. On rapporte de ce vénérable vieillard une anecdote qui fait connaître combien, dans son long ministère, il s'était aguéri, et combien peu il se mettait en peine des jugements des hommes et des démarches faites contre lui. Plusieurs fois il avait averti, repris et menacé un cabaretier de sa paroisse, du nom de Groleau qui, par sa facilité à livrer des boissons, causait dans la paroisse, de fréquents désordres. Voyant que ces avertissements particuliers n'avaient aucun effet, les désordres, les ivrogneries et les scandales dont ce cabaretier était la cause, ne faisaient qu'augmenter, il l'interpella un jour publiquement, en chaire, en reprochant à ses paroissiens les désordres et les scandales qui avaient journellement lieu, en invectivant surtout sur les excès d'ivrognerie qui faisaient tous les jours des progrès effrayants. " C'est dit-il enfin, ce maudit Groleau, avec son rhum et son tonneau, qui est la première cause de tous ces scandales."

Le susdit Groleau choqué, irrité au dernier point d'une semblable interpellation, et surtout de l'épithète de maudit jointe à son nom, et par laquelle il se regardait comme dévoué à l'anathème et entièrement déshonoré, porte sa plainte à M. l'Intendant même contre M. Ménage.

Ce Monsieur est cité à une cour spéciale qui doit se tenir en présence de l'Intendant. M. Ménage s'y rend. Là, sommé de répondre sur les motifs qui l'ont pu porter à se servir d'expressions aussi étranges que celles qu'on lui reproche avoir employées à l'égard du sieur Groleau, sommé de faire connaître ce qu'il peut avoir à dire pour sa justification, M. Ménage se renferme dans un profond silence. Sommé plusieurs fois de répondre, il garde toujours le silence ; l'Inten-

dant lui-même lui adresse enfin les mêmes paroles que Pilate autrefois avait adressées à Jésus-Christ " Vous ne répondez rien à ce qu'on dit contre vous ! " Ce que j'ai à répondre, dit enfin M. Ménage, le voici : " Notre Seigneur Jésus-Christ, qui ne voulait que le bien, qui n'enseignait que la vérité, a été cependant traîné de Caïphe à Pilate, de Pilate à Hérode, d'Hérode à Pilate ; aujourd'hui, moi, qui suis son disciple et son ministre, pour la même cause je suis traité comme il a été traité." Et ensuite, prenant son chapeau, le bon vieillard salue M. l'Intendant et toute la cour, et se retire tranquillement. Soit étonnement de la hardiesse et de la liberté de la réponse, soit que l'on s'aperçût qu'il n'y avait point d'excuse à attendre d'un homme de ce caractère, on le laissa aller tranquillement, et maître Groleau, outre la mercuriale solennelle qu'il avait eue de son curé, en reçut encore une de son Intendant, qui lui dit que s'il ne voulait pas s'exposer à quelque chose de plus désagréable encore que ce que lui avait dit son curé, il prit soin lui-même d'observer et de faire observer dans sa maison un meilleur ordre. Ainsi finit cette poursuite intentée contre M. Ménage.

L'abbé FÉLIX GATIEN

QUESTION DE LITURGIE

Pourquoi a-t-on changé le nom de Saint-Olivier en celui de Saint-Mathias ? (*Recherches Historiques*, V. p. 291).

Il doit y avoir là une question de liturgie. On ne peut choisir pour patron d'une paroisse qu'un saint dont le nom est inscrit au martyrologe romain. (De Herdt, III, 124). Or, Saint-Olivier ne jouit pas de ce privilège. Je tiens de feu M. l'abbé Rouxel, P. S. S., rubriciste distingué, qu'on a changé le nom de Saint-Olivier en celui de Saint-Mathias pour réparer l'erreur qui avait été commise.

C'est pour la même raison que, le 6 octobre 1897, Mgr l'évêque de Sherbrooke a donné pour titulaire à Garthby saint Charles Borromée à la place de saint Olivier.

L'abbé J.-A.-H. GIGNAC

INHUMATIONS HATIVES

Monsieur le chevalier Louis d'Ailleboust de Coulonge, troisième gouverneur de la Nouvelle-France, mourut à Montréal le 31 mai 1660, et fut enterré dès le lendemain.

La marquise de Denonville, femme du onzième gouverneur de la Nouvelle-France, décédée en son château de Denonville, en France, le 18 mai 1710, fut inhumée le lendemain, 19 mai, dans le caveau de la chapelle seigneuriale jointe à l'église du lieu.

Le chevalier Pierre-François de Rigaud, ancien gouverneur de Montréal, frère du marquis Pierre Rigaud de Vaudreuil-Cavagnal, dernier gouverneur de la Nouvelle France, mourut au château de Collier, commune de Muides (Loir et Cher), en France, le 24 août 1779, et fut inhumé au cimetière de la paroisse dès le lendemain, 25 août.

Ces inhumations hâtives paraîtraient odieuses aujourd'hui et ne sont plus, Dieu merci, dans les mœurs.

Voici l'acte de sépulture de M. Louis d'Ailleboust. Il est extrait du registre des baptêmes, mariages et sépultures de la paroisse de Montréal pour l'année mil six cent soixante :

" Le 1er juin a été enterré Messire Louys d'Ailleboust, cy-devant Lieutenant-général pour le Roy en la Nouvelle-France, pris au fort. Un des premiers seigneurs de l'Isle.

" REMY, Ptre."

Ainsi M. d'Ailleboust mourut au fort de Ville-Marie, qu'il avait lui-même considérablement agrandi ; ou du moins son corps fut " pris au fort " pour être conduit à sa dernière demeure.

Madame d'Ailleboust était vraisemblablement à Québec en ce moment, soit à sa résidence de la Châtellenie de Coulonge, soit à sa maison de la rue Saint-Louis.

ERNEST GAGNON

LA VÉNÉRABLE MARIE DE L'INCARNATION

Un de nos amis nous communique l'extrait suivant d'une lettre qu'il vient de recevoir du R. P. Gohiet, O. M. I., ancien professeur de philosophie à l'Université d'Ottawa et maintenant attaché au grand séminaire de Fréjus, où il occupe la chaire de théologie dogmatique. Dans une récente mission en Provence, le R. P. Gohiet a fait halte à Aix, et voici ce qu'il dit :

“ J'ai passé là une délicieuse semaine, visitant tout ce qu'il y a de beau à voir, et il y a beaucoup ! Cette vieille métropole de la Provence est un agréable séjour. Beau musée, belles églises où abondent les peintures remarquables...

“ Mais, écoutez, digne Canadien ! une des peintures les plus intéressantes est dans notre chapelle de la mission : elle a un intérêt historique pour le Canada. C'est une grande toile qui a de la valeur artistique : *Extase de la Vénérable Marie de l'Incarnation*, fondatrice des Ursulines de Québec, et qui a joué un si grand rôle dans les débuts du Canada français. Ce qui fait l'intérêt de cette toile, c'est qu'elle donne le portrait authentique de la Vénérable, car la toile est contemporaine, ainsi que l'établit une longue inscription au bas du tableau.

“ Autre curiosité : dans son extase, la Vénérable contemple Marie et tout une couronne d'anges, et au milieu rayonne le Sacré-Cœur. Or, la date du tableau est antérieure aux célèbres révélations de la Bienheureuse Marguerite Marie ! Donc, Marie de l'Incarnation aurait été, en France et au Canada, le précurseur de la grande dévotion. N'est-ce pas que cela est intéressant ? Est-ce un fait connu chez vous ?..”

RÉPONSES

M. Joseph Navières, curé de Sainte-Anne de Beaupré. (V, IX, 653.)—M. J. Navières vint au Canada en 1734, en compagnie de Mgr Pierre-Herman Dosquet, successeur de Mgr L.-F. Duplessis de Mornay au siège épiscopal de Québec.

Mis en possession de son évêché le 16 août 1734, Mgr Dosquet nomma, quelques jours après, M. J. Navières curé de Sainte-Anne de Beaupré. Celui-ci conserva sa cure jusqu'à son départ pour la France, en 1740.

Une seule lettre de M. Navières sur le Canada a été publiée en France (fév. 1882), par M. Ludovic Drapeyron, dans sa *Revue de Géographie*. M. Drapeyron, dans une préface, explique comment il est venu en possession de cette lettre inédite en ces termes :

“ Dans la bibliothèque de mon grand-père, M. Navières de Boissière, ancien élève de l'école normale supérieure et inspecteur d'Académie, décédé en 1877, j'ai trouvé un nombre assez considérable de papiers inédits que je rangerai sous quatre chefs, savoir : . . . ”

Le 4ème chef se lit comme suit :

“ Copie de la lettre écrite par M. Navières, prêtre missionnaire et curé de Sainte-Anne en Canada, à M. Veyssière, vicaire de l'église collégiale de Saint-Martial de Limoges et curé de Bonnac.” Ce dernier document est celui que nous publions aujourd'hui, en l'intitulant : “ Un voyage à la Nouvelle-France sous Louis XV.”

Cette lettre remplit 16 pages de la *Revue de Géographie*, imprimée à Paris, par Chs Delagrave, éditeur de la Société de Géographie, 15, rue Soufflot.

En tête, on lit : *Du Royaume des Maringouins, prez les colonnes d'Hercules*, et au bas la signature, etc. : “ J. Navières, Prêtre missionnaire, curé de Sainte-Anne. A été achevé le susdit recueil à Sainte-Anne, ce 3 octobre 1734.”

Le titre donné à cette lettre par M. Drapeyron est bien approprié. C'est en effet un récit bien intéressant d'un voyage sur mer, il y a un siècle et demi, sur un vaisseau du Roi, de la Rochelle à Québec. Celui-là avait duré 76 jours.

À la date de cette lettre, M. Navières n'avait pas encore 50 jours de résidence en Canada ; il avait vu Québec et toute la côte de Beaupré. Dans sa lettre écrite pour un ami intime et non pour la publicité, il communiquait ses impressions et les renseignements qu'il avait pu recueillir sur ces lieux.

Voici comment il parlait de la paroisse de Sainte-Anne et de son église telles qu'il les trouva en 1734 :

“ Venons maintenant à ce que je fais dans ce pays. On ne m'a pas laissé longtemps oisif ; aussi, je ne passais pas les mers pour faire le fénéant. Trois ou quatre jours après mon arrivée, MONSEIGNEUR me donna de l'emploi. Il me nomma à une des plus considérables cures qui soient dans le pays, à laquelle je me rendis après la fête de Saint-Louis, pour y exercer mes fonctions. Elle est située à sept petites lieues de Québec, sur le bord du fleuve Saint-Laurent, dans une grande plaine, longue d'une dizaine de lieues, qui est fertile et agréable. Notre Limousin ne produit pas de pais semblable. Ce n'est pas qu'il n'y aye des montagnes, mais elles sont faciles à grimper, et un demi-quart d'heure suffit pour arriver au sommet. Ma paroisse est située sur le bord du fleuve Saint-Laurent, qui donne un agrément à ma petite maison et à mon église, qui est une des plus belles et des mieux ornées du Canada. Tu pourrais t'imaginer que ce n'est pas grand-chose ; détrompe-toi, et sois persuadé que les églises paroissiales de campagne en France ne sont pas comparables à celles du pays que j'habite. J'ai plus de douze ornements différents pour la messe, tous propres et beaux ; les linges, soit sacrez, soit aubes et surplis, sont presque sans nombre ; les vases sacrez riches et d'argent doré, le soleil grand et d'un bel ouvrage, l'église vaste, ornée de tableaux donnés par des

vœux qu'ont fait plusieurs bâtiments dans les dangers qu'ils ont essuyé dans les voyages du Canada. Le maître-autel est d'une architecture rare, et le rétable l'emporte pour la richesse et la magnificence sur tous ceux que j'ai vu. Les reliques très courues et en grande vénération ; la principale, quoique la plus petite, est une portion de la main de Sainte-Anne bien avérée ; l'église est consacrée à Dieu sous l'invocation de cette grande sainte, qui est en si grande vénération dans ce pays, que les pèlerins y abondent et montent et descendent de 5 à 6 cent lieues pour accomplir leur vœu, ce qui n'est pas un petit embarras pour moi. Les confessions et communions sont si fréquentes que je ne crois pas qu'il y ait en France de paroisses de campagnes où elles soient plus communes. Outre les pèlerins, les gens de la paroisse me donnent beaucoup d'occupation, surtout le dimanche, et après avoir passé prez de 4 heures au confessionnal, je suis obligé d'en renvoyer plusieurs pour célébrer la messe que les paroissiens attendent avec impatience. Peu de jours ouvriers se passent sans qu'il y ait des confessions des pèlerins et des gens de la paroisse ; en un mot, si nous étions trois et même quatre, nous aurions suffisamment d'occupation, et autant de messes que nous pourrions acquitter, etc."

Voilà un témoignage de plus confirmant le fait que la dévotion à la *bonne sainte Anne*, commencée dès l'origine de notre colonie, n'a pas été interrompue et n'a fait que progresser du même pas que la population. R. BELLEMARE

L'honorable Jean-Charles Chapais. (V, VIII, 643.)—M. Chapais naquit à la Rivière-Onelle, le 2 décembre 1811, et était le fils de M. J.-C. Chapais, marchand, de cette paroisse. Après avoir fait ses études au séminaire de Nicolet, il se livra au commerce, comme son père, et se fixa à Saint-Denis, où il eut pour ami le plus dévoué, le curé de cette paroisse, M. l'abbé Quertier, cet homme si célèbre par son éloquence.

En 1850, la mort de M. Marquis, député de Kamouraska, nécessita une élection dans cette division. Le parti conservateur choisit M. Chapais comme son candidat, mais son adversaire, M. Letellier, l'emporta par quelques voix seulement de majorité. L'année suivante, des élections générales eurent lieu, les deux mêmes adversaires entrèrent en lice, et M. Chapais, après avoir combattu avec vigueur, triompha. Ce fut le commencement des nombreuses défaites que subit le parti libéral dans ce comté jusqu'en 1867.

M. Chapais fut membre du Conseil Exécutif comme commissaire des travaux publics, depuis le mois de mars 1864, jusqu'à la Confédération. Assermenté, le 1er juillet 1867, comme membre du Conseil Privé, il occupa le poste de ministre de l'agriculture depuis cette date jusqu'au 16 novembre 1870, alors qu'il fut nommé receveur général ; il donna sa démission au mois de janvier 1873.

L'honorable M. Chapais représenta le comté de Kamouraska de 1851 à 1867. A cette dernière date, il eut pour adversaire M. C.-A.-P. Pelletier, aujourd'hui sénateur. Cette élection, qui dégénéra en une bataille véritable, n'eut pour résultat pratique que de faire défranchiser le comté qui, pendant deux ans, n'eut pas de représentant à la Chambre des Communes. M. Chapais se fit élire aussitôt dans le comté de Champlain, qu'il représenta à l'Assemblée Législative de Québec de 1867 à 1871. Le 13 janvier 1868, il fut créé sénateur pour la division de la Durantaye, charge qu'il a toujours remplie jusqu'à sa mort avec honneur, avec dévouement et toujours dans l'intérêt de son pays.

En 1864, M. Chapais prit une part active à la Confédération, qui était à l'état de projet, lors de la conférence de l'Union à Québec, et il devint l'un des pères de cette même Confédération. Il fut aussi pendant quelque temps directeur du Grand-Tronc, ayant été nommé à cette position par le gouvernement.

M. Chapais a toujours joui de la réputation d'un parfait gentilhomme, d'un ardent patriote, d'un honnête citoyen et d'un excellent père de famille.

M. Chapais mourut à Ottawa, le 17 juillet 1885, du diabète, dont il souffrait depuis quelques années. Il était catholique pratiquant, aussi reçut-il avec ferveur les derniers sacrements de l'Eglise. Ses restes furent transportés à Saint-Denis, où, au milieu d'un immense concours de parents et d'amis, eurent lieu, le 22 juillet, les cérémonies solennelles des funérailles.

C.-E. ROULEAU

Le testament de Champlain. (V, IX, 652.)—Par son contrat de mariage, le fondateur de Québec devait laisser à sa femme, si elle lui survivait, la jouissance de tous ses biens. Son testament vint tout déranger. Entraîné par une dévotion extraordinaire à Notre-Dame de Recouvrance, et présumant aussi que sa compagne, dont la piété dépassait peut-être la sienne, applaudirait à ce legs louable, Champlain institua l'église qu'il avait fondée sa légataire universelle. En effet, la veuve ne présenta pas d'opposition, et le prévôt des marchands de Paris confirma le testament, par sa sentence du 11 juillet 1637. Néanmoins le testament fut cause d'un procès célèbre.

Une cousine germaine de Champlain, du nom de Marie Camaret, épouse de Jacques Hersaut, contrôleur des traites foraines et domaniales de la Rochelle, attaqua le document sur deux points. Son avocat, maître Boileau, prétendit qu'il n'était pas conforme au contrat de mariage, et que, de ce seul chef, il devait être annulé. Il ajoutait de plus, à l'encontre de la vérité, qu'il avait été fabriqué par des mains étrangères, car on ne pouvait pas supposer qu Champlain eût institué *Vierge-Marie pour son héritière*. Ce sont les termes mêmes de la disposition testamentaire. Le procureur général Bignon réfuta aisément les allégations du procu-

reur de Marie Camerat, et il prouva que madame Champlain elle-même reconnaissait la signature de son mari, son style et ses expressions. Ce legs à la *Vierge-Marie* n'avait rien que de très naturel dans la bouche de Champlain, " que l'on sait, dit Bignon, après avoir été assez accoutumé à se servir de paroles bien chrétiennes, pour avoir voulu, sur ce sujet, témoigner par exprès des sentiments particuliers d'une âme pieuse et catholique." Bien qu'il reconnut l'authenticité du testament, le procureur général finissait par conclure qu'il devait être rejeté, comme contraire au contrat de mariage. La Cour en jugea ainsi et les biens de Champlain, moins une somme de 900 livres provenant de la vente de ses meubles, retournèrent à ses héritiers naturels. N.-E. DROXSE

Le très honorable John-Arthur Ræbuck. (IV, V, 457.)—Il y a bien des gens parmi nous, même des gens assez instruits, qui ne connaissent guère M. Ræbuck et qui savent peu de choses de ses relations avec le Canada.

John Arthur Ræbuck était né aux Indes, à Madras, en 1801. Son père était employé dans le service civil. En 1807, ses parents quittèrent l'Inde pour l'Angleterre. Peu de temps après son père étant mort, sa mère se remaria et l'amena avec elle au Canada où son second mari avait probablement un emploi. Le jeune Ræbuck reçut donc toute sa première éducation dans notre pays. D'après l'historien Christie, en 1822, à l'âge de 21 ans, il écrivit et publia à Québec une brochure en faveur de l'union des deux Canadas. En 1824, il partit pour l'Angleterre, où il étudia le droit et se fit admettre au barreau en 1832. Le même Christie nous apprend que M. Ræbuck fut le véritable auteur du livre publié en anglais, à Londres, en 1830, sous le nom du Dr Pierre de Salles Laterrière. Ce livre était intitulé : *A political account of Lower Canada : with remarks on the present situation of the people, as regards their manners, character, reli-*

gion, etc., by "A Canadien." On y recommandait entre autre chose, l'abolition du Conseil législatif, comme remède aux maux dont souffrait la province du Bas-Canada.

En 1832, Ræbuck fut élu par la ville de Bath pour la Chambre des Communes, grâce à l'influence de leader radical, M. Hume. Ayant résidé pendant de longues années au Canada, il prit immédiatement un grand intérêt aux affaires canadiennes dont le parlement anglais était souvent saisi à cette époque. Le 15 avril 1834, il proposait la nomination d'un comité pour "s'enquérir des moyens de remédier aux maux qui découlent de la forme du gouvernement dans le Haut et le Bas Canada."

L'année suivante, (1835), l'Assemblée législative de Québec passa un bill pour nommer M. Ræbuck agent de la province en Angleterre. L'honorable D. B. Viger agissait comme tel depuis deux ans mais il lui fallait revenir au pays et nos chefs parlementaires sentaient le besoin d'avoir un représentant autorisé à Londres pour défendre nos intérêts. Cependant de crainte que le bill ne fût rejeté par le Conseil Législatif—ce qui arriva en effet—la chambre adopta les résolutions suivantes :

" Que c'est l'opinion de ce comité que, dans le cas où le bill passé par cette Chambre hier, nommant John Arthur Ræbuck, écuyer, comme agent de la province ne deviendrait pas loi, le dit John Arthur Ræbuck, écr., soit prié de représenter auprès du gouvernement de Sa Majesté, comme agent de cette chambre, les intérêts et les sentiments des habitants de cette province, et de soutenir les pétitions adressées par cette chambre à Sa Majesté et aux deux chambres du parlement.

" Que c'est l'opinion de ce comité, que dans le cas où le bill ne deviendrait pas loi, il est juste que le greffier de cette chambre soit autorisé à payer au dit John Arthur Ræbuck, écuyer, ou à son ordre, à même le fond des dépenses contin-

gentes de la chambre, une somme n'excédant pas 600 louis sterling, pour l'indemniser de ses soins et services en sa dite qualité d'agent ; et que le greffier soit pareillement autorisé à avancer au dit J.-A. Roebuck, écuyer, une somme n'excédant pas 500 louis sterling, pour l'aider à faire face à ses déboursés et dépenses contingentes en sa dite qualité ; desquels dits déboursés et dépenses il sera rendu compte à cette chambre de six mois en six mois."

Sur réception de ces résolutions, M. Roebuck demanda une audience à lord Glenely, secrétaire des colonies, afin de se faire reconnaître comme agent de l'Assemblée du Bas-Canada. Et en juin 1835, il fut reconnu comme tel par le ministre.

A la session d'automne de la même année, l'Assemblée passa un second bill pour nommer M. Roebuck agent de la province, et adopta en même temps des résolutions analogues à celle de la session précédente. Le bill fut encore rejeté par le Conseil législatif. En 1836, nouveau bill qui n'eut pas une meilleure fortune.

M. Roebuck s'occupa activement de nos affaires durant ces années critiques où la situation était si terriblement tendue entre l'Assemblée Législative et les autorités impériales. Survinrent les douloureux événements de 1837. Lorsque lord John Russell proposa un bill, en 1838, pour suspendre la constitution du Bas-Canada, M. Roebuck qui avait perdu son siège l'année précédente, demanda à être entendu à la barre de la chambre des Lords et de la chambre des Communes, comme agent de l'Assemblée, pour s'opposer à ce projet de loi. Gladstone et lord Stanley aux Communes, et lord Aberdeen dans la chambre haute, soulevèrent des objections. Mais finalement M. Roebuck fut admis à comparaître. Il fut, dit-on, très agressif et très amer.

On lit à ce propos dans *A history of our own times*, de Justin McCarthy :

" Un critique de cette époque remarqua que la plupart des orateurs semblent s'efforcer de se concilier les bonnes

grâces de l'auditoire qu'ils veulent gagner, mais que M. Roebuck, dès le début, parut déterminé à tourner contre lui et sa cause tous ses auditeurs. Ses discours cependant furent d'une grande force argumentative et d'une grande puissance. Leur effet fut encore augmenté par l'apparence singulièrement jeune de l'orateur à qui l'on eût à peine donné vingt ans. M. Roebuck avait pourtant 37 ans."

La constitution de 1791 ayant été suspendue puis rappelée, M. Roebuck cessait naturellement d'être agent de l'Assemblée défunte.

Mais il lui était dû des arrérages pour ses émoluments et déboursés. En vertu des résolutions de février 1835, ils s'élevaient à 1100 louis par année. Il avait été payé pour 1835, et avait reçu 700 louis pour 1836. Mais le deadlock financier, entre l'Assemblée et l'Exécutif avait ensuite arrêté tous les paiements, et il lui restait dû 400 livres pour 1836, et 1,100 louis pour 1837, en tout 1,500 louis.

En 1838, le conseil spécial, nommé par lord Durham, alloua une certaine somme pour défrayer les dépenses de la dernière Chambre d'Assemblée. Mais les arrérages de M. Roebuck furent omis. Il s'en plaignit au ministre qui écrivit à ce sujet, d'abord à sir John Colborne, en 1839, puis à M. Poulett Thompson en 1840. Celui-ci répondit que le conseil spécial, à qui il avait soumis les réclamations de M. Roebuck, les avait rejetées.

Pendant dix ans, on n'en entendit plus parler. Mais, en 1850, M. Roebuck revint à la charge. Le secrétaire d'Etat pour les colonies, lord Grey, écrivit à lord Elgin, lui transmettant une lettre de l'ex-agent de l'Assemblée bas-canadienne, dont voici la teneur :

Milton, Lynnington, Hauts.
12 décembre 1850.

Milord,

Il y a plusieurs années, j'ai agi comme agent de la Chambre d'Assemblée du Bas-Canada. En cette qualité, et au nom

de cette Assemblée, qui a été si attaquée et maltraitée, j'ai comparu à la barre de la Chambre des Communes, et ensuite à la barre de la Chambre des lords. J'ai aussi été reconnu comme agent de l'Assemblée par l'administration actuelle ; et lorsque l'ancienne constitution du Bas Canada fut abolie, je cessai d'être l'agent de l'Assemblée, étant alors créancier de cette Chambre, au montant de \$1.500.

Par un procédé déshonorant, on a éludé le paiement de cette dette, après avoir payé toutes les dettes de l'Assemblée de la province ; l'animosité, la haine et l'esprit de parti, ont pris la place de la justice en ce qui me regarde. J'espère que ces sentiments de rancune personnelle se sont évanouis ; et, j'en appelle maintenant à la justice de la législature canadienne, pour me payer une dette qui m'est due à juste titre.

J'ai demandé à lord Grey de vous autoriser de sanctionner, au nom de la Reine, le paiement de cette réclamation, et je ne puis douter un seul instant que vous ne soyez autorisé à le faire ; j'ose me flatter que votre seigneurie voudra transmettre la lettre ci-jointe à l'orateur de l'Assemblée Législative, avec l'autorisation officielle et personnelle que vous devez avoir reçue, je n'en doute nullement.

Je demeure, Milord,

Votre obéissant serviteur,

J. A. REBUCK

Au très honorable le comte d'Elgin, etc., etc., etc.

La réponse à cette lettre, fut un ordre-en-conseil du 4 mars 1851, dans lequel on lisait :

“ La réclamation de M. Reebuck, a été recommandée dans les dépêches de lord Normanby, et lord John Russell, en 1839 et 1840 : mais elle paraît n'avoir pas été accueillie par le conseil spécial. M. Reebuck a de nouveau mis sa réclamation sous les yeux du comte Grey : et le comité du conseil étant d'opinion qu'elle est fondée en justice, recommande

qu'il soit porté sur les estimations qui seront soumises au parlement, durant la prochaine session, une somme suffisante pour mettre Sa Majesté en état de payer une somme de 1,500 livres, à John R. Ræbuck, pour ses services agent de la ci-devant Chambre d'Assemblée du Bas Canada, cette somme étant le montant par lui réclaté et constaté lui être dû."

A la session suivante, la somme de 1,500 louis fut votée, et M. Ræbuck fut payé conformément à l'ordre en conseil.

M. Ræbuck fournit, en Angleterre, une des plus belles carrières parlementaires de ce siècle. Il siégea dans la Chambre des Communes, de 1832 à 1879, avec trois interruptions seulement : de 1837 à 1841, de 1847 à 1849, et de 1868 à 1874. Il fut donc membre du parlement pendant trente-cinq années. Il représenta Sheffield, depuis 1841 jusqu'à sa mort, sauf les dernières périodes plus haut mentionnées. Un de ses plus remarquables exploits parlementaires fut sa motion de non-confiance contre le gouvernement de lord Aberdeen, en 1852, au sujet de la manière défectueuse dont le département de la guerre avait organisé les services de l'armée anglaise, en Crimée. Ce gouvernement était un cabinet de coalition que l'on avait appelé le "cabinet de tous les talents", comme autrefois le ministère de lord Granville, en 1796. M. Ræbuck eut 157 voix de majorité pour sa motion et renversa ce gouvernement puissant. Vers la fin de sa carrière, il s'était rapproché de lord Beaconsfield et des conservateurs. En 1878, il fut nommé membre du Conseil Privé.

Il écrivit plusieurs ouvrages, dont les principaux sont : *Pamphlets for the people ; A plan for the government of some portions of our colonial possessions ; History of the whig ministry of 1830, etc., etc.*

Le très honorable John Arthur Ræbuck mourut le 30 novembre 1879.

IGNOTUS

QUESTIONS

680.— Dans les relations des Jésuites année 1670, page 22, année 1671, page 7, année 1672, page 2, année 1672 et 1673, page 149, il est fait mention d'une statue de Notre-Dame de Foy envoyée de Belgique au Canada vers 1667 ou 1668. " Cette statue de la Vierge avait cela de remarquable qu'elle était faite du bois d'un chêne dans le cœur duquel on en avait trouvé une semblable (en 1609) quelques années auparavant dans le village de Foye, au pays de Liège, à une lieue de la ville de Dinant."

Le Père Chaumonot à qui cette statue avait été envoyée par le père de Vérencourt bâtit sous le même nom (Notre-Dame de Foy) une chapelle située à la côte Saint-Michel, près de Québec, et où cette statue fut placée. La dévotion des fidèles s'accrut bientôt par les miracles que la Sainte Vierge y opéra.

Les sauvages Hurons établis à la côte Saint Michel fréquentaient cette chapelle et il est dit dans les relations des Jésuites que cette statue avait été donnée expressément pour la conversion des sauvages et devait être placée dans l'une de leurs chapelles.

Les Hurons quittèrent Notre-Dame de Foy en 1674 pour aller s'établir à l'Ancienne Lorette.

Qu'est devenu cette statue de Notre-Dame de Foy ?

X. X. X.

681.— Quand le nom de Nouvelle-Ecosse a-t-il remplacé celui de Acadie ? Qui a suggéré et employé pour la première fois ce nom de Nouvelle-Ecosse ?

ECOT.

682.— On me dit que pendant l'hiver de 1759-1760 catholiques et protestants à Québec suivaient tour à tour leurs offices dans la chapelle des Ursulines. Est-ce le cas ?

RIO

683.—Le compilateur du deuxième volume de la *Littérature canadienne* de 1850 à 1860 déclarait qu'il s'abstenait de reproduire en entier les poésies de MM. Garneau, Lenoir et Fiset, parce qu'elles devaient, lui assurait-on, être publiées en volumes séparés.

Ces volumes ont-ils été publiés ?

Pr.

684.—Avons-nous eu deux chirurgiens Arnoux à Québec ? Celui qui possédait une maison sur la rue Saint-Louis, à Québec, maison dans laquelle Montcalm mourant fut transporté, est-il décédé au Canada ?

Geo.

685.—Pourquoi les protestants appellent-ils ministres ceux qui, chez eux, président au culte ? Ce mot est-il d'origine française ou anglaise ?

R.

686.—Dans ses *Voyages*, Champlain parle souvent d'une partie du port de Tadoussac qu'il nomme "moulin Baudé." Cet endroit porte aujourd'hui le nom de "Anse du moulin à Baudé." Pourquoi ce nom de Baudé ? Que signifie-t-il ?

NAVIG.

687.—Sous le régime français, désignait-on sous le nom de Nouvelle-Angleterre tout le territoire actuel des États-Unis ? Dans le cas contraire, quelles étaient les limites de la Nouvelle-Angleterre ?

AMÉRI.

688.—En 1878, un Français distingué du nom de Beaumont débarquait à Québec. Le lendemain de son arrivée dans la capitale, il mourait subitement sur la rue. On m'affirme que c'est ce M. de Beaumont qui porta le message de Bazaine rendant Metz à l'armée prussienne. Quelqu'un de vos lecteurs peut-il me renseigner 1^o sur la mort de M. de Beaumont 2^o sur la part prise par lui à la reddition de Metz ?

FRANC.

689.—Est-ce l'Abord-à-Plouffe, ou la Barre-à-Plouffe, qu'il faut dire ?

RIO.

TABLE DES MATIÈRES

Acadie, L'amour de la France en.....	111
Acadiens, Le chant national des	148
Adelsheim.....	83
"Africaine," Le naufrage de l'.....	84
Amérique, En.....	216
Amnistie de 1838, L'.....	94 152 182
Années, Les bonnes.....	64 91
Argent, Sa rareté autrefois.....	104
Arnold, Le général	51 346
Aulnay, Charles Menou d'.....	63 214
Baptiste, Le flibustier.....	8
"Bas de soie".....	85
Batiscau, Le nom.....	274
Beauce, La colonisation de la.....	32
Beaumont, Les Acadiens à.....	182
Bédard, Pierre.....	250
Bédard et ses fils, Pierre.....	285
Bédard, Deux ouvrages de Pierre.....	209
Bégin, Les ancêtres de Mgr.....	123
Bienville, Saint Antoine de.....	195
Bon-Temps, L'ordre du.....	178
Bouchette, L'arpenteur général.....	186
Bouchette, L'exploit du capitaine.....	317
Bourget, Mgr Ignace.....	42
Brion, L'amiral de.....	150
Bureau des pauvres à Montréal, Le.....	279
Camériers Secrets de Sa Sainteté, Les.....	313
Canada, Le Petit.....	221
Canada, Manière d'apprendre l'histoire du.....	156
Cap à l'Arbre, Le.....	314
Cap Tourmente, La croix du.....	63
Carignan, Le régiment de.....	116
Cartier, La croix plantée par.....	177

Caughnawaga, Saint-François-Xavier de.....	131
Champlain, Le testament de.....	370
Champlain, L'orthographe du mot.....	64
Chanson de 1812, Une.....	237
Chapais, L'hon. J. C.....	368
Chauffage des églises autrefois.....	57 83 117
Chouaguen, Les drapeaux de.....	349
Chouard, La femme de.....	274
Clairon du Roi, Le.....	216
Compain, L'abbé Pierre-Joseph.....	115
Confédération, Les Pères de la.....	346
Conseil de Québec, L'ancien.....	53
Corrège au Canada, Un tableau du.....	61
Corvées, Les.....	216
Coup de pied, Un royal.....	107
Cox, Sir Edmund.....	31
D'Ailleboust, Mme.....	43
Deschambault, Les Anglais à.....	63 316
Desjardins, L'abbé Jean-Louis.....	344
Dorion, J.-B.-E.....	31 90 119
Droits seigneuriaux, Les.....	136
Durham, L'ordonnance de lord.....	94 152 182
Duel sous le régime français, Le.....	31
Ecosais au Canada, Les.....	219
"Enfant Terrible," L'.....	31 90 119
Epluchette, Une.....	186
Expressions, Anciennes.....	144
Familles canadiennes, Les premières.....	242
Fénelon, Un ouvrage de.....	240
Fiedmont, Jacau de.....	173
Formulettes écrites.....	207
Galiffet, Le marquis de.....	347
Gaspé, Lieutenants-gouverneurs de.....	146
Gerrymander, Le mot.....	64 94
Girouard, La famille.....	205
Habitants vs Hivernants.....	105
Huissiers et praticiens.....	38
Hygiène sous le régime français, L'.....	261
Inhumations hâtives.....	364
Jésuites, Le Journal des.....	21 52
Jésus, La quête de l'Enfant.....	25

Judicature en 1732, La.....	203
Jurons populaires, Nos.....	359
Kalm au Canada, Le voyageur.....	68
Kimber, La famille.....	252
La Boujonnier.....	79
La Jonquière, Le testament de M. de.....	268
Lauzon, La famille de M. de.....	196
Lebrun, Un tableau de.....	158 249
Legardeur de Saint-Pierre, Joseph.....	233
Légendes de nos ancêtres, Les.....	100
Lepage, L'abbé.....	32 91 341
Lévis et les drapeaux de ses régiments.....	309
Lévis, Notre-Dame de la Victoire de.....	7
Lieut.-gouverneurs de Québec, Les armes des...	73
Longueuil, Le dernier rejeton des.....	145
Longueuil, Le nom de.....	209
Longueuil, Les journaux de.....	22
Loup-garou, Le.....	304
Lutin, Le.....	78
MacNab, Sir Allan.....	31 62 119
Malartic, Le comte de.....	109
Marie de l'Incarnation, La Vénérable.....	365
Martyrs ou patriotes.....	31 88
Ménage, Le curé.....	362
Ménagerie des pauvres.....	341
Mé-y, La mort du gouverneur de.....	52
Métis ou Bois-Brûlés.....	17
Meurons, Les.....	56 115
Milice, Les commandants de notre.....	275
Miliciens, L'uniforme de nos.....	184
Mitaine des puritains, La.....	152
Montcalm, Le monument Wolfe et.....	305
Montmagny, M. de.....	32
Montréal à Québec, De.....	239
Montréal en Espagne.....	32
Morin, Le juge A.-N.....	20 267
Navières, Joseph.....	366
Noyaux, Les.....	81
Ordres du Roi, Les.....	126
Papiers, Les vieux.....	202
Papineau, Joseph.....	253

Patriotes ou martyrs.....	31	88
Perrault, Joseph-François.....		175
Pichon, Thomas.....	32	92
Plessis et de Maistre, Mgr.....		241
Plessis et le tableau de Saint-Michel, Mgr.....	32	276
Poêles dans les églises, Les.....	57	83 117
Poincy, Philippe de Lonvilliers de.....		212
Pointe à la Garde, Le combat de la.....		282
Port Daniel, Saint-Georges de.....		323
Portneuf, Le curé.....	31	213
Prélats domestiques de Sa Sainteté, Les.....		219
Prêtre médecin, Un.....		115
Prêtres, Cinq frères.....		273
Prêtres français réfugiés au Canada.....		186
Prison à Québec sous le régime français.....		64
Propriétés, Le morcellement des.....		72
Protonotaires apostoliques canadiens, Les.....	184	252 285
Québec, Le bureau de poste de.....		153 247
Québec, de 1620 à 1632.....		292 324
Ramezay, M. de.....		59
Rasle, Le P. Sébastien.....		223
Réchauds, Au temps des.....		117
Richmond, La mort du duc de.....		112
Roberval, La paroisse de.....		67
Rœbuck, John-Arthur.....		371
Rohault, René.....		28
Rolette, Le canton.....		146
Salaberry, Son discours de Châteauguay.....	85	117
Saint-Antoine de Bienville.....		195
Saint-Fabien de Rimouski.....		99
Saint-Frédéric de Drummondville.....		227
Saint-Georges de Port-Daniel.....		323
Saint-Joseph de Lanoraie.....		163
Saint-Joseph de la Pointe de Lévy.....		35
Saint-Laurent de l'île d'Orléans.....		259
Saint-Laurent, La traversée du.....		18
Saint-Louis, L'incendie du théâtre.....		343
Saint-Mathias de Rouville.....		291
Saint-Maurice, Les députés de.....		283
Saint-Paul de Joliette.....		355
Saint-Régis, La prise de.....		141

Saint-Vallier, L'orthographe du mot.....	63
Satan, constructeur d'églises.....	245
Shawinigan, Le mot.....	30
Sydenham, La mort de lord.....	82
Terrebonne, Le fondateur de.....	32 91 341
Toronto, Le fort de.....	137
Trois-Pistoles, L'hermite de.....	260
Turgeon, Mgr.....	32
Vallières de Saint-Réal, Le juge.....	153 275
Vaudreuil, Le comte de.....	23
Victoria, L'inauguration du pont.....	189
Villeray, Louis Rouer de.....	356
Wattevilles et Meurons, Les.....	115
Weld, Le cardinal.....	36
Wheelwright, Mère Esther.....	164
Wolfe, Le général.....	208
Wolfe, Le monument Montcalm et.....	305
Wolfe, L'épée de.....	63
Wolfe, Les portraits de.....	63

FIN

Recherches Historiques

BULLETIN D'ARCHÉOLOGIE, D'HISTOIRE, DE
BIOGRAPHIE, DE BIBLIOGRAPHIE, DE
NUMISMATIQUE, ETC., ETC.,

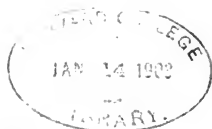
PUBLIÉ PAR

PIERRE-GEORGES ROY

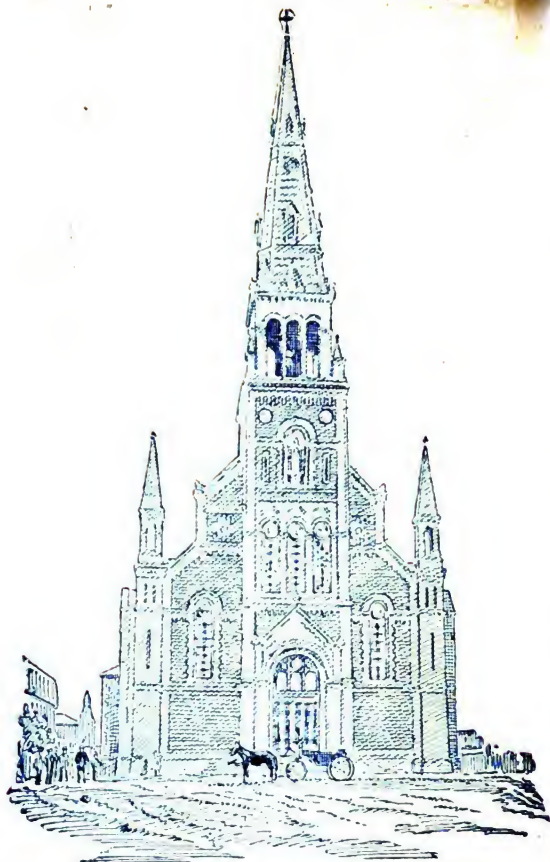
VOLUME SIXIÈME

LÉVIS

1900



Bright fund.



ÉGLISE DE SAINTE-CÉCILE DE VALLEYFIELD

BULLETIN

DES

RECHERCHES HISTORIQUES

VOL. 6

JANVIER 1900

No. 1

SAINTE-CECILE DE VALLEYFIELD

En 1845, au moment même où s'achevait le canal de Beauharnois, destiné à relier le lac Saint-François et le lac Saint-Louis, Valleyfield n'existait pas. La construction du canal, dont ce point était le terminus en venant de Montréal, avait fait dresser en cet endroit quelques petites maisons destinées aux industriels qui suivent les chantiers de ces grands travaux. Là encore, il y avait quelques cabanes de pêcheurs et de défricheurs ou *settlers*, tous fort pauvres, et vivant assez tristement. Ces deux éléments réunis ne donnaient, en 1849, à ce hameau pas beaucoup plus de trente feux.

Ce hameau dépendait de la paroisse de Saint-Timothée. L'endroit même où est situé aujourd'hui Valleyfield n'avait pas alors de désignation. La pointe de terre qui se détache à l'entrée du canal actuel, était appelée "la pointe aux voleurs," ainsi nommée parce qu'une barge dedenrées s'y étant échouée, les habitants s'en seraient approprié la cargaison, selon les uns ; et selon d'autres, parce que ces mêmes habitants faisaient main basse sur les bois flottants que le vent ramenait de ce côté, lorsqu'ils manquaient le rapide du Côteau.

A partir de 1855, on trouve, dans les registres parfaitement tenus de la paroisse, des documents positifs dans lesquels on peut avoir toute confiance.

Cette paroisse fut créée en cette même année sous le nom officiel de paroisse de Sainte-Cécile. Voici les termes mêmes de l'acte en date du 1er mai 1855 constituant cette paroisse :

" Il sera formé une paroisse dite de Sainte-Cécile, et composée d'une étendue de territoire détachée de Saint-Timothée,

comprenant toute la partie sud ouest d'icelle appelée Catherinestown, bornée et limitée au nord-est par la Grande Ligne qui divise Helenstown de Catherinestown ; au nord-ouest par le fleuve Saint-Laurent, comprenant la grand île de Saint-Timothée, à partir de son extrémité supérieure à aller à la terre de Pierre Bongie senior ou ses représentants, inclusivement ; au sud-est par la rive nord de la rivière Saint-Louis comprenant le quatrième rang de Catherinestown, à partir du chemin connu sous le nom de chemin Larocque, à aller à la ligne du canton de Godmanchester ; au sud-ouest par la ligne du dit canton de Godmanchester jusqu'au lac Saint-François."

Le 6 mai de la même année, c'est-à-dire cinq jours après cette proclamation, les francs-tenanciers de la nouvelle paroisse se réunissaient au presbytère de Saint-Timothée, dont le curé avait mission de desservir Sainte-Cécile.

Il s'agissait de nommer les membres de la fabrique. A l'unanimité, l'assemblée choisit pour premier marguillier François Pitre dit Lajambe ; pour second marguillier, Jean Bougie, cultivateur à la grande-île ; et enfin, pour troisième marguillier, Antoine Hainault. Six mois plus tard, on décidait l'érection d'une église et d'un presbytère : les travaux commençaient en 1856, et étaient achevés en 1857.

L'église était placée là où s'élève aujourd'hui la cathédrale de Valleyfield. Elle était relativement grande, mais les ressources ne permirent pas, pendant plusieurs années, de la décorer intérieurement.

Elle servit jusqu'en 1882, époque à laquelle M. le curé Alexis Pelletier résolut, avec le conseil de fabrique, la construction d'une nouvelle église plus en rapport avec la population croissante et les besoins de la ville de Salaberry de Valleyfield comme était officiellement nommée la nouvelle municipalité formée dans la paroisse de Sainte-Cécile, en date du 25 février 1874.

Cette église appartient, pour la nef et le chœur, au style roman : la nef a de très vastes proportions et un cachet de grandeur qui causent au visiteur une très belle impression. Le chœur, élevé de plusieurs marches, avec le maître-autel placé au fond, a également un magnifique aspect. La consécration de cette belle église eut lieu le 2 octobre 1884, par Mgr Fabre, archevêque de Montréal. Elle sert aujourd'hui de cathédrale au premier évêque du diocèse de Salaberry de Valleyfield, Mgr J.-M. Emard.

Inscrivons ici les noms des curés de Valleyfield qui ont, avec des succès divers, mais tous avec le même zèle pour le bien de leur paroisse, contribué à la création des institutions, à l'édification des monuments qu'on y voit, depuis M. Amable Thibault, premier curé de Sainte Cécile, M. J. T. Lasnier qui lui succéda en 1864, et occupa ce poste jusqu'en 1878, M. Alexis Pelletier, qui a droit d'être regardé comme le second fondateur de Valleyfield, M. J.-O. Roussin, M. C.-A. Santoire et M. J.-A. Castonguay, curé actuel.

R.

LA MÉMOIRE DE GEORGES III

On a toujours attribué au roi Georges III une mémoire prodigieuse des hommes. Il lui suffi-ait, disait-on, de voir une personne une seule fois (et les souverains en voient un grand nombre), pour se la rappeler pendant le reste de sa vie. M. Charles de Lanaudière, étant encore au service de la France, avait accompagné son oncle, le comte de Boishébert, chargé d'une mission diplomatique à la cour d'Angleterre, et fut présenté au roi Georges III. Quinze ans après cette première entrevue avec le souverain de la Grande-Bretagne, il lui fut présenté de nouveau, mais alors comme sujet britannique. Le roi le reconnut aussitôt, et lui dit en se servant de la langue française :

— Vous m'avez été introduit jadis comme sujet français, mais je suis heureux que vous le soyez aujourd'hui comme un de mes sujets.

Puis il ajouta, en se servant de la langue anglaise : J'oubliais que vous parlez l'anglais avec aisance.

R.

L'ABBE JOSEPH-MATHURIN BOURG

Joseph-Mathurin Bourg naquit à Beaubassin, en Acadie, le 9 juin 1744. Il était fils de Michel Bourg et d'Anne Hébert. Il avait 11 ans à la déportation des Acadiens, et cet événement mémorable avait laissé dans son esprit une douloureuse impression, qu'il conserva toute sa vie et qui le forma dès l'enfance aux épreuves et aux luttes qu'il eut à soutenir dans la suite.

Il est probable que ses parents furent déportés en France, car nous le retrouvons quelques années plus tard au séminaire des Missions Etrangères, à Paris, poursuivant ses études et se préparant aux missions lointaines de l'Acadie, dont le souvenir était si cher au fils des malheureux exilés.

Ses études théologiques terminées, il revint à Québec, et après quelques mois passés au séminaire de cette ville, il fut ordonné par Mgr Hubert, au mois de septembre 1773. Mgr de Québec lui confia immédiatement les missions difficiles de la Baie des Chaleurs, de la Gaspésie et de toute l'Acadie, privée de secours religieux depuis plusieurs années.

Il arriva à Tracadieche, (aujourd'hui Carleton) dans l'automne 1773, un an après le départ des Pères Etienne et Ambroise, Recollets de la mission des Micmacs de Sainte-Anne de Ristigouche, et au moment où le P. Bonaventure, autre Recollet, allait quitter la Baie des Chaleurs et la Gaspésie.

Il avait ordre de se fixer à Tracadieche (Carleton) et de faire de cette place le centre de ses missions. C'était l'endroit le plus commode et le plus populeux. Il y avait là, en effet, un groupe assez considérable d'Acadiens, que la cruauté des Anglais avait forcés de quitter leur patrie, pour chercher ailleurs un lieu plus sûr.

La première émigration, partie de Beaubassin en 1755, se composait de sept familles, Ambroise Comeau et François,

son fils, Marie, Benjamin, Jean-Baptiste et Joseph LeBlanc, Charles Dugas et Claude Landry, avec leurs familles. Après avoir erré çà et là, sans pouvoir se fixer, par la crainte des Anglais, ils gagnèrent la Baie des Chaleurs et vinrent se fixer dans le *Barachois* de Tracadieche ; ce barachois est formé par un banc de sable de près de deux milles de long, joignant la terre ferme à l'est à un cap qui s'avance dans la mer d'un mille, et fermé à l'ouest par un autre banc de sable qui court de la terre ferme nord et sud jusqu'à plus d'un mille au large, en laissant qu'un goulet étroit et profond pour la décharge de ce vaste étang au reflux de la marée.

Comme ces deux bancs qui se rencontrent, sauf le goulet, presque à angle droit, étaient alors épaissement boisés et offraient une retraite sûre, ces malheureux exilés établirent leur campement sur une petite île boisée qui se trouve au milieu du barachois. Ils y passèrent l'hiver 1756, vivant de chasse et pêche.

Ils furent bientôt rejoints par d'autres de leurs malheureux compatriotes que la terreur des Anglais jetait sur cette plage.

Ce lieu était appelé Tracadieche par les sauvages, ce qui signifierait, d'après l'interprétation du fameux chef Micmac Sam Souk, durant plusieurs années interprète des missionnaires de la réserve des sauvages à Ristigouche, *endroit où il y a beaucoup de hérons, oiseaux aquatiques qui y font leur séjour*.

M. Bourg fut reçu à Tracadieche (Carleton) avec des transports de joie et une vive allégresse par ces pauvres Acadiens, privés de secours religieux, au moins régulièrement depuis plusieurs années. Il eut aussi le bonheur d'y rencontrer son frère Charles, et trois sœurs. Il maria Charles à Théotiste Savoye, Victoire, à Michel Vincent Arseneau ; Marie-Lucie à Isaïe Bernard, et Marie-Madeleine demeura toujours avec lui.

Il y avait alors à Carleton 40 familles acadiennes, formant 200 âmes. La pêche et la chasse faisaient leur principale occupation. Quelques-uns cependant se livraient au défrichement du sol, et à la culture.

Dès son arrivée à Carleton, M. Bourg s'occupa à se ménager un logement et fit allonger la sacristie de la chapelle, bâtie quelques années auparavant par le P. de la Brosse, le célèbre missionnaire jésuite.

M. Bourg passa ce premier hiver à Carleton et alla faire une mission à Bonaventure et aux sauvages de Ristigouche, dont il apprit promptement la langue à fond.

Dès le bon printemps 1774, il partit pour les lointaines missions de l'Acadie, dont il tardait de revoir ces lieux si chers à son cœur et porter les secours de son ministère à ses malheureux compatriotes.

Accompagné de deux sauvages il pénétra à travers la forêt à la rivière Saint-Jean où il trouva un grand nombre de sauvages qu'il évangélisa, et à un établissement d'Acadiens, qui s'étaient échappés de la déportation, par un coup d'audace.

"Pendant que les transports cinglaient sur la Baie de Fundy, dit l'abbé Casgrain, un acadien de Port-Royal, du nom de Beaulieu, ancien navigateur au long cours, ayant demandé au capitaine du navire où il était détenu, avec 224 autres exilés, en quel lieu du monde il allait les conduire."

Dans la première île déserte que je rencontrerai, répondit-il insolemment. C'est tout ce que méritent des papistes français comme vous autres.

"Hors de lui même, Beaulieu, qui était d'une force peu ordinaire, lui asséna un coup de poing qui l'étendit sur le pont. Ce fut le signal pour les autres captifs, qui probablement s'étaient concertés d'avance. Quoique sans armes, ils se précipitèrent sur leurs gardes, en blessèrent quelques uns et mirent les autres hors de combat.

“ Beaulieu prit le commandement du transport et alla l'échouer dans la rivière Saint-Jean, près de la mission que dirigeaient alors les Pères Germain et de la Brosse, Jésuites.

Ce fut en cet endroit que M. Bourg fit sa première mission en Acadie, et ses compatriotes le virent avec joie demeurer plusieurs jours au milieu d'eux où il leur prodigua les secours de la religion dont ils avaient été privés depuis si longtemps.

La vie du missionnaire était alors très pénible et remplie de dangers de tous genres. Il fallait à chaque station, au milieu de chaque petit groupe, quelques fois sous la cabane du pêcheur, au bord de la mer, ou dans l'intérieur des forêts, dresser un pauvre autel, consacrer les mariages par les bénédictions de l'Eglise, mariages souvent contractés déjà devant un notable de la place ou le plus âgé du campement, suppléer les cérémonies du baptême, catéchiser les enfants, donner la première communion, couronner la mission par une retraite de deux à trois jours, et confesser tout le monde ; car tous accouraient à la mission, la suivaient religieusement, puis, après s'être réconciliés avec leur Dieu, s'en retournaient plus forts dans les épreuves et consolés.

A la nouvelle de la venue du missionnaire, on s'empressait de se rendre à l'habitation la plus vaste et la plus confortable ; des familles entières faisaient cinq à six lieues à la ronde et quelquefois plus, par des chemins difficiles, à travers la forêt, ou montés sur des barques que conduisaient les bras vigoureux des jeunes gens. On campait autour de l'habitation du missionnaire, et l'on y restait tout le temps de son séjour au milieu d'eux, tant on était heureux de sa présence et avide de la parole de Dieu et des secours de la religion. On assistait à tous les offices, qui duraient presque des journées entières, avec la piété et le recueillement des premiers chrétiens, comme aux catacombes de Rome, aux siècles des persécutions.

“ Spectacles singulièrement émouvants, s'écrie M. Rameau, que celui de cette affluence agreste et enthousiaste autour de ce visiteur étrange, isolé, presque misérable ! Quand il survenait à travers les bois, accompagné d'un ou deux sauvages, sa simplicité, son dénuement même n'étaient pas sans grandeur. Mais on comprend difficilement comment un homme pouvait suffire à une telle besogne. Les stations étaient plus fatigantes encore que les parcours ; il faut réellement que, dans ces réunions où reflétait tant de puissance morale, les missionnaires aient puisé des joies intérieures et des consolations religieuses qui, seules, pouvaient compenser les fatigues et l'épuisement du corps.”

Après plusieurs jours consacrés à la rivière Saint-Jean, M. Bourg poursuivit le cours de ses missions partout où il y avait un groupe de catholiques ; à Petiscodiac, à Memramcook, à la Baie Sainte-Marie, nouvellement établis par les proscrits de 1755, rentrés de nouveau dans leur chère patrie, et où il demura plusieurs semaines, ce fut partout avec la même allégresse, le même empressement auprès du bon missionnaire, qui fit amplies moissons et exerça son zèle avec avantage. Il y trouva des adultes de 14 à 16 ans qui n'avaient pas encore reçu la grâce du baptême.

Puis il se rendit à Halifax, sans doute pour plaider la cause de ses compatriotes, et revint de ces parages en parcourant tous les postes : Coagne, la Baie Verte, Miramichi, Miscou et Caraquet eurent sa visite.

A la fin du mois de novembre 1774, il était de retour à Carleton, où il passa l'hiver, pour recommencer au printemps suivant le cours de ses pénibles missions. Il fit, durant l'hiver, un rapport à l'évêque de Québec du succès de cette première mission, qui avait été si fructueuse pour le salut des âmes, et si pleine de consolation et de douce joie pour le cœur du missionnaire.

Mgr Hubert en fut si satisfait qu'il conféra à M. Bourg les titres et la juridiction de grand-vicaire pour toute l'Acadie, la Baie des Chaleurs et la Gaspésie, et combla le jeune et généreux missionnaire d'éloges bien mérités d'ailleurs.

Voici comment l'évêque s'exprime, en lui conférant cette nouvelle dignité :

“ Le zèle qui vous fit abandonner l'Europe pour vous sacrifier au salut de vos frères, plus chers à votre cœur par les sentiments de la religion que par ceux de la nature, ne trouve point d'obstacles insurmontables dès qu'il s'agit de gagner des âmes à Jésus-Christ, la difficulté des chemins, la mauvaise humeur des peuples que Nous ne vous avons pas laissé ignorer et qui ne vous a pas épouvanté, l'incertitude du succès, rien de tout cela ne ralentit votre zèle ; à toutes ces représentations que notre affect ou tant que notre devoir nous obligeait de vous faire, vous ne Nous avez donné que des réponses dignes d'un ministre de J. C. “ Je ne suis venu avec vous dit, que pour les âmes abandonnées de secours,” de si beaux sentiments ne pouvaient que Nous plaire infiniment ; ils ont en effet pénétré jusqu'au plus tendre et au plus intime de notre cœur. Et pour entrer dans toutes vos saintes et pieuses intentions, seconder votre piété et esprit apostolique, Nous vous avons revêtu et vous revêtons par les présentes de tous nos pouvoirs.”

Durant les trois années qui suivirent, M. Bourg visita la Gaspésie toute entière et la Baie des Chaleurs, des deux côtés jusqu'à Miscou.

En 1778 une mission aussi délicate que dangereuse lui fut confiée par l'Evêque de Québec.

Lorsqu'éclata la guerre américaine, les sauvages excités par des émissaires de la Nouvelle-Angleterre, prirent une attitude si menaçante, qu'on put craindre un instant à un soulèvement général. Cette révolte dans les circonstances difficiles que traversait la métropole, eût singulièrement com-

pliqué la situation déjà si difficile par elle-même. Aussi Sir Richard Hughes, alors lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Ecosse, écrivit-il à cette époque au gouverneur général, dont la résidence était à Québec, le priant d'insister auprès de l'Evêque catholique de cette ville, pour qu'un missionnaire se rendit immédiatement parmi les tribus en pleine effervescence.

L'abbé Bourg qui était alors à Carleton et qui jouissait d'un grand ascendant sur l'esprit des sauvages dont il connaissait la langue et les mœurs, était l'homme désigné par les circonstances pour cette difficile mission. Aussi Mgr de Québec s'empressa-t-il de lui envoyer un exprès pour l'en charger. N'écoutant que la voix du devoir et le désir de son évêque, M. Bourg, accompagné de deux sauvages, partit aussitôt. Il parcourut toutes les bourgades depuis la rivière Saint-Jean jusqu'à la Nouvelle-Ecosse. Il réussit complètement à pacifier les Micmaes, sur lesquels avait passé un souffle de révolte, leur fit renouveler leurs promesses de fidélité et de loyauté à la couronne britannique, et en retour, eût depuis lors ses coudées franches à Halifax et dans les missions des provinces maritimes, dont il sut user largement au profit de ses coreligionnaires et pour l'honneur de la religion.

Sur son avis, les familles irlandaises d'Halifax présentèrent en 1783, une pétition à Sir Andrew Snape, qui avait remplacé Sir Richard Hughes, en 1781, comme lieutenant-gouverneur de la province, dans le but d'obtenir des mesures plus libérales et plus tolérantes pour le libre exercice de leur religion. En réponse à la demande qui lui était adressée, par l'intermédiaire du gouverneur, la législature décréta abolies les clauses injurieuses et iniques qui privaient les sujets catholiques de Sa Majesté, dans la Nouvelle-Ecosse, du droit de possession et de la liberté de pouvoir pratiquer ouvertement leurs devoirs religieux. C'est de cette époque

que commence l'émancipation des catholiques de la Nouvelle-Ecosse.

Sir Richard Hughes, voulant témoigner sa reconnaissance à M. Bourg, d'une manière encore plus sensible, lui fit concéder gratuitement l'île aux Hérons et quatre milles de terrain sur les côtes du Nouveau-Brunswick, en face de Carleton. En outre un certain lopin de terre où se trouve actuellement les édifices religieux de Carleton jusqu'à la pointe dite des Bourgs. M. Bourg céda une partie de ce terrain à son départ de cette paroisse. Le reste appartient encore à ses arrières neveux.

La liberté religieuse ayant été rendue, grâce à l'influence de M. Bourg, les catholiques d'Halifax firent des démarches pour avoir un prêtre résidant au milieu d'eux, et faisaient les plus grandes instances.

Le 16 juillet 1784, M. Gravé, vicaire général de Québec, écrivait à M. Bourg pour l'en informer. Ils s'étaient d'abord adressés à l'évêque de Londres qui leur avait naturellement répondu qu'Halifax n'était pas dans son diocèse.

M. Bourg recevait l'injonction de se transporter à Halifax, d'examiner les choses par lui-même, et de lui en rendre compte ; combien il y avait de catholiques dans la ville et aux environs dans la Nouvelle-Ecosse ; Si l'on pouvait y bâtir librement une église et une maison presbytérale ; quels étaient les moyens de faire subsister un prêtre, et autres choses semblables.

Le désir de l'évêque de Québec était que M. Bourg y fit sa résidence ; M. Le Roux, récemment arrivé de France, devait lui succéder dans les missions de la Baie des Chaleurs jusqu'à nouvel ordre.

On prévoyait alors qu'Halifax deviendrait un des premiers postes, et les catholiques, grâce aux démarches de M. Bourg, y avaient obtenu du parlement en faveur de la religion catholique, des avantages que bien d'autres n'auraient

seulement pas osé demander. M. Bourg savait parfaitement la langue anglaise, était vicaire-général de l'Evêque de Québec, et avait toute sa confiance. Il était aussi chargé de dire à ces catholiques que l'évêque ne les oubliait pas, était très content du zèle qu'ils avaient pour leur religion ; qu'il avait en vue leurs intérêts spirituels et qu'il travaillerait de tout son pouvoir à les secourir.

M. Bourg se rendit donc à Halifax durant l'été 1784, et fit son rapport à Mgr de Québec. Mais sa lettre fut perdue. De retour à Carleton, dans l'automne assez avancé, il écrivit de nouveau à M. Gravé, V. G.

“ J'eus l'honneur, dit-il, d'écrire à Mgr l'Evêque étant à Halifax dans le courant de l'été dernier, que je me conformais au désir de Sa Grandeur, qui était que je résidasse à Halifax ; M. LeRoux devait résider en la Baie des Chaleurs, et moi j'étais sur mon départ d'Halifax pour chercher mes effets en la Baie et retourner au plus tôt. J'ignore si cette lettre est parvenue à Sa Grandeur et c'est ce qui m'oblige de vous écrire la présente. Le trajet d'Halifax à la Baie m'a pris trois semaines, et dans une tempête qui dura trois jours sans discontinuer, tout l'équipage fut déconcerté excepté le capitaine. Je fus obligé de servir de matelot pour me sauver la vie, et à mon arrivée je tombai malade, tant j'avais essuyé de fatigue et de froid. Cette indisposition m'a retenu dans la Baie ; Si Dieu me conserve, j'espère me transporter à Halifax ce printemps pour y faire ma résidence jusqu'à nouvel ordre de mon évêque.

“ Quant à M. LeRoux, qui est un très digne prêtre, il est maintenant d'un âge si avancé qu'il lui est impossible de desservir tous les endroits éloignés et même les moins éloignés durant l'hiver. Ainsi, je crois qu'il serait à propos, si Sa Grandeur l'avait pour agréable, que M. LeRoux vint résider où je suis, qui est maintenant l'endroit le plus considérable de la Baie, puisqu'il y a 78 habitants ; neuf lieues

plus haut, est la mission de Ristigouche, qu'il pourrait encore desservir, ainsi que les endroits Pégéguit et Caraquet, où il peut y avoir en tout 40 habitants. Le second endroit le plus considérable est Bonaventure, douze lieues plus bas que Tracadieche et toujours du côté nord, où il y a environ 60 habitants. Quatre lieues plus bas, est un endroit appelé Paspébiac, où il peut y avoir 25 habitants ; ensuite, Port-Daniel, Pasbeau, la Grande-Rivière et Percé. Du côté sud de l'ouverture de la Baie, se trouve Miramichi, où il peut y avoir 20 familles et quantité de sauvages ; plus loin, Cocagne et Memramcouk, où réside M. LeRoux, parce qu'il y a 100 habitants au moins. Ne serait-il pas possible de placer un jeune prêtre à Bonaventure, pour y résider dans le cours de l'hiver ? L'été, il parcourrait les différents endroits que j'ai nommés. M. LeRoux pourrait suppléer pour les malades pendant son absence. Je suis persuadé que votre zèle apostolique vous excitera à faire tout ce qui dépendra de vous pour favoriser cet arrangement."

L'arrivée à Halifax du P. Jones déranger tous les plans de M. Bourg.

Le P. Jones était de l'ordre des Capucins, qui avaient fourni déjà, sous la domination française, plusieurs missionnaires en Acadie. C'était un homme instruit et fort distingué. Il y bâtit une église et y exerça les fonctions de vicaire général, que lui conféra l'évêque de Québec. Il fut bientôt rejoint, dit l'abbé Casgrain, par deux prêtres français, M. Allain et M. Lejamtel de la Blouterie. L'abbé Allain s'en alla évangéliser le groupe acadien le plus inaccessible et le plus délaissé de tous, celui des Iles de la Madeleine. M. Lejamtel de la Blouterie eut en partage l'île du Cap Breton, et se fixa à Arichat, où vint bientôt le rejoindre un autre exilé de France, l'abbé Champion, comme lui du diocèse d'Avranches.

M. Bourg demeura donc en la Baie des Chaleurs et vit ainsi se retrécir le champ immense de ses missions.

En 1786, M. Bourg songea à faire bâtir une nouvelle église à Carleton, pour tous les établissements depuis Cascapédia jusqu'à la Nouvelle. Ce qui l'engagea à entreprendre cette construction, ce fut l'activité que prit alors le commerce du poisson à cet endroit. Aussi, la population s'était considérablement accrue. Mais les difficultés qu'il rencontra pour le choix du site de la nouvelle église, qu'il voulait voir élever à peu près au même endroit que l'ancienne, lui fit renoncer pour le moment à l'entreprise.

Voyant la mauvaise volonté des habitants et la division s'accentuer davantage, M. Bourg transporta sa résidence à Bonaventure. Ce fut une rude épreuve pour les habitants de Carleton qui, malgré leurs malheureuses divisions, estimaient beaucoup leur pasteur. Aussi firent-ils des instances auprès de l'évêque de Québec pour réinstaller M. Bourg au milieu d'eux. M. Bourg résolut alors de demeurer alternativement dans les deux places.

Cette même année 1786, M. Bourg reçut un auxiliaire dans la personne de M. Girouard, autre prêtre acadien, qui fut chargé des missions de Ristigouche, Nipissiqui, Caraquet et Miramichi. Il se fixa à Caraquet, comme étant le poste le plus important. M. Girouard fonda plus tard le séminaire de Saint-Hyacinthe, P. Q.

En 1789, Mgr Hubert ayant réglé le différend et fait cesser les divisions à propos de la construction de la nouvelle église, ordonna de bâtir à l'endroit désigné par M. Bourg. On commença incessamment les travaux.

Le 1er octobre 1787, M. Bourg baptisait, à Carleton, un enfant dont il fut en même temps le parrain, qui devait jouer un grand rôle dans le monde politique du temps, et qui est une des plus belles gloires de Carleton ; la marraine fut sa sœur, Marie-Madeleine Bourg : C'était Joseph-René

Vallières de Saint-Réal qui, grâce à la haute protection de Mgr Plessis, évêque de Québec, fit un cours d'études, devint le premier avocat de son temps, député du comté de Champlain, et enfin juge.

En 1791, M. Bourg visita tous les postes soumis à sa juridiction et en rendit compte à l'évêque de Québec, de retour à Percé.

" J'informe Votre Grandeur, dit-il, que grâce au Seigneur, jouissant d'une bonne santé, j'ai fini de parcourir nord et sud, toutes mes missions, de sorte qu'en trois ou quatre jours je partirai de Percé, où je suis depuis quelque temps, pour retourner à la Baie et faire une mission à Caraquet. J'y suis allé ce printemps, mais ces pauvres gens ne pouvaient avoir recours à moi dans le cours de l'hiver. J'ai reçu les Saintes Huiles, pour lesquelles je vous remercie, et le mandement à l'égard de la suppression de quelques têtes. J'ai lu ce mandement en chaque lieu et m'y conformerai, ainsi que tous les habitants.

On ne voit que misère en la Baie, cette année, attendu que la pêche au saumon et la chasse ont presque entièrement manqué ; la pêche à la morue est fort médiocre, mais la récolte est assez bonne. C'est un malheur qu'on ne soit pas plus porté à cultiver avec soin. Quelques habitants de ma paroisse (Carleton) recueillent déjà depuis quelques années plus qu'ils ne dépensent.

J'espère que cet exemple inspirera aux autres, qui vivent très-mal dans le cours de l'hiver, le désir de les imiter."

Jusqu'en 1791, M. Bourg avait plus de 400 lieues de mission. Il fut déchargé, à cette époque, de tout le territoire situé au-delà de la rivière Miramichi. Tout le reste de l'Acadie était confié au P. Jones et à ses confrères français. M. LeRoux ayant fixé sa résidence à Memramcouk, en 1784, fut aussi chargé des missions de Cocagne et de Richibouctou, qui venait de se coloniser.

En 1794, M. Bourg, qui jusqu'alors avait joui d'une forte santé, commença à se sentir épuisé, et étant devenu incapable de remplir les fonctions si difficiles de missionnaire, demanda son rappel. Mgr de Québec, qui avait en haute estime M. Bourg, le transféra à l'importante cure de Saint-Laurent, près Montréal, à l'automne 1795, dans l'espoir que le repos bien mérité par 20 longues années d'un pénible ministère rétablirait sa précieuse santé. Mais il ne fit que languir et s'éteignit pieusement dans le Seigneur, après avoir reçu tous les secours de la religion des mains du grand vicaire Roux, de Montréal, le 20 août 1797, à l'âge de 53 ans, 2 mois et 11 jours. Le lendemain, eurent lieu ses funérailles, au milieu d'un grand concours de peuple et de tout le clergé de Montréal. Ses restes funèbres furent déposés sous les dalles de l'église Saint Laurent, où ils reposent depuis plus d'un siècle ; mais sa mémoire et son souvenir ont traversé les âges et demeurent encore vivaces parmi les peuples qu'il a évangélisés.

L'abbé E.-P. CHOUINARD

NOBLESSE OBLIGE

La noblesse de sang remonte à un millier d'années, mais il ne faut pas croire que noblesse oblige ait été dit à l'époque de Charlemagne. Ces deux mots qui ont retenti dans l'univers civilisé ne datent que de 1788 ; ils ont été prononcés aux Etats Généraux par Gaston Pierre-Marc de Lévis, fils du général qui succéda à Montcalm dans le commandement des troupes du Canada. La noblesse mourante trouva cette expression qui la définissait elle-même dans son sens le plus radieux.

Vers 1803, M. de Lévis publia un ouvrage d'ingénieur dans lequel il expliquait la possibilité de creuser un tunnel sous la Manche et de cette manière communiquer de France en Angleterre.

BENJAMIN SULTE

RÉPONSES

Jean Martel. (II, XII, 260.)—"Jean Martel, écrit M. Auguste Béchard (*Recherches Historiques*, vol. IV, p. 243), eut vingt-neuf enfants de ses quatre femmes, dont il a épousé la dernière en 1743."

Pour l'amour de la vérité, nous croyons devoir lui enlever trois des dites femmes et vingt-un des dits enfants. Les raisons sont qu'au commencement de 1745, M. Jaerau, curé de Québec, trouva, en faisant le recensement de sa paroisse, rue Saint-Nicolas, près du Palais, Marie-Anne Robineau-Ronville, âgée de 64 ans, veuve de Jean Martel, et que, dès 1732, au mariage de son fils, Jean Martel est mentionné comme défunt. Marie-Anne Robineau-Ronville, d'après Tanguay, vol. 5, page 529, était la première femme de Jean Martel ; il n'en épousa donc pas d'autre subséquemment. Mais, nous direz-vous, cela n'empêche pas qu'il lui reste encore neuf enfants, vous n'en supprimez que vingt. Attendez : ouvrons le registre de Québec au 4 juin 1717, et nous voyons que Louis Joseph Martel, baptisé à cette date, est fils d'un autre Jean Martel, marié à Jeanne Ronlois, le 27 juin 1712, au Château Richer. Donc, le fameux Jean Martel, en fin de compte, n'avait qu'une femme et huit enfants, dont deux furent prêtres et curés de Saint Laurent, Ile d'Océans ; le premier reçut la visite du général Wolfe en 1759 (*Recherches Historiques*, vol. III, p. 90). Un fut écrivain et garde magasin du Roy, à Québec ; un, directeur des forges de Saint-Maurice ; un autre, Pierre Michel, était avec sa mère, en 1745 ; deux moururent en bas âge, et l'aîné, dont nous n'avons pas d'autres traces que celle du recensement de 1716 et son acte de baptême. Il naquit le 4 décembre 1703, à la rivière Saint-Jean, Acadie, où habitaient ses père et mère, et fut ondoyé, en l'absence du missionnaire, par M. Charles Damour de Louvière, seigneur de la Métapédiac. Le^s

cérémonies du baptême lui furent suppléées le 4 novembre 1705, à Québec. Il eut le nom de son aïeul et parrain, Pierre Robineau, seigneur de Bécancour, baron de Portneuf et grand voyer, et pour marraine Jeanne-Elizabeth Lemire, femme de Pierre Leaumont (Gilaumont) de Beauregard, ancien huguenot qui avait abjuré à Québec, le 22 novembre 1668, entre les mains du grand vicaire Jean Dudouyt. En 1716, M. Martel, avec sa famille, demeurait à Québec, au faubourg Saint-Nicolas ou du Palais, où nous retrouvons sa veuve, en 1745. D'ailleurs, il était écrivain au Magasin du Roy, ce qui faisait mieux son affaire que sa seigneurie de Magos, à l'Acadie. Le second fils, François, eut pour parrain, le 7 mars 1706, Robert Desnoyers, garde magasin du Roy, et pour marraine, Marie-Anne Rivard, femme de François Dumonstier (Dumontier), secrétaire du gouverneur-général. Jacques-Urbain Robert de la Morandière fut parrain de Jean-Urbain, baptisé le 8 janvier 1708, et Madame Charles de Monseignat, Madeleine-Marguerite de Lesnerac fut sa marraine. Le 26 septembre 1710, fut baptisé Jean-Baptiste Grégoire : parrain, Jean-Baptiste Lemand (Allemand), marraine, Louise Lalemand (Allemand), femme de Jean Brousse. Le parrain et la marraine de Antoine-Nicolas furent, le 30 octobre 1713, Robert-Antoine Desnoyers et Françoise Langlois, femme d'Etienne Guichon. François, le sixième fils, eut pour parrain, le 16 septembre 1715, François Foucault, et pour marraine, Agathe Legardeur de Repentigny, de Saint-Pierre.

Le septième enfant, la fleur de lys, eut un baptême remarquable. C'était le 2 mai 1719. Le jeune fils du gouverneur, François Rigaud de Vaudreuil, âgé de 17 ans, alla chercher au palais de l'Intendant une toute petite marraine, mademoiselle Jeanne-Elisabeth-Françoise Bégon, qui n'avait pas encore quatre ans, et l'on se dirigea vers l'église paroissiale pour le baptême du nouveau-né, qui devait s'appeler

Pierre-Michel. M. Martel accompagnait le compérage comme dans toutes les autres occasions semblables, et l'Intendant avait adjoint M. Guichon, un de ses fidèles employés, pour aider la marraine à tenir l'enfant sur les fonts baptismaux. La cérémonie terminée, l'acte fut dressé; il termine ainsi : "marraine, Jeanne-Elisabeth-Françoise Bégon, fille de l'Intendant, qui a déclaré ne savoir signer de ce requise." Bien excusable, n'est-ce pas ? cette chère petite marraine ! Elle avait une dette de reconnaissance à payer à Monsieur et Madame Martel, et pour les cœurs bien nés, la gratitude n'attend pas le nombre des années. Née au palais de l'Intendant à Québec, le 24 août 1715, elle y fut, avec la permission de Monseigneur de Saint-Vallier, ondoyée le même jour, par M. Goulvin Calvin, vicaire de M. Thomas Thibault, curé de Québec. M. Bégon attendait pour les solennités du baptême de son enfant le consentement d'un parrain et d'une marraine qu'il devait choisir en France. Ce n'est que le 14 mars 1717, également avec permission de Monseigneur l'évêque, que furent suppléées, par M. Gautier de Varennes, prêtre du séminaire, dans la chapelle du palais de l'Intendant, les cérémonies solennelles du baptême à Jeanne Elisabeth-Françoise Bégon, âgée de 19 mo's, notre future petite marraine. "Le parrain, dit l'acte, a été Messire François Bégon, chevalier, conseiller du Roy en ses conseils, cy-devant grand-maitre des Eaux et Forêts de France au département de Blois et Berri, demeurant à Marseille, en vertu de la procuration spéciale, passée au sieur Jean Martel, bourgeois de cette ville, seigneur de Magos à l'Acadie, par Olivier et Ardisson, notaires de Marseille, en date du 27 janvier 1716, et la marraine a été Dame Margnerite-François Pignart, veuve de défunt Messire François de Beauharnois, chevalier, seigneur de la Boische, demeurant en la ville d'Orléans, en vertu de sa procuration spéciale, passée à Orléans le 5ème mars 1716, par Bruère et Poullain, notaires en la dite ville

d'Orléans, à Marie-Anne Robineau-Rouville, épouse du dit sieur Martel, soussigné.

(Signatures),	BÉGON	J. MARTEL.
	BEAUCHARNOIS BÉGON	M.-A. ROBINEAU
		DE VARENNE.

Mademoiselle Bégon fut donc marraine du fils des procureurs de ses parrain et marraine.

Le dernier fils de Jean Martel et Marie-Anne Robineau fut Joseph-Nicolas, présenté au baptême le 21 avril 1721, par Nicolas Lanouiller, trésorier de la marine, et Catherine Chaunière, femme de François Foucault, fils. Il devint prêtre et succéda à son frère, François, né en 1706 et mort curé de Saint-Laurent, île d'Orléans, en 1763.

Jean Martel mourut à Québec subitement après avoir vécu en bon chrétien et fut inhumé le 8 novembre 1729 âgé d'environ 63 ans. Sa femme Marie-Anne Robineau Rouville mourut entre 1745 et 1747.

Quant au Jean Martel à trois femmes et vingt enfants, débris de l'échafaudage de M. Béchard, d'après Tanguay, nous laissons volontiers à d'autres le soin de vérifier son existence.

A. R.

Le pain bénit. (IV, IV, 438.)—La reddition des comptes du marguillier en charge du Sault-au-Récollet pour l'année 1738 fait mention de l'item suivant : " Pour deux amendes de ceux qui n'ont point donné le pain bénit, 4 livres," ce qui indique que le pain bénit était obligatoire à l'église paroissiale.

Cette pratique séculaire dans l'église perpétuait le souvenir des agapes primitives et symbolisait la participation de toute l'assistance au banquet divin. Elle a fini par être mal comprise et circonvenue par les efforts d'un faux zèle : la vanité lui a donné son coup de mort.

Elle donna lieu aux rivalités parmi les paroissiens et devint une source de difficultés et de discordes que la cérémonie de paix aux balustres était loin de faire disparaître.

Dès 1645, le *Journal des Jésuites* signale ce malheureux état de choses.

" Le pain bénit du dimanche fut transporté au lundy, jour de la Circoncision. Monsieur le Gouverneur le donna. Il y eut quelque parole ensuite, à qui on le donnerait après lui, et il fut trouvé plus à propos de le donner aux marguilliers, M. Giffard et M. des Chastelet, et puis commencer par haut de la côte de Saint-Geneviève comme par une rue ; puis revenir par en bas, comme par une autre rue, et continuer de la sorte. Le père Vimont en dressa un catalogue."

Cette précaution du Père Vermont arrêta pour un temps les difficultés, mais bientôt il fut question de la toilette de pain bénit.

Les dames se chargèrent naturellement d'épingler les festons.

Citons le *Journal des Jésuites* (1646) :

" Le dimanche devant la Septuagésime, Madame Marsolet devant faire le pain bénit, désira le présenter avec le plus d'appareil qu'elle pourrait ; elle y fit mettre une toilette, une couronne de bouillons de gaze ou de linge, à l'entour. Elle désirait y mettre des cierges et des quarts d'écus aux cierges, au lieu d'écus d'or, qu'elle eût bien désiré y mettre ; mais voyant qu'on ne lui voulait point permettre, elle ne laissa pas de le faire porter avec la toilette et la couronne de bouillons ; mais devant que le bénir, je fis tout oster, et le bénis avec la même simplicité que j'avais fais les précédents, et particulièrement celui de M. le Gouverneur, crainte que ce changement n'apportent de la jalousie et de la vanité."

On le voit, le pauvre pain bénit courait déjà des dangers sérieux ; c'est encore étonnant qu'il ait pu résister à de si perpétuels murmures.

Dans nos compagnes, on y allait avec beaucoup plus de modération ; les habitants étaient animés d'une piété réelle à ce sujet. La dépense seule ralentit le zèle. Aussi les curés, sans

vouloir tout de suite en finir avec l'usage, favorisèrent son abolition.

L'abbé CHS-P. BEAUBIEN

Dollard et ses compagnons. (111, VI, 330.)—

C'est en 1660 qu'un jeune homme, Dollard des Ormeaux, se met à la tête de seize compagnons d'armes, et forme avec eux le généreux dessein d'aller à la rencontre d'un grand parti d'Iroquois, qui devait bientôt fondre sur Montréal, Trois-Rivières et Québec. Avant d'aller affronter courageusement la mort, tous ces jeunes braves s'approchent religieusement des sacrements, et en présence des Saints Autels s'engagent par un serment solennel à ne demander et à n'accepter aucun quartier, et à combattre jusqu'à leur dernier souffle de vie.

Trois cents Iroquois descendait alors la rivière de Outaouais, pour rejoindre un autre parti de cinq cents aux îles du Richelieu, et fondre tous ensemble sur les Trois-Rivières et sur Québec.

Dollard les rencontre au pied du Long Sault (aujourd'hui Carillon), sur la rivière des Outaouais, à huit ou dix lieues audessus de l'île de Montréal. Il y cantonne sa petite troupe, et y engage le combat contre ces trois cents ennemis, fortifiés par l'arrivée soudaine de cinq cents autres Iroquois du Richelieu. Ainsi assiégés par huit cents ennemis, les dix sept braves Français se battent comme des lions, se défendent à coup de pistolet et d'épée, avec une ardeur de courage et d'intrépidité qui étonne ces barbares.

Il était cependant impossible qu'un si petit nombre de braves pût longtemps résister, et c'était une nécessité pour eux de tomber enfin au milieu d'un si affreux carnage. Après huit jours de résistance le brave Dollard reçut le coup mortel, mais la mort de ce héros, loin d'ébranler le courage de ses compagnons, sembla les avoir rendus plus audacieux et plus intrépides. Chacun d'eux enviait une mort si glorieuse

lorsque les Iroquois, renversant la porte du fort, y entrent en foule, et voient fondre sur eux le petit nombre de Français qui restaient encore. L'épée d'une main, le couteau de l'autre, ces braves jeunes gens frappent de toutes parts avec une telle ardeur que l'ennemi perdit jusqu'à la pensée de faire des prisonniers, afin de se défaire au plus vite de ce petit nombre de combattants qui en mourant les menaçaient d'une destruction générale, s'ils ne se hâtaient de les exterminer.

Effrayés de cette résistance, les Iroquois se retirèrent au plus tôt, et toute la colonie fut sauvée.

Nous avons retrouvé, dans les minutes du greffe de Montréal, le testament de la plupart de ces braves, passé le 16 avril 1660. Une clause entre autres se lit comme suit :

“ Désirant aller en parti de guerre avec le Sieur Dollard, pour courir sur les Iroquois, et ne sachant comment il plaira à Dieu de disposer de ma personne dans ce voyage, j'institue, en cas de mort, un héritier universel de tous mes biens, à la charge de faire célébrer, dans la paroisse de Ville-Marie, quatre grand'messes et d'autres pour le repos de mon âme.”

Compagnons de Dollard des Ormeaux : Jacques Brassier, âgé de 25 ans ; Jean Tavernier *dit* La Hochetière, 28 ans ; Nicolas Tillemont, 25 ans ; Laurent Hébert *dit* Larivière, 27 ans ; Alonie DeLestres, 31 ans ; Nicolas Josselin, 25 ans ; Robert Jurée, 24 ans ; Jacques Boisseau, 23 ans ; Louis Martin, 21 ans ; Christophe Augier *dit* Desjardins, 26 ans ; Etienne Robin *dit* Desforges, 27 ans ; Jean Valets, 27 ans ; Etienne Doussin, sieur de Ste-Cécise, 30 ans ; Jean Lecompte 26 ans ; Simon Guenet, 25 ans ; François Cusson *dit* Pilote, 24 ans.

Nicolas Duval, Mathurin Soulard et Blaise Juillet avaient péri dès le début de l'expédition le 19 avril 1660.

Mgr CYPRIEN TANGUAY

La "guignolée". (V, III, 591.)—*La guignolée* est une ancienne coutume consistant à se réunir en bande, dans la nuit du 31 décembre, pour aller souhaiter la bonne année aux amis et connaissances, et faire une collecte pour les pauvres, en chantant la chanson de la *guignolée*.

Le chant de la *guignolée* a déjà eu le privilège d'occuper l'attention de plusieurs écrivains de France et du Canada. M. Ampère, entre autres, fait remonter l'origine de ce refrain à l'époque druidique, quand les prêtres de l'antique Gaule faisaient, au nouvel an, la cueillette du gui sur les chênes des forêts sacrées, en poussant le cri de réjouissance : —*Au gui l'an neuf*. Au reste, en plusieurs localités du Canada, *guignolé* se dit *aguilanteu*, et encore aujourd'hui, en France, suivant les régions, on emploie la *gui-l'an neu*, la *guillannée*, la *gui l'anneau*.

Comme contrepoids à la thèse de M. Ampère, certains étymologistes prétendent, de leur côté, que la *guignolée* vient des anciens Phéniciens qui, dans la Gaule, avaient conservé la coutume de s'envoyer réciproquement, une fois l'an, des pots de blé vert en signe de consolation et de réjouissance, et en échangeant la formule connue : —*Eghin on eit*, c'est-à-dire le blé naît, la vie ressuscite.

Quoiqu'il en soit de ces différentes hypothèses, une filiation directe paraît exister entre notre *guignolée* canadienne et certaines coutumes du Nouvel An encore aujourd'hui pratiquées, dans les régions de France d'où sont venus la plupart de nos ancêtres. Ainsi, en Saintonge, la tradition s'est conservée de parcourir, au nouvel an, les rues des villages, en promenant un "aiguillon de bois tout neuf" dans lequel on embroche les couennes delard reçues au passage. Cette promenade de l'aiguillon s'appelle alors l'*Ayilon neu* ou la *Guilanné*.

Dans l'ancienne province du Perche, on appelle les présents du jour de l'An : les *éguitas*, par allusion, soutiennent

les fidèles de M. Ampère, à la coutume druidique qui était de distribuer le *gui de l'an neuf* sous forme d'étrennes, au commencement de l'année. En d'autres régions de Normandie, ces sortes de cadeaux se nomment encore des *aguignettes*.

SYLVA CLAPIN

La Potherie. (V, VII, 641.)—Ce nom rappelle celui de l'un des premiers seigneurs qui travaillèrent efficacement à coloniser le domaine de la Nouvelle-France.

Jacques le Neuf de la Potherie, arrivé en 1636, était porteur d'un privilège de la compagnie des Cent-Associés, en date du 15 janvier de la même année, lui accordant une lieue et demi de terre le long du fleuve St-Laurent sur trois lieues de profondeur. Onze ans après, le 16 avril 1647, par le titre qui lui fut donné, confirmant le privilège de 1636, on voit que M. de la Potherie avait (de 1636 à 1647) cultivé et fait valoir ses terres, qui étaient situées entre " le ruisseau de la Roche et le cap du Sault," rive nord du fleuve ;—c'est la seigneurie, plus tard baronnie, de Portneuf. Voilà donc, entre 1636 et 1647, un commencement d'habitation en cet endroit.

Le 8 avril 1647, le *Journal des Jésuites* dit que des Algonquins, qui étaient descendus des Trois-Rivières à Québec pour engager le gouverneur-général à déclarer la guerre aux Iroquois, s'en retournèrent, mais " n'allèrent que jusqu'à la Potherie." Le 17 août suivant, le même *Journal* enrégistre " la nouvelle de la prise de 6 ou 7 Algonquins par les Iroquois à la Potherie." Le 30 juin 1651, même source : " Un Algonquin pris par les Iroquois vers la Potherie. Il allait aux Trois-Rivières."

Ce que l'on appelait la Potherie était évidemment un lieu situé entre les Trois-Rivières et Québec. Or M. de la Potherie, gouverneur des Trois-Rivières, l'un des hommes les plus remuants de cette époque, possédait, comme on l'a vu, la seigneurie qui a pris plus tard le nom de Portneuf après le mariage de sa fille avec M. Robineau de Bécancourt lequel

fit ériger la seigneurie en baronnie sous le nom de Portneuf. On peut, en toute certitude, prendre ce terme " la Pothrie" pour la désignation des terres de Portneuf, d'autant plus que les concessions faites antérieurement à 1647 entre Québec et les Trois-Rivières ne nous permettent pas de supposer que l'on peut donner à aucunes d'elles le nom de la Potherie, si ce n'est à celle de M. de la Potherie à Portneuf.

Poursuivons.

En 1668, à Québec, se mariaient, le même jour, Michel Goron avec Marguerite Robineau, Gilles Masson avec Jeanne-Marie Gaultier, Pierre Tousignant avec Marie-Madeleine Philippe. Tous trois sont désignés comme " habitants de la Potherie."

Marguerite Robineau n'est pas citée comme parente de M. René Robineau de Bécancour qui avait épousé, en 1652, l'une des filles de M. de la Potherie ; cependant elle était, comme lui, de la ville de Paris, et son mariage avec un colon de " la Potherie " seize ans après, alors que M. Robineau avait sans doute des intérêts dans l'administration de la seigneurie de son beau père, paraît confirmer la croyance à une parenté entre eux.

Au recensement de 1681, en remontant le fleuve, on passe un endroit marqué " Portneuf," ensuite l'établissement de M. de Chavigny, puis on rencontre " Saint-Charles des Roches" qui paraît être l'ancienne place de la Potherie ou " ruisseau de la Roche." Le deuxième habitant que l'on y voit est Gilles Masson, âgé de 48 ans, sa femme Marie-Jeanne.....(Gaultier) 42 ans, avec trois enfants dont l'aîné a 12 ans. Trois terres plus haut, il y a Michel Goron, 45 ans, sa femme Marguerite Robineau, 40 ans, avec trois enfants dont l'aîné a 11 ans.

Entre 1647 et 1681, il me semble que voici assez de preuves pour soutenir que la Potherie était située dans le haut de la seigneurie de Portneuf, ou au bas de celle des Grondines.

BENJAMIN SULTE

Le père du chevalier Tonty. (V, XI, 674.)—Le père d'Henry de Tonty était un banquier napolitain, jouissant d'une certaine renommée comme financier. En juillet 1647, les lazaroni de Naples se révoltèrent contre une mesure arbitraire que voulait leur imposer le vice roi espagnol le duc d'Arcos ; et, le célèbre peintre Salvator Rosa ainsi que Lorenzo Tonty, furent du nombre de ceux qui se joignirent aux pêcheurs italiens que commandait Masaniello. Tonty s'empara de la forteresse de Gaète, près de la ville, et s'y maintint durant le siège éphémère de Masaniello. Ce dernier, grisé par le succès d'abord obtenu, voulut jouer au despote, mais ses partisans qui refusaient d'accepter les impôts du duc, ne pouvaient tolérer en leur propre chef des caprices tyranniques ; c'eût été tomber de Charybde en Scylla, aussi s'en débarrassèrent ils promptement, en l'assassinant.

A la suite de cette affaire, les lazaroni n'ayant plus de guide, et la zizanie régnant parmi eux, Tonty les abandonna et se réfugia à Paris, où son concitoyen, le cardinal Mazarin, alors premier ministre de France, exerçait une grande autorité.

En ce temps-là, les frais de guerre et des fonctionnaires malhonnêtes avaient mis à sec le trésor royal.

En 1653, Lorenzo Tonty suggéra au cardinal un moyen de remplir la caisse du roi, par des emprunts et des rentes viagères dont les extinctions profitent aux survivants : on les appela *Tontines*. Le premier essai n'eut point de réussite.

Le gentilhomme napolitain, après l'échec subi dans son projet soumis à Mazarin, fut en défaveur et vit s'évanouir ses chances d'avancement, et pendant quinze années végéta tristement.

En 1669, Lorenzo Tonty, pour un motif resté inconnu, fut incarcéré à la Bastille, d'où il ne sortit que huit ans plus tard, pour mourir misérablement, pendant que le gouvernement de Louis XIV battait monnaie avec son invention.

RÉGIS ROY

QUESTIONS

690.— M. l'abbé Desjardins disait à notre peintre Plamondon en 1826 : " Toutes nos églises (de France) avaient été pillées, du temps de Robespierre, en 1793, par des millions de fripons. Des spéculateurs avaient collectionné un nombre infini de tableaux volés. Un de ces hommes fit banqueroute ; sa collection fut vendue, par autorité de justice. Je me rendis à l'encan, les tableaux étaient en piles dans une cour à Paris ; c'était une montagne de tableaux. Cette montagne me fut adjugée en bloc pour presque rien, comparativement à sa valeur réelle. Quelques jours plus tard, le cardinal Fesch, archevêque de Lyon, grand connaisseur, m'ordonne de faire transporter, chez lui, ma collection. Il en achète quelques-uns et me remet le reste ; c'est ce que vous avez reçu en Canada."

Par qui furent achetés tous ces tableaux ? Croyez-vous qu'ils existent encore ?

PINX

691.— Pouvez-vous me donner la date exacte de la construction de l'ancien fort Jacques-Cartier ? Est-ce avant ou après la chute de Québec que ce fort fut élevé ?

SOLD

692.— On lit au *Journal des Jésuites*, à la date du 20 mars 1649 : " Le jour de Saint-Joachim se fit la vesture de la sœur de bologne dite de Saint-Dominique aux Ursulines."

Quelle était cette sœur de Bologne ou plutôt de Boulogne ?

REED.

693.— Pourquoi donne-t-on le nom de *Foulons* aux anses que fait le fleuve Saint-Laurent à Québec et à Sillery ?

X

694.— Les Hurons ont-ils résidé à l'Anse Saint-Michel ou au chantier actuel de Dobell à Sillery où l'on voit encore l'ancienne résidence des Jésuites ?

CON.



EGLISE DE SAINT-ALPHONSE DU SAGUENAY

BULLETIN

DES

RECHERCHES HISTORIQUES

VOL. 6

FÉVRIER 1900

No. 2

SAINT-ALPHONSE DU SAGUENAY

Sur la rivière géante du Saguenay, à vingt lieues de son embouchure, s'ouvre une baie qui paraît être plutôt le bras principal de la rivière. Elle s'avance à trois lieues dans les terres, sur une largeur de trois milles, et avec une profondeur moyenne de trente brasses.

C'est tout au fond de cette baie que se firent les premiers défrichements du Saguenay, par une société formée à la Malbaie, en 1837, dite "La société des vingt-et un." L'âme de l'entreprise se nommait Alexis Tremblay dit Picoté. De son nom, la première paroisse s'appela Saint-Alexis. L'année suivante, un nommé Mars Simard, de la Baie Saint-Paul, alla s'établir un peu plus au nord, toujours sur le littoral de la Baie des Ha ! Ha ! On allait chez Mars ; la rivière qui sépare les deux paroisses de Saint-Alphonse et de Saint-Alexis s'appelle *la rivière à Mars*.

Il y avait 250 communicants, en 1839, lorsque les curés Lévesque, de la Malbaie, et Decoigne, de la Baie Saint-Paul, vinrent en chaloupe donner une première mission à leurs anciens paroissiens. En 1841, M. Bourret, curé de la Malbaie, y trouva 600 communicants. Le premier curé résident fut M. Chs Pouliot, ci-devant vicaire de la Malbaie. Il y passa deux ans et fut remplacé, en 1844, par les RR. PP. Oblats, qui desservirent Saint-Alexis et les postes environnants jusqu'en 1853. A cette époque, M. L. Gill, vicaire à la cathédrale de Québec, devint curé de la Grande-Baie. Il se fixa d'abord à Saint-Alexis, puis, l'année suivante, à Saint-Alphonse.

M. L. Otis le remplaça, en 1856 ; sous M. P. Boucher, qui lui succéda en 1858, fut terminée l'église de Saint-Alphonse, la première en pierre bâtie au Saguenay.

Puis vinrent MM. E. Morin, frère de l'hon. juge Morin, (1864-67), N. Gauvin (1867-68), Geo. Potvin (1868-71), P.-A. Beaudet (1871-80), Jos. Sirois (1880-98), qui termina l'intérieur de l'église, et Henri Cimon, le curé actuel.

La baie des Ha ! Ha ! est le terminus naturel de la navigation saguenéenne et du chemin de fer du Lac Saint-Jean.

" Que la locomotive vienne réveiller les échos de la Baie des Ha ! Ha ! et on verra les deux villages de Saint-Alphonse et de Saint-Alexis s'agrandir et se rapprocher l'un de l'autre ; et il y aura bientôt là une des plus jolies villes de l'Amérique." H. C.

LA JUSTICE A LA FIN DU 17IEME SIÈCLE

Dans un mémoire écrit en 1689 sur l'administration de la justice au Canada, on lit qu'il n'y a que les ordonnances enregistrées au Conseil Supérieur qui soient suivies. (Archives du Canada, Cor. gén. vol. 10, pp. 593, 594).

Le 10 mai 1691, M. de Champigny écrit au ministre : La justice se rend avec toute l'équité possible, tant pour le civil que pour le criminel, sans longueur, ny procédures que le moins qu'on peut et bien souvent le Conseil tient l'après midy ou des jours extraordinaires pour sortir les parties d'affaire." (Id, vol II, p. 465).

D. GIROUARD

LE MOULIN A VENT ET LA MAISON DE BORGIA LORS DE LA BATAILLE DES PLAINES D'ABRAHAM

Où était ce moulin à vent et cette maison Borgia dont parle le chevalier Johnstone, p. 43. "The wind-mill and Borgia's House, upon the edge of the hill.....the Canadians having set fire to that house and chased you from it you retook your former position."

On trouve dans ce temps là plusieurs de ces moulins à vent dans la ville et ses environs. On pourrait croire de prime-abord qu'il s'agit du moulin de M. d'Artigny, en face de Wolfe, sur le bord de la Butte-à-Neveu, situé précisément devant son aile droite au haut de la côte, sur l'emplacement de la tour Martello No. 2, et à cent verges de distance d'un Borgia (Augustin-Borgia Levasseur), sur la Côte à Perrault, maintenant représenté par M. Guilmartin. Cependant il n'en est rien (1). Ce Borgia n'est devenu propriétaire là qu'en mai 1790, et le moulin dont il s'agit était, suivant Johnstone, vis-à-vis l'aile gauche de Wolfe, déployée sur le coteau Sainte Geneviève, et laquelle paraissait tenter une descente vers le pont de bateaux sur la rivière Saint-Charles, par l'ancien chemin qui y descendait de ce moulin.

En effet, ce moulin se trouve indiqué sur plusieurs cartes et plans, entre autres par Villeneuve, 1685, par Lévis, 1760, Holland, 1785, par le plan gravé de 1775 sans nom d'auteur, et par le plan de Perrault, aux Ursulines, jusqu'en 1790.

(1) En prévision du siège par Lévis, Murray fit sauter ce moulin le 22 janvier 1760, pour y ériger une redoute, *block-house*. C'était son ouvrage le plus avancé et la plus grande des cinq redoutes devant la ville de ce côté et dominant comme au niveau de la citadelle. Elle était garnie de deux canons et considérée comme hors d'insulte. Lévis en arrivant la bombardarda. Un accident mit le feu aux poudres ; le toit fut emporté et un capitaine et une vingtaine d'hommes furent blessés. Elle brûla jusqu'à terre. (Murray p. 33. Knox 11 p. 298).

Nous croyons qu'il remonte à Jean Bourdon qui avait obtenu une concession de terre, *fief Saint-Jean*, avec permission d'y bâtir un moulin à vent faisant du blé et farine, suivant les titres primitifs énumérés dans un acte consenti par son fils, Jean-François, à Charles Bazire devant M^{re} Becquet, notaire royal, le 28 août 1677, et porté au cahier de l'Intendance du domaine de Sa Majesté, représenté par la compagnie de la Nouvelle France. Jean Bourdon avait obtenu de la compagnie, le 19 mars 1661, l'érection en fief de sa maison appelée Saint-Jean, dans la banlieue de Québec. Les bornes de son terrain lui avaient été assignées le 23 mai 1637. Cf. *acte de foi et hommage*, vol. II, p. 474, A. D. 1726.

Ce moulin paraît avoir été situé à l'endroit de la remise des Chars l'rbains, sur la courbe du chemin Saint-Jean, à son entrée dans la rue d'Aiguillon actuelle, lequel continuait alors de là par divers détours, suivant les accidents du sol, jusqu'à la porte Saint-Jean. Cf. *Plan de 1775*. Ce ne fut que plus tard que la rue Saint-Jean qui se continuait tout droit dans la rue Saint-Joachim, fut alignée et nivelée, telle qu'on la voit aujourd'hui, pour reprendre la courbe. Bourdon avait donné à un rocher en cet endroit le nom de *La Roche Bernard*, en souvenir d'un rocher semblable près de Notre-Dame d'Auray, en Bretagne. C'est au pied de ce même rocher que se faisaient les exécutions militaires, sous le régime anglais, comme n'offrant aucun danger pour fusiller les soldats.

Ce même fief Saint-Jean devint la propriété de Michel Sarrazin, médecin du roi, et conseiller au Conseil Supérieur de Québec, comme adjudicataire, le 22 octobre 1709, entre autres, de divers immeubles vendus par autorité de justice sur M. de la Chesnaye. Ce fief passa en diverses mains pour tomber en partie dans celles des Dames Ursulines de Québec et aussi de l'Hôtel-Dieu.

Suivant ces plans le moulin aurait été situé à l'ouest d'un

chemin montant de la vallée Saint-Charles, tandis qu'aujourd'hui il se trouverait à l'est de la Côte-à-Sauvageau.

Cependant on découvre dans un autre plan imparfait à l'Hôtel-Dieu de Québec, un chemin de convention entre ces Dames Religieuses et les Ursulines qui servait à monter le coteau et qui concorderait un peu avec le tracé sur les plans ci-dessus cités. Il semblerait descendre dans la vallée par la côte de la Négresse pour atteindre la rivière Saint-Charles.

Maintenant quel était ce Borgia et où était sa maison, dont les Anglais s'étaient emparé à bonne heure, qui fut reprise et brûlée par les Canadiens ?

C'est dans le recensement de Québec en 1716, publié par l'abbé Beaudet en 1887, que se présente pour la première fois en ce pays le nom Borgia, nom espagnol.

Il fut donné au baptême, à Québec, le 4 avril 1707, à François-Louis de Borgia, porté au recensement sous le nom de *François de Borgia*, âgé de 10 ans, fils de Pierre Le Vasseur, menuisier, âgé de 55 ans, et de sa seconde femme, Anne Ménage, âgée de 40 ans, demeurant rue qui est le long du jardin du Fort (des Carrières). Ce nom fut donné à l'enfant en l'honneur et sous le patronage de saint François de Borgia, canonisé depuis peu (1671).

Le *Dictionnaire généalogique* de Mgr Tanguay ne mentionne pas plusieurs des onze enfants alors vivants de ce couple *Vol. V. p. 387.*

Il omet entre autres celui-ci né entre Barthélémi, baptisé le 16 janvier 1705, dit âgé de 12 ans, et François-Ignace, dit âgé de 9 ans, baptisé le 4 septembre 1708.

Ce même François-Louis Borgia Le Vasseur épousa en premières noces, 2 mai 1730, à Québec, Hélène Moreau, et en secondes noces, 27 août 1744, Marie-Joseph Gatién. En 1759 il était donc âgé de 52 ans. Il portait simplement alors le nom de Borgia, que portent aujourd'hui ses descendants,

et fut l'ancêtre de Joseph Le Vasseur Borgia, avocat célèbre dans sa profession, destitué par le gouverneur Craig en 1810 et élu député à l'Assemblée Législative de 1800 à 1829.

Dans ses *Mémoires*, M. de Gaspé (p. 301) raconte qu'après avoir commencé ses études de droit chez le juge en chef Sewell, il entra pour les continuer chez M. Borgia. Il faut en rabattre un peu du langage qu'il prête à son deuxième patron sur le peu d'importance et d'utilité de la science légale ; à moins de prendre ce passage pour une boutade d'étudiant, ou un trait satirique qu'on s'est plu de tout temps à lancer contre les gens de loi, mais qui ne peut atteindre l'avocat Borgia.

Pour en revenir à ce François-Louis de Borgia, le propriétaire de la maison qui nous occupe, nous le retrouvons voisin du nord-est de l'habitation du même Dr Sarrazin, et de l'autre côté borné aux Dames Ursulines.

Le 28 décembre 1758, sous le nom de François-Louis Borgia Levasseur, bourgeois, de Québec, il présente au greffier du domaine du roi un contrat de vente à lui faite par Simon Chamberland pardevant M^{re} Boucault, notaire royal, le 26 novembre 1742, " d'une terre en la censive de Sa Majesté, située au dit lieu de la côte Sainte-Geneviève (dite sise côte Saint-Jean au registre) de 3 arpens de front sur toute la profondeur (sur 20 arpens de profondeur, dit aux régi-tre) à prendre depuis le chemin du Roi, vis-à-vis le terrain appartenant ci devant au Sr. Perthuis, jusqu'au chemin du Roy de la Grande-Allée, tenant au sud-ouest à l'habitation de M. Sarrazin et à présent ses héritiers, et d'un côté du nord est, aux terres ci-devant appartenant à M. (Rouer) D'Artigny et à présent aux Dames Ursulines "

Le titre du vendeur Chamberland provenait des héritiers Pinguet, suivant contrat passé devant M^{re} Rageot, notaire royal, le 25 septembre 1723.

Il est naturel de croire que ce Borgia, bourgeois, ait dû bâtir une maison sur une propriété d'une soixantaine d'arpents d'étendue aux portes de la ville, dont il jouissait depuis une quinzaine d'années. Comme cette maison a été incendiée, il est presque impossible aujourd'hui d'en déterminer précisément le site, sinon qu'elle était près et dans la direction du moulin à vent, suivant le chevalier Johnstone, et construite au sud-est de la courbe de l'ancien chemin Saint-Jean. Le plan de bataille dans Jefferys, p. 131, indique deux maisons à peu près vers cet endroit, sur le bord du chemin.

P.-B. CASGRAIN

INHUMATIONS HATIVES

On cite l'inhumation de M. le chevalier Louis d'Aillebout et de quelques autres personnages de cette époque, le lendemain de leurs décès, comme des faits particuliers. Or, il semble que c'était alors la coutume, et à la fin du siècle dernier, nous voyons cette pratique encore en usage dans l'Eglise.

C'est ainsi que l'abbé Bourg, curé à Saint-Laurent près Montréal et ancien missionnaire en Acadie et à la Baie des Chaleurs, ancien vicaire-général de l'évêque de Québec en ces lieux, fut inhumé dans l'église Saint Laurent, le lendemain de son décès.

Voici l'extrait de l'acte de sépulture.

" Le vingt-un Août mil sept cent quatre vingt dix-sept, par nous Vicaire-Général, a été inhumé dans le Sanctuaire de cette Eglise, le corps de Messire Joseph Mathurin Bourg, curé de cette paroisse, décédé hier matin, âgé de cinquante trois ans, deux mois et onze jours, muni des sacrements de l'Eglise. Etaient présents Messieurs Lemaire, Rivière, Houdet, Perinault, Desgarest, Orfroy, Prévot et Chenet, tous prêtres qui ont signé avec nous. Roux, Vic.-Gén."

Suivent les signatures des prêtres présents.

L'ABBÉ E.-P. CHOUINARD

LE R. P. FRANÇOIS VAILLANT ET LE TESTA-
MENT DE CLAUDE OMAR

Je viens vous faire part d'un document datant de 1695, conservé dans les archives du gouvernement de Québec et que j'ai eu l'occasion d'exhumer en ces derniers temps.

Ce document, fort intéressant, est intitulé *Réponse du P. François Vaillant, de la compagnie de Jésus, comme faisant les affaires des Seigneurs de la Prairie de la Magdeleine, aux demandes des marguilliers de la paroisse de la dite seigneurie, sur le testament de feu Claude Omar.*

Le cas soumis au R. P. Vaillant qui fut missionnaire chez les Tsonnontouans, était celui-ci :

Un nommé Claude Omar, cultivateur, selon toute probabilité, de la Prairie de la Magdeleine, fut pris un jour par les Iroquois, pendant qu'il travaillait à ses récoltes. Ceux-ci l'amènèrent à la mission d'Onneiout, l'attachèrent à un poteau et le firent brûler.

Au lieu du supplice, Claude Omar, sentant qu'il ne pouvait sortir vivant de la main de ses atroces bourreaux, légua verbalement ses biens au R. P. Milet, qui l'assistait à ses derniers moments.

Le R. P. Pierre Milet, jésuite, était arrivé au pays, d'après Mgr Tanguay, le 5 août 1667, et avait été envoyé en mission, en 1691, chez les nations iroquoises. Il mourut le 17 janvier 1711.

Chargé de se prononcer sur la valeur de ce testament qui faisait le R. P. Milet, légataire universel des biens de Claude Omar, le R. P. Vaillant examine la question au point de vue de la jurisprudence de l'époque, et conclut, après avoir narré tous les faits, à la nullité du testament.

EUGÈNE ROUILLARD

Reponse du P. François Vaillant de la compagnie de Jésus comme faisant les affaires des seigneurs de la prairie de la Magdeleine aux demandes des marguilliers de la paroisse de la dite seigneurie sur le testament de feu Claude Omar.

Avant que les marguilliers de la paroisse de la Prairie de la Magdeleine viennent en partage sur les biens de feu Claude Omar, comme ils le prétendent, il s'agit de décider si le testament du dit Omar est bon et recevable, or je maintiens qu'il est nul autant que le peut être un testament.

Tous les jurisconsultes distinguent trois sortes de testaments bons et valables.

Le 1er est le testament olographe qui doit être tout écrit signé et cacheté de la main du testateur ; celui de feu Cl. Omar ne peut pas passer pour tel, puisqu'il ne paraît icy aucun écrit pas mesme signé de sa main.

Le 2e est le testament solennel passé par main de notaire et signé de deux témoins et du notaire ou bien de deux notaires signé avant la mort du Testateur, je ne crois pas encore que les dits marguilliers veuillent faire passer celui-ci pour testament solennel.

Le 3o est le testament fait en présence du curé ou du vicaire ayant lettres de vicaire et en présence de trois témoins soussignés. Le P. Millet sur la déclaration duquel sont uniquement fondés mes parties ne peut passer icy ny pour curé ny pour vicaire, n'ayant aucune lettre pour cela et n'ayant paru à Onnéout en ce temps là que comme conceptif du testateur, autrement quelque prestre que ce serait qui se trouveroit par occasion à la mort de quelqu'un passerait pour curé ou vicaire, mais encore où sont les témoins requis en pareil cas ?

Il reste le testament militaire auquel il semble que mes parties veuillent réduire celui dont il s'agit icy, mais il consiste que feu Claude Omar n'estoit point soldat et ne l'a jamais

esté, qu'il n'a point esté pris en se battant, ny allant en guerre, mais bien en faisant ses récoltes et dans son champ, qu'il n'avoit pour lors ny épée ny baston ny fusil et que par conséquent, il n'a pas plus eu de droit de faire un testament militaire qu'une femme qui serait prise en faisant son ménage ou au coin de son feu, à moins que mes parties ne disent avec *S. Chrisostome* que "*omnis Christianus naturaliter est miles*," mais il ne s'agit pas icy de la milice spirituelle contre les démons, le monde ou nos passions. On doute mesme si un soldat de profession prisonnier de guerre peut tester, au moins ces sortes de testaments n'estoient pas reçus autrefois outre qu'un soldat mesme en guerre ne peut tester qu'il n'y ait au moins deux temoins, et icy il n'y a que le seul P. Millet qui nous fasse une déclaration en deux mots que Cl. Omar en mourant a laissé la moitié de son bien à la paroisse de la Prairie et l'autre moitié aux missions Iroquoises.

Je sçay que le P. Millet estant un homme de probité ne voudroit pas mentir ny engager sa conscience pour rendre témoignage d'une chose fausse, mais je sçay aussi que les ordonnances n'ont jamais dit que le témoignage d'un seule personne tant de probité soit-elle, puisse suffire pour la validité d'un testament, surtout cette déclaration ne nous ayant été donnée et n'ayant esté écrite que 4 ans et demi après la mort du testateur. Car enfin qui nous a assuré que depuis un si long temps, le dit Père n'a pas oublié icy bien des circonstances que luy déclara pour lors le déffunt et qui changent peut estre ses intentions.

Nous avons un exemple devant les yeux qui prouve combien il est facile de s'oublier en fort peu de temps. Mes parties dans leur requête présentée à Mons. le lieutenant gouverneur général assurent que C^t. Omar a fait son testament avant que d'estre conduit au lieu de son supplice et attaché au picquet ; et dans la lettre qu'ils écrivirent au R. P. Bruyas du 29 octobre dernier et que nous avons entre

les mains, ils parlent ainsi "Cl. Omar étant au poteau pour être brûlé, déclara au dit Père qu'il donnoit etc., etc." et cependant et la lettre et la requête sont écrites de la même main de Mons. Geoffroy leur curé et très probablement composées par le même. Ainsi si dans l'espace de cinq mois, le dit curé s'est oublié, d'une circonstance si considérable, que ne peut pas avoir fait le Père Millet dans l'espace de quatre ans demi.

Au moins il conste qu'il en a oublié une bien essentielle dans sa déclaration car il n'y a pas mis que Cl. Omar donnoit une partie de son bien aux missions Iroquoises et notamment à celle d'Onneiout où on le faisait mourir, et cependant je maintiens qu'au rapport même du dit Père ce fut l'intention du testateur, comme je le prouverai quand on le voudra et comme mes parties l'insinuent même dans leur requête. Il a donné et laissé la moitié de ses biens pour être employés à la conversion des sauvages, c'est-à-dire pour la conversion des bourreaux qui le devaient brûler et mettre à mort, comme ils l'ont fait. Ce sont leurs propres termes.

Or je dis que cette circonstance est essentielle parcequ'elle est une autre preuve de la nullité du Testament vu qu'elle fait le Père Millet légataire ce qui ne peut s'accorder avec la qualité des témoins ni de curé ni de notaire. La mission d'Onneiout, où Cl. Omar a été brûlé est toujours la mission du P. Millet, il ne l'a quittée que par force majeure après y avoir demeuré près de 20 ans et est encore dans l'espérance et la certitude d'y retourner Dieu aidant aussi tost que la paix sera faite ; étant donc légataire peut-il recevoir lui seul ce testament et cette seule circonstance n'est-elle pas plus que suffisante pour le casser et l'annuler.

Je sçai ce que l'on ne pouvait pas faire autrement, mais je répondrai que cette impossibilité prétendue est bonne à dire aux personnes qui ne savent pas ce qui se passe aux Iroquois en pareille occasion, et que répondront mes parties si je leur

dis ce qui est véritable que j'étois aux Iroquois jay mené moymesme des esclaves pris depuis un an ou deux pour me servir d'interprètes auprès de leurs compatriotes affin de les baptiser avant que d'être brulés, qui empeschoit donc que tant de françois qui estoient à Onneiout ne fussent appelés pour servir de témoins, mais en second lieu quand cette impossibilité ne serait pas supposée elle ne rendroit pas pour cela le testament plus valide.

Tout cecy considéré, Monsieur, je vous prie humblement de vouloir déclarer le dit testament nul et comme nayant jamais été fait, et les marguillers déboutés de leurs demandes et leurs prétentions nulles avec depens.

A Villemarie ce 22 mars 1695.

(signé),

FRANCE VAILLANT J

SIR CHARLES SAUNDERS

Sir Charles Saunders, qui avait été lieutenant du *Centurion* et commandant du *Tryal* dans l'expédition de Anson, devint contre-amiral, en 1758. Il fut rappelé de la Méditerranée pour prendre le commandement en chef de la flotte américaine, en février 1759, et hissa son pavillon à bord du *Neptune* comme vice-amiral. En 1761, il reçut l'ordre du Bain, et mourut en 1775. Ses restes furent privément inhumés dans l'abbaye de Westminster, près du monument de Wolfe.

D'intéressantes anecdotes sur ce galant, habile et aimable officier sont publiés dans le *Annual Register* de 1755 et 1759, et dans le *European Magazine* de 1796.

P.-G. R.

LES VICTIMES DU MASSACRE DE LACHINE

M. l'abbé de Belmont, prêtre de Saint-Sulpice de Montréal de 1681 à 1732, et son supérieur pendant plusieurs années, donne une liste des victimes du massacre de Lachine de 1689 dans son *Histoire du Canada*, dont le manuscrit fut déposé aux archives coloniales à Paris. La Société Historique de Québec en fit faire une copie qu'elle publia en 1840 ; mais la liste des victimes fut omise, le copiste l'ayant trouvée indéchiffrable ; il se contenta d'écrire : " Suit une liste de noms, la plupart indéchiffrables. " J'ai profité de la présence de M. Edouard Richard à Paris, où il continue ses recherches historiques, pour lui demander de voir le manuscrit et de le transcrire aussi fidèlement que possible, ce qu'il eut la complaisance de faire en novembre dernier. Il le trouva à la Bibliothèque Nationale, au volume 13,516 (1265). " Le résultat de mes recherches, m'écrivit-il, ne vous donnera probablement pas la satisfaction que vous en attendez, d'abord parceque cette partie du manuscrit, écrite d'une autre main que le manuscrit, est à peu près indéchiffrable, ensuite, parceque la liste des noms est loin d'être complète. Avec un *fac-simile* de cette liste, il vous sera peut-être possible de tout reconstituer."

C'est en effet ce que je réussis à faire, sans trop de difficulté, à l'aide du *fac-simile* à la main qu'il m'envoya, et grâce à la pleine connaissance que j'avais acquise de la population de Lachine à cette époque. La plupart des noms sont clairement lisibles ; d'autres sont plus ou moins complets ou obscurs, suivis dans quelques cas de mots abrégés ou de mauvaise orthographe ; d'autres enfin, au nombre seulement de deux ou trois, sont absolument incompréhensibles. Sur vingt-sept lignes de cette feuille, j'ai pu en mettre vingt-trois au clair. Voici donc comment je lis cette liste. Elle commence par la note suivante, qui est très lisible : " Le 8

août, enfin au milieu de la nuit, les 1600 Iroquois passèrent le lac Saint-Louis d'un temps de tempeste, de grêle et pluie; ils se placèrent par pelotons en corps de garde à toutes les maisons durant 7 lieues, et commencèrent un massacre général d'hommes, de bêtes et de maisons." Cette note se trouve au texte imprimé, mais la date du massacre est du 24 août. Puis, viennent les noms, un par ligne, et dans l'ordre suivant :

1. "Jean Paré, son enfant de 3 ans," très lisible.
2. "Gaudin, sa fille de 2 ans", lisible.
3. Une ligne contenant quelques lettres et syllabes illisibles, au bout desquelles on découvre le nom de "Pérusse."
4. "Jean Fournier," clair, suivi d'un mot non intelligible.
5. "Jean Fagueret, massacré," très lisible.
6. "Jean Michau, sa femme et enfants," assez confus.
7. "Noël Plessis, brûlé," très lisible.
8. Noël (nom de famille omis) sa femme," le reste indéchiffrable.
9. "Canaple, sa femme tête coupée," très lisible.
10. "Pierre" nom de famille incertain, probablement "Barbarin," puis "sa femme et enfants."
11. Nom incertain, probablement Jean Michel, "sa femme, une fille, 8 enfans," lisible.
12. "Simon Davo, sa femme, les mamelles enlevées 3 enfans," assez clair.
13. "Vincent Alix, sa femme, deux enfans," très lisible.
14. "Michel Presso, la femme enceinte éventrée," très lisible.
15. Ligne obscure, au milieu de laquelle on lit le nom "Huquet, fille de," probablement, "trois ans."
16. "Mathias Chatauto, sa femme, 2 enfans," très lisible.

17. " René Chartier, tête coupée, la femme, fils et fille brûlé," très lisible.

18. " Jean Remo," très lisible.

19. " Alexandre," tout court, mais très lisible.

Suit au bas de la feuille la note suivante, nettement écrite :

" 80 personnes 30 maisons toutes les bêtes." Ce chiffre de " 80 personnes " diffère de celui du texte où M. de Belmont fixe le nombre total des prisonniers enlevés à 90, sans parler des morts sur la place.

Cette liste, écrite d'une main étrangère, a dû être faite l'année même du massacre, et longtemps avant la composition de l'*Histoire du Canada*, vers 1713, par M. de Belmont, car j'y trouve les noms de personnes qui figuraient à Lachine dès l'année 1690. Ainsi, nous voyons Jean Fournier plaider à Villemarie, en 1690 et 1691, contre Jean Millot, propriétaire du fort Rémy (3 Jug. et Del. 529 et 1024). En 1690 et après, Jean Paré, Mathias Chatauto et Gaudin portaient des nouveaux nés aux fonds baptismaux de Lachine.

Cette liste comprend donc non seulement les morts, mais aussi les prisonniers délivrés ou massacrés. Elle est d'ailleurs conforme, à bien des égards, à celle que les registres de Lachine nous a transmise et que j'ai reproduite au *Lake St-Louis*, page 126. J'y retrouve aussi les noms de plusieurs prisonniers massacrés, que j'ai indiqués à la page 134, et même quelques noms nouveaux que je signalerai dans la deuxième édition de mon livre maintenant en voie de préparation.

D. GIROUARD

LA CHANSON DANS LA NOUVELLE-FRANCE

C'est Beaumarchais, je crois, qui a dit qu'en France tout finit par des chansons. Il n'en était pas autrement dans la Nouvelle-France même au temps des plus cruelles épreuves. Au lendemain de la bataille de Carillon, Montcalm envoyait à sa mère deux chansons composées sous la tente, après la victoire. L'une d'elles, "en style des poissardes de Paris" est fort curieuse. En voici deux couplets :

Soldats, officiers, généraux,
Chacun en ce jour fut héros ;
Aisément cela se peut croire.
Montcalm comme défunt Annibal,
S'en traitait soldat et général.

(PARLÉ. *Saprégué, s'il y avait quelqu'un qui ne t'aimes point !*

Je veux être chien.
A coup d'pieds à coup d'poings,
J'lui cass'rais la gueule et la mâchoire !

N'oublions pas monsieur d'Lévis,
Qui s'trémoussait comme un' furie ;
Aisément cela se peut croire.
Dame ! on n'manquit d'valeur.
Dans la famille de Not'Seigneur !

(PARLÉ : *Sapregué, comme sans sa cousine fêlions flambé !.....*

Ces doubles chiens,
A coups d'pieds, à coups d'poings.,
Nous auraient cassé la gueule et la mâchoire !

On fait évidemment allusion, dans ce dernier couplet, à la tradition d'après laquelle la famille du chevalier de Lévis remontait à la tribu de Lévis. "Un auteur nous montre un membre de la famille de Lévis, se faisant peindre, rendant, le chapeau à la main, visite à la sainte Vierge, qui lui dit : *Mon cousin, couvrez-vous.*"

D'après une version que j'ai lue quelque part, l'inscription se lisait comme suit :

"—Couvrez-vous, mon cousin.

"—C'est pour ma commodité, ma cousine."

ERNEST GAGNON

RÉPONSES

La Chasse galerie. (V, III, 596).--Il n'est pas un de nos campagnards canadiens qui n'ait connu, dès sa tendre enfance, la tradition vulgairement appelée chasse-galerie. C'est un de leurs plus doux souvenirs que celui de ces longues soirées d'hiver, quand, marmots encore, leur grand'mère les accueillait sur ses genoux pour faire passer devant leur imagination ardente, à la lueur fauve de l'âtre pétillant, les tableaux de l'âge merveilleux du Canada. Et quels tableaux ! Tantôt une voiture qui, s'acheminant vers le moulin, prenait à l'improviste un élan vertigineux et allait tourbillonner dans la rue pour revenir sans encombre à son point de départ. Tantôt une vieille rechigneuse et toute cassée, s'élançait, malgré la pesanteur de ses quatre vingt-dix-neuf ans, et courait claquer le pas sur la rafale ou danser une de ces bacchanales que le violon de Paganini ou du bonhomme X....., de la côte X....., avait seul le secret de cadencer.

L'air était rempli de lugubres hurlements sinistres et de plaintives lamentations. Les visions de loups-garous, de revenants, de fafardets et de lutins étaient à la mode du jour. On voyait parfois passer à la tête des grands pins de la forêt, des canots pleins de mauvaises gens à l'aspect d'enfer, qui chantaient et festoyaient pendant que les environs battaient l'air en cadence. O horreur ! le voisinage, depuis quelques soirs, avait signalé, la chose était certaine, la présence d'un homme.....sans tête, qui errait autour des habitations.

Les grand'mères d'aujourd'hui se font un scrupule de passer, à la génération nouvelle, le précieux dépôt de cette tradition qu'elles ont elles-mêmes recueillie de leurs aïeux. Elles sont même assez honnêtes pour remettre à leurs neveux tous les intérêts composés dont ce dépôt s'est grossi entre leurs mains. Mais l'enfant se faisant homme, à mesure qu'il se dégage des liens de son imagination, éprouve une tendance

à devenir assez incrédule pour reléguer cette tradition au nombre des contes de fées. Cependant, ces récits dépouillés des ornements que la suite des grand'mères est venu leur ajuster, laissent un fond de vérité qu'il importe aux Canadiens de connaître, parce qu'il en ressort une leçon importante sur l'histoire de notre sol natal.

Il n'y a aucun doute que la chasse-galerie à son origine dans le tremblement de terre de 1663. Ce fut une des plus fortes commotions que la croute du globe ait éprouvées. Les mémoires de l'époque nous apprennent qu'il y a eu de tels bouleversements en certains endroits que la nature n'était plus reconnaissable, des montagnes jaillissant en un clin d'œil du profond des vallons ; des rivières changeant subitement leur cours ; des forêts entières déracinées et culbutées avec fracas dans les crevasses béantes du sol ; des habitations bondissant dans l'espace et volant en éclats : voilà la scène qu'éclairait la lueur rougeâtre d'un soleil à demi voilé et la clarté blafarde de mille météores parcourant l'atmosphère en tous sens en revêtant les formes les plus bizarres et les plus effrayantes.

Ces détails marquent trop bien le thème de cette tradition de la chasse-galerie pour qu'on s'y méprenne. Qu'on se représente maintenant l'état du Canada à cette époque : une population tout au plus de 4000 habitants, quelques rares défrichements autour des forts de Montréal, Québec et Trois-Rivières ; la hache des Iroquois et la disette, encore plus dangereuse, toujours prêtes à fondre sur la cabane du colon ; et l'on se demandera s'il n'y avait pas que la Providence capable de disputer l'existence de la colonie naissante aux éléments conjurés.

Elle le fit, puisque le Canada existe encore et plus prospère que jamais, mais la preuve éclatante de ce secours de la Providence est que durant tout l'espace de temps que dura ce tremblement de terre mémorable, il n'y eut pas une

perte de vie à déplorer en Canada. Mais en retour le peu qu'il y avait de pécheurs endurcis rentra dans le devoir, et la foi devint assez ardente pour rappeler le temps des premiers chrétiens.

Jetons de temps à autre un coup-d'œil sur notre histoire et nos traditions.

J. GRIGNON

Les anciennes prisons de Québec. (V, II, 582).— D'après les archives officielles, la plus ancienne prison érigée à Québec, comme édifice distinct, sous le régime français (en dehors de l'enceinte de l'habitation ou du château), était située sur un terrain appartenant à la famille de Bécancour, près du fort Saint-Louis. Ce bâtiment occupait le terrain formant aujourd'hui l'encoignure des rues Saint-Louis et des Carrières, presque en face de l'entrée principale de la cour du Château Frontenac. (Voir projet de murs d'enceinte du Château Saint-Louis, dressé par l'ingénieur Villeneuve, en 1685. Voir aussi le plan de Québec "envoyé avec la lettre de MM. de Callières et Champigny, du 6 octobre 1700." Sur ce dernier plan, un bâtiment indiqué en face du bastion sud-ouest du fort Saint-Louis, porte la légende suivante : "P.— Maison au Roy, qui servait autrefois de prison, dont le fond appartient aux héritiers de Mr. de Boscancourt."

Dans les dernières années du régime français, la prison publique était située en arrière du Palais de l'Intendant, non loin de la rivière Saint-Charles, sur l'emplacement appelé depuis "le parc au bois."

En 1784, des pièces vacantes du couvent des Récollets servirent de prison temporaire. Après l'incendie du couvent (6 septembre 1796), la prison fut tenue dans les constructions voisines des Casernes de l'Artillerie, près de la côte du Palais.

En 1810, on commença, au centre même de la ville, sur

l'emplacement situé entre les rues Saint-Stanislas, Saint-Anne, Dauphine et Sainte-Angèle, l'érection d'une prison qui fut inaugurée en 1814, et dont on se servit pour les fins de sa construction jusqu'en 1867.

La porte d'entrée principale de l'ancienne prison de la rue Saint-Stanislas (aujourd'hui le collège Morrin), à laquelle se rattachait le lugubre souvenir de plusieurs exécutions capitales, a été enlevée et remplacée par une nouvelle. Elle était surmontée de l'inscription suivante :

A. D.

M D C C C X.

L. A. Reg. Georgio III

Prov. Gud. D. D. J. H. Craig, Bi. Egte.,

Carcer isto bonos a pravis,

Vindicare possit.

(L'an du Seigneur 1810, dans la cinquantième année du règne de George III, le Puissant Seigneur James-Henry Craig, chevalier du Bain, étant le Gouverneur de la Province. Puisse cette prison venger les bons de la perversité des méchants).

Quant à la prison actuelle de Québec, sur la Grande-Allée, la première pierre en fut posée le 4 septembre 1861. Les travaux commencèrent la même année et furent continués jusqu'au 1er janvier 1864 ; interrompus à cette époque, ils furent repris au mois d'avril suivant et continués jusqu'à achèvement le 1er juin 1867.

ERNEST GAGNON

Justin Winsor. (V, IX, 634.)—Justin Winsor est un écrivain publiciste très moderne, mais il peut être cité souvent en parlant de l'histoire ancienne de l'Amérique et du Canada, parce qu'il puise abondamment lui-même aux sources originales qu'on ne trouve plus aisément en dehors des grandes institutions d'enseignement.

Il dit lui-même un peu ce qu'il est, dans la dédicace de son grand ouvrage en 8 forts volumes richement illustrés de portraits, plans, cartes, etc (1899), intitulé : *Narrative and Critical History of America*.

" Cher Eliot,

" Il y a quarante ans, vous et moi, nous étant préparés ensemble, nous entrions au collège le même jour. Plus tard, dans le monde, nous embrassions des carrières différentes ; et vous, vous êtes revenu à Cambridge au temps voulu pour y occuper votre haute position. Il y a douze ans, à votre désir, je suis aussi venu pour remplir un devoir sous vos ordres.

" Vous m'avez tiré de mes nombreux soucis et transféré dans cette université, pour y faire un service plus conforme à mes goûts. Ce changement a contribué au progrès des études auxquelles je ne me souviens pas d'avoir pour un instant cessé de m'intéresser. Ainsi, je vous dois beaucoup, et je ne pense pas qu'on trouve surprenant que je désire unir dans cet ouvrage votre nom à celui de votre ami bien obligé.

" Cambridge, 1889. "

(Signé), JUSTIN WINSOR."

M. Eliot est président de l'université de Harvard, et M. Justin Winsor est le bibliothécaire de cette même institution et secrétaire-correspondant de la Société Historique du Massachusetts. Entré au collège en 1849, M. Justin Winsor doit dépasser quelque peu la soixantaine maintenant.

Sa grande Histoire de l'Amérique, publiée à Boston et New-York, en 1889, le place au nombre des écrivains américains qui ont le plus étudié les origines de notre histoire canadienne. Il cite amplement les auteurs anciens et modernes, français et anglais, qui ont écrit sur le Canada, et, à ce titre, il a droit d'être souvent cité lui-même par nos écrivains qui se servent de connaissances tirées de son ouvrage.

R. BELLEMARE

Les tableaux de M. l'abbé Desjardins. (VI, I, 690.)—Voici deux extraits des lettres de Mgr Pleiss à M. Raimbault, curé de Nicolet, qui font connaître au moins en partie la distribution des tableaux achetés en France par M. l'abbé Philippe-Jean-Louis Desjardins, vicaire-général de Paris, et envoyés au Canada, à son frère Louis-Joseph, chapelain de l'Hôtel-Dieu de Québec, pour y être vendus :

.....
" Il n'est plus mention ici que des tableaux de M. Desjardins, généralement beaucoup plus grands que ne portait la facture. Ils sont exposés dans l'église, le sanctuaire, la sacristie, l'avant-sacristie et le dessus du chœur de l'Hôtel-Dieu. Chacun veut les voir. J'y accompagnai lundi le général Sherbrooke. La collection est superbe. Peu de morceaux qui ne soient au-dessus du commun. L'église de Boucherville en prend trois, Verchères quatre, Varennes cinq, St Antoine de Tilly deux, St-Michel deux, le séminaire de Québec dix. A 40, à 50, à 60 louis, ils ne portent pas à terre. J'ai pris le magnifique portrait de Pie VI en grand. M. Rabby a pris un crucifix aux pieds duquel est représentée Madame de la Vallière. Il est haut de trois pieds. Aussi ne le paye-t-il que vingt louis. M. Berthelot a pris un saint Charles et le portrait de Pie VII, qui ressemble aux "Côté" de l'Ange Gardien. L'opulente fabrique de Nicolet et celle de La Baie laisseront-elles partir tant de beaux morceaux sans en prendre leur part ? Il y a apparence que la cathédrale en va aussi avoir une dizaine ".....

Québec, 22 mars 1817.

.....
" J'espère que M. Desjardins fera 3,000 louis de ses tableaux. Il passe déjà 2,000, et il lui en reste plus de la moitié à vendre. Il est vrai que les plus beaux sont partis. Entre nous, il se soucie guères que l'on connaisse ce gros

profit, auquel il ne s'attache que dans l'espérance de relever les affaires en détresse de son frère Jacques. C'est, comme vous voyez, un petit secret de famille."

Mardi-Saint, 1817.

M. Rimbault acheta à ses frais quelques-uns de ces tableaux (six), qu'il plaça dans l'église de Nicolet, à laquelle il les légua par son testament. Ils y sont encore. Le meilleur est une copie par Stella de la Sainte Famille de Raphaël, dont l'original est au Louvre. Les autres sont aussi de bons tableaux. M. Fournier, curé de la Baie du Febvre, acheta de même quelques uns des tableaux de M. Desjardins, cinq ou six. Ils sont encore dans l'église du lieu. D.

L'emprisonnement de Pierre Bédard. (V, VII, 638.)—L'année 1819 devait être fertile en événements tragiques. Avec elle s'ouvrit une ère de malaise, qui allait dégénérer bientôt en des troubles sérieux. Le parti anglais, à la tête duquel se trouvaient le juge Monk, le juge Sewell, avec le *Mercury* pour organe, crut qu'il valait mieux en finir avec l'élément français, devenu trop puissant à la chambre. Les critiques du journal francophobe devinrent de plus en plus acerbes ; les conseillers *in petto* de sir James Craig, réussirent à soulever l'esprit de ce dernier, au point de lui faire croire que les Canadiens français complotaient dans l'ombre des projets de rébellion. Or, c'était de la plus évidente fausseté, car les sommités canadiennes, parmi lesquelles se dressait de toute sa hauteur la tête de Mgr Plessis, rêvaient bien autre chose que la révolte contre l'autorité constituée. Les mauvais serments germaient ailleurs qu'à l'évêché de Québec et dans les bureaux du *Canadien*. Les alliés de la bureaucratie voulaient un coup d'Etat, et ils l'obtinrent à leur aise. Ce fut le *Canadien* qui fut frappé parce qu'on ne pouvait sévir autrement et d'une façon plus propre à attirer l'attention publique.

Le 17 mars, un petit peloton de soldats armés, précédé d'un magistrat et de deux constables, fit soudainement irruption dans l'atelier du journal français, et s'empara forcément de la presse et des papiers épars dans les bureaux de la rédaction. M. Lefrançois, imprimeur, fut appréhendé au corps et jeté en prison ainsi que le plus vulgaire malfaiteur. Une patrouille, organisée sur un bon pied, se mit ensuite à circuler dans les rues, comme s'il y avait eu, en réalité, des conspirateurs dans tous les coins de la ville. C'en était assez pour jeter l'alarme dans les familles, sinon la consternation.

Deux jours après, c'est-à-dire le 19, MM. Bédard, Tasche-reau et Blanchet, trois propriétaires du *Canadien*, furent à leur tour arrêtés et incarcérés. A Montréal, des constables s'emparèrent également de Pierre Laforce, de Pierre Papi-neau (de Chambly), ainsi que de François Corbeil (de l'île Jésus), accusés, eux aussi, de menées traîtresses (*treasonable practices*). On n'a jamais pu savoir pourquoi tous ces personnages, surtout ces trois derniers, furent arrêtés. Le mot *trahison* était bien lâché, mais on eût été empêché de dire en quoi et comment ils avaient trahi le drapeau britannique. Les vrais traîtres n'étaient-ils pas plutôt ceux-là même qui ne faisaient que compromettre le représentant de Sa Majesté en asservissant son autorité à des fins plus ou moins avouables ? On encore ceux qui, au lendemain de la suppression du *Canadien*, écrivaient : " Le coup est porté. Le *Canadien* a reçu le coup mortel. Le plus grand malheur qui puisse arriver à la presse, c'est qu'elle tombe entre des mains invisibles et licencieuses. Nous n'en disons pas plus long, car nous ne guerrons pas contre des morts."

Les autorités civiles firent de minutieuses recherches à travers les papiers saisis dans l'atelier du *Canadien*, mais elles revinrent bredouille : aucune trace de conspiration, aucune trame suspecte. Pendant ce temps là le public attendait avec la plus grande anxiété qu'on lui fit connaître les crimes des

inculpés. " Que l'on juge maintenant, dit Christie, si le procédé auxquelles on avait eu recours à cette occasion, résultaient d'une appréhension bien fondée de troubles ou d'un exercice abusif du pouvoir."

M. de Gaspé, dans ses *Mémoires*, nous apporte des détails intéressants et nouveaux sur cet épisode de l'incarcération de Bédard et des autres Canadiens. Nous avons là le récit d'un témoin oculaire véridique.

" Ce serait une étude curieuse à faire aujourd'hui que de rechercher les causes qui ont induit le gouvernement d'alors à persécuter ces citoyens si respectables à tous égards. Personne n'ignore que les griefs qui motivèrent les actes de rigueur de l'oligarchie, prenaient leur source dans le journal le *Canadien* que les patriotes du temps publièrent pour se défendre des attaques envenimées et grossières que débitaient contre eux les gazettes anglaises. La presse, les caractères, etc, qui servaient à l'impression de ce journal furent saisis par un piquet de soldats commandés par un juge de paix ; ma foi, il faut l'avouer, par mon beau-père le capitaine Thomas Allison, du 5e régiment, mais retiré alors du service, et furent déposés dans les voûtes du palais de justice. Ce serait certainement aujourd'hui une lecture pleine d'intérêt et des plus curieuses que celle de l'ancien journal le *Canadien*, depuis le premier numéro jusqu'au 17 mars 1810, qu'il fut saisi par le gouvernement. On prétendait alors que plusieurs articles de ce journal tendaient à soulever le peuple, ce qui fut cause que les éditeurs-propriétaires et les correspondants accusés de pratiques séditieuses furent incarcérés. Les moins coupables aux yeux des autorités, soit officiers dans la milice, ou exerçant quelques fonctions sous le gouvernement, furent congédiés. Oh ! oui, ce serait une étude très curieuse que de chercher à découvrir les crimes qu'avaient commis tant de loyaux et respectables citoyens d'origine française, qui leur valurent une persécution

si cruelle de la part du gouvernement britannique. Je jette aujourd'hui le gant au tory le plus farouche, pourvu qu'il ait quelque teinture de la constitution anglaise, et je veux passer pour le plus sot individu du Canada, s'il peut me montrer une phrase, une seule phrase dans ce journal qui pût motiver les rigueurs de l'oligarchie sous l'administration Craig."

Dans le cours du mois d'avril, des amis de Bédard tentèrent mais vainement, de faire émettre un writ d'*habeas corpus* en faveur du prisonnier et de ses compagnons d'infortune. Le gouverneur se montra impitoyable ; les portes de la prison restèrent fermées sur les victimes d'un despotisme sans frein. Ce ne fut qu'en juillet qu'un des prisonniers, malade, fut relâché.

Quelques semaines plus tard, un autre obtint son élargissement pour la même raison de santé.

Lefrançois sortit de sa prison au mois d'août.

Il ne resta plus bientôt que Bédard, qui demandait, comme faveur, qu'on lui fit son procès. On le lui refusa perséveramment, car on savait bien que devant un jury, même le plus mal disposé, aucune preuve ne pourrait établir la culpabilité du rédacteur du *Canadien*. Le gouverneur voulait qu'il demandât pardon, afin, sans doute, de laisser croire au public que son prisonnier était coupable. Mais au château l'on ne connaissait pas Bédard, ou on le connaissait mal. Il eut préféré la mort plutôt que de prononcer l'aveu d'une faute dont il était innocent. Bédard attendit donc patiemment dans sa prison le procès auquel il avait droit, au grand mécontentement de la faction Sewell, qui eut désiré donner aux événements une autre tournure.

M. de Gaspé nous donne de nouveaux détails sur le sort de Bédard, durant toute la période de son emprisonnement :

" De toutes les victimes de la tyrannie du gouvernement de cette époque, monsieur le juge Bédard, avocat alors, fut

celui qui endura sa captivité avec le plus de patience. Ce disciple de Zénon, toujours occupé d'études profondes, pouvait se livrer à ses goûts sans être exposé aux distractions dans la chambre solitaire qu'il habitait. Homme pratique connaissant à fond la constitution anglaise, il ne communiquait avec les autorités que pour leur demander de quel crime on l'accusait ; et pour les prier de le mettre en jugement, s'il y avait matière à *indictment* au criminel. On se donnait bien garde d'instruire son procès : il était à peu près aussi coupable de trahison ou de pratique scédatieuse, que je le suis de vouloir m'emparer de la tiare de notre saint père le pape. On lui signifia, après une année de détention, je crois, qu'il était libre.

" Je ne sortirai d'ici, répliqua M. Bédard, que lorsqu'un corps de jurés aura bien et dûment déclaré mon innocence.

" On le laissa tranquille pendant une dizaine de jours, espérant lasser sa constance, mais à l'expiration de ce terme, le geôlier lui signifia que s'il ne sortait pas le lendemain de bon gré, il avait reçu ordre de le mettre à la porte. M. Bédard haussa les épaules et continua ses calculs algébriques. Comme plusieurs membres de sa famille, M. Bédard était un profond mathématicien.

" Le geôlier patienta le lendemain jusqu'à une heure de relevé, mais voyant alors que son prisonnier ne faisait aucun préparatif de départ, il lui déclara que s'il n'évacuait pas les lieux de bonne volonté, il allait avec l'aide de ses porteclefs, le mettre à la porte. M. Bédard voyant que l'on prenait les choses au sérieux, et que contre la force il n'y a pas de résistance, dit au gardien : " Au moins, monsieur, laissez-moi terminer mon problème." Cette demande parût si juste au sieur Reid, le geôlier, qu'elle fût accordée d'assez bonne grâce. Monsieur Bédard satisfait, à l'expiration d'une heure, de la solution de son problème géométrique, s'achemina à pas lents vers sa demeure." N.-E. DIONNE

L'honorable Elie Thibault. (V, XI, 672.)—Le 5 janvier 1878, la paroisse du Cap-Santé perdit un citoyen qui avait joué un rôle assez marquant, l'honorable Elie Thibault. Négociant de profession, il ne fut pas longtemps sans fermer son comptoir pour se livrer à la politique, dont il n'eut pas trop à se plaindre. Il représenta le comté de Portneuf à plusieurs reprises, fit partie du ministère Brown-Dorion, qui ne vécut que quarante huit heures ; puis, en 1863, il fut nommé à la position de registrateur du comté de Portneuf, devenue vacante par la mort de M. Lelièvre.

M. Elie Thibault ne fut pas le seul des enfants du Cap-Santé qui se jeta dans la fournaise politique. On compte encore : M. Isidore Thibault, qui a représenté successivement Québec-Centre et Québec-Est ; M. Pierre Garneau, ancien député du comté de Québec, actuellement membre du Conseil législatif, et ancien membre du cabinet De Boucherville-Angers, ainsi que du cabinet Mercier ; M. Alfred De Saint-Georges, député de Portneuf presque sans interruption de 1872 à 1890 ; M. Côme Rinfret, tout récemment encore député de Lotbinière ; M. Rosaire Thibault, sénateur, et M. Marcotte, ancien député du Lac Saint-Jean.

L'ABBÉ DAVID GOSSELIN

La Nouvelle-Angleterre. (V, XII, 687.)—On désignait autrefois sous le nom de Nouvelle-Angleterre cette partie nord-est des États-Unis qui comprend aujourd'hui les États du Maine, du New-Hampshire, du Vermont, du Massachusetts, du Rhode-Island et du Connecticut, depuis enfin le 41° au 48° latitude nord et du 71° au 74° longitude ouest. La Nouvelle-Angleterre fut donnée par Jacques Ier, en 1606, à la compagnie de Plymouth, sous le nom de Virginie, et c'est le capitaine J. Smith qui lui donna le nom de Nouvelle-

Angleterre, en 1614, lorsqu'il en explora les côtes et en dressa une carte.

L'ABBÉ L.-E. BOIS

Catholiques et protestants dans la même église. (V, XII, 682.)—*Les Ursulines de Québec* (livre 5e, chap I), répondent, je crois, à l'une des questions des *Recherches Historiques* :

“ Dès le 24 septembre 1759, notre église, réparée par la libéralité du général Murray, commença à tenir lieu d'église paroissiale. Le parloir de la Sainte-Famille eut aussi alors l'honneur de servir de presbytère. “ Au commencement de l'ouverture qui se fit de la cure dans notre église, dit le Récit. M. Récher, curé de Québec, avait la peine de venir tous les jours pour dire la sainte messe. Il était demeuré au séminaire pour le conserver ; mais il ne fut pas longtemps sans être obligé d'en sortir, ayant été dangereusement blessé par un soldat anglais. Nous le reçûmes dans notre maison. Il y est entré le 8 de novembre 1759, et loge avec M. Resche, chanoine de la cathédrale et notre confesseur. Ces deux messieurs remplissent tour à tour toutes les fonctions du service divin, tant la semaine que les fêtes et les dimanches.

Nous savons par les traditions du cloître que le service selon le rit anglican se fit aussi tous les dimanches dans notre église, tout le temps que les blessés anglais s'y journèrent au monastère : c'était l'ordre du vainqueur.

Ce fait nous rappelle quelque chose d'assez analogue : c'est que vers 1813, à Kingston, H. C., l'église catholique ayant été changée en hôpital pour les soldats blessés, les catholiques célébrèrent l'office divin dans l'église protestante de cette ville. Le regretté historien du Canada, M. l'abbé Ferland, nous a dit qu'il y avait souvent servi la messe dans son enfance.”

L'ABBÉ J.-B.-C. DUPUIS

QUESTIONS

695.—Le général de Caulincourt, ou plutôt l'un des généraux de Caulincourt, s'est réfugié, après Waterloo, au Canada, où il est resté jusqu'à la mort de Louis XVIII. Il habitait à la Baie du Febvre. Sous quel nom ?

L. F.

696.—De quelle partie de la France était Louis Hébert, le premier colon de Québec ?

RIO

697.—A quel sujet se rapportait la motion mise de côté en 1845 par sir Allan MacNab, parce qu'elle était rédigée en français ? Par qui fut présentée cette motion ?

P. O.

698.—Pour quelle raison feu Gérin Lajoie administra-t-il une raclée à J.-B.-Eric Dorion, l'*Enfant Terrible*, dans la bibliothèque de la Chambre, en juillet 1866 ?

DEPT.

699.—Sous le régime français au Canada, le *droit de patronage* a-t-il été réclamé par des seigneurs ? Les évêques de Québec ont-ils accordé ce privilège à des seigneurs ?

RUB.

700.—Qu'est-ce que *Craig's Road* ? En quelle année fut commencée cette route, et quand fut-elle terminée ? Quelles sont les paroisses qu'elle traverse ? Dans quel but fut-elle ouverte ?

IX.

701.—D'où vient le nom de Côte à Pizeau donnée à la côte située en face de l'église de Sillery ?

???

702.—Quelqu'un peut-il donner les noms des grands chefs de la tribu huronne, avec les dates de leur élection et de leur décès ?

INQUIS



ÉGLISE DE NOTRE-DAME DE SAINTE-FOYE

BULLETIN

DES

RECHERCHES HISTORIQUES

VOL. 6

MARS 1900

No. 3

NOTRE-DAME DE SAINTE-FOYE

Le promontoire où est assis le vieux Québec n'est que la pointe orientale d'un plateau élevé, long de trois lieues, large, vers le centre, de deux milles environ, et terminé à l'ouest par le Cap-Rouge.

Sainte Foye a, pendant deux siècles, partagé seule (1) avec la ville de Champlain ce site à la fois magnifique et glorieux, d'où l'œil embrasse un des plus beaux panoramas du monde et où l'on rencontre à chaque pas les vestiges d'une histoire.

Les édits et ordonnances de 1721 (2) donnent pour limites à la paroisse "une lieue et demie tant sur le fleuve Saint-Laurent que sur la route de Saint-Michel dite de Saint-Jean, à prendre sur le fleuve depuis les terres de Saint-Michel et sur la dite route depuis le ruisseau Prévost jusqu'à la rivière du Cap-Rouge, et les profondeurs de la paroisse qui n'étaient que d'environ soixante dix arpents du côté du nord-est, à prendre du bord du fleuve, seront augmentées des terres de Pierre et André Hamel, etc."

(1) Depuis le milieu de ce siècle, la paroisse de Saint-Colomb de Sillery s'y est taillé un beau domaine (Voir *Edits et ordonnances* de 1856). Un peu plus tard Saint-Félix du Cap Rouge en a pris une bouchée (Voir *Edits et ordonnances* de 1872. En réalité le décret remontait à 1860 mais n'a été publié qu'en 1872).

(2) Voir *Liste des municipalités dans la province de Québec*, compilée par C.-E. Deschamps, 1886, p. 403. Dans le *Dictionnaire de l'ancien droit canadien* de Justin McCarthy, ces bornes sont reproduites avec quelques modifications, postérieures à 1721. Une copie de l'ordonnance nous a été fournie par M. G.-M. Fairchild.

Par les terres de Saint-Michel il faut entendre l'anse qui porte encore aujourd'hui ce nom, située au nord-est de la Pointe-à-Puiseaux, où s'élève l'élégante église de Saint-Colomb de Sillery. Quant au ruisseau Prévost, aucune carte ne l'indique. C'est sans doute ce mince filet d'eau qui coule aux confins actuels de Sainte-Foye et de la banlieue de Québec.

Le chemin Saint-Michel dit de Saint-Jean est notre chemin Sainte-Foye.

Ainsi le Cap-Rouge, le Charlesbourg Royal de Cartier en 1541, le France-Roy (1) de Roberval en 1542, était dans les anciennes limites de la paroisse. De même aussi la célèbre mission algonquine et montagnaise de Saint-Joseph, établie en 1638 dans l'anse de Sillery, un mille environ à l'ouest de la Pointe-à-Puiseaux. C'est là que fut bâtie, sous le vocable de Saint-Michel, la première église qu'il y ait eu sur notre territoire. "Ce petit bâtiment, dit la *Relation* de 1647, fait tout exprès pour les sauvages, n'a pas à la vérité la magnificence de ces grands miracles d'Europe; mais il a quelques paroissiens dont la candeur et la bonté est autant et plus agréable à Dieu que l'or et l'azur de ces grands édifices."

Cette église avec la résidence des Pères Jésuites fut détruite par un incendie en 1657. En 1659, on parle de la rebâtir (2). On dut le faire vers cette époque car on voit en 1673 les Hurons s'y rendre en pèlerinage avant de quitter Sainte-Foye pour s'établir à Lorette, (3) et les Pères qui desservaient Sainte-Foye demeuraient à Sillery (4).

(1) M. N.-E. Dionne veut qu'on écrive François-Roi. -- Voir *La Nouvelle-France, de Cartier à Champlain* (1891), p. 36, note.

(2) Voir *Relation* de 1657, c. IX, et le *Journal des Jésuites*, 13 juin 1657 et 12 septembre 1659, page 265. Nous devons ce renseignement avec beaucoup d'autres, à M. l'abbé Amédée Gosselin, préfet des études, professeur d'histoire du Canada et assistant archiviste au séminaire de Québec.

(3) Voir *Relation* de 1673-1674, art. III, éditée par le P. Martin chez Douniol en 1861, tome I, p. 305.

(4) Ibid. art. II, p. 299.

La maison des Pères existe encore. Pour l'église elle est détruite depuis assez longtemps. Cependant, il n'y a qu'un demi siècle à peine, on en pouvait encore voir les ruines. Des fouilles dirigées par les abbés Laverdière et Casgrain ont fait trouver dans l'enceinte le corps du P. Ennemond Massé qui y avait été inhumé en 1646. Un joli monument inauguré le 26 juin 1870, consacre la mémoire de ce premier missionnaire du Canada (1).

Mais, bien que située dans les limites de Sainte-Foye, ce n'est pas cette mission abandonnée vers le commencement du XVIII siècle (2) qui a donné naissance à la paroisse.

La première chapelle qui a porté le nom de Notre-Dame-de-Foy a été bâtie en 1669 pour la mission huronne établie en 1668 à la *Coste Saint-Michel*, à une lieue ou une lieue et demie de la ville (3).

D'après une ancienne carte manuscrite, conservée à l'Université Laval, les côteaues qui relient le plateau de Québec à la plaine, au nord, portaient près de la ville le nom de *Coste Saint-Jean* ; un peu plus à l'ouest de *Coste Sainte-Geneviève*, et à une lieue environ, de *Coste Saint-Michel* (4).

« On plaça les Hurons en ce lieu déjà fort peuplé de Français, dit la *Relation* de 1671, pour profiter de leurs bons

(1) Voir *Journal de Québec*, 27 juin 1870, le récit de la fête. Rochemonteix, *Les Jésuites*, tome I, 473 doc. V. On peut lire aussi un article de M Ferland, dans le même journal, 27 oct. 1855, reproduit à la fin d'une petite brochure anonyme sur le commandeur Brulard de Sillery.

(2) Ferland, brochure citée, p. 25 s.

(3) Le P. Chaumonot, dit *une lieue* (Autobiographie, éd. Shea, 1858, p. 87). De même la *Relation* de 1671, titre du ch. 4. La *Relation* de 1669 dit *une lieue et demie*. Aussi la petite notice sur le P. Chaumonot jointe à son autobiographie (éd. citée, p. 17).

(4) Nous devons à la bienveillante permission de Mgr Hamel, bibliothécaire de l'Université Laval, et à l'obligeance de M. l'abbé Amédée Gosselin, d'avoir étudié cette carte.

exemples et réciproquement pour les édifier par leur piété et leur dévotion." (1)

La mission porta d'abord le nom de l'Annonciation de Notre-Dame, et n'eut pour chapelle qu'une cabane d'écorce (2) Le Père Chaumonot, qui la desservait, obtint la permission de dire deux messes afin que tous, français et sauvages, pussent satisfaire au précepte.

Voici à quelle occasion ce village prit le nom de Notre-Dame-de-Foy.

Une statue miraculeuse avait été trouvée dans le tronc d'un chêne au bourg de Foy, près Dinant en Belgique. Foy devint bientôt un lieu de pèlerinage renommé où la Sainte Vierge, sous le vocable de Notre-Dame de Foy, se plut à multiplier les prodiges (3). Foy Notre-Dame, comme on écrit là-bas, est encore un sanctuaire très fréquenté.

Du chêne où l'on avait trouvé la statue, et d'un autre où elle fut placée pendant quelque temps, on fit des statuettes semblables à la première et l'on en fit don à diverses cités.

Le P. de Véroncourt (4) S. J., en envoya une au P. Chaumonot en 1669. Elle était accompagnée de cette authentique qui n'a jamais été publiée, que nous sachions. Nous sommes heureux de l'offrir aux lecteurs des *Recherches Histo-*

(1) Voir aussi *Relation* de 1672, art. 1.

(2) Autobiographie du P. Chaumonot, p. 87. *Relation* de 1669, c. 8 ; de 1670, c. 4.

(3) Voir *Hist. de N.-D.-de-Foy*, par le P. Banneux S. J. Namur, Vve Douxfils, ch. 1879. Aussi une petite brochure, du même titre, (1893 Dinant, Girard), qui n'en est qu'un résumé.

A consulter, l'article de M. Ernest Myrand, un de nos érudits les mieux renseignés dans le *Moniteur de Lévis*, no. 8, 22 juin, 1895, lors de la visite du marquis de Lévis.

(4) C'est ainsi qu'il faut écrire, avec un *o* et non un *a*, comme nous allons voir.

riques et d'empêcher, en multipliant les copies, que ce précieux document (1) ne soit perdu :

“ Je soubsigné, Claude de Véroncourt, religieux et prestre de la Compagnie de Jésus, au college de la même Compagnie a Nancy, certifie a tous qu'il appartiendra, en présence des Sieurs Henry Huyllaume et Jean Perrin, notaires et tabellions generaux au Duché de Lorraine, residants a Nancy : Que la Nostre-Dame, faicte de bois, cy jointe, tenante, sur son bras droict, son petit Enfant Jésus, et enclose dans une layette, peinte de bleu au dedans, avec de petites estoiles d'or : Est entièrement du vray bois du premier chesne, dans lequel fut trouvée (Il y a plusieurs années) l'image miraculeuse de Nostre-Dame de Foy, distante environ d'une lieue de la ville de Dinant, au pays de Liège, auquel lieu la Saincte Vierge, mère de Dieu, fait de grands miracles. Et cette image presente, dont je fais cette attestation au certificat, a esté faicte par Nicolas du Rieu, maistre sculpteur residant en la dite ville de Dinant, aux frais de Damoiselle Marie Bastien, laquelle et le P. Noel Noberti de la Compagnie de Jésus, residants presentement au dit lieu, l'ont donné au Père Claude de Veroncourt, soubsigné, pour l'envoyer en Canada ; pour y estre honorée et invoquée ; pour la conversion des pauvres sauvages et Canadois, a la foy de Jésus Christ. En foy de quoi j'ay escri et signé les présentes de ma main et prié les deux notaires susdits d'adiouter leurs seings manuels au

(1) Précieux pour notre histoire locale, cela s'entend. L'original est la propriété du colonel Neilson, chef du département médical de l'armée canadienne, lequel a eu l'obligeance de le chercher et de nous le communiquer.

La *Relation* de 1671 en fait mention, ch. 4. Nous avons collationné notre copie avec grand soin et nous citons le texte tel qu'il est, sans y rien changer. L'écriture est fort belle, et il n'y a pas à se méprendre sur les noms.

mien pour plus grande autorité. Fait à Nancy le cinquième febvrier mil six cents soixante neuf."

CLAUDE DE VERONCOURT

De la compagnie de Jésus.

HUILLAUME-J. PERRIN

L'arrivée de cette statue causa grande joie dans la bourgade et le zèle de la dévotion des sauvages envers la Sainte-Vierge leur fit entreprendre aussitôt et hâter la construction d'une chapelle en bois sous le vocable de Notre-Dame-de-Foy. Les Français leur prêtèrent main forte.

Le P. Chaumonot écrit Notre Dame de Foye, de même que les *Relations* de 1672-1673-1674 (1). Mais en général dans les *Relations* on lit Notre Dame de Foy. C'est l'orthographe suivie par nos anciens registres qui remontent à 1699. De très bonne heure on a commencé à dire Notre Dame de Sainte-Foy. C'est ainsi qu'écrivit M. Buisson de Saint-Cosme, qui a desservi la paroisse de 1711 à 1712. Ainsi encore le reçu du registre de 1705, signé Delacetierre, commis greff. Cependant Claude de Bermen, qui authentique le registre de 1706, revient à la forme *N. D. de Foy*. M. Charles-Amador Martin, premier curé résidant (1698-1711), fait de même. Mais l'usage a bientôt prévalu de dire Notre Dame de Sainte Foy, puis Sainte-Foy tout court. L'orthographe fautive *Sainte-Foye* n'apparaît qu'assez tard. Il n'est guère possible de changer aujourd'hui, même légèrement, la forme de ce nom, l'un des plus glorieux de nos annales.

La statue envoyée au P. Chaumonot, et qui opéra des miracles, disparut dès les premières années. Les Hurons l'emportèrent-ils à Lorette, où ils émigrèrent en décembre 1673 ? On l'ignore. Toujours est-il qu'ils ne l'ont plus. Dans l'église de leur village, à la Jeune-Lorette, où ils sont depuis

(1) Edition Martin. Le P. Rochemonteix reproche aux éditeurs d'avoir remanié le style. De sorte que cette orthographe pourrait bien être leur fait. *Les Jésuites*. Introduction, p. XXVII. s. note 3.

le commencement du XVIII^e siècle, ils en possèdent une autre en argent, d'un admirable travail. Elle mesure environ quatorze pouces, sous le socle. La pose de la Vierge, pleine d'aisance et de grâce, et les draperies, d'une variété et d'une souplesse qu'on ne saurait surpasser, font de cette statuette une œuvre d'art de grande valeur (1). C'est sans doute un don royal de même qu'une petite statue de Saint-Joseph de même métal et d'un aussi beau travail.

A Sainte Foye, pour remplacer la madone perdue, M. Le Prévost, curé de la paroisse pendant quarante-deux ans (1714-1756), en sculpta une en bois de chêne dont la beauté fait honneur à ses talents d'artiste. Elle mesure trois pieds de hauteur avec le socle ; la statue originale n'avait qu'un empan, c'est-à-dire environ huit pouces. Sans avoir le mérite de la statue de la Jeune-Lorette, elle ne manque de grâce ni dans la pose ni dans les formes. Les traits de la Vierge surtout sont très beaux (2).

Le couvercle d'une petite niche carré, percée au bas de la statue, en arrière, porte en dedans les initiales L. P. S. et la date 1716 : Le Prévost sculpt., 1716. M. l'abbé Sasseville, très curieux d'antiquités et très bien au courant des vieilles histoires, a ouvert cette niche en 1882 et y a placé, entre autres documents, une liste du clergé des environs de Québec et des curés de Sainte-Foye, avec un état de la paroisse à cette date.

(1) Sur le socle noir haut de six pouces environ, un écusson circulaire en bosse, entouré d'une couronne et surmonté de draperies en festons, porte les monogrammes entrelacés de Notre Seigneur et de la sainte Vierge.

(2) Notre statue, de même que celle de la Jeune-Lorette, diffère légèrement de la statue originale, mais elles ont toutes la caractéristique de M.^r D. de Foy : L'Enfant-Jésus est sur le bras droit de la Vierge, qui tient un de ses petits pieds de la main gauche. Dans la statue originale, c'est le pied droit ; dans les deux autres, le pied gauche. Dans la statue originale, l'Enfant-Jésus tient un globe sur la main droite ; dans la nôtre, la main à demi fermée est ramenée près du côté ; dans celle de la Jeune-Lorette, la main est levée pour bénir.

Par un concours de circonstances, qu'il n'est pas nécessaire de raconter, la précieuse statue faillit, elle aussi, être perdue. Elle a fait un séjour de trois ans au noviciat du Bon-Pasteur de Québec où le curé actuel l'a retrouvée en 1895. Elle occupe aujourd'hui une place d'honneur dans le sanctuaire de notre église et les paroissiens, qui en connaissent l'histoire, se laisseraient plutôt arracher les yeux que leur vieille Madone.

La chapelle bâtie par le P. Chaumonot en 1669 fut détruite par un incendie à la fin du XVII^e siècle.

En 1699, M. Charles-Amador Martin commença la construction de l'ancienne église qui fut terminée en 1723 sous l'administration de M. Le Prévost. Cette église est restée célèbre dans notre histoire parce que, en 1760, les Anglais la firent sauter pour empêcher que le chevalier de Lévis ne s'emparât du matériel de guerre qu'ils y avaient entassé (1).

Elle fut rebâtie de 1762 à 1769.

Un fait inédit et qui honore la mémoire déjà sympathique du général Murray, c'est qu'il donna vingt-cinq louis sterling pour aider à la reconstruction. Nous devons la connaissance de cette libéralité à M. l'abbé Verreau, le distingué principal de l'école normale Jacques-Cartier à Montréal, qui l'a trouvée consignée dans les dépêches du général et l'a communiquée à l'abbé Sasseeville. Voici sa note telle qu'annexée à nos registres par ce dernier :

“ 17 juin 1762.

Payé à M. Borel £25 église blown up, le 27 avril 1760 towards repairs.”

La vieille église n'a été démolie qu'en 1878. Elle n'avait que quatre-vingt pieds de longueur sur une largeur de trente.

(1) Voir Garneau, 4^e ed. II, 360.
Ferland, II, 594.

La nouvelle église bâtie sur le même site-les murs enveloppent entièrement les anciennes fondations—mesure au dehors cent trente-un pieds sur soixante-un. Elle a été commencée en 1876, bénite en 1878, terminée à l'intérieur en 1890-1891,

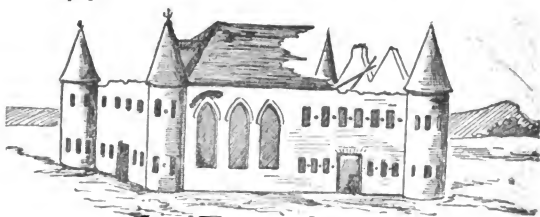
Voici les noms des missionnaires et des curés qui ont desservi la paroisse depuis le commencement :

Pierre-Marie-Joseph Chaumonot, S. J., 1668-1673 ; missionnaires jésuites inconnus, 1673-1711 ; Florentin Favre de Bellerocche, récollet, 1711 ; Charles-Amador Martin, second prêtre canadien, 1698-1711 ; Michel Buisson de Saint-Cosme, 1711-1712 ; François Le Brun, S. J., 1712 ; Gervais Lefebvre, 1712-1714 ; Pierre Gabriel Le Prévost, 1714-1756 ; François Borel, 1756-1774 et 1786-1791 ; Ignace Desroches, curé de Lorette et desservant de Sainte-Foye, 1774-1777 ; Louis-Eustache Chartier de Lotbinière, 1777-1782 ; Charles-Joseph Brassard Deschenaux, curé de Lorette, desservant de Sainte-Foye à plusieurs reprises, 1782-1786, 1791-1795, 1800-1802, 1810-1811 ; Jean-Marie Fortin, 1795-1800 ; François Vézina, 1802, 1804, 1805, 1810 ; Alexis Dorval, 1804-1805 ; Louis Brodeur, 1812 ; Barthélemi Fortin, 1812-1814 ; Jean-Denis Daulé, chapelain des Ursulines, remplace M. Tabeau, octobre 1815 et mai sept. 1816 ; Antoine Tabeau, choisi pour coadjuteur de Mgr Lartigue, 1815-1817 ; Jacques Odelin, 1817-1819 ; Michel Dufresne, 1819-1822 ; Jean-Zéphirin Carron, 1822-1825 ; Louis Gingras, 1825-1826 ; Philippe-Auger, 1826-1831 ; Michel Masse, 1831-1836 ; Jean-Baptiste-Antoine Ferland (l'historien), 1836-1837 ; Pierre Huot, 1837-1868 ; Jérôme Sasseville, 1868-1893 ; Henri-Arthur Scott, 1893.

L'ABBÉ H.-A. SCOTT

LE CHATEAU DE LONGUEUIL

Charles Le Moyne, deuxième seigneur et premier baron de Longueuil, voyant l'augmentation prodigieuse de la colonie que son père avait fondée et le défrichement rapide des terres, fut pour ainsi dire forcé de faire construire à grands frais un immense fort, que la famille appela avec raison *château de Longueuil*, et ce, tant pour sa propre protection que pour encourager et protéger les colons (ses censitaires) contre les invasions si fréquentes des sauvages à cette époque.



LE CHATEAU DE LONGUEUIL

Ce fort fut bâti pendant les années de 1685 à 1690.

Nous n'avons pas de données exactes sur les dimensions qu'avait le château ou fort de Longueuil ; nous avons cependant pu les déterminer approximativement d'après un petit plan du *domaine*, fait et signé le 13 janvier 1810, par Wm Sax, arpenteur. D'après les données de ce plan, nous croyons pouvoir dire en chiffres ronds que le fort était d'une forme rectangulaire, mesurant à peu près 210 pieds français de front, faisant face au fleuve Saint-Laurent, sur 170 pieds de profondeur, en suivant le côté sud ouest du chemin de Chambly.

Quant à sa position exacte, voici ce que nous lisons dans un procès-verbal de mesurage du même arpenteur, en date du 9 août 1809, alors qu'il s'agissait de délimiter le terrain qui fut vendu à la fabrique pour y construire l'église : "J'ai mesuré le long du dit chemin (Chambly), côté sud-ouest, dans l'alignement des murs du vieux fort, etc." ; l'un des murs longeait donc le côté sud-ouest du chemin de Chambly. Un des plus vieux citoyens de Longueuil nous a répété la même chose et se rappelle qu'il y avait une *grande porte* dans le mur qui donnait sur le chemin de Chambly. Le mur faisait face au fleuve, était à environ dix ou quinze pieds au nord-ouest de la rue Saint-Charles. Nous pourrions trouver facilement des restes de ces fondations en creusant un peu sur le terrain de la fabrique ; nous voyons aujourd'hui un gros orme près de la maison de la fabrique, qui repose exactement sur le mur du vieux fort ; il est très aisé de s'en convaincre en examinant les racines de cet arbre.

Sur le plan de M. Sax, on voit que la continuation de la rue Saint-Charles est tracée à travers le fort, mais qu'elle est sans issue. Ce qui indique que cette rue n'était que projetée. Elle n'a été ouverte qu'après 1811, c'est-à-dire après la construction de l'église commencée en 1810. A cette époque, et même plusieurs années après, le chemin public suivait le bord du fleuve.

Nous avons aussi pu constater, en observant les travaux de creusement qui furent faits pour la construction du perron de la nouvelle église (1885), l'existence d'un mur qui avait sans doute appartenu au vieux fort : ce mur, d'environ 50 pieds de longueur, était parallèle à la rue Saint-Charles et se trouvait exactement sous la seconde marche du perron actuel de l'église. Ce sont là les seules données que nous ayons pu avoir relativement à la position et à la grandeur du fort de Longueuil.

Voici ce qu'en disait Louis XIV dans la lettre de noblesse qui élevait Le Moyne au titre de baron de Longueuil : " Il (Le Moyne) a fait bastir à ses frais, un fort flanqué de quatre bonnes tours, le tout de pierre et maçonnerie, avec un corps de garde, plusieurs grands corps de logis, et une très belle église, le tout décoré de toutes les marques de noblesse, avec une belle basse cour, dans laquelle il y a grange, étable, bergerie, colombier et autres bâtiments, tous de maçonnerie, enfermés dans le dit fort."

Le fort était à deux étages, et ses tours étaient rondes.

Ce fort, si spacieux et si solide, servait à abriter les colons pendant les attaques des Iroquois, qui devenaient de plus en plus fréquentes, dans les commencements de l'établissement de cette paroisse.

Il exista plus d'un siècle et fut incendié, en 1792.

Il avait coûté à M. de Longueuil la somme de 60,000 livres (à peu près \$40,000), somme considérable, si l'on considère le bon marché des matériaux de construction et de la main d'œuvre à cette époque.

Les Américains l'occupèrent pendant la guerre de 1775 ; en 1792, lorsqu'il brûla en partie, les Anglais y tenaient encore garnison. En 1810, voyant que les murs menaçaient ruine, on résolut de le démolir : on se servit des pierres de son enceinte pour les murs de l'église alors en construction.

M. de Longueuil construisit en outre un moulin à farine et une brasserie, tous deux en maçonnerie et près du fort. Il employait en même temps au-delà de trente personnes à défricher et cultiver ses terres et à d'autres travaux.

Louis XIV, dans sa lettre, lui fait ce compliment, qu'à cette époque (1700) la seigneurie de Longueuil était la seule bâtie et fortifiée de cette manière, et qu'elle avait puissamment contribué à la conservation des habitants des seigneuries voisines.

ALEX. JOBOIN

ETAT DES SERVICES DE PHILIPPE IGNACE AU-
BERT DE GASPÉ, GRAND-PÈRE DE L'AUTEUR
DES *ANCIENS CANADIENS*

En 1727, il est entré cadet dans les troupes et a fait exactement le service dans les garnisons jusqu'en 1735, qu'il fit la campagne contre les sauvages (Renards), sous les ordres de M. de Noyelle.

En 1739, il fut fait enseigne en second et fit la campagne sous les ordres de M. le baron de Longueuil, pour aller réduire les sauvages Natchez et Chikakas.

En 1742, il fut détaché pour aller tenir garnison à Michilimakinac, et y a servi trois ans sous les ordres de M. de Verchères.

En 1745, il a été fait enseigne de l'Acadie, en cette qualité, sous le commandement de M. de Ramezay. Il y resta pendant l'été. L'hiver suivant, il fut détaché, avec M. de Coulombier de Villiers, aux mines, d'où ils chassèrent les Anglais. En 1750, il fut détaché pour aller faire bâtir un fort à la rivière Saint-Jean où il a commandé pendant deux années et demie.

En 1753, il a monté, dans l'hiver, à la Belle-Rivière, pour l'établissement qu'on y avait, et il était avec M. de Villiers, pour prendre le fort *Necessity* sur les Anglais.

En 1755, il fut détaché, cinq mois, avec M. de Villiers, pour couvrir le fort Niagara et empêcher les incursions des Anglais sur ce fort.

En 1759, il fut fait capitaine, et passa l'espace de six mois au portage de Carillon, sous les ordres de M. de La Corne, et l'hiver suivant il fut commander au fort Saint-Frédéric, où il a été jusqu'au printemps de 1757, où on lui donna l'ordre de se rendre au portage de Carillon, pour y commander, et de là il a fait la campagne, sous les ordres de M. de Montcalm, pour la prise du fort George.

En 1758, il a eu ordre de se rendre à Carillon, où il a resté pendant l'été, sous les ordres de M. de Montcalm; et s'est trouvé à l'affaire du 8 juillet, où les ennemis furent repoussés avec grandes pertes.

En 1759, il eut ordre, dès le printemps, de se rendre à Carillon, jusqu'à l'évacuation qu'on a faite de ce fort, pour y commander deux piquets des troupes de la marine; et de là il s'est rendu à l'Île-aux-Noix, où il est resté jusqu'à la dernière saison.

En 1760, il se trouvait à la bataille gagnée sur les Anglais, le 28 avril, après laquelle, ayant accepté la place de capitaine des grenadiers que l'on avait formés des troupes de la colonie, au lieu de M. de La Ronde Denis, qui avait été tué dans l'affaire; il a commandé cette compagnie pendant le siège et à la tranchée, qui a été ouverte, l'espace de dix huit jours après la levée du siège.

Il est revenu à Deschambault continuer ses services avec la compagnie des grenadiers, sous les ordres de M. Dumas.

D'après les certificats de MM. de Ramezay et de Noyelle, il s'est acquitté de ses devoirs avec valeur, zèle et distinction.

LA COUETTE DE NOS ANCETRES

On sait que nos pères portaient la *couette*, c'est-à-dire qu'ils tenaient leurs cheveux noués en couette par derrière.

Le naturaliste suédois Kalm qui visita la Nouvelle-France en 1749 trouva cette coutume tellement belle qu'il l'adopta. Il retourna en Europe par la Nouvelle-Angleterre. Nos voisins, eux, portaient les cheveux très courts. Aussi quand Kalm passa à Albany, les gamins coururent après lui en l'appelant Français. Les plus hardis même voulurent lui tirer la *couette*.

P. G. R.

UNE CHANSON SUR L'EXPÉDITION DE WALKER, EN 1711

Noël Juchereau de Maure, l'auteur de la chanson suivante, était le frère de la célèbre hospitalière historien Juchereau de Saint Ignace, et neveu du vieux seigneur de Beauport, le vaillant Nicolas Juchereau de Saint-Denis, qui eut l'honneur d'être blessé, en 1690, au premier engagement de la Canardière.

Détail comique, j'ai copié cette chanson dans un vieux livre de prières. Quelque enthousiaste religieuse de l'époque l'aura sans doute trouvée si belle qu'elle l'aura prise pour un cantique.

(Sur l'air : *Oh ! que de besogne à leur fusée ! Elle est mêlée, etc.*)

Ouacre, Vêche et Neglesson (1)
Par une matinée,
Prirent résolution
De lever deux armées.
Oh ! que de besogne, etc.

Prirent résolution
De lever deux armées ;
L'une, partie de Boston,
Sar cent vaisseaux portée.
Oh ! que de besogne, etc.

L'une, partie de Boston,
Sur cent vaisseaux portée ;
Les plus beaux ont fait le plongeon
Dedans la mer salée.
Oh ! que de besogne, etc.

Les plus beaux ont fait le plongeon
Dedans la mer salée !
La plus belle, Neglesson
Ne l'a pas amenée.
Oh ! que de besogne, etc.

La plus belle, Neglesson
Ne l'a pas amenée ;
Elle avait mal aux yeux, dit-on,
Craignant trop la fumée !
Oh ! que de besogne, etc.

(1) Walker, Vetch et Nicholson.

Elle avait mal aux yeux, dit-on,
Craignant trop la fumée
Des mousquets et du canon,
De la mèche allumée !
Oh ! que de besogne, etc.

Des mousquets et du canon,
De la mèche allumée !
—“ Ils reviendront, dit Pigeon,
Dès la prochaine année ! ”
Oh ! que de besogne, etc.

ERNEST MYRAND

LES ÉLECTIONS SOUS L'UNION

La loi des élections était alors bien imparfaite et bien singulière. Dans la plupart des comtés il n'y avait qu'un endroit fixé pour la tenue de l'élection. Au jour désigné par les writs et annoncé par des avis publics, l'officier-rapporteur se rendait à cet endroit, où il avait fait d'avance ériger un husting aux frais des candidats, et il lisait la proclamation. Puis il demandait aux électeurs présents de nommer leur représentant. S'il n'y avait qu'un candidat de nommé par la foule, alors ce candidat était proclamé élu. Mais, s'il y en avait plusieurs, et que les candidats, ou leurs représentants, ou trois électeurs demandassent un poll, alors l'officier-rapporteur se rendait à une maison choisie par lui, procédait à la réception et à l'enregistrement des votes. Le poll devait durer aussi longtemps qu'il y avait des votes d'offerts. Si le vote se ralentissait, l'officier-rapporteur pouvait annoncer qu'il fermerait le poll après une heure écoulée sans inscription de vote. Là-dessus, les candidats ou leurs représentants pouvaient demander l'ajournement du poll au lendemain. Et le lendemain, si une heure s'écoulait sans qu'aucun vote ne fût enregistré, le poll était déclaré clos et l'élection était terminée. Le poll devait se tenir de huit heures du matin à cinq heures du soir. Avec un pareil système, une élection pouvait durer indéfiniment. Celle de Montréal, en 1832, dura 24 jours !

IGNOTUS

RÉPONSES

Jean-Baptiste Cadeau. (V, XI, 675.)—Une lettre m'arrive demandant de produire les pièces authentiques concernant " le fameux Cadot qui résista aux troupes anglaises dans la défense du fort du Sault Sainte-Marie, vers 1763." Nous voici en présence d'une légende dont l'explication n'exige pas des volumes ni un long examen. Donnons-là d'abord telle que mon correspondant la rapporte :

" Montcalm avait envoyé l'ordre à Cadot de garder le fort sauvage, ce qu'a fait ce valeureux soldat, qui a préféré mourir que de se rendre. On trouva ce brave mort, enveloppé dans le drapeau de la France. Nul n'aurait su qui il était, si l'on n'avait découvert dans l'une de ses poches une commission au nom de Cadot, bas-officier au régiment de Normandie, natif de la seigneurie de L'Aigle, aujourd'hui département de l'Orne, France."

Autant de mots, autant d'incorrections dans ce passage.

Voyons les faits : Mathurin Cadot (écrit parfois Cadau) dit le Pontevin, paraît s'être établi à Bécancour, dans le district des Trois-Rivières, vers 1682. Le 31 juillet 1688, il épousait Marie Durand, élève des Ursulines de Québec. Elle était fille d'un Saintongeois et d'une Huronne. Cadot et sa femme ont vécu à Bécancour et y sont morts tous deux vers 1730.

Un de leurs fils, Jean, né en 1693, se maria avec Marie-Josephte Proteau, de Sainte-Anne de la Pérade, et eut plusieurs enfants, parmi lesquels Augustin, Michel et Jean-Baptiste, celui-ci né le 5 décembre 1723.

Bécancour, le Cap de la Madeleine, Champlain et Batiscan, ont fourni la bonne moitié des coureurs de bois et des voyageurs de l'ouest jusqu'à 1753, et plus tard. Jean-Baptiste Cadot fut du nombre, à partir de 1750 ou même auparavant.

Deux Canadiens, les sieurs de Bonne de Miselle et Le Gar-

deur de Repentigny, commerçants de fourrures, se firent accorder, en 1750, un grand morceau de terre au Sault Sainte-Marie, pour y établir un poste de traite, qu'ils entourèrent de palissades, selon l'usage. C'est ce que l'on appelait un fort — mais l'administration n'eut aucunement à s'en occuper, pas plus que si, ayant à défendre Toulon ou Marseille, je m'amusais à donner des ordres à la Pologne.

Cadot se fit interprète, au service de de Bonne, et acquit un lopin de terre sur lequel il érigea une maison confortable. En octobre 1756, il épousa Anastasie, fille d'un chef Sautaux renommé. Le Père M. L. Lefranc, de la compagnie de Jésus, bénit ce mariage.

Lorsqu'arriva la cession des territoires français à l'Angleterre, la société de Bonne Repentigny croula, mais Cadot se maintint sur sa terre. Le fort lui restait et il continua le commerce des pelleteries. Plusieurs personnes qui l'ont connu alors et par la suite, disent que c'était un homme de talent, rempli d'initiative. Il vivait largement, pouvait compter sur l'amitié des sauvages, savait plaire, attirer et commander.

L'été de 1762, le lieutenant Jamet, de l'armée anglaise, fut envoyé au Sault Sainte-Marie avec un petit détachement. Cadot le reçut très bien. Le drapeau blanc flottait toujours sur la résidence du traiteur, et je ne sache pas qu'on l'ait molesté à ce sujet. Par malheur, vers le mois de janvier suivant, le feu prit au fort et tous les bâtiments furent consumés, à la réserve de la maison de Cadot. Les provisions de bouche étant brûlées, les soldats et Cadot se réfugièrent à Michilimakinac.

En 1764, durant la guerre de Pontiac, Mme Cadot sauva la vie à Alexandre Henry, un marchand anglais, qui nous a laissé des mémoires sur Cadot. Il n'est pas le seul, d'ailleurs; les documents qui concernent notre héros rendent son histoire parfaitement intelligible.

Henry et Cadot formèrent, en 1765, une société pour l'exploitation du commerce des fourrures. Ils étendirent leurs courses au-delà des bouches de la Saskatchewan en 1776.

Anastasie mourut en 1767, au Sault Sainte-Marie. Elle laissait quatre enfants : René, 1757 ; Charlotte, 1759 ; Jean-Baptiste, 1761 ; Michel, 1764.

Cadot se remaria avec Marie Monët de Moras de Langlade, d'une famille de Nicolet, établie à la Baie Verte du lac Michigan.

En 1796, Cadot, âgé de 73 ans, se donna à ses fils Jean-Baptiste et Michel, deux hommes actifs et très influents dans la contrée. On peut dire qu'ils étaient riches, rois du pays, aimés de tous.

En 1812, les Cadot se conduisirent avec bravoure sur différents points de l'ouest, dans l'intérêt de la cause anglo-canadienne.

Jean-Baptiste disparaît après cette date. Il a donc atteint l'âge de quatre-vingt-dix ans, ce qui le fait rester un bon demi siècle enveloppé dans le drapeau de la légende.

Sa descendance a tenu dans l'ouest une place marquée. Les Cadot gagnaient beaucoup d'argent et savaient en jouir.

En 1818 il y avait à la Rivière Rouge, un nommé Augustin Cadot qui y demeurait depuis 1780. Je crois qu'il était frère de Jean-Baptiste.

Les Cadot actuels des districts des Trois-Rivières et de Montréal sont de la même souche étant issus de Mathurin Cadot le Poitevin marié en 1688, comme il a été dit en commençant.

Le prétendu défenseur de la forteresse du Sault Sainte-Marie, mourant enveloppé dans les plis de son drapeau est une bonne farce, comme celle du vieux soldat qui s'enroule dans un pavillon de navire, sur le champ de bataille de Carillon et se laisse geler à mort. L'un de ces jours, on inventera le drapeau de Cadot, pour faire pendant à celui de

Carillon, une autre blague, celle-là, que nous avons gobée avec enthousiasme.

Cadot, sous-officier au régiment de Normandie ! C'était un garçon des Trois-Rivières faisant le commerce des peaux de castor.

Cadot abominant les anglais ! Il n'a pas eu de meilleurs amis, leur a été secourable en tout temps et a fait sa fortune avec eux.

Cadot s'inspirant du " patriotage " de nos jours ! C'est trop fort ! Cela ressemble au voyageur Cadieux écrivant, il y a plus de deux cents ans, une chanson dans le langage et le goût qui règne depuis 1830 ! O légendes, qu'il faut être naïf pour vous croire !

BENJAMIN SULTE

L'abbé Paul Cassegrain. (V, VII, 635.)—En 1867, en traversant les Alpes par Chamounix, je fis la rencontre dans la diligence d'un capucin, le père Laurent, supérieur d'une maison de religieux à Paris, homme fort instruit, très spirituel, et de bonne compagnie. Il connaissait tout, à la ville et à la cour. En causant, il me mentionna un prêtre du nom de Cassegrain, curé vers le milieu du dernier siècle d'une petite paroisse près de Paris, aux environs de Versailles, qu'il me nomma, mais dont j'ai oublié le nom. C'était, me dit-il, un saint à canoniser et dont on se rappelle encore les vertus. Le cardinal Fleury l'avait choisi pour son confesseur.

Mgr Pie, alors évêque de Poitiers, depuis cardinal, avec lequel j'eus l'honneur de m'entretenir longuement en route sur le vapenr, d'Ostie à Marseille, à mon retour de Rome, un mois après, me confirma ce que je lui dis tenir du père Laurent. Il eut occasion d'en causer ensuite avec mon frère, l'abbé Raymond, à Poitiers, et l'informa qu'une vie du digne curé avait été écrite et avait dû être publiée en France. J'ai

chargé mon frère dans son voyage annuel à Paris, 1887-8, d'en faire la recherche, mais il n'a pu trouver cette biographie.

Le personnage mentionné par le père Laurent et le cardinal Pie doit être Paul Cassegrain, né à Augerville, en 1693, vicaire à Dangeau ; en 1718, chapelain de Notre-Dame de Lorette, au château d'Arbouville, et vicaire de Rouvray Saint-Denis, appelé de 1790 à 1794 Rouvray-les-Chaumes ; en 1722, chapelain de Sainville et vicaire de Sainville ; 1729, chapelain de Louville ; 1729, chapelain du marquis d'Allonville ; 1732, curé de Bouglainval ; 1734, fondateur et directeur de la communauté des sœurs de Saint-Rémy d'Anveau, aujourd'hui connue sous le nom de Bon Secours de Chartres ; 1734, chapelain du prieuré de Saint-Nicolas d'Anveau (fondé en 1100) ; 1745, vicaire d'Anveau.

Ce prêtre pieux refusa l'évêché de Québec que voulait lui faire accepter le cardinal Fleury, lequel l'avait choisi en 1742 pour chapelain et pour confesseur. L'abbé Cassegrain devint chanoine de Chartres en 1749, puis résigna son canonicat en faveur de son neveu Paul-Antoine. Il mourut à Anveau, en 1771, à l'âge de 78 ans. Par son testament, il légua cent pistoles à sa communauté pour célébrer chaque année la fête du Sacré-Cœur, et disposa d'une somme de deux mille livres en faveur des pauvres. Sa vie a été écrite par son neveu Paul-Antoine.

P.-B. CASGRAIN

La Nouvelle-Ecosse. (V, XII, 681.) — “ Le pays de l'Acadie, en y comprenant la grande Baye du fleuve Saint-Laurent, est une estendue de terre d'environ cent lieues en droite ligne, depuis le Cap de Rosier jusqu'au fort de Pentagoët ; et par mer, en faisant le tour de cet espace, on compte trois cents lieues de circuit, dont six vingt qui sont entre le cap de Rosiers et Canseaux, avaient été concédées autrefois à M. Denis, et c'est ce qu'on appelle la grande Baye de Saint-

Laurent, et le reste depuis Canseaux jusqu'à Pentagouët est proprement le païs de l'Acadie, dont le Port-Royal, étant la place principale, en est aussi comme le centre." (Mgr de Saint Vallier).

Dès 1621, Jacques I d'Angleterre, dans sa charte en faveur de Guillaume Alexander, donne à l'Acadie, ainsi qu'à l'île du Cap Breton et une partie du continent voisin, le nom de Nouvelle-Ecosse. R.

Louis Hébert. (VI, II, 696.)—Le premier colon français qui s'établit à Québec (1617) fut Louis Hébert, apothicaire, que des goûts particuliers, développés à Port-Royal quelques années auparavant, portaient vers la culture du sol dans le nouveau monde. Si Hébert eût eu plus d'imitateurs, c'est-à-dire un plus grand nombre de bons laboureurs, et moins de marchands au cœur sordide et aux vues étroites, la Nouvelle-France n'aurait pas eu à subir les atteintes de la cruelle famine qui fut une des grandes causes de la capitulation de Québec, en 1629.

Doué d'une persévérance et d'une énergie extraordinaires, Hébert fut, à proprement parler, le bras droit du fondateur de Québec, qui lui-même comprenait que, pour rendre une colopie stable, il fallait exploiter les ressources du sol, plutôt que faire le commerce. Le chef de la première famille française qui ait habité le Canada commença à ensemençer la terre, à la Haute-Ville de Québec, dès le printemps qui suivit son arrivée (1618), et il continua jusqu'à sa mort (1621) à défricher et à cultiver avec intelligence une portion de la terre qui lui avait été concédée par le roi de France. "Ça été, dit Champlain, le premier chef de famille résidant au pays, qui vivait de ce qu'il cultivait." A sa mort, ses champs fournissaient largement à la subsistance de sa famille.

Son corps fut enterré solennellement au cimetière des Récollets, sur l'emplacement de l'Hôpital-Général. En 1678, le père Valentin Le Roux, supérieur des Récollets, fit trans-

porter ses ossements dans les caveaux de l'église de son ordre, à la Haute-Ville.

Louis Hébert eut de sa femme, Marie Rollet, trois enfants : Anne, Guillemette et Guillaume. Anne épousa Etienne Jonquest, en 1618 ; ce fut le premier mariage célébré à Québec ; mais la première inscription sur le registre de Notre-Dame de Québec est celle du mariage de Guillemette avec Guillaume Couillard, en 1621. Guillaume Hébert épousa Hélène Desportes.

Il est peu de familles un peu anciennes au Canada qui ne puissent remonter par quelques-uns de leurs ancêtres jusqu'à celle de Louis Hébert.

N. E. DIONNE

Les Gugsy au Canada. (V,X,669.)—La famille Gugsy a laissé trop de souvenirs dans le pays pour que nous puissions la passer sous silence.

Conrad Gugsy était né à la Haguc, d'un officier suisse au service de la Hollande. Devenu grand, il se mit au service du roi d'Angleterre, et obtint un grade dans un régiment qui vint prendre part à la conquête du Canada. À la fin de la guerre il se trouva à disposer de sa commission, et consentit à s'établir dans le pays aux instances des autorités d'alors.

Connaissant parfaitement la langue française et la langue anglaise, il fut d'un grand secours dans les temps difficiles qui suivirent la conquête. C'était un gentilhomme dans la force du terme, franc et sans dol, très fort sur le point d'honneur, comme nous verrons bientôt, et très respecté par la population. Les Anglais l'estimaient beaucoup à cause des services qu'il leur rendait tous les jours, et surtout à cause de sa fidélité au drapeau britannique. Il professait, en effet, un vrai culte pour les institutions d'Angleterre, et il ne désirait rien tant que de les voir s'introduire dans notre pays. Les Anglais le récompensèrent de son dévouement à

leur cause en le nommant secrétaire du gouvernement et conseiller législatif. Il fut aussi membre du Conseil exécutif.

En 1785, lorsqu'il s'agit d'établir le jury pour certaines causes purement civiles, il franchit un espace considérable pour aller donner son vote en faveur de cette mesure. Il ne prévoyait pas alors qu'il serait victime de cette institution.

Le gouvernement ayant besoin de bois pour la construction des casernes, le capitaine Twiss s'engagea à en descendre une grande quantité par la rivière *Machiche*. Mais la digue construite au moulin de la *Grande Rivière* empêchait la descente du bois. Conrad Gagy s'étant transporté sur les lieux, trouva un moyen de franchir l'obstacle et le bois se rendit à sa destination. Le capitaine Twiss, cependant, quitta le pays sans avoir payé aucun dommage ; Conrad Gagy restait, il fut actionné, et l'on nomma un jury pour cette cause. Le jury trouva Conrad Gagy coupable d'avoir indiqué l'endroit où l'on pouvait passer le bois, et le chargea des frais et dommages qui s'élevèrent à un montant ruineux. Quelque temps après, on réforma ce jugement, mais il était déjà trop tard. Conrad Gagy reçut cette sentence sans dire un mot de plainte ni de réplique ; revint à son manoir, à Yamachiche, et s'enferma dans sa chambre. Le lendemain on le trouva appuyé sur le bras d'un sofa, froid comme le marbre. Orgueilleux et sensible, le verdict rendu contre lui l'avait littéralement tué.

Il laissa son héritage à Barthélemi Gagy, son frère cadet, qui s'était mis au service du roi de France. Un seul exemple pourra donner une idée du caractère noble et loyal de ce dernier.

Lui et son fils, Louis Gagy, reçurent des offres avantageuses pour les engager à entrer dans l'armée révolutionnaire, mais ils refusèrent généreusement, et le colonel parvint à traverser la France avec son régiment sans perdre un seul

homme. Arrivé sur la frontière de la Suisse, il offrit ses chevaux en vente, et il arriva que Jérôme, celui-là même qui avait reconnu et livré Louis XVI, se présenta comme acheteur. Il n'aura pas mon cheval, s'écria le noble et loyal colonel, et il s'empessa de le tuer afin d'être bien sûr qu'il ne tomberait pas entre les mains du traître.

Le colonel B. Guky servait dans le régiment des Gardes-Suisses. Il vint au Canada dès qu'il eut quitté le service de la France.

Son fils, Louis Guky, lui succéda. C'est celui ci qui a laissé le plus de souvenirs à Yamachiche. Il était né à Paris et avait toute l'exquise politesse française ; il était, d'ailleurs naturellement doux, hospitalier et affable.

Lorsque le gouvernement imposait de lourdes corvées aux cultivateurs, lorsqu'il les obligeait, pendant un hiver à loger et nourrir les troupes anglaises, c'est le seigneur Guky qui devait répartir les charges parmi ses censitaires. Les bons habitants ne savaient rien refuser à leur seigneur, et ils supportaient sans trop de murmures ce joug insupportable.

Louis Guky occupa pendant quelque temps la charge de shérif des Trois-Rivières ; mais, en 1812, le pays ayant besoin de ses services, il ceignit de nouveau les armes, et commanda le troisième bataillon de la milice incorporée. C'était un officier fort respecté et fort aimé de ceux qui se trouvaient sous son commandement. Au retour de la paix il obtint un siège dans la chambre d'assemblée et devint aussi membre du Conseil Législatif. Quelque années plus tard, il était shérif de Montréal.

Louis Guky n'a laissé que d'heureux souvenirs parmi ses censitaires d'Yamachiche. A Montréal, le parti canadien-français ne lui a jamais pardonné d'avoir pris fait et cause pour les Anglais, surtout dans les circonstances graves de l'élection de 1832.

Il mourut en juillet 1840.

Ce fut son fils, B. C. A. Gagy, qui lui succéda dans la possession de la seigneurie de Grand-Pré et de celle de Gros-Bois. L'histoire s'est déjà chargée de faire connaître le nom de ce dernier qui a certes bien eu son temps de gloire.

L'ABBÉ NAPOLEON CARON

L'histoire du Canada avant 1672. (V, VI, 628.)—Jean Cabot prétendait avoir vu les terres du Labrador, de Terre-neuve ou du Cap-Breton en 1497. Ce fut la première notion que l'on eut en Europe de l'existence de ces côtes que l'on prenait pour des îles perdues dans le voisinage du Japon.

En 1500, Cortereal se rendit au Cap-Breton et fit connaître la position géographique de cette terre, de manière à y attirer les navigateurs et les pêcheurs de morues.

Jean Denis, de Honfleur, dressa en 1506 une carte du golfe Saint-Laurent qui s'avance presque jusqu'à l'île Anticosti. Elle répandit chez les marins de la Normandie la connaissance de ces lieux de pêche et de chasse.

Thomas Aubert, de Dieppe, visita le golfe en 1508, ayant à son bord le jeune Jean Verrazano. De tout cela, on ne fit aucun mystère, non plus que du voyage de Jean de Léry sur les côtes de la Nouvelle-Ecosse en 1518.

Verrazano partit de France l'automne de 1523, revint en juillet 1524, après avoir examiné les côtes depuis le Cap-Breton jusqu'à la Floride, et nommé ces vastes pays "La Nouvelle-France," nom qui fut bientôt adopté par toute l'Europe pour désigner ces terres inconnues la veille. Le rapport de Verrazano, quoique mis en circulation sous forme de copies, ne fut imprimé qu'en 1582 pour la première fois ; du moins c'est la date la plus ancienne que l'on connaisse.

Jean Parmentier, en 1529, parle des découvertes, des Sauvages, de la pêche de l'Amérique du Nord. On pensait alors que ces terres n'étaient pas profondes et que l'océan Pacifique devait se trouver où sont nos grands lacs.

Cartier tenait de tous ces devanciers un certain nombre de renseignements, et il fit le voyage de 1535 pour chercher un fleuve, afin de le remonter de manière à savoir la distance qui sépare l'Atlantique du Pacifique. Rendu à Montréal, il comprit qu'il était au centre d'un continent. Cette découverte fut ensuite ébruitée en Europe. Bien plus, Jean-Alphonse Fonteneau, pilote de Cartier et Roberval, publia son *Routier* qui plaça en pleine lumière la question de l'Amérique du Nord.

La bibliothèque du Canada se formait ainsi, à mesure que cette contrée sortait des limbes du passé. Les livres, les brochures, les cartes, les globes, les portulans ne manquaient pas pour éclairer ceux qui désiraient s'instruire à ce sujet.

Les livres d'André Thevet, de 1555 à 1575, contribuèrent encore à agrandir la science de ce côté.

La Popelinière, dans son *Histoire des Trois-Mondes*, en 1582, donne sur la région du Canada à peu près tout ce qu'il importait de savoir pour le lecteur en général.

La Floride de Basanier, en 1586, renferme aussi des notes à consulter sur la contrée nord.

Richard Hakluyt produisit en 1600 le résultat de ses études dans cette direction et réveilla l'attention de l'Europe sur les terres nouvelles.

Ramusio fit de même en 1606.

Marc Lescarbot a laissé sur l'Acadie, de 1604 à 1613, nombre d'ouvrages très remarquables.

Les œuvres de Samuel Champlain vont de 1608 à 1629 et forment à présent quatre gros volumes ; mais ces écrits furent publiés tout d'abord en brochures, du vivant de l'auteur, comme c'était le cas pour Lescarbot.

La lettre du Père Biard, sur l'Acadie (1611), est une longue explication de tout ce qui concerne les côtes du Maine en remontant au nord jusqu'au Cap-Breton, sans oublier le Saint-Laurent et le Bas-Canada.

Remarquez que les Français n'avaient que de tout petits établissements dans ces parages, et pourtant venez voir dans ma bibliothèque les nombreux écrits dont on pouvait se servir dès lors pour connaître le Canada !

Le frère Gabriel Sagard, dans son *Voyage au pays des Hurons* et dans son *Histoire du Canada*, qui furent publiés en 1636, abonde en renseignements sur les grands lacs et les territoires arrosés par le Saint-Laurent.

Les *Relations* des Jésuites formaient un volume annuel, de 1625 jusqu'à 1673, de ce qui se passait au Canada.

La Société de Montréal, à partir de 1641, publia aussi des brochures.

La Mère de l'Incarnation écrivait, de 1639 à 1670, d'innombrables lettres pour faire connaître le Canada.

Ducreux publia en 1664 une *Histoire du Canada* qui commence en 1500 et s'arrête en 1656.

Pierre Boucher donna, en 1664, une *Histoire Naturelle du Canada*, où il démontre que c'est un pays plein de ressources mais dont personne n'a encore su rien tirer excepté des peaux de castor.

Cette longue liste de livres doit suffire à nous convaincre de l'existence d'une histoire du Canada, écrite, complète, imprimée, mise en circulation depuis longtemps, lorsqu'il a plu à Nicolas Denys, en 1672, de publier ses deux volumes, qui ne traitent que des côtes de la mer et de la pêche de la morue, et qui n'est aucunement une "Histoire du Canada." De fait, il l'intitule : *Description Géographique et Historique des côtes de l'Amérique septentrionale, avec l'histoire naturelle du pays.*

Or, tout récemment, j'ai lu dans les journaux :

"Nicolas Denys remplissait des fonctions importantes dans le gouvernement de la Nouvelle-France, quand le Maine ne faisait pas encore partie des Etats-Unis. Il est question à Lewiston d'ériger un monument à ce premier historien de l'Amérique du Nord."

Ses fonctions consistaient à faire la pêche pour son compte personnel, au Cap-Breton, où il n'a créé aucune colonie. Il ne s'est pas même occupé des établissements des Français en Acadie ou Nouvelle-Ecosse. Son livre a de la valeur en ce qui regarde les affaires de la pêche de la morue et la navigation des bords de la mer, depuis Terre-Neuve au Maine.

Denys ne pouvait pas être un fonctionnaire de l'Etat, car il n'y avait point de population blanche dans l'étendue de ses domaines de pêche. Il n'a pas connu le Canada et n'en a pas écrit l'histoire. Son livre est plutôt le dernier que le premier paru concernant les provinces maritimes.

Vous voyez ce qui en est de la note des journaux.

BENJAMIN SULTE

L'orthographe du nom de Saint-Vallier. (V, II, 576.)—L'usage assez général au Canada est d'écrire *Saint-Valier*. On trouve cette orthographe en tête de l'édition du *Rituel*, dans les mémoires de l'abbé de la Tour et dans maints autres ouvrages. Nous croyons cependant qu'il faut écrire ce nom avec deux *l*. On le trouve orthographié ainsi : 1° Dans les contrats de fondation de l'hôpital général de Québec et dans d'autres actes notariés passés soit en France, soit au Canada ; 2° Dans les annales du même monastère, notamment dans la partie écrite du vivant de son fondateur ; 3° Dans divers écrits reçus de France en divers temps et venant de sources différentes ; 4° Dans les mémoires du duc de Saint-Simon ; 5° Dans plusieurs dictionnaires historiques, biographiques et héraldiques ; 6° Dans les œuvres des abbés Faillon et Casgrain, aussi bien que dans celles de Parkman, etc., etc. Une raison, du reste, qui prime toutes les autres, c'est que la famille même de Mgr de Saint-Vallier écrit son nom avec deux *l*.

R.

QUESTIONS

703.—René Doumic, dans une étude qu'il vient de publier dans la *Revue des Deux Mondes*, sur le livre que M. Paul Stepper vient de consacrer à la famille et aux amis de Montaigne, dit, en parlant de ce dernier :

“ Il s'est adressé à tous ceux qui pouvaient lui apporter quelques renseignements utiles, il a marié et multiplié l'information. Il interroge ceux que le hasard met sur sa route et fait parler ceux qui passent près de son château. Il a chez lui un homme qui a demeuré dans la *France antartique*, et par un intermédiaire il lie conversation avec plusieurs matelots et marchands qui l'avaient accompagné dans ce voyage. Ce lui est un moyen de s'enquérir des coutumes des pays que nous tenons pour barbares et de les comparer avec les nôtres.”

Où était située cette *France antartique* qui intéressait tant Montaigne, et par quels pays est-elle représentée aujourd'hui ?

AUG.

704.—Où pourrais-je me procurer des renseignements sur la “ Société du feu ” qui existait au commencement du siècle dans la cité de Québec ?

POMP.

705.—Le colonel Le Compte Dupré, dont il est souvent question dans les récits du siège de Québec par les Américains, en 1775, appartenait-il à l'armée régulière ou à la milice canadienne ?

SOLP.

706.—On m'affirme qu'il n'y a pas, à Caughnawaga, une seule famille purement iroquoise, que toutes ont fait des alliances avec des blancs. Qui peut me renseigner justement là-dessus ?

RRO

707.—Pouvez-vous me dire où sont établis les restes des différentes tribus sauvages, telles que les Iroquois, les Hurons, les Abénaquis, etc., etc., qui se partageaient autrefois le territoire du Canada ?

SAUV.



EGLISE DE SAINT-CLET DE SOULANGES

BULLETIN

DES

RECHERCHES HISTORIQUES

VOL. 6

AVRIL 1900

No. 4

SAINT-CLET DE SOULANGES

Le 24 septembre 1849, Monseigneur Ignace Bourget, évêque de Montréal, lançait un décret pour l'érection d'une paroisse dans le comté de Vaudreuil, seigneurie de Soulanges—le comté de Soulanges n'a existé qu'en 1853.

Cette paroisse, qui comprenait les concessions de Sainte-Anne ou Côte Rouge, de Saint-Jacques, de Saint-Emmanuel et du Ruisseau Saint-Hyacinthe, fut placée sous le vocable de saint Clet, pape et martyr. Une proclamation du gouverneur, lord Elgin, reconnut cette paroisse canonique et lui donna l'existence civile, le 14 mars suivant.

Tout ce territoire, auquel on a ajouté quelques terres par un décret en date du 24 février 1871, faisait partie de la paroisse de Saint-Ignace du Côteau-du-Lac. Messire Théophile Brassard, alors curé de cette dernière paroisse, fit, en 1849, l'élection des syndics qui devaient acheter un terrain, procéder à la répartition légale, puis bâtir église, presbytère et dépendances curiales. Le site de la nouvelle église fut marqué à l'endroit où elle se trouve maintenant, par Messire Paul-Loup Archambault, archiprêtre, chanoine honoraire de la cathédrale de Montréal, vicaire-général de Mgr Bourget et curé de Vaudreuil.

Ainsi s'évanouirent à jamais les espérances des habitants du Ruisseau, nord et sud, qui, depuis vingt ans, avaient dépensé beaucoup d'argent en voyages, en démarches auprès des évêques de Québec, et même en bâtisses, puisqu'ils avaient construit une chapelle et un presbytère au village du Ruisseau, aujourd'hui Pont-Château.

En principe, ils étaient opposés au site de la nouvelle église, mais voyant le terrain leur échapper et ne voulant pas perdre toute la partie, en allant au Côteau-du-Lac, ils se rallièrent aux citoyens du haut de la paroisse, pour bâtir avec eux sur le rang de Saint-Jacques.

Tout alla si bien qu'au bout d'une année et quelques mois, toutes les bâtisses furent à peu près achevées. Cependant, dans le but d'agrandir plus tard l'église, on ne fit qu'une façade provisoire en bois. La façade actuelle, en pierre de taille et le colossal clocher ne furent ajoutés qu'en 1871.

La première messe à Saint-Clet a été célébrée dans la sacristie, par Messire C.-E. Marsolais, le 5 mars 1851, jour qui coïncidait avec le mercredi des Cendres.

Au mois de septembre de la même année, le 23, eut lieu la bénédiction de l'église et de la cloche qui sonne encore, par Messire F. Cholette, curé de Saint-Polycarpe.

Cette cloche, du poids de 535 livres, fut nommée Marie-Louise, Eugène, Rose et Justine. Pour n'avoir pas un seul nom à la mode d'aujourd'hui, elle s'en trouve aussi bien et n'en sonne que mieux.

Le presbytère actuel a été construit par M. Chagnon, en 1886.

M. Marsolais, premier curé, prit possession de sa cure le 4 mars, et le lendemain, il ouvrit les registres en y inscrivant le premier baptême fait dans cette paroisse. Un desservant et six curés ont exercé le ministère à Saint-Clet. Ce sont :

MM. Th. Brassard, desservant, de 1849-1851 ; C.-E. Marsolais, 1er curé, de 1851-1866 ; Henri Morin, de 1866-1867 ; M. Théop. Thibaudeau, de 1867-1869 ; M. Théop. Chagnon, de 1869-1890 ; M. Gaspard Bérard, de 1890-95, et A.-Chs. Dugas, de 1895-1900.

A. C. D.

PRETRES FRANÇAIS PRISONNIERS DANS LE PORT DE QUÉBEC EN 1801

Dans un remarquable travail lu en 1885 devant la *Société Royale*, M. l'abbé Bois parle au long des prêtres français qui, chassés de leur pays par la révolution, allèrent, en 1792 et les années suivantes, chercher un refuge en Angleterre. Ils s'y trouvèrent réunis jusqu'au nombre de huit mille et reçurent avec les émigrés laïques l'accueil le plus sympathique de la part tant du gouvernement que des familles nobles du pays. On calcule qu'il fut donné au-delà de \$9,000,000 pour le soutien de ces pauvres exilés.

“ Tandis que la France, dit le cardinal de la Luzerne, jusque-là si catholique et prétendant l'être encore, persécutait avec fureur les pasteurs catholiques, l'Angleterre, livrée depuis deux siècles au schisme et à l'hérésie, les accueillait avec humanité, se faisait le modèle du monde entier par sa générosité, comme elle en était le soutien par sa puissance. Quel touchant spectacle, quel admirable exemple a donné aux autres nations cette nation hospitalière, quand on l'a vue tout entière, clergé et laïques, roi et sujets, grands et petits, accourir au-devant des confesseurs d'une religion qui n'était pas la sienne, s'empresse de les accueillir, de soulager leurs douleurs, de subvenir à leurs besoins, d'en adoucir les maux ! Daigne Celui qui seul a dans sa main le digne prix de tant de bienfaits, lui en accorder les récompenses les plus abondantes, et surtout celle qui est la plus précieuse et la plus désirable ! Puissent les aumônes de ce peuple bienfaisant monter, comme celles de Corneille, jusqu'au trône céleste, et en faire descendre sur lui le don inestimable de la foi ! ”

On sait que ce vœu a été exaucé, en partie du moins, et que le séjour en Angleterre de tant de dignes et pieux ecclésiastiques français a fait disparaître bien des préjugés, amené la fin de bien des injustices et provoqué ces conver-

sions extraordinaires dont le courant n'a plus ensuite été interrompu.

Pour que les secours aux exilés fussent distribués avec intelligence et régularité, on avait nommé un bureau spécial présidé par M. Wilmot, et c'était Mgr de la Marche, évêque de Saint Pol-de-Léon, qui avait la gestion des sommes affectées au clergé. C'est avec ce dernier que l'évêque de Québec entretenait une correspondance suivie, et ce fut en partie par son entremise que quarante et un prêtres français purent venir en Canada et s'y dévouer dans l'exercice du saint ministère. Jusque-là, le gouvernement britannique avait été sourd aux demandes réitérées de l'évêque de Québec, et il fallut la révolution française et les persécutions qui en furent la suite pour changer ses dispositions hostiles et amener ici des ecclésiastiques très distingués pour la plupart et qui rendirent les plus grands services dans les différents postes qui leur furent confiés.

M. Bois donne la liste de quarante deux prêtres français qui vinrent au Canada de 1791 à 1806. Le dernier fut M. Nicolas-Aubin Thorel ; mais M. Bois se trompe en donnant 1806 pour la date de son arrivée. Ce monsieur débarqua à Québec le six octobre 1801 et mourut à l'Hôpital-Général le 22 janvier 1802 (1). De plus, il n'était pas venu précisément pour offrir ses services à l'évêque de Québec, mais était prisonnier avec dix autres abbés français à bord de la frégate anglaise *La Résistance*, et ne put descendre à terre que parce qu'il était dangereusement malade. Les autres furent obligés de rester à bord, et ce durant tout le mois d'octobre.

(1) Mgr Tanguay, dans son *Répertoire du clergé canadien*, a deux Nicolas-Aubin Thorel, dont l'un arrive en 1780 et l'autre en 1801, mais tous deux meurent le même jour, après entente préalable sans doute ! Inutile de dire qu'il n'y eut qu'un Thorel, et que si l'auteur en a vu deux, c'est probablement pour remplacer les centaines de noms qui manquent dans cet étonnant ouvrage.

Partie de Portsmouth au commencement d'août, *La Résistance*, capitaine H. Digby, qui servait d'escorte à quatre vaisseaux marchands, avait rencontré sur sa route un navire français dont j'ignore le nom, s'en était emparé, et avait fait prisonniers ces onze prêtres français qui se trouvaient au nombre des passagers. Continuant sa route, la frégate arriva à Québec vers le 1^{er} octobre, pour en repartir le 30. D'après les archives de l'Hôpital-Général, elle était infectée d'une maladie contagieuse, et ce fut cette raison qui empêcha les passagers de débarquer ; mais comme ils étaient prisonniers de guerre, il n'est pas étonnant qu'on ait tenu à les garder à bord, d'autant plus qu'à cette époque les dispositions bienveillantes du gouvernement britannique s'étaient déjà singulièrement modifiées.

Quoiqu'il en soit, les onze abbés français se trouvaient dans un état de pauvreté et de malpropreté impossible à décrire et quand M. Thorel arriva à l'Hôpital-Général, il se mourait de misère et de privations. Il était né à Ecouis et n'avait que quarante sept ans. L'annaliste ajoute : " Si cette misère fut un sujet de peine pour nous, elle n'en fut pas moins un sujet de grande édification, en voyant la constance et la résignation avec lesquelles ce vertueux ecclésiastique supportait ses maux, rendant ainsi hommage à notre sainte religion."

Voici, d'après des notes écrites par Mgr Plessis, les noms de ces malheureux prisonniers :

Ténèbre, curé de Croix-de-vie, département de la Vendée, diocèse de Luçon, sexagénaire.

Porte, curé des Mollettes, département et diocèse de Chambery.

Brus, curé au département de Tarn, diocèse de Lavaur.

De Jumilhac, chanoine du chapitre noble de la cathédrale de Toul.

Thevenet, chanoine de Lui-eaux, département de Saône et Loire, diocèse de Saint-Claude.

Plombat, curé de Sulvanbac, diocèse de Rodaz.

Jean Ragneau, religieux capucin, prêtre.

Al. Huysens, curé de Détrier, diocèse de Chamberry.

Colloquin, vicaire du diocèse de Rheims.

Trollé, desservant de Nancray, diocèse de Sens.

Thorel (ou Thorel), prêtre du diocèse de Rouen.

A la suite de cette liste écrite de la main de Mgr Plessis, je trouve la note suivante :

“ N. B. Ce dernier (M. Thorel) descendit de la frégate où il était prisonnier et mourut à l'Hôpital-Général où il fut enterré. Ce fut avec beaucoup de peine que le coadjuteur de Québec, Mgr Plessis, réussit à avoir la permission du gouverneur de faire mettre à terre M. Thorel alors dangereusement malade. Quant aux autres messieurs, la charité du clergé et des fidèles de la ville de Québec leur fit prodiguer tous les secours dont ils étaient capables pour rendre leur captivité plus supportable.”

On peut facilement se représenter leur déplorable condition : exilés de France, prisonniers de l'Angleterre, entassés sur une frégate déjà encombrée, entourée de marins protestants, ayant eu à souffrir de la faim et privés même de vêtements convenables, les voici enfin après une longue et pénible traversée, arrivés dans un port ami où ils ont l'espoir de débarquer pour se reposer de leurs fatigues et de leurs privations. Mais non, cette consolation leur sera refusée, et durant un mois, en face de cette ville catholique qui ne demanderait qu'à les recevoir et même à les garder, ils resteront prisonniers sur le bateau et ne pourront descendre sur la rive du repos et de la liberté. Du moins reçurent-ils des marques de la plus vive sympathie et les deux lettres suivantes en sont la preuve éloquente, de même qu'elles montrent quel effet produisait sur tous les étrangers l'imposante

et sympathique figure de monseigneur Plessis et aussi comme le clergé et le peuple d'alors savaient pratiquer la charité. Disons qu'il en est de même aujourd'hui et que nos pères sous ce rapport du moins n'auraient pas à rougir de leurs enfants. Voici ces deux lettres signées par tous les prêtres français dont je viens de parler ; elles font autant d'honneur à celui qui les a reçues qu'à ceux qui les ont écrites et elles m'ont paru assez intéressantes pour mériter de figurer dans les *Recherches Historiques*.

A Monseigneur le Coadjuteur de Québec,

A Québec.

Monseigneur,

Nous quittons la rade de Québec comblés de vos bienfaits ; daignez agréer l'hommage pur et sincère de notre reconnaissance : vêtus, nourris, secourus dans tous nos besoins spirituels et temporels, votre conduite à notre égard nous rappelle vivement celle des évêques de la primitive Eglise. Crainte de porter atteinte à votre modestie, nous garderons un silence profond sur tant de vertus dont l'éclat a fait sur nous une impression durable ; nous ne dirons rien de ce discernement des esprits qui vous rend si judicieux à connaître les hommes, de cette noble simplicité qui vous familiarise à tous, sans qu'aucun manque au respect qu'on doit à votre place et plus encore à votre mérite personnel ; enfin de cette charité effective, compatissante, qui vous gagne tous les cœurs en les élevant à Dieu. Jouissez longtemps de ces faveurs que vous avez reçues du ciel ; vous ne le ferez jamais que pour la gloire de Dieu et le salut des âmes. Pour nous, il nous restera le doux plaisir de publier vos vertus et vos bienfaits partout où la Providence dirigera nos pas ; nous osons y ajouter le regret sincère de nous voir éloigné d'un prélat qui nous laisse tant à admirer en lui. Il faut au reste, Monseigneur, que Dieu soit bien mécontent de nous, puisqu'il n'a pas trouvé à propos de nous ménager les moyens

de demeurer auprès de vous et dans cette terre heureuse de Gessen où les vrais israélites jouissent de l'heureuse liberté des enfants de Dieu, tandis qu'il nous faut revenir dans cette malheureuse Egypte, notre patrie, frappée peut être encore des ténèbres de l'erreur. Oh ! si jamais nous pouvions obtenir de Mgr l'évêque de Saint-Pol et du gouvernement anglais l'agrément de revenir à Québec, nous volerions vers vous, Monseigneur, comme vers un bon père, pour jouir du spectacle touchant de vos exemples et de vos vertus. C'est dans ces sentiments et avec ceux d'un profond respect que nous avons l'honneur d'être,

Monseigneur,

De Votre Grandeur

Les très humbles et très obéissants serviteurs,

BRUS, Curé,

Al. HUYSENS, Curé,

JEAN RAGNEAU, prêtre,

PLOMBAT, Ptre. curé,

P. S. Nous osons vous prier de faire agréer nos très humbles remerciements à tous vos dignes coopérateurs et aux dignes épouses de J. C. qui ont contribué à nous secourir, ainsi qu'à tous les fidèles, sans oublier ceux que l'humanité a rendus sensibles à nos malheurs.

A bord de la frégate *La Résistance*, ce 29 octobre 1801.

A Monseigneur le Coadjuteur de Québec,

A Québec.

Monseigneur,

L'accueil gracieux qu'a bien voulu nous faire Votre Grandeur nous a pénétrés de la plus vive sensibilité et a adouci les rigueurs inséparables de notre déportation ; il nous a d'autant plus flattés que nous le regardons comme un prélude et un heureux présage de celui que nous espérons avoir en France.

Nous avons été douloureusement affectés quand, après notre capture, nous avons su que nous allions être conduits

au Canada. Aujourd'hui nous regardons ce voyage comme un bienfait de la Providence qui nous y menait comme par la main, pour notre instruction et notre édification. Un prélat doué d'éminentes vertus, qui à une vraie modestie réunit une noble et touchante simplicité, un père dont l'âme généreuse et compatissante a été vivement émue à la vue de notre misère et de nos souffrances, et qui par une tendre et vigilante sollicitude nous a prodigué au-delà de nos souhaits tous les secours qui nous étaient nécessaires ; un clergé édifiant en qui nous avons trouvé des frères et des amis et des fidèles imitateurs de leur respectable modèle ; enfin un peuple de mœurs patriarcales ; tel est le spectacle ravissant qui nous attendait en Canada, et que nous avons vu avec admiration. Mais ce qui l'avait causée, Monseigneur, cette admiration, va devenir le sujet de nos vifs regrets. Nous aurions bien désiré ne point nous séparer de Votre Grandeur, fixer notre séjour dans votre diocèse, y respirer en paix, à l'ombre d'un gouvernement pacifique et protecteur, et consacrer nos veilles et nos faibles talents à coopérer au salut d'une partie du troupeau confié à vos soins. Mais cela n'entre pas dans les vues de Dieu ; nous ne sommes point assez purs, nous n'avons point encore été assez éprouvés dans le creuset des tribulations pour avoir l'honneur d'être agrégés de mœurs et de vertus angéliques. Semblables aux israélites murmureurs, nous aurons parcouru des yeux, à loisir, les côtes riantes et fertiles du Saint-Laurent ; nous aurons vu la terre d'abondance, la terre désirée, mais il ne nous aura pas été donné d'y poser les pieds. *Terram lacte et melle fluentem.*

Nous partons, Monseigneur, couverts de vos bienfaits, nous sommes pénétrés de la plus vive reconnaissance envers Votre Grandeur ; nous en sentons toute l'étendue, mais les expressions nous manquent pour la rendre.

Daignez agréer, Monseigneur, nos respectueux et sincères adieux ; nous prions le Très-Haut de vous conserver à ce

vaste diocèse pour son bonheur et son salut, sous les auspices d'une paix profonde, à l'abri des orages et des tempêtes révolutionnaires.

Nous vous laissons à regret l'infortuné Thorel, mais nous nous consolons sur son sort, le sachant en si bonnes mains ; et le recommander à votre sollicitude serait déjà avoir oublié combien vous êtes compatissant et généreux.

Nous avons l'honneur d'être,

De Votre Grandeur,

Monseigneur,

Les très humbles, très obéissants

et très respectueux serviteurs,

Les prêtres français,

TÉNÈBRE, DE JUMILLAC,

THEVENET, COLLOQUIN,

TROLLÉ, PORTE.

A bord de *La Résistance*, 30 octobre 1801.

C'est en vain que j'ai cherché d'autres documents sur ce touchant épisode. Que sont devenus ces abbés ? Ce qui est certain, c'est qu'ils ne sont point revenus en Canada, et s'ils ont écrit, leurs lettres n'ont pas été conservées.

Comme bien d'autres de leurs compatriotes, après avoir séjourné quelque temps en Angleterre, ils seront retournés dans leur patrie, emportant dans leur cœur le souvenir impérissable de la charité britannique et de leur pénible mais consolant voyage au Canada.

Mgr H. Têtu

JEAN BISSOT DE VINCENNES

Voici quelques notes supplémentaires à celles déjà publiées par notre ami Edmond Mallet, de Washington, sur ce voyageur et explorateur canadien, qui a, dit-on, donné son nom à la capitale de l'Indiana :

1668.—“ Le vingt-unième du mois de janvier mil six cent soixante-huit, a été baptisé par moy, Henry de Bernières, curé de cette paroisse, Jean-Bapt Byssot, fils de François Byssot et de Marie Couillard, sa femme, né le dix-neuf du même mois et an. Le parain a été M. Jean Talon, intendant pour le roy en ce pais, et la maraine Guillemotte-Marie Hébert, femme de feu Guillaume Couillard, de cette paroisse.

H. DE BERNIÈRES.”

1687.—Le 20 octobre 1687, Jean Bissot de Vincennes, fils de défunt François Bissot et de Marie Couillard, présente une requête au Conseil Souverain, représentant qu'ayant atteint l'âge de vingt ans ou environ et étant sur le point de passer en France pour un employ, il lui soit accordé des lettres de bénéfice d'âge qui lui facilitent le maniement de son bien. (*Jugements et Délibérations*, vol. III, p. 189).

1694.—Le 25 octobre 1694 (greffe de Chambalon), Jean Bissot, sieur de Vincennes, demeurant à Québec, vend à Louis Marchand, aussi de Québec, tous les droits qu'il peut avoir et prétendre en la seigneurie de Mingan, et la moitié franche d'une terre en la seigneurie de Lauzon, voisin de Beaumont, pour la somme de 2,500 livres. Cette terre lui avait été concédée, conjointement avec son frère Charles, par son parain, l'intendant Talon. Il signe alors comme suit :

Bissot Vincennes

* * *

1709.—Le 10 juillet 1709 (greffe Le Pallieur), Jean-Baptiste Bissot, sieur de Vincennes, demeurant à Québec, est à Montréal et vend pour une seconde fois sa part en la seigneurie de Mingan, à François Briissonnet, marchand perruquier de Montréal.

* * *

1736.—Extraits d'une lettre de Toussaint Loizel, trouvée dans le greffe de Comparet, notaire à Montréal :

“ La pertuite,”

“ Mon cher frère,

“

Je ne puis avant que de finir me dispenser de vous marquer un mot au sujet de la guerre que l'on a fait sur les Chiskachas, où nous avons perdu 40 Français. M. D'Artaguet, commandant du dit poste, a été tué avec sept officiers des troupes, quatre de milice, tous les personnes de famille ont pars dans ce malheureux coup. S'est une désolation mortelle dans nos pauvres Illinois de se voir privé de tant de braves gens. Je finis mon cher frère en vous assurant que personne n'est avec plus d'attachement et d'amitié,

Vostre chère frère,

TOUSSIN LOIZEL.”

“ A Ste-Anne, le 13 avril 1736.”

“ A l'égard des personnes qui ont périés dans cette malheureuse guerre, sont Mrs. De St-Ange, fils, Coulonge, Levillié, le jeune Duclaude, Vincenne, la Gravière avec M. Belcoue et un autre de ses frères, et le quatrième avec une épouse cassée. M. de Tonty, D'Eagly et le vieux Lalonde et Antoine Carrière, Louis Langlois, M. Dutilly, fils. Les autres sont Français ou de Québec, nous ne les connaissons pas.”

* * *

1746.—Le 24 janvier 1656, la fabrique de la paroisse de Notre-Dame de Québec concède à François Bissot, sieur de la Rivière, un banc de six pieds de largeur sur trois pieds et demi de profondeur dans la dite église, pour en jouir par lui et ses hoirs à perpétuité, moyennant cent livres une fois payées et les droits ordinaires payables à la dite paroisse, à chaque mutation. A l'origine, ce banc était au-dessous des balustres et sièges du lutrin ; en 1729, il se trouvait le deuxième du rang du milieu, du côté de l'Evangile.

A la mort de Bissot, en 1678, Louis Jolliet, gendre de Bissot, par rapport à sa femme Claire-Françoise Bissot, et aussi, allègue t-on, par rapport aux services rendus comme organisiste de la paroisse de Québec, eut la jouissance de ce banc jusqu'à son décès, en 1700 ; et ensuite sa femme, Claire Bissot, aussi jusqu'à son décès en 1710.

Alors succède à la femme de Jolliet comme occupant du banc de Bissot, sa fille Claire Jolliet, qui avait épousé Joseph DeFleury, sieur de la Gorgendière, seigneur D'Eschambault. Le 13 mars 1720, la fabrique de Québec accorde régulièrement la jouissance du banc de Bissot au sieur de la Gorgendière susdit.

Le 8 avril 1729, François Bissot le fils, bourgeois de Québec, par le ministère de Jacques Delafontaine Belcour, son gendre, met en cause la fabrique de Québec, pour se faire mettre en jouissance du banc de son père, occupé par le sieur de la Gorgendière, offrant de payer tous les frais de mutation.

La fabrique répond n'avoir pu se dispenser de concéder le banc en question, au sieur Lagorgendière, comme ayant épousé Claire Jolliet, petite fille de Bissot ; ne s'étant alors présenté d'autres personnes agissant comme héritiers du feu sieur Bissot.

François Bissot, qui ne prend jamais le titre " De Vincennes," dans cette procédure réplique que s'il n'a pas réclamé dans le temps la possession du banc de son père, c'est qu'il ne venait en cette ville qu'une fois par année et qu'il n'a point été appelé à la délibération faite par la fabrique, parce qu'il s'y serait opposé ; mais que cela ne lui a pas ôté le droit qui lui est acquis par le titre de concession au dit défunt sieur Bissot, son père. La fabrique renvoie l'affaire devant la Prévosté et le 3 mai suivant jugement fut rendu en faveur de François Bissot, qui en a joui jusqu'à sa mort, ainsi que sa femme aussi jusqu'à son décès, en 1745.

En 1746, s'élève encore une autre contestation à propos de la jouissance de ce banc. Nicolas Boisseau, Conseiller Secrétaire du roi et greffier en chef du Conseil, en sa qualité d'époux de Louise Bissot et de représentant de Marguerite Forestier, veuve de Jean Bissot de Vincennes sa belle-mère, réclame la possession du dit banc contre Jacques De la Fontaine, conseiller, qui avait épousé Charlotte Bissot, fille et héritière de François Bissot, le fils, qui avait continué de jouir de ce banc, depuis la mort de sa belle mère.

Les héritiers de François Bissot, représentent entre autres choses, que le sieur François Bissot, le fils, s'était mis en possession du banc de son père, qu'en 1729, c'est-à-dire après la mort de son frère aîné, le sieur de Vincennes, et que s'il y avait quelque droit d'aînesse sur cet objet, il n'appartenait pas au sieur de Vincennes, qui n'en avait jamais pris possession ; d'ailleurs, l'épouse du Sieur Boisseau sait bien que les souches qui auraient pu se disputer ce droit sont éteintes et qu'elle ne doit pas ignorer qu'elle a un frère marié en face d'église avec une illinoise ou miamise qui a laissé des enfants mâles auxquels le droit d'aînesse appartiendrait de préférence à elle.

Le plaidoyer de Boisseau, représentant la veuve Bissot de Vincennes, ne se trouvait pas au dossier qui nous a passé par

les mains ; mais on peut voir par la réponse de la partie adverse, que l'argument principal de son plaidoyer fut le droit qu'avait Jean-Baptiste Bissot de Vincennes, comme fils aîné, à succéder à son père, en la jouissance de son banc. On voit qu'en réponse au plaidoyer de Delafontaine, Boisseau déclara " qu'il est constant que le feu sieur de Vincennes, fils, dont parle, le dit Delafontaine par son écrit, n'a laissé aucun enfant mâle." Il fut enfin ordonné, que la veuve du feu sieur Jean-Baptiste Bissot de Vincennes, ainsi que les sieurs Delafontaine et Boisseau, es-noms, jouiraient en commun de chacun un tiers du banc en question, et qu'après le décès de la dame veuve Vincennes, Boisseau et Delafontaine en jouiraient tous deux par parts égales. A l'occasion de cette procédure, je vois la femme du feu Jean Bissot de Vincennes, signer son nom comme suit : " Marguerite forrestier, veuve Vencene."

* * *

De tout cela, il résulte que Jean-Baptiste Bissot de Vincennes, qui donna son nom à la capitale de l'Indiana, eut pour parrain le célèbre intendant Talon ; qu'en 1687 il était sur son départ pour la France et enfin qu'en 1694, il signait : " Bissot Vensenne."

Il paraît aussi clairement établi que Jean Bissot de Vincennes était déjà décédé en 1729 et par conséquent que ce fut son fils qui fut brûlé par les chikachas, en 1736 : Que ce fils était marié à une sauvagesse ; qu'il n'avait pas d'enfant mâle et qu'il était lui-même décédé, en 1746, lors des dernières contestations pour le banc de son ancêtre.

La lettre de Toussaint Loizel semblerait contredire les écrivains qui ont parlé de cette fameuse bataille avec les chiskachas, en 1736, quand ils prétendent qu'elle eut lieu en mai, tandis qu'elle ne peut avoir eu lieu qu'avant le 14 avril, date à laquelle écrit Loizel, qui en fournit une description assez détaillée pour ne pas s'y méprendre.

La signature reproduite de l'ouvrage de Daniel par Edmond Mallet (Indiana Historical Society Publications, vol. III, no. II) est certainement celle de Jean-Baptiste Bissot de Vincennes et celle reproduite de "Kaskaskia and its Parish Records" par Mason, est bien probablement celle de François Bissot, son fils, né à Montréal en 1700.

Ce fameux "Morgan de Vincenne" qui a intrigué tant de gens, ne serait-il pas François-Marie de Vincennes, fils de Jean-Baptiste ? Il a pu signer "François Marye de Vincenne" d'une manière plus ou moins lisible et alors des personnes peu au fait de l'ancienne écriture française, auraient fait avec cela "François Morgan de Vinsenne." Il n'y aurait là rien de surprenant.

A cette époque on écrivait souvent "Marye" au lieu de "Marie" et, il y a certainement moyen de faire "Morgau" avec "Marye", surtout si ce sont des Anglais qui déchiffrent ces écritures des anciens voyageurs de ce temps.

François Marie de Vincennes a bien pu aussi signer son nom de différentes manières, quelquefois "François Vinsenne" et d'autres fois "François Marye (1) de Vensenne"; car à cette époque la chose arrivait souvent. La grande liberté que l'on se donnait en écrivant d'une manière générale, s'étendait aussi aux noms propres. On voyait journellement des personnes d'une même famille, d'une même maison, écrire différemment un même nom de famille. On en a un exemple frappant dans la famille même des Bissot. En effet, François Bissot, sieur de la Rivière, père de Jean-Baptiste, signait "F. Byssot" quand tous ses enfants, même de son vivant, écrivaient "Bissot."

PHILÉAS GAGNON

(1) Noms qu'il reçut au baptême.

RÉPONSES

Guillaume Couillard. (VI, II, 696.)—Guillaume Couillard, le gendre de Louis Hébert, prit une large part à l'établissement de la Nouvelle-France. Comme Hébert, il avait compris que l'agriculture est le seul moyen d'attacher le colon au sol, en subvenant aux premières nécessités de la vie.

Pendant que d'autres perdaient leur temps à faire la traite avec les sauvages, Couillard développait les sources de richesse de sa terre par un travail habilement dirigé.

Il fut un des rares chefs de famille qui, lors de l'invasion des Kerk (1629), restèrent à Québec, attendant, pendant trois longues années, que la mère patrie vint les délivrer de l'état d'esclavage où le sort fatal des armes l'avait placé, lui et sa jeune famille.

Honneur donc à Couillard, à Pivert, à Martin, à Desportes qui, par leur persistance à séjourner au Canada, quand il n'y avait plus aucun lieu, aucun attrait pour les y attacher sauvèrent de l'oubli la jeune colonie française.

Couillard est le père d'une nombreuse postérité. Moins d'un siècle après sa mort, le P. Leclercq faisait remarquer qu'elle comptait plus de 250 membres, et que plus de 900 personnes étaient alliées à sa famille. Plusieurs de ses descendants ont rendu des services signalés, tant dans la nouvelle que dans l'ancienne France. Un de ses petits fils obtint des lettres de noblesse pour lui et pour ses descendants.

Guillaume Couillard eut dix enfants de son mariage avec Guillemette Hébert. Il fut inhumé le 4 mars 1663, dans l'église de l'Hôtel-Dieu.

N.-E. DIONNE

Bord-à-Plouffe. (V, XII, 689.)—En 1801, François Plouffe établit un bateau traversier entre les deux rives du fleuve, en société avec un nommé Deslauriers. Plouffe demeura

rait sur la rive nord—d'où *bord à Plouffe*—et Deslauriers sur la rive sud dans la paroisse de Saint-Laurent.

Il y a quelques années on tenta de changer le nom de *Bord-à-Plouffe* en celui de *Lemayville*. Cet essai fut infructueux.

P.-G. R.

Les Iroquois de Caughnawaga. (VI, III, 706.)

—Outre les chrétiens iroquois des divers cantons qui se sont fixés à *Caughnawaga* à différentes époques, la population de ce village s'est accrue d'un certain nombre de prisonniers de guerre faits, soit dans des expéditions particulières des Iroquois de *Caughnawaga* contre des tribus sauvages, telles que les Renards en 1728, les Chicachias en 1739, soit dans des expéditions auxquelles les gouverneurs français les conviaient, telle que celle de *Deerfield* en 1704. Les vieux registres de la mission de *Caughnawaga* mentionnent plusieurs baptêmes de sauvages étrangers, avec la note " pris à la guerre " et de blancs étrangers, baptisés sous condition, avec la note " autrefois baptisé par les anglais." Dans le dernier cas, malheureusement, les noms de famille de ces blancs étrangers ne sont pas donnés. Cependant, je suis parvenu à trouver avec certitude plusieurs de ces noms de famille, par l'étude comparée des registres et de tout ce que j'ai pu recueillir de traditions de famille. C'est à l'introduction du sang blanc de captifs de la Nouvelle-Angleterre que les Iroquois de *Caughnawaga* doivent plusieurs des noms anglais qu'ils se donnent, comme les noms de *Tarbell*, *Rice*, *Williams*, *Jacobs*, *Hill*, *Stacey*, *McGregor*, etc.

Tous ces captifs, sauvages et blancs, subissaient l'influence du milieu où ils étaient, quant à la religion, la langue et les coutumes : ils devenaient catholiques et iroquois, et mis à même de retourner dans leur famille, lorsque leurs parents voulaient les réclamer, la plupart continuèrent le genre de vie auquel ils s'étaient habitués plutôt que de suivre leurs

parents ; la foi catholique qu'il avaient embrassée n'était pas non plus la moindre des raisons qui les tenaient fixés au sol de Caughnawaga. D'ailleurs ces étrangers une fois adoptés étaient considérés comme faisant vraiment partie de la tribu, ils étaient traités avec égard, le plus souvent ils faisaient partie de familles de chefs, et plusieurs d'entre eux furent élus comme chefs par la bande.

Aujourd'hui, à cause de ces mélanges, il n'y a pas une seule famille purement iroquoise à Caughnawaga, bien que chez presque toutes on ne parle guère qu'iroquois ; il n'y a qu'une couple d'individus qui se réclament iroquois sans mélange de sang blanc.

L'abbé G. FORBES

Le comte de Caulincourt. (VI, II, 695.)—Sur la route de Nicolet à la Baie du Febvre, à mi-chemin entre monsieur Raimbault et monsieur Fournier, était venu s'abattre, vers 1816, un personnage mystérieux.

Ayant fait l'acquisition d'une ferme, il y bâtit une maison qui n'avait de particulier que les divisions intérieures.

Son voisin, Louis Beaulac, riche cultivateur, fameux gars de six pieds, et qui avait servi dans les milices de 1812, a eu l'avantage de connaître et de fréquenter habituellement ce personnage, et d'admirer la science militaire de "monsieur le comte."

A son dire, "monsieur le comte" avait toute une chambre remplie de cartes militaires et d'armes de toutes espèces et d'une grande valeur.

A ses heures, "monsieur le comte" déployait ses cartes sous les grands ormes, près de sa maison, et là, à quatre pattes sur ses plans, il suivait et traçait des lignes, causant, discutant et interpellant, tout haut, il s'animait comme au milieu de contradicteurs..... probablement des ombres de Waterloo.

Sa maison était le rendez-vous de messieurs les curés d'Yamaska, la Baie, Nicolet, St Grégoire, Trois-Rivières, etc., régions que l'on nommait alors "la petite France," à cause de ces messieurs qui étaient des prêtres émigrés de la France.

Un beau matin, dit Beaulac, la maison fut trouvée vide : monsieur le comte était parti armes et bagages, sans tambour ni trompette.

A cette époque, le vent politique était à la tempête, et le comte Dalhousie débarquait sur nos bords comme gouverneur de la province.

Cette arrivée et ce départ subits n'évoquent-ils pas les démêlés de ces deux personnages dans la politique et les guerres de l'empire ?

Beaulac n'a jamais connu son singulier voisin sous un autre nom que celui de "monsieur le comte."

Mais, me dit-il un jour, vous pouvez trouver son nom au presbytère, car il a fait baptiser là un enfant.

En effet, j'ai trouvé ce nom, et voici cet acte tel que couché au registre de la Baie du Febvre :

"Le trente et un mars mil huit cent dix-huit, fait par nous prêtre soussigné, a été baptisé Charles-François-Joseph, né de ce jour du légitime mariage de monsieur François-Benoît-Auguste, comte d'Ancourt, et de dame Adelaïde-Antoinette-Augustine, comtesse de Galifait. Le parrain a été Louis Lefebvre dit Beaulac, et la marraine Monique Robidas, épouse du parrain. Le père a signé avec nous, le parrain et la marraine ont déclaré ne le savoir.

LE COMTE D'ANCOURT
FOURNIER, Ptre."

Est-ce le comte de Caulincourt ?

L.-M. BLONDIN

L'esclavage au Canada. (I, VII, 60).—Quelques notes sur les esclaves du baron de Longueuil, glanées dans l'histoire de Longueuil et de la famille de Longueuil :

Esclaves du premier baron.—Charles LeMoyne possédait un couple d'esclaves, un nègre du nom de Charles et sa femme, nommée Elizabeth ou Charlotte Tibé. De ce mariage naquirent cinq enfants, dont quatre furent baptisés à Longueuil : un garçon appelé François, baptisé le 2 août 1723 et inhumé à Longueuil, le 6 février 1730 ; une fille, Marie-Elizabeth, baptisée le 2 août 1724 et mariée en 1763, à Jacques César, nègre du sieur Ignace Gamelin ; une autre fille, Marie-Charlotte, baptisée le 10 mai 1726 ; enfin, un garçon, Joseph, baptisé le 7 mars 1728. On voit par l'acte de partage plus loin cité que ces esclaves eurent un autre enfant du nom de Charles, mais son acte de naissance ne se trouve point dans les archives de Longueuil.

Leur partage.—Clause de l'acte de partage des ustensiles et meubles de Charles LeMoyne, baron de Longueuil (18 juin 1729, Adhémar, notaire), entre ses fils :

“ Les dites parties ont partagé ensemble sept nègres, y compris le père et la mère, auquel partage est eschu à mon d. sieur le baron de Longueuil, un garçon nommé François, une petite fille nommée Marie, et à mon d. sieur chevalier de Longueuil, un petit garçon nommé Charles et une petite fille nommée Charlotte, ensemble le père et la mère et un enfant à la mamelle nommé Joseph, et pour rendre mon dit sieur de Longueuil égal, le dit sieur chevalier de Longueuil a cédé une *panyse* nommée Marie-Joseph, et un *pany* nommé Gabriel, au dit baron de Longueuil, du partage les dites parties ont dit être contentes.”

Les auteurs de l'histoire de la famille de Longueuil ajoutent que tous ces esclaves n'étaient point attachés aux travaux des champs et que leurs devoirs consistaient en soins domestiques.

Mariages d'esclaves.—Le 5 janvier 1763, Marie, esclave de la seconde baronne de Longueuil, est mariée à Jacques César, esclave de M. Gamelin. Voici les actes de mariage et de consentement :

Acte de mariage :—

“ L'an de N. S. mil sept cent soixante et trois et le cinq janvier, vu un écrit de la main de M. Ignace Gamelin et signé de lui, par lequel il permet à Jacques César, son nègre, de se marier avec Marie, négresse de madame la baronne douairière de Longueuil, en date du vingt un janvier mil sept cent soixante et un, et ce, en considération des services que le dit César a rendus au dit sieur Gamelin depuis plus de trente ans, vu aussi la permission de madame la baronne douairière de Longueuil, qui permet à la dite Marie, sa négresse, de se marier au dit César aux mêmes conditions et en considération des services que la dite Marie lui a rendus et toute la famille de feu M. le baron de Longueuil, depuis qu'elle a été en âge de rendre service.

“ Je, soussigné, avec la permission de M. Isambert, prêtre, curé de Longueuil, ai reçu leur mutuel consentement par parole de présent et leur ai donné la bénédiction nuptiale, en présence, du côté de l'époux, du dit sieur Gamelin, du sieur Christophe Gamelin Lagemeraye, du côté de l'épouse, de madame Marie Catherine Deschambault, baronne douairière de Longueuil, de M. Joseph Fleury Deschambault, agent de la compagnie, soussigné.

“ DESCHAMBAULT, LONGUEUIL,

“ IGNACE GAMELIN, J. ISAMBERT, Ptre, C. L.

“ IGNACE GAMELIN, Ptre.”

Actes de consentement :—

“ Je, soussigné, consent et permet à Jacques César, mon nègre, d'épouser Marie, négresse de madame de Longueuil, à la charge par madame de Longueuil de mettre en liberté et hors d'esclavage sa susdite négresse, comme je la donne à

César, sans qu'il puisse prétendre ni entendre que je lui donne sa liberté à d'autres conditions, ni pour autre mariage ; fait en double à Montréal, ce vingt-un janvier mil sept cent soixante et un."

IGNACE GAMELIN

" Je, soussigné, permet à Marie, ma négresse, qui, depuis trois ans, me sollicite de lui accorder la permission d'épouser César, nègre de M. Gamelin, à qui il donne sa liberté sous ces conditions, consens au prétendu mariage, lui accordant pareillement sa liberté, ainsi que M. Gamelin le fait au dit César, aux clauses cependant qu'ils resteront à mon service l'espace de trois ans, en leur payant deux cents livres par chaque année, leur promettant d'augmenter les dits gages, s'ils le méritent ; à Montréal, le 26 janvier mil sept cent soixante et trois.

" DESCHAMBAULT,

" LONGUEUIL, NÉE DESCHAMBAULT.

" Collationné aux registres par moi, soussigné, ce six février 1763.

J. ISAMBERT, Ptre,

Curé de Longueuil."

Il y avait donc deux ans que M. Gamelin avait consenti à ce mariage que madame la baronne de Longueuil retardait, en refusant son consentement.

Il doit y avoir une erreur de copiste dans l'acte de mariage daté du 5 janvier 1763. Le consentement de madame la baronne, daté du 26 janvier 1763, serait postérieur au mariage. Le fait que M. Isambert collationne les actes de consentement le 6 février me porte à croire que ce mariage doit avoir eu lieu la veille, le 5 février et non le 5 janvier.

MATTHIEU-A. BERNARD

Le capitaine Baptiste. (III, VII, 338.)—Dans le premier numéro du volume V. des *Recherches Historiques*, j'ai donné quelques notes sur le capitaine Baptiste, que je puis, je ne dirai pas compléter, mais augmenter.

J'avais mentionné un *Baptiste* trouvé dans le *Dictionnaire* de Mgr Tanguay, mais je me suis assuré depuis que cet homme n'est pas le même que le fameux corsaire acadien.

M. Rameau, à la page 217 de sa *Colonic Féodale*, dit au sujet du capitaine : " Le commerce de Boston et des colonies voisines éprouva de tels préjudices aux mains de ces corsaires qu'on y organisa en 1696 une expédition maritime pour leur enlever leur port de refuge, en détruisant le fort de Villebon. Le commandement fut donné au colonel Church, qui arriva le 18 octobre, 1696, devant Jemsek et y débarqua, environ six cents hommes.

Mais Villebon veillait et reçut très chaudement l'attaque des Anglais, qui durent rembarquer le 20 octobre, ayant eu huit tués et dix-sept blessés, dont cinq officiers. Cette défense avait été secondée par le capitaine Baptiste, embossé sous le canon de Jemsek, lequel, aussitôt l'ennemi parti, alla à Port Royal, afin de renouveler les approvisionnements du fort.

" Baptiste était le plus redoutable des corsaires que Villebon avait attiré à Jemsek, dans la rivière Saint-Jean. Le véritable nom de Baptiste était Pierre Maisonnat, natif de Bergerac. Il finit par se fixer à Beaubassin, où il vivait encore en 1704."

Je dois à l'obligeance de mon ami M. P. Gaudet les notes suivantes. Comme chacun le sait (J'entends les historiens contemporains qui s'occupent de l'histoire de l'Acadie)—M. Gaudet est un savant historien du pays chanté par Longfellow.

Le 19 octobre, 1703, mourut à Port Royal, madame Judith Baptiste, née Soubiran, épouse du sieur capitaine Baptiste. Son corps fut inhumé dans le cimetière de la paroisse Saint-Jean Baptiste.

Le 22 octobre 1704, à Port Royal, eut lieu le mariage de Christophe Cahouët, " fils de Christophe Cahouët et de

demoiselle Anne Masuré, de la paroisse de Saint Michel, bourgeois de la ville d'Orléans," à damoiselle Marie-Anne Maisonnat, " fille du sieur Pierre Maisonnat et de feue Judith Soubiran, de la paroisse de Saint-Jacques, de la ville de Bergerac, diocèse de Périgueux," avec le consentement de M. de Falaise, major de la province de l'Acadie, curateur de la dite mineure.

Le 24 juillet 1705, Anne Judith Maisonnat, femme du sieur Cahouët est marraine à Anne Judith Comeau. (*La marraine n'a pas signé*).

Ceci est à Port Royal. A la même place, le 27 janvier suivant, Anne Maisonnat, femme du Sieur Cahouët, est cette fois marraine à Magdelaine Samson, et signe : *Anne Baptiste*.

Enfin nous avons : " à Port Royal, le 12 janvier, 1707, le mariage du sieur Pierre Maisonnat, habitant de Port Royal, fils de Hélié Maisonnat et de Jeanne Ségure," à Marguerite Bourgeois, veuve, " fille de Jacques Bourgeois et de Jeanne Trahan." L'époux a signé : Pierre Maisonnat.

Marguerite Bourgeois naquit à Port Royal en 1657. Elle s'était mariée 1° à Jean Boudrot ; 2° à Manuel Mirande, et 3° à Pierre Maisonnat, mieux connu sous le nom de *capitaine Baptiste*.

Le recensement du 28 août 1714, nous apprend qu'à date : " le sieur Maisonnat et Marguerite Bourgeois avec leurs enfants : *Louis, Alexis, Judith, Marie et Marianne*, étaient établis à Beaubassin." Evidemment ces enfants sont issus de Manuel Mirande et de Marguerite Bourgeois.

RÉGIS ROY

Dollard et ses compagnons. (III, VI, 330.)—On a écrit tant de choses plus ou moins inexactes au sujet de leur fait d'armes, qu'il est temps de reproduire l'extrait mortuaire de ces braves. Il établit que le combat eut lieu au pied du Long Saut, vers le 25 mai 1660, entre 800 Iroquois et 17

Français de Montréal, accompagnés de 4 Algonquins et d'environ 40 Hurons. Treize Français furent tués sur la place et quatre faits prisonniers, en sus des sauvages alliés, tant tués que prisonniers, dont le nombre n'est pas donné.

" Le 3ème de juin 1660.

" Nous avons reçu nouvelles par un huron qui s'estoit sauvé d'entre les mains des Iroquois qui l'avoient pris prisonnier au combat qui s'estoit fait 8 jours auparavant entre les Iroquois, qui estoient au nombre de huit cent, et dix sept François de cette habitation et quatre Algonkins et environ quarante Hurons au pied du Long Saut, que treize de nos François avoient esté tués sur la place et quatre emmenés prisonniers, lesquels dits depuis nous avons appris par quatre Hurons qui se sont sauvés, avoir été cruellement bruslés par les Iroquois en leur pays. Or, les noms des François morts estaient :

Adam Daulat, commandant, âgé de 24 ans.

Jacques Brassier, 29 ans.

Jean Tavernier dit La Rochetière, armurier, 28 ans.

Nicolas Tillemont, serrurier, 29 ans.

Laurent Hébert dit la Rivière, 27 ans.

Alouis de l'Estre, chaudournier, 31 ans.

Nicolas Gosselin, 29 ans.

Robert Jurée, 24 ans. Nous avons appris qu'il s'est sauvé par les Hollandais et retourné en France.

Jacques Boisseau, 23 ans.

Louys Martin, 21 ans.

Christophe Augier dit des Jardins, 26 ans.

Estienne Robin dit des Forges, 27 ans.

Jean Valet, 27 ans.

René Doussin, 30 ans.

Jean Le Compte, 26 ans.

Simon Guenet, 29 ans.

François Crusson dit Piloté, 24 ans."

D. G.

La chute Niagara. (IV, IV, 444.)—L'aspect de cette merveille de la nature, ce tonnerre inoui, cette colonne d'eau du déluge, n'impressionne pas toujours les visiteurs, au premier coup d'œil. Les proportions nous échappent devant une telle masse liquide, de même que la basilique de Saint-Pierre de Rome désappointe celui qui la regarde tout d'abord sans prendre un terme de comparaison ou sans faire de calcul.

Par conséquent, si vous voulez voir la chute de Niagara pour la première fois...il faut l'avoir déjà vue !

Les Français qui, de 1640 à 1647, se sont trouvés en présence du phénomène n'ont pas daigné en faire mention dans leurs écrits. Il est vrai que de leur temps personne ne s'avisait de penser aux forêts, aux montagnes et aux fleuves, pas plus que l'on ne faisait cas des oiseaux, des fleurs ou des papillons, et l'on eut pris pour de l'extravagance un propos roulant sur la lune, les étoiles et les aurores boréales. La littérature du grand siècle est singulièrement dépourvue des ressources que nous offrent les attraites de la végétation de la vie animale, de même que le spectacle du firmament.

Les fleurs et les oiseaux ont été découverts par Bernardin de Saint-Pierre, à l'île Maurice, dans le Grand Océan, il y a un peu plus d'un siècle. Vers la même date Chateaubriand s'apercevait de leur existence en visitant l'Amérique.

Les bêtes et les plantes, ces chefs d'œuvres du Créateur, n'ont pas été remarquées par l'homme durant six mille ans.

C'est à peine si Racine s'est décidé à dire : Le flot qui l'apporta recule épouvanté.

Corneille a mis toutes ses études de la nature dans : Cette obscure clarté qui tombe des étoiles.

Tous deux eussent considéré comme une chute pitoyable la moindre mention d'une cascade autre que celles de Tivoli.

Durant plus d'un siècle, les Mille Îles ont été traversées par des hommes instruits mais indifférents aux beautés qu'elles présentent.

Cartier n'a pas observé les colorations des forêts canadiennes en octobre, pourtant il les a vues au moins durant deux automnes.

Champlain parlera de la Chaudière, parceque elle interrompt la navigation et aussi à cause de la cérémonie pratiquée en cet endroit par les Sauvages pour s'attirer les bonnes grâces du manitou de l'abîme.

La première mention du Niagara est écrite par Champlain en 1603 sur la narration d'un sauvage qui se contente de dire que le lac (Erie) se décharge dans une autre grande chute où l'on fait portage.

Le Père Louis Hennepin, récollet, qui la vit en 1678, passe pour avoir été le premier Européen favorisé de ce spectacle ; cependant plus de cent Français y étaient allés avant lui, mais sans en parler, comme le voulait l'esprit du temps. Une carte publiée à Paris en 1657 par Sanson montre la cataracte et lui donne le nom de Ongiara.

Hennepin a décrit avec admiration cette prodigieuse descente des eaux et, comme le brave Père ne manquait pas d'enthousiasme, il tient la plume avec l'ardeur de notre école descriptive actuelle. Il est verbeux, exubérant, s'exprime par images et fait des comparaisons qui grandissent, s'éloignent, s'étirent, enflent son sujet.

Il finit par déclarer qu'on entend mugir ce monstre à quinze lieues lorsque le vent souffle du sud. Quant à la hauteur il va bravement au chiffre de six cents pieds.

Hennepin dit ailleurs que les bons canots d'écorce font cinquante lieues par jour !

Cavelier de la Salle, qui connaissait la localité depuis 1669, écrivait vingt ans plus tard, en y repassant, que l'eau tom-

bait de plus de cent vingt toises, par conséquent au delà de sept cents pieds. Enfoncé Hennepin.

La chute mesure cent soixante et sept pieds du côté américain et cent cinquante huit du côté du Canada.

D'une rive à l'autre, elle donne quatre mille et soixante dix pieds parce qu'elle forme une courbe très forte appelée le Fer à Cheval. Elle débite quinze millions de pieds cubes d'eau par minute.

Le fond de la rivière, au-dessus de la chute, en arrivant au précipice, est beaucoup plus creux du côté canadien, aussi les neuf dixièmes du courant se portent vers le Fer à Cheval.

J'ai vu un homme qui avait vu la chute à sec, ou si vous aimez mieux ne coulant plus. Il me conta le fait en 1863, disant que cela remontait à 1820, à peu près. Un vent qui dura deux jours refoulait le courant vers le lac Érié, si bien qu'il ne restait plus qu'une mince couche d'eau dans l'espace des douze ou treize milles immédiatement au-dessus de la chute ; l'eau avait beaucoup baissé également dans les dix autres milles qui s'étendent jusqu'au lac Érié. De ce lac à la chute il y a vingt-deux milles.

Lorsque le vent tomba, le flot revint d'une allure effrayante, à la façon de la mer Rouge engloutissant l'armée de Pharaon.

Nulle part, dans les deux Amériques on ne rencontre autant de nouveaux mariés faisant leur voyage de noces et rien n'est plus facile que de les reconnaître, parce que ces jeunes couples ne sont jamais comme les autres. Après en avoir passé une centaine à l'inspection, je résume le "Niagara de mes pensées" sur ce sujet en disant :

"Se marier, voir Niagara, et vivre très vieux, sans rhumatisme !"

BENJAMIN SULTE

QUESTIONS

708.—D'où est venu à l'Acadie, comté de Saint-Jean, le surnom de Blairfindie ? S. A. M.

709.—La ville de Durban, dans le sud de l'Afrique, dont il est question dans les journaux depuis le commencement de la guerre entre l'Angleterre et le Transvaal, n'a-t-elle pas été nommée ainsi en l'honneur du général Durban qui fut commandant des forces à Québec, au commencement du siècle ? Il me semble qu'en parlant de Québec, Durban fut envoyé en Afrique. SOLD.

710.—Qui pourra nous donner les noms des juges qui ont siégé à la Cour Supérieure du district des Trois-Rivières depuis la cession du Canada ? T. R.

711.—Parlant de la cathédrale de Québec, Garneau dit que : " Il fut question de créer une grande loterie de dix mille billets d'une valeur totale de vingt mille livres sterling, pour rebâtir la cathédrale, incendiée durant le siège. Afin d'intéresser dans cette entreprise les lords de la trésorerie, l'archevêque de Cantorbery, l'évêque de Londres et la Société biblique, on leur envoya un projet qui annonçait assez clairement le dessein de s'emparer des biens religieux des Canadiens."

M. l'abbé Casgrain, cité par M. P.-A. de Gaspé, dit, de son côté, que la cathédrale fut reconstruite pendant les années 1768-69-70-71, et que l'inauguration de cette église eut lieu le 14 avril 1771.

D'après cette dernière note, il paraîtrait que le projet du Conseil exécutif de la province de s'emparer de la cathédrale afin de la faire servir au culte protestant, tel qu'énoncé par Garneau, ne fut pas mis à exécution.

Connait-on les motifs qui firent reculer le gouvernement et l'empêchèrent de consommer cette iniquité ?

F.-J. A.



Eglise de Saint-Philippe et Saint-Jacques de Saint-Vallier.

BULLETIN DES RECHERCHES HISTORIQUES

VOL. 6

MAI 1900

No. 6

SAINT-PHILIPPE ET SAINT-JACQUES DE SAINT-VALLIER

Le 29 octobre 1672, Talon concédait à O. Morel de la Durantaye, une étendue de terre à prendre sur le fleuve Saint-Laurent " d'un côté à un demi arpent au delà du saut qui est sur la terre du sieur des Islets (Beaumont), et de l'autre le canal Bellechasse."

Le 1er mai 1693, Morel de la Durantaye obtint une nouvelle concession. Son domaine se trouva borné d'un côté à Beaumont et de l'autre à Berthier.

Mgr de Saint-Vallier acheta, pour la somme de 30000 livres, de L.-J. Morel de la Durantaye, la moitié du fief concédé à son père. C'est à cette époque que ce domaine, donné à l'Hôpital-Général de Québec, prit le nom de Saint Vallier.

Vers 1713, la première chapelle de Saint-Vallier, petite construction en bois fut élevée au milieu de la terre qui sépare Saint-Michel de Saint Vallier. Elle servit pendant quelques années pour tous les habitants établis entre Beaumont et Berthier.

Le 3 mai 1722, Saint-Vallier fut érigée en paroisse sous le patronage de Saint-Philippe et de Saint-Jacques.

C'est vers la fin du dix-huitième siècle que l'église actuelle de Saint-Vallier fut construite.

Les curés de Saint-Vallier ont été MM. Michel Claude Poulin de Courval, 1713 ; Joseph Voyer (desservant), 1716 ; Pierre Leclair, 1722 ; Thomas Blondeau, 1762 ; Charles Garault Saint-Onge, 1770 ; Jean-Marie Vézina, 1794 ; Urbain Orfroy, 1819 ; Jean-Baptiste Perras (desservant), 1846 ; François Morin, 1847 ; Prisque Gariépy, 1848 ; Narcisse Beaubien, 1849 ; Louis Antoine Proulx, 1854 ; J.-A. Rainville, 1854-1899 ; Arthur Gouin, curé actuel.

P. G. R.

L'INVASION DE 1775-76

M. P.-A. Porlier était né à Montréal, le 19 mai 1725. A vingt-trois ans il recevait l'onction sacerdotale ; c'était en juin 1748. L'année suivante, il arrivait à Sainte-Anne de La Pocatière comme curé.

Ce jeune prêtre était bien doué sous tous les rapports. Sa correspondance avec l'évêque dénote un grand zèle pour le bien des âmes ; le laisser-aller qui y règne prouve qu'il était sur un bon pied d'amitié avec les autorités ecclésiastiques de son temps. Mgr Briand, entre autres, semblait jouir de son entière confiance, car il le consultait souvent, s'en rapportant surtout à lui, qu'il fût grand vicaire ou évêque, soit pour élucider des points de morale théologique, soit pour la gouverne de sa paroisse dans des circonstances difficiles. Il en rencontra même de pénibles, lors de la guerre des Etats-Unis contre le Canada, en 1775 et 1776, guerre dont le contre-coup se fit sentir jusque dans nos campagnes du bas du fleuve.

M. Porlier joua un certain rôle au milieu des siens. Il a laissé le récit de ces événements dans un mémoire que l'on retrouve dans les archives de l'archevêché de Québec.

Pour l'intelligence plus complète de la question, qu'il suffise de rappeler qu'après la déroute de Montgomery et d'Arnold, les Yankees ne se tinrent pas pour battus, et dans leur plan de revanche ils se fortifièrent à Saint-Roch, sur les buttes à Nepveu et à Lévis. Wooster, leur général, s'efforça d'enrégimenter des Canadiens français et il réussit dans une certaine mesure à convaincre plusieurs habitants des campagnes de la rive sud qu'il y allait de leur intérêt d'épouser la cause américaine. M. de Beaujeu, seigneur de l'Île-aux-Grues et capitaine de milice, se mit en frais de vouloir déloger l'ennemi, et dans ce dessein il fit une levée de troupes des royalistes dans ces mêmes campagnes de Saint-Thomas jusqu'à la

Rivière-du-Loup. Il recruta ainsi 350 soldats. Mais les Américains, avertis de ce qui se tramait contre eux, n'attendirent pas qu'on vint les attaquer à Lévis ; ils coururent au devant de l'avant garde de M. de Beaujeu, composée de soixante hommes. La rencontre eut lieu à Saint-Thomas. Cette poignée de Canadiens fut mise en pleine déroute par les Bostonais, beaucoup plus nombreux et mieux armés. Cinq soldats canadiens furent tués et dix blessés, et parmi ses derniers se trouvait l'aumônier, M. Bailly. On dit que dans cette rencontre des enfants combattirent contre leur père, des frères contre leurs frères. M. Porlier ne put réussir à empêcher quelques uns de ses paroissiens de prendre fait et cause pour les Yankees.

Son *Mémoire* est quelque peu diffus. Il en ressort que les Bostonais avaient envoyé des émissaires à Sainte-Anne de la Pocatière et dans le voisinage pour y faire des enrôlements d'hommes et des achats de provisions. Il arriva un jour à Sainte-Anne un nommé Pierre Aiot ou Hayot, porteur de proclamations à l'effet de séduire les gens. Un habitant des plus aisés, du nom de Germain Dionne, et son gendre Clément Gosselin, se mirent à la disposition du traître Hayot et ils réussirent à enrôler, malgré le curé, un certain nombre de *meurts de faim*. Il y eut à ce propos plusieurs réunions de rebelles à la couronne britannique. Ce mouvement déloyal fut bientôt réprimé, et M. de Beaujeu recruta à Sainte-Anne même plusieurs soldats qui devaient l'aider à chasser les Américains.

M. Porlier se montra dans cette circonstance à la hauteur de sa position, et l'on constate qu'il jouissait de la confiance du lieutenant gouverneur Carleton et de M. H. Cramahé, ancien administrateur de la Province.

M. Porlier quitta Sainte-Anne en 1778. Il obtint la cure de Saint-Ours où il mourut en 1800.

N.-E. DIONNE

Mémoire d'observations sur la conduite des habitants des deux paroisses Sainte-Anne et Saint-Roch au sujet de l'invasion des Bostonois rebels et de l'exécution des ordres de Son excellence Mons. de Carleton Pour les repousser de la Pointe Lévy sous les ordres de M. de Beaujeu.

Son Excellence Monsr. de Carleton (1) me dit à la fin d'aoust de l'année dernière qu'il plaignoit plus l'habitant canadien qu'il ne le condamnoit, parce qu'il avoit connoissance que c'étaient les marchands des villes qu'ils séduisaient ; cela me donna lieu, de retour chez moi, d'observer ce que disaient les *gaboteurs* (sic) de nos cantons. Je n'ai qu'un trait pour faire voir que Son Excellence ne se trompoit point.

Comme j'étais à sermonner un jeune homme nommé Benoit Dechaîne, comendé en vertu des ordres qu'avait apporté Mr Dunier (et puisqu'il a été chef du party bostonois depuis), un habitant dit pour le détourner de suivre mes avis : Va demander à un tel qui vient de Québec, tu connoîtras s'il fait bon pour toy de marcher. Ce tel avait des lettres du congrès qu'il lisoit dans son canton.

J'espérois que l'éloignement nous garantiroit de la séduction, nous estions assez tranquils, occupés les cap nes Lausier (2) et Duchouquet, etc, à attendre des ordres du gouvernement pour agir suivant que M. Cramahé (3) en avait prévenu ces deux Messieurs lorsque les renvoyant dans l'arrière saison il leur dit qu'ils seroient avertis à tems des mouvements qu'ils auroient à faire.

(1) Sir Guy Carleton en 1775, lieutenant-gouverneur et commandant en chef de l'armée.

(2) Augustin Roy-Lausier, mort le 12 avril 1790 âgé de 88 ans et sept mois.

(3) Hector Cramahé avait administré la province de 1770 à 1774, en l'absence de sir Guy Carleton.

Cependant arrive du camp Bostonois Pierre Aiot chargé de proclamations de Mr Wooster ; (1) elles portaient peine de mort ou d'exil contre ceux qui nuiraient même de paroles au congrès. J'étois chez le Sr Lausier ; il voulut les lui faire prendre. Il y eut de l'altercation, je coupai court en disant à Aiot que cela (2) ne regardoit point Lausier fils lieutenant, l'adresse étant au capitaine ; il s'en fut, mais il se donna de garde d'arrêter chez Lauzier père capitaine. Il fut droit chez Germain Dionne qui le lendemain fit commender toute la paroisse pour se rendre chez lui, j'étois à un malade ce jour là, on m'y demanda s'il fallait aller chez Germain Dionne ; — non, dis je, il n'est pas capitaine, c'est une assemblée illicite pour nous séduire, restez chez vous, quand le capitaine vous l'ordonnera, vous irez chez lui.—Quelques uns m'écoutèrent, d'autres méprisèrent mon avis.

Comme je connoissois le génie séduisant de ce Germain Dionne, l'ascendant qu'il avoit sur les esprits parce qu'il sortoit d'être premier Baillif, qu'il étoit riche, je vis que tout étoit perdu, je pris le party de luy écrire la lettre la plus tendre pour le détourner de son dessein. Le capitaine Lauzier y fut luy même. On rit de ma lettre, on n'écouta point le capitaine.

Clément Gosselin gendre de Germain Dionne enrôlait. Germain Dionne fournissoit les besoins de vivres, souliers, etc. On écrivit rebelle au Congrès celui qui refusoit. Par mes soins il ne séduisit que quelques vagabonds, mais malgré tout, ne pouvant être partout et en tous tems je tentai d'arrêter ces assemblées séditieuses par ceux même pour lesquels elles se faisoient. J'en avois parlé à Mr Mercier, mouche qui me parut Bostonoise et qui se promenait dans nos

(1) Wooster étoit général des troupes américaines après la retraite d'Arnold et la mort de Montgomery.

(2) Augustin Roy-Lausier étoit aussi marchand à Sainte-Anne.

cantons. Il me fit entendre que Mr Wooster, qu'il me dit commander alors au camp de Québec, arièteroit Germain Dionne, si je luy en écrivois, je le fis, mais ce monar. étoit à Montréal, et n'est venu au camp qu'a commencement de mars. Nous étions alors à la mi-janvier. Aiot, Gosselin et Germain Dionne firent ce qu'ils voulurent, ils n'engagèrent cependant que des *meurs de faim*.

Au commencement de février, parut dans nos cantons le Sr Feré avec le titre de commissaire du congrès pour des vivres. Il fit transporter le bled de Mr Duchesai, seigneur de Saint-Rock ; il dit qu'on devait le paier à la nouvelle York (1) où il étoit.

Cet homme sur bien des raisons que je luy alléguais pour soutenir l'autorité roiale, se rendit et me devoilà son âme. Il me dit ce que j'avais jusqu'alors ignoré, la faiblesse des rebels depuis le coup du 31 décembre, et que les secours promis ne leur venoient point, qu'il ne voudroit que 50 hommes qu'il se chargeroit de débarrasser la garde de la Pointe Lévy-Dissimulé, lui dis-je, il n'est pas encore tems, les cinquante écloront bientôt. Il resta dans nos cantons à flâner, sous prétexte de faire des recrues. Il envoya cependant le nommé Blondin pour tenter de pénétrer à Québec afin d'avoir l'approbation de Son Excellence. Blondin ne put réussir. Il y avoit bien du tems que le Sr Lausier et Duchouquet vouloient éclater, je les arretois. Le Sr Riverin vint pour avoir M. Dangleade chirurgien de ma paroisse ; il me parla de la possibilité de chasser la garde de la Pointe Lévy ; il me fit sentir qu'il alloit hazarder d'aller à Québec.

M. Bailly (2), prêtre du séminaire, voyageoit chez nous ; il excitoit, encourageoit les roialistes ; mais avant de nous déclarer, on conclut, sous prétexte d'aller acheter du bled

(1) New-York.

(2) Devenu plus tard coadjuteur, sous le titre d'évêque de Capse.

de semence, de faire un voyage à la Rivière du Sud, pour conoître le nombre des roialistes. Nous fûmes surpris qu'il fut si petit. J'y vis M. Désilets-Couillard, qui me dit que M. Cramahé l'avait renvoyé dans l'arrière saison, en luy disant les mêmes choses qu'il avoit dites au Sr. Lausier.

Le 20 mars, M. Riverin arriva à Sainte-Anne, après avoir fait passer les ordres de Son Excellence à M. de Beaujeu. On fut quelque tems en balance si on se déclarerait, vu l'opposition des paroisses d'en haut. Quelqu'un dit, et son avis fut suivi : Quand il en devrait coûter la vie, obéissons, nous serons peut-être arrêtés, mais nous sauverons nos paroisses de la tache de rébellion.

Dans la même nuit, on éclata, les capitaines et autres officiers donnèrent par leurs mouvemens des preuves d'un zèle des plus vifs, on se dispersa pour annoncer les ordres jusqu'à Camourasca, et pour avoir des hommes, l'étendart roial fut planté entre la maison du Sr. Lausier, lieutenant, et le presbitère. M. de Beaujeu arriva le 21, à midi ; on vint le chercher comme il dinait, le même jour, de la Rivière Ouelle, les habitans de cette paroisse voulant le voir, s'assurer qu'il existoit et qu'il étoit porteur d'ordres de Son Excellence. Il partit tout de suite.

Cependant, M. Bailly envoya un courrier de la Pointe à la Caille (1) pour presser M. de Beaujeu de se rendre. Il eut connoissance que les paroisses d'en haut étoient averties et remuaient pour s'opposer, mais les milices d'en bas n'étoient pas encore prêtes. J'écrivis pour luy suivant les pouvoirs qu'il en avoit l'amnistie pour tous ceux qui marcheroient avec luy : le pardon fut datté du quartier général des roialistes à Sainte-Anne, signé Beaujeu, et contresigné Porlier, prêtre. Il fut envoyé à M. Bailly, à la Pointe à la Caille. M. de Beaujeu donna une amnistie particulière à Feré.

(1) Saint-Thomas de Montmagny.

Dans cet intervalle arriva M. Fortin (1), diacre, qui voyageoit pour une quête de bled. Il fut surpris de voir l'étendard du roy planté comme je l'ai dit. Est-il possible que dans le nord on dorme pour la bonne cause ?—Vous pouvez vous éveiller, luy dis-je, laissez votre quête pour un autre temps, allez annoncer ce que vous voyez, et faites remuer, ce sera une diversion, qui ne pourra que nous faire réussir.—On ne me croira pas, reprit il.—Eh bien, je vais écrire à Mgr de Doryle (2) ce qui se passe. Il se chargea de ma lettre et partit. Il m'a dit depuis que si l'échec n'étoit pas arrivé si tost à St-Pierre (3), le nord fournissoit un party considérable et se mettoit en marche.

Le 23 au matin, cinquante miliciens de Camourasca, quatre de la Rivière-Ouelle, vingt-sept de Sainte-Anne, vingt-cinq de Saint-Roch, partirent avec M. de Beaujeu. Le tems devint si affreux que, croians se rendre à la Pointe à la Caille, ils ne purent passer les uns Saint-Jean les autres l'Islet. Ils trouvèrent les paroisses la plupart neutres, qui ne cherchoient qu'à les décourager. Cela n'empêcha pas de se rendre la nuit du 24 au 2e quartier-général à Saint-Thomas. On disposa une partie pour faire des recrues d'armes et d'hommes.

Je reçus un courrier de M. de Beaujeu pour faire marcher l'arrière-garde. Il m'avait prévenu, lorsqu'il partit, de la tenir prête au besoin. Le capitaine Lausier et son fils Louis étaient restés exprès avec plusieurs chefs de famille. M. de Beaujeu vouloit intimider en montant ceux qui s'opposeroient, en annonçant autant de monde par derrière qu'il en

(1) Jean-Marie Fortin, qui fut curé de Saint-Jean, I. O., de 1800 à 1822, décédé en 1829.

(2) Mgr D'Eglis, à cette date, était coadjuteur de Mgr Briand et portait le titre d'évêque de Dorylée.

(3) C'est à Saint-Thomas que les royalistes furent battus par les Bostonais.

avait avec luy. J'envoiai avertir jusqu'à Camourasca. Plusieurs de Saint-Roch partirent le même soir, à leur tête le capitaine François Pelletier et le lieutenant Jaques Pelletier, dont les enfans étoient partis la veille avec M. de Beaujeu.

Le 25, le corps de l'arrière-garde s'arrangea pour partir. Le lendemain, 26, à 4 heures du matin, les voitures en effet arrivèrent chez moy, lorsque le Sr. Feré parut tout à coup. Tout est perdu, s'écria t-il en entrant, nos gens sont massacrés. M. Bailly est du nombre, d'autres ont été faits prisonniers. Le corps de party a pris l'allarme à la Pointe à la Caille, tout est dispersé, sauvez-moy, sauvez vous. Accablé par cette triste nouvelle, je demeurai interdit quelque tems. Revenu de mon saisissement, je m'adressai à ceux qui étoient pour partir : Retournez, mes amis, leur dis-je, votre zèle devient inutile, il fait encore nuit, moins vous paroîtrez, mieux ce sera pour vous. Je dis à Feré : Puisqu'il faut que je travaille à me sauver, vous m'embarrasseriez fort, partez dans cette voiture que voilà du bas de la paroisse et gagnez Rimousky.

La déroute fut bientôt scéu. Il me fallut essuyer les reproches des pères et des mères qui me redemandoient leurs enfans : *Voilà ce que c'est vous autres gens d'Eglise de vous mêler de ce qui ne vous regarde point. Nous le voions bien que ce M. Bailly ne rodoit ici que pour nous séduire. Qu'allons nous devenir ? et vous, monsieur, nous allons vous perdre, etc.* Il me fallut plier le dos ; mais ce n'étoit pas le plus dur à supporter, j'appris que les ordres étoient de nous piller et bruler ensuite. Ces nouvelles m'accablèrent quand je pensois à la quantité de femmes et d'enfans jettés sur la neige pendant un froid des plus rigoureux, et j'en étois une des principales causes. Je pris le party de souffrir toute espèce d'humiliations pour appaiser. Aiot, qui conduisoit tout, avoit de l'humanité. Il étoit aussi un peu politique ;

il fit croire aux officiers Bostonois qu'on minerait leur party si on poussait les choses à l'extrémité, surtout si on enlevait les prêtres.

Une troupe de 40 à 50 vinrent chez moy. Germain Dionne arriva le premier, qui me dit : Monsieur, ne craignez rien, votre vie est entre nos mains, mais Aiot est bon, il vous sauvera. Je reçus avec politesse les officiers, je soutins leurs reproches par les mots de devoir et d'obligation de conscience qui nous contraignoient d'engager nos peuples d'être soumis aux ordres de leurs supérieurs, que M. de Carleton étoit toujours reconnu comme tel dans nos cantons, n'y ayant rien qui put nous avoir soustraits à sa domination, etc. M. Dubois, homme qui me parut éduqué et rempli de douceur, dit qu'on pensoit que c'étoit une sédition d'habitans sans ordre, qu'il voudroit bien voir M. de Beaujeu, qu'il avoit la commission de M. Gaspé, mais que cela ne suffisoit pas, qu'il doutoit même de l'écriture et de la signature. Je fus luy en chercher de semblable. Je l'assurai avoir vu la commission de M. de Beaujeu, une lettre circulaire adressée aux curés, un ordre aux capitaines. Il me pria de l'écrire au camp pour sa décharge. Je le fis, mais une partie par une treille qu'avoit fait M. Mercier était envoyée à Montréal. Lorsque ces Bostonois étoient chez moy, ils envoyèrent chercher William Ross, qui leur montra pour sa justification un écrit que Feré avoit donné à Camourasca et signé, par lequel il affirmoit qu'il n'avoit presque point de provisions au camp, peu de munitions de guerre, que depuis l'affaire du 31 décembre, ils n'avoient reçu aucun secours. Cet écrit avoit été donné pour encourager les miliciens à marcher. Quand M. Dubois le lut, il dit que cet homme méritoit punition, il mit sa tête à prix. Aiot reçut l'ordre de le chercher. M. Dubois parla beaucoup avec Ross des provisions qu'il avoit (sans doute que M. Mercier qui les avait vû en avoit donné connaissance). Ross dit que c'étoit pour son commerce. On luy expliqua qu'il en falloit et qu'on lui pairoit.

UNE MÉSAVENTURE

En 1874, intervint entre les délégués des catholiques et le pouvoir exécutif du Nouveau-Brunswick, un compromis qui, bien que non sanctionné par une loi, fut cependant appliqué dans tout le pays.

En vertu de cette transaction, les écoles publiques furent, il est vrai, seules maintenues, mais le clergé catholique eut le droit d'y aller, en dehors des heures de classe, instruire les enfants des préceptes de la religion. Une certaine part fut même faite, dans ces écoles, à l'enseignement du français et, de plus, les congréganistes munis du diplôme réglementaire furent admis à concourir pour l'emploi d'instituteur.

Au R. P. Lefebvre, qui, ferme et conciliant tout à la fois, servit de principal intermédiaire entre protestants et catholiques, revient en majeure partie le mérite d'avoir amené cet heureux résultat. Dans ces circonstances mémorables, il réussit à rendre à la cause de ses compatriotes un service dont ceux-ci ne perdront jamais le souvenir.

Ce compromis ne fut pourtant pas accepté sans avoir soulevé l'opposition furieuse de certains fanatiques protestants, dont les plus en vue étaient MM. Elder et Willis, deux publicistes influents députés à la législature du Nouveau-Brunswick. Ils commencèrent par engager une abominable campagne de diffamation contre le clergé catholique en général, et en particulier contre les prêtres français, qu'ils représentaient, dans leurs journaux, comme des êtres immoraux et de dangereux conspirateurs. Ensuite, M. Willis se chargea de se faire, à la tribune de la Chambre, l'écho des calomnies que lui et ses amis avaient imaginées et de demander au parlement de s'opposer à l'application du compromis scolaire.

Une mésaventure grotesque survenue à cet odieux personnage, vint subitement mettre un terme à ses coupables agissements, tant il est vrai que, partout dans le monde, le ridicule peut tuer aussi sûrement que le poignard.

Le jour où il monta à la tribune, M. Willis s'écria d'un ton solennel, en désignant le pupitre installé devant lui : " Oui, messieurs, j'ai là les preuves de l'infamie des prêtres de Rome ; j'ai là des pièces démontrant le bien-fondé des accusations si graves que j'ai portées contre eux !" En même temps, il ouvrit le pupitre en question. Aussitôt, un gros oiseau noir en sortit avec un bruit assourdissant, effleura le visage de M. Willis, et prit son vol jusque dans les tribunes.

C'était un coq qu'une main facétieuse avait enfermé dans le bureau de l'orateur, dont la frayeur fut telle qu'il resta un certain temps, avant de reprendre possession de lui-même. Quand enfin il put parler, il s'embrouilla dans son discours et fut impuissant à déguiser, sous des artifices de langage, la faiblesse manifeste de son augmentation.

Les rieurs ne furent pas de son côté, et la Chambre, en majorité acquise aux idées d'apaisement, résolut de ne pas s'opposer à l'application du compromis.

Depuis cette époque, la paix religieuse n'a plus été troublée dans le Nouveau-Brunswick, et tout porte à croire que, d'ici longtemps, on n'y persécutera plus les catholiques.

CAMILLE DEROUET

BIBLIOTHÈQUE CIRCULANTE

En 1764, le sieur Germain Langlois, demeurant sur la place du marché, à la haute ville de Québec, fonda une bibliothèque circulante.

S'il faut en croire le prospectus que publia alors Langlois sa bibliothèque consistait en plusieurs centaines de volumes bien choisis, tant en anglais qu'en français, écrits par les meilleurs auteurs sur des sujets intéressants et amusants.

Voici quelles étaient les conditions de Langlois pour pouvoir s'abonner à sa bibliothèque :

Payer six sols par semaine d'argent courant d'Halifax ; Ne prendre qu'un seul livre à la fois ; Ne pas le garder plus d'une semaine ; Payer tout dommage fait au livre.

P.-G. R.

UNE LETTRE DE SAINT VINCENT DE PAUL

Les Hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Québec conservent avec grand soin une précieuse relique de saint Vincent de Paul. C'est une lettre autographe que le saint écrivit à la mère Saint-Joseph et dans laquelle il rend un glorieux témoignage au dévouement des premières Hospitalières de Québec. Nous la transcrivons en respectant scrupuleusement l'orthographe :

“ De Paris, ce 20 avril 1602.

Ma révérende mère,

La grâce de Notre-Seigneur soit avec vous pour jamais.

Il est vrai que ceux qui m'ont fait l'honneur de vous rapporter l'estime que je fais des missions du Canada ont eu sujet de le faire ; car, en effet, je regarde cet œuvre comme l'un des plus grands qui se soient faits depuis quinze cents ans, et ces saintes âmes qui ont le bonheur d'y travailler, comme des âmes vraiment apostoliques qui méritent l'approbation et le secours de l'Eglise, particulièrement vous et votre communauté qui contribuez à l'assistance spirituelle et corporelle des pauvres et des malades, qui est le comble de la charité chrétienne, et en quoy je tiendray à singulière bénédiction de vous aider, s'il plaît au bon Dieu de m'en faire la grâce quelque jour. Quant à présent, ma chère mère, cela m'est du tout impossible, à cause des misères de ce pays icy provenants des guerres passées, et des divisions présentes de ce royaume qui réduisent les provinces dans une entière désolation, à quoy plusieurs personnes charitables de Paris tachent d'apporter quelque remède contribuant de leurs soins et de leurs aumônes pour empêcher que le monde périclite de pauvreté ; mais ces aumônes ne pouvant suffire ; il servirait de peu de leur parler des besoins du Canada. Je ne doute pas, ma chère mère, que ceux de votre hôpital ne soient grands, après les pertes que les Iroquois vous ont fait

souffrir de delà et la diminution notable du revenu que vous avez icy sur les coches, dont je suis bon témoin, pour ce que plusieurs de nos maisons y ayant leur petite subsistance, ont peine d'en tirer la moitié de ce qu'elles en tiraient ci-devant, je prie Notre-Seigneur, ma révérende mère, qu'il suscite quelques bonnes personnes qui vous donnent moyen de lui continuer vos services en ses pauvres membres, et c'est ce que j'ose espérer de sa paternelle providence qui est adorable partout. J'ai une particulière confiance en vos prières ; bien que je sois indigne d'y participer, je vous les demande néanmoins avec toute l'humilité que je le puis, et avec désir qu'il plaise à Dieu me faire la grâce de vous servir qui suis en son amour,

Ma révérende mère,
Votre très humble
et obéissant serviteur,
Vincent de Paul, Ptre,
De la Mission.

A ma Rde Mère,

La Mère Supérieure des Religieuses de la Miséricorde de
l'Hôtel-Dieu de Québec,
A KÉBEC.

UNE EPITAPHE

Epitaphe de Monsieur Richer, Curé de Québec, décédé en cette ville et enterré dans le caveau de la chapelle du Séminaire, servant d'Eglise Paroissiale et même de Cathédrale.

Ci-git, justement regretté,
Un digne Prêtre et Curé ;
Des vers son corps est la pâture,
Mais son âme prend nourriture
Dans le séjour bienheureux,
Où il est entré glorieux,
De ses Paroissiens le Pasteur,
Il n'a cherché que leur bonheur ;
Et pour soulager les pauvres
Il s'est rendu lui-même pauvre.
De ses vertus admirateurs,
Soyons-en les imitateurs.

(Gazette de Québec, 7 avril 1768)

ETATS DE SERVICES DU COLONEL DE
SALABERRY, PERE DU HEROS DE
CHATEAUGUAY

1° Blessé deux fois en 1775, dont une fois très sévèrement ; infirmités résultantes, dont je me ressens encore après quarante-cinq ans. Cette première campagne et la suivante, je les ai faites à mes propres frais et dépens, volontaire sans aucune paye. Le reste de la guerre révolutionnaire d'Amérique, en paye ; — à la paie demi-payé, interrompue, quand Surintendant des Sauvages en 1799. — En 1796, Major 1er Batt du Régiment Royal-Volontaires-Canadiens.

Régiment réformé en 1802. Ensuite Commandant du premier Régiment de La Milice d'*Elite incorporée*, levée en 1812 pour cette dernière guerre d'Amérique ; âgé alors de plus de soixante ans, à présent dans ma soixante-neuvième, et ma santé ruinée par mes anciens services et blessures ; et les chagrins pour la perte de mes chers enfants.

2° Aucun sujet Canadien n'a fait pour son Roi de sacrifices aussi sensibles, car, de *quatre* fils, j'en ai perdu *trois* dans l'Armée : proportion certainement bien cruelle ! et objet d'une douleur ineffaçable ! Le seul de mes fils qui me reste a toujours servi honorablement dans l'armée, en diverses parties du monde, depuis l'âge de quatorze ans, entr'autres à la glorieuse affaire de Châteauguay, pour laquelle il a reçu de Sa Majesté des marques de distinction, et une place au Conseil Législatif, contre la règle de n'y point introduire en même temps, et le Père, et le Fils : mais j'espère que tous deux, nous serons toujours les plus fermes appuis du Gouvernement soit au Conseil, soit l'épée à la main, malgré mon âge avancé.

3° J'ai perdu en France près de deux mille louis, étant sujet Anglais, ce qui dans la guerre révolutionnaire m'a

privé de l'avantage de pouvoir retirer cette somme, perdué à présent sans ressource par ce que les Lois de ce pays-là appellent *prescription* : perte considérable pour ma famille. Des Gentilshommes qui s'offrirent à servir Volontaires en 1775, nous ne restons plus que trois, mois seul à Québec.

JOSEPH LEVASSEUR BORGIA

Le matériel du *Canadien*, dont le premier numéro parut le 22 novembre 1806, fut acheté par MM. Borgia, Bédard, Taschereau, Blanchet, Bourdage et Planté.

En 1808, M. Borgia fut destitué de sa position dans la milice.

Le 17 mars 1810, Borgia fut arrêté sur l'ordre de Craig avec Bédard, Blanchet et Taschereau. En juillet de la même année, Borgia fut relâché pour cause de maladie.

M. Borgia fit de nombreuses tentatives pour introduire en Canada le droit civil anglais, mais il ne réussit pas.

Le député Borgia avait un tempérament assez excitable. Pendant la session de 1819, il fut mis sous la garde du sergent d'armes, pour avoir fait des gestes insultants à Sherwood et l'avoir traité d'imbécile.

RÉPONSES

La mission d'Oka et ses missionnaires. (VI, III, 707.)—Avant l'établissement définitif de la Mission du Lac des Deux-Montagnes à Oka, en 1721, les MM. de Saint-Sulpice avaient dirigé :

1^o La mission de la Montagne de Montréal, fondée en 1676, confiée à MM. Trouvé, Mariet et de Belmont ;

2^o En même temps que la mission de la Montagne, celle du Sault au-Récollet, fondée en 1696, administrée par MM. Robert Gay et Maurice Quéré de Treguron ;

3^o En 1704, les sauvages non iroquois des deux missions ci dessus furent réunis les uns, Algonquins, à Sainte-Anne du bout de l'Île, par M. Lascaris d'Urfé, les autres, Nipissings, à l'Île aux Tourtes, au pied du Lac des Deux-Montagnes, par M. C. René de Breslay.

En 1721, toutes ces missions cessent d'exister pour donner naissance à la Mission du Lac des Deux-Montagnes (Oka), qui devait durer jusqu'à nos jours. Voici les noms des missionnaires :

MM. Hamon Guen ; Elie Dépéret ; Frs. Picquet ; Jean-Claude Mathevet ; J. P. Davaux Besson de la Garde ; J.-B. Reverchon ; F. A. Magon de Terlaie ; P.-P.-F. Delagarde ; Jean-de-Dieu Frs. Robert ; V.-F. Guichard de Kersident ; G.-J. Brassier ; M.-F. Leclerc, né à Caughnawaga ; J.-L. M. Sauvage de Châtillonet ; A. Malard ; J.-B. Thavenet ; J.-B. Roupe, venant de Saint-Régis ; J.-C. Léonard Baveux ; Chs.-L.-Frs. de Bellefeuille ; Flavien Durocher ; P. Richard ; Jos. Aoustin ; Nic. Dufresne ; André Cuoq, qui a le plus contribué à faire connaître au monde savant les richesses des langues américaines, mort en 1898 ; M. U. Lafontaine.

L'abbé G. FORBES

Le voyage de Guillaume IV au Canada. (I, III, 20.)—Le prince William-Henry, troisième fils du roi

George III, était né en 1765 ; il n'avait conséquemment que 22 ans, lorsqu'en 1787, il vint en Canada. Il était alors capitaine de la frégate *Pégasus*, après avoir débuté par être simple aspirant en marine (midshipman) et avoir passé par tous les autres grades.

Parti de la Jamaïque, il arriva en quinze jours de passage à Halifax, le 28 juin.

L'arrivée du Prince à Québec fut précédée par celle d'une partie de l'escadre du commodore Sawyer, qui montait lui-même le *Leander*, vaisseau de 50 canons. Il était accompagné du *Ressource* et de l'*Ariadne*. Il y avait de plus dans le port de Québec le *Thisbé*, venant d'une croisière, et quatre vaisseaux qui avaient été nolisés comme transports pour amener à Québec partie des 5e, 26e et 54e régiments. Un de ces navires avait nom le *Lord Mulgrave*.

Le mardi, 14 août, de grand matin, le *Pégasus* mouilla devant Québec. Le major Beckwith et le capitaine de Saint-Ours, deux des aides de camp du gouverneur, allèrent à bord savoir le plaisir du Prince au sujet de son débarquement. Le lendemain, à onze heures, le Prince se rendit de son vaisseau au *Leander* qui portait le pavillon du commodore ; on déploya à bord de ce vaisseau l'étendard royal et on tira une salve de 21 coups de canon. Peu après, cinq berges, celle du Prince, précédant les autres et ayant l'étendard royal, celle du commodore portant la grande flamme, et celles des capitaines des trois autres navires, portant les leurs, partirent en procession du *Leander*, qui réitéra une salve royal. Le Prince, en passant le long de la ligne des quatre autres navires, fut salué de 21 coups de canon.

En débarquant sur la grève, près du marché de la basse-ville, le Prince fut reçu par le brigadier général Hope, lieutenant-gouverneur de la province, les membres du conseil, les divers corps du clergé, de la justice et de la noblesse ; et, dès qu'il eût mis pied à terre, on le salua de 21 coups de canon.

Lorsque le Prince entra dans la cour du château Saint-Louis, il fut rencontré par lord Dorchester, qui le conduisit dans la maison du roi. Là, le lieutenant-gouverneur lui présenta une adresse au nom du Conseil de Sa Majesté.

Le soir, un grand feu de joie fut tiré par les troupes, la milice et les citoyens.

A l'occasion de la visite du Prince, le gouverneur fit mettre en liberté tous les prisonniers civils et militaires, à part toutefois ceux qui étaient accusés de meurtre.

Le 21 août, anniversaire de la naissance du Prince, le clergé catholique lui présenta une adresse. Dans sa réponse, le Prince le remercia de sa loyauté.

Pendant son séjour ici, le Prince visita Montréal, Chambly et Sorel. Les habitants de ce dernier endroit furent si heureux de la visite du Prince, qu'ils changèrent l'ancien nom de leur bourg en celui de William-Henry (1).

Le Prince quitta Québec le 10 octobre à bord du *Pégasus*, lequel fut suivi par le *Leander* et le *Résolute*. Quelques jours avant on avait fait, sur le cap Diamant, des feux d'artifices en son honneur.

Ce ne fut qu'en 1818 que le prince William Henry se maria à la fille du duc de Saxe-Meningen dont il eut deux filles qui moururent au berceau. Il ne monta sur le trône que le 8 septembre 1831 et mourut le 20 juin 1837, n'ayant régné que six ans, quoiqu'âgé de 72 ans.

Il conserva, assure-t-on, à la cour et sur le trône, un excellent souvenir de son voyage d'Amérique et montra à l'égard des habitants de ce pays qui lui furent présentés en Angleterre une bienveillance toute particulière. Son règne, bien court, fut cependant marqué par d'importants événements : entre autres, la passation du fameux bill de réforme.

P.-J. O.

(1) Voir *Recherches Historiques*, v. I, p. 59

La croix du Saut au-Matelot. (III, II, 294.)— C'est l'année même de son arrivée dans la Nouvelle France que M. de Tracy fit planter sur le terrain du séminaire de Québec une croix de soixante-cinq pieds de hauteur. On ne connaît pas exactement l'endroit où elle s'élevait. Ce ne devait pas être très loin de la cime du cap puisqu'on appelait cette croix "la croix du Saut-au-Matelot." Son site était si délicieux que Mgr de Saint-Vallier aurait voulu l'acquérir du séminaire de Québec. Celui-ci ne voulut pas consentir à s'en déposer.

R.

La peinture au Canada sous le régime français. (IV, VII, 480.)—Saviez-vous que les féroces Iroquois qui donnèrent tant de fil à retordre à nos pères étaient des amateurs de peinture ? C'est la vénérable mère Marie de l'Incarnation qui nous apprend la chose dans une de ses admirables lettres à son fils. Lui racontant les succès du père jésuite Jean Pierron, missionnaire chez les Agniers, elle écrit :

" Comme le Père a divers vices à combattre, il a aussi besoin de différentes armes pour les surmonter. Il s'en trouvait plusieurs qui ne voulaient pas écouter la parole de Dieu, et qui se bouchaient les oreilles lorsqu'il voulait les instruire. Pour vaincre cet obstacle, il s'est avisé d'une invention admirable, qui est de faire des figures pour leur faire voir des yeux ce qu'il leur prêche de parole. Il instruit le jour, et la nuit il fait des tableaux, car il est assez bon peintre. Il en a fait un où l'enfer est représenté tout rempli de démons si terribles, tant par leurs figures que par les châtimens qu'il font souffrir aux sauvages damnés, qu'on ne peut les voir sans frémir. Il y a dépeint une vieille iroquoise qui se bouche les oreilles pour ne point écouter un jésuite qui la veut instruire. Elle est environnée de diables qui lui jettent du feu dans les oreilles et qui la tourmentent dans les

autres parties de son corps. Il représente les autres vices par d'autres figures convenables, avec les diables qui président à ces vices là, et qui tourmentent ceux qui s'y laissent aller durant leur vie. Il a aussi fait le tableau du paradis, où les anges sont représentés, qui emportent dans le ciel les âmes de ceux qui meurent après avoir reçu le saint baptême. Enfin il fait ce qu'il veut par le moyen de ses peintures. Tous les Iroquois de cette mission en sont si touchés qu'ils ne parlent dans leurs conseils que de ces matières, et ils se donnent bien de garde de se boucher les oreilles quand on les instruit. Ils écoutent le Père avec une avidité admirable, et le tiennent pour un homme extraordinaire. On parle de ces peintures dans les autres nations voisines, et les autres missionnaires en voudraient avoir de semblables, mais tous ne sont pas peintres comme lui. "

Le Père Pierron est lui même l'auteur du jeu du *Point au Point* qu'il décrit ainsi dans la *Relation* de 1670, page 38 : " Ce jeu est composé d'emblèmes qui représentent tout ce qu'un chretien doit sçavoir. On y voit les sept sacrements, tous dépeints, les trois vertus théologiques, tous les commandements de Dieu et de l'Eglise, avec les principaux péchés mortels ; les péchés même véniels qui se commettent ordinairement y sont exprimez dans leur rang, avec des marques de l'horreur qu'on en doit avoir. Le péché même originel y paraît dans un ordre particulier, suivi de tous les maux qu'il a causez. J'y ai représenté les quatre fins de l'homme, la crainte de Dieu, les indulgences..... En un mot, tout ce qu'un chretien est obligé de sçavoir s'y trouve exprimé par des emblèmes qui font le portrait de chacune de ces choses..... Ce jeu s'appelle du *Point au Point*, c'est-à-dire du point de la naissance au point de l'éternité."

La mère Marie de l'Incarnation et Jean Bourdon avaient quelques connaissances en peinture. " La m. de l'Incarnation Ursuline, lisons nous dans le *Journal des Jésuites*, avril 1646,

employa presque tout le carême à peindre deux pièces d'architecture pour accompagner le Tabernacle de la paroisse : Monsr Bourdon peignit quelques marches."

Après le Père Pierron, le diacre François-Luc Lefrançois, récollet, s'adonna à la peinture. Il fit plusieurs tableaux pour les églises de la Nouvelle France, entre autres une *Assomption* pour l'église des Jésuites, et un *Ecce Homo* pour l'Hotel-Dieu de Québec. On conserve encore deux tableaux du frère Luc dans la basilique de Sainte-Anne de Beauré. S'il faut en croire Frontenac, ce serait le frère Luc qui aurait dressé les plans du séminaire de Québec. On a dit du frère Luc que son coloris était mauvais, sa composition médiocre, et son dessin excellent.

M. Hugues Pommier, prêtre, natif du Vendômois, qui vint dans la Nouvelle-France en 1664, se piquait de peinture. Il faisait beaucoup de tableaux, mais personne ne les goûtait. M. de La Tour nous apprend que c'est cette raison qui le fit repasser en France. Il espérait que son talent y serait mieux apprécié. Il n'y réussit pas, et se donna aux missions de la campagne, où il eut du succès.

Le Père Sébastien Rasle, le célèbre missionnaire des Abénaquis, assassiné à Nanrantsouak le 23 août 1724, par un parti de la Nouvelle-Angleterre, savait quelque peu la peinture. Sa chapelle de Nanrantsouak contenait quelques-unes de ses peintures lorsqu'elle fut incendiée.

La mère Marie de l'Incarnation mourut en 1672. En l'absence de Mgr de Laval, M. de Bernières, son grand vicaire, présida à ses funérailles. Avant de déposer les restes de la sainte religieuse dans leur dernière demeure, il permit à un artiste envoyé spécialement par le gouverneur de Courcelles de peindre le portrait de la défunte.

Le nom de cet artiste n'a pas été conservé.

Le père jésuite Pierre Laure, qui arriva dans la Nouvelle-France en 1711, avait beaucoup de goût pour la peinture.

Aussi cultivait-il cet art pendant son séjour ici. Le P. du Parc, ministre à Québec écrivait au P. Général à Rome que le P. Laure consacrait beaucoup de temps à la peinture : " Magister Laure, qui theologiae dat hic operam, picturae multum tribuit temporis." Aucune peinture du Père Laure n'a été conservée.

Mais les pères Pierron, Rasle et Laure, aussi bien que le diacre François Luc LeFrançois et l'abbé Paumier était Français. Le premier Canadien qui s'appliqua à la peinture fut l'abbé Jean-Antoine Aide-Créquy, né à Québec le 6 avril 1749. La basilique de Québec contenait plusieurs de ses peintures. Le tableau de la chapelle de la Sainte-Famille, brûlé en 1867, était son œuvre. L'*Annonciation* du maître-autel de l'église de l'Islet est aussi de lui.

P. G. R.

Mort de Charles Fréchette. (IV, IX, 514.)—

Charles Fréchette, complice de David McLean, en 1797, est décédé à Saint-Jean d'Iberville, le 15 décembre 1828, et y a été inhumé le 17, par messire Rémi Gaulin, curé de l'endroit, décédé lui-même évêque de Kingston, et en présence de Louis St Michel et de Michel Demers, qui n'ont su signer. Il mourut, dit l'acte de sa sépulture, *muni des sacrements*, et à l'âge de 68 ans.

Il a signé lui-même (assez bien) plusieurs actes, à Saint-Luc, comté de Saint-Jean, *Charles Fréchette*. Certains membres de sa famille signèrent Frichette. Son vénérable frère le curé de Belœil, signait *Fréchette* ; et il est probable que c'était son vrai nom.

L'abbé L.-A. MOREAU

La bataille de Ristigouche. (V, VI, 626.)—

Ceux qui ont lu l'histoire de la gigantesque lutte entre la France et l'Angleterre pour la possession du Canada et de l'Acadie, connaissent tous les détails des grandes batailles qui se

livrèrent à Louisbourg, au Fort Beauséjour, à Carillon et sur les Plaines d'Abraham ; mais combien ont même entendu parler de la bataille de Ristigouche ?

Le professeur W. F. Ganong, qui amasse des documents et fait des recherches pour une histoire du Nouveau Brunswick qu'il a l'intention d'écrire, a mis en brochure un article publié par lui dans la *Educational Review* sur les reliques les plus précieuses que nous avons de la période française de notre histoire.

Parmi ces reliques, il y a deux canons de facture française, que l'on peut voir aujourd'hui encore à l'endroit où ils ont été trouvés, à Athol Point.

Athol Point est une langue de terre, trois mille en haut de Campbellton et qui s'avance dans la rivière Ristigouche là où celle-ci se jette dans la baie qui donne sur le fleuve.

Sur l'un des canons sont gravés deux ancres que le temps ni la rouille n'a pu effacer. Deux fleurs de lis indiquent suffisamment l'origine française de l'autre canon.

Ces deux pièces d'artillerie, suivant M. Ganong, sont les reliques de l'important combat naval qui eut lieu dans la baie à l'embouchure de la rivière Ristigouche, en l'année 1760.

On trouve une description semi-officielle de cette bataille dans le *London Magazine* pour l'an 1760.

Nous traduisons :

“ Londres, le 8 septembre 1760.—Par des dépêches reçues du capitaine Byron, officier supérieur des vaisseaux de Sa Majesté Britannique à Louisburgh, et portant la date du 26 juillet, il appert que le capitaine B., ayant appris du brigadier-général Whitmore, que la flotte française avait fait voile vers la Baie des Chaleurs, partit à sa recherche avec la *Fame*, le *Dorsetshire*, l'*Achilles*, le *Scarborough* et le *Repulse*. Ayant détruit un vaisseau français, la *Cutharina*, dans la baie de Gaspé, le capitaine Byron se dirigea vers une grande

rivière appelée par les Sauvages Rustigushi. Ici, il trouva le reste (de la flotte française), consistant en les vaisseaux le *Marchault*, de 32 canons, l'*Espérance* de 30, le *Bienfaisant*, de 32, et le *Marquis de Marloze*, de 18, ensemble avec vingt-deux vaisseaux plus petits. Lorsque notre flotte fit son apparition dans le havre de Rustigushi, l'ennemi s'avança vers le haut de la rivière et vint jeter l'ancre au-dessus de deux batteries montées sur le côté nord de la rivière. Celles-ci n'étant que faiblement utilisées, furent vite réduites au silence, et les vaisseaux, après une courte résistance, furent tous coulés à bord ou pris. Le capitaine Byron détruisit ensuite la ville de Petite Rochelle, composée d'environ deux cents maisons, et aussi les deux batteries."

Ce fut la seule bataille livrée sur les eaux du Nouveau-Brunswick ; elle fut aussi la fin de la lutte sur mer entre la France et l'Angleterre dans l'Amérique du Nord.

Peu d'historiens canadiens font mention dans leurs œuvres de la bataille de Rustigouche. M. Hannay, auteur d'une histoire d'Acadie, et quelques autres en parlent brièvement. Qu'elle ait eu lieu, et quelle ait eu lieu à l'embouchure de la rivière Rustigouche, il est difficile d'en douter.

M. Ganong conseille aux citoyens de la ville de Campbellton d'ériger un piédestal et de placer dessus les deux canons qui sont maintenant à Athol Point et qui ont sans doute pris part à la bataille qui fait le sujet de cet article. C'est un conseil qui mérite d'être suivi.

M. ACADIEN

La Mère Philippe Gertrude de Boulogne de St-Dominique. (VI, I, 692)—" Le deux décembre 1648, on reçut au Noviciat Mlle Philippe Gertrude de Boulogne, sœur de Madame d'Aillebout si bien connu en ce pays. Cette pieuse demoiselle était venue en Canada avec sa sœur, femme du troisième gouverneur, M. Louis d'Aillebout de Coulonge.

Elle n'eut pas plus tôt fait connaissance avec nos premières Mères qu'elle désira se consacrer à Dieu parmi elles ; mais M. et Madame d'Aillebout ne manquèrent pas de prétexte pour lui faire différer son entrée aux Ursulines. Cependant Mlle de Boulogne poursuivait toujours son pieux dessein, et dès qu'elle eut obtenu la permission si longtemps désirée, elle quitta joyeusement la résidence du Gouverneur, qui était déjà à cette époque le rendez vous des belles dames et des brillants chevaliers du pays, et vint partager avec générosité les travaux pénibles et les privations sans nombre de ses pieuses amies des Ursulines.

Notre Mère de l'Incarnation, qui avait alors la direction du noviciat, prenait un singulier plaisir à initier cette fervente novice aux plus beaux secrets de la vie spirituelle, et Mlle de Boulogne, qui avait préféré les austerités du cloître aux plaisirs passagers d'un monde trop séduisant, embrassait avec la simplicité d'un enfant les plus humbles pratiques de la vie religieuse."

(*Les Ursulines de Québec*, tome. I, chap. II, p. 139).

L'ABBÉ J.-B.-C.D.

La France antartique. (VI, III, 703.)—*La France antartique*, disait Thevet en 1553, c'est le Brésil. B. S.

Le premier trappiste canadien. (IV, XII, 554.)—En 1806, l'abbé Louis-Antoine Germain-Langlois, chapelain du couvent des Ursulines de Québec, laissait le Canada et allait s'ensevelir au monastère des Trappistes dans l'état de Kentucky Etats Unis C'était le premier Canadien qui se faisait trappiste. Le père Marie-Bernard—tels sont les noms qu'il adopta en religion—mourut le 28 novembre 1810.

Avant de devenir chapelain des Ursulines de Québec, M. Langlois avait été curé de l'Île-aux-Coudres. Il vécut là en véritable saint en compagnie de son domestique, François Leclerc.

Un ancien curé de l'Ile-aux-Coudres nous apprend le genre de vie que menaient le curé Langlois et le bon François Leclerc :

“ M. Langlois a été curé de l'Ile-aux-Coudres de 1793 à 1802. Pendant ce temps, François Leclerc est demeuré seul avec lui : c'était tout le personnel du presbytère. Leclerc imitait son maître en tout ; ils vivaient tous deux en véritables trappistes. Ils faisaient maigre et jeûnaient tout l'avenant ; ils passèrent plusieurs carêmes aux légumes ; outre cela, ils jeûnaient tous les vendredis de l'année au pain et à l'eau. Le curé couchait sur un lit que les prêtres voisins venaient voir par curiosité. C'était une mauvaise couchette dont les planches du fond fournissaient toute la mollesse. Leclerc dormait pendant quelques heures sur deux chaises. Dès la pointe de l'aurore, ils allaient tous deux à l'église et passaient un temps considérable en oraison devant le Saint Sacrement. Tous les dimanches, ils passaient tous deux le jour entier à l'église ; ils se tenaient en prière devant l'autel afin de donner bon exemple à la paroisse. Le serviteur était tellement recueilli qu'il avertissait son maître, si celui-ci semblait quelquefois distrait.”

R.

L'orthographe du mot Longueuil. (III, XI, 381.)

— Le mot Longueuil doit-il s'écrire avec deux u comme on le fait généralement ? Ce nom était connu en France avant d'être importé au Canada. Il fut porté entr'autres par le célèbre évêque de Coutances qui fut chargé de reviser le procès de Jeanne D'Arc et qui rendit pleine justice à cette sainte héroïne. Ce prélat, né en 1453, mourut en 1490. Un autre Longueuil, né en Belgique, devint chancelier d'Anne de Bretagne et mourut en 1522. Un médecin hollandais, né en 1507 et mort en 1543, se nommait également Longueuil. Un Saxon, latiniste célèbre, né en 1704 mort en 1779, portait également ce nom illustre. Le marquis de Maisons, surintendant des finances, mort en 1667, était aussi un Longueuil. Le magnifique château qu'il fit élever à Maisons-Laffitte, près

de Paris, est encore debout. Enfin un graveur, né en 1736, mort en 1792, portait le nom de Longueil. Tous ces personnages écrivaient ce nom avec un seul u, et, quand ils le latinisaient, ils écrivaient Longolius. Ce nom dérive-t-il de *Longula*, qui était celui d'une ville des Volsques, et dont les habitants se nommaient des *Longulani*, ou bien vient-il de *Longulus*, diminutif de *longus*, et dont l'adverbe est *longule*? Plaute, dans sa comédie de *Rudens*, fait dire à un de ses personnages : "*Illico hinc imus haud longule ex hoc loco ?*" Quelqu'un qui part d'un lieu pour aller à une petite distance, peut dire qu'il arrivera *longule*. De *longule* à Longueil, il n'y a qu'un pas. Nous laissons à de plus savants que nous de se prononcer ; mais nous croyons pouvoir affirmer que Longueil doit s'écrire avec un seul u. R.

La ville de Durban. (VI, IV, 709.)—La ville de Durban, dans Natal, qui a beaucoup fait parler d'elle depuis le commencement de la guerre entre l'Angleterre et les républiques du sud de l'Afrique, doit son nom à un ancien gouverneur de la colonie du cap, Sir Benjamin Durban.

Détail qui ne manquera pas d'intérêt pour plusieurs : Sir Benjamin Durban était commandant des troupes anglaises de garnison au Canada en 1849. Son nom est même inscrit sur la colonne élevée par les troupes anglaises sur les Plaines cette même année. Qu'on lise plutôt : "*This pillar was erected by the British Army in Canada, A. D. 1849. His Excellency, Lieutenant General Sir Benjamin D'Urban being Commander of the Forces,.....*" P.-G. R.

Les croix du cap Tourmente. (V, II, 575.)—C'est vers 1817 ou 1817 que fut planté la première croix sur le cap Tourmente. On ignore où elle fut placée. Elle n'avait que douze pieds de hauteur.

La deuxième fut plantée en 1844 ; elle avait vingt quatre pieds de hauteur et six pouces de largeur et était couverte en ferblanc.

La troisième, que l'on peut apercevoir à deux lieux de distance, a été plantée le 5 août 1869. Sa hauteur est de vingt-cinq pieds et sa largeur de quatorze pouces. Elle est couverte en fer-blanc : elle est de 200 pieds plus bas que la cime du cap Tourmente, qui est à plus de 1850 pieds audessus du niveau du fleuve Saint-Laurent. Par une singulière coïncidence, elle est à 1663 pieds audessus du fleuve. Cette année représente celle de la fondation du séminaire de Québec. Cette croix a coûté pour façon et transport près de cent piastres. C'est le cardinal Trschereau qui eut l'honneur de la bénir, en présence d'un grand nombre de prêtres, d'ecclésiastiques et laïques.

Toutes deux, celles de 1844 et de 1869 furent érigées par les élèves du séminaire de Québec suivants : F. Frédéric Baillargé, ingénieur civil ; Ovide Brunet, prêtre, professeur à l'Université-Laval ; Paul de Villers, curé de Ste-Gertrude ; Bellarmin Godbout médecin ; Pierre Huot, avocat et député ; Léon Lahaye, curé de St-Jean des Chaillons ; Chs-Frs Langlois ancien imprimeur de la rein ; Antoine Lemay, notaire de la commission du Havre de Québec.

L'ABBÉ ALEXIS MAILLOUX

File indienne. (IV, VII, 553.)—Dans les bois, à cause du peu de largeur des sentiers, les Indiens marchaient à la queue leu leu. Les Canadiens-Français ont nommé cette manière de marcher *file indienne*. P.

Le cheval du Moine. (II, XI, 250.)—Lemoine dit Despins, propriétaire d'une terre dans les environs du cheval du Moine entre 1685 et 1769, paraît avoir donné son nom au cheval du Moine.

BENJAMIN SULTE

QUESTIONS

712.—La *Correspondance Générale*, vol. 20, p. 897, contient une dépêche de M. de Beauharnois dans laquelle, il dit qu'il a fait venir " le fils du Sr. de La Salle, âgé de treize ans," et qu'il était au séminaire de Villemarie, " où il apprend à lire et à écrire." Quel était ce Sr. de La Salle ? Evidemment non le célèbre découvreur qui fut assassiné le 18 mars 1687. Qu'est devenu le fils ?

D. G.

713.—Vers 1730, on voit qu'un procès retentissant eut lieu entre les sieur et dame La Pérade et le curé Lefebvre de la paroisse de Champlain. Quelles furent les causes qui donnèrent lieu à ce procès ?

R.

714.—Y a-t-il eu quelque genre de juridiction royale d'exercée dans les différents postes de l'Ouest Canadien sous la domination française ?

B. SANDWICH

715.—Quel fut le premier journal publié au Canada ? La *Gazette de Québec* parut-elle, oui ou non, avant la *Gazette de Halifax* ? J'aimerais bien à être fixé sur ce point.

A. P. B.

716.—Lors de la guerre de l'indépendance des colonies américaines, le Congrès, prétend-on, leva deux régiments au Canada. Les noms des officiers de ces régiments ont-ils été conservés ? A quelles batailles ces deux régiments prirent-ils part ?

SOLD.

717.—Pouvez vous m'expliquer ce qu'étaient autrefois les *horse boats* ou bateaux à chevaux ?

FÉLIX P.

718.—Quelle est l'origine du signe \$ dont nous nous servons pour désigner le dollar américain ou canadien ?

X. X. X.

719.—La carte de Aubert est-elle bien la plus ancienne carte du Canada ?

GEOGR.



EGLISE DE NOTRE-DAME DU PORTAGE

BULLETIN

DES

RECHERCHES HISTORIQUES

VOL. 6

JUIN 1900

No. 6

NOTRE-DAME DU PORTAGE

Notre-Dame du Portage doit son nom à la situation de son église près de l'entrée du Vieux chemin du Lac. Ce chemin ébauché pendant la rébellion de 1837 pour le transport des troupes anglaises de Madawaska à la Rivière-du-Loup portait le nom de Chemin du Portage, probablement parce qu'il y avait un *portage* sur son parcours.

Notre-Dame du Portage a été démembrée de Saint-Patrice de la Rivière-du-Loup. C'est le curé de cette dernière paroisse, M. Narcisse Beaubien, qui fonda la mission. Dans l'été de 1855, une chapelle—le presbytère actuel—fut construite. Elle fut bénie le 1er novembre, et le même jour la première messe y était dite.

La nouvelle paroisse fut érigée canoniquement le 1er février 1856 sous le vocable de la Sainte-Vierge et le nom de Notre-Dame du Portage. Le 19 juillet de la même année elle était érigée civilement.

Le 5 février 1857, le premier curé vint se fixer à Notre-Dame du Portage pour conduire les travaux de la nouvelle église qu'on se préparait déjà à bâtir.

L'église, celle qui sert aujourd'hui au culte, fut construite en 1859. La pierre angulaire fut bénie le 21 juillet par M. Narcisse Beaubien, le fondateur de la paroisse. Ce ne fut que le 7 août 1862 qu'elle fut bénie par M. Doucet, curé de Saint André de Kamouraska.

Les curés de Notre-Dame du Portage ont été MM. J.-E. Michaud, 1857-1858 ; E. Rousseau, 1858-1860 ; U. Rousseau, 1860-1865 ; P. S. Vallée, 1865-1866 ; T.-E. Beaulieu, 1866-1870 ; N. H. Constantin, 1870-1878 ; L.-E. Groudin, 1878-1886 ; G. Chavigny de la Chevrotière, 1886-1891 ; Jos. Girard, curé actuel.

P.-G. R.

L'ABBE LOUIS-JOSEPH DESJARDINS

Le 30 juillet 1795, Mgr Hubert, évêque de Québec, arrivait à Percé, en la Gaspésie, en tournée pastorale, accompagné de trois prêtres français victimes de la Révolution. C'était MM. P.-J.-L. Desjardins, vicaire-général ; L.-J. Desjardins, frère du précédent, et Y. Castanet.

Messire Louis Joseph Desjardins était destiné à succéder à M. Bourg, dans les missions de la Baie des Chaleurs. M. Castanet devait se fixer à Caraquet et avait la charge de toutes les missions de la Côte sud de la Baie jusqu'à Memramcook.

Au commencement de septembre, l'évêque et sa suite arrivèrent à Carleton, où M. Desjardins devait faire sa résidence et le centre de ses missions. Mgr Hubert l'ayant réglé ainsi, vu l'incendie de l'église de Bonaventure l'hiver précédent, et aussi dans l'espoir de mettre un prêtre résidant dans ce dernier endroit.

M. Desjardins était un homme très instruit et très distingué ; rempli de zèle pour l'embellissement du temple du Seigneur et de la pompe des cérémonies religieuses, comme du salut des âmes qui lui étaient confiées. Aussi, dès son arrivée, se mit-il à l'œuvre courageusement.

“ Si Dieu a exaucé nos prières et nos vœux, écrivait-il à Mgr Hubert, quelques mois après son arrivée, Votre Grandeur sera heureusement arrivée au terme de sa mission ; nous espérons que vous en avez bien supporté les fatigues jusqu'au bout, et que vous exécuterez l'an prochain votre projet de visiter le reste de l'Acadie. Si vous avez la bonté de relâcher sur nos côtes vous mettrez le comble à nos désirs.

“ Votre présence et vos instructions pastorales, Monseigneur, ont produit partout les plus grands effets. C'est une consolation pour vos missionnaires d'avoir à cultiver un

champ que vous avez si bien défriché. Nous tâcherons de suivre en tout vos désirs et vos exemples ; et nous n'oublierons jamais la bonté paternelle avec laquelle vous nous avez traités pendant cette mission. C'est un surcroît de bienfaits qui vous assurent dans nos cœurs une éternelle reconnaissance."

M. Bourg avait généreusement fait don à l'église de Carleton des terres sur lesquelles étaient bâtis l'église et le presbytère. L'église était inachevée et le presbytère avait besoin d'urgentes réparations. M. Desjardins se mit à l'œuvre en arrivant, pour faire continuer ces travaux.

Aussi s'empressa-t-il de demander à ses nouveaux paroissiens de contribuer volontairement à une répartition qu'il fit, aidé des notables de la place, pour mettre l'église en état de célébrer les offices divins avec une certaine décence. Ces travaux s'exécutèrent promptement, et dès le mois de décembre, les travaux de l'église étaient terminés. M. Desjardins avait apporté avec lui plusieurs ornements pour servir au culte et à l'ornementation de l'église. Mgr Plessis, alors curé de Québec, et qui estimait M. Desjardins d'une manière spéciale, lui en avait aussi envoyé une certaine quantité dont M. Desjardins fait l'énumération dans une lettre toute chargée de reconnaissance et de bonne amitié qu'il écrivait au futur évêque.

" Les précieuses reliques, lui écrivait-il, tous vos bouquets, votre ornement vert avec ses dalmatiques, nous sont parvenus en bon ordre. Il vous plaît appeler tout cela des *vieilles* ; nous les prisons comme nos plus beaux ornements et ne nous en parons qu'aux jours de grande fête. Nous avons d'ailleurs estimé l'intention *donantis* et cela ajoute encore du mérite aux dons.

" Il fallait voir la surprise, l'admiration de nos habitants et surtout des sauvages à la messe de minuit, quand nous avons déployé ces richesses ! De leur vie, dirent-ils, ils n'a-

vaient jamais rien vu de si beaux. En effet, il faut convenir que notre cortège était pompeux, et l'autel fort bien illuminé... Vous avez beau sourire, mon cher curé, vous n'avez toujours point eu dans votre cathédrale une messe de minuit si brillante ; diacre et sous-diacre (?), cérémoniaire, thuriféraire, acolytes, rien n'y manquait, pas même la gravité du célébrant. Cependant au milieu de l'office un fougueux ouragan, qui a fait craquer tous les membres de notre église, a troublé un peu notre sérénité.

“ En mémoire de vous, dit-il plus loin, nous sèmerons avec grand soin les beaux épis de blé d'inde, ainsi que les lentilles et les fèves qui nous viennent, je ne sais de quelle main. Venez en manger votre part cet été avec Monseigneur. Vous allez voir en parcourant mes domaines, s'il est possible à votre misérable serviteur de les desservir convenablement.”

En effet M. Desjardins desservait toute la Gaspésie depuis la Rivière-au-Renard jusqu'à Pabos. Et de plus Port-Daniel, Paspébiar, New Carlisle, établis depuis peu par des loyalistes, et pour lesquels le gouvernement impérial dépensa 82,000 louis sterling, ce qui faisait dire plus tard au juge Thompson que cet argent n'avait pu être dépensé que pour creuser des canaux sous terre, car sur le sol, on ne voit rien qui ait pu motiver de si grosses dépenses. En outre M. Desjardins desservait encore Bonaventure, Cascapédia, Carleton et Restigouche. Sur la côte sud de la Baie des Chaleurs, la Rivière l'Anguille et la Rivière Jacquet. Il avait donc raison de se plaindre de l'étendue de son domaine. Aussi le fait-il dans une lettre pressante adressée à Mgr Plessis, son ami.

“ J'ai exposé succinctement à Mgr, dit-il, la nécessité d'être deux prêtres ici : vous le sentirez vous-même, j'espère. Je sais qu'il y a bien d'autres besoins dans cet immense diocèse ; mais de bonne foi, en avez-vous de plus urgent ? Je n'insisterai point en parlant dans ma propre cause ; je vous la donne à défendre. Mais observez que Percé seul,

avec l'Île Bonaventure, la Pointe St Pierre, Gaspé et la Grande-Rivière, serait bien capable d'occuper un prêtre toute l'année. Je crois que ces endroits pourraient aussi le faire vivre, si on doublait la dime, ainsi que de justice, à raison d'une desserte plus fréquente. Percé a besoin d'une résidence un peu longue du missionnaire. Bonaventure et Paspébiac occuperaient encore un homme de travail et le soutiendraient, je crois, en augmentant un peu les honoraires. Carleton et Ristigouche sont assez, n'en doutez pas, pour un homme qui veut bien faire ; car qui trop embrasse mal étreint. Ainsi, vous voyez, mon cher curé, qu'au lieu d'un il nous faudrait bien deux bons collaborateurs. Pesez tout cela en présence du Prélat et de Dieu."

" Le petit frère de Caraquet (M. Castanet), a pris son vol et me laisse un peu chagrin ; son arrivée m'avait comblé de consolation."

Le vœu de M. Desjardins fut exaucé quelques années après. Nous trouvons M. de la Vaivre, à Bonaventure, en 1797, et M. Alexis Lefrançois, à Percé, en 1801.

M. Desjardins a laissé à Carleton, lieu ordinaire de sa résidence, des cahiers de délibérations paroissiales très bien tenus. Le premier acte que l'on trouve dans ses cahiers est l'élection de Paul Babinau, marguillier pour l'année 1795-96. Puis une liste de l'inventaire du vestiaire de l'église qui n'était pas très garni.

A la date du 18 septembre 1795, les règlements suivants consentis dans une assemblée plénière de tous les habitants du lieu, sont adoptés.

1er Que suivant l'intention de Monseigneur, les missionnaires seront transportés et accompagnés d'un poste à l'autre par les habitants du lieu, chacun leur tour. C'est-à-dire que le prêtre suivant les besoins de sa mission aura droit de réquerir les habitants ou marguilliers pour se faire conduire au poste le plus prochain qui sera obligé d'en faire de même, sans que personne prétexte aucun motif pour s'en

dispenser à moins que de nécessité, au jugement des marguilliers. Les conducteurs n'auront rien à réclamer ou exiger pour leur temps, frais, etc., etc, attendu que c'est une corvée de paroisse à supporter à tour de rôle.

2e Il sera fourni gratuitement au prêtre-missionnaire tout le bois de chauffage dont il aura besoin chaque année et pour cela, chaque habitant en conduira lui-même une corde par an, ou moins s'il y en a assez ; ce qui sera soumis à la surveillance des marguilliers, qui, au cas de refus ou négligence des partis, s'en plaindront au prêtre-missionnaire.

3e Le prêtre-missionnaire permettra aux habitants éloignés de se chauffer et retirer dans sa cuisine avant les offices, autant qu'on s'y comportera décemment et que cela n'entraînera point d'inconvénient.

4e Que les habitants travailleront immédiatement à réparer la couverture du presbytère qui est mauvaise et qu'ils feront leurs efforts pour arranger un appartement pour eux, dans la partie vacante du presbytère du côté du nord qui leur a été offerte par les prêtres-missionnaires pour une plus grande liberté réciproque.

5e Qu'il sera fourni cette année seulement une quantité de foin, environ 200 bottes, au prêtre missionnaire, attendu qu'étant arrivant, il ne saurait s'en procurer.

6e Enfin, qu'on fera rentrer les vieilles dettes de l'église pour faire finir cette bâtisse encore imparfaite et qui a déjà besoin de réparation.

Ce document est signé par Zacharie Nadeau, Jean LeBlanc, Pierre LeBlanc et Claude Landry, marguilliers.

L'absence presque continuelle du missionnaire avait été la cause, à Carleton, de bien des désordres. Aussi, M. Desjardins qui était un homme d'ordre et d'action, prit de suite des mesures énergiques pour les réprimer, et la paroisse qui était en formation avait besoin d'un guide prudent et éclairé pour se constituer sur des bases plus solides.

Après avoir réglé et mis en ordre la discipline intérieure de l'église, M. Desjardins fit continuer les travaux de réparation et à cet effet, il préleva une répartition en argent et en bois.

Durant l'été de 1797, M. Desjardins fit la visite de ses missions et en fit un rapport circonstancié à Mgr Plessis, alors curé de Québec et chancelier du diocèse, qui s'intéressait beaucoup au succès des missions de la Baie des Chaleurs et de la Gaspésie. Il écrivait de Percé en date du 8 septembre :

“ J'arrive du bout du monde, au moins du terme de ma mission, de la Rivière-au-Renard. J'ai fait beaucoup de chemin ; j'ai pris un aperçu des lieux, des gens et de ce que l'on peut y faire par la suite avec un peu plus de loisir que j'en avais à y rester. J'ai été quinze jours dans cette excursion ; il faudrait y passer deux mois. La chose est impossible à moins qu'on ne me donne un confrère pour veiller au centre de la mission, tandis que je courrais au loin. M. de la Vaivre, je crois, serait bien propre à cet emploi et je serai très content si vous pouviez m'en faire le cadeau à la Saint-Michel.

“ Le cher Castanet n'est point oisif de son côté, comme bien vous pensez. Je lui ai fait faire près de 50 lieues pour me rencontrer, et il ne m'a point trouvé au rendez-vous. Jugez de son impatience et de la mienne ; mais le devoir m'appelait ailleurs et il a fallu tout lui sacrifier. J'espère aller le joindre chez les sauvages de Miramichi, où il compte cabaner cet hiver. Franchement nous faisons plus de cas de ces pauvres chrétiens que de bien d'autres. Moi, je suis très content des miens, et je me fixerais volontiers à Ristigouche avec eux si c'était possible.”

Parlant de son église, il dit : “ Notre *cathédrale* avance et si, pour le coup elle n'est pas tout à fait à l'abri du feu, j'espère au moins qu'elle sera à l'abri des fougueux aquil-

lons. Nous n'avons rien épargné pour la rendre solide, élégante même suivant nos moyens. Nous espérons que vous ne nous oublierez pas dans vos réformes d'ornements. Tel brille au second rang qui s'éclipse au premier. Nous vous ferons honneur, et nous tiendrons compte de toutes vos vieilleries. Si vous pouvez y joindre un missel, n'importe la date et le format. Oserai-je vous prier de me céder un de vos *Rituels Anglais* ; vous ne sauriez croire le nombre d'Irlandais qui se trouve sur les côtes. Je souhaiterais avoir quelques livres à leur mettre entre les mains pour les retirer de l'oisiveté le dimanche. Tâchez de me procurer des *Imitations* ou la *Vie dévote*, le *Catéchisme de Douay*, le *Manuel*, etc."

Enfin M. Desjardins reçut avec joie le secours d'un auxiliaire, dans la personne de M. de la Vaire, prêtre français, comme lui victime de la révolution et qui devait se fixer à Bonaventure. Ce prêtre était d'une constitution très faible et nullement propre au ministère si plein de danger des longues et pénibles missions de la Gaspésie. Aussi, M. Desjardins se réserva les plus pénibles, ne laissant au nouveau missionnaire que Bonaventure et Paspébiac.

Voici comment M. Desjardins s'exprime sur l'arrivée de son confrère, dans une lettre adressée à l'évêque de Québec, datée de Carleton, le 10 janvier 1797.

" J'ai reçu par M. de la Vaire votre gracieuse réponse du 18 octobre dernier, et j'ai fait passer à Caràquet les dépêches de Votre Grandeur pour M. Castanet. Les démarches et les sacrifices que vous voulez bien faire pour notre mission, nous pénètrent de la plus vive reconnaissance ; vous ajoutez particulièrement à la mienne par le double cadeau d'un excellent confrère et d'un superbe patron, (Saint-Joseph pour l'église de Carleton) qui me deviennent doublement chers, en les recevant de votre main.

" L'arrivée de M. de la Vaire a causé dans toute la Baie une révolution de joie ; elle a été extrême à Bonaventure, et

ma satisfaction a été complète en voyant que votre choix remplissait tous mes désirs. J'espère que ceux de notre nouveau confrère seront aussi satisfaits, et qu'il trouvera ici les consolations qu'il cherche dans le ministère ; il ne tiendra pas à moi de lui adoucir les peines qui en sont inséparables.

“ Je ne dois pas vous laisser ignorer qu'il se livre avec beaucoup de zèle et de fruits à l'éducation de la jeunesse, et qu'il est comblé de bénédictions par ce bon peuple avide d'instruction. Agréez-en, après Dieu, notre gratitude commune.

Tout le monde se flatte de votre visite cette année, et nous faisons particulièrement des vœux pour qu'il plaise à Dieu vous accorder la continuation d'une santé qui nous est si chère.”

M. Desjardins tenait un compte exact de toutes ses démarches et en faisait un rapport fidèle à l'évêque. Voici ce qu'il écrivait en date du 13 mai suivant :

“ Quand je vous ai écrit cet hiver par la voie du Madawaska, je me proposais de vous donner quelques détails relatifs à la côte nord (de la Baie) ; le temps ne me l'a pas permis.

“ J'ai eu le plaisir de me réunir dernièrement à mes deux confrères à Paspébiac et Bonaventure (M. de la Vaire et M. Castanet), où nous avons conféré des dispositions nouvelles que nécessitait l'arrivée de M. de la Vaire. Il a bien voulu se charger de Bonaventure, Paspébiac et Port-Daniel. Sa santé ne lui permet pas d'écouter son zèle et d'étendre plus loin sa mission. M. Castanet me remet Nipissiquit, attendu la grandeur de sa mission. Il est juste qu'il profite du bienfait dont vous avez comblé la Baie. Ristigouche, Percé et les environs me restent à desservir.

“ M. Castanet jouit d'une excellente santé, malgré les fatigues inséparables de ses voyages d'hiver ; il conserve toujours l'aimable caractère que vous lui connaissez.

“ Notre église de Carleton est en grande réparation et doit être incessamment refaite à neuf. Un coup de vent furieux a emporté une partie du toit. J'ai fait défaire le reste, et nous attendons le constructeur des églises de Bonaventure et de Ristigouche pour élever la nôtre sur le même plan ; mais nos moyens en sont faibles, et l'incertitude pour la pêche prochaine nous donne bien quelques inquiétudes. Si Dieu nous conserve le zèle et le bon accord que j'admire dans le plus grand nombre des habitants, j'espère voir la fin de cette grande entreprise.

“ L'espérance de voir cet édifice béni de vos mains, Monseigneur, est un grand encouragement pour nous.”

Comme on le voit par la lettre de M. Desjardins un désastre, sous forme d'un furieux ouragan, si commun dans cette partie de la Baie des Chaleurs, vint fondre au commencement de mars 1797, sur l'église de Carleton encore mal jointe et à demi terminée, en lui enlevant la majeure partie de son toit, et en disloquant ses membres jusqu'en sa fondation, la rendit inhabitable et impropre au culte. Ce fut une dure épreuve pour les habitants de Carleton qui venaient de faire tant et de si grands sacrifices pour sa construction.

Cette rude épreuve ne les découragea point, et pleins de confiance en la sagesse et l'habileté de leur missionnaire, et de cette foi vive des anciens jours qui tend, hélas ! à disparaître, surtout lorsqu'il s'agit d'élever des temples à Dieu, ils se mirent incessamment à l'œuvre et le 12 mars, dans une assemblée plénière des habitants de la paroisse, sous la présidence de M. Desjardins, après invocation du Saint-Esprit, on régla ce qui suit :

Il est représenté d'abord par M. Desjardins que tous les événements viennent de Dieu, qui en frappant même son église nous apprend à remonter à la source des biens et des maux, etc, etc.

Le désastre de l'église fait le sujet de beaucoup de réflexions ; le résultat de toutes, c'est qu'il faut arriver à une

prompte réparation, et comme toute la charpente est ébranlée et peu solide, le parti le meilleur et qui prévaut, c'est qu'il faut refaire entièrement cette bâtisse et provisoirement mettre le comble à terre. Louis Estiambre s'offrant d'ôter le comble moyennant que chaque habitant lui donne deux planches, la proposition est acceptée de part et d'autre.

Décidé que l'office se fera au presbytère en attendant la reconstruction de ce grand édifice ; tout le monde promet de contribuer de grand cœur, pourvu que l'entreprise soit confiée en de bonnes mains.

On autorise M. Desjardins d'écrire à Georges Deschemard, entrepreneur de l'église de Bonaventure, pour lui proposer de consolider celle-ci, en changeant le sanctuaire de bout, qu'il soit à l'est.

On promet de payer le quartier des bancs de l'église quoique ce quartier ne soit pas tout à fait expiré.

On choisit deux syndics, savoir : Claude Landry et Jean LeBlanc, auxquels Joseph Boudreau, marguillier, se joindra pour aviser aux marchés, réparations et dépenses convenables, de concert avec le prêtre-missionnaire, pour les intérêts de l'église.

Une souscription volontaire est ouverte, afin que chacun puisse contribuer suivant ses moyens, aux frais de la nouvelle église.

On promet d'ajouter 10 clabords par habitant à la portion déjà fournie et de donner en portion du temps par corvée chacun son tour lorsque l'on en sera requis par les syndics et les marguilliers.

Les travaux de l'église commencés sous des auspices si consolants, furent poussés avec vigueur ; et grâce à l'admirable entente et la bonne volonté des habitants, ils furent terminés au mois de décembre 1798.

Le 23 du même mois, après les annonces et préparatifs convenables, les fidèles de la paroisse de Carleton étant as-

semblés au son de la cloche, on procéda à la bénédiction solennelle de l'église, sous l'invocation de St-Joseph. Cette cérémonie digne de remarque, ayant été accompagnée de toute la pompe convenable au temps et au lieu, fut terminée par une invitation aux paroissiens de continuer leur entreprise, si bien commencée, et une offrande faite à l'église par le prêtre-missionnaire, pour en encourager la parfaite décoration.

Tout le monde se retira pleinement satisfait, pénétré de zèle et de reconnaissance pour la gloire de Dieu, sentiments bien partagés par le pasteur du fidèle troupeau et le chef de cette église naissante.

M. Desjardins avait contribué de sa bourse aux frais de l'église, en prêtant aux syndics une somme assez ronde pour le temps (£65.11.3). Aussi pour l'ornementation du temple et la pompe des cérémonies, de concert avec son frère le grand-vicaire Desjardins. Voici d'ailleurs la liste des dons faits à l'église de Carleton par ces Messieurs :

1 Tableau de St-Joseph mourant, assez bon. Un autre de la Madeleine, beau pour le temps ; 3 toiles peintes pour devants d'autels, figures affreuses ; 1 ornement complet, vert et violet, avec dalmatiques ; 1 Calice d'argent, à condition que le petit qui était de la paroisse, serait à l'usage du missionnaire. Ce calice donné par M. Desjardins sert encore à l'autel et est très bien conservé.

1 Tabernacle réparé avec 2 petites statues. Ce tabernacle a été donné plus tard à l'église St-Alexis de Matapédia où il sert encore. 1 Garniture de six grands chandeliers et la croix argentés. 4 grands bouquets et 1 grande couronne. 1 croix processionale, qui sert encore à la mission de Saint-Louis de Gonzague, 1 croix en fer, au clocher, 2 grands-reliquaires dorés, qui servent encore, 1 Statue de St-Joseph dorée, 1 petite couronne du St Sacrement. C'était la coutume alors de surmonter l'ostensoir d'une couronne durant l'exposition. Ce qui est contraire aux rubriques.

M. Desjardins avait un grand zèle pour la maison du Seigneur et s'efforçait de procurer à toutes ses missions les choses les plus essentielles au culte. C'est à lui que les églises de la Baie des Chaleurs et de la Gaspésie doivent leurs premiers tableaux qu'il avait apportés de France.

M. Desjardins fit une mission dans la Gaspésie, durant l'été de 1798. Il écrivait de Percé, le 17 septembre 1798, à Mgr Plessis, que Mgr Denaut venait de choisir pour son coadjuteur, en 1797, et nommer Vicaire-Général.

“ J'ai reçu votre consolante lettre du 19 juillet dernier au retour de mon voyage du sud (de la Baie des Chaleurs). Vous connaissez, j'imagine, l'étendue et les besoins de cette mission ; ils croissent surtout par la perte réelle que nous venons de faire. La mort du cher M. Castanet ne justifie que trop vos présages et nos craintes ; c'est un grand deuil pour Caraquet et pour toute la Baie. On ne peut être plus chéri, ni plus universellement regretté. Je vous laisse à penser combien ce sacrifice m'est pénible et nous cause d'embarras.

“ La Baie, je vous assure, ne m'offre plus que tristesse ; M. de la Vaivre est aux Invalides, et je n'en vaux guères mieux. Quand jugerez-vous à propos de nous relever de garde ? Vous nous faites espérer un prêtre pour Caraquet : quand viendra-t-il ? ”

Mgr Plessis, qui s'intéressait tant aux missions de la Baie des Chaleurs, s'empressa d'envoyer M. Joyer, autre prêtre français, au secours de M. Desjardins et de son confrère de Bonaventure. Aussi, M. Desjardins lui en témoigne-t-il sa plus vive reconnaissance dans une lettre datée du 20 février 1799 :

“ Qu'il m'est doux et consolant, dit-il, de vous entendre parler de notre pauvre Castanet ; et que j'envie son heureux sort ! Votre bon suffrage m'est un présage rassurant pour lui, mais effrayant pour moi ; car je suis loin de lui ressembler et de mériter tout ce que vous me dites d'obligeant.

“ L'arrivée de M. Joyer nous a fort agréablement surpris ; il justifie à tous égards le jugement favorable que vous en avez porté. Nous nous accordons à le croire digne d'occuper son poste, si recommandable par les vertus du cher défunt ; puisse-t-il en faire revivre les rares qualités ! C'est un sujet d'édification et de réforme pour M. de la Vaivre et pour moi. Nous craignons uniquement pour M. Joyer que ses forces ne répondent pas tout à fait à son zèle et aux besoins de sa pénible mission ; mais nous le croyons autant prudent qu'éclairé, et l'exemple fatal de son prédécesseur lui servira sans doute de leçon pour ménager ses forces.

“ Notre église, enrichie de vos dons, commence à prendre une assez bonne tournure. Nos maîtres chantes se sont fort bien parés de vos chappes.”

Le 2 janvier 1799, M. Desjardins présidait une assemblée des habitants de la paroisse, pour régler d'une manière définitive la rente des bancs, qui jusqu'alors se faisait bien irrégulièrement et était souvent la cause de troubles et de divisions parmi les intéressés.

Il fut réglé : 1° Que les dits bancs, auxquels tous les fondateurs qui ont rempli leurs obligations ont un droit légitime, demeureront à perpétuité dans chaque famille, autant que la rente annuelle en sera payée ou qu'il n'y aura point d'accidents ou causes imprévues pour en dispenser, au jugement du prêtre-curé et des marguilliers du lieu.

Cet article fut annulé peu de temps après, à cause des inconvénients qui en résultaient dans une paroisse nouvelle.

2° Que la rente des dits bancs sera de 5 schellings pour les 5 premiers de chaque rang ; de 4 schellings pour les 5 suivants, et de 3 schellings pour les 5 derniers, payables au plus tard dans le courant du mois d'août, au moins avant la St-Michel, chaque année.

3° Qu'indépendamment de la rente annuelle ainsi fixée, il sera libre à chacun de mettre à l'enchère pour l'acquisition ou entrée du banc une fois payée.

4° Que la rente et l'entrée des dits bancs seront payées en argent, ou en effets du pays, grains, poisson, et au prix d'argent, dans le cours du mois d'août prochain, et ainsi chaque année, entre les mains du marguillier en charge, sous peine de perdre son banc qui, à ce défaut, serait mis à la criée, après deux avertissements.

5° Que l'église fournira elle-même les bancs, et qu'on en tiendra compte sur le prix d'achat à ceux qui s'en procurent, libre aux pères de famille de faire mettre leur banc au nom d'un de leurs enfants ; il sera également libre à chacun de sous-louer des places dans leurs bancs à toute personne de la paroisse qui n'aura pas refusé de contribuer pour quelque chose à l'église.

Cet article, contraire à la jurisprudence paroissiale, fut annulé comme abusif, par Mgr Plessis, lors de sa première visite à Carleton.

6° Que les fondateurs auront un droit exclusif aux dits bancs pour chacun un ; mais que les dits fondateurs, une fois remplis, s'il reste des bancs, il sera libre à tout le monde de mettre dessus à l'enchère, même aux fondateurs eux-mêmes, si un banc seul ne leur suffisait pas.

Ces règlements, quoiqu'ils ne fussent pas en tout conformes au droit paroissial, que M. Desjardins ignorait, étant arrivé depuis peu au pays, avaient cela de bon, qu'ils faisaient cesser les contestations et mettaient fin aux désordres qui régnaient alors au sujet des bancs.

Cependant, ces règlements furent modifiés un peu plus tard par M. Desjardins. Ainsi, le 19 mars 1799, en la fête de St-Joseph, une assemblée de paroisse est tenue. M. Desjardins présente à l'assemblée les modifications suivantes, qui furent acceptées et conclues de part et d'autre :

1° Que la perpétuité des bancs étant contre l'usage de l'Eglise du Canada et sujet à beaucoup d'inconvénients, les bancs resteront tels qu'ils ont été adjugés, sauf la perpé-

tuité, qui est aujourd'hui annulée ; ainsi on se conformera pour les dits bancs, autant que possible, suivant les usages de l'Eglise du Canada pour l'avenir.

2° Il a été convenu que la terre de l'église, située sur le Cap, entre celles de M. Rimphosse et de Charles Bourg, sera vendue à George Deschemard, contracteur de l'église, pour la somme de trente piastres, à payer en ouvrage pour l'église, si toutefois Monseigneur l'évêque y donne son consentement ; ce qui sera requis pour la validité du marché.

Monseigneur ayant refusé son consentement à ce marché, la vente n'eut pas lieu.

3° Pour encouragement et reconnaissance des chantres de l'église, il a été proposé et arrêté que, pendant leur vie, ils auraient une place dans le chœur, et qu'à leur mort, il seraient enterrés dans l'église, qui pourvoiera à leurs frais d'enterrement et au service du jour, de la manière la plus convenable, pour reconnaître leurs bons offices rendus à l'église.

La dernière partie de ce règlement fut déclarée abusive et annulée, comme contraire à la jurisprudence du diocèse de Québec, par Mgr Plessis.

4° Arrêté aussi qu'on fera finir le jubé et qu'on payera un ouvrier en conséquence.

Enfin, dans une assemblée de paroisse tenue le 29 juin de la même année, on passe une résolution conformément aux instructions de l'évêque de Québec, à l'égard des bancs ; savoir : qu'ils resteront sur le prix de l'adjudication une fois payés et la rente annuelle, sauf qu'il n'y aura point de perpétuité.

Dans le courant de l'été 1799, M. Desjardins se rendit à Québec, dans les intérêts de ses missions. De retour dans la Gaspésie, au mois d'octobre, il adressait une lettre à Mgr Plessis, en date du 6.

“ Vos sages conseils, lui dit-il, m'ont un peu rassuré, et vos bonnes prières beaucoup protégé dans mon heureux

retour. Trois jours passés à l'Île-aux-Grues, et quatre pour nous rendre ici, voilà l'histoire de notre voyage, qui n'offre rien d'intéressant que la joie de l'équipage et la sensibilité du capitaine, surtout lorsqu'on parlait de vous, sujet trop agréable pour ne pas y revenir à plusieurs fois.

" Je me félicite plus que jamais d'avoir repris le chemin de la Baie, et il me semble que c'est un plaisir assez partagé par mes bonnes âmes ; puissé-je répondre à leur espoir et au vôtre ! J'ai besoin de votre indulgence et de vos prières ; je les réclame avec instance. La bonté très affectueuse avec laquelle vous avez bien voulu me recevoir chez vous et m'y mettre si à mon aise me pénètre de la plus vive reconnaissance.

" Vous croirez aisément qu'il m'en a un peu coûté de quitter Québec, un frère et, j'ose dire, des pères ; des amis tels que ceux que j'ai trouvés en vous et M. Gravé méritaient bien quelques regrets. J'ai accepté cette mission de votre main avec une nouvelle joie ; je vais me mettre en hivernement à Carleton. Je me propose de revenir de grand printemps (en Gaspésie), pour passer ensuite l'été à Ristigouche, y cultiver un peu mes sauvages et des *patates*, s'ils peuvent en avoir à planter."

Les Acadiens de Carleton, comme leurs cousins canadiens, avaient conservé le caractère pas toujours facile que l'on retrouve partout où la race française s'est implantée. Ils n'étaient pas exempts des défauts propres à leur race. Une certaine légèreté d'esprit, qui s'inspire souvent bien plus volontiers des impressions présentes que des prévisions de l'avenir ; une vanité individuelle qui, dans le commun de la vie, rend souvent insupportables les uns aux autres ; un grand amour de la critique et du commérage, avec une jalousie innée de ses voisins ; enfin, un penchant trop prononcé pour les procès et la chicane, à propos de rien et à propos de tout ; voilà en quelques mots le caractère propre à notre race.

M. Desjardins, qui souffrait intérieurement de ces désordres, voulut prendre un moyen très efficace pour guérir le mal des divisions intestines, des procès entre voisins, qui menaçaient l'existence de la fortune des habitants de sa paroisse.

Le 9 août 1861, il réunit en assemblée plénière tous les habitants de Carleton, dans l'église du lieu, à l'effet de prendre des mesures nécessaires pour faire cesser les procès ruineux. Voici ce document important :

Les habitants de Carleton, convoqués en assemblée de paroisse, il a été proposé, sur la représentation du prêtre-missionnaire, qu'il serait fort à propos de prévenir toute espèce de procès entre les habitants du dit lieu et régler charitablement par arbitres tous les différends qui pourraient survenir, de choisir trois syndics parmi les anciens de la paroisse, d'un caractère approuvé, pour décider et arranger entre eux toutes les affaires qui seront de leur ressort.

Conséquemment, Olivier Bariault, père, Claude Landry et Jean-Charles Landry ont été élus à la pluralité des voix, et ils ont promis de se conformer aux sages règlements qui seront faits pour déterminer leurs fonctions et les indemniser de la perte de leur temps, selon les circonstances à venir.

L'assemblée a été terminée par une tendre invitation de la part du pasteur à tous les paroissiens de persévérer dans la paix et la charité, et de conserver pour lui un attachement qu'il a témoigné lui-même ressentir pour son troupeau.

Dans cette même assemblée, les marguilliers ayant désiré reconnaître les services et les présents considérables des Messieurs Desjardins en faveur de leur église, ont proposé la fondation de deux messes basses annuelles à perpétuité pour leur famille, aux frais de la fabrique, l'une le 20 mars, l'autre le 1er mai, et qu'elles seront recommandées au prône.

La vive reconnaissance des marguilliers et de tous les habitants se serait portée à des témoignages encore plus géné-

reux et bien plus étendus envers Messires Desjardins, s'ils n'avaient été retenus par la juste modération de leur pasteur, qui s'estimait très heureux d'avoir pu mériter un souvenir durable dans les prières d'une paroisse qui lui était très chère, et qu'il ne quitta passans le plus profond regret.

En effet, dans l'automne de 1801, M. Desjardins dut quitter Carleton et ses chères missions de la Baie des Chaleurs. Sa faible santé ne lui permettait plus de supporter les fatigues et les dangers de ces longues et pénibles missions.

De retour à Québec, Mgr Denaut le plaça à la cathédrale, auprès de son ami et protecteur Mgr Plessis. Ce prélat avait une affection particulière pour cette généreuse phalange de prêtres français, victimes de la révolution, qui avaient préféré l'exil que de prêter serment à la constitution civile du clergé. En quittant la France, M. Desjardins avait renoncé à un canonicat dans la cathédrale de Bayeux.

M. Desjardins devint curé d'office de la cathédrale de Québec, et, peu de temps après, il fut nommé chapelain de l'Hôtel-Dieu de Québec.

Cependant, l'ancien missionnaire de la Gaspésie et de la Baie des Chaleurs continua de s'occuper de ses chères missions, dont il s'était constitué le procureur et le pourvoyeur bienfaisant. Connaissant leur grande pauvreté et leur dénuement, il ne manquait jamais de mettre à bord des bateaux pêcheurs qui retournaient après avoir vendu leur cargaison, des objets de toutes sortes pour les églises, du linge, des ornements et jusqu'à des tableaux, dont plusieurs avaient quelque valeur au point de vue de l'art. C'est dans l'exercice de cette charité qu'il passa les nombreuses années de son séjour à Québec.

Arrivé à l'âge de 80 ans, il parlait encore avec bonheur du ministère qu'il avait exercé au milieu des plus abandonnés.

Voici en quels termes parlait de ce vénérable vieillard M. Doucet, missionnaire à Percé, en 1845 :

“ Le vénérable M. Desjardins ne cesse de penser à nous : il nous écrit souvent. Il nous envoie de petits présents pour nous encourager ; il me dit qu'il quête pour nous le spirituel et le temporel. Je souhaite ardemment que Dieu conserve ses jours ; car certainement, nous perdrons beaucoup en le perdant (20 déc. 1845).

“ L'économe de nos missions, dit le même missionnaire, se montre jaloux de partager avec Votre Grandeur le bonheur de procurer la gloire de Dieu en embellissant ses temples ; le même bâtiment qui a apporté vos effets a aussi reçu à mon adresse une caisse préparée par ses soins et remplie de différents articles pour nos missions. C'est un grand encouragement pour moi dans la tâche de réparer les chapelles et de les munir convenablement de tout ce qui concerne le culte.” (24 août 1846).

Le 31 août 1848, M. Desjardins s'éteignait pieusement dans le Seigneur, plein de jours et de mérites, à l'âge avancé de 82 ans et demi, et fut inhumé dans l'église de l'Hôtel-Dieu de Québec.

L'ABBÉ E.-P. CHOUINARD

N. B.—Mgr Tanguay, dans le *Répertoire du clergé canadien*, dit, en parlant de M. Desjardins : “ Il a longtemps porté le nom de *Desplantes* ; il n'a pris celui de Desjardins qu'à la mort de son frère.”

C'est une erreur. A son arrivée en la Gaspésie, M. Desjardins signe, conjointement avec son frère, le grand-vicaire Desjardins, un acte de baptême fait par Mgr Hubert, à Gaspé, le 31 juillet 1795, de son vrai nom de Desjardins, et ainsi dans tous les cahiers et registres de ses missions qu'il a laissés.

E.-P. C.

RÉPONSES

La plus ancienne carte du Canada. (VI, V, 719).—Aux yeux de nos historiens, la plus ancienne carte du Canada est celle d'Aubert, qui date de 1508 à peu près, mais elle ne montre que l'entrée du Saint-Laurent tandis que la belle pièce dont je vais parler nous mène jusqu'à Montréal, en 1546. Elle fut dessinée par un prêtre, Pierre Desceliers, l'un des créateurs de l'hydrographie française. Il est visible que l'auteur y a travaillé avec conscience, tout en se trompant parfois.

Les rivages de nos provinces maritimes sont chargés de noms, preuve que, déjà, ils étaient fréquentés par les Européens. Les formes de l'Acadie de la baie de Fundy sont mal déterminées. L'ensemble du groupe y compris le Nouveau-Brunswick, porte le nom de " terre des Bretons." Il y a le nom de " cap Breton." Le " cap Despoir " est placé près de l'entrée sud de la baie des Chaleurs.

Remontant le fleuve, rive sud, on voit le mot " Canada " dans les terres, au sud de l'île d'Orléans.

A la rivière Chaudière est le mot " Languille." Le terme " Cap," tout seul, figure à peu près où se trouve le cap à la Roche, près Lotbinière le même que le " cap à l'Arbre " du XVII^e siècle.

La rivière Chambly est tracée, mais pas de nom.

Vis à vis ce que je crois être l'île Sainte-Hélène, on lit : " St-Malo." C'est Longueuil à présent.

L'île de Montréal n'est point indiquée. La jonction de l'Ottawa avec le St-Laurent est nettement visible. Ces deux cours d'eau ne remontent pas loin au delà de Montréal sur la carte en question. Il va sans dire que les grands lacs sont inconnus.

Descendant le fleuve, rive nord, la première inscription qui se présente est " Le Sault," c'est-à-dire le courant Sainte-Marie, entre l'île Sainte-Hélène et l'île de Montréal.

Vers Lanoraie est écrit : " terre Jacob."

Les île du " lac d'Angoulême " (Saint-Pierre) sont au nombre de dix.

Une rivière qui doit être la Maskinongé, venant d'assez loin dans les terres se décharge au lac.

Ensuite on voit " Mont de proy," comme pour désigner les côteaux des Trois-Rivières, vus de la Pointe du Lac.

La désignation de " R. de Fouez," d'après l'orthographe de Cartier, se voit à l'endroit où devrait être marqué le Saint-Maurice, car cette rivière est totalement omise.

A mi-chemin entre Trois-Rivières et Québec, on lit " Oche-laga." C'est plutôt le lieu que Cartier nomme " Achelacy."

Nous arrivons à " Franceroy," aujourd'hui Cap Rouge à la sortie de la rivière Jacques-Cartier. C'est le site du campement ou fort établi par Cartier en 1541 et habité par Roberval l'année suivante.

Tout auprès de ce lieu, mais dans les terres est esquissé un château fort, évidemment bien plus pompeux que ne l'étaient les palissades plantées par nos deux navigateurs. Au rivage, il y a " Sainte X," voulant dire " Sainte-Croix " nom donné alors à la rivière Jacques-Cartier.

" Stadae " est mis pour l'abréviation de " Stadaconné," à l'endroit de la ville de Québec.

Avant que de descendre jusqu'à " YedeCoudre " que Cartier avait appelé " L'Isle ès Coudres," on rencontre " Agob..... arda " ou quelque chose de ce genre, inintelligible pour moi.

La " R. du Saguenay " est fortement tracée ; elle fait une courbe au sud et se prolonge jusque derrière Lanoraie. Là se trouve la figure en pied de Roberval, avec une compagnie de soldats. Je suppose que, faute de place disponible dans le voisinage de Franceroy le dessinateur a choisi un espace en blanc pour mettre son petit tableau. Sous les pieds des soldats est écrit : " Le Sagnay " en grosses lettres. On croyait, en effet, que le Saguenay était un royaume du nord, situé entre les rivières Saguenay et Ottawa.

Au nord de Tadoussac est écrit en grandes lettres "Oche-laga." Cartier n'applique ce nom qu'à Montréal.

On retrouve le mot "Canada" aux environs de la rivière Betsiamite. C'est vers ce lieu que Cartier signalait le commencement du "pays de Canada," lorsqu'il entra dans le grand fleuve, en 1535.

La copie que j'ai sous les yeux est de quatre ou cinq fois moins grande que l'original. Nul doute que cette pièce, ou une bonne copie, de la même dimension, me révélerait d'autres détails qui passent inaperçus dans la copie restreinte que je possède.

BENJAMIN SULTE

Les uniformes français au Canada sous Montcalm. (III, II, 290).—Voici un extrait d'une lettre que M. Alfred Garneau, d'Ottawa, m'adressa, en réponse à une demande que je lui fis pour renseignements sur les divers costumes des militaires qui servirent au Canada en 1756. J'avais soumis à ce savant antiquaire des lettres reçues à ce sujet de la part d'un historien des Etats-Unis. Mes loisirs assez rares à cette époque et surtout l'absence, dans ma bibliothèque, d'ouvrages sur cette question, m'avaient rendu impossible les recherches nécessaires pour éclaircir ce point d'histoire. Je comptais avec raison que mon érudit ami trouverait tous les renseignements nécessaires dans la vaste bibliothèque parlementaire d'Ottawa.

La réponse de M. Garneau a trait aux régiments français qui plus tard prirent part à la campagne du Canada.

Je livre avec plaisir ces notes aux chercheurs qui savent apprécier les *Recherches Historiques*.

J.-M. LEMOINE

"Je vous dirai que les régiments en question se nommaient *La Reine, Languedoc, Guienne, Béarn, La Sarre et Royal Roussillon*. Je ne pense pas qu'il y eut d'autres troupes que des détachements de la marine et des milices dans toute la vallée de l'Ohio.

" Quoiqu'il en soit, voici quels étaient les costumes en 1756.

" Les six régiments—comme au reste toute l'infanterie française—portaient le même uniforme qui était gris-blanc. Ils ne se distinguaient entre eux que par la couleur des parements, la coupe de la poche de l'habit, la couleur des boutons, etc, en commençant par 1° La queue que l'on portait poudrée à blanc ;

2° Le chapeau, petit tricorne noir, bordé de jaune ou de blanc (d'or ou d'argent) peut-être avec une cocarde sur les retroussés.

" La Sarre, Languedoc, Royal-Boussillon, Guyenne et Béarn portaient la bordure jaune ; La Reine, bordure blanche. Les Grenadiers portaient le bonnet d'oursin avec fond de drap de la couleur distinctive, orné de glands blancs ou jaunes.

" Les troupes en Canada avaient-elles un autre chapeau pour l'hiver ? Je l'ignore.

" 3° Le col noir s'attachant derrière le col avec une boucle, avait les parements rouges et les boutons jaunes. Le régiment de la Reine avait les parements rouges et les boutons bleus. Point de revers aux habits.

" En Canada, les soldats portaient, pendant l'hiver, un capot avec capuchon, pardessus l'habit.

" 5° La veste (à manches), qui descendait jusque sur les cuisses. De la même couleur que l'habit jusqu'en 1757.

" J'ai lu dans le livre *De Montcalm en Canada* que, lorsqu'ils portaient l'été en expédition, nos soldats "laissaient leurs vestes."

" 6° La culotte, comme l'habit de la veste, était grise.

" 7° L'infanterie portait la guêtre. Cette guêtre, qui montrait au-dessus du genou, était de toile blanche, avec jarretière et boutons noirs. Lorsque les soldats ne portaient pas la guêtre, ils avaient des bas longs, de la couleur des parements, je crois.

" Nos troupes, en campagne, avaient des *mitasses*, qui servaient de guêtres.

" 8° En été, elles portaient des souliers de peau de bœuf tannée ; en hiver, des souliers de chevreuil à la manière sauvage.

" L'année 1757 vit changer la couleur, mais non la coupe de l'uniforme en France.

" Les gravures me donnent, pour nos six régiments, les enluminures que voici :

" Royal Roussillon, La Sarre et Languedoc : habit blanc, collet et parements bleus, doublure blanche aux retroussés des basques, veste rouge, boutons jaunes.

" Béarn et Guienne : habit blanc, collet, parements et veste rouges, retroussés blancs, boutons jaunes.

" La Reine : habit blanc, collet et parements rouges, retroussés blancs, veste bleue, boutons blancs.

" Je ne puis dire à quelle époque ces régiments ont pris, en Canada, le nouvel uniforme, ni même s'ils l'ont jamais porté.

" Je passe maintenant au costume des troupes de la marine. D'après une gravure du livre *Costumes militaires français*, l'uniforme des soldats des régiments de la marine (l'infanterie) consistait, en 1756, en un habit gris-blanc, à parements noirs et à boutons jaunes ; veste et culotte gris blanc.

" En 1757 : habit blanc, parements et collet noirs, boutons jaunes, veste rouge, culotte blanche.

" Je lis, dans l'ouvrage que j'ai viens de citer, qu'il y avait aussi des *Compagnies franches de la marine*, dont voici le costume en 1755 : habit blanc, doublure bleue ; veste, culotte et bas bleus, jarrettière blanche, souliers à boucles, cha peau noir bordé de jaune, avec cocarde.

" Les milices canadiennes avaient-elles un uniforme ?

" Je n'en sais rien. Mes recherches sur ce point ont été vaines.

“ En France—année 1757—les milices étaient habillées de gris-blanc : habit, veste et culotte étaient de cette couleur, guêtres blanches avec jarretière et boutons noirs. Le chapeau (grand tricorne) avait une bordure blanche. L'habit était déboutonné et le ceinturon sur la veste.

“ Dans tous ces corps, les capitaines ne paraissent se distinguer des soldats que par le hausse-col et l'esponton. Le hausse-col était “une petite plaque en forme de croissant et bombé de cuivre doré, que les officiers d'infanterie portent au-dessous du cou, lorsqu'ils sont de service actuel” (*Dict. de l'Académie*).

“ A la bataille du *Malengueult*, Beaujeu, “en habit de chasseur canadien,” était distingué par son hausse-col d'officier (*Notice sur Daniel Hyacinthe-Marie-Lienard de Beaujeu*, par John Gil. Shea).

“ En 1756, les capitaines et les officiers supérieurs d'infanterie portaient des espontons (demi-piques), longs de 8 à 9 pieds, excepté ceux des Grenadiers, qui portaient le fusil. Les lieutenants et autres officiers subalternes avaient le fusil à baïonnette et la giberne (qui s'appelait alors la *cartouche*) sur le devant du ceinturon de leur épée.

“ Les sergents avaient une hallebarde, excepté ceux des compagnies de grenadiers, qui portaient le fusil.

“ L'armement du soldat consistait en un fusil, une épée et une baïonnette.

“ L'épée est à poignée de cuivre jaune ; elle est suspendue sur la hanche gauche, à une buffèterie blanche, et s'allonge obliquement en arrière ; un peu au-dessus est accrochée au même ceinturon la guîne de la baïonnette, posée de travers comme l'épée. Une bandoulière blanche passe sur la poitrine de gauche à droite et soutient la *cartouche* (giberne).

“ Quoiqu'on se servit depuis quelques années de cartouches pour amorcer et charger, plusieurs régiments portaient encore des poires à poudre suspendues à leurs gibernes ou à leur bandoulière” (*Costumes militaires français*).

" J'allais oublier de décrire l'uniforme du *corps royal d'artillerie*. Je crois qu'en 1756, comme en 1747, il consistait en un habit bleu, doublé et parementé de rouge, en une veste et une culotte rouges, et des guêtres blanches avec jarretières noires, ou de longs bas rouges, avec jarretières jaunes.

" L'armement des officiers consistait en une épée ; les sergents avaient la hallebarde. " Les artilleurs, quoiqu'ils eussent des fusils, ne les portaient presque jamais ; ils ne gardaient que l'épée."

" Voilà tous les renseignements que j'ai pu ramasser ; je vous les envoie pêle-mêle, regrettant n'avoir pas le temps de les coordonner.

" Si je déterrais quelques nouveaux détails, je m'empresserais de vous les passer.

" Vous-même, monsieur, si vous savez quel était le costume de nos troupes *coloniales* canadiennes, "troupes franches milices," je vous prie d'être si bon que de m'en faire part. Je suis curieux de le connaître.

" ALFRED GARNEAU."

Le Dr Wolfred Nelson. (IV, V, 455).— Le docteur Wolfred Nelson est sans contredit l'un des hommes dont le nom s'est trouvé le plus souvent mêlé aux événements politiques du pays.

Il commença sa carrière en qualité de chirurgien dans un bataillon levé dans le district de Richelieu, dans la guerre de 1812. Il entra dans la vie publique active en 1827 et représenta la ville de Sorel en parlement.

Plus tard il se dévoua exclusivement à la pratique de sa profession et plaça des capitaux dans des entreprises industrielles.

En 1832, il fut un des Canadiens les plus ardents de cette époque à résister aux tyrannies métropolitaines.

Quand l'infâme politique due aux conseils d'un Ogden eût décidé de pousser à bout une population tranquille et loyale,

mais qui voulait maintenir intacts des droits reconnus depuis comme inviolables et sacrés, il se rangea du côté des opprimés et offrit la résistance d'abord passive, puis active à laquelle la duplicité de la politique coloniale poussait la population.

En novembre 1837, apprenant qu'un corps de troupes venait de Sorel à St-Denis pour l'appréhender au corps ainsi que plusieurs autres canadiens marquants, il accepta le commandement de cette poignée de braves qui, avec 120 mauvais fusils et sans artillerie, repoussèrent un régiment de ligne sous les ordres du colonel Gore.

La défaite de Saint Charles deux jours après, le força ainsi que ses amis, de renoncer à toute idée de résistance, et il essaya de se sauver aux Etats-Unis mais sa tête avait été mise à prix et il fut arrêté dans sa fuite, épuisé de fatigue et de faim dans les bois. Ramené en prison, il s'y montra ferme et sut s'attirer le respect des séides du gouvernement. Il fut l'un des huit qui furent illégalement condamnés à l'exil par lord Durham. Après la disgrâce de celui-ci il revint aux Etats-Unis et s'établit à Plattsburg.

Avec le *notte prosequi* de 1843 il revint en Canada et s'établit à Montréal, en 1844.

La sympathie publique se manifesta en sa faveur de plusieurs manières, et il fut élu membre de l'assemblée Législative. Il suivit le parti libéral d'abord avec zèle et sincérité.

La lutte qui survint entre M. Papineau et M. Lafontaine, quand celui-ci commença à faire du libéralisme conservateur et se rejeta dans la politique rétrograde, vit le Dr Nelson, oubliant trop ses antécédents, faire une guerre acharnée à M. Papineau, simplement pour essayer de déconsidérer ce grand citoyen au profit du parti du passé, et se mettre malheureusement en contradiction avec lui-même sur les événements de 1837. Cette lutte lui fit perdre beaucoup de sympathies dans le pays, et il sortit de la vie publique en 1854.

Cette même année il fut élu maire de Montréal et le fut deux ans.

Après sa sortie de charge il fut créé inspecteur des prisons, situation dans laquelle il a rendu d'importants services.

A partir de 1861, la santé du Dr Nelson commença à décliner et le mercredi 17 juin 1863 il rendait le dernier soupir à sa résidence à Montréal No. 21, Petite rue Saint-Jacques, âgé de 71 ans. L'enterrement eut lieu à Sorel le samedi, 20 juin suivant, dans l'après-midi.

ED. AUBÉ

Les "horse boats." (VI, V, 717.)—Les *horse boats* étaient utilisés pour la traversée entre Québec et Lévis, entre Québec et Montréal, entre Montréal et Longueuil, et en quelques autres localités. Ils avaient la prétention d'être plus rapides que les bâtiments à voiles, ou du moins plus commodes qu'eux, lorsque surtout la brise ne soufflait d'aucun côté.

L'ancienne génération se rappelle encore parfaitement ce mode primitif de navigation, qui fut longtemps en usage et que les progrès envahissants de la science mécanique devaient faire disparaître.

Le mécanisme des *horse boats* était assez ingénieux, quoique fort simple. Le bateau portait de chaque côté des roues à palettes mises en branle par quatre ou six chevaux qui tournaient autour d'un gros poteau vertical, espèce de tourniquet, qui communiquait son mouvement à l'arbre de couche.

Ce mode de propulsion n'imprimait point sans doute la vitesse que les bateaux soumis à la vapeur devaient acquérir plus tard, mais la chronique rapporte que nos pères s'en trouvaient fort bien et qu'on tenait l'invention du *horse boat* pour être quasi merveilleuse.

Les premiers *horse boats* paraissent dater de 1812 à 1815, et ne furent définitivement abandonnés qu'en 1850.

BEAUSÉJOUR

QUESTIONS

720.—La *Gazette de Québec* du 18 juillet 1765 annonce :
" On va établir cet été une fonte de cloches à Québec." Ce
projet a-t-il jamais été mis à exécution ?

X. X. X

721.—N'y a-t-il pas eu deux généraux anglais du nom de
Amherst lors de la conquête ? Sir Jeffery Amherst, lorsqu'il
s'empara de Louisbourg, en envoya la nouvelle à la cour par
un de ses frères, officier dans son armée. Ce dernier revint-
il au Canada ?

CUR

722.— A la date du 20 juin 1759, nous lisons dans le
Journal de Malartic : " Nous apprenons que M. Aubert a eu
connaissance de quatorze vaisseaux d'augmentation ; que la
brume l'a empêché d'en compter un plus grand nombre."

Quel est ce M. Aubert qui signale ainsi la flotte anglaise ?

ARG.

723.—Le fameux comte ou marquis de Puisaye avait
épousé, dit-on, une canadienne. J'ai essayé de me procurer
le nom de sa femme et n'ai pu y réussir. Quelqu'un de vos
lecteurs le connaîtrait-il ? Les concessions de terrains qu'a-
vait obtenu le comte de Puisaye dans Ontario sont-elles
encore entre les mains de ses descendants ?

R. O. B.

724.—Qui a introduit et enseigné le premier la théologie
de saint Alphonse de Liguori dans les grands-séminaires
canadiens ?

Y a-t-il en opposition à l'acception de cette théologie ?

BRO

725.—Qui peut me donner la description des armes de
M. de Villaray, ami de Mgr de Laval et hostile aux préten-
tions injustes de M. de Mézy ?

BOER



EGLISE DE SAINT-ZÉNON DE PIOPOLIS

BULLETIN DES RECHERCHES HISTORIQUES

VOL. 6

JUILLET 1900

No. 7

SAINT-ZENON DE PIOPOLIS

Piopolis fut fondé, le 21 avril 1871, par un groupe de zouaves pontificaux récemment arrivés de leur expédition d'Italie, où ils étaient allés combattre sous les drapeaux de Pie IX.

C'est le 18 octobre 1870, que les zouaves s'embarquèrent à Liverpool pour rentrer dans leur patrie.

Ces généreux compagnons d'armes ne voyaient pas approcher sans quelque tristesse l'heure de la séparation. Après avoir si longtemps fraternisé ensemble et vécu, pour ainsi dire, à la gamelle commune, il leur en coûtait de renoncer à leurs habitudes de douce camaraderie. De là naquit la louable pensée d'aller habiter à l'ombre d'un même clocher et de fonder une colonie.

Une société de colonisation, ayant pour principal zéléteur M. le chanoine Moreau, de l'évêché de Montréal, se chargea de mener l'entreprise à bonne fin.

Après renseignements pris et explorations faites, le comité demanda et obtint du gouvernement la concession des terres vacantes dans le canton de Marston, c'est-à-dire dans la partie sud de ce canton. La partie nord était déjà établie, depuis nombre d'années, par des colons originaires de la Haute-Ecosse. Le premier détachement de ces hardis montagnards était venu s'y fixer dès 1852.

Pendant l'hiver de 1870-71, une construction rustique fut érigée dans la forêt et tous les préparatifs nécessaires furent faits pour recevoir les défricheurs au printemps suivant.

Le 30 avril 1871, la messe était célébrée pour la première fois à Piopolis par M. l'abbé Séguin, envoyé spécialement par l'évêché de Montréal pour résider dans la colonie et veiller aux intérêts spirituels de ses habitants.

Dans le cours de l'été de 1871, une autre bâtisse de 30 sur 40 pieds fut élevée pour servir de chapelle, de presbytère et de résidence pour les colons nouvellement arrivés. Cette bâtisse allongée et terminée à l'intérieur en 1880 est l'église actuelle.

La colonie de Piopolis se développa graduellement et, en 1879, elle fut reconnue comme municipalité séparée sous le nom de Marston Sud.

L'élément écossais garde la prépondérance dans Marston-Nord, tandis que nos compatriotes dominent dans Marston-Sud.

On peut dire que Piopolis a été la paroisse-mère de toutes celles qui existent ou sont en voie de formation dans ce que nous appelons le territoire du lac Mégantic, territoire qui renferme actuellement quatre cures et quatre missions.

Missionnaires et curés de Saint-Zénon de Piopolis : M. Séguin, 1871 ; P. Champagne, 1871-1872 ; J. Aubin, 1872-1874 ; J.-B.-A. Cousineau, 1874-1886 ; J.-E. Simard, 1888-1899 ; L.-N. Gastonguay, curé actuel.

PIONNIER

ORIGINE DE NOMS

De LaMotte : nommée ainsi en l'honneur de Pierre de Saint-Paul, sieur de LaMotte, capitaine au régiment de Carignan, qui y éleva un fort en 1666.

Duluth : rappelle le souvenir de Daniel Greysolon du Laht, célèbre coureur de bois et explorateur de l'Ouest.

Dubuque : fondée par un canadien, Julien Dubuque, dont elle a gardé le nom.

Louisiane : en l'honneur de Louis XIV.

P.-G. R.

L'ABBE GABRIEL RICHARD

Gabriel Richard naquit le 15 octobre 1764, à Saintes, France, de parents respectables et pieux, fit ses études théologiques à Angers, puis se rendit à Issy, près Paris, où il entra dans la Société de Saint-Sulpice et reçut les ordres sacrés, en 1790. Ses supérieurs le tenaient en si haute estime, que, dès l'année suivante, ils le nommèrent supérieur du séminaire d'Issy.

En compagnie des Pères Coquard, Matignon et Maréchal, il arriva, le 24 juin 1792, à Baltimore, où, l'année précédente, quelques membres de la Société avaient inauguré le séminaire de Sainte-Marie. Peu après, sur la prière de l'archevêque Carroll, il abandonna le professorat des mathématiques pour prendre la desserte, à Kaskaskia, des catholiques de l'Illinois, qui, depuis la suppression de la Société de Jésus, n'avaient pas eu un ministère régulier et étaient devenus fort indifférents en matière religieuse. Le Père Richard passa six ans à se prodiguer au milieu de ces abandonnés et il eut la consolation de voir la plus grande partie de son troupeau revenir à la pratique de la foi.

En juin 1798, nommé adjoint au Père Michel Lavadoux, lui aussi un Sulpicien et son prédécesseur à Kaskakia, le Père Richard fut transféré à Détroit. Environ deux ans plus tard, après la rentrée du Père Lavadoux en France, le Père Richard reçut l'ordre d'assurer la juridiction sur un territoire ecclésiastique qui embrassait alors les Etats de Michigan et de Wisconsin.

Comme presque tous les catholiques qu'il avait à desservir étaient des Canadiens-français, il eut peu d'occasions d'apprendre l'anglais ; néanmoins il s'appliqua avec une grande assiduité à l'étude de cette langue et réussit enfin à en acquérir une connaissance suffisante. Par sa faveur et son tour d'esprit original, il suppléait sensiblement à son ignorance des singularités de l'idiome.

Il y avait dans sa personne et dans son caractère plusieurs traits qui étaient propres à lui attirer le respect et la confiance de ses gens. Tels étaient sa figure d'ascétique et son port plein de dignité, qui traduisaient la fermeté de volonté et la bonté du cœur, telles son admirable abnégation et sa libéralité envers les pauvres, tels son dévouement inébranlable au devoir et son énergie infatigable. Par une certaine mesure de rigorisme, il paraît avoir ressemblé à d'autres fidèles missionnaires de son époque en ce pays, et nous avons de bonnes raisons pour attribuer ceci aux circonstances plutôt qu'à un défaut de générosité dans son caractère.

La conversion des Indiens lui tenait surtout au cœur, et ses efforts, poursuivis pendant de longues années, ont été couronnés de résultats flatteurs.

Le 30 avril 1805, il fut nommé aumônier du 1er régiment de la garde nationale du Michigan.

Lors du grand incendie qui a réduit la "City of the Straits" (Détroit) en cendres, le 11 juin 1805, l'église, le presbytère et les écoles du Père Richard, parmi lesquelles deux écoles supérieures, ont été détruites de fond en comble. Sur sa prière, l'évêque l'autorisa à construire une église sous son administration immédiate, "pour prévenir," ainsi qu'il écrivait, "l'intervention constante et ennuyeuse des marguilliers." Au milieu de ses difficultés avec les entêtés, il eut la consolation de jouir de la bienveillance de la majorité de ses gens et de ses concitoyens protestants, qui formaient de beaucoup la plus grande partie des habitants de la ville. En 1807, le gouverneur du Territoire et d'autres fonctionnaires l'invitèrent à prêcher en anglais, ce qu'il fit pendant longtemps tous les dimanches à midi, dans la salle du Conseil, à la grande satisfaction de tous les principaux protestants de la ville. Aussi, sur demande, il fit la prière d'ouverture d'une des sessions du premier Conseil du Territoire de Michigan. Au cours de ses supplications, il pria le Dieu

Tout-Puissant d'accorder aux législateurs " la grâce de faire des lois pour le peuple et non pas pour eux-mêmes."

Pendant qu'il grandissait ainsi dans l'estime de ses concitoyens protestants, les syndics malveillants de la paroisse de la Côte du Nord poussèrent leur résistance scandaleuse à leur curé si loin, que l'évêque Flaget, de Bardstown, qui avait juridiction sur Détroit depuis l'établissement de ce diocèse, en novembre 1810, dut prononcer un interdit sur l'église, ce qu'il fit dans une lettre écrite de sa propre main, datée du 24 février 1817. Les récalcitrants firent leur soumission à l'occasion de la visite de l'évêque, le 9 juin, l'année suivante. Cependant quelques esprits pervers conservèrent la rancune de leur humiliation, ainsi que cela se fit voir lorsque le Père Richard posa pour la deuxième fois sa candidature au Congrès.

* * *

Au cours d'un voyage à Baltimore et dans d'autres villes de l'Est au profit de sa nouvelle église (1808-1809), il se procura une presse et une fonte de caractères, qu'il fit transporter par terre jusqu'au Michigan. Il amena aussi avec lui un typographe nommé Coxshawe, de Boston. De même que le Père White avait établi la première imprimerie dans l'Est, le Père Richard fut le premier éditeur du grand Nord-Ouest. On vit sortir de son imprimerie plusieurs livres bibliques, de piété ou se rapportant à l'éducation, publiés une partie en français et une partie en anglais ; il publia aussi plusieurs numéros d'un journal intitulé *Essai du Michigan ou Imperial Observer*. Par suite du service irrégulier de la poste et du caractère dispersé de la population, il dut suspendre cette dernière publication. En 1812, de bonne heure, le Père Richard, inspiré par le désir de travailler à la gloire de Dieu et à l'édification de son troupeau, importa, au prix de grands frais qu'il paya lui-même, le premier orgue que l'on vit dans le Nord-Ouest. La même année,

après la reddition de Hall, ce brave prêtre fut arrêté par le général Brock, à cause de la loyauté qu'il ne craignait pas de proclamer envers la République américaine : on le conduisit au corps de garde de Sandwich, sur la rive canadienne de la rivière, où il passa quelque temps en détention. Après sa remise en liberté, trouvant ses gens dans le dénue-ment, il acheta une quantité considérable de blé et la distribua gratuitement aux cultivateurs à la ronde pour la sè- mençe, en dépit des offres tentantes qu'on lui faisait de lui en donner de bons bénéfices. Il prit aussi une part signalée à la direction de l'Université du Michigan, inaugurée en 1817 ; il en fut d'abord vice-président et professeur, et, en dernier lieu, remplit les fonctions de syndic.

En 1721, étant en voyage à Mackinaw, il persuada aux Indiens de lui montrer le lieu de sépulture du Père Marquette et il planta, sur la fosse, une croix de bois, sur laquelle, avec son canif, il tailla cette inscription : " Le Père Marquette est décédé ici le 9 mai 1675."

* * *

Pour l'amour de son église bien-aimée, qu'il avait placée sous le vocable de sainte Anne (à Détroit), et dont la pierre angulaire fut posée par Mgr Flaget le 11 juin 1818, le Père Richard postula un mandat au 18e Congrès, estimant que les appointements de député lui aideraient sensiblement à défrayer la construction de son temple. C'était la troisième fois que le Territoire élisait un délégué, et l'élection eut lieu en 1823. Le scrutin donna le résultat suivant : Gabriel Richard, 444 voix ; John Biddle, 421 ; Augustin Wing, 335 , Whitney, 165 ; McCloskey, 164, et Williams, 51. Ce dernier était l'un des membres et même l'un des syndics de la paroisse de Sainte-Anne ; il avait posé sa candidature en opposition à celle de son curé, qu'il avait condamnée avec véhémence. Dans la suite, il se détacha de la paroisse et abandonna même la religion catholique pour toujours, tant son mécontente-

ment fut enraciné ; ses descendants sont maintenant protestants.

Le *Dictionary of Congress* de Lanman dit, en parlant du Père Richard : " Pendant son ministère, il se trouva dans l'obligation, suivant la religion catholique romaine, d'excommunier un de ses paroissiens, qui avait divorcé d'avec sa femme. Le paroissien poursuivit le prêtre devant les tribunaux en diffamation, et obtint un jugement lui accordant des dommages et intérêts au montant de \$1.000. Le prêtre ne put payer cette somme ; en conséquence, il fut enfermé dans la prison commune ; comme il avait déjà été élu délégué au Congrès, il sortait de prison, dans les forêts vierges du Michigan, lorsqu'il vint prendre son siège au Congrès."

" Son apparition à la Chambre des représentants, dit l'abbé C.-J. White, fit sensation ; sa conduite lui commanda le respect de tous. Il était sobre de paroles ; il s'exprimait toujours avec sagesse et il rendit de grands services à ses commettants et à l'Union."

M. Girardin écrit : " Les crédits votés, sur sa demande, pour établir des routes, et d'autres de ses actes attestent de l'efficacité de ses services à la législature nationale. Grâce à ses efforts, il réussit à faire voter des crédits qui ont servi à l'ouverture de plusieurs routes qui mènent maintenant à notre belle ville... et toutes sont restées comme un monument perpétuel pour rappeler l'ardeur et le zèle dont il était animé vis-à-vis de ses commettants."

Pendant son séjour à Washington, ils s'intéressa au sort des tribus indiennes qui habitaient dans les limites de sa juridiction ; il obtint des subventions du gouvernement pour maintenir des écoles au milieu des Indiens, qui, à plusieurs reprises, le chargèrent de porter au président des lettres de leur part.

Le 10 décembre 1824, le Père Richard prit part à la réception officielle que fit la Chambre des représentants à Lafayette.

A la clôture de la deuxième session, le 3 mars 1825, il retourna à Détroit.

Le Père Richard s'avisa de faire renouveler son mandat, et il aurait été élu, n'eût été l'opposition que soulevèrent contre lui les amis du général Williams et les syndics susmentionnés, qui lui avaient gardé rancune. "Quelques catholiques étaient en tête de l'opposition qui aboutit à sa défaite," dit le juge Cooley, dans son *History of Michigan*. Le dépouillement des suffrages donna le résultat suivant : Wing, 728 voix ; Richard, 714, et Biddle, 689.

L'église de Sainte-Anne fut dédiée le jour de Noël, en l'an 1828. Le Père Richard avait travaillé ferme, avec une sollicitude que rien ne lassait, pour ériger cette église, surtout depuis le jour où Mgr Flaget lui donna l'assurance que ce temple deviendrait vraisemblablement la cathédrale d'un nouveau diocèse. Cependant, le zélé missionnaire, qu'on avait recommandé à la dignité d'évêque, mourut avant l'érection du nouveau diocèse. Après s'être prodigué, avec une dévotion héroïque, aux malades et aux morts, pendant une épidémie du choléra asiatique, il fut lui-même atteint de l'affreuse peste à la fin et y succomba à Détroit, le 13 septembre 1832. Sa mort causa un deuil profond et sincère parmi la population de cette ville, sans distinction de classes ni de croyances. C'est bien avec raison qu'on l'a surnommé "l'Apôtre du Nord-Ouest."

M. Bela Hubbard, un protestant et l'auteur de *Early Colonisation of Detroit*, a placé, en témoignage de son admiration et de son estime, une statue du Père Richard dans la niche de la façade de l'hôtel-de-ville, à Détroit.

J.-A. FAVREAU

LA TRAPPE DE LANGEVIN

Dès 1789, les Trappistes, chassés de la France par la révolution, avaient songé à s'établir au Canada. Les trois religieux envoyés dans notre pays s'arrêtèrent en Angleterre et y érigèrent un monastère.

En 1820, Mgr Plessis écrivait à M. de Calonne, alors missionnaire dans l'île Saint-Jean (île du Prince-Edouard) :

“ Finissons-en par nos religieux de la Trappe, dont je persiste, en mon particulier, à désirer le passage dans ce diocèse. Quel sort avez-vous dessein de leur faire dans l'île Saint-Jean ? Quelle étendue de terre avez-vous dessein de leur accorder ? Quels autres avantages leur faites vous ? Ces renseignements me seraient nécessaires pour pouvoir vous dire s'ils seraient mieux ici que là.”

En 1825, les Trappistes mettaient leur projet à exécution, en fondant le monastère de Notre-Dame du Petit-Clairvaux, à Tracadie, dans la Nouvelle-Ecosse.

En 1856, le père Vincent, supérieur du monastère de Tracadie, écrivit à Mgr Turgeon, archevêque de Québec, lui offrant de transporter sa communauté dans l'une des concessions de Saint-Joachim, où le séminaire de Québec leur aurait volontiers donné des terres. Le projet ne put être réalisé, à cause du petit nombre de religieux qui n'auraient pas suffi aux défrichements de la nouvelle propriété.

Le 26 décembre 1861, le père Jacques, prieur de Tracadie, demandait à Mgr Baillargeon, qui avait succédé à Mgr Turgeon sur le siège archiepiscopal de Québec, si le temps n'était pas venu de réaliser, au moins en partie, les désirs d'un de ses prédécesseurs, de sainte mémoire, le père Vincent. Tout en maintenant le monastère de Tracadie, le père Jacques voulait procurer au diocèse de Québec les avantages de son ordre. Mgr Baillargeon lui répondit, le 16 janvier 1862 : “ Je m'empresse de vous dire que je serais heureux

de voir votre petite communauté s'établir dans le diocèse ; je crois qu'avec l'aide de Dieu, elle y ferait beaucoup de bien, qu'elle y serait bien accueillie par le clergé et par le peuple, enfin, qu'il serait facile de lui procurer un bon coin de nos forêts pour s'y fixer."

Les Trappistes ne tardèrent pas à se rendre à l'invitation de Mgr Baillargeon. Le 24 juin 1862, quatre frères venaient prendre possession d'une partie du canton Langevin, dans le comté de Dorchester. Quelques semaines plus tard, deux autres frères venaient se joindre à eux.

Le père François-Xavier fut élu supérieur et, pleins de courage, les Trappistes se mirent aussitôt à l'œuvre. Bientôt, deux corps de logis longs chacun de 120 pieds, s'élevèrent de terre. Ces bâtisses avaient la forme d'un rectangle divisé par une aile transversale. L'une des cours intérieures devait servir en même temps de cimetière et de promenade. Lorsque ces constructions furent terminées, les Trappistes se mirent à défricher leurs terres. Les bons religieux ne restèrent pas inactifs : en 1872, ils avaient défriché plus de quatre cents arpents de terre !

Les Trappistes du monastère du Saint-Esprit—c'est le nom qu'avait pris la Trappe de Langevin—observaient la même règle que leurs frères de France. Aussi, la rigueur de notre climat, incompatible avec la sévérité de leur zèle, fit disparaître le monastère en 1872, après une courte existence de dix années.

La Trappe du Saint-Esprit fut successivement gouvernée par deux prieurs : le père Ives ou André (Arnold-Henri Bor), et le père François-Xavier (Henri de Brie).

On aimera sans doute à connaître les Canadiens qui entrèrent à la Trappe du Saint-Esprit. Voici :

Frères de chœur : Charles-Irénée Lagorce (prêtre) ; Hospice Germain (prêtre) ; Théophile Maréchal (prêtre) ; Cyrille Carrier, Omer Guilbault, Alphonse d'Aoust, Louis

Rhéaume, Louis-Fabien Marcoux, Dieudonné d'Aoust, Aimé Turcotte, Louis-Napoléon Bellenger, Hector Garneau, Marcel Bourget, Pierre Robergo, Pascal Comte, Charles Poliquin, Flavien Marcoux, Auguste Lavoie, Cyprien Turcotte.

Frères convers : Octave Sylvestre, François Mignon, Jean-Pierre Boulanger, Edouard Nolet, Charles-Nazaire Marchand, Samuel Bellenger, Charles Piché, Laurent Thivierge, Octave Marquis, Thomas Cavannagh, Charles Lavoie, David Lapierre.

De ces trente-un Canadiens, sept seulement persévérèrent. Trois moururent au monastère même, les frères Jean-Baptiste (Cyrille Carrier, de Saint-Charles de Bellechasse), Marie-Alphonse (Alphonse d'Aoust), Denis (Omer Guibault, de Saint Thimothée de Beauharnois). P.-G. R.

CANSO

Champlain écrit Canceau et Campseau. Les Anglais écrivent Canso. Ce mot, d'après Lescarbot, est d'origine sauvage (page 221 de la 3e édition).

Le R. P. F. Martin (App. de sa trad. du P. Bressani, p. 320), après avoir mentionné Lescarbot, au sujet de ce mot, ajoute : "Thévet dans un manuscrit de 1586, dit qu'il vient de celui d'un navigateur français nommé "Canse." Le passage du manuscrit de 1586 est extrait mot pour mot de la Cosmographie Universelle de Thévet. Or, en cet endroit l'auteur parle des Antilles, et non du Canada, et, en second lieu, il n'écrit pas *Canse*, mais *Cause*. Voici le passage en entier :

"Quant à l'isle de Virgengorde et celle de Ricque (Porto-Rico) basse et sablonneuse, il vous faut tirer à celle de Saint-Domingue, et conduire les vaisseaux droit à la pointe de la Gouade (del Aguado) qui est au bout de l'isle (de Porto-Rico), puis à celle de Mona, premièrement que venir aborder et mouiller l'ancre à l'isle Espagnole. Passé qu'avez, et doublé la hauteur de ladite isle, vous apparait la terre de Cause qui prend son nom de l'un des vaillans Capitaines pilotes, natif d'une certaine villette, nommée Cause (Cozes), en Xaintonge, vue lieu de maison de Madion." (Cosm. Universelle, verso du folio 993).

LETTRE DU PÈRE GLAPION A HUGH FINLAY

Monsieur,

Je vous fais mes excuses de ce que j'ai tant tardé à répondre à la lettre qu'il vous plut de m'adresser le 26 d'août dernier.

Si vous jugés indispensable que nous paroissions devant l'honorable committé, nous nous y siterons le 15 du présent mois, à l'heure prescrite. Mais nous ne pourrons y dire que ce que j'ai l'honneur de vous écrire cy dessous.

1° Depuis que nous sommes sous la Domination Anglaise, nous avons été, nous sommes encore ; et nous serons toujours sujets soumis et fidèles à Sa Majesté Britannique. Nous osons nous flatter que les gouverneurs anglais, qui ont commandé dans cette province, ne nous refuseroient pas leurs certificats de notre fidélité et de notre obéissance.

2° Il paraît donc que c'est moins de nos personnes, que de nos biens temporels qu'il s'agit en cette circonstance.

Nos biens, ou nos fonds nous sont venus de trois sources différentes : 1° Les rois de France nous en ont donné une partie. 2° Quelques particuliers nous en ont donné une autre partie. Ces dons ont été faits en vue de pourvoir à la subsistance des Jésuites Missionnaires employés à l'instruction des sauvages et des canadiens. Le plus grand nombre d'entre eux n'a cessé de se livrer à ces œuvres de charité, que quand ils ont cessé de vivre ; et ceux qui leur survivent s'appliquent aux mêmes exercices ; et sont dans la volonté de s'y appliquer jusqu'à leur mort qui, selon le cours de la nature, ne peut être bien éloignée. 3° Enfin nos prédécesseurs ont acheté, de leurs propres deniers, la troisième partie de nos fonds.

3° Tous nos titres de possession, qui sont bien et dûment enregistrés au greffe de la province, démontrent que tous ces biens ou fonds nous ont toujours appartenu en toute pro-

priété : et nous les avons toujours régis et administrés comme nos propres, sans contradiction, ni empêchement.

4° Notre propriété a été bien reconnue dans la capitulation du Canada signée au camp devant Montréal, le 8 de septembre 1760, puisque, par l'article 35e, le lord Amherst nous permettait de vendre nos biens fonds et mobiliers et tout ou en partie ; et d'en passer en France le produit.

5° Quoiqu'il en soit, Monsieur, nous sommes entre les mains de Sa Majesté qui décidera selon son bon plaisir. Mais des sujets et des enfants irréprochables ne peuvent attendre qu'une décision favorable de la part d'un Roi aussi bienfaisant, et d'un aussi bon père que l'est Sa Majesté Georges III.

J'ai l'honneur d'être avec profond respect, Monsieur, votre très humble, et très obéissant serviteur,

AUGN. L. DE GLAPION

Supr. des Jésuites du Canada.

Québec, le 10 de septembre 1788.

Le navire que montait Roberval, lorsqu'il aborda à l'île de Sable, en 1598, était si petit, dit la chronique du temps, que, du pont, on pouvait se laver les mains dans la mer. Il est bon de remarquer, cependant, à propos du tonnage des vaisseaux de cette époque, que le tonneau d'alors n'était pas le tonneau d'aujourd'hui. Ainsi, la *Frégate*, un des navires de sir Humphrey Gilbert dans son voyage d'exploration en 1583 jaugeait cent vingt tonneaux, et dix tonneaux, capacité de la *Frégate*, équivalaient à environ trente tonneaux d'aujourd'hui.

* * *

On conserve dans la bibliothèque de l'université de Harvard un dictionnaire abénaquis-français écrit tout entier de la main du Père Rasle.

MANIÈRE DE VACCINER A QUÉBEC EN 1809

*D'après le docteur Joseph Painchaud, alors
étudiant en médecine*

“ La manière de conserver le virus vaccin sur un fil mis entre deux quarraux de vitre cirés tout autour est assurément la plus sûre et le moyen le plus commode de réussir. Un avantage encore qui n'est pas petit, c'est qu'en mettant entre vos vitres plusieurs bouts de fil, vous pouvez inoculer un nombre très considérable d'enfants à la fois, un petit morceau étant suffisant. Il n'est pas inutile d'observer qu'il ne faut pas tarder à cirer les quarraux aussitôt que vos fils sont imprégnés avec le virus ; la grande chaleur, de même que le grand froid, décomposent très promptement le virus pour le moins qu'il est exposé à l'air.

“ Après que vous avez ouvert les vitres, il n'est pas sûr si vos fils qui restent peuvent encore avoir du virus, à moins que vous ne soyez très prompt à les recurer de nouveau.

“ Pour inoculer par cette méthode, vous faites une légère incision sous la première peau, laissez sortir le peu de sang qui doit sortir. La mère pourra à cette fin sucer l'incision. Alors, vous coupez de votre fil imprégné un petit bout, vous l'enfoncez par le moyen de votre langue dans l'incision, vous la pressez comme pour la fermer, et il ne vous reste plus qu'à y appliquer grand comme un sol d'une petite emplâtre de gomme quelconque, pourvu seulement qu'elle puisse rester deux ou trois jours, afin d'empêcher le bout de fil de sortir ; trois jours après, il est à propos d'ôter l'emplâtre.

“ Je conseille d'inoculer aux deux bras, afin de bien s'assurer d'être préservé de la picotte naturelle.”

RÉPONSES

L'hermine ou belette rozelet. (II, V, 199.)—Nous possédons dans nos bois le roselet et l'hermine que nos chasseurs appellent fort improprement la *belette*. Je ne me rappelle pas avoir jamais rencontré celle-ci sur nos territoires de chasse, et j'incline à croire qu'elle n'y existe pas ; cependant nous possédons sûrement l'herminette ou belette des neiges (*mustela-hyemalis-Pallas*) qui a constamment le bout de la queue noir, été comme hiver, ce qui la distingue de la belette commune.

L'herminette tient le milieu, pour la dimension, entre l'hermine et la belette. L'hermine mesure neuf pouces de longueur, non compris la queue, qui a trois pouces et demi.

La belette, six pouces de longueur, non compris la queue, qui a deux pouces.

L'extrémité de la queue de cette dernière n'est jamais noire. Quoi qu'il en soit, l'hermine, malgré son abondance, n'est pas chassée. Tous les chasseurs la dédaignent, tant le prix qu'ils obtiennent pour sa dépouille est peu élevé.

Il est assez étrange que cette fourrure, qui semble estimée en Europe et en Asie, soit tenu en pareil mépris sur la côte du Labrador.

II. DE PUYJALON

Les Canadiens et la guerre de l'Indépendance. (VI, V, 716.)—Avant la guerre de l'Indépendance, quelques Canadiens s'étaient déjà établis sur les bords du lac Champlain, dans les limites actuelles de l'Etat de New-York.

Jean Laframboise s'était fixé sur des terres qui se trouvent aujourd'hui dans le *town* de Chazy, comté de Clinton, New-York, et près de lui se trouvait Joseph La Monté, nom qui est devenu Monty.

Etienne Gaudinot faisait la chasse dans cette région, et servait d'éclaireur à la garnison anglaise de Ticonderoga, notre ancien Carillon.

D'autres Canadiens vivaient aussi sur des terres situées dans Beekmantown, comté de Clinton.

Quand la guerre éclata entre l'Angleterre et les colonies, l'on sait que Ticondéroga fut un des points sur lequel se portèrent les Américains, et Etienne Gaudinot fut fait prisonnier. Peu de temps après, il passa au service des Américains, qui avaient alors la sympathie de tous les Canadiens du district de Montréal.

En 1777, la fortune se tourna contre les colonies et elles durent reculer devant l'armée du général Burgoyne qui envahit le nord de New-York. Les Canadiens du lac Champlain se réfugièrent à Albany où ils s'enrôlèrent dans deux régiments que le Congrès avait levés en Canada.

Ces deux régiments étaient commandés par les colonels Hazen et Livingston. La plupart de leurs officiers étaient aussi d'origine anglaise. Je ne crois pas que le nombre de Canadiens-français enrôlés dans ces régiments dépassait trois cents.

En 1779, les officiers canadiens du régiment de Livingston étaient Auguste Loiseau, capitaine, et François Monté, lieutenant. L'abbé de Lotbinière est désigné comme chapelain. Dans le régiment du colonel Hazen l'on comptait à la même époque le capitaine Clément Gossekin, le lieutenant Germain Dionne et les enseignes Alexandre Fériale, François Gélinaud, Louis Gosselin et Pierre Boileau.

Un autre régiment, dit le deuxième d'infanterie de New-York, avait aussi pour lieutenant-colonel un nommé Pierre Régnier et le cinquième du même Etat, Louis Dubois pour colonel, Jacob Bruyère pour lieutenant-colonel, Philippe Dubois Bevoir et Henry Godwin pour capitaines, et Henri Dubois comme lieutenant. Les noms de ces officiers me font supposer qu'ils étaient canadiens.

Le capitaine Gosselin avait d'abord servi devant Québec sous le général Montgomery et fut fait prisonnier. Rendu à la liberté, au printemps de 1778, il en profita pour aller rejoindre l'armée de Washington à White Plains, emmenant avec lui cette fois son frère Louis et son beau-père, Germain Dionne.

Durant la bataille qui précéda la capitulation de lord Cornwallis à Yorkstown, le général Lafayette qui commandait l'aile de l'armée américaine où se trouvait le régiment du colonel Hazen, fit l'éloge de la belle conduite de ce corps. Clément Gosselin qui était à la tête de sa compagnie fut gravement blessé à cette bataille (1).

Quand l'armée fut renvoyée en 1783, les Canadiens qui avaient servi, reçurent comme récompense des certificats qui leur donnaient droit à une certaine étendue de terre.

Beaucoup vendirent ces certificats et préférèrent s'établir à New-York et à Albany.

Dans cette première ville l'on trouve en 1785 l'abbé La Valinière qui avait été expulsé du Canada par le général Haldimand à cause de ses sympathies pour les Américains et qui répondait alors aux besoins spirituels des Canadiens.

La plupart des Canadiens toutefois, prirent des terres dans le Nord des Etats de New-York et du Vermont.

En 1782, François Monty et son fils, Pierre Boileau, Charles Cloutier, Antoine Lavou, Joseph Létourneau, Antoine Lambert, Pierre Aboir et autres, commencèrent des défrichements à Beekmantown.

La même année, Jacques Rouse s'établit sur le site de la ville de Rouse's Point.

Quelques mois plus tard, Clément Gosselin, Jean Laframboise et Joseph Monty se fixèrent dans le *town* de Chazy, et Prisque Asselin commença des défrichements près de la rivière Corbeau.

(1) *Recherches Historiques*, vol. IV, page 6.

Lors de l'organisation de Plattsburg en 1788, l'on voit figurer les noms de Jabez Petit, de Louis Lizotte, constable, et de Clément Gosselin, chef du grand Jury.

Le major Gosselin (car il avait reçu ce grade avant la fin de la guerre) se maria en 1791 devant un juge de paix de Chazy, à Marie-Catherine Monty, mais quelques mois plus tard il faisait bénir son union à Saint-Hyacinthe par un prêtre.

François Côté et Marie Lussier qui s'étaient également mariés devant un juge de paix, sur la baie Seradac le 8 avril 1791, firent aussi bénir leur mariage à Québec le 7 juillet 1793.

Ces faits prouvent assez que ceux de ces colons qui avaient conservé la foi, ne reculaient pas devant les sacrifices pour se procurer les consolations de la religion. Ces robustes natures n'auraient guère compris ces chrétiens de nos jours qui prétendent croire aux récompenses éternelles et n'ont pas le courage de se passer d'un déjeuner pour les mériter !

Clément Gosselin mourut en 1816 et Jean Laframboise en 1819.

Etienne Gaudinot, mentionné plus haut, était établi en 1793 à Niagara et lors de la guerre de 1812, il s'enrôla dans l'armée des Etats-Unis. Il vivait encore vers 1881 avec ses enfants à Franklin, Ohio. Il prétendait être âgé de 122 ans.

En 1840, le gouvernement des Etats-Unis fit faire le dénombrement de tous les vétérans de la guerre de l'indépendance auxquels il payait une pension. Voici les noms qui m'ont paru être ceux de Canadiens-français :

John Lafferty, Daniel Carpenter et Samuel Maynard, du comté de Cattaragus ; Joseph Barron, du comté de Cayuga ; Fisk Durand, Phinéas Chamberlain, du comté de Chatauque, Jesse Clouthier et Simon Leroy, de Cortland ; Joseph Durand, d'Elizabethtown ; Jean Giffard, de Northampton ; Joseph Courier, de Hope, comté de Hamilton ; M.

Contreman, d'Orléans ; Jean Blanchard, de Pitcher, comté de Chenaugo ; Lévi M. Roberts, Placide Monty, John Roberts et Adorinam Perrot, de Plattsburg ; John Monty et Nicolas Constantine, de Beekmantown ; Amable Bilow, Mary Courier, Bazile Nadeau, Daniel Beaumont, de Champlain ; Alexandre Ferialle, Mary Lizotte, Francis Delong, Peter Robarge et Joseph Monty, de Chazy ; Joseph Marchant, de Floyd, et Annie Courier de Potsdam. Toutes ces localités sont dans l'Etat de New-York.

Le Vermont comptait aussi un certain nombre de vétérans canadiens : John Deveraux, de Kichmord ; Claude Monty, de Colchester ; Frs Duclous, de Sheldon ; Arthur Danow, de Bershire ; Benjamin Hardy, d'Irasburg ; Samuel Larabée, de Guilford et John Rosier de Belvidere.

Ceux qui habitent ces localités peuvent nous dire ce que sont aujourd'hui les descendants de ces premiers Canadiens des Etats-Unis.

T. SAINT-PIERRE

Le premier journal publié au Canada.—(VI, V, 715).—Je n'hésite pas à croire que la *Halifax Gazette* a été le premier journal publié dans les colonies anglaises de l'Amérique du Nord. Seulement, ce que l'on a tort d'affirmer, c'est de faire de cette gazette la première publication canadienne.

A l'époque où la *Halifax Gazette* parut, la Nouvelle-Ecosse n'était point province canadienne. Le Canada ne comprenait que les provinces de Québec et d'Ontario.

On ne pourrait donc raisonnablement enlever à M. Guillaume Brown, le fondateur de la *Gazette de Québec* en 1764 l'insigne honneur d'avoir été le premier journaliste canadien. Que la Nouvelle-Ecosse revendique le premier journal qui ait été publié dans le nord de l'Amérique, c'est son droit, c'est déjà un légitime sujet d'orgueil pour elle. Nous nous con-

tentons, de notre côté, d'avoir produit, dans notre bonne ville de Québec, le premier journal canadien.

Les Néo-Ecossais—je puis bien confesser la chose sans malice—ont été assez longtemps à s'apercevoir que la première gazette publiée dans les colonies anglaises avait vu le jour chez eux. Ils l'ont ignoré jusqu'en 1883.

A cette date, un journaliste du nom de Lawzon, en fouillant dans la bibliothèque de la Société Historique du Massachusetts, à Boston, a mis accidentellement la main sur un exemplaire de la fameuse *Halifax Gazette*. Sa curiosité fut vivement piquée, cela se conçoit. C'était, au reste, une fort belle trouvaille. Le numéro du journal que M. Lawzon avait sous les yeux était le premier par ordre de publication. Il portait, à sa première page, la date du 23 mars 1752, avec le nom de son éditeur, M. John Bushnell, et l'indication des ateliers d'imprimerie, Graffton Street.

L'éditeur de la *Halifax Gazette* ne paraît point—d'après la chronique—avoir fait dès le début de brillantes affaires.

Les abonnés anglais du temps étaient aussi récalcitrants que bon nombre des nôtres. La *Halifax Gazette* se laissa vivre pendant quelques mois, puis ensuite traînant de l'aile, elle dut interrompre sa carrière pour un certain temps. On la ressuscita en 1760, mais pour choir quelques années après.

La *Gazette de Québec*, fondée par Brown et Gilmore, a fourni une carrière autrement plus durable. Devenue après la mort de Brown, arrivée en 1789, la possession de la famille Neilson, celle-ci en garda la direction pendant soixante ans et ce n'est qu'en 1874 qu'elle passa de vie à trépas.

BEAUSÉJOUR

Une devise canadienne. (IV, II, 417.)—"Nos institutions, notre langue et nos lois," qu'on met au crédit de M. Perreault, paraissaient en tête du *Canadien* depuis trois ans à peu près, lorsque M. Perreault publia son livre.

BENJAMIN SULTE.

Un duel de sir John-A. Macdonald. (V, I, 563.)—On a parlé à maintes reprises du duel de sir John-A. Macdonald avec le député W.-H. Blake. *Duel* n'est pas le mot puisque toute l'affaire se borna à l'envoi d'un cartel.

C'était pendant la session de 1849. Le parlement siégeait à Montréal. Sir L.-H. Lafontaine venait de proposer son fameux *bill d'indemnité*. On sait quel violent débat occasionna ce projet de loi.

Au cours de la discussion sir Allan McNab s'étant servi, à l'égard de ses adversaires, de l'épithète de rebelles, M. Blake releva le mot et prétendit qu'il s'appliquait parfaitement aux torys, " On peut, disait il, être rebelle de deux manières, on peut être rebelle à son pays, et comme vous êtes rebelles à ses désirs les plus légitimes, vous êtes les vrais rebelles."

Laissons Gérin-Lajoie raconter ce qui s'en suivit.

" A ces mots prononcés avec une force dont il est impossible de donner l'idée, les députés torys bondirent de rage. Les uns vociféraient, d'autres montraient le poing. Sir Allan McNab apostropha vivement M. Blake, et lui demanda de retirer ces paroles ou qu'il l'en tiendrait responsable.—Jamais, s'écria M. Blake.

" Alors la foule qui encombrait les galeries commença à s'agiter, les uns applaudissant, les autres sifflant; bientôt des coups de poing et de bâton s'échangèrent au milieu d'un tumulte indescriptible. L'Orateur ordonna de faire évacuer les galeries, malgré l'opposition de certains députés, tandis que d'autres insistaient pour que cela se fit. Le sergent d'armes se mit en frais d'exécuter l'ordre de l'orateur; mais le tumulte était à son comble. Les députés quittèrent leurs sièges, et les dames qui assistaient à la séance vinrent se réfugier dans l'enceinte des délibérations. Enfin, l'ordre s'exécuta; peu à peu la foule sortit des galeries, et les vociférations ne se firent plus entendre que dans les couloirs et le vestibule. La Chambre continua à siéger à huit clos. Le lendemain, M.

Blake reprit son discours où il l'avait laissé la veille, et continua à accabler ses adversaires de sarcasmes et d'invectives. M. Robinson lui répondit avec modération, après quoi M. Merritt fit, dans le sens ministériel, un discours plein de logique et de bon sens. Tout à coup, sans qu'il y eût le moindre tumulte, l'Orateur ordonna de faire évacuer les galeries, et la Chambre continua de siéger à huit [clos. On apprit bientôt la raison de cette mesure. Un cartel avait été envoyé à M. Blake par John-A. Macdonald, et un duel allait avoir lieu, si la Chambre ne s'interposait immédiatement. L'Orateur envoya le sergent d'armes avec la masse à la demeure de M. Blake et à celle de M. Macdonald, leur enjoignant de comparaître immédiatement à leurs places. M. Macdonald comparut et déclara qu'il serait à son siège à la séance suivante, et que dans l'intervalle aucune rencontre n'aurait lieu. M. Blake ne put être trouvé ce jour là, mais il fit son apparition peu de temps après, et l'affaire en resta là."

R.

L'origine du signe \$. (VI, V, 718).—Tout signe n'a de puissance qu'autant qu'il est compris. Dès que l'idée le délaisse, il n'est plus qu'un signe arbitraire et devient aussi facilement objet d'erreur que de vérité. Rien donc de surprenant si l'origine du signe \$, servant à désigner le dollar —qui n'est par lui-même ni idéographique, ni phonétique— ait été si discutée. Dans le débat négatif qui s'est engagé à ce sujet, la vérité est encore à se montrer. Disons cependant que l'opinion la plus généralement admise aujourd'hui est que le signe du dollar, unité monétaire des Etats-Unis comme on sait, devrait son origine à l'entrelacement des lettres "U. S." (United-States), dans lequel le jambage de l'U représenterait les deux barres verticales au milieu de l'S.

Cette explication du signe \$ par le monogramme des lettres initiales du nom du pays de nos voisins est assez plau-

sible ; mais le monogramme lui-même, quand a-t-on commencé à en faire usage pour représenter le tout-puissant dollar ? Voilà ce qu'on ne dit pas.

On serait vraiment tenté de croire que la logomachie à propos de l'origine de ce signe est à l'état latent, car, pas plus tard qu'il y a quelques mois, le Dr Marcus Baker, de Washington, E.-U., nous faisait part d'une nouvelle théorie, dans le *Boston Transcript*. Voici cette théorie, je la donne pour ce qu'elle vaut ; à défaut d'autre mérite, elle a toujours celui de nous assigner une date.

Un jour que le Dr Baker faisait des recherches dans la bibliothèque du bureau de l'Education dans la capitale fédérale, son attention fut attirée sur un vieux bouquin ayant pour titre : " A Compendium of Federal Arithmetic, designed for the use of schools, and specially calculated for the meridian of United-States," publié à Lansingburg, N. Y., en 1797, par le révérend Chauncy Lee, de Rutland, Vt. Le clergyman américain aurait donné dans ce livre un système de "characteristics" par lequel un trait vertical devait désigner les *mills*, deux traits aussi verticaux, les *cents*, et ces deux traits, traversés par un autre trait en forme d'une S, les *dimes*. Pour les *dollars*, il aurait proposé un signe consistant en deux traits verticaux traversés par un double trait courbe.

On devra remarquer que nos voisins, à l'époque où le révérend Lee publiait son arithmétique, venaient à peine d'abandonner le système des *pounds*, *shillings* et *pences* de leurs anciens maîtres. " Voilà pourquoi, dit le Dr Baker, il avait semblé nécessaire à M. Lee d'adopter un signe arbitraire pour chacune des dénominations de notre nouveau système monétaire. Mais il s'aperçut bientôt, ajoute-t-il, qu'un seul caractère, avec le point décimal, suffisait et, dans la dernière partie de son livre, il ne conserva de son système de symboles que celui du dollar." Et le docteur amé-

ricain tire cette conclusion : que le signe \$ est absolument arbitraire, et que l'on doit en donner la paternité à son compatriote, Chauncey Lee.

What next ?

J.-W. MILLER

Les chevaux au Canada. (I, VIII, 72.)—Notre poète lauréat Fréchette, dans sa *Légende d'un peuple*, fait marcher Hébert, le premier colon de Québec, derrière sa charrette chargée de foin et trainée par des chevaux :

Le soir arrive enfin, mais les gerbes sont prêtes ;
On en charge à pleins bords les rustiques charrettes
Dont l'essieu va ployant sous le noble fardeau ;
Puis, presque recueilli, le front ruisselant d'eau,
Pendant que, stupéfait, l'enfant de la savane
Regarde défilér l'étrange caravane.
Et s'étonne à l'aspect de ces apprêts nouveaux,
Hébert, qui suit ému le pas de ses chevaux
Rentre, offrant à celui qui donne l'abondance
La première moisson de la Nouvelle-France.

Le premier cheval qui ait mis le pied sur le sol canadien fut débarqué à Québec le 25 juin 1647. La compagnie des Habitants l'avait acheté en France pour en faire cadeau au gouverneur, le chevalier de Montmagny. Ce dernier ne s'en servit pas longtemps puisqu'il quitta le pays l'année suivante.

Le 16 juillet 1665, on débarquait à Québec douze chevaux. " C'était, sans doute, nous dit sir James LeMoynes, des montures pour le brillant état-major du grand marquis de Tracy, vice-roi. " Nous croyons plutôt que le roi de France envoyait ces chevaux dans sa colonie pour faciliter aux colons les travaux de l'agriculture. En 1665, les rues de Québec devaient être encore trop escarpées pour permettre aux braves militaires français d'y caracolier à leur aise.

Les chevaux étaient entièrement inconnus aux Sauvages. On peut imaginer leur surprise en voyant ces *originaux* de

France—c'est ainsi qu'ils les nommaient. Ce qu'ils admiraient le plus en eux c'était leur docilité. Ils ne pouvaient comprendre comment leurs cavaliers pouvaient les faire marcher à leur fantaisie par un simple mouvement de la main. (*Relation*, 1665, p. 25 ; *Journal des Jésuites*, 10 juillet 1665).

"Sa Majesté a encore envoyé des chevaux, écrivait en 1667 la vénérable Marie de l'Incarnation, et nous a donné pour notre part deux belles juments et un cheval, tant pour la charrue que pour le charroi" (*Lettres*, p. 621).

Trois années plus tard, en 1670, le roi envoya encore dans la Nouvelle-France un étalon et douze juments. Il les fit distribuer aux gentilshommes du pays qui s'occupaient le plus de la culture de la terre : l'étalon et deux juments à M. de Chambly, une jument à M. Talon, une à M. de Sorrel, une à M. de Contrecoeur, une à M. de Saint-Ours, une à M. de Varennes, deux à M. de la Chenaye, enfin la douzième à M. Le Ber.

Le roi faisait ces sortes de dons aux particuliers aux conditions suivantes : ils devaient les nourrir pendant trois ans ; et si par leur faute, quelqu'un de ces animaux venait à mourir, celui à qui il avait été donné était obligé de payer au receveur du Roi la somme de deux cents livres. Dans l'autre cas, il pouvait le rendre après les trois ans expirés, ainsi que les poulains qu'il aurait pu avoir ; mais avec charge au bout de trois ans, de donner au receveur de Sa Majesté un poulain d'un an pour chaque cheval, ou la somme de cent livres. Il était pareillement ordonné que, lorsque ces poulains que le Roi faisait élever et nourrir seraient parvenus à leur troisième année, on les distribuerait à d'autres particuliers, et toujours aux mêmes conditions. (Faillon, *Histoire de la colonie française*, III, p. 222).

Ces conditions avantageuses pour les particuliers multiplièrent tellement les chevaux dans la Nouvelle France que moins d'un demi-siècle plus tard l'intendant Raudot était

obligé de défendre aux habitants d'avoir plus de deux chevaux ou caavales et un poulain.

Cette sage mesure n'arrêta guère le mal puisque de nos jours encore on se plaint que les habitants gardent trop de chevaux.

Sur les chevaux au Canada, voyez une très intéressante étude de M. Ernest Gagnon dans son ouvrage *Le fort et le château Saint-Louis.* P.-G. R.

La mission d'Oka. (VI, III, 707.)—D'après La Potherie, presque un contemporain, la mission de la Montagne et celle du Sault-au-Récollet furent fondées par M. de Belmont et à ses frais (*Cor. Gén.*, VII, 205).

Les sauvages Algonquins de M. d'Urfé n'arrivèrent pas à Sainte-Anne du bout de l'île en 1704, puisque ce missionnaire laissa cette paroisse en 1687 ; ils y furent établis très certainement avant cette année là. (Voir *registre d'Urfé* au presbytère de Lachine ; *l'Echo du cabinet de Lecture*, 1866, p. 81).

Parmi les sauvages de M. de Breslay à l'île aux Tourtes, on comptait non seulement des "Nipissings", mais aussi des Algonquins. (*Registres de Ste-Anne ; Répertoire du Clergé Canadien*, 77).

Les sauvages de l'île-aux-Tourtes venaient non pas du Sault-au-Récollet ou de la Montagne, mais "des terres". (*Registres de Ste-Anne* du 29 juillet et du 19 octobre 1705 ; *Cor. Gén.* XXII, 99, 242 ; *Lake St-Louis*, 163-172 ; *Supplément*, 19-20).

Enfin, la mission de l'île-aux-Tourtes cessa d'exister en 1726 et non en 1721 (*Archives de Québec, rapport de M. Langelier*, 210 ; *Cor. Gén.* XLIX, 84 ; *Registres de Ste-Anne*).

D. S.

La Société du feu de Québec (VI, III, 704.)—

Sous le régime français, le système en usage pour combattre les incendies était des plus primitifs. Il n'existait aucune organisation, aucun corps de pompiers.

Cinq ordonnances furent rendues pour prévenir ou combattre les incendies. Elles datent des 16 mai 1676, 21 mai 1721, 22 octobre 1726, 12 juillet 1734 et du 30 mai 1754.

Ces différents règlements obligeaient les habitants à faire ramoner leurs cheminées ainsi qu'à entretenir des échelles pour monter sur les toits, et ils défendaient de faire du feu dans les cours. Lorsqu'un incendie éclatait, tous les habitants devaient se rendre sur les lieux avec une hache et un seau. On prenait l'eau dans les puits ou à la rivière, lorsqu'on n'en était pas trop éloigné, et on faisait la chaîne. On jetait à terre les clôtures et tout ce qui aurait pu aider le feu à se propager. Si l'incendie menaçait de s'étendre aux maisons voisines, on abattait celles-ci au moyen de haches et de crochets en fer qui servaient à arracher les toits, etc.

Cependant l'ordonnance de 1734 institua un commencement d'organisation. Elle portait qu'un certain nombre de seaux, de haches, de pelles et de crochets en fer munis de chaînes ou de cordages, seraient placés à certains endroits désignés, dans les quatre quartiers de Québec. Cette mesure ne relevait pas cependant les habitants de l'obligation d'apporter chacun leur hache et leur seau.

Dès les premières années de la domination anglaise, le gouvernement s'occupa de cette importante question. Il nomma des surintendants, des ramoneurs de cheminées pour Québec, Montréal et Trois-Rivières, et amenda les règlements existants. Les rapports de ces surintendants sont devenus très précieux de nos jours parce qu'ils nous donnent une liste de toutes les personnes tenant feu et lieu dans ces villes ; ce sont de véritables almanacs des adresses.

En 1768, le conseil exécutif de la province rendit une ordonnance à ce sujet et nomma un surintendant pour chacune des trois villes. Cette ordonnance fut amendée en 1790. Le premier surintendant à Québec fut John Franks. En 1799 un nommé Robert Naddau remplissait cette charge, et en 1830 je trouve le nom de John Grant comme surintendant.

Ce n'est que le 23 mars 1839 qu'une ordonnance du Conseil spécial érigea la Société du Feu de Québec. Les lettres patentes constituant cette société portent la date du 13 avril suivant. En furent nommés membres : MM. Jeremiah Leacycraft, président, William Phillips, Charles Panet, Daniel McCallum, Pierre Pelletier, Laughlin Mc Pherson, Henry Pemberton, Joseph Morin, Ebenezer Baird, John McLeod, Pierre Boisseau, Robert Cairns et Frederick Hacker, tous habitants et propriétaires de Québec.

Une société semblable avait été créée à Montréal, le 25 mars de la même année. L'honorable George Moffet en fut le premier président.

L'ordonnance du Conseil spécial, 2 Vict. chap. 30 amendait les deux actes précédemment nommés, relativement à la nomination d'un surintendant pour empêcher les accidents par le feu dans la ville et les faubourgs de Québec. Elle décrétait que les émoluments, honoraires etc, de cet officier seraient dorénavant versés à la nouvelle société, qui serait formée de treize habitants de la ville, propriétaires ayant un revenu annuel d'au moins £25, avec un président et un secrétaire-trésorier qui serait nommé par la majorité des membres.

La société du feu devait faire des règlements sujets à l'approbation des juges de la cour du banc de la Reine. Elle avait le droit d'imposer des amendes pour contravention à ses règlements. On lui donnait le pouvoir de diviser la ville en quartiers ; chaque quartier devait avoir une pompe à

vapeur et un certain nombre de pompiers volontaires, n'excédant pas cinquante pour chaque pompe, sous le commandement d'un capitaine. Chaque pompier devait s'engager pour l'espace d'un an et devait travailler sous peine d'amende. En cas de mort ou d'incapacité, les pompiers devaient être immédiatement remplacés. Ils n'étaient pas rémunérés pour leur service, mais ils étaient exempts de servir comme jurés, constables ou officiers de la paix ; ainsi que dans la milice, excepté en cas d'invasion du pays. Ils s'affranchissaient aussi de la corvée.

La société devait en outre former un corps de soixante pompiers sous la direction d'un capitaine ou de deux lieutenants. Ce corps devait assister à chaque feu et ses devoirs devaient être spécifiés dans les règlements de la société.

Les pompiers blessés ou malades pouvaient recevoir l'aide de la société. Les familles de ceux qui mouraient victime du devoir pouvaient retirer une indemnité. La société était aussi autorisée à récompenser les services rendus, au moyen de médailles ou autrement. Un fond était créé pour défrayer les dépenses de la société.

Les quelques notes qui précèdent suffiront, je crois, pour donner une idée de l'organisation du temps. On était sans doute encore loin du perfectionnement apporté depuis dans les méthodes pour combattre les incendies ; mais c'était un commencement, et cette société, telle qu'organisée, a dû rendre de réels services à la vieille capitale.

F.-J. AUDET

QUESTIONS

726.—Quelle est l'origine et la signification du mot *Soo*, nom que les Anglais donnent au Sault Sainte-Marie ?

RIF.

727.—*L'Autobiographie* du célèbre père jésuite Chaumonot a-t-elle été publiée ?

BIBLIO.

728.—Dans quelle partie de la vallée de la Chaudière se trouvait l'ancien fort "Sartigan" ?

L. H.

729.—Fou Rodolphe Tanguay, avocat, neveu de Mgr Cyprien Tanguay, avait mis en drame le roman de Joseph Marmette : *L'intendant Bigot*. Ce drame a-t-il été publié ?

AMAT.

730.—Quand le canal Chambly a-t-il été ouvert à la navigation ?

MAR.

731.—Dans le statut 45, chapitre XII, Georges III, je lis qu'à l'avenir "tout marin, pour obtenir une licence de pilote, devra avoir fait deux voyages ou plus en Europe ou aux Isles."

Qu'entendait-on, au commencement du siècle, par ce terme les Isles ?

MARIN

732.—Quelle différence y avait il, autrefois, entre un fief simple et un fief de dignité ? Avons-nous eu au Canada des fiefs de cette dernière catégorie ?

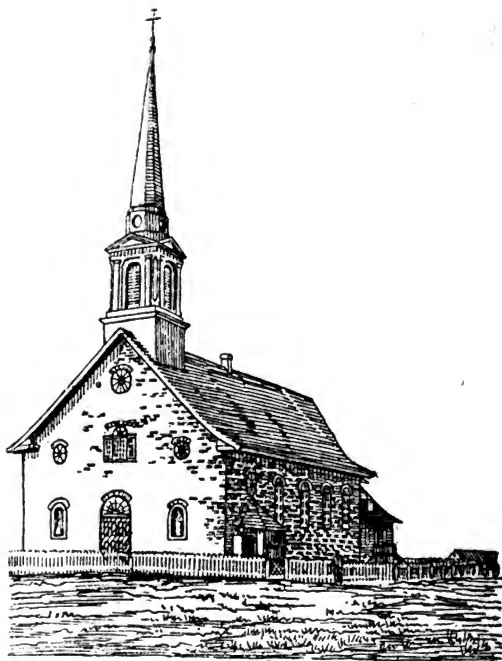
CURIEX

733.—Peut-on me donner une liste des curés de la paroisse de Sainte-Anne de la Pérade ?

PAROIS.

734.—Quand a-t-on commencé les premiers travaux de creusement dans le fleuve Saint-Laurent, entre Québec et Montréal ? Quelle profondeur avait le chenal lorsque ces travaux furent commencés ? Quelle est sa profondeur actuelle ?

PIL.



EGLISE DE SAINTE-LUCE DE RIMOUSKI

BULLETIN

DES

RECHERCHES HISTORIQUES

VOL. 6

AOÛT 1900

No. 8

SAINTE-LUCE DE RIMOUSKI

La paroisse de Sainte-Luce doit son origine à Michel Desrosiers, fils d'Antoine Desrosiers, juge à Trois-Rivières, et de Anne Le Neuf du Hérisson, fille du lieutenant-général de ce nom. Il vint se fixer, vers 1818, à l'endroit appelé *l'anse-aualard*, un mille à l'ouest du moulin à farine actuel. Puis un peu plus tard, vinrent s'éparpiller successivement sur le bord du grand fleuve : Jean Volant de Champlain (petit-fils du côté maternel du célèbre explorateur du Mississipi, Louis de Joliet), Pierre Drapeau, Jean Langlois, Côme Lavoie, René Gagnon, Ignace Lavoie, etc., autant de souches ayant laissé de nombreux rejetons.

En 1823, la forêt avait reculé et avait fait place à des champs—pas bien considérables encore—mais d'un rendement merveilleux. La jeune colonie voyait s'augmenter dans des proportions encourageantes le nombre de sa population. C'est alors que l'on commença à agiter la question de se détacher de la paroisse de Saint-Germain de Rimouski pour se constituer en paroisse. A la demande qu'ils en firent secondés en cela par leurs seigneurs, en tête desquelles était madame Luce.-G. Drapeau-Casault, Mgr Panet, évêque de Québec, par décret en date du 28 août 1829, érigea canoniquement " la seigneurie de Lessard et partie de celle de Lepage et Tibierge en cure et paroisse sous l'invocation de

sainte Luce (1), dont la fête, selon le martyrologe romain, se célèbre le treize décembre.....”

Pour se conformer aux lois françaises en usage dans ce pays il fallait, pour donner une existence civile à la nouvelle paroisse, se pourvoir de *Lettres Patentes* de Sa Majesté. En conséquence, une requête fut présentée au gouverneur Sir James Kempt, mais ce ne fut que le 12 février 1835, sous l'administration de lord Aylmer, que la paroisse de Sainte-Luce fut reconnue civilement.

Le 2 janvier 1830, les nouveaux paroissiens ayant envoyé une requête à Mgr Panet demandant à Sa Grandeur “ de bien vouloir leur accorder la permission de bâtir une église en pierre de 80 pieds français, en dedans ” (rien que cela pour commencer), l'évêque de Québec délégua, le 3 novembre suivant, M. Edouard Faucher, curé de Trois-Pistoles, pour fixer l'emplacement de la future église, ce qu'il fit le 21 du mois suivant en plantant une petite croix pour marquer l'endroit que devait occuper le maître-autel, et cela précisément au beau milieu de la *Pointe aux-Coques*.

Pour des raisons sur lesquelles on ne permettra de glisser, la bénédiction de la première pierre ne fut faite, par Mgr Signay, que le 27 juillet 1838, et l'église fut livrée au culte le 26 décembre 1840.

Cette poignée d'habitants relativement pauvres venaient d'édifier une église considérée alors comme l'une des plus vastes de nos campagnes canadiennes ; en voici les dimensions principales : 80 pieds de longueur, intérieur, pour la nef, sur 44 de largeur, aussi intérieur ; hauteur des murs, 22 pieds. La sacristie, 28 pieds de largeur sur 35 de longueur, intérieur ; hauteur des murs, 14 pieds mesure française. On

(1) Ce nom patronal fut donné pour perpétuer la mémoire de la première bienfaitrice de la nouvelle paroisse, dame *Luce* Drapeau-Casault, co-seigneuresse, femme d'une haute intelligence et d'un grand sens pratique.

voit que chez le Canadien la foi ne compte pas avec les sacrifices.

La paroisse de Sainte-Luce fut jusqu'en 1842, alternativement desservie *par voie de mission*, par M. Picard, curé de Rimouski, ce prêtre dévoué et infatigable qui a tant fait pour cette paroisse, et par ses vicaires, MM. Gabriel Nadeau et Chs.-Ed. Bélanger. Ce dernier—celui-là même qui mourut d'épuisement et de misère dans les savanes de Stanfold, dans la nuit du 23 au 24 novembre 1845—fit faire, pour la première fois, le 30 juillet de cette année 1842, la première communion aux enfants, au nombre de 70. Je dis *enfants* et je me trompe, car parmi les nouveaux communiant, l'on comptait de grands et robustes gars portant moustaches, et d'accortes fillettes qui n'attendaient le second sacrement de l'église que pour piquer de suite au septième.

Quelques semaines plus tard, le premier vicaire de Rimouski, M. Nadeau, fut nommé curé de la nouvelle paroisse, charge qu'il conserva jusqu'à sa mort (14 février 1869). La desserte de la paroisse fut alors confiée à M. Tobie Théberge jusqu'au 5 mai suivant, date à laquelle M. Edouard Guilmet commença à exercer les fonctions curiales. Dans l'été de 1876, M. Guilmet ayant abandonné la cure de Sainte-Luce pour prendre la rédaction du *Foyer des Familles*, journal publié à Ottawa, il eut pour successeur M. M. R. Bilodeau. A l'inverse des citadins qui viennent chercher un regain de santé dans le voisinage immédiat des eaux salées de notre grand fleuve, M. Bilodeau, lui, voyait dépérir la sienne, et, après un séjour de trois mois, il se vit dans la nécessité d'abandonner la cure de la paroisse, où il fut remplacé par M. le chanoine J.-B. Blanchet, le curé actuel.

Coïncidence assez remarquable, l'église de Sainte-Luce fut commencée sous les auspices de M. Picard, ancien curé de Rimouski. Il appartenait à son neveu, M. Blanchet, de lui donner la dernière main, car, il faut le bien remarquer, cette

église n'a rien, absolument rien, à envier aux autres églises du district de Québec, non seulement quant à sa beauté et à la richesse de son ornementation, mais aussi parceque depuis le 19 juillet 1894, elle jouit du privilège d'être, de tout ce district, la quatrième église consacrée, l'église métropolitaine de Québec et celle, de Sainte-Anne de Beaupré et de Sainte-Anne de la Pocatière étant, si je ne me trompe, ses seules devancières.

On a dit souvent que les peuples avaient, comme les individus de l'espèce humaine, leur jeunesse, leur virilité, leur décrépitude. En lisant le tableau qui suit du mouvement de la population de la paroisse de Sainte-Luce, on serait en droit de supposer que cette paroisse, qui compte à peine un siècle d'existence, est déjà entrée dans la période, sinon de la décrépitude, du moins de la décadence. Nous verrons dans un instant la cause de cette déperdition de la population.

Années	Habitants
1851.....	1895
1861	2145
1871.....	1774
1881.....	1503
1891.....	1233

On voit par ce relevé, extrait de documents officiels, que c'est en 1861 que la paroisse de Sainte-Luce a atteint le maximum de sa population, et qu'à partir de cette année, cette population accuse une diminution constante.

Cette diminution s'explique par plusieurs circonstances bien connues, dont la première sont les morcellements périodiques auxquels cette paroisse a été en butte. Lors de l'érection canonique de la paroisse de Saint-Anaclet (10 mars 1858), Sainte-Luce contribua pour 3780 arpents de terre en superficie de son meilleur sol, et 3 à 400 de ses enfants dans la formation de la nouvelle paroisse. En 1869, toute une

nouvelle paroisse, Saint-Donat, était formée encore à même Sainte-Luce. Cette dernière, qui comptait alors huit rangs, tous plus ou moins habités, n'en conserva plus que trois, et encore, de ceux-ci, il n'y avait que celui du fleuve qui eut sa longueur originaire, les autres ayant été écourtés au profit de Saint-Anaclet.

Enfin, en 1882, ce dernier rang était écourté à son tour de 26 arpents (1092 arpents en superficie) et annexé à la paroisse de Sainte-Anne de la Pointe-au-Père.

Une autre cause qui a fait diminuer la population de Sainte-Luce, c'est le fléau de l'émigration. Restreint autrefois à quelques comtés du district de Montréal et de celui de Trois-Rivières, ce fléau a gagné le vieux district de Québec, et la paroisse de Sainte-Luce, elle aussi, a dû subir son œuvre dévastatrice. Chaque année, depuis surtout que les communications par eau et par terre sont devenues si faciles, grand nombre de ses enfants, bercés du fol espoir d'arriver vite à la fortune et éblouis par la perspective d'un avenir chimérique, abandonnent le sol natal, pour la grande République.

Ce mouvement si fatal à la nationalité canadienne se continue ici comme ailleurs dans des proportions vraiment alarmantes.

Cependant combien de ceux qui ont quitté le sein de la terre, la culture des champs, occupations si honorables et si indépendantes, pour aller vivre dans les manufactures ou dans les écuries des Yankees, combien y en a-t-il qui l'ont acquise cette fortune tant convoitée ? sur cent peut-on en citer un seul ? ...

J.-W. MILLER

BIBLIOGRAPHIE DE LA POÉSIE FRANCO-
CANADIENNE (1)

ACCLAIR, L'ABBÉ.—*Le Congrès* : atelier Québec, typographie de C. Darveau, 8, côte La Montagne—1875. 22 pp., in-8.

Le Congrès de la Baie Saint-Paul. Seconde édition. Québec : C. Darveau, imprimeur du Congrès, 82, côte La Montagne—1882. 42 pp., in-8.

BAILLAIRGE, J.—*Élégie*. Sur l'air du "Couronnement du Roi." S. l. n. d.

BAILLAIRGE, MAURICE.—*Derniers adieux de Grandville*. Québec, typographie de C. Darveau, 8, rue de La Montagne—1879. 76 pp. in-8.

BEUCHAMIN, NÉRÉE.—*Les Joraisons matutinales*. Trois-Rivières, Victor Ayotte, éditeur—MDCCCXCVII. 214 pp., in-8.

BÉLANGER, J.-A.—*Mes vers*. Outaouais, A. Bureau, imprimeur, rue Sparks—1882. 217 x V pp., in-8.

BENOIT, SAMUEL.—*La Charloïade ou Le menteur démasqué*. Poème héroï-comique. Québec, imprimé au bureau de l'*Événement*—1872. XXII x 39 pp. in-8.

BIBAUD, MICHEL.—*Épîtres, satires, chansons, épigrammes, et autres pièces de vers*. Montréal, imprimées par Ludger Duvernay, à l'imprimerie de *La Minerve*—1830. 178 pp., in-12 (2).

BRAULT, EUGÈNE.—*Amis*. Imprimerie et librairie française et anglaise, Woonsocket, R. I., E. U.—1899. 60 pp. in-12.

CAOUCETTE, J.-B.—*Les Voix intimes*. Premières poésies. Avec une préface de Benjamin Sulte, membre de la Société

(1) La présente liste est nécessairement incomplète. Nous serions reconnaissants à ceux qui, par leurs renseignements, nous permettraient de la compléter.

(2) Premier livre de poésies canadiennes.

Royale du Canada, etc. Québec, imprimerie de L.-J. Demers & frère, 30, rue de la Fabrique, 30—1892. 310 pp., in-8.

CASGRAIN, L'ABBÉ H.-R.—*A ma sœur Rosalie*. Epître en vers. 1860.

Les Miettes. Distractions poétiques. Edition intime à 50 exemplaires. Québec, ateliers typographiques de P.-G. Delisle, 1, Port Dauphin—1869. 69 pp. in-8.

CASSEGRAIN, ARTHUR.—*La Grand-Tronciade ou Itinéraire de Québec à la Rivière-du-Loup*. Poème badin. Ottawa, G.-E. Desbarats, imprimeur-éditeur—1866. VII. 96 pp. in-12.

CHAPMAN, WILLIAM.—*Les Québecquoises*. Québec, typographie de C. Darveau, 82, rue de la Montagne—1876-224 pp. in-8.

Les Feuilles d'érables. Poésies canadiennes. Montréal, typographie Gebhardt-Berthiaume, 30, rue St-Gabriel—1890. 242 pp. in-12 carré.

A propos de la guerre hispano-américaine. Québec, Léger Brousseau, éditeur—1898. 16 pp. in-4.

CHAUVEAU, P.-J.-O.—*Souvenirs et légendes*. Conférence faite à l'Institut Canadien de Québec. Québec, imprimerie A. Côté et cie. 1877. 37 pp. in-4.

Le Dies Irae. Traduction en vers français avec le texte en regard, suivie d'une notice sur cette séquence célèbre et sur les traductions qui en ont été faites en diverses langues. Se vend au profit de la souscription pour la construction d'une chapelle du Sacré-Cœur à la Basilique de N.-D. de Québec. Montréal, bureau des "Nouvelles Soirées Canadiennes." 1887. 14 pp. in-8.

CHEVRIER, M. DE.—*L'Acadiade ou Prouesses anglaises en Acadie, Canada*. Poème comi-héroïque en quatre chants. Cassel—1758, Petit in-8.

CHEVRIER, RODOLPHE.—*Tendres choses*. Poésies canadiennes. Montréal, J.-P. Bédard, Imp.-éditeur, 170, rue St-Laurent—1892. 205 pp., in-16.

CRÉMAZIE, OCTAVE.—*Le drapeau de Carillon. Hommage à MM. les abonnés du Journal de Québec*, 1er de l'an 1858. 8 pp., in-8.

Hommage aux abonnés du "Journal de Québec," 1er de l'an 1860, 6 pp. in-8.

Castelfidardo, souvenir du 1er de l'an 1861. A MM. les abonnés du Journal de Québec. 4 pp. in-8.

Oeuvres complètes, publiées sous le patronage de l'Institut Canadien de Québec. Montréal, Beauchemin & Valois, libraires-imprimeurs, 256 et 258, rue Saint-Paul, 1882. 544 pp in-8.

CUTHBERT, ROSS.—*L'Aréopage*. Athènes tu as vécu, Rome tu vas périr ! L'école canadienne dissipe son souvenir. Québec, printed by John Neilson, Mountain street, 1893. 13 pp. in-8.

DENAUT, AMÉDÉE.—*Lueurs d'aurore* (Ebauches de poésie) 1886-1892. Avec un portrait à l'héliogravure. Maison de la bonne presse, 33, rue St-Gabriel, Montréal—1894. 194 pp. in-12.

DENIS, L'ABBÉ.—*Mort de François-Xavier Milton, élève du collège de Montréal en 1852*. Montréal, imprimé au bureau de *La Minerve*, 10, rue St-Vincent—1857. 8 pp., in-8.

DESAULNIERS, GONZALVE.—*L'absolution avant la bataille*. Dédié aux braves de la Butte aux-Français. Montréal, imprimerie de *L'Etendard*, 37, rue St-Jacques—1886. 16 pp. in-12.

DUHAMEL, JACQUES.—*Acoubar, ou La loyauté trahie*. Tragédie tirée des amours de Piston et de Fortunie en leur voyage de Canada, avec des chœurs, dédiée à Philippe Desportes, abbé de Tyron—1586.

Acoubar, tragédie, tirée des amours de Pistion et Fortunie, en leur voyage de Canada. Rouen, Raphaël du Petit-Val—1603. 71 pp pp., in-12.

Acoubar, tragédie, tirée des amours de Pistion et Fortunie, en leur voyage de Canada. Rouen, Raphaël du Petit-Val—1611. in-12.

EVANTUREL, EUDORE.—*Premières Poésies*. 1876-1878. Avec une préface de Joseph Marmette. Québec, Augustin Côté et cie—1878. XVI x 204 pp., in 16.

Premières poésies. 1876-1878. Avec une préface de Joseph Marmette. Deuxième édition. Québec, Augustin Côté et cie. 1878. XVI x 204 pp. in-16.

Premières poésies. 1876-1878. Troisième édition. Québec, imprimé par J. Dussault—1888. 109 pages in-16.

FEIGE, L'ABBÉ L.—*Marcella*, épisode dramatique. Hommage au "Cercle Ville-Marie." Montréal, Eusèbe Senécal & fils, imprimeurs éditeurs, 20, rue Saint-Vincent, 1887. 15 pp in-8.

FERLAND, ALBERT.—*Mélodies poétiques*. Montréal, Pierre J. Bédard, imprimeur-relieur, no 1588, rue Notre-Dame, 1893. 143 pp. in-12.

Femmes rêvées. Pour lire à la femme aimée. Préface de M. Louis Fréchette, lauréat de l'Académie française. Illustrations de Geo. Delfosse. Gravures de A. Morissette. Montréal, chez l'auteur. MDCCCXCIX. Imprimé par Wilfrid Boucher, 828 rue Berri, Montréal, 52 pp. in-8.

FISER, L.-J.-C. *Les voix du passé*. Vers dédiés à L.-G. Baillairgé, écuyer, président de la société St Jean-Baptiste, 24 juin 1858. 4 pp. in-8. S. l. n. d.

Jude et Grazia ou les malheurs de l'émigration canadienne. Poème dédié à ses amis. Québec, imprimerie de Brousseau et frères, no. 7, rue Buade, 1861. 41 pp., in-4.

FRÉCHETTE, LOUIS.—*Mes loisirs*. Poésies. Québec, typographie de Léger Brousseau, rue Buade. 1863. 203 pp., in-12.

La voix d'un exilé. Poésies politiques. 56 pp., in-18. S. l. n. d. (1).

Pêle-mêle, fantaisies et souvenirs poétiques. Montréal, Compagnie d'impression et de publication Lovell, 1877. 274 pp., in-12 carré.

(1) Publiée à Chicago en 1868.

Les fleurs borbâles. Les oiseaux de neige. Poésies canadiennes. Québec, C. Darveau, 1879. 268 pp., in-12.

Les fleurs borbâles. Les oiseaux de neige Poésies canadiennes couronnées par l'Académie française. Paris, E. Rouveyre, éditeur, 1, rue des Saints-Pères ; Em. Terquem, éditeur, boulevard St-Martin, 15 MDCCCLXXXI. 265 pp., in-12.

La légende d'un peuple. Poésies canadiennes. Avec une préface de Jules Claretie. Paris, à la librairie illustrée, 7, rue du Croissant, 1887. Tous droits réservés. 347 pp., in-8.

La légende d'un peuple. Poésies canadiennes. Avec une préface de Jules Claretie. Edition corrigée, revue et augmentée. Québec, C. Darveau, imprimeur-éditeur, 82 à 84, rue de La Montagne. 1890. Tous droits réservés, 365 pp., in-12.

La légende d'un peuple. Poésies canadiennes. Avec une préface de Jules Claretie. Edition corrigée, revue et augmentée. Québec, C. Darveau, imprimeur-éditeur, 82 à 84, rue de la Montagne—1897.

Jean-Baptiste de La Salle, fondateur des écoles chrétiennes. Poème lyrique. Montréal, 50, rue Cotté, 1889. 60 pp. in-8.

Feuilles volantes. Poésies canadiennes. Montréal, Granger & frères, éditeurs, 1891. 208 pp., in-8 carré.

A Sa Majesté Victoria Ière, reine d'Angleterre et impératrice des Indes. S. l. n. d.

GEOFFRION, ARTHUR.—*Amador de Latour*, drame historique canadien en trois actes et en vers. Montréal 1899.

GINGRAS, L'ABBÉ APOLLINAIRE.—*Au foyer de mon presbytère*, poèmes et chansons. Québec, imprimerie A. Côté et cie 1881. 258 pp. in-16 carré.

L'écho des cœurs. Poème déclamé aux noces d'or du cardinal Taschereau, 23 août 1892. L. Brousseau, imp., Québec. 8 pp. in-12.

GRÉGOIRE, G.-S.—*De Cheops à Eiffel ou le cycle du matérialisme.* Essai poétique inédit. Typ. L.-A. Bélanger, Sherbrooke, 1893. 78 pp. in-12.

LABELLE, ELZÉAR.—*La conversion d'un pêcheur*. Opérette canadienne. Montréal, S. d. 27 pp. in-4.

Mes rimes. Québec, P.-G. Delisle, 1, rue Port Dauphin, 1876. 151 pp. in-8.

LAJOIE, GERIN.—*Le jeune Latour*. Tragédie canadienne en trois actes. Montréal, 1844. 49 pp. in-8.

LAMARTINE, A. DE.—*Hymne au Christ*. Québec : chez Samuel Neilson, imprimeur-libraire, rue de la Montagne, 1837. 11 pp. in-16.

LARUE, HUBERT.—*Le défricheur de langue*, tragédie-bouffe en trois actes et trois tableaux (1), 1859. 8 pp.

LEGENDRE, NAPOLÉON.—*Les perce-neige*. Premières poésies. Québec, typographie de C. Darveau, 82, rue de la Montagne, 1886. 222 pp. in-12.

Un souvenir et un hommage. 7 pp. in-8. S. l. n. d (2).

LEMAY, PAMPHILE.—*Essais poétiques*. Québec, G.-E. Desbarats, imprimeur-éditeur, 1865. 320 pp. in-8.

Evangéline, traduction du poème acadien de Longfellow. Deuxième édition (3). Québec, P.-G. Delisle, imprimeur, 1, rue Port Dauphin, 1870. 192 pp. petit in-8.

Deux poèmes couronnés par l'Université Laval. Québec, P.-G. Delisle, imprimeur, 1, rue Port-Dauphin, 1870. 250 pp. petit in-8.

Les vengeances, poème canadien. Québec, typographie de C. Darveau, 8, rue de la Montagne, 1875. 323 pp. in-8.

Une gerbe, poésies. Québec, typographie de C. Darveau, 82 et 84 rue de la Montagne, 1879. 232 pp. in-8.

Petits poèmes. Québec, typographie de C. Darveau, 82, rue de la Montagne, 1883. 265 pp. in-12.

Fables canadiennes. Québec, typographie de C. Darveau, 1882. 282 pp. in-12.

(1) Publié sous le pseudonyme Isidore de Méplats.

(2) A l'occasion des nocés d'or sacerdotales de Mgr J.-D. Déziel, curé de Lévis.

(3) *Evangéline* avait d'abord été publiée dans les *Essais Poétiques*.

Tonkourou, nouvelle édition de *Les Vengeances*. Québec, J. O. Filteau & frère libraires éditeurs, 27, rue Buade 1888. 295 pp. in-16.

Fables. Nouvelle édition. Québec, typographie de C. Darveau, 1891. 292 pp. in-12.

LESCARBOT, MARC. *Adieu à la France*. La Rochelle. 1606.

Les muses de la Nouvelle-France. A Monseigneur le chancelier. Avia Pieridum peragro loca nullius ante Trita solo. A Paris, chez Jean Millot, sur les degrez de la Grand'salle du Palais. M. DC. IX. Avec privilège du Roy. 66 pp. in-8.

Les muses de la Nouvelle-France. A Monseigneur le chancelier. Avia Pieridum peragro loca nullius ante Trita solo. A Paris, chez Jean Millot, devant S. Barthelemy, aux trois coronnes. Et en sa boutique sur les degrez de la grand'salle du Palais. M. D. C. XII. Avec privilège du Roi. 84 pp. in-8.

Les muses de la Nouvelle-France. A Monseigneur le chancelier. Avia Pieridum peragro loca nullius ante Trita solo. A Paris, chez Jean Millot, devant S. Barthelemy, aux trois Coronnes. Et en sa boutique sur les degrez de la grand'salle du Palais. M. DC. XII. Avec privilège du Roy. 84 pp. in-8 (1).

LORRAIN, LÉON.—*Les fleurs poétiques*. Simples bluettes. Immortelles et pensées, roses et marguerites. Violettes et pivoines, poésies diverses. Montréal, C.-O. Beauchemin & Fils, libraires-imprimeurs, 256 et 258, rue Saint-Paul, 1890. 183 pp. in-8.

MARCHAND, L'ABBÉ ETIENNE.—*Les troubles de l'église du Canada en 1728*, poème héroï-comique composé à l'occasion des funérailles de Mgr de Saint-Vallier. Lévis, *Bulletin des Recherches Historiques*, 1897. 20 pp. in-8.

MARCHAND, F.-G.—*Un bonheur en attire un autre*. Comédie en un acte et en vers. Montréal, imprimerie de la *Gazette*, 1883. Représentation et reproduction réservées. 50 pp. in-8.

(1) Réimpression de Tross, 1866.

Les faux-brillants, comédie en cinq actes et en vers. Montréal, Prendergast & Cie, éditeurs, 37, rue St-Jacques, 1885. Représentation et reproduction réservées. 107 pp. in-8.

MARMONTEL.—*Le Huron*, Comédie en deux actes et en vers, meslée d'ariettes, représentée pour la première fois par les comédiens italiens du Roi, le 20 août 1768. Paris, Merlin, 1770. 48 pp. in-8.

MARSAIS, A.—*Romances et chansons*. Québec : J. & O. Crémazie, libraires éditeurs, 12, rue de la Fabrique, 1854. 52 pp. in-32.

La loi du Maine ou de tempérance aux Etats-Unis. En vente chez les principaux libraires de Montréal et de Québec, 1855. 12 pp. in-12.

MARSILE, M.-J.—*Epines et fleurs ou Passe-temps pottiques*. Bourbonnais, Grove, Ills. Journal du collège Saint-Viateur, 1889. 137 pp. in-8.

Liola ou légende indienne. Montréal, imprimerie de l'Institution des Sourds-Muets, Mile-End, P.Q., 1893. 96 pp. in-12.

MARTINEAU, L'ABBÉ F.—*Une voix d'outre-tombe*. Poésies. Avec portrait. Montréal, imprimerie de John Lovell & Fils, 1888. 210 pp. in-8.

NANTEL, L'ABBÉ A.—*Les fleurs de la poésie canadienne*. Montréal, C.-O. Beauchemin & Valois, libraires-imprimeurs, rue St-Paul, 237 et 239, 1869. 134 pp. in-12.

Les fleurs de la poésie canadienne. Deuxième édition augmentée et précédée d'une préface, Montréal, C.-O. Beauchemin & Fils, libraires-imprimeurs, 256 et 258, rue Saint-Paul, 1896. 255 pp. in-8.

NARBONNE-LARA, M. DE.—*Esquisses poétiques*. Montréal (Canada), Eusèbe Sénécal, imprimeur, rue Saint-Vincent, 6, 8 et 10-1875-255 pp. in-8.

PARADIS, PIERRE-PAUL.—*Waterloo*. Essais poétiques. Chicoutimi, imprimerie du Progrès dn Saguenay, 1893. 8 pp. in-8.

La fin du Monde. Chicoutimi, imprimerie Progrès du Saguenay, 1895. 22 pp. in-8.

Les funérailles de l'amour. J.-L.-Arthur Godbout, éditeur, Chicoutimi, imprimerie du *Progrès du Saguenay*, 1897. 27 pp. in-8.

PRENDERGAST, JAMES-E.-P.—*Soir d'automne.* Québec, P.-G. Delisle, imprimeur, 1881. 24 pp. in-8.

POISSON, ADOLPHE.—*Le prince impérial.* 6 pp. in-8. S. l. n.d.
Chants canadiens à l'occasion du 24 juin 1880. Québec, imprimé par P.-G. Delisle, 1880. 78 pp. in-16.

Heures perdues. Poésies. Québec, imprimerie générale A. Côté et cie. 1894. 257 pp. in-12.

Heures perdues. Poésies. Deuxième édition. Québec, imprimerie général A. Côté et cie, 1895. 256 pp. in-12.

POITRAS, J.-W.—*Refrains de jeunesse.* Poésies canadiennes. Avec une préface de Louis Fréchette, lauréat de l'Académie française. Montréal : La maison de la bonne presse, 31, 33 et 35, St-Gabriel, 1894. 190 pp., in-12.

ROUTHIER, A.-B. - *Les échos.* Québec, 1882. 287 pp. in-12.

SAFFRAY, MADAME LA MARQUISE DE.—*Aux Français du Canada.*

SEMPÉ, EDOUARD.—*Cantate en l'honneur de Son Altesse Royale le Prince de Galles à l'occasion de son voyage au Canada.* Montréal : imprimerie de Louis Perrault et compagnie, 1860. 8 pp. in-8.

STEVENS, PAUL.—*Fables.* Montréal : à vendre chez Jean-Baptiste Rolland, libraire, no 8, rue St-Vincent, 1857. De l'imprimerie de John Lovell, rue St-Nicholas. 124 pp. in-8.

SULTE, BENJAMIN.—*Les Laurentiennes.* Poésies. Montréal, 1870. 208 pp. in-16.

Chants nouveaux, Ottawa, imprimerie du journal *Le Canada*, coin des rues Sussex et Murray. 1880. 68 pp. in-16.

TACHÉ, LOUIS-H.—*La poésie française au Canada.* Précédée d'un article de revue historique sur la littérature canadienne-française—St-Hyacinthe imprimerie du *Courrier de St-Hyacinthe*, 1881. 288 pp. in-8.

THIBAUT, MADAME DUVAL.—*Fleurs du printemps*. Avec une préface de Benjamin Sulte. Fall-River, (Mas.) E. U., Société de publication de l'Indépendant, éditeur, 49, rue Bedford, 1892. XI, 246 pp. in-16.

THOMAS, ANTOINE-LÉONARD.—*La mort de Jumonville*.

THOMAS, LOUIS.—*Épître à Son Altesse Royale le Prince de Galles*. 1860. 40 pp. in-8.

TREMBLAY, RÉMI.—*Caprices poétiques et chansons satiriques*. Montréal, A. Filiatreault & cie, imprimeurs, rue Ste-Thérèse, no 8 1883. 311 in-12.

Coups d'aile et coups de bec. Poésies diverses. Montréal, imprimerie Gebhardt-Berthiaume, 30, rue St-Gabriel—1888 pp, in-12.

Boutades et rêveries. Poésies diverses. Fall-River, Mass., Société de Pub. de l'Indépendant, éditeur. 1893. 320 pp. in-12 carré.

ANONYMES.—*La carabinade ou combat entre les carabins et les chérubins* (poème héroï-comique par un chérubin) Montréal, Les chérubins, imprimeurs-éditeurs, rue XXX, 1871. VI-6 pp. in-8.

La littérature canadienne de 1850 à 1860. Publiée par la direction du *Foyer Canadien*. Tome II. Québec, G. et G. E, Desbarats, imprimeurs-éditeurs, coin des rues Sainte-Anne et des Jardins, 1864. 389 pp. in-12. (1).

Légende des enfants. Du ciel à la terre. 8 pp.in-8. S. l. n. d.

Le Pape et le Précieux Sang. Par une religieuse du monastère du Précieux-Sang St-Hyacinthe, 16 juin 1875. 17 pp. in-8.

Souvenir de la distribution des prix à l'Académie St-Denis. Année 1867-68. 4 pp. in-8. S. l. n. d.

Souvenir de la première communion. La veille, le jour, le lendemain. Québec, C. Darveau, imprimeur-éditeur, no 8, rue de la Montagne. 1868. 11 pp. in-12,

P.-G. R.

(1) Le tome I ne contient aucune poésie.

“ HISTOIRE DE NOTRE-DAME DE BONSECOURS
A MONTRÉAL ”

Un jeune prêtre, M. Leleu, arrivé dernièrement sur nos plages, avec les beaux talents d'une intelligence cultivée, chante les gloires de Marie !... Et remarquez, ce n'est pas la dévotion familière à tous qu'il célèbre, ce serait déjà bien ; sa préface démontre qu'il le peut faire avec compétence ; mais c'est notre amour, à nous Canadiens de Ville-Marie pour notre patronne qu'il chante. Il a écrit pour la glorification d'un sanctuaire vénéré, auquel se rattachent les anciens et précieux souvenirs de notre ville. Oh ! que j'aime à recueillir les éloges de cette plume poétique, dans toute la fraîcheur de sa jeunesse littéraire pour ce type héroïque de la vénérable Mère Bourgeois, fondatrice de ce vieux temple ! L'histoire de sa vie prodigieuse de dévouement, comme du reste celle des fondatrices de toutes nos communautés, il faut le dire, n'est pas assez répandue. Sans doute, ceux qui repassent un peu attentivement les premières pages de notre histoire se rappellent les noms de la célèbre Marie de l'Incarnation, de Mme de la Pelletrie, de Mlle Mance, etc., etc., mais c'est curieux de voir leur application à ne citer ces noms que le moins possible. Il semble même parfois qu'on vous trouve importun, troublant, que sais-je ? exagéré, quand vous redites ces noms illustres de notre berceau. Vous voyez de suite la frayeur d'amoindrissement de certains beaux types d'outre-mer. Il ne s'agit certes pas de cela, mais bien de mettre dans leur jour exact nos fameux personnages d'antan. Ils ont été saints, héroïques, et leur gloire doit être prônée avec d'autant plus de soin qu'il y a plus de négligence à en apprécier la valeur réelle. M. l'abbé Leleu a accompli cette tâche dans son joli livre de Notre-Dame de Bonsecours, et les pages délicieuses qui le composent ont été écrites par un jeune prêtre nouvellement arrivé de France.

J'en fais une seconde fois la remarque, parce que nous ne sommes guère habitués à voir un étranger apprécier juste en mettant le pied sur notre sol. Plus d'un aborde ici avec des idées fixes, ne se donne jamais la peine d'étudier les gloires de nos origines. Quand les circonstances les y forceront, un petit éloge tombera de leurs lèvres, et c'est tout. Vous sentez qu'ils n'ont qu'une supériorité à proclamer ; pourtant, personne ne songe à l'amoindrir. Du reste, nous savons tous que nous avons tout reçu du vieux sol de France, et les fleurs de vertu qui ont épanoui sur les rives de notre beau fleuve ont été arrosées par des mains françaises. C'est donc pour nous un mérite spécial de ce jeune et brillant auteur d'avoir su reconnaître et proclamer la gloire de la vénérable Mère Bourgeois, et de ne pas hésiter à continuer une œuvre littéraire toute à l'honneur de la Mère de Dieu et de la patrie. Rien d'étonnant que des écrivains, véritable gloire de notre écrin littéraire, tels que MM. l'abbé Casgrain, Benjamin Sulte, notre poète lauréat Fréchette, se soient empressés de saluer l'apparition de ce beau livre. Il a été écrit en un style charmant, soutenu. Les pages sont inspirées de documents historiques, irréfutables, toutes imprégnées du parfum de piété de la vénérable Mère Bourgeois.

Nous n'avons qu'un souhait à exprimer. Puisse ce livre attachant se répandre partout dans le pays, et même au loin ! Là, beaucoup de gens liront des détails qu'ils n'auraient jamais dû ignorer, et les étrangers reconnaîtront l'héroïque dévouement de ces femmes célèbres, qui ont fait de notre sol canadien un coin de terre digne d'études plus approfondies et d'admiration bien méritée !

CHARLES-P. BEAUBIEN, Ptre.

REPONSES

Les juges de Trois-Rivières. (VI, IV, 710.)—Le district judiciaire de Trois-Rivières fut érigé par la proclamation du 12 avril 1790, qui créait en même temps la cour des plaidoyers communs.

Quelques notes sur l'administration de la justice dans la province, antérieurement à la création de ce district, ne seront pas hors de propos.

Aussitôt après la capitulation de Montréal, la province fut mise sous la loi martiale et fut divisée en trois gouvernements. Les gouverneurs se réservèrent tout d'abord l'administration de la justice. Un peu plus tard des officiers de l'armée anglaise participèrent à cette administration en qualité de juges de paix. " Les Canadiens repoussèrent ces juges éperonnés, dit Garneau, et ils firent régler leurs différends par le curé et les notables du lieu, dont l'influence augmenta ainsi dans chaque paroisse. Par un heureux effet des circonstances, le peuple et le clergé se trouvèrent unis d'intérêts et de sentiments, et sous le règne de l'épée, l'expression de la morale évangélique devint la loi de chacun."

En 1764 eut lieu l'établissement du gouvernement civil et la division de la province en deux districts.

Comme le nombre de protestants capables de remplir les fonctions de magistrats à Trois-Rivières était très limité, les juges de paix de Montréal et de Québec furent chargés d'aller tenir les sessions trimestrielles de cette ville.

Toute l'ancienne administration de la province fut en même temps refondue. On établit une cour supérieure, civile et criminelle, sous le nom de " cour du banc du roi " et une cour inférieure, dite " cour des plaids ou plaidoyers communs," toutes deux réglées sur celles de l'Angleterre et tenues de rendre leurs décisions conformément aux lois anglaises, excepté dans les causes pendantes entre Canadiens

et commencées avant le 1er octobre 1764. Les juges étaient nommés par la majorité du conseil du gouverneur et confirmés par l'Angleterre. Le conseil devait servir lui-même de cour d'appel sous la révision du conseil privé du roi (1).

L'acte de Québec, 1774, rétablit les lois civiles françaises et confirma les lois criminelles anglaises.

Les tribunaux ne paraissent pas avoir changé.

En 1787, Carleton, ayant fait une enquête sur l'administration de la justice, découvrit une foule d'abus. Ce fut à la suite de cette enquête qu'eut lieu l'érection du district de Trois-Rivières.

Les premiers juges de la cour des plaidoyers communs de Trois-Rivières furent messieurs Adam Mabane, Thomas Dunn, John Fraser, Hertel de Rouville et Pierre Panet. Ils furent nommés par commission en date du 1er juillet 1790.

Une nouvelle constitution fut octroyée au Canada en 1791. La province de Québec fut divisée en deux parties : le Bas Canada et le Haut Canada, ayant chacune leur gouvernement.

Le 12 janvier 1792, une nouvelle commission nommait les messieurs suivants : John Fraser, Thomas Dunn, Hertel de Rouville et Jenkin Williams.

Une troisième commission, datée le 28 janvier 1794, contenait les noms de MM. Jean-Antoine Panet, Pierre-Amable De Bonne et James Walker. Leur juridiction s'étendait aux trois districts de la province.

Cependant la population ainsi que le commerce de ce district augmentait et par conséquent le nombre des procès civils et criminels. Il était devenu nécessaire de réorganiser les tribunaux. C'est ce que fit le statut provincial 34 George III chap. 6., qui créait la cour du banc du roi du district de Trois-Rivières. Cette cour était tenue par deux juges de la cour du banc du roi des districts de Québec et de

(1) Garneau *Histoire du Canada*.

Montréal auxquels on adjoignit le juge de la cour provinciale du district de Trois-Rivières, laquelle était créée par le même statut.

La cour provinciale exista jusqu'à la fin de l'année 1830.

Voici la liste des juges de cette cour et la date de leur nomination.

Deschêneaux, Pierre-Louis, 18 déc. 1794 ; Faucher, Louis-Charles, 1^{er} janv. 1803 ; Bédard, Pierre, 11 déc. 1812 ; Uniacke, Norman-Fitzgerald, (1) 24 mai 1827 ; Bédard, Pierre, (2) 11 oct. 1827 ; Fletcher, John, (3) 6 juin 1828 ; Bédard, Pierre, 2 oct. 1828 ; Vallières de St-Réal, Joseph-Rémy, 13 mai 1829.

Par le chap. 22, 10-11 George IV, la cour provinciale fut abolie et le juge provincial fut élevé au rang de juge de la cour du banc du roi, résidant à Trois-Rivières, et mis sur le même pied que ses collègues de Montréal et de Québec.

Le juge Vallières reçut donc une nouvelle commission.

Voici la liste des juges *résidents*. Vallières de St-Réal, Joseph-Rémy 10 déc. 1830 ; Gale, Samuel (4), 28 déc. 1835 ; Rolland, Jean-Roch (5), 13 fév. 1836 ; Rolland, Jean-Roch (6), juge assistant, 28 déc. 1838 ; Gale, Samuel (7), juge assistant, 27 mai 1839 ; Vallières de St-Réal, Jos.-Rémy (8), 8 août 1840 ; Mondelet, Dominique, 1^{er} juin 1842.

Le juge Vallières fut suspendu de ses fonctions par Colborne, pour avoir rendu, durant les troubles de 1837-38, un jugement en faveur des détenus politiques qui demandaient des brefs *d'habeas corpus*. Il soutenait que le statut de la

(1) Durant la maladie de Pierre Bédard.

(2) Nouvelle commission.

(3) Durant la maladie de Pierre Bédard.

(4) Durant la maladie de Vallières.

(5) Ditto.

(6) Durant la suspension de Vallières.

(7) Ditto.

(8) Promu juge en chef de Montréal, le 1^{er} juin 1842.

21e année de Charles II était loi en Canada ; bien que nous eussions une ordonnance spéciale, celle du conseil législatif de la province de Québec, 1784 ; et que l'ordonnance du gouverneur et du conseil spécial du 8 novembre 1838 était nulle comme étant contraire à un statut impérial (1).

La cour supérieure du Bas-Canada fut créée par le chapitre 38, 12 Viétoria.

Voici quels ont été les juges de cette cour depuis 1850. Mondelet, Dominique, 1er jan. 1850 ; Polette, Antoine (2) 3 mars 1863 ; Bourgeois, Jean Baptiste, 15 nov. 1880.

F.-J. AUDET

Les chapelains secrets d'honneur de Sa Sainteté. (V, VI, 629)—“ Le Souverain Pontife a, pour l'assister dans les diverses fonctions ecclésiastiques, des prélats ou des chapelains. Si ces cérémonies sont publiques, les auditeurs de Rote, qui sont reconnus comme chapelains perpétuels du Pape, en exercent les fonctions ; si, au contraire, le Pape dit la sainte messe, ou fait une fonction dans sa chapelle privée, l'honneur de l'assister appartient alors aux chapelains secrets.

“ Le chapelain secret dit la messe d'action de grâces après celle du Souverain Pontife, l'aide au dépouillement de sa correspondance, des journaux, etc, fait ses commissions personnelles.

“ Les chapelains secrets ont le titre de Monseigneur et les mêmes vêtements que les camériers secrets, portant comme eux en cérémonie la cappa rouge. Leur fonction cesse avec le pontificat.

“ Les chapelains secrets d'honneur ont les mêmes vêtements que les chapelains secrets et le titre de Monseigneur.

“ De même qu'il y a des camériers d'honneur *extra urbem*, de même il y a des chapelains secrets d'honneur *extra urbem*.

(1) Bibaud, *Panthéon canadien*.

(2) Se retira le 1er sept. 1886 et mourut le 6 janvier 1887.

Les ecclésiastiques qui ont reçu cette nomination seraient appelés, si le Pape quittait Rome et arrivait au lieu où ils se trouvent, à lui rendre les services et exercer les fonctions des chapelains secrets à Rome. Ils ont droit, mais hors de Rome seulement, au titre de Monseigneur et au même vêtement que les camériers d'honneur. Leur charge cesse avec le Pontificat " (Battandier).

Mgr JOSEPH DESAUTELS, Varennes, 1862 ;

Mgr J.-J. VINET, Sault-au-Récollet, 1862.

P.-G. R.

Fief simple et fief de dignité. (VI, VII, 732,—
" Le fief simple est celui qui n'est décoré d'aucun titre ou honneur. On appelle fief de dignité ou d'honneur ceux qui ont justice ou des titres, depuis les châtellenies jusqu'aux duchés."

Les fiefs de dignité avec titre, en Canada, sous le régime français, furent : la châtellenie de Coulonge, les baronies des Islets, du Cap Tourmente, de Portneuf et de Longueuil, le comté d'Orsainville (primitivement la baronnie des Islets), et le comté de Saint Laurent (l'île d'Orléans).

Le roi de France érigea aussi la baronie de Beauville, en Acadie, et le duché d'Arkansas, en Louisiane. L'historien Bibaud fait mention d'un marquisat du Sablé érigé dans la ville des Trois-Rivières. M. Benjamin Sulte, qui a fait une étude spéciale de la question, dit qu'une certaine portion de terrain située dans les limites de la ville des Trois-Rivières, et qu'il indique avec précision, a, pendant longtemps, été désignée sous le nom de marquisat du Sablé ; néanmoins, il affirme que ce prétendu marquisat n'a jamais été créé régulièrement. Il a bien retrace dans plusieurs anciens documents cette appellation de " marquisat du Sablé," mais, pour lui comme pour tous, l'origine de cette appellation reste inexplicable. La compagnie de la Nouvelle-France avait le droit, en vertu de l'article V de sa constitution, de concéder

des fiefs et seigneuries avec titre d'honneur, mais la création des duchés, marquisats, comtés et baronies devait être ratifiée par le roi. L'érection d'une simple châtellenie pouvait être faite sans que la ratification royale fût requise.

ERNEST GAGNON

Le Compte Dupré. (VI, III, 705.)—En 1755, par commission du marquis Duquesne, gouverneur général du Canada, M. Le Compte Dupré était déjà capitaine.

En juin 1755, il fut commissionné major, lieutenant colonel en novembre de la même année, et enfin colonel pour la ville et le district de Québec, le 4 mars 1778, par commission du gouverneur Guy Carleton.

Pendant plus de vingt ans, tout le district de Québec a été sous ses ordres, et le zèle avec lequel il s'est acquitté de son devoir lui a toujours mérité l'amitié, la confiance et la reconnaissance de tous les miliciens.

L'anecdote suivante mérite d'être connue. Elle eut lieu en novembre 1775. L'ennemi était aux portes de la ville, trois sergents de la milice canadienne-française forment le complot de faire entrer les Américains par une petite porte près de la poudrière, dont un des sergents commandait la garde. M. Dupré, faisant sa ronde à onze heures du soir, découvre le complot et en avertit le lieutenant-gouverneur Cramahé. Les sergents sont pris et emprisonnés jusqu'en mai suivant. On leur fit leur procès, et ils avouèrent que sans le colonel, la ville aurait été prise.

Les Américains s'attachèrent à lui faire tout le tort qui était en leur pouvoir ; plus de quatre cents restèrent à sa terre, près de Québec, et ruinèrent entièrement son habitation. Dans sa seigneurie, ils enlevèrent tous les blés, farine et effets qui lui appartenaient. Une preuve de la générosité et de la noblesse de ses sentiments est qu'il n'a jamais voulu accepter les terres qu'on lui a offertes en récompense de ses

services. L'amour de son roi et de son pays a toujours été le seul motif qui l'ait engagé à les servir.

C. DE Q.

La France antarctique. (VI, III, 703.)—Où était située la France antarctique qui intéressait tant Montaigne, et par quels pays est-elle représentée aujourd'hui ?

La réponse à cette question est assez facile. Voyons d'abord à quelle époque vécut le célèbre philosophe et moraliste. Montaigne naquit en 1533 en Périgord, et mourut en 1592. Il vit le jour un an avant le premier voyage de Jacques Cartier. Il avait douze ans lorsque parut chez Ponce Rosset, à Paris, la relation du deuxième voyage de ce hardi capitaine. Mais ce n'est pas aux contrées découvertes par le navigateur malouin que peut s'appliquer le nom de "France antarctique." En effet, qu'on lise le titre de la relation de Cartier : "Bref récit et succincte narration de la navigation faite es ysles du Canada, Hochelaga et Saguenay." Il n'est nullement question ici de France antarctique, et l'on ne trouve nulle part cette désignation pour la région du Saint-Laurent dans les relations du 16ème siècle. Lescarbot parle des "voyages, navigations et découvertes des Français dans les golfe et grande rivière de Canada." Ramusio appelle les pays découverts par Cartier "terra nuova detta la nuova Francia." Ce n'est donc pas sur les rives de notre grand fleuve qu'il faut chercher la France antarctique.

Portons nos recherches dans une autre direction. J'ouvre le précieux catalogue de M. Faribault, et je lis à la page 123 : "Thevet (André), historiographe de France—" Les singularités de la FRANCE ANTARCTIQUE, autrement nommé Amérique, et de plusieurs Isles découvertes de notre temps : Paris, 1558, in-4. Anvers, avec figures, 1558 in-8." Nous voici avec le nom de "France antarctique." Mais à quelle région s'appliquait-il ?

En 1555, un vaillant marin et homme de guerre, Nicolas Durand de Villegagnon, commandeur de l'Ordre de Malte, vice-amiral de Bretagne, conçut le projet d'aller fonder une colonie française dans l'Amérique méridionale. Il fit agréer son dessein au roi de France, Henri II. Et en même temps, il s'aboucha avec l'amiral Coligny, le chef du parti huguenot. Car il appert malheureusement que le commandeur de Malte avait donné dans les erreurs du calvinisme ; et l'un des buts de son expédition était d'ouvrir un lieu de refuge aux religionnaires ostracisés en France, et de fonder au delà des mers une petite Genève américaine.

Villegagnon quitte le Havre avec deux vaisseaux, le 12 juillet 1555, et au commencement de novembre il aborda à Rio Janeiro, alors connu sous le nom de Ganabara. Il débarqua ses hommes et ses provisions sur une île, bâtit des huttes, creusa des retranchements. " Dans l'anticipation de triomphes futurs, écrit Parkman, par une étrange perversion de langage, il appelle tout ce continent " France antarctique, tandis que le fort reçut le nom de Coligny."

Si l'on en croit certains auteurs, André Thevet accompagnait cette expédition. Thevet, né en 1502, mort en 1590, était un moine cordelier. Avidé d'études et de lecture, il acquit une assez grande érudition. Pour augmenter ses connaissances, il obtint la permission de visiter l'Italie et l'Orient. Revenu en France, en 1554, il donna une relation de son voyage. En 1555 il accompagna Villegagnon à Rio-Janeiro ou Ganabara. Comme l'expédition était, au fond, une entreprise protestante, il paraît évident que ce cordelier avait des opinions excessivement larges. Il fut malade presque tout le temps de son séjour en Amérique, et retourna en France l'année suivante. C'est alors qu'il publia ses " Singularités de la France Antarctique."

En 1558, il obtint sa sécularisation et devint aumônier de la reine Catherine de Médicis. La protection de cette sou-

veraine lui valut successivement les titres d'historiographe et de cosmographe du roi, auxquels étaient attachés de riches émoluments. Il était lié avec les poètes de la pléiade, Baif, Jodelle et Dorat. Ses principaux ouvrages sont : *Cosmographie du Levant*, 1555 ; " Singularités de la France antarctique, 1558 " ; " Discours de la bataille de Dreux," 1563 ; " *Cosmographie universelle*," 1571 ; " *Les vrais portraits et vies des hommes illustres*," 1584.

La colonie fondée par Villegagnon n'eut pas une longue histoire. La discorde religieuse y déclencha ses fureurs. Des ministres calvinistes arrivés à Ganabara en 1557 encoururent la disgrâce du commandeur de Malte, qui commençait à en avoir assez de l'hérésie.

La disette désola le fort Coligny. Enfin Villegagnon repassa en France, et après son départ, les Portugais s'emparèrent de l'établissement. La "France antarctique" avait à peine vécu deux ans.

Pour en revenir à Montaigne, il est clair que cette France antarctique dont il se préoccupait si vivement était la colonie de Rio-Janeiro. Le livre de Thevet fut publié en 1558. L'auteur des " *Essais* " avait alors vingt cinq ans. Grand amateur de lecture, il avait sans doute parcouru ce livre curieux.

L'homme qui avait demeuré dans la " France antarctique " et que Montaigne avait chez lui était évidemment un des colons de Villegagnon repatrié en France après la chute de l'établissement.

Comme on le voit, à la lumière de l'histoire, la question posée par un collaborateur du *Bulletin des Recherches Historiques* est d'une solution facile.

IGNORUS

Le chenal entre Québec et Montréal. (VI, VII, 734.)—Les premiers efforts tentés pour améliorer le chenal entre Québec et Montréal remontent à l'année 1825.

L'année suivante, on commença à considérer la question comme étant d'intérêt public, et l'Assemblée Législative du Bas-Canada s'en empara. Un comité chargé de s'enquérir s'étant procuré des plans et ayant tenu des enquêtes, décida qu'il lui fallait obtenir de plus amples renseignements avant d'être en état de faire un rapport convenable, et en conséquence, une nouvelle commission fut nommée l'année suivante. On reconnut bientôt la nécessité de faire des sondages, et comme l'Amirauté Anglaise avait envoyé un corps d'ingénieurs pour faire ce travail, et que ces derniers étaient déjà parvenus au lac St Pierre, on résolut d'attendre le rapport du capitaine Bayfield, officier de l'Amirauté,—rapport très élaboré et d'un grand intérêt. Ce rapport fut soumis à la Chambre en 1831, et référé à un Comité de cinq membres, chargé de l'étudier.

Les choses en restèrent là jusqu'en 1838, alors qu'une somme de £500 fut votée pour faire une nouvelle inspection du lac St-Pierre.

En 1841, un ingénieur du nom de David Thompson prépara un estimé du coût de creusage du lac St-Pierre à une profondeur de seize pieds, à l'eau basse. La Chambre décida alors de prendre des mesures pour que ce travail s'accomplisse, mais ce n'était là que le commencement, et on discuta pendant trois ans encore, pour savoir si on creuserait le chenal naturel qui était passablement en courbe, ou si l'on ferait le chenal dans ce qu'on appelait alors le "straight channel" chenal Vaughan. Après bien des débats de part et d'autre, les partisans de ce dernier projet l'emportèrent et les travaux furent commencés sous la direction du capitaine Vaughan, mais furent interrompus en 1846, puis abandonnés définitivement en 1847, en face de l'opposition violente qui s'était soulevée contre le projet.

Encore des discussions jusqu'en 1850, alors que les commissaires du havre de Montréal, soumièrent un projet conçu

à peu près en ces termes " Que les commissaires du havre de Montréal devraient être autorisés à entreprendre les travaux et à emprunter, à un taux n'excédant pas huit pour cent ; tel intérêt, de même qu'un fonds de deux pour cent devraient être obtenus au moyen d'un droit sur le tonnage (enregistré) des navires, tel droit n'excédant pas un " shilling " du tonnage enregistré sur tous vaisseaux tirant dix pieds et au-dessus, pour chaque passage dans le lac ; et au cas où ce revenu ne suffirait pas au paiement des intérêts sur les argents empruntés, les surplus des revenus du port de Montréal devraient être appliqués pour combler le déficit." Ce plan fut adopté, et, au mois d'août 1850, le parlement passa une loi (13-41 Vict. chap. 97), autorisant les commissaires à emprunter £30,000 pour procéder aux travaux, la direction et la location en étant laissées aux commissaires. L'outillage qui jusque là avait appartenu au gouvernement fut transféré aux commissaires.

Au mois de juin 1851, les travaux furent commencés dans le chenal naturel du lac St-Pierre, et en novembre de la même année, on avait déjà une profondeur de dix pieds six pouces.

En 1855 la profondeur était de 16 pieds et en 1857, 18 pieds.

En 1866 on atteignait 20 pieds. Tous ces travaux avaient été exécutés à même les fonds obtenus de l'émission de débentures, dont les intérêts étaient payés par les revenus du port.

En 1882, on évalua le coût du creusage du chenal à une profondeur de vingt-cinq pieds, à la somme de \$2, 944,365,91.

C'est en 1888 qu'une profondeur de vingt-sept pieds et demie fut obtenue dans le chenal entre Montréal et Québec, et c'est en cette même année que le gouvernement assumait la dette contractée par les commissaires pour encourir les frais de ce travail gigantesque. Le 13 décembre 1888 la flotte

de dragueurs du chenal des navires passa aux mains du département des travaux publics, qui a, depuis cette date, la direction entière des travaux.

A. ARCHAMBAULT

L'abbé Pierre Gazelle. (V, VII, 640).—Au commencement de la révolution française, l'abbé Pierre Gazelle émigra en Angleterre. C'est de là qu'il passa au Canada, en 1793, en compagnie de l'abbé Desjardins. Le 1er octobre de la même année, il était nommé chapelain de l'Hôpital-Général de Québec. Il fut en même temps précepteur des enfants de lord Dorchester.

M. Gazelle repassa en France en 1796.

En 1821, l'abbé Gazelle remplissait les fonctions de chanoine de la cathédrale de Chambéry et de professeur de dogme au grand séminaire de la même ville. Au passage de Mgr Plessis à Chambéry en cette même année 1821, l'abbé Gazelle s'empressa de venir présenter ses hommages au prélat canadien qu'il avait bien connue à Québec. Nous ignorons où il mourut.

P.-G. R.

L'autobiographie du père Chaumonot. (VI, VII, 727).—L'autobiographie du P. Chaumonot a été trouvée parmi les nombreux manuscrits que le dernier des anciens jésuites du Canada, le R. P. Jean-Joseph Casot mort en 1800 à l'Hôtel-Dieu de Québec, avait déposés entre les mains des Religieuses hospitalières.

En 1860 un écrivain de New-York, J. G. Shea, en fit imprimer une centaine d'exemplaires, destinée aux seuls amateurs des curiosité bibliographies.

En 1867, le P. Carayon fit entrer cette notice dans sa collection des *Documents inédits sur la Compagnie de Jésus*.

Le R. P. Martin a aussi publié sous le titre *Un missionnaire des Hurons, l'Autobiographie du père Chaumonot* avec un complément, en 1885.

P.

QUESTIONS

735.—Connait-on l'existence quelque part de l'acte de concession de la seigneurie de **Maure** (St-Augustin) ? A qui et à quelle date fut octroyée cette seigneurie ?

Vondenvelden et Charland (Titres des concessions, etc., Québec, 1893), disent que l'enregistrement de cet octroi n'a pas été trouvé jusqu'alors au secrétariat de la province. En 1781, les Dames religieuses de l'Hôpital en rendent foi et hommage et ne peuvent produire autre chose qu'un acte d'adjudication du 22 septembre 1733, dans lequel ni les dimensions ni le nom du concessionnaire ne sont mentionnés.

H. T., Québec.

736.—Où est mort le célèbre jésuite missionnaire de Smet ?

J. R.

737.—L'ordre sacré et militaire du Saint-Sépulcre dont font partie plusieurs de nos Canadiens distingués est-il l'ordre de chevalerie fondé par Godefroi de Bouillon parmi ses compagnons pour défendre le Saint-Sépulcre contre les infidèles ? Y a-t-il plusieurs ordres de chevalerie encore en existence de nos jours ?

Rio.

738.—Qu'était la maison de la Trinité à Québec ? A Montréal ? Ces institutions existent-elles encore ?

A.-R. R.

739.—A-t-on conservé le nom du triste individu qui pendit les braves patriotes Cardinal, Duquet, de Lorimier, etc., etc., à Montréal, en 1838 ?

CURIEX.

740.—Châteaubriand a-t-il visité le Canada ? N'a-t-il pas plutôt fait que passer aux Etats-Unis ?

X. X. X.

741.—Qu'est-ce qu'un assistant au trône pontifical ?

PRE.



ÉGLISE DE SAINT-ÉLOI DE TÉMISCOUATA

BULLETIN

DES

RECHERCHES HISTORIQUES

VOL. 6

SEPTEMBRE 1900

No. 9

SAINT-ELOI DE TÉMISCOUATA

Saint-Eloi est formée des seconde, troisième et quatrième concessions des paroisses de Trois-Pistoles et de l'Isle-Verte.

Lors des troubles qui éclatèrent à Trois Pistoles, en 1843, au sujet du *chemin sur les côtes*, le parti favorable au *chemin le long du fleuve*, prévoyant de la part des habitants des concessions un vote hostile, fit tout ce qu'il put pour mettre à exécution le projet déjà formé depuis quelque temps de fonder une nouvelle paroisse en démembrant l'Isle-Verte et Trois-Pistoles.

Ce démembrement devait diminuer, dans la pensée de ses instigateurs, d'autant le nombre des opposants au chemin le long du fleuve. Il n'en fut rien pourtant car le chemin sur les côtes reconnu d'utilité publique, fut tracé et ouvert.

La nouvelle paroisse, mise sous le patronage de saint Eloi, en l'honneur du seigneur de Trois Pistoles, Eloi Rioux, fut érigée canoniquement le 9 mars 1848 et civilement le 13 juin 1848.

La même année, on commença la construction de l'église. Elle fut bénie le 11 novembre 1849. Ses dimensions sont de 110 pieds sur 46 pieds, avec une sacristie de 30 sur 45 pieds.

Saint-Eloi fut d'abord desservie par M. L. S. Malo, curé des Trois-Pistoles, du 11 novembre 1849 au 1er octobre 1850, et ensuite pendant une année par M. Isidore Doucet, curé de l'Isle-Verte. En octobre 1851, M. Thomas Aubert de Gaspé, nommé premier curé de Saint-Eloi, vint prendre possession de sa cure. Il a eu pour successeurs MM. Julien Rioux, 1856-1861 ; Jean-Charles-Godfroi Gaudin, 1861-1867 ; Jean-Baptiste Blanchet, 1867-1876 ; Pierre-Joseph Dumas, 1876-1887 ; Joseph Omer Normandin, 1887-1891 ; Thomas Gravel, 1891-1896 ; Louis-Alphonse Lamontagne, curé actuel.

P.-G. R.

LE CANAL LACHINE (1)

Le projet de relier Lachine et Montréal par un canal, pour éviter le Sault Saint Louis, remonte aux premiers temps de la colonie. Un missionnaire écrivait en 1692 que le premier établissement français sur le Saint-Laurent est la Chine et qu'il serait facile d'y faire un canal par la rivière St-Pierre. " Il y a, dit-il, fort peu de terrain à couper pour faire un passage depuis le lac jusqu'à la rivière St-Pierre, qui est dans la dite isle et en ostant les arbres qui y sont tombés, son lit serait fort beau et assez profond pour passer les bateaux qui descendent d'en haut. " (*Correspondance Générale*, III, 248).

En 1700, le Séminaire de Montréal commença le canal dont l'exécution fut peu de temps après suspendue, puis reprise en 1714, et enfin abandonnée entièrement à cause des trop grandes dépenses que l'excavation du roc nécessitait. (*Lake Saint-Louis*, 39).

En 1703, MM. de Beauharnois et de Vaudreuil écrivaient au ministre :

" Le projet du sieur de Breslé (nommé la même année curé de Saint-Louis du Bout-de-l'Île) pour faire un canal à Montréal serait d'une très grande utilité à la colonie, s'il s'exécute comme il est commencé. Nous vous supplions, Monseigneur, de l'aider de mettre cet ouvrage à perfection." (*Correspondance générale*, XXI, 22). Le ministre répondit la même année : " Ce canal est fort nécessaire pour le service du Roy et du public. Il commence à 5 lieues au dessus de Montréal, d'où on ne peut descendre sans passer par des rapides très dangereux où il périt souvent des hommes et des marchandises, ce qui n'arriverait plus si ce canal était fait, par où même on descendrait des bois à Montréal, qui

(1) I, X, 95.

commence à en manquer ; on pourroit y employer des soldats en leur donnant leur paye, des outils et quelque poudre, et Mrs du Séminaire fourniroit le surplus de la dépense et payeroit les journées des soldats outre leur paye." (*Ibid*, XXI, 64).

Vers 1714, Gédéon de Catalogne écrit dans ses explications du plan des seigneuries : " Feu M. Dollier, supérieur du séminaire en 1701, à Montréal, voulut prévenir ces accidents en faisant un canal de communication de la Chine à Montréal, sur lequel il avoit dessein de bâtir des moulins qui ne sont que trop nécessaires à la ville et à la campagne. Sa mort qui arriva au mois d'octobre de la même année a empêché de voir finir cet ouvrage qui estoit aux deux tiers fait, et sans une excessive dépense, on y pourrait faire passer de grands bateaux chargés, l'embarquement s'en faire au port de la ville. Monsieur l'abbé de Belmont fait continuer le dessein, mais c'est pour avoir de l'eau pour leurs moulins seulement." (*Archives canadiennes*, Moreau Saint Méry, vol. 1er, p. 199).

L'intendant Bégon écrit le 12 novembre 1714 :

" Mrs du séminaire de Saint-Sulpice sont dans le dessein de faire achever le canal de la Chine, non pour le rendre navigable mais seulement pour fournir de l'eau à leur moulin de Montréal qui en manque les trois quarts de l'année, n'en ayant que le printemps ; il n'y aura que la difficulté d'avoir des ouvriers qui pourra en retarder l'exécution. J'auray l'honneur de vous rendre compte de ce qui aura été fait sur ce sujet l'année prochaine." (*Correspondance générale*, XXXIV, 396).

D'après Garneau (II, 158), " en 1725, un prêtre de Saint-Lazare recommandait de creuser le canal projeté depuis longtemps entre Lachine et Montréal."

Le canal Lachine pour les fins de la navigation ne fut jamais fait par les Français. C'est ce qu'on lit dans Bou-

gainville et Knox, qui étaient au pays à l'époque de la conquête. Ce n'est que sous le régime britannique que cette importante entreprise fut exécutée. Il est surprenant que lorsqu'en 1779-83, le gouvernement impérial creusait un canal aux Cascades, aux Cèdres et au Cateau-du-Lac, il n'ait pas songé au canal de Lachine à Montréal. Dès l'année 1791, le commerce demandait cette amélioration à la navigation et trouva en M. Adam Lymburner un avocat enthousiaste. D'un autre côté, le colonel By, ingénieur royal et le fondateur de Bytown, aujourd'hui Ottawa, proposait plus tard de faire passer le commerce de l'ouest par le canal Welland, le Rideau, la rivière Outaouais et la rivière des Prairies jusqu'au bout de l'isle de Montréal en bas. Ce ne fut cependant qu'en 1815 que le projet de faire le canal Lachine prit une tournure sérieuse. L'intention des premiers promoteurs était de le creuser jusqu'au Pied-du-Courant par la petite rivière Saint-Martin (rue Craig), avec un embranchement jusqu'à la pointe à Callières ; mais malheureusement pour l'avenir de Montréal, la chicane intervint, ce qui eut l'effet de faire échouer ce grand projet et de le remplacer par le canal actuel. Le premier canal Lachine fut partiellement ouvert en 1824, et les vaisseaux y passaient librement l'année suivante. (Voir *rapport du Commissaire des Travaux Publics pour 1867*, par J.-C. Taché, pp. I, 568 ; *Rapports sur les archives canadiennes* de M. Brymner pour 1876, p. XII ; 1889, p. XLI ; pour 1890, pp. 67-96 ; pour 1897, p. 57 ; *Lake Saint-Louis*, 233-236.)

DÉSIRÉ GIBOUARD

L'ABBE JOSEPH-MATHURIN BOURG

L'abbé de L'Isle-Dieu, vicaire général du diocèse de Québec depuis 1730, et demeurant au Séminaire des Missions Étrangères à Paris, écrivait le 19 juin 1766 :

“ J'ai actuellement en France dans le diocèse de Saint-Malo quatre jeunes Acadiens (dont deux vont finir leur philosophie, les deux autres, leurs humanités, et qui se destinent également à l'état ecclésiastique), ce qui pourrait peut-être par la suite en faire naître l'idée à d'autres, supposé que leurs facultés leur permettent de continuer et d'achever leurs études, et d'ailleurs de se procurer un titre clérical pour pouvoir être promus aux ordres sacrés, à moins que pour être ordonnés *sub titulo paupertatis*, ils ne voulussent s'engager à se consacrer pendant leur vie à l'œuvre des missions, car je ne suis pas en état de leur procurer des titres, ni leurs familles de leur en donner, le gouvernement anglais les ayant dépouillés de tout, lorsqu'il les a arrachés à leurs habitations pour les transférer en France, et je prévois, Monseigneur (le préfet de la Propagande à Rome), qu'il nous sera difficile de lever un pareil obstacle et de surmonter une semblable difficulté, surtout à présent que j'ai épuisé toutes les ressources que je pouvais avoir pour secourir leurs pères et mères dans les premiers temps où ils sont arrivés en France, et jusqu'à ce que le Roi ait bien voulu leur accorder une légère et modique solde. Il me serait difficile, Monseigneur, d'exprimer à Votre Eminence combien je regretterais de ne pouvoir soutenir les jeunes candidats dans le cours de leurs études, si la Providence ne m'en fournit pas les moyens : 1° Parceque des jeunes gens nés d'une nation aussi sainte, aussi attachée à sa religion, et qui a tout sacrifié et abandonné pour la conserver, ne pourraient jamais être que d'excellents et vertueux ecclésiastiques, fournis d'ailleurs sous un évêque qui est un des plus saints et

des plus zélés que nous ayons dans le clergé de France ; 2° Parceque leur vocation une fois éprouvée, et décidée, je pourrais les faire passer à Québec, où ils pourraient être ordonnés, sans que le gouvernement anglais put s'y opposer, attendu qu'ils sont originaires du diocèse dont l'Acadie fait partie."

Et le 21 juin 1766 :

" Monseigneur, je supplie Votre Eminence de me permettre de lui écrire cette lettre particulière dans l'espérance qu'elle voudra bien m'honorer de ses conseils, et même de ses ordres au sujet des quatre jeunes Acadiens dont j'ai pris la liberté de lui parler dans ma première et très ample lettre. Ces quatre Acadiens sont originaires de la province ou colonie de l'Acadie qui fait partie du diocèse de Québec, et ont été transférés en France avec leurs familles, lors de la dévastation de leur pays. Les deux premiers (l'un nommé Jean Bro, âgé de 23 ans, l'autre nommé Mathurin Bourg, âgé de 22 ans) sont de la même paroisse, dite de *Rivière aux Canards*, sous le titre de Saint-Joseph. Les deux seconds (l'un nommé Jean Pierre Bourg, âgé de 24 ans, l'autre nommé Issac Hébert, âgé de 17 ans) de la paroisse de Cobeguik, poste appelé vulgairement *Les Mines*. Les deux premiers sont actuellement dans un petit séminaire du diocèse de Saint-Malo et vont y finir leur philosophie. Les deux seconds vont finir cette année leur cours d'humanités, et tous les quatre paraissent avoir de la vocation pour l'état ecclésiastique. Dans le cas où ils persévéreront et ils en seront jugés dignes, point de difficulté ni d'empêchement de les admettre aux saints ordres, du moins les deux premiers, puisqu'ils ont leurs extraits de baptême en bonne forme et la preuve de la légitimité de leur naissance. Quant aux deux seconds, l'un et l'autre leur manquent, attendu que dans l'enlèvement de leur missionnaire et de l'ecclésiastique qui desservait leur paroisse, les registres de baptêmes, de maria-

ges et d'inhumations, comme tous les petits effets du susdit missionnaire, ont été dispersés, pillés et perdus, et qu'il n'est plus possible d'y avoir recours, d'où il résulte que leur âge et la légitimité de leur naissance ne se peuvent aujourd'hui constater que par un acte de notoriété, et c'est sur cela, Monseigneur, que je prends la liberté de supplier Votre Eminence de vouloir bien me donner ses conseils et ses avis, même ses ordres auxquels je me conformerai exactement. Il se présente une autre difficulté qui regarde également les quatre susdits jeunes Acadiens. Ils sont pauvres et leurs familles sans facultés ni pouvoirs de leur constituer ou procurer par ami un titre clérical, qu'il est d'usage en France d'avoir et de présenter en bonne forme pour être admis aux ordres sacrés et qui doit être de 150 livres, du moins dans le plus grand nombre des diocèses de l'intérieur du royaume car il y en a plusieurs où le titre clérical ou ecclésiastique est de moindre valeur et quelques uns même où il est d'usage d'admettre au sous-diaconat sur le simple titre d'un bénéfice, quelque modique qu'il soit. Le seul remède à cet inconvénient serait de faire ordonner ces quatre jeunes Acadiens *sub titulo paupertatis* et sur la condition et la promesse de leur part de se consacrer et de se destiner à l'œuvre des Missions ; et c'est assez l'usage du diocèse de Québec en faveur de ceux qui manquent de facultés et ne sont pas en état de se procurer un titre ecclésiastique. Sur cela cependant, je demande également à Votre Eminence et je la supplie de vouloir bien diriger et me prescrire la conduite que je dois tenir."

Et le 8 septembre 1766 :

" M. l'Evêque de Québec est informé de la vocation des quatre jeunes Acadiens qui sont en France et qui se disposent à l'état ecclésiastique. L'idée de Votre Eminence sur ces quatre jeunes candidats est la meilleure qu'il puisse suivre, en les faisant passer dans son diocèse et en les plaçant dans

ses séminaires pour leur faire achever leurs études et les ordonner lorsqu'il les en jugera dignes. Mais la difficulté sera non d'obtenir leur passage, mais d'en faire les frais qui seront d'autant plus considérables qu'il faudra nécessairement qu'ils passent par l'Angleterre et que je n'en serai pas quitte pour les quatre à moins de 3000 livres, mais la Providence y pourvoira et je me suis toujours bien trouvé d'y mettre toute ma confiance depuis 36 ans que je me suis chargé de l'infortuné diocèse de Québec. Malgré la longueur de ma lettre j'ai encore oublié et omis un article important des quatre jeunes Acadiens qui sont en France et qui se disposent à l'état ecclésiastique. Deux manquent de leur extraits baptistaires et se trouvent par conséquent hors d'état de constater leur âge et de prouver la légitimité de leur naissance, parceque les registres de baptêmes, de mariages et d'inhumations de la paroisse où ils sont nés ont été enlevés avec leurs missionnaires et par conséquent pillés, brûlés ou perdus sans qu'on y puisse avoir recours. Pour y suppléer, Monseigneur, je les ai autorisés à faire dresser par un notaire un acte de notoriété, signé d'un nombre de témoins suffisants et connus par leurs mœurs, probité et catholicité. Si Votre Eminence croit que cet acte quoique judiciaire et autorisé par le plus prochain juge du lieu de leur domicile ne soit pas suffisant pour constater leur âge et la légitimité de leur naissance, je lui enverrai les noms et je la supplierai de leur obtenir à chacun les dispenses nécessaires."

Et le 6 octobre 1766 :

" A l'égard des quatre jeunes Acadiens qui paraissent si disposés à l'état ecclésiastique, j'en avais informé M. l'Evêque de Québec avant son départ de Londres et je lui avais proposé de les appeler et de les faire passer à Québec pour les placer dans son séminaire, où, comme je l'ai déjà observé à Votre Eminence, il y a des places fondées pour des huma-

nistes, des philosophes et des théologiens, d'où il résulterait qu'il ne s'agirait plus que des frais de voyage et de séjour à Londres et de ceux de la traversée de Londres à Québec, dont je prendrai volontiers partie sur mon compte dans l'espérance que la Providence ne m'abandonnera pas, ainsi il ne s'agit plus que d'attendre la réponse de M. l'Evêque de Québec, dont pour me conformer aux vues de ce Prélat et à celles de Votre Eminence qui feront toujours la règle de ma conduite."

Et le 17 novembre 1766 :

" Quant aux quatre jeunes Acadiens dont j'ai déjà eu l'honneur de parler à Votre Eminence, Monseigneur, les deux que j'étais dans le dessein de faire venir à Paris pour y commencer leur philosophie, n'étant pas assez forts d'humanité pour entendre leurs cahiers, je les ai réunis aux deux autres pour y commencer leurs humanités et s'y fortifier par un plan d'étude abrégé que je leur ai prescrit et je leur ai envoyé 200 livres soit pour avoir des livres ou pour pourvoir à leurs pressants besoins."

Et le 9 février 1767 :

" La Providence vient encore de me procurer une petite ressource pour mes pauvres jeunes Acadiens à qui je fais continuer leurs études en Bretagne et dans le diocèse de St-Malo, dont par malheur nous venons de perdre le saint évêque."

Et le 24 août 1767 :

" Votre Eminence verra, Monseigneur, par le petit mémoire ci joint, que nous avons déjà établi 78 familles acadiennes dans le diocèse de Vannes, mais il nous en reste encore de 5 à 600, c'est-à-dire plus de 3000 habitants que la cour et le ministère se disposent à établir."

L'abbé ANSELME RHÉAUME

FRANÇOIS DE CRESPIEUL

François de Crespieul ou Crépieul, né à Arras en 1638, entra dans la Compagnie de Jésus à Tournay, le 29 octobre 1658.

Il enseigna dans les collèges de son ordre à Lille, de 1662 à 1666 ; à Cambrai, de 1666 à 1667 ; à Douai, de 1667 à 1670.

C'est en 1670 qu'il s'embarqua pour la Nouvelle-France.

A la fin d'octobre 1671, il commença son apostolat au milieu des Montagnais.

Pendant trente ans, il suivit ses chers sauvages à travers les forêts épaisses et sur les montagnes, couchant sur la neige ou dans la cabane, vivant de la vie de ses néophytes, vie dure souvent, car la disette se faisait sentir des mois entiers. Chaque jour, il instruisait, il exhortait, il faisait prier ; " et, pendant le silence de la nuit, lorsque les sauvages cessaient de chanter et de parler, et les enfants de crier ou de pleurer, il s'entretenait avec Notre Seigneur au milieu des solitudes."

Epuisé par tant de travaux, le Père de Crespieul vint mourir à Québec, en 1702.

La *Vie d'un missionnaire montagnais présentée aux successeurs montagnais pour leur instruction*, par le Père Crespieul, est bien connue. Le *Règlements concernant le bon état de la mission de Tadoussac* l'est moins. Peut-être même ne l'est-il pas du tout, car nous croyons qu'il n'a jamais été publié.

P.-G. R.

RÈGLEMENS CONCERNANT LE BON ESTAT DE LA MISSION DE TADOUSSAC

Afin que cette mission se puisse maintenir en bon estat et avancer tous les ans la gloire de Dieu,

1° La traite de ce port ne doit pas sortir des mains de la Communauté des habitans du Canada pour les raisons alléguées en un autre papier donné au R. P. Supr.

2° Personne des habitans ne doit traiter à l'isle rouge ny à l'isle verte, ny au-dessous de Tadoussac, si ce n'est plus bas que vingt lieues.

3° Le missionnaire y doit descendre dès aussitost que la rivière est libre, afin dy trouver à enseigner quelques nations qui y abondent dès le printemps et y font peu de séjour.

4° Il est besoin des catalogues de toutes les nations du nord qui descendent ordinairement en ce port, tant de ceux qui sont chrétiens et catéchumènes que de ceux qui sont encore payens.

Ces catalogues doivent être distingués par nations et par familles, où sera l'âge de chaque personne, les mœurs, l'esprit, la dévotion, les bonnes et mauvaises qualités.

5° Il faut régler quelques prières qui ne sont pas encore bien réglées, comme le Confiteor, l'Acte de contrition, l'Oraison à l'ange-gardien ; ce qui regarde la communion, ce qu'il faut dire devant et après la communion.

Il faut régler les kalendriers que l'on fait et que l'on donne aux sauvages pour leur hyvernement, c'est-à-dire que l'on doit mettre des choses semblables, afin que se rencontrant dans les bois et se montrant les uns aux autres leurs kalendriers, ils voyent que nous sommes uniformes en nos réglemens.

Il est besoin de faire un catéchisme en langue montagnèze que le missionnaire de Tadoussac enseigne, afin que nous rendions aux sauvages les principes de nostre foy faciles à

retenir et que nous ne troublions pas les esprits de ces bonnes gens par une différente doctrine.

6° Il seroit bon qu'on ne change plus les prières du matin et du soir, le Pater, Ave, Credo, Commandements, etc., etc., la prière que l'on dit devant et après la messe, tout cela ayant été suffisamment établi, et d'ailleurs ces changements ne doivent apporter que du trouble.

7° Il seroit bon aussi d'achever le dictionnaire du P. Le Jeune en langue montagnèze, d'autant qu'il n'y en a aucun en ce pays.

8° Il seroit bon que ceux qui sont envoyés en cette mission gardassent tous la mesme méthode au baptême, confessions, communions, mariages publics et choses semblables qu'ont gardé ceux qui ont commencé et ont gardé jusqu'à la présente année 1680 depuis l'an 1641.

9° Il est à propos de faire quelques aumosnes selon le besoin que le missionnaire y voit, quelquefois en bled-d'Inde, poids, petun, étoffe, que le missionnaire emporterait de Québec pour les pauvres sauvages qui viennent de loing, estrangers qui, faute de vivres quelquefois et manquant de quoy se nourrir, sont contrains de s'en retourner au plus tost en leur pays, ne donnant pas le loisir au missionnaire de les instruire.

10° Pour les mariages qui se font entre les chrétiens durant l'hyver en l'absence de leur pasteur, il les faut tolérer quelque temps, pourvu qu'ils soient accompagnés de trois conditions : 1° qu'ils ne se fassent pas devant que d'avoir averti leur pasteur, ou si faire ne se peut, ou pour le moins qu'ils lui fassent sçavoir à la prochaine occasion pour sçavoir sur ce point sa volonté ; 2° qu'ils ne se marient pas sans l'avoir porté à la connaissance des principaux de leurs cabanes ou de leur campement ; 3° qu'ils soient advertis qu'encore qu'ils ne soyent pas mariés en face de l'Eglise que néanmoins ils ne se peuvent quitter.

11° Le confessionnal de Tadoussac doit être changé de place, afin qu'il soit en un lieu où l'on voye le pénitent qui se confesse pour l'édification et le bon odeur d'un chacun. Que si on ne le change pas de place pour la difficulté qu'il y pourrait avoir de ce faire, il faut faire en sorte que la tapisserie qui le couvre soit toujours retirée.

12° Les femmes ne doivent entrer dans la petite chambre où dorment les Pères, l'église étant suffisante pour les contenir.

13° Quand quelque sauvage chrétien a tombé en une faute publique et scandaleuse, je lui ay toujours fait faire la pénitence publique, pour réparation de sa faute.

14° Il faut avoir égard que le commis et les autres Français qu'on envoie à Tadoussac soient gensestimés, de bonne vie et d'édification, surtout point sujets aux femmes et au vin, et qu'on leur recommande d'être obéissants au père qui y sera.

15° Il faut avoir soin de faire aggrandir l'église si faire se peut et faire transporter le four qui incommodé notablement l'église.

16° Les aumosnes que font quelquefois du castor les sauvages ou par pénitence ou autrement doivent servir pour l'accomodement de l'église ou pour le soulagement des pauvres. Les dits castors ont été pris jusque icy par les messieurs du Conseil au prix de France.

17° Il serait bien à propos de continuer la mission du Sagné. Ainsy, il faudrait quelqu'un des nostres qui resta à Tadoussac pendant l'absence du père qui irait de cette mission. Il faut avoir soin d'emporter une petite chapelle distincte de celle qui est attachée à la mission de Tadoussac.

18° Il faut avoir soin de fermer le cimetière qui n'a pas esté bien clos.

*Ordre que j'ai gardé jusques à la présente année
1680 à Tadoussac*

1° La première chose dont j'ay soin sont les morts chrétiens. J'en prends les noms et le nombre dès que je suis

arrivé, puis je dy la messe pour eux. J'advertis les sauvages de venir à la chapelle à cette intention et leur fait là-dessus un petit discours, et même quelquefois je les réunis pour prier pour les trépassés.

2° Je visite les cabanes pour sçavoir s'il n'y a point d'enfants à baptiser. S'il y en a, je les baptise au plus tost.

3° Je prends garde s'il n'y a point de désordre depuis mon absence dans cette nouvelle église, et afin de me renseigner, je fay rendre compte de la conduite d'un chacun. Si je reconnais quelque défaut notable, je tâche d'y apporter remède.

4° Je dispose à faire pasques ceux qui en sont capables, c'est-à-dire qu'ils se confessent et communient, mais devant on fait faire l'adoration de la Croix comme on fait le Vendredi Saint.

5° J'instruis les adultes au baptême.

6° Je fay le catéchisme aux garçons et aux filles trois ou quatre fois la semaine, et plus souvent si la nécessité le demande.

7° J'ay un soin grand de faire apprendre par cœur aux grands le Pater, le Credo et les actes, car faute de cela ils ne peuvent point les dire ny à la messe, ny soir, ny matin, ny dans les bois, etc.

8° Quand ils sont sur leur départ, je leur recommande quelques points : 1° de ne point perdre la coutume de prier soir et matin ; 2° de garder les dimanches selon l'ordre que je leur ay donné ; 3° de tascher de demander pardon à Dieu tous les jours des fautes qu'ils pourraient avoir fait et de faire un acte de contrition et se confesser au plus tôt ; 4° de fuir tout ce qui regarde leurs mauvaises et anciennes coutumes : 5o de ne point s'entrequitter en leurs mariages.

Ordre des jours ouvriers

Je dy la messe aux sauvages sur les 7 heures, à laquelle assistent les chrétiens, et les catéchumènes jusques à l'Evan-

gile incluse. Je fay les prières ordinaires durant qu'ils entendent la messe, puis je leur dy un mot d'instruction.

A la fin de la messe, je leur fay faire l'action de grâce, puis je chante un hymne.

Je fay les prières du soir vers le soleil couchant, c'est-à-dire que je leur fay dire la moitié de leur chapelet ou le Credo, commandements de Dieu ou de l'Eglise, etc.

Ordre des dimanches et festes

Je fay les dimanches et festes ce que je fay les jours ouvriers, mais par-dessus je les assemble à midy pour dire le chapelet et chanter les veppres.

A la messe, je fay l'eau bénitte, et s'il y a nombre suffisant de Français, je chante la grand'messe. Cela servant à l'éducation des sauvages et des Français.

Les jours que les sauvages se confessent et communient, je dy la messe un peu plus tard, si ce n'est qu'ils se confessent dès le soir, comme ils font pour l'ordinaire.

Quand y doivent communier, y se confessent deux fois auparavant pour la plupart.

Il faudrait faire le propre, mais ce n'est pas encore composé.

CURÉS DE SAINTE-ANNE DES PLAINES

René Coyteux, octobre 1788 à septembre 1802 ; Antoine Rinfret, septembre 1802 à octobre 1806 ; Jean-Baptiste Gatién, octobre 1806 à décembre 1810 ; Pierre Antoine Tabeau, décembre 1810 à septembre 1813 ; François-Mathias Huot, septembre 1813 à janvier 1816 ; Jean-Baptiste Saint-Germain, janvier 1816 à octobre 1818 ; Pierre Grenier, octobre 1818 à octobre 1823 ; Isidore Poirier, octobre 1823 à 1839 ; Etienne Blyth, 1839 à avril 1841 ; Charles-Irénéo Lagorce, 1841 à août 1844 ; George Thibault (desservant) août 1844 à juillet 1845 ; Antoine-Olivier Giroux, juillet 1845 à septembre 1848 ; Charles Champoux, septembre 1848 à 1872 ; Edouard Demers, 1872 à 1884 ; J.-E. Dugas, curé actuel.

L'ABBÉ G. DUGAS

L'EXODE DES NOBLES À LA CESSION DU PAYS

Est-il vrai que les seigneurs, les lettrés et les hommes du haut commerce quittèrent le Canada lors de la cession ?

D'où sont venus ce mensonge, cette erreur historique ? Est-ce du fait accompli, ou des travaux de nos écrivains, de nos historiens qui, se répétant les uns les autres, ont fini par ancrer leur manière de voir dans l'esprit du peuple ?

Bibaud, Garneau et Ferland, nos trois principaux historiens, ont contribué pour beaucoup à répandre cette fausse légende.

Voyons d'abord ce que dit Bibaud :

“ Quoique signé le 10 février (1763), le traité de paix ne fut connu, ou du moins publié en Canada, qu'au mois de mai suivant. Cet événement occasionna encore l'émigration de mille à douze cents Français ou Canadiens. Cette diminution de la population canadienne était d'autant plus à regretter qu'elle avait lieu dans la classe élevée, la seule alors, à peu d'exceptions près, où il y eut des talents développés et des connaissances acquises. Le changement alors opéré pour le pis, sous le rapport des arts et des sciences, se fit sentir longtemps dans le pays (1).”

Puis Garneau :

“ Après trois longues années passées entre la crainte et l'espérance, les Canadiens virent tomber leur dernière illusion. Leur destinée fut liée d'une manière irrévocable à celle de la Grande-Bretagne par le traité de 1763 ; ce qui déterminait une nouvelle émigration. Les marchands, les hommes de loi, les anciens fonctionnaires, enfin la plupart des notables qui se trouvaient encore dans le pays, passèrent en France après avoir vendu ou même abandonné des

(1) *Histoire du Canada*, vol. II, p. 11.

biens qui ont été jusqu'à nos jours un objet de litige entre leurs descendants. Il ne resta dans les villes que de rares employés subalternes, quelques artisans, à peine un marchand, et les corps religieux. Cette émigration ne s'étendit point aux campagnes, où la population était attachée au sol." (1)

Et enfin Ferland, toujours si bien renseigné :

" Peu de temps après, les troupes françaises partirent pour rentrer en France ; avec elles laissèrent le Canada presque tous les chefs de la société ; dans le pays restaient plusieurs seigneurs, peu d'hommes appartenant aux classes libérales, et une population d'origine française d'environ soixante-et-dix mille âmes. Avec elle, demeurait le clergé, qui, dans l'absence des anciens chefs du peuple, se trouva ainsi chargé, non seulement de conduire le peuple, dans la voie de la religion, mais encore de le guider dans la politique et les matières civiles" (2).

L'honorable juge Baby vient de publier un mémoire où il étudie savamment cette question de l'exode des classes dirigeantes à la cession du Canada (3). Il en vient à la conclusion que le Canada souffrit très peu de l'émigration de ses familles nobles en France après la cession.

" Loin de nous, déclare le distingué écrivain, la prétention de dire que personne n'ait émigré en France. Nous connaissons trop bien et sommes trop fiers des beaux noms qui ont jeté sur la race canadienne un si vif éclat dans la vieille France, tels que les de Repentigny, les de Léry, les Bedout, les Juchereau de St-Denis, les de l'Echelle, les Grasset de Saint-Sauveur, les Perthuis, etc. Mais y en eût il eu davan-

(1) *Histoire du Canada*, vol. II, p. 393.

(2) *Cours d'histoire du Canada*, vol. II, p. 607.

(3) *L'exode des classes dirigeantes à la cession du Canada*. Montréal 1900.

tage, cela n'aurait pu amener la situation que Bibaud nous met sous les yeux : c'est-à-dire l'immense vide moral, intellectuel et social qu'il indique.

“ Rappelons-nous d'ailleurs que le petit nombre de ceux qui émigrèrent étaient presque tous des jeunes gens dont le but, en quittant leurs familles, était d'aller s'établir là, où le sentiment les attirant, ils pensaient améliorer leur sort. Ils choisissaient la France pour leur patrie, tandis qu'au même moment d'autres Canadiens, en France depuis quelque temps, revenaient ici, optant pour le sol natal. Cependant, les souches des premiers, profondément attachées aux lieux où avaient vécu leurs ancêtres, y demeurèrent ; et nous en retrouvons aujourd'hui maints rejetons distingués dans la société canadienne.

“ Il faut aussi que l'esprit impartial se pénètre bien de ceci : que parmi ces émigrés, il y avait certains officiers réformés, d'anciens fonctionnaires civile et militaires, de vieilles dames, tous jouissant de pensions de l'Etat français. Ils ne formaient, au total, qu'un chiffre bien insignifiant.

“ Il ne faut pas oublier non plus les quelques Canadiens qui se dirigèrent vers la Louisiane ; mais, dès l'instant de la cession de cette province à l'Espagne par la France, ces émigrants s'empressèrent de nous revenir presque tous.”

DEUX PROVERBES

Les deux proverbes suivants sont très populaires en France, le premier dans le Languedoc, l'autre dans la Provence :

“ Te mandaray en Canada pesca des mounines verdes.”
(Je t'enverrai au Canada pêcher des aigles-poissons verts).

“ Ne m'en trufe coume do'u Canada.” (Je m'en soucie comme du Canada).

PENDANT LE SIÈGE

La vie ou la mort d'un homme tiennent souvent à des incidents bien futiles en apparence.

Le capitaine de Gaspé fumait paisiblement la pipe, pendant le siège de Québec, en 1760, avec deux de ses frères d'armes, les capitaines Vassal et de Bonne, dans une excavation faite la veille par une bombe ennemie. Cette retraite les mettait à l'abri d'un vent glacial du nord-est, accompagné d'une pluie qui tombait à torrents, et semblait au sei devoir les protéger des bombes et des boulets de l'ennemi.

Il faudra que le diable s'en mêle, dit en riant le capitaine Vassal, si une autre bombe vient nous déterrer dans ce trou par cette nuit sombre. Ainsi fumons et jasons en paix.

Ils étaient là depuis quelques minutes, devisant avec la gaité habituelle des Français, lorsque le capitaine de Gaspé, croyant entendre quelqu'un qui l'appelait, dit, en sortant de l'excavation :

On craint apparemment que nos jambes s'engorgent faute d'exercice.

Mais il était à peine éloigné de quelques pas, qu'une seconde bombe, tombant dans la retraite qu'il venait de laisser, tua ses deux amis.

Feu le juge de Bonne et feu le colonel Vassal, adjudant-général des milices canadiennes, pendant la guerre de 1812, s'entretenaient souvent avec mon père de cette fatalité qui les avaient fait tous deux orphelins, tandis qu'un hasard providentiel avait sauvé la vie au père de leur ami.

PHILIPPE-A. DE GASPÉ

REPONSES

Les Pères D'Olbeau. (IV, VI, 471.)—Il y a eu deux pères d'Olbeau au Canada. On a étrangement mêlé la carrière de ces deux religieux. C'est le père de La Rochemonteix qui a remis ces deux figures en lumière.

Le père Jean d'Olbeau (Champlain écrit *Delbeau*, Sagard *Dolbeau*, et le père Le Clercq *d'Olbeau*), récollet, arriva à Québec en 1615, en même temps que les pères Jamay, Le Caron, et le frère Pacifique Du Plessis. C'est lui qui, le 25 juin 1615, célébra, à Québec, la première messe depuis les voyages de Jacques Cartier. La même année, il bâtit une cabane à Tadoussac, où il offrit le saint sacrifice. Dans l'hiver, il visita les Montagnais, les Betsiamits, les Papinachois et les Esquimaux. En 1617, il passa en France avec Champlain. De retour l'année suivante, il fit l'ouverture, le 29 juillet, du premier Jubilé célébré au Canada. Le 3 juin 1620, il posa la première pierre du couvent des Récollets, à l'endroit où est aujourd'hui l'Hôpital-Général de Québec. Renvoyé en France par les Anglais, en 1629, le père d'Olbeau ne revint jamais au Canada.

Le père Jean d'Olbeau, jésuite, né à Langres, en 1608, arriva au Canada en 1640. Envoyé à Miscou, il y séjourna trois ans. En septembre 1643, épuisé par un dur apostolat, il s'embarqua pour la France. Le vaisseau qui le portait ayant été pris par trois frégates ennemies, fut livré au pillage. Quelqu'un ayant laissé tomber du feu dans les poudres, une explosion s'en suivit, et vainqueurs et vaincus périrent. L'infortuné père, dit la *Relation* de 1643, eut ainsi le bonheur de donner sa vie, dans un si généreux emploi, et d'avoir passé par le feu et par l'eau pour entrer dans un repos éternel.

R.

Le capitaine Nadeau. (III, IV, 314.)—A la date du 30 mai 1760, le capitaine Knox, qui faisait partie de l'armée anglaise, écrit dans son *Journal* : "A native of the parish of St-Michel was hanged yesterday, in sight of his own hamlet, for having exerted his utmost endeavours to spirit up his countrymen to revolt, and drawing several of his own company, he being a captain of the militia, to join the late french army."

M. de Gaspé, dans ses *Anciens Canadiens*, nous donne le nom de ce brave. Il était meunier et se nommait Nadeau. Il était surtout accusé d'avoir fourni des vivres à l'armée française. Dans un moment de colère, le général Murray le condamna à mort. Le pauvre meunier fut pendu à une vergue de son moulin à vent. Son cadavre y demeura trois jours, balancé au gré des vents et de la tempête. Murray reconnut bientôt son erreur, et, pour réparer sa faute, il adopta les deux filles de sa victime. Il les amena avec lui en Angleterre. On a cru longtemps à Saint-Michel qu'il les avait fait périr pendant la traversée de l'Atlantique. Une telle idée est ridicule. Il est plus rationnel de croire que Murray les fit élever convenablement et qu'elles devinrent plus tard d'honorables mères de familles.

En 1768, le gouverneur Carleton, plus tard lord Dorchester, visitant Saint-Charles de Bellechasse, se fit présenter le fils orphelin du meunier Nadeau. Le gouverneur donna au pauvre enfant des marques d'une bonté paternelle. Il ordonna qu'on le mit en pension au séminaire de Québec, en disant : "C'est un général qui lui a fait perdre son père, c'est un général qui lui en fera retrouver un autre."

En effet, M. l'abbé Rhéaume, du séminaire de Québec, me dit qu'il a trouvé dans un cahier intitulé : "Annales du séminaire de Québec," qui contient les noms des pensionnaires jusqu'en 1770, l'entrée suivante : "30 octobre 1768, Charles Nadeau, de Québec."

Dans le *Brouillard* de 1748 à 1770, il a aussi trouvé l'entrée suivante : " 14 nov. 1769, reçu pour solde de la pension du petit Nadeau, 54 l."

P.-G. R.

La comtesse de Puisaye. (V, VIII, 646).—La comtesse de Puisaye n'a pas tenu un petit magasin à Québec pour la bonne raison qu'elle n'est jamais venu dans notre pays. J'ai en ce moment sous les yeux la liste de tous ceux et celles qui accompagnèrent le comte de Puisaye au Canada. Seules, madame la marquise de Beauport et madame la vicomtesse de Chalus suivirent leurs maris ici.

D'ailleurs, le comte de Puisaye n'a jamais été dans une condition de fortune assez précaire pour forcer sa femme à tenir un petit magasin. Lorsqu'il vint ici, deux domestiques, John Thompson et madame Smithers, l'accompagnaient ; ce qui indique encore une certaine aisance.

P.-G. R.

Les œuvres de M. l'abbé L.-E. Bois (V, VI, 619).—L'abbé Bois était aussi modeste que savant. Il n'a jamais voulu consentir à laisser mettre son nom sur les ouvrages qu'il a publiés. Voici, aussi complète qu'il nous a été possible de la faire, la liste de ses ouvrages :

Esquisse de la vie et des travaux apostoliques de Sa Grandeur Mgr François-Xavier de Laval-Montmorency, premier évêque de Québec ; suivie de l'Eloge funèbre du Prélat. 1845.

Etudes et recherches biographiques sur la chevalier Noël Brulard de Sillery, fondateur de la mission Saint-Joseph, à Sillery. 1855.

Etat présent de l'Eglise et de la Colonie Française dans la Nouvelle-France, par M. l'Evêque de Québec. 1857.

Notice sur Michel Sarrazin, médecin du Roi à Québec, et membre du Conseil Supérieur. 1857.

Relations des Jésuites, contenant ce qui s'est passé de plus remarquable dans les Missions des Pères de la Compagnie de Jésus dans la Nouvelle-France. 3 volumes in-8 de 750 pages chacun. 1858. (M. l'abbé Bois est l'instigateur et le véritable compilateur de cette édition canadienne des célèbres Relations).

Le naufrage de l'Auguste, 1860.

Etudes sur les explorations de Soto, Joliette, Marquette et La Salle, 1860.

Eloge historique de M. le marquis de Montcalm, avec notes 1860.

Etudes biographiques sur M. Jean Rimbault, archiprêtre, curé de Nicolet. 1869.

Notice sur M. Jos.-O. Leprohon, archiprêtre, directeur du collège de Nicolet. 1870.

La découverte du Mississipi. Notices sur les explorateurs De Soto, Joliet, Marquette et de la Salle, 1873.

Esquisse du service postal. 1875.

Le colonel Dambourgès. 1877.

Le juge Mabane. 1881.

Notes sur l'île d'Orléans. 1895.

P.-G. R.

Le bourreau Humphrey. (VI, VIII, 739).—A l'époque sanglante de la rébellion de 1837-38, le bourreau, à Montréal, était un nommé Humphrey.

Humphrey avec un effrayant cynisme, bravait le mépris public ; lui seul parmi les bourreaux refusa de dérober ses traits sous un grand manteau noir.

Il était taillé en Hercule, très obèse, et quoique n'étant atteint d'aucune infirmité, il marchait courbé sur un bâton.

Les enfants se reculaient en frémissant à son approche, car personne n'ignorait alors qu'elles étaient ses ignobles fonctions.

Personne ne connaissait sa demeure ; il courait sur son compte, dans le peuple, les légendes les plus curieuses. Il n'a jamais essayé de se cacher et, chose vraiment étrange, on n'a jamais essayé de le frapper dans les rues. Il exerçait sur tous ceux qui l'approchaient une telle terreur, que les plus hardis même en nombre, n'auraient pas voulu combattre contre un tel adversaire.

Voici les noms des glorieux martyrs de nos libertés, souillés par les mains du bourreau Humphrey :

21 décembre 1838.—J.-N. Cardinal, N. P., Joseph Duquet, étudiant en droit.

18 janvier 1839.—T.-Théophile Decoigne, Joseph-Jacques Robert, Ambroise Sanguinet, Charles Sanguinet, François-Xavier Hamelin.

15 février 1839.—F.-X. Thomas de Lorimier, François Nicolas, Pierre-Rémi Narbonne, Amable Daunais, Charles Hindelang.
R.

La chasse-galerie. (V, III, 596.)—*La chasse-galerie* est une légende apportée de France, et adaptée au pays par nos voyageurs et coureurs des bois. D'après cette légende, ceux qui désirent être transportés rapidement d'un endroit à un autre, à travers les airs, et généralement en canot d'écorce, passent marché avec Satan pour la réussite du voyage, que le Prince des Ténèbres s'engage à mener à bonne fin aux conditions suivantes :

1o Durant tout le temps du trajet, le nom de Dieu ne doit pas être prononcé ;

2o Les voyageurs veilleront à ne pas s'accrocher, en route, aux croix surmontant les clochers des églises ;

3o Les voyageurs conviennent de livrer leurs âmes au diable, s'ils violent les deux conditions ci-dessus.

Ces conditions une fois stipulées, il n'y a plus qu'à prendre place dans le canot et à prononcer les trois mots caba-

listiques : Acabri ! Acabra ! Acabram ! L'embarcation s'élève alors dans les airs, qu'elle traverse à raison de cinquante lieues à l'heure. (Ces renseignements sont extraits de la nouvelle la *Chasse-Galerie*, publiée par M. Honoré Beaugrand, dans le *Century Magazine* de septembre 1892).

En Saintonge, d'où nous vient la légende, la *chasse-galerie* est encore aujourd'hui l'une des vieilles terreurs de la campagne. On y définit par là le passage bruyant, durant la nuit, d'une troupe de diables sifflant, hurlant, faisant claqueter des fouets et emportant des quartiers d'hommes. Les esprits forts, par contre, soutiennent que tout ce beau vacarme est en réalité causé par des vols de cigognes et de canards siffleurs, qui effraient les pochards attardés sur les routes.

Nous venons de rencontrer, dans un ouvrage de Pierre Loti (*Livre de la Pitié et de la Mort*, p. 123), quelques lignes relatives à ce sujet et que nous croyons utile de rappeler ici. Pierre Loti relate, en ces lignes, un souvenir de sa jeunesse, et la chose se passe dans l'antique demeure de sa famille, aise précisément dans l'ancienne province de Saintonge :

“ Dans le grand silence, nous avions entendu passer au-dessus des toits... un vol d'oies sauvages qui émigraient vers d'autres climats ; un peu une musique de *chasse-galerie*, un bruit de voix aigres, très nombreuses, gémissant toutes à la fois...”

M. Louis Fréchette, qui tient aussi pour l'origine française du mot, citait, dans une de ses chroniques de la *Patrie*, un autre fait bien concluant :

“ Dans le district de Québec, raconte-t-il, la *chasse-galerie* se rapproche plus de la légende française. Un homme est allé à la chasse pendant la grand'messe le dimanche, et, depuis lors, il parcourt les airs avec ses chiens en criant : *Tayant ! tayant...*”

“ Or, la preuve que la légende est d'origine française, c'est que ce terme de chasse est complètement inusité au Canada ; il ne s'est conservé que dans la légende.”

La *chasse-galerie* n'est plus maintenant qu'une tradition au Canada, et l'on trouverait à peine quelques rares “ vieux de la vieille ” pour y ajouter foi. Mais, même dans le temps où la crédulité de nos pères s'exerçait à cet endroit, la *chasse-galerie* n'inspirait aucune crainte. Presque toujours, elle se présentait sous forme d'une bande de joyeux lurons, chantant force gais refrains et payant avec vigueur leurs canots d'écorce à travers les airs. D'autres fois encore, c'était une troupe de chasseurs, se suivant à la queue-leu-leu à la crête des nuages, et ce dut même être là ce qui a donné lieu à l'étymologie primitive du mot : la *galerie* ou bande de chasseurs. Par les belles nuits tranquilles, nous raconte-t-on, on entendait tout à clair le galop des chevaux, l'abolement des meutes, l'hallali des cors, etc.

SYLVA CLAPIN

Le Père de Smet. (VI, VIII, 736).—Le célèbre missionnaire belge est mort aux Etats-Unis. Ses compatriotes lui ont élevé un magnifique monument à Termonde.

Le nom du Père de Smet est encore en grande vénération auprès des Peaux Rouges, qui l'appelaient non pas *une robe noire* mais *la robe noire* par excellence. En souvenir de lui le fameux chef des Sioux, converti par le missionnaire jésuite, *Taureau-Assis*, a plusieurs fois relâché sans rançon des Canadiens et des Français. Il n'en voulait qu'aux Américains envahisseurs de son territoire.

Il m'a été donné de visiter le tombeau de mon compatriote à Florissant, village du Missouri, à une douzaine de milles de Saint-Louis. Florissant fut jadis la résidence du gouverneur et le chef-lieu d'un territoire à peu près grand comme les deux tiers de l'Europe, maintenant décomposé en plusieurs

Etats. C'était une cité, alors que la ville de Saint-Louis n'existait pas. Toute la vallée de Florissant est ravissante.

Le Missouri en avait jadis certainement fait un lac, car le limon laissé par les eaux était à trente pieds de profondeur. J'ai vu des terres qui portent du maïs depuis vingt ans sans que l'on parvienne à les appauvrir pour cultiver du blé. Dans ce village, fort étendu du reste, il y a deux églises catholiques et un noviciat construit par les Jésuites. De leurs propres mains, le Père de Smet et quelques compagnons, la plupart Belges, édifièrent la log-house qui fut leur premier couvent. A côté du noviciat est le cimetière des Jésuites. En cherchant bien parmi les pierres tombales, toutes semblables, j'ai découvert celle que je cherchais. Elle porte cette inscription : " R. P. P. J. De Smet, né le mort le....." Rien de plus. Si quelque chose distingue cette tombe de ses voisines, ce n'est qu'une plante de chevrefeuille venue par hasard et dont les rameaux embaumés tamisent sur la pierre les ardeurs du soleil.

A. DE WOELMONT

Le canal de Chambly. (VI, VII, 730).—Le canal de Chambly a été commencé le 1er octobre 1831 et ouvert à la circulation dans le printemps de 1843. Il permet d'éviter les rapides entre Chambly et Saint-Jean, distance de douze milles. Le coût total de ce canal, y compris les dépenses faites jusqu'à 1893, s'élève à la somme de \$677,318.82.

On jugera de l'importance du trafic de ce canal par les données suivantes : Le système Richelieu, commence à Sorel, au confluent du Saint-Laurent et du Richelieu soit quarante cinq milles plus bas que Montréal. On remonte le Richelieu jusqu'à l'écluse de Saint-Ours, de Saint-Ours à Chambly, de Chambly à Saint-Jean, de Saint-Jean à la frontière, de la frontière au canal Champlain, du canal Champlain, au canal Érié, du canal Érié à Albany, et d'Albany à New-York. En tout quatre-cent-onze milles.

R.

Mgr de Saint-Vallier, évêque de Québec ;
Mgr Dosquet, évêque de Québec ;
Mgr Plessis, archevêque de Québec (1820) ;
Mgr T.-L. Connolly, archevêque d'Halifax (1856) ;
Mgr C.-F. Baillargeon, archevêque de Québec (1862) ;
Mgr William Walsh, archevêque d'Halifax (1862) ;
Mgr Ignace Bourget, évêque de Montréal (1862) ;
Mgr E.-J. Horan, évêque de Kingston, (1862) ;
Le cardinal Taschereau, archevêque de Québec (1875) ;
Mgr J.-T. Duhamel, archevêque d'Ottawa ,
Mgr Antoine Racine, évêque de Sherbrooke (1886) ;
Mgr L.-F.-R. Lafleche, évêque de Trois-Rivières (1892) ;
Mgr Vital Grandin, évêque de Saint-Albert (1886) ;
Mgr L.-Z. Moreau, évêque de Saint-Hyacinthe (1887) ;
Mgr L.-N. Bégin, archevêque de Québec ;
Mgr Elphège Gravel, évêque de Nicolet.

P.-G. R.

L'épée de Wolfe. (V, II, 579).—Il y a quelques années, on faisait l'acquisition en Angleterre, pour notre futur musée national à Ottawa, de l'épée portée par Wolfe lors qu'il tomba sur les Plaines d'Abraham. Cette épée est-elle bien *authentique* ?

Je réponds sans hésiter : non.

L'épée de Wolfe, celle qu'il portait à la journée mémorable du 13 septembre 1759, est encore conservée à la Royal United Service Institution de Londres. Elle avait été donnée à ce musée par George Warde, héritier de la mère du héros anglais.

R.

Le sieur Dumas. (IV, X, 519).—" Une lettre du 27 février 1769 nous apprend que Dumas vient d'être relevé de son commandement général à l'Ile de France et de Bourbon." (*Famille de Léry*, p. 81).

R.

La loi de primogéniture. (II, XII, 266).—La loi de primogéniture, par laquelle lorsqu'un père meurt tous ses biens passent à l'aîné de ses fils, n'a jamais existé dans la province de Québec, Dieu merci. Lorsqu'on nous donna la constitution de 1791 la province d'Ontario—le Haut Canada d'alors—fut soumise à la loi anglaise. La loi de primogéniture a donc été en force dans Ontario. En 1851, l'honorable M. Baldwin réussit à faire changer cette loi injuste. Et aujourd'hui lorsqu'un père meurt sans faire de testament, tous les enfants ont une part égale des biens paternels.

P.-G.-R.

Les journaux de Lévis. (III, XI, 375).—Un grand nombre de journaux et de revues ont vu le jour à Lévis. En voici la liste complète : *Le Drapeau de Lévis*, qui eut le poète Fréchette pour rédacteur, 1864 ; le *Journal de Lévis*, dans lequel M. A.-D. De Celles écrivit son premier article politique, 1865 ; le *Progrès de Lévis*, 1867 ; la *Semaine des Familles*, 1869-70 ; l'*Echo de Lévis*, 1871-1876 ; le *Quotidien*, 1879 ; le *Travailleur de Lévis*, 1890-92 ; l'*Ouvrier*, 1890 ; le *Glaneur*, 1890-92 ; l'*Union Canadienne*, 1891 ; le *Feu-Follet*, 1892 ; le *Moniteur*, 1893-96 ; le *Bulletin des Recherches Historiques*, 1895 ; la *Bibliothèque Canadienne*, 1898 ; la *Revue du Notariat*, 1898 ; la *Cravache*, 1899 ; la *Charité*, 1900.

HORACE TÊTU

Assistants au trône pontifical. (VI, VIII, 741.)

Les archevêques et les évêques, seuls, peuvent être assistants au trône pontifical.

Les prélats assistants ont le droit de porter la *cappa*. Ils font partie du cortège du Souverain Pontife. Dans les cérémonies, ils tiennent le livre et le cierge dont il se sert.

Autrefois, les prélats assistants au trône pontifical jouissaient d'un grand nombre de privilèges. Aujourd'hui, cette charge est purement honorifique.

QUESTIONS

742.—Où peut-on trouver la biographie ou des renseignements sur nos anciens vice-rois ou lieutenants-généraux ? Roberval, de La Roche, de Chattes, de Monta sont bien connus mais qui connaît de Thémises, le duc de Maille-Breeze, le marquis de Feuquières, etc, etc ?

CUR

743.—Garneau, parlant de la bataille des Plaines d'Abraham, dit : " La perte des Français dans cette journée désastreuse fut considérable ; elle se monta à mille hommes environ y compris deux cent cinquante prisonniers, qui tombèrent entre les mains des vainqueurs avec la plupart des blessés." On m'affirme que ces deux cent cinquante prisonniers, la plupart Canadiens, furent transportés en Angleterre et qu'ils ne revirent jamais leur patrie. Que dit l'histoire ?

RIO

744.—Je lis dans une lettre du maréchal Vaillant à un de ses parents lui demandant des renseignements sur sa famille : " J'ai entendu dire qu'un de mes grands oncles avait été soldat et blessé dans le Canada." Je serais curieux de connaître le nom de ce parent du grand soldat français.

R.O.-P.

745.—En quelle année a-t-on commencé à réunir des livres pour former la Bibliothèque de la Législature de Québec ?

BIBLIO.

746.—Est-il vrai que le célèbre ministre Pitt, second lord Chatham, servit au Canada dans un régiment anglais pendant la guerre de l'Indépendance ?

CONV.

747.—Le sulpicien Faillon a publié, n'est-ce pas, tons ses ouvrages sous le voile de l'anonymat. Pourriez-vous me donner une liste des ouvrages du savant historien ?

BIBLIO.



EGLISE DE SAINT-IGNACE DU CAP SAINT-IGNACE

BULLETIN

DES

RECHERCHES HISTORIQUES

VOL. 6

OCTOBRE 1900

No. 10

SAINT-IGNACE DU CAP SAINT-IGNACE

La paroisse de Saint-Ignace du Cap Saint-Ignace est formée de la seigneurie Vincelotte, concédée par Jean Talon à Geneviève de Chavigny, veuve du sieur Amiot, le trois novembre 1672, et par le gouverneur de Frontenac à Joseph Amiot, sieur de Vincelotte, le 1er février, 1693 ; du fief Gamache ou Gagné, concédé par l'intendant Talon à Gamache et Belleavance, le 3 novembre 1672 ; du fief Sainte-Claire, concédé par de Frontenac à René Lepage, le 17 mars 1693, du fief Lafrenaye et du fief Fournier.

Il y a près du fleuve Saint-Laurent, au centre de la paroisse, un petit cap, formant presqu'île, qui porte le nom de Cap Saint-Ignace. Ce nom lui fut-il donné par un missionnaire jésuite ? La chose est possible, quoique la liste des missionnaires et curés de Saint-Ignace du Cap Saint-Ignace ne mentionne le nom d'aucun jésuite. Quoiqu'il en soit, du cap, ce nom ne tarda pas à s'étendre aux établissements qui se formèrent dans les environs, et le 30 octobre 1678, lorsque Mgr de Laval érigea la paroisse, il lui donna une sanction officielle.

Dans son rapport au roi, en 1683, Mgr de Laval écrit : " Le Cap Saint-Ignace (seigneurie de Vincelotte) contient une lieue ; il y a douze familles et 47 âmes. Dans la seigneurie de Gamache et de Belleavance, qui n'ont ensemble qu'une demie-lieue, il y a quatre familles et vingt-trois âmes."

La première messe à Saint-Ignace du Cap Saint-Ignace fut dite dans la maison de Jacques Bernier, surnommé Jean de Paris, parce qu'il venait de Paris. Ce Bernier est la souche de tous les Bernier passés, présents et futurs.

La première chapelle fut bâtie en 1683, au bord du fleuve, dans les limites du fief Gamache, sur un terrain donné par Nicolas Gamache. Elle était en bois.

Un an ou deux après, on éleva une chapelle en pierre à côté de la première. En 1744, elle s'éboula avec la côte. On voit encore les ruines de cette chapelle à marée basse.

En 1746, on construisit, à douze arpents plus haut, une maison en pierre pour servir de presbytère. Cette maison existe encore aujourd'hui. Elle est en bon état de conservation. Elle est même habitée.

Dans le même temps, les habitants de la seigneurie Vincelotte se mirent aussi à bâtir un presbytère, malgré la défense de l'évêque. De là, de longues et pénibles difficultés. Cependant les habitants de la seigneurie Vincelotte eurent la messe dans leur presbytère, et cela pendant environ 25 ans. Les divisions n'en continuèrent pas moins. Pour mettre fin à tous ces troubles, en 1772, Mgr Briand fixa la place de l'église sur les confins ouest de la seigneurie Vincelotte. Cette troisième église fut ouverte au culte en 1773. Elle était située au lieu et place de l'église actuelle. Cette église fut allongée une première fois en 1824 et de nouveau en 1854.

En 1880, on la remplaça par une nouvelle église, qui fut incendiée le 14 décembre 1890.

L'église actuelle, commencée l'année suivante, a été entièrement terminée en 1893. C'est un beau et magnifique temple qui fait la gloire de la paroisse et proclame l'habileté de son curé et la générosité de ses habitants.

La paroisse de Saint-Ignace du Cap Saint-Ignace a eu, depuis sa fondation, les desservants et curés suivants :

MM. Pierre de Caumont, de novembre 1679 à avril 1680 ; Thomas Morel, 1680 à 1683 ; Paul Vachon, de 1683 à 1685 ; Paul Sennémaud, du 1er janvier 1685 à mai 1685 ; Benoit Duplein, de juin 1685 à novembre 1685 ; Thomas Morel, de novembre 1685 à octobre 1686 ; Claude Moireau, récollet, de 1686 à 1687 ; Nicolas Cadard, de janvier 1688 à avril 1688 ; Elie Audy, 1688 ; Gaspard Dufournel, 1688 ; Louis Aubert, récollet, 1688-1689 ; Philippe Boucher, 1689-1690 ; Jean Pinguet, de 1690 à 1692 ; Pierre de Francheville, 1692-1693 ; Louis Mathieu, premier curé, 1698-1701 ; Rodolphe Dubus, de 1701 à 1702 ; Pierre Le Poyvre, 1702-1704 ; Philippe Rageot, 1704-1707 ; Joseph Denys, 1707-1708 ; Yves LeRiche, 1708-1712 ; Charles Hazeur Desormeaux, 1712 ; Yves Godard, 1713-1714 ; J.-B. Dugas, 1714 ; Pierre Leclair, deuxième curé, 1714-1722 ; Simon Foucault, 1722 ; Maurice Imbault, 1723 ; Lucien Verge, 1723 ; Charles Joseph Le Berre, 1723 ; Simon Foucault, 1724-1741 ; J. Romain Dolbec, 1741-1746 ; François Marganne de Chapt de Lavaltrie, de 1746 à 1747 ; Jean François Curot, 1747-1764 ; Charles Mangue-Garaut Saint-Onge, 1764-1769 ; Jacques Hingan, 1769-1777 ; Paul Antoine Bédard, 1777-1779 ; Jacques Panet, 1780 ; Jacques Olivier Guichard, 1780-1786 ; Jacques Panet, 1781-1783 ; J. Michel Paquet, 1783-1792 ; J. B. Griaule, 1792-1806 ; Pierre Nicolas Leduc, 1806-1812 ; Pierre Viau, 1812-1818 ; Philippe Auguste Parent, 1818-1832 ; Louis Gingras, 1833 ; Etienne Edouard Parent, 1833-1840 ; J. Etienne Cécil, 1840-1857 ; Frédéric Caron, desservant, 1857 ; François Morin, 1857-1859 ; Zéphirin Sirois, 1859-1868 ; Napoléon Théodule Sirois, curé actuel.

R.

LES MOTS D'ORIGINE SAUVAGE

Achigan : Mot d'origine algonquine désignant la perche noire de nos rivières (*black bass* des Anglais). D'autres formes existent, et on dit, suivant les localités, *acigan*, *acignan*, *malachigan*, *manachigan*. Le mot est très vieux, étant venu en usage dès le commencement de la colonie, et on lit, entr'autres dans Hennepin, *Description de la Louisiane* : " On y pesche.....des achigans."

Agouhanna : usité en poésie et en histoire pour roi, chef suprême. " Le Roy et Seigneur du pays qu'ils appellent en leur langue Agouhanna." (Lescarbot, *Nouvelle-France*, p. 320).

Algonquin : Sauvage de la tribu indigène des Lenni-Lenapes, dont les descendants habitent aujourd'hui la région du lac Saint-Jean et du haut Saguenay. Au figuré, personne d'apparence rude et fruste, ou qui est bizarrement accoutrée :—C'est un vrai *algonquin*, c'est-à-dire un ours. Par extension, et pris substantivement, chose difficile ou impossible à démêler : Tout ça c'est de l'*algonquin*, c'est à dire il est impossible d'y voir goutte.

Almouchiche : du micmac animout, signifiant chien, suivi de la désinence diminutive *shish*. Le mot almouchiche est une expression purement locale, appartenant à la région du Ristigouche, et l'on désigne par là une variété de chiens que l'on dresse à faire la chasse aux porcs-épics. " Pour l'almouchiche point de péril dans la chasse." (Taché, *Soirées Canadiennes*, 1861, p. 18).

Apola : désigne une variété de ragoût, que M. de Gaspé (*Anciens Canadiens*, p. 192) décrit comme suit : " L'apola, ou étuvé d'alouettes, avec pommes de terre, mie de pain, et michigouen."

Assinabe : de l'algonquin *assin*, pierre. Lourde pierre servant à retenir une seine, un filet, au fond de l'eau.

Atoca : ce mot, désignant le fruit de la canneberge, est d'origine huronne ou iroquoise. Le lexique iroquois de l'abbé Cuq donne la forme *tokware*, et on lit, dans le *Dictionnaire de la langue huronne* de Sagard : " *A toca*, petit fruit, comme cerises rouges, qui n'a point de noyau."

Atosset : mot montagnais désignant un poisson particulier au lac Saint-Jean (Buies, *Le Saguenay*, p. 203).

Autmoïn : nom donné, par les Souriquois, à leurs prêtres et sorciers. Ce mot se rencontre fréquemment dans plusieurs anciens ouvrages sur le Canada, mais avec tendance à tomber de plus en plus en désuétude. " Les autmoïns adossaient, dans sa forme mystique, — Aux parois des rochers la loge fatidique." (Taché, *Soirées Canadiennes*, 1863, p. 100).

Babiche : lanière de peau d'anguille. L'explication la plus rationnelle de l'origine de ce mot est celle qui le fait se rattacher au Souriquois *ababich*, signifiant corde, fil, ou encore, au micmac *ababee*, même signification. Quoi qu'il en soit, l'emploi de *babiche* était à peu près général dès l'origine de la colonie, ainsi qu'en fait foi Lescarbot qui, en 1612, écrivait *ababich* dans son *Histoire de la Nouvelle-France*.

Batiscan : exclamation en forme de juron adouci, et qui au Canada, remplit l'office de *sapristi* en France. " M'en aller, batiscan ! On ne me déloge pas de cette façon." (Le-May, *Picounoc le Maudit*, II, 159).

Boucane : fumée quelconque, et, plus spécialement, fumée épaisse ou nauséabonde.

Cacaoui : variété de canard (*Harelda glacialis*), que l'on rencontre dans les parages du golfe Saint-Laurent. L'origine de ce mot est douteuse, et *cacaoui* peut être tout simplement une onomatopée. L'abbé Cuq, dans ses *Études philologiques* (p. 86), le fait dériver de l'algonquin *anhahowe*, ou *anh anhwe*, d'où, ajoute-t-il, les Canadiens ont fait *cacaoui*. Ce qui semblerait prêter une grande force à cette

étymologie c'est que le P. Petitot, dans son *Dictionnaire de la langue Déné-Dindjé*, désigne le même volatile par *cancanwi*.

Canaoua : terme dérisoire, ou de mépris, appliqué aux Sauvages par les blancs. Ce mot était surtout d'un usage très répandu, au siècle dernier. On disait aussi *canaouache* et *canaouich*, " Les canaouas vont t'écorcher comme une anguille." (De Gaspé, *Anciens Canadiens*, II, p. 135).

Canot : petit bateau, fait d'écorce ou d'un tronc d'arbre. Chose qui semblera étrange le mot *canot* fut employé au Canada avant de l'être en France, et dérive de l'espagnol *canoa* se rattachant au dialecte des Caraïbes, dans les Antilles. Lescarbot, dans son *Histoire de la Nouvelle-France*, appelle *canoa* un " petit bateau tout d'une pièce."

Carcajou : du montagnais *Kar-Ka-Joo*. Animal carnassier, appartenant à la famille des blaireaux et qui habite principalement le Labrador. Les Sauvages le désignent aussi sous le nom de *quâ-quâ-sut* (diable-des-bois).

Caribou : animal sauvage à la chair exquise, que l'on a surnommé le renne de l'Amérique septentrionale.

Cazagot : mot emprunté aux Montagnais du lac Saint-Jean, et désignant une sorte de boîte en écorce que la femme sauvage s'attache derrière le dos, et qui lui sert à porter son nourrisson. " Elle avait sur son dos, dans son cazagot... un petit métis de douze mois." (Barthe, *Souvenirs d'un demi-siècle*, p. 433).

Chichicoué : instrument de musique en usage chez les Sauvages, et servant à battre la mesure. "Cet instrument, fait de bois, de peau desséchée ou de corne, se compose d'un manche et d'une portion creuse, remplie de petits osselets, de petits cailloux, ou de plomb à tirer " (J. C. Taché). Le vrai mot sauvage de cet instrument est *chichigouane*, de *chichigoué* signifiant serpent à sonnettes, sans doute par analogie avec le bruit de grelots de la queue de ce reptile.

Chouayen : terme dérisoire, ou de mépris, appliqué au Canadien-Français qui fait montre d'un loyalisme exagéré, en quelque sorte servile, vis-à-vis des Anglais. Le mot *chouayen* remonte assez loin dans l'histoire, et appartient même à la période de la domination française, puisqu'on le vit apparaître, pour la première fois, lors de la prise du fort d'Oswego. A cette époque, quelques Canadiens-français, désespérant déjà du succès définitif des armes françaises, avaient résolu de passer aux Anglais, dont ils attendaient faveurs et protection. La victoire française d'Oswego, survenant sur ces entrefaites, fit éprouver à ces transfuges un tel dépit, que le gros public prit de suite un malin plaisir à le leur rappeler à tout propos. Or, on sait que le fort Oswego s'appelait autrefois *Chouaquen*. De là l'appellation *chouayen*. Durant la rébellion de 1837, le mot *chouayen* obtint un surcroît d'actualité, et servit, bien entendu, à désigner ceux des Canadiens-français qui faisaient alors bande à part contre les " patriotes," et en particulier les " bureaucrates."

Esurnis : grains de porcelaine, faits de la nacre de certains coquillages marins, et dont les Sauvages confectionnent des colliers. Ces colliers jouaient autrefois un certain rôle dans les relations des colons avec les Indiens, et se présentaient, au début des délibérations, de conseils, comme gages de paix, de bonne entente. Il a toujours été, cependant, plus d'usage courant de remplacer *esurnis* par son équivalent *wampum*, qui est un mot se rattachant au dialecte des Sauvages de la Nouvelle-Angleterre. " Lors chascunes d'icelles donna audiet cappitaine vug collier *desurny*." (Cartier, *Bref récit*, p. 44).

Kayak : canot de pêche, en usage chez les Esquimaux de la région septentrionale du Labrador. Une coïncidence assez curieuse se remarque entre le *Kayak* des Esquimaux, et le *Kayik* des YaKoutes de Sibérie, ce dernier étant aussi

un canot de pêche. Selon toute probabilité, notre propre mot *Kayik* a donc dû prendre naissance en Sibérie, dans les parages du lac Baïkal, puis, de là, passant aux Esquimaux de la Léna, arriva en Amérique avec ces derniers, *via* le détroit de Behring. S'il est vrai qu'aucun fait, si petit qu'il soit, ne doit être laissé de côté pour l'intelligence des choses préhistoriques, ce mot *Kayak* viendrait donc ainsi singulièrement à l'appui de ceux qui prétendent que l'Amérique a été peuplée, à l'origine, à l'aide de migrations venues de l'Asie.

Kini-Kinik : du sauvage algonquin *Kininigegi*, signifiant " Je mêle." On désigne, par ce mot, un certain mélange d'écorce ou de feuilles avec du tabac, et que fument les sauvages, les trappeurs, etc. Quelquefois aussi, *Kini-Kinick* se prend tout simplement pour l'écorce même servant de base au mélange en question, écorce enlevée à une variété d'aulnier, dite " bois-rouge."

Machicotté : de l'algonquin *matshigode*. Jupe, jupon de femme.

Mackinaw : couverture de laine, ou pelisse, par-dessus fait d'une épaisse couverture de laine. Le *mackinaw* fut autrefois l'objet d'un commerce très étendu avec les sauvages, et on le désignait ainsi parce qu'on se le procurait surtout au fort *Mackinaw*, qui en était l'entrepôt principal. " Enveloppés dans nos pelisses de bison et dans nos couvertures *mackinaw*, nous pouvions, sans être incommodés, braver la fureur du vent." (LeMoine, *Chasse et pêche*, p. 31).

Malachigan : corruption de *manachigan*, ou, selon Cuoque, de *manacigan*, et désignant spécialement une variété d'achigan mal conformé, que l'on nomme aussi " gros bossu." La première syllabe de ce mot sauvage a été confondue avec l'adjectif français *mâle*, tout comme s'il fallait écrire *mâle achigan*.

Manitou : mot d'origine algonquine (*manito*, génie, dieu, esprit). Divinité tutélaire adorée par nos sauvages. Chacun d'eux se choisit un *manitou* dans le premier objet venu qui frappe ses sens. Cette définition, si exacte qu'elle soit dans l'espèce, est cependant par trop vague et incomplète, et le mot comporte diverses autres significations qu'il est utile de préciser ici : 1° Esprit, ombre, mâne : "..... manitous de la plage,—Esprits, éveillez-vous." (Fréchette, *Fleurs bordales*, p. 50). 2° Bon ou mauvais génie, appartenant à une légende locale : "..... les plus nerveux parlaient de sortir et de provoquer en combat singulier le *manitou* du Saint-Maurice." (Sulte, *Mélanges*, p. 357). 3° Esprit invoqué par les jongleurs, les sorciers : " L'importance des jongleurs est en raison de l'importance de leurs *manitous*." (Taché, *Forestiers et voyageurs*, p. 192). 4° Fétiche, symbole : " Dans le sac de voyage, le *manitou* tenait le premier rang." (Ferland, *Histoire du Canada*, t. I, p. 113).

Mascouabina : d'origine algonquine, désignant le cormier ou sorbier domestique. Le P. Lacombe fait dériver ce mot de *maskomin*, signifiant "graine d'ours," et cela parce que plusieurs animaux sauvages, entr'autres les ours, sont très friands de l'écorce du *maskouabina*.

Maskey : d'origine crec, désignant un marais, une savane. Le P. Petitot définit le *maskey* "marais, ou plaine remplie de lichens." Dans le dialecte otchipwe se trouve la forme *mashkig*.

Maskinongé (esoxestor) : variété de brochet, ainsi nommée du mot algonquin *muskelunge*. Une corruption curieuse de ce mot existe parmi le peuple. On dit quelquefois *masque allongé*, sans doute par allusion à la tête allongée et laide de ce poisson. D'un autre côté, plusieurs étymologistes prétendent que le mot original même, c'est-à-dire *muskelunge*, dérive de deux termes indiens : *mâsk*, laid, difforme, et *kinongé*,

poisson, ce qui donnerait, comme on voit, tout à fait raison d'être à l'expression canadienne.

Matachias : d'origine algonquienne, désignant les rassades dont les sauvages ornent leurs habits. Les ceintures, colliers, etc., servant à parer les jeunes squaws indiennes, se nomment aussi quelquefois des *matachias*. " Les femmes et les jeunes filles brodaient des *matachias*." (Taché, *Soirées Canadiennes*, 1861, p. 31). Ce mot est très vieux, car on le rencontre dans Champlain, Lescarbot, Sagard, etc. Il n'a pas toujours, cependant, chez les vieux auteurs, la signification précitée, et plusieurs entendent, par *matachias*, un mélange de différentes couleurs dont les sauvages se servent pour se peindre le visage ou pour former sur leurs vêtements certaines figures de bêtes fauves, d'oiseaux, etc. On trouve notamment, dans Leclercq (*Relation de la Gaspésie*), le mot *matachias* cité à plusieurs reprises en ce sens, et même se *matachier*, pour se tatouer.

Michigouen : d'origine montagnaise, désignant une variété de persil, dont l'arôme est bien supérieur à celui de nos espèces domestiques.

Micmac : l'origine de ce mot, employé pour embarras, intrigue, mélange, ne manque pas d'un certain intérêt. La tribu des Micmacs était distribuée, à l'origine, au nord de la baie de Fundy. De bonne heure, les Français se firent de ces aborigènes des alliés fidèles, et surent les utiliser pour exercer des représailles sanglantes contre les Anglais, au milieu desquels le seul nom de Micmac devint bien vite comme une sorte d'épouvantail. On sait de quelles atrocités, souvent inouïes, s'accompagnaient les guerres indiennes dans ces temps troublés. Les Micmacs, entr'autres, se distinguèrent par leurs cruautés, et cela à tel point qu'il était devenu d'usage courant de dire : " Il y a du micmac là-dedans," chaque fois qu'on voulait parler d'un coup de main exécuté dans des conditions particulièrement révoltantes et

dont des Micmacs seuls pouvaient avoir été les instigateurs. Dans la suite, le dicton *Il y a du micmac* s'appliqua à tous les meurtres et crimes commis avec accompagnement de férociétés. Cela voulait surtout dire : " Il y a du feu et du sang là-dedans." Puis, avec le temps, tout cela finit par s'atténuer, s'adoucir, et ce n'est plus maintenant que par un reste d'allusion à l'humeur batailleuse des Micmacs que le dicton est usité. Aujourd'hui, on ne s'en sert plus qu'en parlant d'une entreprise, d'un projet, d'une affaire, où il y a matière à brouille, à altercation. On dit cependant encore : " Il fait du *micmac*," en parlant de quelqu'un qui brise, ruine, abîme tout ce qu'il touche.

Micouenne : de l'algonquin *emikwan*. Longue cuillère de bois, usitée pour diverses fins domestiques. Plusieurs autres formes existent, et l'on dit *micoine*, *micouaine*, *micouane*, *micouanne*.

Mitasse : ce mot dérive du sauvage *mitas*, signifiant guêtre.

Mocassin : du sauteux *makkasin*, signifiant soulier.

Mokok : d'origine micmaque, usité surtout parmi les Acaadiens pour marais, savane.

Munie : d'origine montagnaise, désignant un poisson particulier à la région du lac Saint-Jean. " La *munie*, qui a la queue et la couleur de l'anguille, la forme du crapaud de mer et la tête comme celle de la morue." (Buies, *Le Saguenay*, p. 203).

Nagane : d'origine algonquine, signifiant petite planche, planchette. La *nagane* veut dire un ensemble de planchettes, munies de lacets, de cerceaux et de courroies, dont les mères indiennes se servent pour porter leurs nourrissons sur le dos.

Ouache : de l'algonquin *amikwac*. Conduit pratiqué horizontalement sous terre, par le castor, et aboutissant à la *ouiche*, ou cabane.

Ouananiche : mot sauvage désignant un poisson fort esti-

mé, appartenant à la famille des saumons d'eau douce, et que l'on trouve surtout dans la région du lac Saint-Jean et de ses tributaires.

Ouaouaron : du huron *ouaraon*, crapaud. Grosse grenouille verte, faisant entendre comme une sorte de beuglement, dont le mot *ouaouaron* donne d'assez près l'onomatopée. Les Anglais, du reste, appellent aussi ce batracien *bull-frog*, c'est-à-dire grenouille-bœuf. Le missionnaire Sagard, dans son *Dictionnaire de la langue huronne*, place le *ouaouaron* parmi les animaux décrits sous l'en-tête général de "Bestes à quatre pieds."

Ouiche : de l'algonquin *amikwic*, cabane, cache, ou retraite du castor.

Ouragan : du sauteux *onâgan*, signifiant plat, vase. Petit panier d'écorce de bouleau, servant de corbeille à pain. Les Cris des bois prononcent *orâgan*, *oyâgan*.

Outiko : géant, ou monstre fabuleux, dans les légendes sauvages.

Pagaie : petit aviron court, dont l'usage nous vient des Sauvages.

Pacane (*carya olivaeformis*) : de l'algonquin *pakane*, ou *pagân*. Noix du noisetier ou coudrier.

Pécan : animal appartenant à la famille des petits ours, et qui fait le désespoir des chasseurs par sa finesse et ses espiègleries malicieuses.

Pémican : viande desséchée de bison, très nutritive sous un petit volume.

Pétouane : mot d'origine sauvage pour arbuste, arbrisseau.

Pichou : du cris *pisew*, loup-cervier, lynx. Nom sous lequel on désigne un être laid ou malin. On dit surtout communément : "Laid comme un *pichou*."

Picouille : du cris *piku*, signifiant briser, fracasser. Tout animal étique, maigre, décharné à l'excès.

Pimbina : fruit du *viburnum edule*, que Michaux et Gray considèrent comme une variété de la canneberge du Maine et du Canada.

Pirogue : mot sauvage français, et désignant soit un canot d'écorce, ou un canot fait d'un tronc d'arbre creusé.

Sacakoua : l'équivalent de la *chasse galerie*, chez les Sauvages, et signifiant grand tapage, orgie infernale. On dit aussi *sacaqua* et *sacqué*.

Saccacomi : du sauvage *sakaw*, allumer, ou encore *sakai-pragane*, allumer la pipe. Le *saccacomi* est une plante du genre tabac, croissant dans les forêts, et atteignant la hauteur du "petit tabac de Virginie." C'était même là le tabac fumé presque exclusivement par les indigènes, lors de la découverte du Canada, et encore aujourd'hui bon nombre de nos habitants en font usage et continuent à le désigner par son nom sauvage, afin de le distinguer du tabac proprement dit.

Sagamité : mot d'origine sauvage, et désignant une sorte de bouillie faite avec du blé d'inde, dans laquelle on cuit quelquefois de la viande. Le P. Lacombe fait dériver ce mot du cris *Kisâgamitéw*, c'est un liquide chaud, tandis que l'abbé Cuoq tient pour l'algonquin *Kipagamite*, signifiant le potage est chaud. De toute manière, il est évident que le mot *sagamité* devrait ainsi son origine à une méprise, le premier Français qui l'entendit l'ayant sans doute pris à tort pour le nom même du potage dont il s'agissait.

Sagamo : chef de tribu indienne. Vient du micmac *sha-quemau*. "Pins le *shaquemau* conduisit le missionnaire à la chapelle." (Faucher de Saint-Maurice, *De tribord à babord*, p. 442).

Sisiquoi : Le P. Lacombe fait dériver ce mot du sauvage *sisikwan*, petit sifflet en os. Le *sisiquoi* désigne une sorte d'instrument que les Sauvages secouent avec cadence, dans leurs conjurations, et qui est composé d'un petit sac de

parchemin bandé, dans lequel sont renfermées de menues pierres. On dit aussi *chichikois*.

Squaw : dérivé de l'algonquin. Femme indienne.

Succotash : du sauvage *msickquatash*, qui, s'il faut en croire Webster, appartiendrait au dialecte Narraganset. Mélange de maïs et de haricots, que l'on a fait bouillir ensemble.

Tamarac (*larix america*) : mot algonquin désignant l'arbre plus connu sous le nom d'épinette rouge. Certains étymologistes rattachent ce mot à l'arme dite *tomahawk*, laquelle était surtout faite avec le bois du tamarac.

Tobagane : du cris *otobanash*, traîneau. Sorte de traîneau, composé d'une longue planche de bois flexible, recourbée à une extrémité, et dont on se sert, en manière d'amusement d'hiver, pour glisser du haut de pentes escarpées. On dit aussi *traîne sauvage*.

Tomahawk : arme de guerre des Sauvages, en forme de casse-tête. Le P. Lacombe fait dériver ce mot du cris *otomahuk*, assommez le, ou otâmahwaw, il est assommé.

Totem : mot algonquin désignant l'emblème ou insigne particulière à une tribu, à une famille.

Touradi : mot montagnais désignant une grosse truite particulière aux lacs du nord de Québec.

Wigwam : mot sauvage signifiant hutte, cabane, et qui désigne le "home" des Indiens. Dérivé du cris *wikiwak*, dans leurs demeures. Par extension, habitation délabrée, de peu de valeur : C'est un vrai *wigwam*, c'est-à-dire cela n'est guère habitable.

Wampum : expression anglaise pour *wompam*, qui est un mot tiré du dialecte des Indiens de la Nouvelle-Angleterre, et désignant la porcelaine, les grains de porcelaine.

Wapite (*Cervus canadensis*) : cerf ou élan du Canada. Ce mot dérive du cris *wapitew*, signifiant blanchâtre, venant

de ce qu'on a voulu distinguer ce cerf de l'orignal ou daim, dont le pelage est presque noir.

Warni-cootai (*Somateria spectabilis*) : Variété de canard eider, appelé aussi "eider remarquable," autrefois assez abondante dans les parages du golfe Saint-Laurent, mais que l'on ne rencontre plus aujourd'hui sue sur le littoral du Labrador faisant face à l'Atlantique.

Warou : loup-garou. Homme qui, suivant une superstition, erre la nuit dans les campagnes, changé en loup.

Watap : mot algonquin désignant la racine d'épinette rouge, dont on se sert pour coudre l'écorce.

SYLVA CLAPIN

LES GENEALOGIES

On croit que les généalogies ne s'appliquent qu'aux personnages en évidence. Je me demande à quoi bon, dans ce dernier cas ? Celui qui atteint une haute position, la notoriété, la célébrité, se passe bien d'ancêtres, et comme dit Corneille :

Il donne ses exploits pour noms de ses aïeux,

tandis que l'humble artisan ou le cultivateur sans autre titre devraient plutôt se retourner vers les temps anciens et reconstruire la chaîne des parentés qui va jusqu'à eux. S'ils ont du cœur, ils se tont gloire d'appartenir à telle ou telle famille qui a été des premières à transformer un coin du Canada sauvage en pays chrétien. Cette lignée les reconforte moralement dans les luttes de la vie, car bon sang ne doit pas mentir. Lorsque l'on reporte sa pensée sur de lointaines origines on se sent plus confiant en soi-même que l'individu isolé au milieu de la foule et venant il ne sait d'où. A l'heure des épreuves, tous nos morts marchent avec nous pour soutenir notre courage et nos résolutions. Comprendriez-vous l'amour

de la patrie, sans cela ? On disait à un chef iroquois de partir avec sa tribu, et d'aller occuper un autre territoire. " Comment ferais-je, demanda-t-il, est-ce que je puis dire à ceux que je laisserais ici, dans la tombe : levez-vous et suivez mes pas ? " Nous devons faire, à notre manière, ce qu'entendait ce barbare dans sa langue figurée. Il faut donc recueillir la partie de l'histoire du passé qui nous touche de plus près, la répandre écrite, imprimée, afin d'en conserver le souvenir car, par la longueur du temps, mille et mille choses sont déjà sorties de la mémoire du peuple, et un jour viendra où personne ne pourra remplir le vide. Nous qui avons été, selon la volonté de Dieu, les pionniers de la terre d'Amérique, aimons à nous le rappeler—ceci est un orgueil non seulement légitime mais louable. En ce genre, il n'y a aucune vanité à nous faire valoir ; c'est bien plutôt une noble fierté qui nous relève à nos propres yeux et dans l'estime des autres. Il est beau, sans doute, de pouvoir dire : " Je suis un ancêtre," il est beau également de comprendre ce qu'étaient nos pères et d'en parler. Ce courant électrique de l'âme qui remonte à travers les générations, inspire le respect de soi-même, même à la vertu, fait les peuples forts. Ne négligeons point de pareils éléments, nous qui avons tant besoin de nous appuyer sur quelque chose, nous qui cherchons à nous perpétuer, pour transmettre à l'avenir la forme et le fond d'une race respectable.

BENJAMIN SULTE

REPONSES

Le Forillon (IV. VII, 487).—La côte nord de la baie de Gaspé se termine par une pointe rocheuse qui s'avance jusqu'à une lieue dans la mer et atteint 700 pieds de hauteur : c'est le Forillon. D'où vient cette appellation et que signifie-t-elle ?

Il y a deux ans dans les pages mêmes du *Bulletin* (1), M. Georges Johnson, chef de la Statistique à Ottawa, et auteur de recherches curieuses sur l'origine des noms de lieux, se déclarait favorable à l'hypothèse émise par M. Thwaites, du Wisconsin, que *forillon* serait un dérivé du verbe *forer*. L'analogie entre le travail du forêt et l'action des eaux sur les rochers, aurait suggéré le nom. Mais y a-t-il lieu dans le cas actuel de recourir à l'hypothèse ? Je ne le pense pas.

Voici ce qu'écrivait Champlain dès 1626 :

“ En ce lieu de Gaspey est une baye contenant de large en son entrée trois ou quatre lieues, qui suit au Norrouest environ, cinq lieues, où au bout il y a une rivière qui va assez avant dans les terres. Les vaisseaux viennent en ce lieu pour faire la pesche du poisson sec, où est un gallay où l'on fait la seicherie des moluës, & un ruisseau d'eauë douce qui se descharge dans la grand'mer, commodité pour les vaisseaux qui vont mouiller l'ancre à une portée de mousquet de ce lieu : & à une lieue du Cap de Gaspey, est un petit rocher que l'on nomme le farillon, esloigné de terre d'un jet de pierre ; ce dit cap est une pointe fort estroite, le terrouër en est assez haut, comme celui qui environne la dite baye, couvert de pins, sapins, bouleaux & autres meschans bois. La pesche est abondante tant en moluës, harans, saumons, macreaux, homars.” (Edition Laverdière, p. 1085).

(1) Voyez vol. IV, pp. 285, 314.

Ce passage de Champlain renferme plusieurs constatations intéressantes :

1° L'orthographe du mot n'est pas "fourillon", comme l'écrit l'abbé Ferland (*la Gaspésie*), ni "forillon", comme on le voit généralement ; mais "farillon."

2° Ce nom à l'origine ne désignait pas comme il l'a fait par la suite, le promontoire même qui termine la côte nord de la baie de Gaspé ; mais simplement "un petit rocher" détaché de ce promontoire, à un jet de pierre du rivage, et à une lieue de l'extrémité du promontoire, ou cap de Gaspé.

3° La baie de Gaspé était dès cette époque un lieu de pêche très fréquenté, où même l'on faisait le séchage de la morue.

Or, le mot *farillon* tel que Champlain nous le donne se trouve dans Bescherelle, Larousse, Littré et la plupart des grands dictionnaires et des encyclopédies. Ouvrez le Bescherelle de 1887 : "Farillon (rad. prob. phare) Pêch. Réchaud dans lequel les pêcheurs allument du feu pendant la nuit pour attirer certains poissons." On trouve également dans les dictionnaires le mot sous une autre forme : "Pharillon (prononcé fa ri.llon), petit phare, en général ; réchaud dans lequel les pêcheurs font un feu de flamme la nuit pour attirer les poissons ; pêche dans laquelle on emploie ce feu."

Un Breton établi au Canada depuis quelques années, M. Lorans, m'informe que dans son pays on nomme *farillous* (ou *pharillons*) les lumières de moindre importance placées sur les îlots à l'intérieur du golfe du Morbihan.

Ainsi *farillon*, diminutif de phare, est très français ; il a plusieurs significations, toutes applicables dans le cas présent. Nous n'avons que l'embarras du choix. Essentiellement, c'est une lumière pour les pêcheurs, destinée à attirer les poissons ou à guider les marins. Dès lors qu'avons-nous besoin de chercher ailleurs ?

LEON GÉRIN

L'ordre sacré et militaire du Saint-Sépulcre. (VI, VIII, 737.)—L'origine de l'ordre du Saint-Sépulcre se perd dans la nuit des temps. Charlemagne, Louis VI, Philippe le Sage, saint Louis, Philippe, roi d'Espagne, animés d'un grand zèle pour la foi catholique, instituèrent à diverses époques de courageux chevaliers, soumis à certaines règles, dans le but de garder et de défendre contre les attaques des infidèles la ville de Jérusalem et le sépulcre de Notre-Seigneur Jésus-Christ ressuscité.

Lorsque Godefroy de Bouillon, à la tête d'une nombreuse armée de croisés, s'empara de Jérusalem et en fut solennellement proclamé roi, il créa parmi ses plus nobles compagnons des défenseurs du Saint-Sépulcre.

Plus tard, le pieux Beudoïn constitua le patriarche de Jérusalem grand maître et chef de cet ordre de chevalerie. Mais Jérusalem retomba entre les mains des infidèles, et son pasteur ayant été obligé de prendre le chemin de l'exil, l'ordre de Saint-Sépulcre lui même sembla menacer ruine.

Les papes, depuis Alexandre VI jusqu'à Benoit XIV, mirent tout en œuvre pour augmenter la dévotion des fidèles envers le Saint-Sépulcre. Pour exciter dans leurs cœurs l'amour pour les lieux saints, ils renouvelèrent les statuts généraux de l'ordre du Saint-Sépulcre, et accordèrent que tant que le patriarche serait forcé de vivre en dehors de son siège, des chevaliers du Saint-Sépulcre pourraient être créés et institués par le gardien du mont Sion et le custode de la Famille Franciscaine dans la terre sainte. Mais il fut décrété que, lorsque le patriarche de Jérusalem serait rétabli sur son siège, ce serait à lui qu'appartiendrait de nouveau, comme dans les temps passés, par concession apostolique, cette institution et création des chevaliers du Saint-Sépulcre.

Lorsque Pie IX rétablit l'église patriarcale de Jérusalem, afin que les chrétiens fussent animés d'un saint zèle pour défendre et étendre la religion catholique dans la terre

sainte, et afin que leur dévouement eût une récompense proportionnée à son mérite, il résolut de relever la dignité de l'ordre du Saint-Sépulcre. Par sa lettre apostolique *Cum Multa* du 29 janvier 1858, après avoir renouvelé les statuts généraux de l'ordre, il constitua qu'il se composerait à l'avenir de trois classes de chevaliers : les chevaliers de 1ère classe ou grand'croix, les chevaliers de 2e classe ou commandeurs et les simples chevaliers.

Les grand'croix doivent être choisis parmi les personnages de premier rang : les princes, tant ecclésiastiques que séculiers, les ministres, les ambassadeurs, les évêques, les généraux d'armée, etc, etc.

La décoration de l'ordre du Saint-Sépulcre consiste en la croix dite de Godefroy de Bouillon, formée de cinq croix en or émaillées de rouge sang. La croix du milieu, à l'exclusion des autres quatre collatérales, doit être potencée. Elle ne doit être surmontée d'aucune couronne en mémoire du pieux Godefroy de Bouillon, qui refusa de porter la couronne royale là où la tête du Sauveur avait été ceinte de la couronne d'épines. Cette croix est supportée par un ruban de soie moirée noire.

Les grand'croix ont seuls le droit de porter la plaque d'argent ornée de la croix. Ils la portent suspendue à une grande bande de soie noire moirée et mise en écharpe de l'épaule droite au flanc gauche ; les commandeurs portent la croix suspendue en sautoir par un ruban de moindre dimension ; les simples chevaliers la portent en format plus petit et suspendue à la boutonnière.

L'uniforme est commun aux trois classes, quant à la forme et à la couleur, drap blanc avec cuirasse, collet, parements noirs, plus ou moins ornés, selon le grade.

Les conditions requises pour obtenir la croix du Saint-Sépulcre sont :

1° Profession et pratique de la religion catholique jointe à une conduite honorable et irréprochable.

2° Noblesse de naissance ou au moins une position sociale telle qu'on puisse vivre *more nobilium*.

3° Importance de mérites personnels acquis par des services rendus à la religion, surtout en terre sainte.

Tout chevalier, lorsqu'il est admis, doit verser dans le trésor de l'ordre une offrande, exclusivement destinée au maintien du patriarcat, de ses missions et de toutes les œuvres confiées à son administration.

Les devoirs des chevaliers du Saint-Sépulcre sont :

1° Vivre en bon chrétien, évitant tout ce qui pourrait être une tache pour le nom de chevalier de Jésus-Christ. De plus, ne cesser de se livrer à la pratique des bonnes œuvres et à l'acquisition de toutes les vertus, afin de se montrer de jour en jour plus digne de l'honneur qu'on lui a fait, et faire resplendir davantage en sa personne, la dignité de la religieuse milice dont il porte les insignes.

2° S'appliquer avec zèle et dévouement au soutien et au développement du catholicisme en Terre-Sainte, particulièrement dans le but de défendre et conserver les droits des catholiques sur les Lieux Saints.

Chevaliers grand'croix :—Mgr J.-Thomas Duhamel, Ottawa, 1882 ; Comte de Premio-Réal, Québec (1).

Chevaliers commandeurs :—E. Lefebvre de Bellefeuille, Montréal ; Dr J.-E. Landry, Québec ; Hon. A. C. P. R. Landry, Québec.

Chevaliers :—L.-A. Huguet-Latour, Montréal, 1881 ; U.-E. Archambault, Montréal, 1882 ; Edward Murphy, Montréal, 1882 ; P.-P.-E. Smith, Québec, 1882 ; F.-R.-E. Campeau, Ottawa, 1883 ; Jean-Elie Martineau, Québec ; Hon. Dr C.-E. Casgrain, Windsor, Ont ; S. Bingham, Ottawa,

(1) M. le comte de Premio-Réal reçut son diplôme d'investiture, à Rome.

1897 ; Heney, Ottawa ; Hon. George Couture, Lévis ; Martineau, Fall River, E. U ; Dr Berthelot, Montréal ; Clément Vincelette, Beauport ; François Kirouac, Québec ; J. A. Langlais, Québec.

P.-G. R.

Le suicide sous le régime français. (II,V,201.)

—Sous l'ancienne loi française, on traînait les cadavres des suicidés sur la claie.

Vers 1682, un habitant de Beauport du nom de Lefebvre fut trouvé mort dans sa grange. La justice fit une espèce d'enquête, et sa mort fut attribuée au suicide. En conséquence, son corps fut traîné sur une claie, et ensuite exposé à la voirie.

R.

Le général James Murray. (III, VII, 336.)—

“ Notre premier gouverneur anglais, le général James Murray, devint lord Elibank, à la mort de ses frères.” C'est là une erreur que je vois imprimée pour la centième fois.

Il y a eu dix barons Elibank : 1° Patrick Murray, mort en 1650, remplacé par son fils ; 2° Patrick Murray, mort en 1661, remplacé par son fils ; 3° Alexander Murray, mort en 1687, remplacé par son fils ; 4° Alexander Murray, mort en 1735, remplacé par son fils ; 5° Patrick Murray, mort en 1778, remplacé par son frère ; 6° George Murray, mort en 1785, remplacé par son neveu (fils de Gideon Murray, troisième fils du quatrième baron) ; 7° Alexander Murray, mort en 1820, remplacé par son fils ; 8° Alexander Murray, mort en 1830, remplacé par son fils ; 9° Alexander Oliphant Murray, mort en 1871, remplacé par son fils ; 10° Montolieu-Fox-Oliphant Murray, baron Elibank actuel.

James Murray, notre gouverneur, était le cinquième fils de Alexander Murray, quatrième baron Elibank.

James Murray se maria deux fois. Il eut plusieurs enfants de son second mariage. Une de ses petites-filles, lady Trollope, vit encore à Londres.

P.-G. R.

Samuel de Champlain. (V, II, 583.)—Champlain, qui a pris la particule *de* assez tard, y avait-il droit ?

Oui, sans aucun doute.

Il s'en est abstenue tant qu'il n'y a pas eu droit ; mais devenu possesseur de la terre de Champlain, à la mort de son père, il a indiqué cette possession en se disant *Sieur de Champlain*.

Je tâche de donner des preuves ?

Le fondateur de Québec était-il noble, annobli ou roturier ?

Je conclus qu'il a été au moins annobli.

Cette conclusion est tirée des lois et des usages de l'époque, ainsi que des contrats, actes, commissions qui concernent Champlain.

On sait qu'en France la noblesse s'acquerrait de sept manières, entre autres par la possession, pendant quelques générations, d'*offices ou de charges nobles*.

Or, on considérait comme tels les offices qui donnaient au titulaire le droit de se qualifier de *chevalier*, d'*écuyer*, de *noble homme*.

Loyseau (*Des Ordres de la Noblesse*) désigne quelques-unes de ces charges, v. g. celles de *maréchal des logis*, de *gouverneur de ville*.

Champlain peut encore prétendre à la noblesse *graduelle*, ou noblesse *a patre et avo*.

L'usage et les lois avaient établi que lorsque l'aïeul et le père avaient successivement possédé un office noble, le petit-fils avait, en raison de cette possession, acquis la noblesse qu'il pouvait désormais transmettre à ses descendants.

Après avoir étudié et développé ces différents points, je passe à l'examen des actes et des commissions qui concernent Champlain, et je tire la conclusion que j'ai indiquée plus haut.

L'ABBÉ HOSPICE VERREAU

Jean d'Estrées, vice-roi de la Nouvelle-France. (VI, IX, 742).—Jean d'Estrées naquit en 1624, à Estrées, près d'Arras ; il était fils du maréchal François Annibal, marquis de Cœuvres et duc d'Estrées.

Il servit d'abord dans l'armée de terre, comme volontaire et reçut bientôt un brevet de colonel d'un régiment d'infanterie. En 1648, on le trouve sous les ordres du grand Condé ; l'année suivante, promu au grade de maréchal de camp, il prend part aux guerres civiles de la Fronde et passe sous le commandement de Turenne. Il n'avait encore que trente et un ans quand il fut nommé lieutenant général des armées.

En 1668, il était à la tête d'un escadre destinée à se rendre en Amérique pour s'opposer aux ravages que les Anglais exerçaient dans les possessions françaises du nouveau monde.

A son retour en 1669, il fut élevé au grade de vice-amiral du Ponant.

En 1670, il reçut l'ordre d'aller visiter les comptoirs européens de la côte occidentale d'Afrique. Son père étant mort cette même année, il prit alors le titre de duc d'Estrées.

En 1672, il commandait l'escadre blanche à la bataille de Southwold (7 juin 1672) et soutint avec valeur le choc de l'avant-garde hollandaise aux ordres du lieutenant amiral BanKaert, mais il fut accusé par les Anglais d'avoir reçu et exécutée les ordres de Louis XIV, qui lui aurait enjoint, disait-on, de ne pas trop se compromettre et de se tenir sur la défensive plutôt que d'agir avec vigueur ; au reste, cette accusation ne paraît pas être absolument dénuée de fondement.

A la bataille de Walcheren, livrée en 1673, il commandait le corps de bataille de l'armée combinée de France et d'Angleterre contre la Hollande. Il eut successivement affaire à Ruyter et à Corneille Tromp et son attitude fut infiniment plus décidée que l'année précédente. Une troisième bataille eut lieu le 14 juin 1673, et d'Estrées fut exposé au feu des ennemis, sans être appuyé par les Anglais ; enfin, le 11 août de la même année, dans une nouvelle bataille, qui resta indécise comme les trois précédentes, d'Estrées commandait l'avant-garde et se trouva de nouveau en face de Ban Kaert. Les Hollandais firent des efforts incroyables et les deux escadres anglaises se trouvèrent un instant dans une position critique ; mais d'Estrées vint à leur secours et leur épargna certainement une défaite.

En 1676, le vice-amiral d'Estrées proposa au roi de diriger une expédition contre les colonies hollandaises de l'Amérique ; mais son projet ne reçut qu'une exécution tardive, et les Hollandais eurent le temps de s'emparer de la ville de Cayenne, de l'île Tabago et purent ravager les îles de Marie-Galante et de Saint-Domingue avant que notre flotte intervint. Ce ne fut que le 6 octobre de la même année que d'Estrées quitta Brest avec sept vaisseaux et trois frégates ; le 8 décembre, il mouillait devant Cayenne, jetait 800 hommes à terre, dont il prenait lui-même le commandement et enlevait la ville l'épée à la main.

Il se rendit ensuite à la Martinique où il fut informé que le vice-amiral Beisko avait mouillé devant Tabago et que des forces considérables avaient été réunies pour la défense de la place. Le 12 février, d'Estrées quitta la Martinique, après avoir augmenté son escadre de trois bâtiments. Il vint jeter l'ancre en dehors de la rade de Tabago. Ayant appelé ses capitaines en conseil, il fut décidé que l'attaque de la ville aurait lieu simultanément par terre et par mer.

Le 20 du même mois, l'escadre appareilla ; malheureusement, le vaisseau l'*Intrépide*, en effectuant son appareillage, toucha sur une roche, et il fallut suspendre le mouvement. Le 21, les troupes de marine furent mises à terre, mais le feu des vaisseaux hollandais les empêcha d'agir sérieusement. Enfin, la division entra dans la rade le 3 mars. Le vice amiral hollandais avait disposé ses vaisseaux en croissant et fait construire deux batteries sur le rivage. M. d'Estrées attaqua d'abord l'escadre ; le combat s'engagea de vaisseau à vaisseau dans un espace très-resserré et ne tarda pas à devenir fort meurtrier ; bientôt un vaisseau hollandais sauta, et couvrit de ses débris enflammés le *Glorieux*, monté par d'Estrées, qui dut quitter son navire, que les flammes ne tardèrent pas à dévorer. M. d'Estrées reçut en cette occasion deux blessures graves à la tête, et eut toutes les peines imaginables à gagner la terre, parce que l'embarcation qu'il montait faisait eau de toute part.

Ce combat fut interrompu par la nécessité où chacun se trouvait de s'occuper de son propre salut ; en effet l'incendie avait pris sur presque tous les navires : Les vaisseaux hollandais les *Armes de Leyde*, l'*Etoile d'or*, le *Popinbourg*, le *Sphera mundi*, le *duc d'York* et le *Moine d'or* furent brûlés. Il en fut de même des vaisseaux français le *Glorieux*, le *Marquis* et l'*Intrépide*.

Après un désastre semblable, M. d'Estrées dut renoncer pour cette année du moins à conquérir Tabago ; il fit rembarquer ses troupes, revint à la Martinique et de là fit voile pour la France où il arriva au mois de juin 1677.

Dans le courant de la même année, d'Estrées s'empara des îles d'Orguin et de Gorée sur la côte occidentale d'Afrique. Il se dirigea ensuite vers Tabago et, le 6 décembre, il mouillait dans une baie située à six milles de la ville. La descente des troupes de débarquement s'opéra sans obstacle ; le 12, elles campaient à quatre cents mètres des forts

de la ville, et des batteries furent aussitôt installées. Dès le début du tir une bombe tomba sur la poudrière et détermina une explosion terrible, grâce à laquelle les troupes françaises purent pénétrer dans le fort sans éprouver la moindre résistance. Le vice-amiral Binks avait été tué par l'explosion : la ville capitula et devint possession française.

En mai 1678, d'Estrées voulut compléter son succès en enlevant Curacao. Il se dirigea sur ce point avec quinze vaisseaux et trois brûlots. Mais une catastrophe causée par son inexpérience en navigation fit échouer cette entreprise ; la division entière se jeta sur les récifs des îles Aves ; douze vaisseaux furent complètement perdus ; seuls, les trois bâtiments qui se trouvaient en arrière, eurent le temps de virer de bord. Ils sauvèrent une grande partie des équipages.

En 1681, le roi le nomma maréchal de France. Il conserva néanmoins son titre de vice-amiral du Ponant, dont il obtint la survivance pour son fils Victor-Marie.

En 1686, il fut chargé de bombarder Tripoli. Louis XIV créa la même année la vice-royauté de la Nouvelle-France et la lui donna, ainsi que la croix du Saint-Esprit.

En 1688, les Algériens ayant recommencé leurs hostilités, d'Estrées fut envoyé contre eux et les obligea de nouveau à demander la paix. Ce fut sa dernière expédition. Il fut nommé gouverneur de Bretagne, et rendit de grands services dans cette province en assurant la sûreté des côtes.

Il est mort à Paris, le 19 mai 1707, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

EDOUARD GÉFF

Les ouvrages de M. Faillon. (VI, IX, 747.)— Pour donner une idée de la puissance de travail de M. Faillon, il suffit de faire la simple énumération des principaux ouvrages édités par lui dans un laps de temps relativement restreint :

Vie de M. Démià, supérieur des Sœurs de Saint-Charles—1829.

Vie de M. de Lantages, supérieur du séminaire du Puy—1830.

Histoire des Catéchismes de Saint-Sulpice—1831.

Méthode des Catéchismes—1832.

Coutumier des Catéchismes—1832.

Recueil de Paraboles et de Comparaisons pour les Catéchistes—1822. (2 vols.)

Explication, d'après les Pères, des six jours de la création.—1835.

Notice sur sainte Marie-Madeleine—1835.

Ouvrages de M. Olier revus et annotés—1836. (10 vols.)

Vie de M. Olier—1841. (2 vols.)

Documents sur M. Emery, supérieur de Saint-Sulpice—1845. (2 vols.)

Monuments sur l'histoire et l'apostolat de sainte Marie-Madeleine—1848. (2 vols.)

Vie de la sœur Bourgeois—1854. (2 vols.)

Vie de mademoiselle Mance—1854. (2 vols.)

Vie de madame d'Youville—1854.

Vie de mademoiselle Leber—1854.

Notice sur le séminaire de Baltimore—1854.

Retraite pour le séminaire de Montréal—1854.

Instructions et règlements pour différentes communautés—1854.

Histoire de la colonie française en Canada.—1865 66 (2 vols.)

Vie de la Très Sainte Vierge, tirée des écrits de M. Olier—1866. (2 vols.)

Vie de Saint-Joseph, d'après M. Olier—1866. (2 vols.)

Histoire des premiers apôtres de la Gaule—1868. (2 vols.)

Nouvelle histoire de M. Olier—1870. (3 vols.)

Outre ces ouvrages complètement finis, dont quelques-uns inédits, nous devons mentionner encore beaucoup d'autres recueils de matériaux, qui ne demandaient plus à l'auteur qu'un dernier travail de rédaction ; et tous ceux qui ont connu M. Faillon savent avec quelle facilité et quelle rapidité vraiment incroyables, il pouvait l'accomplir. Ce sont entr'autres :

1° La continuation de l'Histoire du Canada jusqu'à la conquête ; ouvrage pour lequel il avait réuni près de trente volumes in-4 de documents.

2° Une histoire des colonies de Montréal dans l'Amérique septentrionale.

3° Une édition complète des écrits de M. Olier, qu'il avait réunis, collationnés et annotés, lesquels devaient former environ une vingtaine de volume in-4.

4° Plusieurs autres travaux sur différents sujets de morale et de discipline ecclésiastique, règlements et instructions pour les communautés.

5° Explication du Pontifical pour les retraites d'ordination qui se font dans les séminaires de Saint-Sulpice.

6° Un certain nombre de sermons et de sujets d'oraison, universellement admirés dans les différents séminaires où l'auteur avait été employé ;

Enfin, nous pouvons mentionner un grand nombre de lettres ou mémoires, et une correspondance étendue.

Quand on considère l'étendue de ces travaux, on est étonné, en songeant qu'ils sont l'œuvre d'un seul homme ; mais l'étonnement et l'admiration redoublent lorsqu'on pense aux circonstances qui en accompagnaient la production. M. Faillon n'a presque jamais pu s'y appliquer exclusivement, et le plus souvent il lui fallait les mener de front avec les fonctions les plus impérieuses et les plus absorbantes de professeur ou de directeur dans les séminaires.

R.

QUESTIONS

748.—Le comte de Beaujeu, qui accompagna La Pérouse dans plusieurs de ses expéditions, était-il Canadien ?

A. O. C.

749.—N'y a-t-il pas eu deux personnages du nom de Crisacy dans la Nouvelle-France ? En 1696, le chevalier de Crisacy est inhumé à Montréal. Or, en 1707, c'est un M. de Crisacy qui est gouverneur de Trois-Rivières.

T. R.

750.—Où puis-je me procurer une photographie ou un dessin quelconque du monument élevé en l'honneur du général Wolfe dans l'abbaye de Westminster ?

MILIT.

751.—A-t-on conservé la liste des royalistes français qui vinrent s'établir au Canada avec le comte de Puisaye ? Combien de ces royalistes ont fait souche parmi nous ?

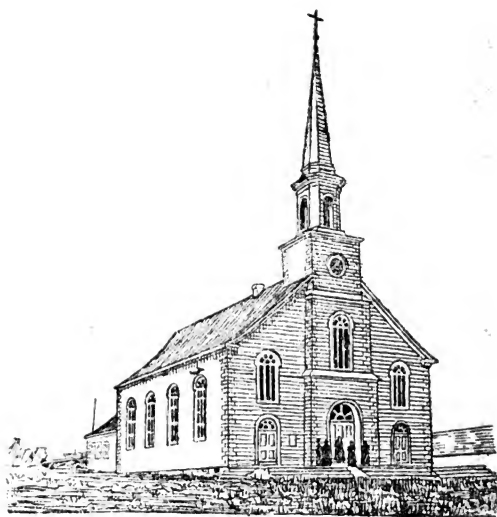
X. X. X.

752.—Nos historiens ne s'accordent pas beaucoup sur les causes qui firent partir sir John-Coape Sherbrooke du Canada avant l'expiration de son terme d'office. Les uns disent que Sherbrooke partit dégoûté du Canada, les autres prétendent que l'état de sa santé, seul, lui fit demander son rappel. Où est la vérité ? Sir John-Coape est-il mort longtemps après son départ du Canada ?

FRO.

753.—A-t-il existé, avant ou après 1821, date de l'usage du *Lauson*, un jeton ou billet de traverse sur les bateaux entre Lévis et Québec, sous forme de pièce ronde en plomb et portant l'inscription "Laurent Chabot" d'un côté, et "Good for four pence" de l'autre ?

NUMISMATE



EGLISE DE SAINT-MAGLOIRE DE ROUX

BULLETIN

DES

RECHERCHES HISTORIQUES

VOL. 6

NOVEMBRE 1900

No. 11

SAINT-MAGLOIRE DE ROUX

La paroisse de Saint-Magloire est située sur le versant sud des Alleghany qui la séparent de la paroisse de Saint-Philémon. La rivière Saint-Jean qui dans cette partie du pays est la frontière entre le Canada et les Etats-Unis borne Saint-Magloire au sud. Cette paroisse comprend les cantons Roux, Bellechasse et Daaquam, dans le comté de Bellechasse, et les cantons Rolette et Panet, dans le comté de Montmagny.

C'est M. Narcisse Beaubien, curé de Saint-Raphaël, qui chanta la première messe à Saint-Magloire le 11 novembre 1860. Quarante personnes assistaient à cette messe. Le lendemain, M. Beaubien planta une grande croix sur la rive nord de la belle et grande rivière Daaquam qui traverse la paroisse. Cette croix est encore debout.

Mgr Baillargeon plaça cette immense étendue de pays sous le patronage de saint Magloire en l'honneur de son premier desservant, M. Magloire Rioux. Saint Magloire, confesseur et pontife, était d'origine française et mourut évêque de Dol, en Bretagne. Sa fête se célèbre le 24 octobre.

En 1867, fut construite la première chapelle. On y célébra la messe pour la première fois le 28 mars 1867. Il y avait alors dans Saint-Magloire 131 âmes.

En 1876, l'église actuelle fut construite. Elle a subi, en 1899, des réparations qui en font une des plus belles églises du comté de Bellechasse.

A M. Rioux, premier desservant, ont succédé comme curés MM. Camille-S. Brochu, 1872-1880 ; Edouard Parent, 1880-1882 ; J.-B.-G. Boulet, 1883-1896, et Théodore Mercier, curé actuel.

P. G. R.

LE PÈRE JOSEPH AUBERY (1)

Joseph Aubery (quelquefois Aubry) né à Gisors le 10 mai 1673 et entré au noviciat des Jésuites à Paris à l'âge de dix-sept ans, étudia la rhétorique, à Louis-le-Grand, sous l'illustre P. Jouvancy, le plus brillant professeur et le littérateur le plus goûté de l'époque. Le disciple était alors d'une timidité extrême, parlant peu et rarement, si bien que ses supérieurs purent se demander quel ministère il serait apte à remplir dans la société. D'un autre côté, ses compositions littéraires révélaient un talent fin et délicat, une facilité d'invention peu commune, beaucoup de jugement. Le religieux se montrait exemplaire ; l'écolier, très laborieux. Le maître s'attacha à ce disciple, en qui sa science des hommes avait su découvrir de riches trésors sous des apparences assez rudes, où rien du dedans n'osait se faire jour.

Le noviciat et la rhétorique terminés, Joseph Aubery demanda les missions de la Nouvelle-France. C'était la solution du problème que se posaient les supérieurs de l'ordre : que faire de ce jeune religieux, dont la timidité paralysait les belles qualités de l'esprit et du cœur ? Et puis, la Providence, dont les desseins sont souvent impénétrables, dirigeait Aubery par ses voies à Elle vers une destinée que les hommes ne pouvaient prévoir.

Arrivé à Québec en 1694, il y professa cinq ans la grammaire, tout en terminant en particulier son cours de philosophie, commencé en France à Louis-le-Grand, et en suivant les cours de théologie du P. Joseph Germain. Ordonné prêtre à l'automne de 1700, il célébra sa première messe dans la petite chapelle de la mission de Saint-François, qui devait être si longtemps le théâtre de son dévouement. (2)

(1) IV, VI, 467.

(2) " Histoire des Abénakis," par l'abbé Maurault, p 498.

Le nouveau prêtre du Canada n'était plus le timide écolier de Paris. Par une singulière transformation, le P. Aubery était devenu entreprenant, presque hardi. Dans les assemblées des sauvages, il parlait avec tant de force et d'ardeur qu'il s'admirait lui-même, dit-il. Le P. Bouvart, supérieur de la Nouvelle-France, l'associa aux pères Rasle et de la Chasse, missionnaires dans les forêts de la tribu abénakise, à Pentagoët et à Norridgewock. Ce champ d'apostolat convenait admirablement au jeune apôtre, qui aimait ce peuple à l'âme française et voulait lui consacrer sa vie. Il conquist vite son estime et son affection, vivant de sa vie sous la cabane et dans ses courses à travers les bois, ne reculant devant aucun danger, ne fléchissant devant aucun obstacle. Il avait du reste une santé de fer. C'est au milieu de ses courses continuelles sur le sol accidenté de l'Acadie, qu'il apprit à connaître le pays ; il en releva lui-même la carte, et indiqua d'une manière précise la ligne de délimitation qui, d'après le traité d'Utrecht, devait séparer au midi du Saint-Laurent, les possessions françaises des possessions anglaises. Ce traité cédait aux Anglais l'Acadie ou Nouvelle-Ecosse, en entier, conformément à ses anciennes limites ; il ne déterminait pas ses limites, les Anglais les déclarant fort incertaines, et allant même jusqu'à prétendre que l'Acadie comprenait, outre la presqu'île, les bassins du Kenebec, de Saint-Georges, du Penobscot et du Saint-Jean, et tout le territoire des Abénakis.

Le P. Aubery, qui connaissait admirablement ce pays et en avait étudié l'histoire, s'éleva contre les prétentions de la Nouvelle-Angleterre, au nom des droits de la France et de l'avenir du Canada. Il envoya au marquis de Vaudreuil, gouverneur général de la Nouvelle-France, sa carte de l'Acadie (1) avec des mémoires motivés, pour bien déterminer

(1) Cette carte se trouve au " Dépôt de la Marine," à Paris.

ce qu'il fallait entendre par ces paroles du traité d'Utrecht : " Le roi très-chrétien cède à l'Angleterre la Nouvelle-Ecosse, en son entier, conformément à ses anciennes limites." Faute de ne pas connaître exactement ces limites, " les Anglais, disait-il, pouvaient nous enlever nos terres, et la Cour pouvait leur céder ce qui n'était aucunement de l'Acadie."

Le 15 novembre 1713, le marquis de Vaudreuil adressa au ministre les mémoires et la carte du P. Aubery. Mais la cour, soit légèreté, soit indifférence, soit désir de ne pas soulever de questions irritantes avec l'Angleterre, refusa d'écouter le missionnaire, lequel conseillait, suivant le traité d'Utrecht, la nomination de commissaires pour le règlement des limites entre les colonies anglaise et française. Quelle fut la conséquence de cette conduite ? Celle-là même que le missionnaire avait prédite. La Nouvelle-Angleterre, qui désirait vivement assujettir les nations abénakises, traita comme lui appartenant un pays qu'on ne lui contestait pas sérieusement, et établit sur leurs terres plusieurs centaines de familles anglaises. C'est le P. Rasle, missionnaire des Abénakis, qui l'apprit au P. Aubery.

Celui-ci, profondément affligé à cette nouvelle, adressa aussitôt au marquis de Vaudreuil un long mémoire, pour lui rappeler ce qu'il avait déjà écrit en 1713, et lui montrer encore une fois à quels abîmes on conduisait la colonie, en permettant aux Anglais de sortir des véritables limites de l'Acadie et d'empiéter sur le territoire français. Si on les laisse faire, disait-il, ils porteront bientôt leurs frontières jusque dans le voisinage de Québec et de Montréal. Le Mémoire se terminait ainsi : " La fixation des limites entre les deux colonies est une affaire qu'il est d'une extrême conséquence de régler au plus tôt, si l'on ne veut pas laisser l'Anglais pendant la paix s'étendre, s'avancer, s'établir dans nos terres, et par là se rendre maître du Canada ; entrepri-

se en laquelle il n'a pu réussir pendant la guerre, et laquelle lui deviendra d'autant plus facile, qu'on ne s'y oppose pas, et qu'on semble ne pas s'en apercevoir."

Ce Mémoire eut le sort des autres. Louis XIV était descendu dans la tombe, et Louis XV régnait sur le trône de France. Le régent, Philippe, duc d'Orléans, dut peut-être se demander de quoi se mêlait le Jésuite du Canada. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'on ne daigna pas l'écouter, et l'on prépara ainsi la perte d'une des plus belles colonies de la couronne de France.

Les historiens de la Nouvelle-France, mêmes ceux qui ne sont pas favorables aux Jésuites, comme Garneau (1), ont rendu justice au P. Aubery. "Ce religieux, est-il dit encore dans le *Panthéon Canadien*, prévint les réclamations du cabinet de Londres trente ans avant qu'elles n'arrivassent. Si le Gouvernement de Paris eut écouté ses sages conseils, il eût évité, peut-être, la guerre qui lui enleva la Nouvelle-France." (2)

Quand le P. Aubery défendait ainsi les intérêts de la colonie française, et avec ces intérêts ceux de la religion catholique dans l'Amérique du Nord, il administrait la chrétienté de Saint-François. Il avait quitté le pays des Abénakis en 1709 pour se rendre dans cette mission, que le P. Vincent Bigot avait dû abandonner pour prendre le gouvernement général des missions de la Nouvelle-France, et où le P. Jacques, son frère, mortellement atteint par une maladie de langueur, devait bientôt mourir en saint. Saint-François devint l'œuvre du P. Aubery : elle eut son cœur et sa vie. C'est là qu'il fut inhumé.

L'auteur de l'*Histoire des Abénakis* dit de ce missionnaire : "Il demeura quarante-six ans à Saint-François. Pen-

(1) "Histoire du Canada," t. II, p. 111.

(2) P. 16.

dant cette période, il exerça toujours les fonctions de son ministère avec un zèle qui ne se ralentit jamais. Aussi sa mémoire est restée en vénération parmi les sauvages. On en parle encore aujourd'hui."

Qui eût dit, du vivant du P. Aubery, que cet apôtre prendrait un jour sa place dans le roman ? En 1791, Chateaubriand, voyageant en Amérique, trouva le souvenir de l'apôtre si cher et si vénéré sous l'humble cabane des tribus indiennes qu'il voulut en faire un des personnages de la romanesque histoire d'*Atala*. Son génie immortalisa ainsi le prêtre à la *longue barbe*, à la *taille élevée*, à la *figure pâle et maigre*, à la *physionomie simple et sincère*, l'*homme des anciens jours*, qui *cheminant seul avec son bâton et son brevi- aire dans le désert*, donnait une véritable idée du *voyageur chrétien sur la terre*. Plus tard, Girodet s'inspirera dans l'*Inhumation* (1) de l'idéale beauté des funérailles d'*Atala*, et ainsi le P. Aubery, déjà célèbre par son laborieux apostolat, par ses études sur la langue et l'histoire des Abénakis, par ses connaissances géographiques de l'Acadie, a été encore immortalisé par le pinceau du peintre et les poétiques couleurs de l'écrivain.

C. DE ROCHEMONTEIX

(1) L' "*Inhumation d'Atala* " (1808), de Girodet, eut un brillant succès.

Lieutenants-généraux de la prévôté de Québec

1o Louis-Théandre Chartier de Lotbinière, 1666-1677 ;
2o René-Louis Chartier de Lotbinière, 1677-1703 ; 3o Claude Bermen de La Martinière, 1703-1710 ; 4o Denis Riverin, 1710-1717 ; 5o André de Leigne, 1717-1744 ; 6o François Daine, 1744-1760.

IGNOTUS

BIBLIOGRAPHIE DES OUVRAGES SUR LA
FLORE CANADIENNE

Canadensium Plantarum, aliarumque nondum editarum Historia. Jac. Cornuti, Doctoris Medici Parisiensis. Parisiis. 1635. 4to, 238 pp. Texte latin. Gravures sur cuivre.

Description des Plantes de l'Amérique avec leurs figures, par le R. P. Chas. Plumier, Religieux minime. Paris. Folio, 108 planches. 1693.

Nova Plantarum Americanarum Genera, authore P. Corolo Plumier, Ordinis Minimorum in Provincia Franciæ, apud Insulas Americanas Botanico Regio. Parisiis, 1703. 4to, 52 pp. Texte latin. 39 gravures sur cuivre.

Catalogus Plantarum Americanarum, par le R. P. Chas. Plumier.

Traité des Fougères de l'Amérique, par le R. P. Chas. Plumier. Folio. 172 planches. Paris. 1705.

Histoire véritable et naturelle des mœurs et productions du pays de la Nouvelle-France, vulgairement dite le Canada, par Pierre Boucher. 1664.

(Cet ouvrage contient une nomenclature de nos plantes.)

Histoire et description générale de la Nouvelle-France avec le journal historique d'un voyage fait par ordre du roi dans l'Amérique Septentrionale, par le père de Charlevoix. 1744. 6 vols.

(Contient une description des plantes les plus communes du pays avec planche pour en désigner l'espèce et la forme).

Mémoire présenté à son Altesse Royale Mgr le duc d'Orléans, Régent de France, concernant la précieuse plante du Gin-seng de Tartarie, découverte en Amérique par le père Joseph-François Lafitau, de la compagnie de Jésus, mission-

naire des Iroquois du Sault St-Louis. Nouvelle Edition. Précédée d'une notice biographique par M. Hospice Verreau, Principal de l'Ecole Normale Jacques-Cartier et accompagné d'un portrait du Père Lafitau, d'un fac-simile de son autographe et de la planche représentant le Gin-seng. Montréal, Sénécal, Daniel & Cie, 1858. Gr. in-12 de 44 pp.

Flore Canadienne ou description de toutes les plantes des forêts, champs, jardins, et eaux du Canada, donnant le nom botanique de chacune, ses noms vulgaires français et anglais, indiquant son parcours géographique, les propriétés qui la distinguent, le mode de culture qui lui convient, etc., accompagnée d'un vocabulaire des termes techniques et de clefs analytiques permettant de rapporter promptement chaque plante à la famille, au genre et à l'espèce qui la déterminent. Ornée de plus de quatre cents gravures sur bois par l'abbé L. Provancher, curé de Portneuf. Québec. C. Darveau. 1862. 2 vols de 842 pp.

Cours Élémentaire de Botanique et Flore du Canada à l'usage des maisons d'éducation par l'abbé J. Moyen, P. S. S., professeur de sciences naturelles au collège de Montréal. 2e édition, revue, corrigée et augmentée par A. Orban, P. S. S., professeur de sciences au Séminaire de philosophie. Montréal, Librairie St-Joseph, Cadieux & Derome. 1 vol. gr. in-8 de 418 pp. Nombreuses illustrations. Cart.

Le verger, le potager et le parterre dans la province de Québec ou culture raisonnée des fruits, légumes et fleurs qui peuvent réussir sous le climat de Québec. Ouvrage orné de gravures sur bois par l'abbé L. Provancher, rédacteur du *Naturaliste Canadien*. Québec. C. Darveau. 1885. 1 vol. in-12 de 332 pp.

Traité Élémentaire de botanique à l'usage des maisons d'éducation et amateurs qui voudraient se livrer à l'étude

de cette science sans le concours d'un maître, par l'abbé L. Provancher, Docteur-ès-sciences, auteur de la " Flore Canadienne " et de divers ouvrages sur l'histoire naturelle. Deuxième édition entièrement refondue et mise en rapport avec le programme du Baccalauréat de l'Université Laval. Québec, J.-A. Langlois. 1884. 1 vol. 168 pp. Cart.

Studies of plant life in Canada or Gleanings from Forest, Lake and Plain, by Mrs C. P. Traill Lakefield, Ont., author of " Backwoods of Canada ", " Canadian Crursœs ", etc., etc. Illustrated with chromo lithographs from Drawings by Mrs Chamberlin, Ottawa. Ottawa, A. S. Woodburn. 1885. 1 vol, 10 x 7. 288 pp.

The Canadian Naturalist, a series of conversations on the natural history of Lower Canada, by P. H. Grosse. Cor. Mem. of the Nat. Hist. Soc. of Montreal and Hist. Soc. of Québec. London John Von Voorst MDCCCXLI. 1 vol. in-12 de 372 pp.

(Cet ouvrage contient quelques descriptions de nos plantes accompagnées de gravures.)

Wild flowers of Canada. Album de 288 planches en couleurs publié en 1892 par le *Montreal Star*.

Monographies de plantes canadiennes, suivies de croquis champêtres et d'un calendrier de la Flore de la province de Québec, par E. Z. Massicotte, avocat, publiciste, secrétaire de l'Ecole Littéraire de Montréal, avec des illustrations par Edmond J. Massicotte. Montréal, C. O. Beauchemin & fils. 1899. 1 vol gr. in-8 de 148 pp.

D'après Løber, qui a fait de longues et consciencieuses recherches sur le pouvoir de l'argent, la valeur du franc était, vers le milieu du dix-septième siècle (1659), environ triple de ce qu'elle est aujourd'hui.

ADRESSE DES PROPRIÉTAIRES ET HABITANTS
DE L'ANCIENNE-LORETTE PRÉSENTÉE À SIR
JAMES-HENRY CRAIG, LE 5 AVRIL 1810 (1)

A Son Excellence Sir James-Henry Craig, Chevalier du très honorable ordre du Bain, Gouverneur en chef du bas et haut Canada, etc., etc., etc., Représentant de Sa très gracieuse Majesté George 3, le meilleur des Rois.

Qu'il plaise à Votre Excellence de vouloir bien recevoir pour Sa Majesté les marques les plus sincères de notre soumission et de notre très profond respect : nos vœux les plus vrais pour sa conservation. Nous ne cesserons jamais de bénir l'Etre Suprême de nous l'avoir donné pour notre Roi ; c'est une marque signalée de sa bonté pour nous. Qu'il lui accorde de longs jours, qui nous sont si chers ! qu'ils durent ces jours, et qu'il durent pour notre bonheur ! A ces témoignages de la plus vive sincérité nous y joignons pour votre Excellence ceux du respect profond et des égards qui lui sont dus. Nous n'avons rien à nous reprocher envers Sa Majesté, ni son gouvernement, qui puisse nous inquiéter. Votre Excellence peut se fier à nos sentimens. Ce sont ceux de la fidélité et de la plus parfaite reconnaissance envers notre Souverain. Sur nos humbles foyers et paisibles sous l'aile bienfaisante de notre bon Roi, pourrions-nous penser autrement ? Que votre Excellence soit bien convaincue que si à notre connaissance il se passait quelque chose qui fût contraire à la fidélité et à la loyauté dues au gouvernement, nous nous empresserions de nous y opposer et de l'en prévenir et nous ne pourrions que désapprouver toute autre conduite à son égard. En agissant ainsi nous ne ferions qu'obéir

(1) Voyez " Histoire du Canada " de Garneau, vol. III, page 134.

à ce que nous recommandent notre Religion, notre attachement inviolable à Sa Majesté, notre devoir, nos intérêts et notre bonheur. Que Votre Excellence veuille bien agréer les vœux que nous faisons pour sa santé, qui, suivant ce qu'Elle a eu la bonté de nous informer, paroîtrait menacer. Elle doit nous être chère, surtout par l'intérêt que Votre Excellence paroît prendre dans certaines expressions de sa Proclamation, à ce qui regarde notre prospérité.

Nous ne saurions faire de meilleures adresses à Votre Excellence. La source de celle que nous lui présentons vient de nos cœurs et cette source est pure.

NOUS PROPRIÉTAIRES ET HABITANTS
DE L'ANCIENNE LORETTE

AUTREFOIS ET AUJOURD'HUI

Lors des premières élections générales qui eurent lieu en Canada (1792), M. Jean-Antoine Panet, élu député de Québec (Haute-Ville), fit, aussitôt après son élection, " distribuer cent louis d'or aux pauvres sans distinction." Aux élections générales suivantes (1796), il annonça, après avoir été proclamé élu, qu'il s'était toujours " opposé à ce qu'il fut donné du rhum ou des cocardes " aux électeurs, mais qu'en revanche il s'engageait à donner cent piastres aux deux filles résidentes en la haute-ville de Québec, qui se mariaient les premières.

C'est le même M. Panet qui fut orateur de la Chambre d'Assemblée du Bas-Canada presque continuellement de 1792 à 1816, et cela sans toucher un sou de la caisse publique.

R.

ST-ULRIC DE LA RIVIÈRE BLANCHE

Dans le canton de Matane, à 9 milles environ à l'ouest du village du même nom, se trouve un petit tributaire du St-Laurent justement nommé la *rivière Blanche* : car ses eaux brisées par une chute d'une quinzaine de pieds et par une série de rapides qui avoisinent son embouchure, sont constamment couvertes d'écume. Il y a plus d'un demi-siècle que la force motrice contenue dans cette rivière fut mise à contribution pour l'industrie du bois. Les deux rives étaient alors couvertes par la forêt vierge. Les bûcherons abattaient les arbres pendant l'hiver, les conduisaient au printemps par la rivière jusqu'au moulin bâti au pied de la chute en 1843 par un M. Lemesurier. Des navires mouillés à quelque distance du rivage prenaient le bois préparé au moulin et le transportaient en Europe. Il se forma donc aux alentours de la scierie un groupement de travailleurs qui fut le germe d'une paroisse future. Dès l'année 1844 arrivèrent plusieurs colons des paroisses voisines : c'étaient MM. Dominique Bouchard, J. B. Beaubien, Joseph-Henri Cinon, Jean Courcy, Martial Courcy, Antoine Desjardins, Simon Ouellet, Edouard Lizotte, Auguste Lamontagne, W. Clark, Jean Léveillé et Simon Michaud. Cette colonie naissante prit le nom de *Rivière Blanche*.

Il n'était pas alors très facile d'arriver jusque là en voiture : les transports se faisaient par la grève. Lorsque le chemin royal eut été tracé le long du fleuve de nouveaux essaims de colons affluèrent à la Rivière Blanche. Il fallut bientôt songer aux intérêts religieux de ces gens trop éloignés de l'église pour s'y rendre facilement. Monsieur le curé de St-Jérôme de Matane, M. Pierre Boucher, vint pendant quelque temps dire la messe dans une maison privée, chez un Monsieur Joseph Desrosiers. Mais le nombre de ceux qui

fréquentèrent la mission, croissant de jour en jour, la construction d'une chapelle devint urgente.

L'embouchure de la Rivière Blanche et une bonne partie de son cours se trouvaient alors comprises dans un grand terrain possédé conjointement par l'honorable juge Ulric J. Tessier et Monsieur Narcisse Faucher. Le 24 février 1853, ces messieurs donnaient par acte notarié à la corporation archiépiscopale de Québec un lot pour y construire une chapelle. Pendant plusieurs années encore, les choses restèrent néanmoins dans le même état. Le 16 avril 1857, Mgr. Chs-Fr. Baillargeon, évêque de Tloa et administrateur du diocèse de Québec, ayant pris en considération la requête des habitants de la Rivière-Blanche en date du 29 octobre 1856, et le procès verbal de son délégué M. Moïse Duguay, curé de Ste-Flavie, autorisa par un décret la construction d'une chapelle dans le canton de Matane. Par une lettre datée du 17 avril de la même année M. P. Boucher, curé de Matane, était chargé de surveiller les travaux. L'édifice devait avoir 45 pieds de longueur sur 33 de largeur. Il était placé sous l'invocation de saint Ulric, confesseur pontife dont la fête se célèbre le 4 juillet. Ce choix était destiné à rappeler la mémoire de l'honorable Ulric-J. Tessier, qui semble avoir eu la principale part dans la donation du terrain mentionnée plus haut. C'est aussi en l'honneur du même personnage que le bureau de poste établi à St-Ulric en 1861, prit le nom de Tessierville.

La nouvelle mission ne demeura pas longtemps attachée à Matane. Dès l'année 1860, Mgr l'archevêque de Québec en chargea M. Dumas, curé de l'Assomption de MacNider (Sandy Bay) qui la desservit jusqu'en 1868. Dans l'intervalle le diocèse de Rimouski fut détaché de celui de Québec (15 janvier 1867). Le 22 septembre 1868, Mgr Jean Langevin, premier évêque de Rimouski, envoyait à St-Ulric, comme missionnaire résidant, Monsieur l'abbé Antoine-Cyprien

Lebel, alors assistant du curé de la cathédrale de Rimouski. Le premier acte inscrit au livre des registres par ce missionnaire est du 6 octobre 1868 : c'est l'acte de baptême de Joseph Dutremble dit Desrosiers, fils de François-Norbert Dutremble dit Desrosiers et de Marielline Ouellet. Le père, la mère et l'enfant étaient encore vivants au mois d'août 1900 et le dernier est devenu lui-même père de famille.

Le 25 décembre 1868, les francs-tenanciers de St-Ulric adressaient une requête à Mgr Langevin pour lui demander d'ériger leur mission en paroisse canonique, ce qui leur fut accordé par un décret du 17 février de l'année suivante. La paroisse s'étend au sud jusqu'au 5ème rang exclusivement. Les autres limites se confondent avec celles du canton de Matane, excepté au sud-ouest où la rivière Tartigou découpe un petit coin de ce canton qui fut annexé à l'Assomption de MacNider. Le décret d'érection civile est du 1er juin 1869.

La fabrique de St Ulric fut érigée le 24 mars 1869. Le 30 mai suivant, eut lieu la première élection de marguilliers. Les premiers marguilliers élus furent MM. Vilbois Gosselin, Octave Lepage et Antoine St-Laurent. Quelques jours plus tard, la nouvelle paroisse recevait pour la première fois la visite de l'évêque, Mgr Langevin. Sa Grandeur profita de la circonstance pour bénir le lendemain, la cloche destinée à la chapelle.

Le 13 septembre 1872, Monsieur l'abbé Joseph-Octave Drapeau était nommé curé de St-Ulric, en remplacement de M. Lebel. Il est resté à ce poste jusqu'à sa mort, le 2 avril 1897. Monsieur Drapeau a présidé à la formation morale de St-Ulric et aux progrès accomplis en cette paroisse pendant un quart de siècle. "Homme énergique et ferme, il fut un administrateur modèle. Avec des ressources relativement faibles, il exécuta des travaux considérables et

et laisse la fabrique dans un état florissant ". Tel est le jugement porté sur Monsieur Drapeau par une personne qui l'a bien connu.

Malgré l'addition d'un jubé en 1868, l'ancienne chapelle était devenue trop petite pour contenir la foule des paroissiens. Le 30 juin 1873, il était donc décidé dans une assemblée de paroisse de construire une église et un presbytère. L'ancien presbytère devait être converti en sacristie. Trois syndics furent élus le 15 février 1874 pour voir à l'exécution des travaux : c'étaient MM. Vilbois Gosselin, Alexis Pelletier et Noël Desrosiers. Ce dernier étant décédé le 18 février 1877 fut remplacé le 13 mai suivant par M. Antoine St-Laurent. La bénédiction de la première pierre fut faite le 2 septembre 1875 par monsieur l'abbé Chs. G. Fournier, curé de Ste-Flavie. L'église fut bénite le 21 avril 1878 par M. A.-C. Lebel, premier curé de St-Ulric. La première messe fut chantée le même jour par Monsieur l'abbé P.-C. Audet, curé de St-Fabien. Les travaux de parachèvement ont été faits de 1888 à 1892 d'après les plans de M. David Ouellet, architecte de Québec. L'entrepreneur fut d'abord M. Dosithée Bernier de St-Thomas de Montmagny, puis M. Alphonse Matte de Rimouski. Il ne manquait que des autels qui fussent en harmonie avec les autres parties de l'église : ils ont été faits et installés cette année même par M. Joseph Villeneuve, de St-Romuald. L'église de St-Ulric est un bel édifice de 110 pieds sur 52. Les murs sont en pierre et l'intérieur en bois. Les décorations sont agrémentées d'or répandu sur fond blanc. Le tout présente le plus jolie coup-d'œil.

Après la mort de M. Drapeau, la paroisse de St-Ulric a été desservie pendant quelques jours par le père Bonaventure, O. M. C., jusqu'à l'arrivée du curé actuel, monsieur l'abbé Joseph-Henri Lavoie.

Il est écrit dans nos saints livres : ante mortem, ne laudes hominem: quemquam (Eccli. XI. 30). Ces paroles nous viennent à l'esprit au moment où nous allons parler de monsieur le curé de St-Ulric, et semblent bien propres à retenir les louanges prêtes à tomber de notre plume. C'est pourquoi nous ne dirons qu'un mot.

L'œuvre de monsieur Drapeau ne pouvait guère tomber entre meilleures mains. *Fortiter in re, suaviter in modo*, telle semble être la devise de monsieur Lavoie, car un heureux mélange de douceur et de fermeté caractérise son administration. Une charité toujours compatissante, une modestie qui cherche l'oubli, une piété pleine d'onction lui attirent l'estime et l'affection de tous ceux qui l'approchent. La prudence et le savoir-faire qu'il déploie sont un gage de succès pour les affaires qu'il entreprend. Les faits accomplis depuis son entrée dans la paroisse en disent plus long que ces quelques lignes.

Encore un mot sur St-Ulric avant de clore cet article. De Sandy Bay à Matane s'étend un terrain d'alluvion d'une couple d'arpents de largeur et limité au sud par une falaise que les flots du St-Laurent ont dû caresser pendant les âges géologiques. L'église de St-Ulric est construite sur cette bande de terre à quelques pieds seulement au dessus du niveau de la marée haute. Le village se déploie sur une seule ligne de chaque côté de l'église. Du haut de la falaise l'on voit au sud une plaine dont la monotonie est interrompue par un joli mont qui dresse à quelques centaines de pieds sa cime verdoyante, et au nord le St-Laurent avec sa vaste nappe d'eau. A l'horizon les côtes du Labrador se laissent voir sous la forme d'une ligne bleue disparaissant brusquement à la pointe des Monts. A droite et à gauche le regard aperçoit une rangée de maisons et le chemin royal qui décrit de grandes courbes pour obéir aux sinuosités du rivage.

La population de St-Ulric est aujourd'hui de 1500 âmes réparties entre 250 familles. Là comme partout ailleurs le fléau de l'émigration s'est fait sentir. Les Etats-Unis ont attiré un grand nombre de familles dont la plupart ne sont pas revenues. Sans cet exode la paroisse compterait au delà de 2000 âmes. Après avoir vue décroître sa population, St-Ulric verra bientôt son territoire amoindri, car une nouvelle mission, future paroisse placé sous le vocable de St Léandre, est en voie de s'organiser dans les rangs les plus éloignés. L'ancienne chapelle, qu'on voit encore debout près de l'église de St-Ulric, sera démolie et les colons de St-Léandre seront heureux d'employer ces reliques du temps passé pour construire une demeure au bon Dieu. Ces débris seront encore pour eux un souvenir de leur *Alma mater*.

E. R.

ORIGINES DE NOMS DE LIEUX

Haut-Canada : On a nommé ainsi le Haut-Canada à cause de sa situation en amont sur le fleuve St-Laurent et sur les lacs d'où il sort.

Fénelon's Falls : Vers le milieu du dixseptième siècle quelques sulpiciens parcoururent à peu près toute la partie de la province d'Ontario située au nord du lac qui porte ce nom. C'est en l'honneur de l'un d'eux, François de Salignac de Fénelon, frère de l'illustre archevêque de Cambrai, qu'un petit village du comté de Victoria, à plus de 100 milles de Toronto, a pris le nom de Fénelon's Falls.

RÉPONSES

Le cure Lefebvre et Pheroïne de Vercheres.
(VI, V, 713.)—Une affaire retentissante eut lieu à Québec, en 1730, entre le curé Gervais Lefebvre, de la paroisse de St-François-Xavier, en la seigneurie de Batiscan, et les sieur et dame de Lapérade.

Le 17 juin 1730, le curé Lefebvre présente une requête à la Prévosté pour faire assigner devant elle les sieur et dame de Lapérade. Il accuse Marie-Magdeleine Jaret de Verchères (l'héroïne Madelon, connue de tous) épouse de Pierre-Thomas Tardieu, écuyer, sieur de Lapérade, lieutenant d'une compagnie des troupes du détachement de la marine et seigneur en partie du fief et seigneurie de Ste-Anne, d'avoir malicieusement et témérairement formulé et porté à Monseigneur l'évêque de Samos, des plaintes injurieuses et diffamatoires contre son caractère, son honneur et sa réputation, à savoir :

1o D'avoir composé et chanté des litanies burlesques que la dite dame a remises à Mgr l'évêque, où la religion, la pureté et la charité sont également blessées par les termes impies, obscènes et diffamatoires dont elles sont remplies.

2o D'avoir tenu des discours trop libres devant plusieurs personnes et d'autres injurieux à la réputation de la dame Laperade et à celle de sa famille.

3o D'avoir engagé une femme à faire un faux serment, qui lui a porté un très notable préjudice, sous promesse de lui en donner l'absolution, et d'avoir rendu publiques toutes ces choses.

L'affaire est fixée au 14 juillet suivant. Le 26 juin, l'élection de domicile a lieu. Le curé Lefebvre établit le sien chez le sieur Louis Dunière (aussi Gunière), bourgeois de Québec, rue Notre-Dame, et le sieur de Lapérade chez

Richard Testu, sieur de la Richardière, capitaine de port, demeurant rue de la Montagne, son gendre.

Le 10 juillet, le curé Lefebvre part de Batiscan pour Québec, en canot, avec deux hommes, pour comparaître à la Prévosté.

Le 14 juillet, les parties sont admises à faire preuve de leurs dires.

Le 28 juillet, l'évêque de Québec dépose au greffe les pièces relatives à cette affaire.

Le 29 de juillet commence l'enquête. Du côté des sieur et dame de Lapérade, furent assignés : Daniel Partail, sieur de Genron, âgé de 33 ans, venu au Canada par lettre de cachet, comme cadet dans les troupes ; Marie-Anne Leveau de Langy, âgée de 24 ans, son épouse ; Joachim de Saquespee, écuyer, sieur de Voispreux, âgé de 29 ans, venu ici lui aussi comme cadet dans les troupes, et que le curé Lefebvre dit s'être marié à la gaumine délit pour lequel il aurait été mis au cachot par M. de Vaudreuil ; Louis Trottier de Labissonnière, âgé de 25 ans et Arnoul Balthazar Pollet, âgé de 30 ans, qui tous s'accordent à dire qu'ils ont entendu le curé Lefebvre proférer certaines parties des susdites litanies burlesques et rapportent en outre une foule d'autres propos plus que grivois qu'il aurait tenus devant eux.

Du côté du curé Lefebvre, les personnes suivantes furent assignées : Messire Bertrand de la Tour, doyen du chapitre, demeurant au séminaire, âgé de 30 ans ; Nicolas-Thomas Langlois, valet de chambre de Mgr l'évêque de Québec, âgé de 30 ans, et Messire Thierry Hazeur, prêtre chanoine, âgé de 46 ans, qui fit défaut et fut condamné à 6 livres d'amende, " au paiement de laquelle somme il sera contraint par saisie de son revenu temporel, ce qui sera exécuté nonobstant oppositions ou appellations quelconques ". Il fut assi-

gné à paraître de nouveau, le 2 d'août, sinon, qu'il sera fait droit sur la réquisition du dit sieur Lefebvre.

Messire Bertrand de la Tour dépose que dans le mois de mars dernier, la dame Lapérade est venue le trouver dans le parloir du dit séminaire pour lui demander justice en qualité d'official, sur plusieurs " chefs de plaintes " qu'elle disait avoir contre le sieur Gervais Lefebvre, prêtre, curé de Batiscan, lesquels elle exposa fort au long, " et que luy déposant luy ayant répondu qu'avant de commencer une affaire de cette conséquence, il souhaitait prendre les ordres de Mgr qui était pour lors à St-Joachim, et qu'il pria la dite dame de vouloir attendre son retour, ou prendre la peine d'aller voir Sa Grandeur à St-Joachim." La dite dame se retira et alla en effet, peu de temps après, à St-Joachim, où elle formula ses plaintes à Monseigneur.

Messire de la Tour ajoute que Mgr étant revenu de St-Joachim, lui dit qu'il était à propos d'écrire au sieur Lefebvre, afin que, s'il était innocent il eût à se justifier, ou à réparer le scandale, s'il était coupable, ce que le déposant fit sans retard.

Nicolas-Thomas Langlois, valet de chambre de Monseigneur, dépose qu'il n'a autre connaissance de l'affaire dont il s'agit, sinon qu'étant avec Mgr l'évêque qui était à la promenade, pour lors à St-Joachim, dans le chemin du Roy, il vit une calèche où était la dame Lapérade, accompagné du sieur Portail, laquelle, dès qu'elle aperçut Mgr l'évêque, s'écria plusieurs fois—Mgr, je vous demande justice—à quoi Mgr lui répondit : Entrez madame en votre voiture, et donnez-vous la peine de venir chez moi où nous parlerons d'affaire, ce lieu n'étant pas propre pour cela."

Le chanoine Thierry Hazeur dépose qu'il a connaissance de ce que le sieur Portail et la dame Lapérade ont dit au sujet du sieur Lefebvre. Outre les plaintes déjà mentionnées dans la déposition de Messire Bertrand de la Tour, il

ajoute leur avoir entendu dire ce qui suit :—“ que le sieur Lefebvre avait fait un faux écrit en France pour empêcher Monsieur le Marquis de Vaudreuil d'être pendu ; et que le dit sieur Lefebvre avait engagé le dit sieur Portail à se marier à la gomme ”.

Le 3 août, nouvelle enquête, où sont entendus comme témoins par addition du sieur Lefebvre, les sieurs François Landron, orfèvre, rue de la Montagne, âgé de 44 ans ; Michel Rivard, de Batiscan, âgé de 43 ans, et François Herby, fils de François, habitant de Batiscan, âgé de 21 ans.

Landron dépose qu'il ne sait rien positivement de l'affaire dont il s'agit, mais que s'étant trouvé le 21 du mois dernier au presbytère de Batiscan avec le curé Lefebvre, il vint un nommé Pollet, notaire et sergent du lieu, qui signifia le départ de la dame Lapérade pour Québec ; que le dit Lefebvre demanda à cet homme si ce n'était pas lui qui l'accusait d'avoir fait les litanies dont il est question, à quoi le dit Pollet répondit que non ; qu'il était vrai qu'il les avait mises par écrit, qu'il en avait entendu une partie ; que le dit Lefebvre lui ayant demandé en quoi consistait cette partie des dites litanies qu'il avait écrite et entendue, le dit Pollet lui aurait répondu quelques badineries, dont le déposant ne se souvient point ; que le dit Lefebvre lui ayant encore demandé s'il n'avait pas écrit le restant de ces litanies, le dit Pollet lui aurait répondu qu'il l'avait fait de l'ordre de la dame Lapérade et de la compagnie qui était avec elle ; qu'étant obligé d'écrire tout ce qu'on lui demandait, il n'avait fait aucune difficulté de le faire en cette occasion, etc.

Michel Rivard dépose qu'il n'a pareillement aucune connaissance de l'affaire, sinon qu'il a ouy dire au nommé Pollet qu'il avait écrit les litanies en question, la dame Lapérade les lui ayant dictées à l'exception du mot B. qu'il n'avait point voulu écrire, etc.

François Herbé dépose qu'étant il y a environ un mois à parler avec le sieur Portail, de l'affaire des litanies, le déposant demanda au dit Portail s'il était vrai qu'il eût donné un certificat à la dame Lapérade qu'il avait entendu chanter au dit Lefebvre les litanies. Il lui répondit d'abord que non, qu'un moment après, lui ayant parlé d'autres choses, il lui redemanda encore s'il n'avait pas donné ce certificat, à quoi le dit Portail lui répondit, sans aucune explication— " je me f. de cela, j'ai toujours eu mes vingt-cinq minots de bled ".

Dans les reproches de côté et d'autres contre les témoins entendus, surgissent toutes sortes de détails intimes qu'il serait trop long de rapporter ici. Le sieur Lapérade prétend que la déposition de Messire Bertrand de la Tour ne peut être acceptée, car s'il est vrai que sa femme s'est adressée à lui en l'absence de Monseigneur, ce n'était que comme à un supérieur ecclésiastique revêtu d'un caractère sacré, auquel la religion enseigne de s'adresser dans les peines de ce genre, pour empêcher de plus grands scandales. Au témoignage de Landron " qui prend souvent martre pour renard " Lapérade objecte qu'il est pitoyable de voir que l'on se sert d'un tel témoin pour rapporter des conversations comme celles qu'il croit avoir entendues, quand il est bien connu que le témoin est sourd " comme un pot " et incapable de rien comprendre à une conversation ordinaire.

Aux dépositions de Rivard et de Herbé, il objecte qu'étant tous deux les engagés et domestiques du dit sieur Lefebvre, que ce sont eux qui l'ont mené et ramené en cette ville et qu'enfin ils sont à ses gages et à son pain ; auquel le curé Lefebvre répond qu'ils ne sont engagés pour lui, ni au mois, ni à l'année ; mais bien seulement pour le mener en canot quand il a besoin d'eux.

Le 22 août, le lieutenant général civil et criminel de la Prévosté, Pierre André, écuyer, sieur Deleigne, se prononce

comme suit : " Parties ouïes ensemble le Procureur du Roy ; nous avons appointé et appointons les parties en droit à écrire et produire dans les délais de l'ordonnance, dépens réservés ".

L'on produisit de côté et d'autres des plaidoyers assez habilement tournés, surtout du côté du curé Lefebvre, dont l'un des principaux arguments fut qu'il était surprenant de voir les dits sieur et dame Lapérade se déchaîner avec tant de passion et imputer tant d'infamies à un prêtre qu'ils ont toujours honoré de leur confiance et qu'ils ont généralement choisi pour leur directeur ainsi que pour toute leur famille. " Etait-il possible qu'ils se fussent adressés au dit sieur Lefebvre par préférence à leur propre curé, s'ils l'eussent connu coupable des excès dont ils l'accusent " ?

Je ne connais pas la conclusion de cette affaire mais je crois avoir vu quelque part que le curé Lefebvre réussit à obtenir une condamnation quelconque contre ses détracteurs qui en auraient appelé ensuite au Conseil.

PHILÉAS GAGNON

Maisons de la Trinité. (VI, VIII, 738.)—La maison de la Trinité à Québec et à Montréal, à l'instar des sociétés du genre en Angleterre et dont elles étaient les copies, avaient pour but la protection du commerce maritime ; la gouverne et l'octroi de licences de pilotes ; constructions de phares, bouées, etc. Ces maisons ont été établies en Canada par actes de la législature provinciale, et leur abolition date de 1872. Leurs fonctions sont maintenant du ressort du ministère de la marine, à Ottawa. Je puis ajouter que la première maison de la Trinité a été reconnue officiellement en 1514 par charte royale de Henry VIII, mais la maison de Deptford, ainsi honorée, existait déjà depuis un certain temps.

RÉGIS ROY

Les freres Crisasy. (VI, X, 749.)—Ce nom s'est orthographié de différentes manières : Crisasy, Crisasi, Crisaci, Crisacy, Cresassy, Cresasy, Cressassy, Grisassy, Grisalsy.

Il y a eu deux personnages du nom de Crisasy dans la Nouvelle-France. Ils étaient frères. Originaires de Messine, Sicile, ils étaient cousins germains du prince de Monaco et appartenaient à une des plus illustres et des plus puissantes familles d'Italie. Ils s'étaient révoltés contre leur prince légitime dans le soulèvement de la Sicile, qui menaça d'enlever ce royaume au roi d'Espagne. Tous deux avaient été des premiers à se déclarer pour le roi de France.

Lorsque les troubles eurent été pacifiés, ils ne purent obtenir ou n'osèrent demander leur grâce à Sa Majesté Catholique et se virent dépourvoir de tous leurs biens qui étaient considérables.

Les frères Crisasy crurent pendant quelque temps que le roi de France s'intéresserait à leur faire rendre leur fortune ou les emploierait d'une manière convenable à leur naissance et à leurs services. Mais ils furent trompés dans leur attente et se virent réduits à accepter, chacun, une compagnie d'un détachement de la marine qui partait pour la Nouvelle-France.

Le marquis Antoine de Crisasy, l'aîné des deux frères, se rendit très utile en 1692, en déjouant les complots de huit cents Iroquois qui avaient formé le projet de se jeter sur la colonie.

En 1696, dans l'expédition de Frontenac contre les Iroquois, il eut la garde, au lac Onondaga, du fort où étaient renfermées les provisions de l'armée.

Il succéda, en 1702, à François Prévost, en qualité de gouverneur de Trois-Rivières. Il garda ce poste jusqu'à sa mort arrivée à Trois-Rivières le 6 mai 1709.

Le marquis de Crisasy avait épousé, à Québec, le 17 février 1700, Marie-Claire, âgée de quinze ans, fille du procureur-général Ruette d'Auteuil. Cette union fut de courte durée, car, cinq ans plus tard le 9 octobre 1705, la mort ravissait au marquis sa jeune épouse.

Le cadet, Thomas de Crisasy, qui était chevalier de Malte, fut, dans la Nouvelle-France, le bras droit de Frontenac.

Avec M. de Vaudreuil, le capitaine de Mino et le jeune LeMoine de Bienville, il livra bataille, en 1690, aux Onneiouths, à Repentigny, et les défit.

C'est le chevalier de Crisasy qui, en 1692, secourut Mlle de Verchères attaquée par une bande d'Iroquois.

En 1694, il fut chargé par Frontenac de relever Cataracoui, ce qu'il fit avec une habileté qui lui valut les plus grands éloges. Le gouverneur et l'intendant firent valoir son mérite à la Cour, mais inutilement. La douleur de voir ses services méconnus le conduisit au tombeau.

Le chevalier de Crisasy mourut à Montréal le 1er mars 1696. Son acte de sépulture a été conservé. Il se lit comme suit : " Avons inhumé dans le chœur de l'église de cette paroisse, le corps de frère Thomas Crisasy, chevalier de Malte, capitaine d'une compagnie d'un détachement de marine, etc. En présence du marquis de la Grois et de M. Tonty, capitaines."

Charlevoix a rendu un beau témoignage au chevalier de Crisasy : " On ne savait ce qu'on devait le plus admirer en lui, écrit-il, ou de son habileté dans la guerre, ou de sa pénétration dans le conseil, ou de sa conduite dans les entreprises, ou de sa présence d'esprit dans l'action."

R.

Les prisonniers de la bataille des Plaines d'Abraham. (VI, IX, 742.)—En rapportant l'issue de la première bataille livrée sur les Plaines d'Abraham, et la

chute de Québec, dans la journée du 13 septembre 1759, nos historiens portent à 1000 le nombre des combattants canadiens et français, tués et blessés, y compris les 250 soldats faits prisonniers.

Quel fut le sort de ces 250 hommes ? L'histoire ne dit pas un mot sur le traitement qu'il subirent. Cependant nous avons été assez heureux pour découvrir un document original et inédit qui nous renseigne sur cette question. C'est le témoignage de liberté donné par Alexis Dumontier à la veuve d'un nommé Alexis Gagné dit Belavance, afin de lui permettre de se remarier. Voici ce témoignage :

“ Nous, Alexis Dumontier, demeurant à la Pointe-à-La-caille (Saint-Thomas de Montmagny), certifions en notre âme et conscience, ce qui suit :

“ 1o Qu'après avoir été faits prisonniers à Québec, le 13 septembre 1759, avec quantité d'autres Canadiens, nous avons été mis dans un transport tous ensemble quelques jours, et qu'après, nous avons été divisés pour être remis dans d'autres bâtiments.

“ 2o Que tous les Canadiens prisonniers ont été passés en revue deux ou trois fois devant que de passer en Angleterre, et qu'après les dites revues ils ont été tous embarqués sur des vaisseaux de guerre et conduits à Plimouth.

“ 3o Qu'étant arrivés à Plimouth, on nous a fait tous débarquer et conduire en prison où nous sommes restés quatre mois, et après les dits quatre mois, nous avons été conduits à Dieppe, port de France.

“ 4o Qu'étant arrivé à Dieppe, avec tous les prisonniers, Mr Lacolombière-Lacorne m'a chargé de faire une liste de tous les prisonniers canadiens, que j'ai faite très exactement, sans en omettre aucun.

“ 5o Que Alexis Gagné dit Belavance, de la paroisse de Saint-Pierre, Rivière du Sud, mon parent, n'a point paru

parmi les prisonniers, dans les revues qui ont été faites en Canada, devant que d'embarquer sur les vaisseaux pour aller à Plimouth, ni en arrivant à Plimouth, ni à Dieppe, quand Mr Lacolombière-Lacorne a fait faire la liste de tous les prisonniers Canadiens, ce qui est une preuve qu'il est mort dans le combat, comme je le pense.

“ En foy de quoy j'ai signé le vingt-trois février, mil sept cent soixante et quatre.

“ Alexis Dumontier ”

MGR CYPRIEN TANGUAY

Le mot canadien “ tire ”. (IV, II, 422.)—La fête de sainte Catherine est toujours un événement dans la province de Québec. Ce jour-là, les familles se réunissent, et l'un des agréments de la soirée est d'étirer la *tire*. D'où vient ce mot canadien de *tire* ? On dit que ce bonbon fut ainsi nommé par la bienheureuse Marguerite Bourgeoys, première supérieure des sœurs de la Congrégation de Notre-Dame.

La bonne religieuse aurait inventé le bonbon du pays, pour attirer à elle les petits sauvages qu'elle voulait instruire, et comme les jeunes indiens s'y laissaient prendre comme des oiseaux à la glu, sœur Bourgeoys aurait baptisé le sucre ainsi préparé et qui attirait si bien, du nom de *tire*.

R.

Les noms des Longueuil. (III, XI, 381.)—Charles LeMoyne, fondateur de Longueuil, malgré l'attachement qu'il avait pour la Nouvelle-France, n'oublia pas la Vieille-France. Lorsqu'il fut anobli, il prit le nom de Longueuil d'un village de Normandie, aujourd'hui chef-lieu de canton, dans l'arrondissement de Dieppe.

Tous ses fils, moins Jacques, sieur de Sainte-Hélène, qui prit son nom de l'île Sainte-Hélène, en face de Montréal,

dont son père était propriétaire, se donnèrent des noms qui rappelaient aussi la patrie de leur père.

Charlevoix croit que Pierre LeMoynes prit le nom qu'il devait illustrer de celui d'un sous-secrétaire d'état de la marine du nom de d'Iberville qui était en fonction lorsque le jeune LeMoynes commença sa carrière et le protégea. La chose n'est pas impossible, mais nous croyons plutôt que LeMoynes emprunta le nom d'Iberville au chef-lieu de ce nom à la Haie, dans la châtellenie d'Hotot de Dieppe.

Paul LeMoynes emprunta son nom de Maricourt d'une commune située à quelques milles d'Amiens.

François se fit appeler sieur de Bienville en souvenir de la commune de Bienville, qui fait aujourd'hui partie du département de l'Oise.

Le nom de Sérigny adopté par Joseph LeMoynes remémore la commune de Sérigny, près de Bellême.

Louis, sieur de Châteauguay, n'aurait-il pas pris son nom de la commune de Châteauguay, à quelques lieues de Riom ?

Il y a près de Dieppe une commune qui porte le nom de Assigny. Gabriel, sieur d'Assigny, le lui emprunta.

P.-G. R.

Les appointements de nos gouverneurs. (IV, X, 518.)—En 1647, M. Louis d'Ailleboust, sieur de Coulonge, qui devait être gouverneur-général de la Nouvelle-France un an plus tard, étant passé en France, réussit à faire opérer des modifications importantes dans l'administration de la Nouvelle-France. Les appointements du gouverneur-général qui étaient de 25,000 livres, furent réduits à 10,000 ; par contre ceux des gouverneurs particuliers de Montréal et de Trois-Rivières furent fixés à 3,000 livres.

R.

Sir John-Coape Sherbrooke. (VI, X, 753.)—Garneau nous apprend que Sherbrooke avait demandé son rappel à cause de sa mauvaise santé. Une note trouvée dans les papiers de ce gouverneur donne raison à notre historien. " Il a plu à la Providence de m'envoyer une grande affliction. Comme je revenais de ma marche, entre deux et trois heures, je fus soudainement saisi d'une attaque de paralysie qui me priva de l'usage de mes membres, et qui rendit nécessaire mon retour en Angleterre pour me faire soigner. J'ai en conséquence envoyé ma résignation, et le 28 juillet j'ai été remplacé par le duc de Richmond."

Sir John-Coape Sherbrooke vécut encore douze ans après son retour en Angleterre. Il s'était retiré au village de Calverton, entre Nottingham et Southwell.

Lorsque Mgr Plessis passa en Angleterre en 1819 il ne manqua pas d'aller présenter ses hommages à cet ancien ami du Canada. Il était infirme, raconte-t-il, mais conservait une mémoire exquise, un jugement très-sain, et un cœur ouvert et loyal ; le vieux général aimait toujours le Bas-Canada et s'intéressait au bonheur du pays, plus vivement qu'on n'aurait pu l'attendre d'un homme complètement retiré des affaires. Après une conversation prolongée, Mgr Plessis se sépara du général, avec la douloureuse pensée qu'il ne reverrait plus ce bienveillant ami du Canada.

Sherbrooke mourut en 1830, et fut inhumé dans le caveau de sa famille à Oxtou. L'épithaphe suivante préparée par lui-même fut placée dans l'église du village de Calverton :

" Sacred to the Memory of General Sir John Coape Sherbrooke, G. C. B., Colonel of the 33rd Regiment of Foot. He died on February 14, 1830, aged sixty-five years. And his remains are deposited in the family vault at Oxtou, in this County."

P.-G. R.

QUESTIONS

754.—La route qui conduit de La Prairie à Saint-Jean est appelée le "Chemin de Saint-Jean", et est très ancienne.

Qui pourrait me dire quand ce chemin a été fait et par qui ?
S. A. M.

755.—Sous l'ancien régime à quoi correspondait le grade de *garde de la marine* ?
CURIO

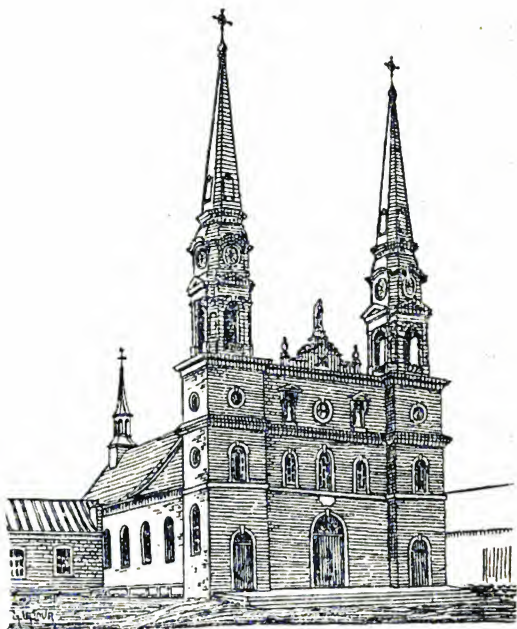
756.—On voit que Bigot, notre dernier intendant français, fut commissaire-ordonnateur au Cap-Breton puis à Louisbourg. Quelles étaient alors les attributions du commissaire-ordonnateur ?
FOX

757.—"Les ennemis de notre foi voulaient alors (1784) mettre à la tête des affaires ecclésiastiques, soit le dominicain Taylor, soit le récollet Kilder, personnages presque entièrement perdus de caractère." Quels étaient ces personnages ?
RIP.

758.—Quel était ce capitaine Michel Blais dont il est si souvent fait mention dans les récits de l'invasion américaine de 1775 ?
C. O. B.

759.—Quelqu'un pourrait-il donner des renseignements sur l'arpenteur Sullivan qui exerçait sa profession à Wotton et dont les rapports d'arpentage se terminent en 1809 ? Cette question est demandée au point de vue généalogique.
E. L.

760.—En 1743 ou 1744, il y avait un père récollet du nom de Simple Boquet à Trois-Rivières. Mgr Tanguay ne mentionne pas ce religieux dans son *Répertoire*. Quelques-uns des lecteurs du *Bulletin* possèdent-ils quelques notes sur le père Boquet ?
FRANCE



L'ANNONCIATION DE NOTRE-DAME DE BONSE-
COURS DE L'ISLET

BULLETIN

DES

RECHERCHES HISTORIQUES

VOL. 6

DÉCEMBRE 1900

No. 12

L'ANNONCIATION DE NOTRE-DAME DE BONSECOURS DE L'ISLET

La paroisse actuelle de l'Islet fut concédée en deux seigneuries.

La première, de une lieue de front sur deux lieues de profondeur, touchant par son extrémité nord-est à la seigneurie de Port-Joly, fut concédée le 17 mai 1677 à Geneviève Couillard, veuve du sieur du Tertre. Dans certains actes de notaires, cette seigneurie est appelée *l'Islet Saint-Jean* ; d'autres la nomment tout simplement *Saint-Jean*.

L'autre concession, bornée à son extrémité nord-ouest par la seigneurie de Vincelotte (Cap Saint-Ignace) fut accordée par l'intendant Duchesneau, le 1er juillet 1677, au sieur Jean-François Bélanger. Elle contenait environ une lieue et demie de front sur deux lieues de profondeur. On désigna la seigneurie de Bélanger sous le nom de *Bonsecours*.

Au pied du quai actuel de l'Islet, placé à huit arpents de l'église, il y a, à l'est, un rochers'élevant à une quarantaine de pieds environ au-dessus du niveau des hautes marées. Ce rocher a un peu plus de quatre arpents de longueur sur cent-cinquante pieds de largeur. Autrefois, il se trouvait entièrement entouré des eaux du fleuve. Il formait alors une petite île, un îlet, mot que l'on prononçait *flette*. Ce nom servit d'abord à désigner la seigneurie de la veuve du Tertre. Plus tard il s'étendit à la paroisse formée des deux seigneuries de l'Islet et de Bonsecours.

La situation avantageuse et la fertilité du sol de ces deux seigneuries y attirèrent aussitôt des colons. En 1701 on trouve déjà sur les domaines de la veuve du Tertre et du sieur Bélanger une vingtaine de familles. On y voit des Bélanger, des Rouleau, des Cloutier, des Larouche, des Marchand, des Langelier, des Lavergne, des Fortin, des Lessard, des Caron, des Leclerc, etc., etc.

Les courageux colons de Bonsecours et de l'Islet reçurent dès l'origine de leur établissement la visite du missionnaire envoyé par l'évêque de Québec. Il est bien probable que le ministre de Dieu célébrait les saints mystères dans la maison du seigneur Bélanger, mais il n'en est pas fait mention dans les notes restées dans les archives de la paroisse.

La première église de l'Islet fut construite en 1700, à l'endroit où se trouve aujourd'hui la chapelle des morts, à l'entrée du cimetière. Ses dimensions étaient bien modestes : vingt-cinq pieds par vingt.

Cette église ne contenait que onze bancs. Quoique les paroissiens fussent alors peu nombreux, onze bancs ne pouvaient suffire à ceux qui venaient assister aux offices. Mais il leur restait la ressource qu'on n'a pas perdue dans la plupart des églises du pays, celle d'entendre la messe debout dans les allées ou en arrière des bancs.

C'est M. Louis Mathieu, premier curé du Cap Saint-Ignace et desservant de Bonsecours, qui fit bâtir ce petit temple. (1)

En 1721-1722, à l'endroit même qu'occupe l'église actuelle, la deuxième église de l'Islet fut construite. Elle mesurait soixante-douze pieds de longueur par vingt-cinq pieds

(1) Cette église, qu'on désigna longtemps sous le nom de chapelle des congréganistes, fut démolie en 1852. Avec la pierre qu'il en retira, M. le curé Delage fit construire le solage de la chapelle adjointe au pan nord-ouest de l'église. Cette chapelle peut contenir aisément deux-cent-cinquante personnes. Elle n'a été terminée qu'en 1883.

de largeur. Il y avait un retrait de dix pieds à l'entrée du chœur, cinq pieds de chaque côté. On y mit quarante-un bancs.

Elle fut bâtie sous la direction de M. Pierre Leclair, desservant de Bonsecours et du Cap Saint-Ignace.

En 1768, la deuxième église de l'Islet fut entièrement démolie pour faire place au temple actuel.

Il fut construit par le curé Hingan. Il mesurait à l'origine cent-vingt pieds de longueur par cinquante-six de largeur.

En 1830, M. le curé Bourget l'agrandit de quarante pieds. Il éleva deux belles tours ayant saillie sur la façade et sur les côtés, chacune se terminant par des clochers assez jolis. C'est aussi à cette époque que fut construit le petit clocher qui est encore sur le rond-point. Dans chacun de ces trois clochers M. Bourget plaça une cloche dont le son était bien agréable mais un peu faible. Le carillon rendait les notes sol, la, si.

La façade un peu mesquine de 1830 fut considérablement agrandie et embellie en 1884 et les clochers des tours furent entièrement refaits. On donna les cloches, l'une à l'église de Saint-Cyrille et les deux autres à celle de Saint-Eugène. De nouvelles cloches fabriquées par MM. Mears & Cie., de Londres, pesant ensemble 4086 livres, furent installées à leur place.

En 1898, on a construit des galeries latérales et on a fait toilette nouvelle à l'intérieur et à l'extérieur de l'église.

Le chauffage avec poêles est disparu en 1898 et 1899, et on a installé deux fournaies, l'une à vapeur pour l'église et l'autre à eau chaude pour la grande chapelle et la sacristie.

Dans le cours de la belle saison de l'année 1900, la Fabrique a fait construire un quai magnifique avec plate-forme et terrasse. On y a commencé des plantations d'arbres d'a-

monument qui seront le boulevard Bonsecours—c'est le nom qu'on a donné à ces terrassements—le plus joli endroit de l'Islet.

À la fin de décembre 1899, la population de l'Islet était de 2264 âmes. Il y avait 1849 communicants. Le nombre des familles était de 421, dont 181 de cultivateurs.

Lorsque la paroisse de Saint-Engèle fut définitivement formée, en 1874, de deux rangs retranchés à l'Islet, il restait dans cette dernière paroisse 2100 communicants.

On voit que la population a considérablement diminué dans le dernier quart de siècle. Peu de familles sont allées s'établir sur des terres nouvelles; presque toutes sont retournées dans les États-Unis ou dans les grandes villes du Canada.

LES MISSIONNAIRES DE L'ISLET

M. Thomas-Joseph Morel (1679-1683). Il arriva à Québec le 28 mai 1680. Prêtre du séminaire de Québec, cet infatigable missionnaire desservit la côte de Beaupré et l'île d'Orléans jusqu'en 1687, puis avec le même zèle il fit les missions au sud du fleuve Saint-Laurent de Québec à la Rivière Ouelle jusqu'après 1675.

Le premier acte fait dans le plus ancien registre de l'Islet est daté du 3 juillet mil six cent septante neuf et est signé par M. Morel. Le dernier acte des registres de l'Islet signé par M. Morel est du 3 janvier 1683.

Dans l'automne de 1687, M. Morel fit une mission à Champlain. Il descendit à Québec dangereusement malade, et mourut le 23 novembre suivant. Son corps repose dans la cathédrale de Québec dont il était un des chanoines.

R. P. Claude Moireau (1686). Le récollet Claude Moireau ou Moreau—il se servait des deux orthographes—arri-

va au Canada le 10 septembre 1671. Il fut successivement missionnaire à Trois-Rivières, à la Rivière Saint-Jean (1675) et à la Pointe-aux-Trembles.

De décembre 1686 à mai 1688, le P. Moireau desservit le Cap Saint-Ignace et l'Islet. On ne trouve qu'un acte de lui dans les registres de l'Islet. Il est daté de décembre 1686.

En 1690, le P. Moireau se rendit au Cap-Santé. Il mourut le 16 octobre 1705.

R. P. Louis Ober (1688). Le P. Louis Ober, récollet, arriva au pays le 31 mai 1680.

Il était en 1688 missionnaire de la côte sud, en bas de Québec. Il y a deux actes du P. Ober dans les registres de l'Islet. Ils sont tous deux de 1688.

Le P. Ober retourna en France en septembre 1700.

M. Jean Pinguet (1690-1692). M. Pinguet naquit à Québec le 8 décembre 1655. Il était fils de Noël Pinguet et de Marie-Madeleine Dupont. Il fut ordonné prêtre le 21 décembre 1680. Nommé chanoine à l'érection du chapitre de Québec, M. Pinguet desservit d'abord la Pointe-aux-Trembles.

De 1690 à 1692, il desservit le Cap Saint-Ignace et l'Islet. Les registres de cette dernière paroisse contiennent trois actes de M. Pinguet, l'un du 28 avril 1690, l'autre du 27 août 1691 et le dernier du 21 juin 1692.

M. Pinguet fut curé de Beaumont de 1698 à 1704. Il mourut au séminaire de Québec, dont il était membre, le 20 mars 1715. Ses restes reposent dans la cathédrale de Québec.

M. Louis Mathieu (1699-1701). M. Mathieu, qui appartenait au diocèse de Paris, était sous-diacre lorsqu'il arriva à Québec. Il fut ordonné prêtre le 16 février 1698.

Il desservit en même temps le Cap Saint-Ignace, dont il fut le premier curé en titre, l'Île-aux-Grues, où il baptisa un

jeune Anglais captif des Sauvages, et l'Islet. La chapelle de Bonsecours de l'Islet n'était alors qu'une annexe de la cure du Cap Saint-Ignace. M. Mathieu a commencé à l'Islet le troisième registre le 17 août 1699, et il le continua jusqu'au mois de février 1701.

M. Mathieu repassa en France en octobre 1720.

R. P. Rodolphe Dubus (1701-1702). Le récollet Rodolphe Dubus arrivé au Canada en juin 1699, desservit, en 1701 et en 1702, le Cap Saint-Ignace et l'Islet. Le dernier acte signé par le P. Dubus dans les registres de l'Islet est du 27 septembre 1702.

Il mourut le 7 octobre 1737.

R. P. Pierre LePoyvre (1702-1704). Le P. LePoyvre, récollet, né à Rheims, le 10 avril 1669, arriva à Québec le 1er juillet 1696. Il desservit successivement les paroisses de Beaumont, de Saint-Michel et du Cap Saint-Ignace. En 1702, il était supérieur des Récollets à Trois-Rivières.

Du 11 novembre 1702 au 18 octobre 1704, il était à l'Islet.

En 1721, il desservit Sainte-Anne de la Pérade et l'année suivante il était missionnaire à Chambly. Il fut trouvé mort dans sa chambre trois heures après avoir dit sa messe le 19 février 1741. Il portait, nous dit le *Mortuologe des Récollets*, la bonne odeur de Jésus-Christ au-dedans et au dehors.

R. P. Philippe Rageot (1704-1707). Le récollet Rageot était fils de Gilles Rageot et de Madeleine Morin, et il naquit à Québec le 11 juin 1678. Il reçut l'onction sacerdotale le 24 juillet 1701.

Le P. Rageot desservit d'abord le Cap Saint-Ignace et l'Islet. Il tint les registres de cette dernière paroisse du 27 décembre 1704 au 25 septembre 1707.

Il fut ensuite curé du Cap-Santé puis de Kamouraska (1709) où il mourut le 21 septembre 1711.

M. Yves Le Riche (1707-1712). M. Le Riche arriva dans la Nouvelle-France le 22 juin 1701. Il fut d'abord missionnaire chez les Abénaquis, puis desservit la Baie Saint-Paul de novembre 1701 à juillet 1706.

Nommé curé du Cap Saint-Ignace en 1707 il en repartit en 1712. C'est pendant son séjour au Cap Saint-Ignace que M. Le Riche desservit l'Islet. Il a signé les actes du 3 décembre 1712 au 14 mai 1714.

M. LeRiche partit du Cap Saint-Ignace pour aller prendre possession de la cure de Saint-Laurent, île d'Orléans. En novembre 1729, il était nommé chanoine du chapitre de Québec. Il mourut le 16 décembre 1755, à l'Hôtel-Dieu de Québec, et fut inhumé dans la cathédrale de Québec.

M. Charles Hazeur-Dessonneaux (1712). Il naquit à Montréal le 17 avril 1683 du mariage de Léonard Hazeur, marchand, et de Marie-Anne Pinguet. Ordonné prêtre en 1706, il fut nommé, quatre ans plus tard, curé de Berthier.

En 1712, il donna ses soins aux habitants de l'Islet.

En janvier 1715, son évêque lui donnait la desserte de Saint-Thomas. Il y mourut le 6 juin suivant.

R. P. Yves Godard (1712-1714). Le P. Godard, récollet, arriva au pays le 6 juin 1709.

De 1712 à 1714, il desservit le Cap Saint-Ignace et l'Islet. Il a signé les registres de l'Islet du 3 décembre 1712 au 14 mai 1714.

Il mourut le 6 mars 1734.

M. Jean-Baptiste Dugast (1714). M. Dugast né à Montréal le 15 juillet 1684, fut ordonné prêtre à Québec le 22 avril 1714.

Il fit une mission au Cap Saint-Ignace et à l'Islet du mois de juin au mois d'août 1714.

Il fut ensuite chargé de la mission de Saint-François du Lac, où il mourut le 9 mars 1763.

M. Pierre Leclair (1714-1722). Né en 1687. M. Leclair fut ordonné prêtre à Québec le 7 octobre 1714.

Du 7 novembre 1714 au 13 septembre 1722, il desservit le Cap Saint-Ignace et l'Islet.

En 1747, on trouve M. Leclair missionnaire à Saint-Joseph et à Sainte-Marie de la Beauce. Il mourut curé de Saint-Vallier le 26 novembre 1761. Il fut inhumé dans l'église de cette paroisse.

R. P. Maurice Imbault (1722-1723). Le récollet Imbault arriva au Canada le 26 juillet 1716. Il desservit Saint-Anne de la Pocatière en 1719.

Du 8 novembre 1722 au 4 septembre 1723, le P. Imbault desservit le Cap Saint-Ignace et l'Islet.

Il retourna ensuite à Sainte-Anne de la Pocatière. Il mourut le 12 février 1758.

R. P. Simon Foucault (1727-1741). Le P. Foucault, récollet, fut ordonné prêtre le 18 décembre 1723.

Il desservit le Cap Saint-Ignace, l'île-aux-Grues et l'Islet du 20 novembre 1727 au 10 octobre 1741.

Le P. Foucault mourut à Montréal le 9 octobre 1747.

M. Louis-François Soupiran (1741-1744). M. Soupiran était le fils du docteur Soupiran et il naquit à Québec le 26 février 1706. Ordonné prêtre le 23 septembre 1730, il fut, l'année suivante, chargé des cures de Sainte-Anne de Beau-pré et du Château-Richer.

M. Soupiran desservit l'Islet du 23 octobre 1741 au 6 juin 1744.

Il mourut le 8 juillet 1745.

LES CURÉS DE L'ISLET

M. Joseph-Romain Dolbec (1745-1767). M. Dolbec né à Québec le 10 mars 1717 fut ordonné prêtre le 23 septembre

1741. Il fut nommé, la même année, curé du Cap Saint-Ignace.

En 1745, M. Dolbec fut nommé à la cure de l'Islet et chargé en même temps de la desserte de Saint-Jean Port-Joli. Il est le premier prêtre qui ait pris le titre de curé de l'Islet. Ses prédécesseurs, dont les premiers avaient toute la côte du sud à desservir, signaient simplement *missionnaires*.

En 1767, M. Dolbec prit possession de la cure de l'Anges-Gardien, qu'il garda jusqu'à sa mort le 10 décembre 1777. Il est inhumé dans l'église de l'Hôpital-Général de Québec.

M. Jacques Hingan (1767-1779). M. Hingan, né à Avranches le 6 février 1729, était fils de Jean Hingan et de Jeanne Jamany. Il fut ordonné prêtre à Québec le 17 novembre 1753. L'année suivante, il était nommé curé des Grondines, qu'il quittait, en 1762, pour aller à Saint-Jean Deschaillons.

C'est en 1767 que M. Hingan fut nommé curé de l'Islet avec la desserte du Cap Saint-Ignace où il fit bâtir l'église en 1777.

En 1779, il prenait la cure de Saint-Jean Port-Joli.

Il mourut à l'Islet le 19 août de la même année. Il est le premier prêtre inhumé à l'Islet. Lors de l'inhumation de M. Bourget, en février 1833, ses ossements furent trouvés près de la fenêtre du côté sud du chœur, entre le mur de l'église actuelle et celui de l'ancienne.

M. Paul-Ambroise Bédard (1779). Tous les actes des registres de l'Islet, du 5 avril 1779 au 6 octobre de la même année, sont signés "Bédard, ptre, desservant du Cap Saint-Ignace et de l'Islet". C'est probablement M. Paul-Ambroise Bédard, ordonné prêtre le 17 août 1777. Il mourut le 28 octobre 1780, à l'âge de vingt-six ans. Ses restes reposent dans la chapelle du séminaire de Québec.

M. Jacques Panet (1779-1829). M. Jacques Panet, frère

de Mgr Bernard-Claude Panet, naquit à Québec le 14 février 1754. Il fut ordonné prêtre le 29 mai 1779.

Le 11 octobre de la même année, M. Panet fut nommé curé de l'Islet, poste qu'il conserva jusqu'au 7 octobre 1829. En abandonnant le ministère, M. Panet ne quitta pas l'Islet. Il y demeura jusqu'à son décès, le 23 mai 1834. Il fut inhumé sous la marche du maître autel.

M. Pierre Bourget (1829-1833). M. Pierre Bourget était le frère aîné de Mgr Ignace Bourget. Il naquit à Saint-Joseph de Lévis, le 13 août 1786, et fut ordonné prêtre le 4 juin 1814. D'abord vicaire à Saint-Hyacinthe, il fut nommé en 1816 curé de Sorel, puis, l'année suivante, de Châteauguay, et, en 1822, de l'Isle-Verte et de Trois-Pistoles.

Le 11 octobre 1829, M. Bourget prenait possession de la cure de l'Islet. Il y mourut le 20 février 1833. Il fut inhumé dans le chœur de l'église, près de la fenêtre du côté de l'épître.

M. François-Xavier Delège (1833-1881). M. Delège-dit-Lavigneur, né au Cap-Santé, le 20 décembre 1805, fut ordonné prêtre le 6 juillet 1828. Il fut d'abord vicaire à Saint-Louis de Kamouraska.

Le 1er octobre 1832, il allait vicaire à l'Islet sous M. Bourget qu'il remplaça à sa mort, le 20 février 1833, d'abord comme desservant jusqu'au 1er octobre de la même année, puis comme curé. M. Delège résigna sa cure le 1er octobre 1881 pour prendre un repos bien mérité. Il se retira à l'Islet où il mourut le 12 août 1887. Il repose dans le sanctuaire, à l'endroit qu'il avait fait préparer dix-sept ans auparavant, sous le prie-Dieu du prêtre, du côté de l'épître, entre l'enceinte de l'ancienne église et celle de l'église actuelle.

M. Charles-David Bacon (curé actuel). M. Bacon est né à Saint-Pierre de la Rivière-du-Sud le 1er mars 1840, du mariage d'Antoine Bacon et de Marie-Madeleine-Ange Four-

nier. Il fut ordonné prêtre à l'Islet, le 31 juillet 1864, avec M. Charles-Engène Frenette, curé de Saint-Jean Port-Joli. M. Bacon a été successivement professeur au collège de Sainte-Anne de la Pocatière, desservant de Saint-Pierre de la Rivière-du-Sud (1873), curé de Notre-Dame de La Terrière (1876) et curé de Berthier-en-bas (1879).

En 1887, son évêque le nommait curé de l'Islet. M. Bacon est un prédicateur éloquent, un administrateur habile. Avec des ressources limitées il a fait beaucoup. Le couvent et l'Académie Commerciale, œuvres de son prédécesseur, ont trouvé en lui plus qu'un protecteur. Il a été, pour ainsi dire, le second fondateur de ces deux institutions. Les paroissiens de l'Islet, — est-il nécessaire de le dire ? — vénèrent leur bon curé.

P.-G. R.

LA FAMILLE DE MONTENACH

Charles-Nicolas-Fortuné de Montenach, écuyer, vint au Canada en 1811 avec le régiment de Meuron dans lequel il était lieutenant. Il était d'une famille patricienne de Fribourg, Suisse, et descendait des anciens barons de Montenach, dont l'origine remonte au douzième siècle.

M. de Montenach épousa, à Montréal, en 1815, Marie-Elisabeth Grant, sœur du cinquième baron de Longueuil, fille du capitaine David-Alexandre Grant et de Marie-Charles-Joseph LeMoynes, baronne de Longueuil.

En octobre 1830, M. de Montenach fut élu député d'Yamaska. Malgré son court séjour à la Chambre d'Assemblée il y occupa une place distinguée.

M. de Montenach mourut à Montréal, le 24 mai 1832, et fut inhumé à Longueuil, dans l'église, où nous voyons un

marbre à sa mémoire, et portant cette inscription : (1)

Hic jacet
Vir Genere ac Virtute Nobilis
Carolus, Nicolatus, Fortunatus
De Montenach
Dominus de Perreville
Friburgi, in Helvetiâ
E patriciâ gente ortus
In hac regione
Clarissimæ Domine Carolæ Le Moine
Baronissæ de Longueuil
Gener
Quem probitate, peritiâ, zeloque bono publici
Conspicuum,
Cives comitatibus Yamaskensis
Suum in Committis Provincialibus Delegatum
Elegerunt,
Ubi Regis ac populi Jura Concionibus,
Ac suffragiis acquâ constanciâ defendit.
Dilectissimæ conjugî,
Filiis, amicis ac Bonis omnibus.
Multum flebilis,
Obiit
Marianopoli, Die XXIV Maii, A. D. MDCCCXXXII,
Annos natus quadraginta et menses novum
Et in hac sepulchrali capellâ
Familie de Longueuil
tumulatus
Die XXVIII ejusdem mensis
Requiescat in Pace.

(1) Cette sépulture dans l'église catholique de Longueuil était de droit réservée à la famille de Montenach, branche catholique de la famille de Longueuil, par privilège spécial dans l'acte de vente par madame la baronne de Longueuil à la fabrique de Longueuil du terrain de l'église actuelle, 6 août 1809.

A la mort de la baronne de Longueuil, sa mère (1841), madame de Montenach hérita de la seigneurie de Belocil, dont elle jouit jusqu'à sa mort, survenue à Montréal, le 8 juin 1870. Elle avait 78 ans et 11 mois et demi. En elle s'éteignait l'un des rejetons de la plus vieille noblesse du pays. Elle fut inhumée dans l'église de Longueuil le 14 juin 1870. Une pierre érigée à sa mémoire porte l'inscription suivante :

In hoc signo vinces

Ici

Reposent les cendres de
Marie-Elisabeth Grant,
Veuve de feu
C.-N.-F. de Montenach,
décédée à Montréal,
le 8 juin 1870,
âgée de 79 ans,
regrettée par ses amis,
pleurée par ses enfants.

Sistite qui transitis, et orate.

Par ses qualités éminentes, plus encore que par l'éclat de sa lignée, madame de Montenach mérite d'être rangée parmi les intelligences d'élite.

D'un esprit brillant et solide, enjouée dans la conversation, juste dans ses appréciations, dévouée pour ses amis et charitable pour l'infortune, modeste et sans prétentions, sympathique, versée dans les affaires, qu'un veuvage de trente-huit ans la força d'étudier, tout à la fois énergique et douce, ce beau type de la femme noble n'a jamais donné que des exemples de simplicité et de vertu.

Nous ne saurions mieux faire connaître les mérites de

cette dame qu'en citant ce qu'en dit M. de Gaspé, dans ses *Mémoires* :

“ Si je ne craignais de blesser la modestie de madame de Montenach, fille de feu madame la baronne de Longueuil, je dirais qu'une jeune demoiselle de l'âge de madame de Selby et sa cousine, partageait autrefois avec elle l'opinion publique sur l'esprit brillant dont elles étaient toutes deux douées ; que celle que l'on entendait causer la dernière faisait oublier les saillies de sa rivale absente, etc.”

De son mariage, madame de Montenach laissa quatre enfants, trois filles et un fils.

L'aînée, Emma, née à Montréal, en 1816, épousa, le 1er mars 1832, à Montréal, le capitaine Pritchard, du 52^e régiment. Il prit sa retraite avec le grade de colonel, après avoir été décoré d'une médaille d'honneur pour ses services, et pour les glorieuses blessures qu'il avait reçues dans la guerre de la Péninsule. Résidant à Montréal où son épouse mourut le 29 juin 1848, il avait eu d'elle deux enfants, Emma, née à Québec, le 14 septembre 1844 (elle épousa le comte Quiqueran de Beaujeu), et Charles qui entra dans l'armée en 1856, et mourut à Gibraltar. Il était lieutenant au 55^e régiment, et avait fait la campagne de Crimée.

La deuxième des filles de madame de Montenach, Wilhelmine-Dudding, née à Québec en 1817, épousa à Longueuil le 14 octobre 1833, M. Olivier-Joseph-Elzéar Perrault de Linière, (1) fils aîné de l'honorable Jean-Olivier Perrault, mort en 1827, juge de la Cour du Banc du Roi à Québec, et de Louise-Marie Taschereau.

De ce mariage naquirent cinq enfants : mademoiselle Marie-Victoria-Harlinc, née le 9 juin 1844, à Montréal, est la seule survivante.

(1) Ainsi appelé du nom de l'un de ses fiefs, et en mémoire de son oncle maternel, le colonel Linière.

M. Perrault mourut à Montréal, le 27 janvier 1870, et fut inhumé à Longueuil, dans l'église, à la place réservée à la famille de Montenach ; sur la pierre érigée à sa mémoire, nous lisons :

Ici
Reposent les cendres de
Olivier J. E. Perrault de Linière,
Epoux de
M. W. Dudding de Montenach,
Décédé à Montréal,
Le 27 janvier 1870,
âgé de 64 ans.
Priez pour lui.

Madame Perrault se remaria en secondes noccs à Fribourg, le 4 septembre 1871, à l'honorable Thomas Ryan, lieutenant-colonel et sénateur de la puissance du Canada. Né en 1808, à Balinakill, comté de Kildare, Irlande, l'honorable M. Ryan, vint encore jeune au Canada, où il se voua aux opérations commerciales. Il faisait partie de la maison " Ryan et Frères ", à Montréal et à Québec. Il se retira d'affaires en 1863, avec une belle fortune. Elu conseiller législatif pour la division Victoria, il siégea ainsi jusqu'à la Confédération. Il fit partie de la commission nommée par le gouvernement pour ouvrir des relations commerciales dans divers pays, et comme tel fut envoyé aux Indes, au Mexique et au Brésil. En 1867, il fut appelé à la charge de sénateur de la puissance du Canada par proclamation royale.

L'honorable Thomas Ryan mourut le 25 mai 1889. Sa veuve lui survit.

Lors de son second mariage madame Ryan était devenue co-propriétaire de la seigneurie de Belœil avec son frère, le major Théodore de Montenach, à la mort de sa mère, ma-

dame de Montenach (1870). Elle devint seigneuresse et propriétaire de la même seigneurie de Bekeil en entier à la mort de son frère, le 13 octobre 1885.

Madame Ryan eut une fille, qui épousa Edward Smythe, capitaine au 30^e régiment. Le capitaine Smythe mourut à Montréal en 1878 et fut inhumé dans l'église de Longueuil avec la famille de Montenach.

La troisième fille de madame de Montenach, Marianne, née à Montréal, en 1818, y épousa le lieutenant-colonel Whyte, du 7^e hussard. Ils allèrent résider sur leur domaine en Irlande.

Le quatrième enfant de madame de Montenach, Charles-Théodore, était né à Longueuil, le 20 novembre 1821. Appartenant à une race de militaires, il se consacra, jeune encore, à la carrière des armes, où il se distingua par sa bravoure et son intrépidité.

Après un court passage dans une école élémentaire anglaise, il passa en Angleterre pour achever ses études dans la célèbre institution de Stonyhurst, dirigée par les pères Jésuites. A peine âgé de dix-huit ans, fort et robuste, il put, grâce à la protection d'un ami de la famille et d'un ancien administrateur intérimaire du Canada, sir James Kempt, occupant alors une charge élevée au ministère de la guerre, obtenir une commission d'enseigne dans le 15^e régiment d'infanterie.

Le colonel de son régiment se trouvait être lord Charles Wellesley, fils cadet du duc de Wellington.

Après avoir été successivement en garnison dans plusieurs villes d'Angleterre et d'Irlande, il reçut un jour l'ordre de partir pour les Indes et de se rendre à Colombo, capitale de l'île de Ceylan ; île immense, couverte d'impénétrables forêts, au sein de la flore la plus variée en couleur, et produit d'une puissante végétation ; cette île, pleine d'éléphants, de rhinocéros, de tigres, d'hyènes, de cerfs, d'é-

lans, de daims, d'une multitude de singes, de serpents, d'oiseaux, allait lui offrir le théâtre et le rôle qu'il rêvait.

Deux révoltes des indigènes, aussitôt réprimées, furent les seuls faits de sa vie militaire aux Indes.

La guerre, lui refusant les dramatiques épisodes des combats et des luttes, il rechercha dans les grandes chasses, les émotions et les périls des rencontres avec les bêtes jaunes.

Tantôt monté sur un éléphant, il chassait ou le tigre redoutable, ou le rhinocéros ; mais plus souvent le cerf, le chevreuil ou l'élan.

Que d'aventures survenues au courant de ces expéditions, que le galant capitaine (car son avancement avait marché avec le temps), racontait avec beaucoup de verve !

La publication en volume du récit des chasses du capitaine de Montenach à Ceylan, aurait obtenu tout le succès de celles de Gérard, le tueur de lions, ou de Bonbonnel, le tueur de panthères, deux officiers français morts à la peine.

Après dix ans de ces exercices, sous un ciel meurtrier pour les Européens, le brave capitaine, sérieusement atteint dans sa santé, se décida à abandonner l'armée au bout de dix sept ans de service.

Il prit cette détermination malgré les avis de son colonel, qui lui prédisait un splendide avenir militaire ; car, à trente-deux ans, notre Canadien était le plus ancien capitaine de son régiment.

En 1856, il revint respirer l'air natal pour rétablir sa santé ébranlée.

A son retour au Canada, il fut nommé major de brigade à Saint-Hyacinthe, et subséquemment, député-adjutant-général du septième district militaire.

Le major de Montenach consacra tout son temps, son énergie et une partie de sa fortune, à travailler au succès de la milice canadienne.

M. Théodore de Montenach était célibataire, et possédait une grande fortune.

Il était co-propriétaire de la seigneurie de Belœil avec sa sœur (madame Thomas Ryan), depuis la mort de sa mère (1870).

Il alla demeurer à l'île-aux Cerfs (1), qu'il a habitée et possédée jusqu'en 1882, époque où il vint demeurer à Montréal chez sa sœur, madame Ryan.

M. de Montenach a toujours été un citoyen honorable ; il était un type du parfait gentilhomme. Sa position et son urbanité lui avaient fait un nombreux cercle d'amis.

Le major de Montenach était un homme d'une haute stature et d'un extérieur imposant qui révélait le militaire. Ses manières avaient le cachet de la distinction, et dénotaient un esprit droit, un cœur généreux et une âme fière, mais compatissante. Il savait se dévouer à ses amis, et soulager la misère des pauvres.

Il était catholique et mourut à Montréal, le 13 octobre 1885 ; il fut inhumé à Longueuil, dans la nouvelle église avec les autres membres de sa famille, le 23 octobre de la même année.

ALEX. JODOIN

(1) Située dans le Richelieu, vis-à-vis le haut de la paroisse de Saint-Marc, à l'embouchure du Ruisseau de Belœil, et près de la seigneurie de Belœil.

RÉPONSES

Officiers de marine en Canada sous le régime français. (VI, XI, 755.)—La phrase suivante se rencontre souvent dans les livres, les revues, et les journaux qui mentionnent certains faits de notre histoire : " M. un tel un tel était officier de la marine." Nous nous sommes embrouillés tout à fait là-dessus.

Les " officiers de marine " se montrent à partir de 1673 dans les registres des paroisses, les actes des notaires et la correspondance des gouverneurs.

En 1673, le régiment de Carignan était retourné en France. Comme il fallait des soldats pour les petits postes de Québec, Trois-Rivières, Sorel, Chambly, Montréal et Cataracouy, on décida d'enrôler des hommes sortant de l'armée française pour former un simple détachement, deux à trois cents, qui seraient dispersés dans les garnisons de la colonie.

De cette manière, Louvois, ministre de la guerre, fournissait à Colbert, ministre de la marine et des colonies, les dix ou vingt militaires demandés chaque année pour remplacer le même nombre décédés ou déchargés. Parfois, ces volontaires de France étaient moins nombreux que le chiffre requis, et alors le gouverneur du Canada recrutait parmi nous pour combler le vide.

Louvois consentait bien à donner quelques soldats, mais non pas à les payer et entretenir au bout du monde. Colbert se chargea de ce soin—c'est pourquoi l'on disait : " le détachement de la marine entretenu en Canada."

Nos anciens papiers sont remplis de cette formule.

Officiers et soldats qualifient ainsi le corps dans lequel ils servaient, afin de n'être pas confondus avec la milice qui,

elle aussi, se composait d'officiers, de soldats et avait une organisation propre.

Le détachement dit de la marine n'était donc pas formé de marins.

Il faut cesser de dire que notre population a reçu, par l'entremise de ce détachement, un fort contingent d'hommes de mer et que nous tenons d'eux les termes de marine qui se rencontrent dans notre langage. Ces termes ne sont pas plus extraordinaires en Canada qu'en France, où ils abondent jusque dans l'intérieur des terres.

Le tout petit nombre d'officiers de marine que nous avons produit se sont éloignés du Canada pour toujours et n'ont rien de commun avec notre détachement de la marine qui tenait garnison sur six ou sept points éloignés : les uns des autres, depuis Québec jusqu'au Détroit, et même Michilimackinac.

Chaque garnison était commandée, selon son importance, par un enseigne, un lieutenant, parfois un capitaine.

La paie d'un capitaine était la plus haute que l'on put toucher comme commandant d'un fort, même si l'officier avait été jadis major dans un régiment français.

Le chef avait rang et solde de major. Il demeurait à Québec.

De 1670 à 1754, ce détachement fut toute notre armée régulière. Il ne vint pas de régiment de France et l'on n'en forma aucun dans le pays.

En 1683 et durant les années suivantes, à cause de la guerre, il arriva quelques compagnies dont on aurait pu former un petit régiment, mais la chose n'eut pas lieu. Ces corps demeurèrent indépendants les uns des autres et dirigés par le gouverneur général.

Louis XIV voyant, vers 1675, qu'il faudrait envoyer des officiers pour remplacer ceux qui manqueraient dans le détachement dit de la marine, demanda au comte de Fronte-

mac de lui désigner les jeunes Canadiens, qui, par leur intelligence, etc., pourraient remplir ces situations. A partir de ce moment les trois quarts des officiers de nos garnisons furent des Canadiens.

Ce sont ces mêmes hommes qui ont semé la terreur dans la Nouvelle-Angleterre à plusieurs reprises, de 1690 à 1759: et que M. Francis Parkman a le soin de qualifier "d'officiers français" avec une persistance qui serait curieuse si l'on ne savait que cet écrivain trouve tout mauvais chez nous et que tout lui paraît excellent chez les Français. Or, comme il est obligé, coûte que coûte, de faire l'éloge de ces vaillants hommes, il s'en tire en les rangeant parmi les Français, ce qui, à ses yeux, signifie une classe supérieure aux Canadiens.

BENJAMIN SULTE

Le capitaine Michel Blais. (VI, XI, 758).—Le capitaine Michel Blais se distingua dans l'invasion américaine de 1775-1776.

Apprenant que les Américains, dans le camp desquels se trouvaient encore quelques Canadiens, se disposaient à faire des incursions au sud du fleuve, les propriétaires royalistes au nombre d'environ quatre-vingt, se réunirent sous les ordres de M. de Beaujou, seigneur de l'île aux Grues, et vinrent rejoindre, à Saint-Pierre de la Rivière du Sud, le capitaine Blais, un des plus ardents royalistes. Sur sa maison fut aussitôt arboré le pavillon anglais. C'était le 25 mars 1776. M. Bailly de Messein (plus tard évêque) qui revenait des missions s'était joint à la troupe en qualité d'aumônier. Une suite d'environ cent-cinquante voitures des différentes paroisses venait à la rencontre des Bostonnais qui s'avançaient par la route de Saint-Vallier. Ces derniers ayant placé des canons sur une côte, qu'on appelle encore aujourd'hui la Côte au Canon, firent sur la maison du capitaine Blais

une décharge qui tua quelques Canadiens et blessa l'aumônier. Les assiégés se défendirent courageusement et les Américains eurent aussi leurs blessés. Cependant les Canadiens crurent prudent de se disperser. Les ennemis s'emparèrent de la maison du capitaine Blais, le firent prisonnier, lui et son fils, ainsi que M. de Lanaudière. Ces braves furent plus tard mis en liberté à Berthier, près de Montréal, par l'intervention de M. Pouget, curé.

Deux des filles du capitaine Blais se firent religieuses au monastère des Ursulines de Québec. L'aînée, la mère Marie-Joseph Blais de Saint-Michel, mourut le 11 juin 1782 ; l'autre, la mère Marguerite Blais de Saint-Pierre, s'éteignit le 24 février 1830, après soixante-deux années de vie religieuse.

R.

Le Père Simple Boquet. (VI, XI, 760.)—Le Père Simple Boquet ou Boequet, récollet, arriva dans la Nouvelle France en juin 1743 et fut envoyé immédiatement par ses supérieurs à Trois-Rivières.

Le 10 août 1754, il se rendit au Détroit pour remplacer le Père Bonaventure Carpentier. Il y resta un grand nombre d'années.

Parvenu à un âge avancé, le Père Boquet perdait souvent la tramontane et il lui arrivait, parfois, de parler tout haut dans l'église. Un jour qu'il faisait la procession de la Sainte-Vierge il était si faible que deux marguilliers furent obligés de lui soutenir les bras qui pouvaient à peine porter la statue. Voyant qu'elle trébuchait à chaque pas : " Qu'est-ce qu'elle a ", dit-il assez haut, " elle frétille comme une anguille ".

Une autre fois, pendant la messe de la Sainte-Trinité, où l'on faisait le renouvellement des vœux du baptême, il s'aperçut que son sacristain, François Leduc dit Persil, dormait. Il lui donna un coup de cierge sur la tête pour le

réveiller. " Quand je vous le disais qu'il me tuerait ", dit Persil tout haut en se réveillant et en se frottant la tête.

A la fin le Père Boquet radotait tant qu'on fut obligé de le renvoyer à Québec, chez les Récollets, où les Pères avaient la permission de continuer à subsister jusqu'au décès du dernier survivant de l'ordre en Canada, ainsi que l'avait décrété le gouvernement anglais. On embarqua donc le Père à bord d'un vaisseau. Au bout de quelque temps le Père entendant sur sa tête le bruit des sacs qu'on chargeait à bord : " Quest-ce donc ? ", dit-il à Persil. " Ce n'est rien, ce n'est rien ", dit celui-ci, " ce sont les gens qui apportent la dime. " " Tant mieux, tant mieux ", reprit le Père, " elle rend bien cette année ".

P.-B. CASGRAIN

Les Lauzon. (VI, X, 753.)—On connaît la pièce de plomb émise par John Goudie en 1821, destinée à servir comme billets de passage sur le bateau à vapeur " Lauzon ", traversier entre Québec et la Pointe-Lévis. On connaît également une variété de cette pièce, celle surchargée " J. McK., " initiales de J. McKenzie, propriétaire sub séquent du " Lauzon ". Toutes deux devenues très-rares, la dernière surtout—j'entends les véritables, car on en a mis des contrefaçons en circulation.

Celui qui posséderait un Lauzon portant l'inscription " Laurent Chabot " d'un côté et " Good for four pence " de l'autre, aurait là une rareté dont il aurait droit de se vanter.

J. W. M.

QUESTIONS

761.—On me dit que la ville de Nicolet a pris son nom de l'interprète Jean Nicolet. En quelle année ? Nicolet a-t-il habité cet endroit ?

Rto

762.—Pouvez-vous me donner la liste de tous les consuls de France qui se sont succédés à Québec depuis 1858, année de l'arrivée du premier consul français en notre pays ?

P. O. B.

763.—Marie Morin a-t-elle réellement été la première religieuse canadienne ?

X.

764.—En quelle année la dévotion à sainte Anne a-t-elle été implantée dans la Nouvelle-France ?

QUÉBEC

765.—Voulez-vous me dire en quelle année l'île du Prince-Edouard a commencé à être colonisée ? Les premiers colons étaient-ils des Canadiens ? A qui appartenait l'île il y a 65 à 70 ans ?

GÉOGRAPHE

766.—Y a-t-il eu plusieurs comtés et baronnies érigés au Canada sous le régime français ?

APPLI.

767.—Où et quand mourut M. Timothé O'Sullivan, Sullivan, Sylvain ou Silvain, médecin irlandais, qui épousa madame veuve de la Jemmerais, mère de la célèbre fondatrice des Sœurs Grises, madame d'Youville ?

RELIG.

768.—Je possède un vieux bouquin intitulé *Recueil de cantiques à l'usage du diocèse de Québec* et publié en 1819. Est-ce là le fameux recueil de cantiques du Père Daulé ?

RIP.

TABLE DES MATIERES

	PAGES
Alphonse de Liguori, La théologie de saint.....	192
Amherst, Sir Jeffery.....	192
Ancourt, Le comte d'.....	64, 117
Angleterre, La Nouvelle.....	62
Assistants au trône pontifical, Les.....	256, 285, 286
Aubert, M.	192
Aubert, La carte de.....	160, 183
Aubéry, Le Père Joseph	324
Autrefois et aujourd'hui	333
Baptiste, Le capitaine.....	121
Beaujeu, Le comte de.....	320
Bédard, L'emprisonnement de.....	57
Belette rozelet ou l'hermine, La.....	209
Bibliographie de la poésie franco-canadienne.....	232
Bibliographie des ouvrages sur la flore canadienne.....	329
Bibliothèque circulante, Une.....	142
Bigot, L'intendant.....	224
Bissot de Vincennes, Jean.....	109
Blairlandie, Le nom.....	128
Blais, Michel.....	352, 375
Bois, Les œuvres de l'abbé L. E.....	280
Boquet, Le Père Simple.....	352, 376
Bord-à-Plouffe, Le.....	115
Borgia, Joseph-Levasseur.....	146
Borgia, Le moulin et la maison.....	37
Boulogne, La mère de.....	32, 155
Bourdon, Jean.....	151
Bourg, L'abbé Joseph-Mathurin.....	8, 263
Cadeau, Jean-Baptiste.....	83
Canada, avant 1672, L'histoire du.....	92
Canada, Le Haut.....	339
Canso.....	205
Cassegrain, L'abbé Paul.....	86
Catholiques et protestants dans la même église.....	63
Caughnawaga, Les Iroquois de.....	96, 116
Caulincourt, Le général de.....	64, 117

	PAGES
Chabot, Laurent.....	320, 317
Chambly, Le canal.....	224, 285
Champlain, Samuel de.....	313
Chanson dans la Nouvelle-France, La.....	50
Chapelains d'honneur secrets de Sa Sainteté, Les.....	247
Chasse-galerie, La.....	51, 282
Chateaubriand et le Canada.....	256
Chaumonot, L' <i>Autobiographie</i> du Père... ..	224, 255
Chenal entre Québec et Montréal, Le.....	224, 252
Chevaux au Canada, Les.....	218
Commissaire-ordonnateur, Les fonctions du.....	352
Couette de nos ancêtres, La.....	80
Couillard, Guillaume.....	115
Craig, Adresse des habitants de Lorette à.....	332
Craig's Road.....	64
Créqy, L'abbé Jean-Antoine-Aide.....	153
Crespieu, Le Père François de.....	268
Crissey, Les frères.....	320
Desceliers, L'abbé Pierre.....	183
Desjardins, L'abbé Louis-Joseph.....	164
Desjardins, Les tableaux de l'abbé P.-J.-L.	32, 56
Devise canadienne, Une.....	214
D'Olbeau, Les Pères.....	278
Dollard et ses compagnons.....	26, 123
Dorion et Gérin-Lajoie, J.-B.-Éric.....	64
Dubuque, Origine du mot.....	8
DuLuth, Origine du mot.....	8
Dumas, Le sieur.....	285
Dupré, LeCompte.....	96, 249
Durban, La ville de.....	125, 158
Ecosse, La Nouvelle.....	87
Elections sous l'Union, Les.....	82
Eslavage au Canada, L'.....	119
Estrées, Jean d'.....	314
Faillon, Les œuvres de l'abbé.....	288, 317
Féndon's Falls, Origine du nom.....	339
Fief simple et fief de dignité.....	224, 248
File indienne.....	159
Finlay et le Père de Glapion, Hugh.....	206

	PAGES
Flore canadienne, Bibliographie des ouvrages sur la...	329
Forillon, Le	307
Foulons, Les	32
France antarctique, La.....	96, 156, 250
Fréchette, Charles.....	153
Gardes de la marine, Les.....	352, 373
Gaspé, Etat des services de Philippe-Aubert de.....	79
Gazelle, L'abbé Pierre.....	255
Généalogies, Les.....	305
Georges III, La mémoire de	1
Glapion, Hugh Finlay et le Père de.....	206
Gouverneurs, Les appointements de nos.....	350
Gugy au Canada, Les	89
Guignolée, La	28
Guillaume IV au Canada, Le voyage de.....	147
Hébert, Louis,	64, 88
Hermine ou belette rozelet, L'.....	209
Horse boats, Les	160, 191
Humphrey, Le bourreau	281
Hurons, Les	32, 64, 96
Incarnation, La mère de l'.....	151
Indépendance, Les Canadiens et la guerre de l'.....	209
Inhumations hâtives, Les	41
Invasion de 1775 76, L'.....	132
Iroquois de Caughnawaga, Les.....	96, 116
Isles, Les	234
Islet, Notre-Dame de Bonsecours de l'.....	355
Jacques-Cartier, Le fort.....	32
Journal publié au Canada, Le premier.....	160, 213
Juges de Trois-Rivières, Les.....	128, 244
Justice à la fin du dix-septième siècle, La.....	36
Kilder, Le récollet.....	352
Lachine, Le canal.....	260
Lachine, Les victimes du massacre de.....	47
LaMotte, Origine du nom.....	196
Langevin, La Trappe de.....	203
Langlois, Le père trappiste L.-A.-G.....	156
LaPotherie.....	29
LaSalle, Le fils de.....	160

	PAGES
Taure, Le Père Pierre.....	152
Les Lauzon.....	377
Lefebvre et la dame de la Pérade, Le curé.....	160, 349
Lefrançois, Le Frère François-Luc.....	152
Lévis, Gaston Pierre-Marc de.....	20
Lévis, Les journaux publiés à.....	286
Longueuil, Le château de.....	76
Longueuil, Les noms des.....	349
Longueuil, L'orthographe du mot.....	157
Louisiane, Origine du mot.....	196
Macdonald, Un duel desir John.....	215
MacNab et la langue française, Sir Allan.....	64
Martel, Jean.....	21
Maure, La seigneurie de.....	256
Mésaventure, Une.....	141
Moine, Le chenai du.....	159
Montcalm, Les uniformes de l'armée sous.....	185
Montenach, La famille de.....	365
Mots d'origine sauvage, Les.....	294
Murray, Le général.....	312
Nadeau, Le capitaine.....	279
Nelson, Le docteur Wolfred.....	189
Niagara, La chute.....	125
Nobles à la cession du pays, L'exode des.....	274
" Notre-Dame de Bonsecours ".....	355
Oka et ses missionnaires, La mission.....	147, 220
Olbeau, Les Pères d'.....	278
Omar et le Père Vaillant, Le testament de.....	42
Pain bénit, le.....	24
Patronage, Le droit de.....	64
Peinture au Canada, La.....	150
Piastre, L'origine du signe (\$) de.....	216
Pierron, Le Père.....	150
Pitt, Le ministre.....	288
Pizeau, La côte à.....	64
Plaines d'Abraham, Les prisonniers des.....	288, 347
Poésie franco-canadienne, Bibliographie de la.....	232
Pommier, L'abbé Hughes.....	152
Porlier, L'abbé P.-A.....	132
Portage, Notre-Dame du.....	163

	PAGES
Potherie, La.....	29
Prêtres français prisonniers à Québec en 1801.....	101
Primogéniture, La loi de.....	286
Proverbes, Deux.....	276
Puisaye et ses royalistes, Le comte de.....	320
Puisaye, L'épouse du comte de.....	192, 280
Québec, La cathédrale de.....	128
Québec, Les anciennes prisons de.....	53
Rasle, Le Père Sébastien.....	153, 207
Récher, L'épître du curé.....	144
Richard, L'abbé Gabriel.....	197
Ristigouche, La bataille de.....	153
Roberval, Le navire de.....	207
Saint-Alphonse du Saguenay.....	35
Saint-Clet de Soulange.....	99
Saint-Eloi de Témiscouata.....	259
Saint-Ignace du Cap Saint-Ignace.....	291
Saint-Laurent, Le creusage du.....	224, 252
Saint-Magloire de Roux.....	323
Saint-Michel, L'anse.....	32
Saint-Sépulchre, L'ordre sacré et militaire du.....	256, 309
Saint-Uric de la Rivière-Blanche.....	334
Saint-Vallier, L'orthographe du nom.....	95
Saint-Vallier, Saint-Philippe et Saint-Jacques de.....	131
Saint-Zénon de Piopolis.....	195
Sainte-Anne de la Pêrade, Les curés de.....	224
Sainte-Anne des Plaines, Les curés de.....	273
Sainte-Cécile de Valleyfield.....	5
Sainte-Foye, Notre-Dame de.....	67
Sainte-Luce de Rimouski.....	227
Salaberry, Etat des services du colonel de.....	145
Sartigan, L'ancien fort.....	224
Saunders, Sir Charles.....	46
Saut-au-Matelot, La croix du.....	150
Siège de 1759, Pendant le.....	277
Sherbrooke, Sir John-Coape.....	320, 351
Smet, Le Père de.....	256, 284
Société du feu, La.....	96, 221
Soo.....	224
Suicide sous le régime français, La punition du.....	312

	PAGES
Sullivan, L'arpenteur	352
Taylor, Le dominicain	352
Thibaudeau, L'hon Elie	62
Thorel, L'abbé Nicolas-Aubin	101
"Tire", Le mot canadien	349
Tonty, Le père du chevalier	31
Tourmente, Les croix du cap	158
Trappe de Langevin, La	203
Trappiste canadien, Le premier	156
Trinité, Les maisons de la	256, 345
Trois-Rivières, Les juges de	128, 244
Uniformes français sous Montcalm, Les	185
Vacciner, La manière de	208
Vaillant et le testament de Claude Omar, Le Père	42
Valleyfield, Sainte-Cécile de	5
Villeray, Les armes de M. de	192
Vincennes, Jean Bissot de	109
Vincent de Paul, Une lettre de saint	143
Walker, Une chanson sur l'expédition de	81
Winsor, Justin	54
Wolfe, L'épée de	287
Wolfe, Monument en son honneur dans l'abbaye de West- minster	320

MAD 24 MAR

MAR 24 1936

Widener Library



3 2044 100 135 839